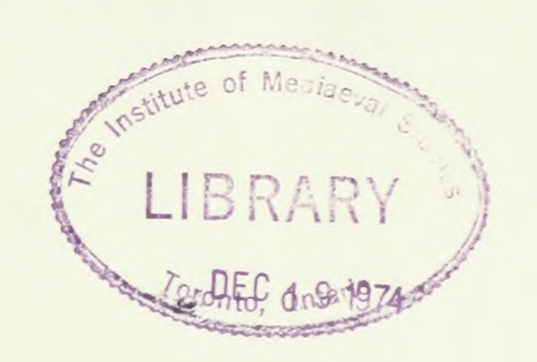




COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIÈRE SÉRIE

HISTOIRE POLITIQUE

COLLECTION

DES

CARTULAIRES DE FRANCE



TOME IV

CARTULAIRE DE L'ÉGLISE NOTRE-DAME DE PARIS

PUBLIÉ

PAR M. GUÉRARD

MEMBRE DE L'INSTITUT DE FRANCE

AVEC LA COLLABORATION DE MM. GÉRAUD, MARION ET DELOYE

TOME I

A PARIS

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET

M DCCC L



AVERTISSEMENT.

COMPOSITION DU CARTULAIRE DE L'ÉGLISE NOTRE-DAME DE PARIS.

Le Cartulaire que nous publions est formé de la réunion de six cartulaires principaux, qui portent les noms suivants :

Cartulaire de l'Évêque,
Petit Pastoral,
Grand Pastoral,
Grand Cartulaire,
Petit Cartulaire,
Livre Noir.

Ces manuscrits sont nommés ici et publiés dans notre édition d'après leur ordre d'ancienneté, à l'exception du Livre Noir, qui, bien qu'il soit le plus ancien de tous, a dû être rejeté à la fin par les motifs qui seront exposés tout à l'heure.

Notre édition contient en outre un Appendice, dans lequel nous avons placé deux cartulaires secondaires, savoir : le cartulaire du Mandé et le cartulaire dit le Livre des Serments.

Enfin, après l'Appendice, nous avons imprimé l'Obituaire et deux pouillés de l'Église de Paris.

NOTICE DES MANUSCRITS.

1° CARTULAIRE DE L'ÉVÊQUE. Petit in-4°, sur vélin, de 152 feuillets, écriture du XIIIe siècle ; Bibliothèque nationale, n° 5526 [1].

Les huit premiers feuillets sont remplis par diverses pièces, dont deux seulement sont de la même main que le corps du manuscrit. La première des deux contient la désignation des fiefs

[1] Une copie de ce cartulaire, exécutée au XVIIe siècle, est conservée à la même Bibliothèque, sous la cote *Fontanieu*, 143.

appartenant à l'évêque de Paris ; la seconde le pouillé du diocèse. Nous les avons publiées dans les *Prævia,* avec les autres qui nous ont paru offrir quelque intérêt ; le reste a été omis.

Les feuillets 9 à 152 sont consacrés aux chartes. Les bulles sont en tête ; puis viennent les diplômes des rois, ensuite les chartes des évêques. L'écriture primitive s'arrête au feuillet 89. Ce qui suit consiste en additions, faites sans beaucoup d'ordre, à des époques et par des mains différentes.

Les chartes sont sans numéro, et le manuscrit n'a pas de table.

2° Petit Pastoral. Petit in-4°, sur vélin, du milieu du XIIIe siècle, composé de 378 feuillets ; Archives nationales. Il contient environ 280 pièces, numérotées depuis 1 jusqu'à 280.

Les chartes y sont distribuées en neuf sections, ayant pour titres : *Apostolicorum*, *Regum*, *Comitum*, *Episcoporum*, *Abbatum*, *Decanorum*, *Fratrum*, *Officialium*, et la dernière, *Litteræ manumissionum et commutationum servorum et ancillarum*. Chaque titre est écrit en rouge, dans le haut des pages.

3° Grand Pastoral. In-folio, vélin, de 874 pages ; Arch. nation.

Il est divisé en vingt-trois livres. Les seize premiers concernent les biens du chapitre de Notre-Dame situés hors de Paris. Le dix-septième livre est intitulé : *Singulares manumissiones*. Le dix-huitième, probablement déplacé, renferme les chartes relatives aux paroisses de Villejuif et de Vitry. Le dix-neuvième a pour titre : *Indulgentiæ speciales Romanorum pontificum et regum ;* le vingtième : *Statuta et ordinationes Ecclesiæ Parisiensis et anniversaria multorum ; item, instrumenta de quibusdam rebus Parisius et alibi sitis*. Le vingt-unième et le vingt-troisième ont le même titre, ainsi conçu : *Emptiones et alia pertinentia ad Ecclesiam Parisiensem, de hiis quæ sunt Parisius, in territorio vel prope*. Enfin le vingt-deuxième est intitulé : *Litteræ tam anniversariorum quam aliarum rerum*.

Tous ces livres ont été copiés à deux époques et par deux mains différentes. Les chartes de la première main sont numé-

rotées en marge et ornées d'une lettre initiale historiée. Celles de la seconde main sont aussi numérotées, mais n'ont pas d'ornement dans les initiales. Les numéros des chartes recommencent à chaque livre. A la suite des livres, le copiste avait laissé des feuillets blancs, qui ont été remplis à des temps postérieurs.

Vingt chartes transcrites hors de leurs places, au commencement du volume, ont été rétablies par nous dans les livres auxquels elles appartiennent, savoir : les cinq premières et les neuf dernières à la suite du quatorzième livre, et les six autres à la suite du troisième. Pour les onze premières chartes, ce renvoi était indiqué dans le manuscrit; pour les neuf dernières, qui concernent Chelles, nous les avons imprimées à la suite du livre de Mitri, par la raison que Mitri est le lieu le plus voisin de Chelles.

4° Grand Cartulaire. In-folio, vélin, de 356 feuillets ; Archiv. nation. Il contient quatre cent soixante-trois chartes, dont quatre-vingt-onze sont déjà dans les manuscrits précédents. Elles sont disposées dans un certain ordre, sous une seule série de numéros.

5° Petit Cartulaire. In-folio, vélin, de 289 feuillets; Archiv. nation. Sur les quatre cent vingt chartes qu'il renferme, il n'y en a que soixante-huit dont la copie ne se trouve pas déjà dans les autres cartulaires. Il porte la date de 1330, mais présente plusieurs additions faites après cette année. Les chartes, quoique rangées sous une seule série de numéros, depuis 1 jusqu'à 420, sont néanmoins divisées en onze sections. Chaque section est placée sous un titre qui indique l'objet des chartes qu'elle contient, et quelquefois le lieu où les originaux sont deposés.

6° Livre Noir. Petit in-folio, vélin, dont la plus grande partie est d'une belle écriture de la fin du XIIe siècle : Archiv. nationales.

Il est composé de quatre cent vingt-quatre pages. Les dix-huit premières sont remplies par divers documents, entre lesquels on remarque deux catalogues des livres que le chancelier de l'Église

de Paris devait tenir à la disposition des étudiants en théologie trop pauvres pour pouvoir les acheter.

Le cartulaire proprement dit commence à la page 19, par la table des chartes, qui occupe quatre pages à deux colonnes, et contient deux cent vingt-six articles. Les deux cent vingt-six pièces correspondantes sont transcrites de la page 23 à la page 326, mais non de la même écriture ni sans interruption. Plusieurs feuillets laissés en blanc par le copiste, ont été remplis plus tard par des documents sans titre et sans numéro; tandis que les deux cent vingt-six chartes primitives ont chacune, à la marge de la première ligne, un numéro et un titre. D'autres pièces sans numéro, de diverses époques et de plusieurs mains, occupent les pages 327 à 366.

Les pages 367 à 424 sont in-4°, et forment un recueil étranger au Livre Noir, avec lequel il a été relié. Ce recueil présente des formules de serment, des règles d'administration et de discipline, différents modes d'élection, enfin des analyses d'actes et de procédure.

Toutes les pièces du Livre Noir, tant celles qui sont numérotées que celles qui ne le sont pas, y ont été transcrites pêle-mêle, sans égard à leur nature ni à leur provenance, et sans aucune pensée de classification. De plus, il n'y en a qu'un petit nombre qui ne se retrouvent pas rapportées dans les autres cartulaires. Ces raisons nous ont détourné de prendre ce manuscrit pour base de notre édition, quoiqu'il soit le plus ancien de tous. Mais nous avons eu soin de collationner sur le Livre Noir toutes les chartes dont il nous offrait un second texte. Les pièces ainsi collationnées se reconnaîtront aisément à l'*e* cedillé (ę), qui, dans presque toutes, est mis à la place de l'*æ*.

Quant aux chartes du Livre Noir qui ne se trouvent pas ailleurs, comme elles ne sont point assez nombreuses pour former à elles seules une division de notre cartulaire, nous les avons imprimées à part dans l'Appendice.

7° Cartulaire du Mandé. Petit in-folio, vélin, écriture demi-cursive de la fin du XIIIe siècle; Archives nat., section hist., L. $\frac{2}{42}$. Le manuscrit contient 44 feuillets. Les trois premiers n'ont pas de numéro, quoiqu'ils soient écrits; les suivants sont numérotés 1-41.

8° Livre des Serments. Manuscrit des Archives nationales, L. $\frac{1}{45}$, in-folio, vélin, orné de trois grandes minatures au commencement, et composé de 254 pages. Les premières pages sont en minuscule du XIVe siècle, avec des lettres capitales bleues ou rouges, sans ornements; le reste est en cursive de plusieurs mains et de différentes époques. Outre les formules de serments, le ms. contient une suite des deux Pastoraux, composée d'actes qui commencent à l'année 1168 et finissent à l'année 1498.

9° Obituaire de l'Église de Paris. In-4°, vélin; Bibliothèque nationale, n° 5185 C. C. Il est paginé de 1 à 225 et paraît avoir été écrit sous le règne de Philippe III, de 1271 à 1285[1]; mais on y remarque de nombreuses additions faites dans les siècles suivants. Nous avons extrait du même manuscrit, qui contient d'autres ouvrages, quelques pièces transcrites après l'Obituaire et concernant le trésor de Notre-Dame.

10° Poulier des béneffices du diocèse de Paris. Extrait d'un manuscrit de la Bibl. nat., n° 5199, sur papier, in-4, sans pagination, et d'une mauvaise écriture cursive du XVIe siècle. A la suite de ce document, nous avons réimprimé le Pouillé de 1767, qui représente le diocèse dans son dernier état.

PLAN DE L'ÉDITION.

Les six cartulaires sont, comme nous l'avons dit, publiés dans l'ordre de leur ancienneté, à l'exception du Livre Noir, rejeté dans l'Appendice. Ainsi l'ouvrage entier contient cinq parties, suivant le nombre des principaux cartulaires qui ont servi à le

[1] Voy. l'*Obit* d'Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, t. IV, p. 139

composer, sans compter l'Appendice, l'Obituaire et deux pouillés du diocèse de Paris, l'un du XVI[e] siècle, et l'autre du XVIII[e].

Les divisions du Petit Pastoral en neuf sections et du Grand Pastoral en vingt-trois livres ont été conservées ; mais nous n'avons pu maintenir les onze sections du Petit Cartulaire, attendu que, par la suppression des doubles emplois, il avait perdu les cinq sixièmes de son contenu, et que des sections tout entières, telles que la cinquième et la sixième, avaient disparu complétement, sans parler des autres sections auxquelles il n'est resté qu'une ou deux pièces. C'est pourquoi nous avons placé les chartes conservées sous une seule série de numéros. Nous avons opéré de même à l'égard des chartes des autres manuscrits, soit qu'elles y eussent ou non des numéros d'ordre. Quand les pièces n'étaient pas assez importantes pour mériter d'être publiées en entier, nous nous sommes contenté d'en donner un extrait, et plus souvent un sommaire, en conservant toutefois les dates, que nous avons imprimées textuellement et avec d'autres caractères que l'analyse. Nous avons opéré aussi de nombreux retranchements dans l'Obituaire. La division par chapitres que nous y avons adoptée ne répond pas à celle du manuscrit. Lors de la rédaction primitive, on avait laissé du blanc à chaque jour de l'année ; mais quand l'espace a été rempli, on n'a pas fait difficulté d'écrire les obits ailleurs, sans égard pour la date. Nous avons dû faire disparaître autant que possible ces transpositions. Des donations, des clauses testamentaires et des décisions du chapitre, relatives aux fondations d'anniversaires, sont mêlées aux obits ; mais nous n'en avons imprimé que ce qui nous a paru avoir de l'intérêt. A la suite de l'Obituaire, nous avons placé quelques pièces empruntées au même manuscrit, et trop peu nombreuses pour être rangées sous un titre particulier. Il suffit, du reste, de jeter les yeux sur la Table qui termine le quatrième et dernier volume, pour se rendre compte de l'ensemble et de la division du Cartulaire de Notre-Dame de Paris.

PRÉFACE.

Sujet.

1. Relever tous les faits intéressants de notre Cartulaire, les mettre en ordre et les résumer, tel est l'objet de cette Préface. Toutefois, pour ne pas nous répéter sans cesse ni repasser sans nécessité par le même chemin, nous laisserons aujourd'hui de côté les questions relatives à la condition des personnes et des terres. Bien que ces questions se représentent ici, presque à chaque page, avec de nouvelles données, qui semblent les rendre inépuisables, elles tiennent déjà une si grande place dans nos publications précédentes, qu'il nous serait impossible d'y revenir maintenant sans beaucoup de fatigue et pour le lecteur et pour nous. Or, après les avoir écartées ainsi de notre examen, celles qui appellent le plus souvent notre attention, et sur lesquelles le Cartulaire de Notre-Dame jette le plus de lumière, se rapportent au régime intérieur de cette église, au partage et à l'administration de ses biens, à sa juridiction et à ses priviléges, à l'état de son personnel et aux attributions de ses officiers; c'est donc là le sujet principal dont nous aurons à nous occuper.

Non que nous ayons à refaire l'histoire de la cathédrale de Paris, ni l'histoire de ses évêques ou de son chapitre : pour la composition d'un ouvrage de ce genre, les matériaux que nous publions seraient, il est facile de le reconnaître, tout à fait insuffisants. En effet, ils ne fournissent que bien peu de détails sur les actes extérieurs et publics de ses prélats et de ses chanoines, et ne nous apprennent rien de relatif à la construction du

temple de Notre-Dame; mais ils sont très-propres à nous donner une idée du pouvoir temporel et des possessions territoriales dont une église jouissait anciennement, et pourtant ils n'éclairent qu'un côté de la question. Pour être en état de juger de ce qu'était une église au moyen âge, ce n'est pas assez que d'en connaître les richesses particulières et l'organisation intérieure, il faut de plus savoir quelle place elle occupait dans le monde, et sous quel aspect elle s'offrait aux yeux de la population; comment le clergé était considéré par les fidèles, et sur quelle base reposait sa popularité.

Le Cartulaire de Notre-Dame ne nous fournit pas non plus de renseignements sur ce point; de sorte que, pour éviter de ne présenter ici que la moitié d'une esquisse, nous sommes forcé d'emprunter ailleurs les traits dont nous avons besoin pour la compléter.

Cette Préface comprendra donc deux parties bien distinctes : l'une, pour ainsi dire domestique, tirée du fond même de la présente collection; l'autre, en quelque sorte étrangère, composée à l'aide de documents du dehors. C'est par celle-ci que nous allons commencer.

PREMIÈRE PARTIE.

L'ÉGLISE AU MOYEN AGE.

Influence du clergé.

2. L'influence du clergé dans l'État, sous les anciens rois de France, est un fait incontestable; les preuves en éclatent à presque toutes les pages de notre histoire, et je croirais superflu de les rassembler ici. Je n'ai pas non plus l'intention d'examiner de

près les diverses causes de cette influence, qui peut être attribuée à la fois aux dogmes de la religion, à la politique de ses ministres et aux concessions du pouvoir temporel. Ainsi les principes consolants et la morale bienfaisante du christianisme, ses doctrines démocratiques et libérales, devaient concilier aux prêtres qui les enseignaient le respect et l'amour des peuples; ainsi l'organisation de l'Église, sa hiérarchie, sa discipline, la tenue de ses conciles généraux et particuliers, la richesse de ses revenus et de ses aumônes, lui assuraient un ascendant considérable dans la société. De plus, le clergé avait obtenu des empereurs et des rois beaucoup de concessions et de priviléges fort étendus; il avait été admis dans les assemblées nationales et dans le conseil des princes; il était investi de l'autorité et de la juridiction civile, dans les municipalités, dans les provinces et dans le centre même du gouvernement; il remplissait les premières places et formait le premier ordre de l'État. Telles ont été les principales causes de son influence.

De la popularité du clergé.

3. Mais le pouvoir, la considération, la vertu même, ne procurent pas toujours la popularité. Pour que le peuple se donne à un corps, à une institution, il faut qu'il y trouve non-seulement une garantie pour ses intérêts, mais encore un aliment pour ses passions et pour ses plaisirs, un rôle à jouer en personne, une place où il se sente à lui et chez lui. Or, les raisons qui expliquent l'influence du clergé sont insuffisantes pour expliquer en même temps la faveur populaire dont il a joui, et qui n'est pas moins avérée que son influence. La question relative à cette faveur populaire, qui nous étonne d'abord, est encore à examiner. C'est à cet examen que je me livrerai ici, en me renfermant dans les temps anciens; les institutions civiles et religieuses ayant été plus tard profondément altérées, les explications que je vais essayer de donner ne conviendraient pas aussi

bien aux âges postérieurs. Le résultat de ces recherches, si j'ai le bonheur de les bien diriger, doit servir à nous faire mieux comprendre une époque dont l'histoire politique ne peut seule nous donner une juste intelligence.

De même que le XII[e] siècle ne saurait se passer de l'histoire des communes, le XIII[e] de celle de la jurisprudence, le XIV[e] et le XV[e] de celle des états généraux, le XVI[e] et le XVII[e] de celle des parlements; de même les cinq premiers siècles de la monarchie française ne sauraient aller sans l'histoire du culte, des institutions et des usages de l'Église. Les intérêts et les passions qui s'agitent plus tard dans la commune et dans les états généraux, s'agitaient auparavant dans l'église et dans les temples; c'était là que se trouvaient le mouvement et la vie; là se montrait le peuple, qu'on chercherait vainement ailleurs au champ-de-mars, au champ-de-mai, dans le plaid ou dans l'armée. Alors l'opinion attachait le plus grand prix à la jouissance des droits religieux*, l'esprit de dévotion menait la société, et la gloire des guerriers et des rois était éclipsée par celle des saints. Du point de vue où je me place, je distingue trois causes principales de la popularité du clergé en France; savoir : dans les cérémonies du culte, dans les institutions ecclésiastiques et dans la conduite du clergé envers le peuple.

Le peuple se réfugie dans l'Église

1. Au moment de la conquête des Gaules par les Francs, le peuple romain avait perdu sous les empereurs à peu près tous ses droits politiques; il était gouverné despotiquement. Les libertés municipales elles-mêmes étaient devenues souvent plus onéreuses que la servitude, et les magistrats désertaient la curie, en même temps que les citoyens abandonnaient la cité. En Occident, les cirques et les théâtres étaient devenus déserts et n'étaient plus entretenus; beaucoup d'édifices publics avaient été ruinés au milieu des incursions des Barbares, et la plupart

des temples s'étaient écroulés avec le paganisme. L'autorité centrale et l'autorité locale expiraient en même temps ; enfin l'ordre civil périssait tout entier.

La religion chrétienne, au contraire, après s'être répandue dans toutes les provinces de l'Empire, était déjà florissante. Toute ville gauloise que décorait le titre de cité avait son évêque, et les villes secondaires, ainsi que les bourgs, possédaient des églises et des prêtres subordonnés ; la hiérarchie et le pouvoir ecclésiastique étaient constitués partout, et la nouvelle société religieuse était assise sur des bases aussi larges que solides.

Ce fut alors que le peuple, dépossédé depuis longtemps de sa tribune et de ses comices, éloigné de la curie, privé dans l'Occident de jeux et de spectacles[1], de protection et de magistrats ; opprimé, dépouillé, persécuté, exclu de partout et ne possédant plus rien d'assuré dans l'État, chercha refuge dans l'Église, et déposa entre les mains des prêtres, non-seulement sa religion, mais encore son gouvernement, ses affaires et tous ses intérêts. Voilà pour ce qui concerne les Gallo-Romains.

Quant aux Francs de Clovis, tout le monde sait qu'au lieu de piller les églises et les monastères, comme firent plus tard les Danois et les autres peuples du Nord, ils respectèrent en général assez bien ce qui appartenait au clergé ; et qu'à leur approche, on ne vit pas, comme au IX[e] et au X[e] siècle, les prêtres emporter les objets de leur culte, ni les routes et les rivières se couvrir des corps des saints, convoyés par les fidèles dans des lieux de sûreté. Bientôt même les Francs se firent chrétiens, et l'Évangile ne compta plus que des adhérents chez les vainqueurs et chez les vaincus.

[1] Il y avait bien encore quelques cirques debout, et même les premiers rois des Francs en firent élever quelques autres (Greg. Tur., V, 18, et VIII, 36) ; mais nous ne voyons pas qu'ils aient servi longtemps à donner des spectacles au peuple. Il est aussi question dans Procope (*De bell. Goth.*, III, 33) des jeux du cirque d'Arles sous le roi Childebert I[er].

Ordre et pompe des cérémonies religieuses.

5. La population, une fois entrée dans l'église, y trouva tout ce qui pouvait l'y retenir et l'y captiver. La pompe des cérémonies religieuses, d'autant plus remarquable que celle des théâtres avait cessé, attirait la foule au pied des autels, et servait souvent à la conversion des Barbares, qu'on gagnait autant par les yeux que par la parole[1].

Les temples chrétiens étaient ouverts à tous, mais tous n'y étaient pas admis confusément et pendant le même temps. Le clergé avait établi un ordre et des rangs qu'il n'était pas permis de troubler, et qui devenaient à la fois une cause d'influence et de popularité pour lui, et un sujet d'émulation pour les fidèles. Les ecclésiastiques occupaient le sanctuaire et le chœur; quant aux laïques, ils étaient distribués, dans la nef et dans les bas côtés, en plusieurs classes, qui avaient chacune leurs places distinctes. Les plus rapprochés de l'autel étaient les chrétiens; venaient ensuite les catéchumènes, et derrière ceux-ci se tenaient les pénitents. Les sexes étaient d'ailleurs séparés; les hommes étaient à droite et les femmes à gauche[2]. Ce n'était plus ici comme dans l'ordre civil, où le Franc était mis avant le Romain, l'antrustion avant le simple Franc. Dans l'église l'inégalité sociale disparait; le colon et le serf sont dans la même classe que le seigneur et que l'homme libre. Non pas qu'il y ait égalité; mais si l'inégalité y règne, elle est, pour ainsi dire, toute morale, et l'homme faible, *debilior persona*, si peu protégé par la loi, voyait souvent placé derrière lui et à un rang inférieur, l'homme puissant dont il avait souffert l'oppression dans le monde.

[1] La reine Clotilde, femme de Clovis, fit orner l'église de tapisseries, pour le baptême de son premier enfant, afin d'amener plus facilement à la foi, par ce spectacle, le roi son mari, que la prédication ne pouvait fléchir. Greg. Tur., II, 29.

[2] Mart. *De antiquis Eccl. rit.*, t. I, col. 340-1.

Une classification de cette espèce devait être populaire, car le peuple, quelque corrompu ou grossier qu'il soit, aimera toujours mieux les distinctions fondées sur les mœurs ou sur la piété, que celles qui seraient fondées sur la puissance ou sur la richesse.

Entrons dans quelques détails sur les pratiques du culte ; j'y suis entraîné par mon sujet. Non-seulement l'ordre majestueux des cérémonies[1] ; la magnificence des tentures dont les églises, jonchées de fleurs et d'herbes odoriférantes, étaient ornées ; la richesse des vêtements ecclésiastiques, et les chants sacrés, présentaient un charme attrayant pour la multitude ; mais encore la part directe qui lui était réservée dans la célébration de l'office divin était bien propre à la captiver. Alors l'usage des basses messes était peu répandu ; le peuple, lorsqu'il était appelé au temple, y entendait une messe haute et solennelle[2]. Ce n'était pas une affaire laissée au clergé seul ; clercs et laïques y concouraient pareillement. La messe tenait le peuple attentif et toujours en haleine, et constituait, si je puis me servir d'une comparaison aussi profane, un grand drame, partagé en plusieurs actes distincts, dans lequel l'intérêt, toujours croissant depuis l'introït, était porté au comble au moment de la consécration et de la communion, qui en était le dénoûment. La langue dans laquelle on la célébrait était encore entendue de la plupart des assistants. Les chants ne se confondaient pas autant qu'aujourd'hui avec les lectures[3]. Celles-ci étaient plus nombreuses et plus variées, et

[1] Voy. Fleury, Disc. II, art. 7 et 8, t. VIII, p. XVIII-XXIV, in-12.

[2] C'était encore l'usage sous Charlemagne de ne faire qu'un office le dimanche dans les grandes villes et à l'église cathedrale. Les prêtres et le peuple devaient y assister. Voy. Fleury, t. IX, l. XLIV, c. XXIII. Comme les temples n'étaient pas assez spacieux pour contenir toute la population qui, les jours de grandes fêtes, se rendait à l'office divin, on réitérait le sacrifice de la messe autant de fois que les églises se remplissaient de fidèles. Voy. D. Ceillier, *Hist. des aut. eccl.*, t. XIV, p. 385.

[3] Voy. Agob. *De correct. Antiphon.*, c. XVII ; dans ses œuvres, t. II, p. 98, édit. 1665.

suivant qu'elles étaient tirées des prophètes, des apôtres, des vies des saints et des diptyques, elles se faisaient en des lieux particuliers et par des bouches différentes. Les chants d'Église étaient eux-mêmes devenus populaires et retentissaient dans les festins[1]; on entonnait les litanies en allant au combat[2].

La cérémonie de l'offrande, bien plus intéressante, avait un tout autre caractère que celui qu'elle présente actuellement. Tout le monde y participait, à l'exception des catéchumènes, des pénitents et des autres personnes qui ne pouvaient communier[3]. Outre ce qui était nécessaire pour la communion des prêtres et des laïques, et ce qui était destiné pour les eulogies, on offrit aussi d'abord toutes sortes de présents, qui plus tard durent être déposés dans la maison épiscopale et non plus apportés à la messe. Dans l'église, l'évêque recevait les offrandes en parcourant successivement tous les rangs des fidèles. L'archidiacre prenait les fioles de vin, et les versait dans un calice que lui présentait le sous-diacre; celui-ci vidait le calice dans une cuvette portée par un acolyte. Le pain était offert sur des serviettes blanches et déposé dans des corbeilles[4]. L'ancien usage du baiser de paix s'était conservé dans ces temps de guerre et de vengeance[5]: après la consécration, les hommes s'embrassaient entre eux, et les femmes entre elles[6].

[1] Voy. Greg. Tur., VIII, 1.

[2] Voy. *Rhythmus teutonicus*, dans Bouq., IX, 101 d.

[3] Il n'est pas vrai que, durant les sept premiers siècles, tous ceux qui assistaient aux saints mystères y dussent nécessairement communier. Voy. Lebrun, *Expl. des cérém. de la messe*, t. IV, part. II, p. 273-81.

[4] Voy. Mart., l. I, c. IV, art. 6, § 2-6, t. I, col. 385-7.

[5] Il subsista longtemps, et on le retrouve encore au XIII[e] siècle. Voy. Cl. de Vert, *Cérém. de l'Égl.*, t. III, p. 361-2; le P. Lebrun, *Explic. des cérem. de la messe*, part. V, art. 7, t. I, p. 606-7.

[6] Pour la communion, les fidèles recevaient l'Eucharistie dans leurs mains et se communiaient eux-mêmes, comme nous le voyons dans Grégoire de Tours, IV, 24, et X, 8. Mais, depuis le VI[e] siècle, il fut prescrit aux femmes de la recevoir sur un voile blanc, appelé dominical, et de se servir de ce voile pour la porter à leur bouche (voy. Fleury, *Hist. eccl.*, t. IV, l. XVII, c. XVI, et t. VII, l. XXXIV, c. II. — Grancolas, *Les anc. liturg.*, t. II, p. 314-320). En 880, le concile de Rouen changea

Les catéchumènes.

6. Mais ce qui agissait fortement sur l'esprit du peuple, et ce qui donnait à ses yeux un grand prix au droit de participer à tous les offices du culte, c'était le spectacle des personnes qui n'étaient admises qu'à la jouissance imparfaite de ce droit, ou qui même en étaient entièrement privées.

Celles qui n'avaient pas encore reçu le baptême et qu'on préparait à ce sacrement, étaient, comme on sait, désignées sous le nom de catéchumènes. Les catéchumènes se divisaient en quatre classes, suivant Gabriel de l'Aubespine[1]. A la première appartenaient ceux qu'on instruisait en particulier dans leurs maisons; à la seconde, ceux qui, après cette première instruction, venaient entendre les sermons dans l'église, et qui se nommaient à cause de cela *auditores*. La troisième classe comprenait ceux qu'on désignait sous les noms de *orantes* et *genuflectentes*, parce qu'ils avaient la permission d'assister aux sermons et aux prières, et qu'ils se mettaient à genoux. Dans la quatrième étaient rangés ceux qui, après avoir passé par les trois classes précédentes, étaient jugés dignes de recevoir le baptême, et prenaient les noms d'*electi* ou de *competentes*. Mais généralement on ne distingue que trois classes de catéchumènes, savoir : les *auditores*, les *genuflectentes* et les *competentes*[2].

cette coutume, et ordonna que tous les fidèles communieraient, non plus de leurs propres mains, mais de celles des prêtres (Grancolas, *ibid.*, p. 323). C'est à ces anciennes pratiques observées par les chrétiens, de se donner le baiser de paix, de prendre l'hostie dans leurs mains et de communier aussi sous la seconde espèce, en aspirant le vin du calice par un chalumeau commun, qu'il faut attribuer l'usage de construire devant les églises des fontaines où les fidèles se lavaient la bouche et les mains avant d'assister à la messe (D. Mart., l. I, c. IV, art. 10, § 7 et 8, t. I, col. 432 et 433). Les bénitiers ont succédé aux fontaines, et, comme l'observe Bocquillot (*Traité hist. de la liturgie*), c'est sans motif qu'on a contracté l'habitude de prendre de l'eau bénite en sortant de l'église. Les enfants de chœur des églises cathédrales de Sens et de Paris n'en prennent qu'en entrant, et avec raison, dit Lebrun des Marettes (*Voyages liturgiques*, p. 170 et 248).

[1] *De veterib. Ecclesiæ ritib.*, II, 2.

[2] Mart., l. I, c. I, art. 9. — Grancolas

Le catéchuménat durait plusieurs mois, quelquefois un an ou deux, et davantage, suivant les progrès qu'on y faisait[1]. On baptisait ordinairement la veille de Pâques, et rarement à d'autres temps de l'année[2]. C'était l'évêque qui administrait le baptême[3], et qui mettait aux nouveaux chrétiens une robe blanche[4], que ceux-ci déposaient au bout de huit jours, c'est-à-dire le premier dimanche d'après Pâques, appelé à cause de cela le dimanche *in albis* ou *ab albis depositis*[5]. Comme les catéchumènes étaient généralement renvoyés de l'église avant l'offertoire[6], on donnait le nom de messe des catéchumènes à toute la partie du sacrifice qui précédait leur renvoi[7].

Les pénitents.

7. Mais il est encore d'autres institutions ecclésiastiques qui doivent nous arrêter un moment, parce qu'elles étaient une nouvelle cause d'influence pour le clergé, en même temps qu'elles multipliaient ses points de contact avec le peuple.

Le peuple, comme nous aurons souvent l'occasion de le remarquer, entrait tout entier dans les temples, depuis le souverain jusqu'au serf, depuis l'homme pieux et sans reproche jusqu'au dernier des pécheurs réconciliés. Tout le monde y trouvait sa place et y jouait un rôle ; mais on a vu que ni les rangs ni les rôles n'étaient confondus ; l'Église faisait à chacun sa part et exerçait son autorité sur tous. Nul ne pouvait se passer de l'Église, parce que l'Église était partout : dans le gouvernement, dans l'administration, dans les tribunaux, dans l'armée. Elle intervenait, pour ainsi dire, dans tous les actes de la vie civile et de la vie domestique. Son action complétait et souvent sup-

[1] [illegible], t. III, p. 2, 3, 8. — Cf. de Vert, *Expl. des cérém. de l'Égl.*, t. I, p. 7.

[2] Gabr. de l'Aubespine, l. c.

[3] Grancol., *ibid.*, p. 48-55 et 63.

[4] *Ibid.*, p. 57 et 58.

[5] Voy. Grég. de Tours, V, 11.

[6] Grancol., *ibid.*, p. 79-81.

[7] Amalarius, *De off. Eccles.*, III, 36.

[8] Grancol., *ibid.*, t. II, p. 571-4. — Mart., l. c.

pléait celle du pouvoir séculier. Ainsi, à côté du code pénal civil était le code pénal ecclésiastique : ce n'était pas assez pour le criminel d'avoir subi la peine portée par la loi civile, il lui fallait de plus encourir le châtiment que lui infligeait la législation de l'Église ; de sorte qu'après avoir satisfait ou échappé à la justice du comte, il tombait sous la main du pouvoir épiscopal, et subissait une pénitence proportionnée à ses crimes. Si le crime avait été public, la pénitence l'était également[1].

Les pénitents, placés, ainsi qu'on l'a dit, derrière les catéchumènes dans l'église, étaient divisés comme eux en plusieurs classes, suivant qu'ils étaient plus ou moins avancés dans l'épreuve de leurs pénitences. La première classe comprenait les pleurants, *flentes ;* la seconde, les écoutants, *audientes ;* la troisième, les prosternés, *prostrati ;* et la quatrième, les consistants, *consistentes.* Ceux-ci assistaient au sacrifice avec les fidèles, mais sans offrir et sans communier. Les prosternés, nommés ainsi parce qu'ils se tenaient couchés la face contre terre pendant que l'évêque leur imposait les mains et récitait sur eux des prières, n'étaient admis à la messe, de même que les écoutants ou les pénitents de la seconde classe, que pour entendre les lectures et

[1] Voy. Baluz., *Capitular.*, t. I, col. 504, c. 25 ; col. 412-4, 1055-6 ; l. VII, c. 143, 432 ; col. 412, 627-8, 1055, 1120, 1260 ; t. II, col. 213. L'usage de n'infliger la pénitence publique que pour les crimes commis publiquement et avec scandale, ne fut introduit que depuis le commencement du VII[e] siècle ; auparavant on l'infligeait aussi pour les péchés secrets les plus graves. Dans le même temps on adoucit la rigueur et l'on réduisit la durée de la pénitence publique, sans toutefois renoncer aux principales dispositions des anciens canons qui la concernaient. Voy. le P. Morin, *Commentarius de discipl. pœnitentiæ*, l. VII ; Grancolas, *Les anc. liturg.*, t. III, p. 422-4. Fleury, *Hist. eccl.*, t. XI, l. LIV, c. XXIV, et t. XIII, l. LXI, c. LIX. Dans les premiers siècles, la durée de la pénitence était d'une longueur excessive ; dans certains cas, elle devait être de quarante ans ou même embrasser toute la vie. Alors il n'y avait pas de pénitence pour les idolâtres, pour les homicides et pour les adultères, parce qu'il n'y avait pas d'absolution pour ces sortes de coupables, qui ne pouvaient espérer miséricorde que de Dieu seul. Ce ne fut que depuis saint Cyprien qu'ils furent admis à la pénitence avec les autres pécheurs. Voy. J. Sirm., *Hist. pœnit. publ.* c. I, p. 1-9.

les explications de l'Écriture et pour assister aux prédications. Les uns et les autres étaient placés près des portes d'entrée du temple et renvoyés avec les catéchumènes. Les pleurants ou pénitents de la première classe étaient couverts d'un cilice et de cendres, et se tenaient pieds nus autour et hors de l'église; ils s'accusaient de leurs fautes, demandaient pardon aux fidèles qui entraient, et les suppliaient avec larmes d'implorer pour eux la miséricorde divine[1].

La durée des pénitences publiques était plus ou moins longue[2]. Elle embrassait ordinairement de sept à douze, à quinze, à vingt années, qui se répartissaient entre les quatre périodes que devaient parcourir les pénitents. Ainsi, par exemple, lorsqu'elle était fixée à onze années, ils restaient trois ans dans le lieu des pleurs, *locus plorantium;* trois ans dans celui des écoutants, près de la porte de l'église; trois ans parmi les prosternés, derrière le jubé, *ambo;* et deux ans au *consistorium,* derrière les fidèles. C'était le premier jour de carême de chaque année que les pécheurs entraient en pénitence. Ce jour-là ils étaient introduits dans l'église, où l'évêque, après avoir chanté avec son clergé les sept psaumes pénitentiaux, leur imposait les mains, répandait des cendres sur leurs têtes et les arrosait d'eau bénite. Après cette cérémonie, il ordonnait à ses ministres de les chasser du temple, et le clergé les suivait en chantant le répons, *In sudore vultus tui vesceris pane tuo*[3].

[1] Voy., pour les places que les pénitents occupaient dans l'église et en dehors, suivant leurs classes, Lebrun, *Explic. des Cérém. de la messe*, t. II, p. 115-119, Grancol., *Les anc. liturg.*, t. II, p. 15-23.

[2] Voy. Baluz., *Capitul.*, l. V, c. 122, 134, 136, 137. — Isaac, épisc. Lingon., *Canones*, tit. I, c. 16, 17 et 37, dans Baluz., t. I, col. 1241-1250. Regin., *De eccl. discipl.*, II, 6-30. Voy. aussi Fleury, *Hist. eccl.*, t. IV, l. XVII, c. XIV-XVI, et t. IX, l. XLIV, c. XXIII. — Grancolas rapporte (*Les anc. liturg.*, t. III, p. 563-660) les peines infligées dans la pénitence pour tous les péchés, en suivant l'ordre du Décalogue, et d'après les canons des conciles et les pénitentiels approuvés de l'église.

[3] *Genes.*, III, 19. — Voy. Reginon, inséré par Gratien dans sa collection, can. 63, dist. 50. Gratien, au lieu d'attribuer ce canon à Reginon, qui en est le véritable auteur, l'attribue au concile d'Adge.

La durée de la pénitence publique et de ses diverses périodes pouvait être modifiée au gré de l'évêque[1] : mais tant qu'elle n'était pas expirée, les pénitents étaient de plus astreints à des privations et à des mortifications de tous les genres. Ils allaient les pieds nus et la tête rasée ; leurs vêtements étaient grossiers, lugubres et déchirés. Condamnés à un deuil et à une affliction continuelle, ils se frappaient la poitrine, ils se couvraient de cendres, faisaient abstinence, jeûnaient et ne pouvaient contracter mariage[2] ; on les séparait de leurs familles et même, s'ils étaient mariés, de leurs femmes et de leurs enfants. On leur mettait les fers aux pieds[3]. L'exercice de toute fonction pu-

[1] Baluz., *Capitul.*, l. VII, c. 20, 21, et 30. — Isaac, episc. Lingon., *Canones*, c. 19, 27, 28 et 29, dans Baluze, t. I, col. 1246 et 1248.

[2] *Concil. Arel.*, II, *circa a.* 443 *aut* 453, c. XXI.

[3] Lorsqu'un homicide, par exemple, était soumis à la pénitence publique, le glaive dont il s'était servi pour commettre son crime était, sur l'ordre de l'évêque, brisé en morceaux, et converti en liens, en colliers, en chaînes de fer, avec lesquels on garrottait le coupable au cou, à la ceinture, aux bras, aux jambes. Dans cet état, où tout mouvement lui était difficile et douloureux, il était expulsé de son pays, et forcé de se traîner en pèlerinage aux tombeaux des confesseurs et des martyrs, jusqu'à ce que ses fers eussent été brisés par la miséricorde divine *. Voilà pourquoi nous lisons dans les légendes tant de miracles de fers ou de liens brisés. Les hagiographes avaient soin de rapporter ces preuves de la puissance de leurs saints, de même que les gardiens des églises avaient soin de conserver les morceaux des ligaments rompus, qu'ils suspendaient aux parois et aux voûtes des temples. On peut voir, dans les Annales de l'ordre de Saint-Benoît **, un exemple curieux de pénitence publique. Mais une des pénitences les plus remarquables qui aient été imposées par les évêques, est celle que le concile provincial de Reims prononça en 923, contre tous ceux qui s'étaient trouvés à la bataille de Soissons, livrée entre les rois Robert et Charles. Ils furent condamnés à faire pénitence pendant trois carêmes consécutifs ; à rester hors de l'église pendant tout le premier carême ; à jeûner au pain, à l'eau et au sel, savoir : les lundis et mercredis des trois carêmes, les lundis et mercredis des quinzaines qui précèdent la nativité de saint Jean-Baptiste et les fêtes de Noël, et le vendredi de chaque semaine, pendant les trois années de leur pénitence ***. Les auteurs

* Voy. *Annal. Bened.*, IX, 7, t. I, p. 87-88. Voy. aussi Rudolfi, monachi Fuldensis, *Vita sanctæ Liobæ, abbatissæ Bischofsheimii*, dans J. Fred. Schannat, *Hist. Fuld.*, probat. VI, litt. G, p. 81.

** XXXV, 9 ; t. III, p. 56.

*** Voy. *Concil. Remens.*, a. 923, dans P. de Lalande, *Suppl. Concil. Galliæ*, p. 322, et dans le recueil des Hist. de la Fr., t. IX, p. 324 c, d.

blique leur était interdit[1], ainsi que toute espèce de commerce[2]. Ils ne pouvaient se soustraire aux peines qui leur étaient infligées par l'évêque ; la loi civile venait ici à l'appui de la loi ecclésiastique[3]. Celle-ci avait d'ailleurs une sanction suffisante : elle frappait d'excommunication le pénitent rebelle, et l'excommunication était une mise hors la loi, une espèce de mort civile.

La pénitence publique était, en outre, dans les mœurs et une institution conforme à l'esprit du temps. Le peuple, loin de chercher à prendre la défense de ceux que l'évêque y soumettait, se montrait plutôt disposé à se livrer envers eux à des actes de violence ; les pénitents avaient besoin d'être protégés par le gouvernement, aussi étaient-ils placés sous la garde et la protection du roi[4]. Tant le peuple prêtait son concours à l'autorité ecclésiastique, tant il condamnait sévèrement ce que l'Église avait condamné. C'est dans la popularité attachée à ses décisions que le clergé a trouvé la force de soumettre les premiers de l'État, le souverain lui-même, à la rigueur des canons pénitentiaux. L'humiliation dont les évêques accablèrent le fils de Charlemagne est un éclatant exemple de leur puissance et de leur popularité, comme aussi de l'abus qu'ils en ont fait. Observons toutefois que Louis le Débonnaire ne subit pas une peine nouvelle, insolite, extrajudiciaire, si je puis parler ainsi ; que la sentence était à la vérité antinationale, inique même, puisque la défense

de l'*Art de vérifier les dates*, ajoutent* qu'il était d'usage en France d'imposer une pénitence à tous ceux qui s'étaient trouvés dans une bataille donnée entre Français.

[1] *Concil. Aurel. III*, a. 538, c. xxiv.

[2] Baluz., *Capitul.* VII, 62, t. I, col. 1040. Voy. aussi, dans Grancolas, *Les anc. liturg.*, p. 407-413, les austérités imposées aux pénitents.

[3] Voy. Baluz., *Capitul.*, t. II, col. 46, art. 5.

[4] *Capitulare* I, a. 819, c. 5 ; dans Bal., t. I, col. 599. — *Capitul. Pist.*, a. 869, c. 10 ; *ibid.*, t. II, col. 213. — Il ne faut pas oublier non plus que les homicides qui faisaient pénitence avaient besoin d'être protégés contre les parents de ceux qu'ils avaient fait périr. C'est principalement en faveur de ces sortes de pénitents, qui devaient craindre les vengeances privées, que les dispositions ci-dessus paraissent avoir été prises.

* T. III, p. 72, dans la chronologie des conciles, année 923, édit. in-8°.

n'avait pas été libre ; mais que la peine était légale et applicable, suivant les principes de l'Église, qui faisait profession de soumettre également tous les chrétiens à ses décrets, et qui, dans le cas particulier, poursuivait dans la personne de l'empereur l'infracteur des constitutions qu'il avait faites et le violateur des serments qu'il avait prêtés[1].

Lorsque les pénitents avaient passé par toutes les épreuves prescrites par les canons, ils étaient absous le jeudi saint, et reconciliés avec l'Église par l'évêque, à qui seul appartenait de régler tout ce qui concernait la pénitence publique[2]. Cette institution, dont le principe était juste et vrai, et le but moral et saint, agissait avec force sur l'imagination des peuples. Cette longue file de pécheurs qui venaient sous le cilice et la cendre crier miséricorde devant les fidèles, et qui mettaient sept ans et plus pour arriver de la porte du temple jusqu'au pied de l'autel, faisait vivement sentir à tous le prix de la jouissance des droits religieux et le malheur d'en être privé ; chacun, témoin des austérités que les coupables enduraient également, soit qu'ils fussent de la condition la plus élevée ou de la plus humble[3], restait frappé de la puissance de l'Église et saisi de crainte pour ses arrêts.

Excommunication.

8. Quant à l'excommunication, je n'en dirai qu'un mot. Celui que l'évêque excommuniait régulièrement tombait aussitôt dans la disgrâce du prince ; l'accès du palais lui était interdit, et, dans certains cas, sa succession était déclarée ou-

[1] On doit convenir que plusieurs des griefs reprochés par ses juges à ce prince avaient un fondement réel, ainsi que le démontrent la confession qu'il fit publiquement de ses fautes à l'assemblée d'Attigny (Astron., *Vita Ludov. P.*, c. xxxv; dans Bouq., t. VI, p. 104 c; et Eginh., *Annales*, a. 822; *ibid.*, p. 181 d-182 a, et l'acte même de sa déposition, dit *exauctoratio* (*ibid.*, p. 243-246).

[2] Voy. Grancol., *Les anc. liturg.*, t. III, p. 483-6.

[3] *Capitul.* V, 138, dans Bal., t. I, col. 851.

verte[1]. Enfin, dans les grandes calamités, ou lorsque les églises étaient menacées soit dans leurs ministres, soit dans leurs biens, soit dans leurs priviléges, les prêtres avaient recours aux imprécations publiques; les temples étaient tendus de noir, des fagots d'épines en obstruaient les portes, les images des saints et les reliques étaient déposées à terre, l'office divin restait interrompu[2], et les populations émues, alarmées, intervenaient pour sauver leur culte et leurs plus chères institutions.

Les églises ouvertes aux usages profanes. — Acclamations.

9. Nous venons d'examiner comment le peuple était attiré dans l'église et vers les ministres de la religion par les cérémonies du culte; en le voyant maintenant se porter de lui-même dans les temples pour d'autres motifs que ceux de la piété, et souvent y pratiquer autre chose que des actes de dévotion, nous aurons occasion de reconnaître comment les institutions ecclésiastiques, non moins que le culte, contribuaient à la popularité du clergé.

De même que le peuple excédait par ses croyances la foi qui lui était demandée, de même il excédait par ses actes, dans les temples, les pratiques consacrées à la religion; là, comme ailleurs, il faisait plus qu'on n'exigeait de lui, et allait plus loin qu'on n'aurait voulu. Mais souvent l'Église se prêtait complaisamment aux penchants, aux mœurs, à l'esprit, aux besoins des populations, et savait se départir à propos en leur faveur de son austérité et même de sa gravité. Les choses profanes pénétraient dans les choses saintes, et les passions du monde dans le calme de la religion. Ainsi les acclamations avaient passé du théâtre dans la maison du Seigneur, et l'on applaudissait de la voix, des mains, des pieds et de la manière la plus bruyante les prédicateurs dans

[1] Voy. *Decret. Childeb. reg.*, art. 2, Bal., t. I, col. 17.

[2] Voy. Mart., *De antiq. eccl. rit.*, III, 3, t. II, col. 896-903.

la chaire, comme on avait applaudi jadis les acteurs sur la scène[1]. Souvent le soin des affaires publiques venait interrompre les offices sacrés. Le roi Sigebert reçoit à la messe, le jour de Pâques, un messager qui lui dit : « Il t'est né un fils, » et, par hasard, dans le même moment, le diacre proférait les mêmes mots en lisant l'évangile du jour. Aussitôt le peuple s'écrie, et mêle par ses acclamations les joies du siècle à celles de la religion[2]. Une autre fois, c'est le roi Gontran qui prend la parole après la lecture de l'évangile, à la messe solennelle d'un dimanche, pour adjurer les assistants de lui rester fidèles, et de ne pas attenter à sa vie[3]. C'est la reine Frédégonde qui, recevant un message dans une église de Paris, y fait dépouiller le messager de ses armes et de ses vêtements, et le chasse de sa présence[4].

Les prêtres eux-mêmes donnaient lieu, dans les temples, à des scènes qui seraient regardées aujourd'hui comme des profanations. Le prêtre Caton voulant enlever l'épiscopat à Cautin, évêque de Clermont, fit crier dans l'église par une femme contrefaisant l'énergumène, que le prêtre Caton était un grand saint, et que l'évêque Cautin n'était qu'un misérable, couvert de crimes, indigne du siége épiscopal[5].

Les églises tenaient lieu d'hôtels de ville et de théâtres.

10. Les ventes, les donations et tous les actes publics ou privés des citoyens étaient passés et mis en écrit dans les églises. C'était au coin de l'autel que les affranchissements étaient célébrés; de manière que le serf, après avoir trouvé dans le temple

[1] Saint Jean Chrysostome, saint Cyrille d'Alexandrie, saint Augustin, etc., étaient applaudis dans les églises par leurs auditeurs. Voy. Ferrarius, *De veterum acclamationib. et plausu*. Le livre V est entièrement consacré aux acclamations ecclésiastiques. Voy. aussi Jean-Nic. Funck (*Funccius*), *De veterum acclamationibus et plausu*, in-4°, 1755; et particulièrement H. Gottl. Richterus, *De veteri orationibus sacris applaudendi more*, 1744.

[2] Voy. Greg. de Tours, VIII, 4.

[3] *Id.*, VII, 8.

[4] *Id.*, VII, 15.

[5] *Id.*, IV, 11.

un asile contre l'emportement de son maître, venait encore y recevoir le bienfait de la liberté. Les églises servaient d'archives publiques. On en faisait aussi, surtout dans les campagnes, la grange ou le grenier du village : Théodulf, évêque d'Orléans, défend d'y serrer les foins et les blés[1]. La même défense fut répétée bien longtemps après par le quatrième concile de Milan[2].

On allait donc au temple non-seulement pour les offices, mais pour ses affaires. Un maître s'y rendait pour réclamer son esclave qui s'y était réfugié ; les prêtres lui faisaient jurer qu'il ne le maltraiterait pas, et son esclave lui était remis ; mais le maître était souvent parjure et l'esclave puni cruellement[3].

Voulait-on se purger d'une accusation, on allait à l'église avec ses *cojurateurs*, et l'on y prononçait, sur l'autel, le serment d'usage[4]. Les ordalies, ou épreuves judiciaires, étaient accompagnées de cérémonies religieuses, et l'église devenait ainsi une espèce de tribunal ou de champ clos. C'était souvent une arène de querelles et de combats. On y entrait en armes, on s'y battait, on s'y égorgeait, on s'y livrait à toutes sortes d'emportements et d'attentats[5]. Ce fut à l'autel que l'évêque Prétextat fut égorgé par l'ordre de Frédégonde[6] ; et le grand nombre de dispositions que les capitulaires contiennent contre ceux qui commettent des meurtres dans les églises, atteste suffisamment la fréquence de ces meurtres.

On allait encore à l'église pour y consulter les sorts dans les livres saints[7] ; on y allait pour recouvrer la santé. Les malades et

[1] « Vidimus enim in ecclesiis messes et fenum congeri... unde volumus, et hoc penitus observetur, ut nihil in ecclesia, [illegible] vestimenta ecclesiastica et vasa sacra et libros, recondatur » Theod., Capitul., c. [illegible], dans Sirmond, Opera, II, 929. — Voy. aussi Regino, I, 53 et, au commencement de son livre, [illegible], § 3.

[2] Voy. Grancol., *Les anc. Liturg.*, t. II, p. 603.

[3] Voy. Grég. de Tours, V, 3.

[4] *Id.*, V, 33 ; VIII, 16.

[5] *Id.*, V, 33 ; VII, 22 ; IX, 41 ; X, 16.

[6] *Id.*, VIII, 31.

[7] Voy. Grég. Tur., V, 14, et Bal., *Capitul.*, t. II, col. 1038-9.

les infirmes s'y faisaient transporter et souvent y restaient plusieurs mois, livrés à diverses sortes de pratiques dont ils attendaient leur guérison[1]; ils y passaient même les nuits[2]. Qui ne sait le concours des fidèles aux tombeaux des saints, et leur empressement à se prosterner devant tous les nouveaux objets qu'on exposait à leur vénération. Quelqu'un annonçait-il avoir apporté ou découvert de nouvelles reliques, aussitôt les habitants du pays, et même ceux des lieux éloignés, se pressaient à l'envi pour être les premiers à profiter de la vertu miraculeuse du saint qui n'avait pas encore servi. La crédulité provoquait la fraude, et souvent il se trouvait des gens qui feignaient d'éprouver des effets surnaturels par l'influence de ces restes vénérés.

Amulon, archevêque de Lyon, reprochait, en 854, à des marchands de reliques, et même à des ecclésiastiques, d'avoir recours à ces impostures par esprit de cupidité. C'est pourquoi, dans son désir d'éclairer les fidèles, il leur conseillait de rester dans leurs paroisses et de s'en tenir à leurs églises, aux lieux où ils avaient été baptisés, où ils entendaient la messe, où ils recevaient de leurs curés la pénitence de leurs fautes, des secours dans leurs maladies, et la sépulture à leur mort; aux lieux enfin où la parole de Dieu leur était annoncée, et où ils apprenaient ce qu'ils devaient faire et ce qu'ils devaient éviter; plutôt que d'aller sans nécessité loin de chez eux, et de courir comme des insensés après des reliques inconnues ou suspectes. Quelquefois les évêques faisaient arrêter les convulsionnaires, et les forcaient, à coups de verges, de confesser publiquement leur charlatanisme[3]. Alors les chefs de la religion n'avaient pas besoin de répandre

[1] Voy. Greg. Tur., V, 6. Cette coutume des malades de coucher dans les temples, remonte à l'antiquité païenne. Voy. Meibom (Henri), *De incubatione in fanis deorum, medicinæ causa, olim facta*. Helmstadt, 1659, in-4.

[2] Voy. le même, VIII, 16.

[3] Voy. Amulonis, archiep. Lugdun., *Epistola ad Theobald., episc. Lingon.*; dans *Agobardi opera*, t. II, p. 135-147, edit. a. 1665. — Grégoire de Tours rapporte un exemple curieux d'une supercherie du même genre, dans son Hist., IX, 6.

ni d'accroître la superstition : c'était plutôt leur intérêt de la modérer, et de s'opposer au penchant qui n'y entraînait que trop les esprits, et qui, rendant les peuples la dupe du premier imposteur, les rendait en même temps beaucoup plus difficiles à gouverner.

Non-seulement le peuple était appelé à l'église par son culte et par ses affaires, mais il y était encore attiré par ses plaisirs. Il faisait des banquets dans les temples, et pour cela y dressait des tables et des lits. Cet usage était si bien établi, que les conciles, ne pouvant l'interdire, s'efforçaient seulement de le restreindre[1]. Les prêtres mêmes tenaient cabaret dans les lieux saints[2]. Enfin ces lieux étaient convertis en salles de danse, et retentissaient de chants profanes. Vers la fin du VI[e] siècle, Aunacaire, évêque d'Auxerre, fut obligé de tenir un synode, pour les interdire aux danses, aux festins et aux chants des jeunes filles[3].

On peut donc dire que le temple était à la fois, pour le peuple, son théâtre, son forum et son hôtel de ville.

Asiles.

11. Parmi les institutions et les usages qui paraissent avoir concilié aux églises la faveur populaire, on doit mettre le droit

[1] « Quod non oportet in locis dominicis « vel in ecclesiis, eas quæ dicuntur agapas « facere, et in domo Dei comedere, et accubitus sternere. » (*Concil. Laodic.*, c. 28; dans Coleti, I, 1535.) — « Ut nulli episcopi « vel clerici in ecclesia conviventur, nisi « forte transeuntes hospitiorum necessitate « illic reficiantur. Populi etiam ab hujus« modi conviviis, quantum fieri potest, « prohibeantur. » (*Concil. Carthag. III*, c. 30, *dans Id.*, II, 1404. Et Regino, *De eccl. discipl.*, I, 56 et 57.) — On faisait la cuisine et l'on mangeait dans l'église de Saint-Pierre, à Rome, au x[e] siècle. Voy. *Hist. episc. Tull.*, c. 40. Cette histoire, composée à la fin du x[e] siècle, a été publiée par D. Calmet, *Hist. de Lorr.*, t. I, pr., col. 83-166. Voy. aussi une note de Baluze sur la sixième homélie de saint Césaire, dans S. *Cæsar., episc. Arel. homil.*, p. 124.

[2] Regin., *De eccl. disc.*, I, 58.

[3] *Concil. Autissiod.*, a. 585; dans Labbe, *Concil.*, V, 956. — A Rouen, les jours de grandes fêtes, les fidèles prenaient, après la messe et dans l'église même, un petit repas qui leur était donné par l'archevêque. Lebrun Desmarettes, *Voyages liturg.*, p. 421.

d'asile, qu'elles reçurent de l'antiquité païenne, et que le clergé se montra toujours jaloux de leur conserver[1]. L'asile, d'après la loi de l'empereur Théodose le Jeune, du 23 mars 431, comprenait non-seulement l'intérieur du temple, mais encore toute l'enceinte du lieu sacré, dans laquelle étaient situées les maisons, les galeries, les bains, les jardins et les cours qui en dépendaient[2]. L'empereur Léon Ier, par une loi du 28 février 466, consacra de nouveau le droit d'asile dans les temples; et ce droit fut confirmé par les rois des Francs[3] et par les conciles[4]. Ceux qui se réfugiaient dans les asiles étaient placés sous la protection de l'évêque, devenu, pour ainsi dire, responsable des violences qui leur seraient faites[5]. Les voleurs, les adultères, les homicides même n'en pouvaient être extraits, et ne devaient être remis aux personnes qui les poursuivaient, qu'après que celles-ci avaient juré sur l'Évangile qu'elles ne leur feraient subir ni la mort, ni aucune mutilation[6]. Nous avons déjà dit que l'esclave réfugié n'était rendu à son maître qu'autant que celui-ci faisait serment de lui pardonner[7].

Dans ces temps barbares, où l'offensé se faisait lui-même justice, où souvent une vengeance terrible et prompte suivait un tort assez léger, où la force était la loi de tous, et les sentiments d'humanité affaiblis et même éteints dans le cœur du plus grand

[1] Voy., dans les œuvres d'Hildebert, col. 85, la lettre que cet évêque écrit, vers 1100, à Serlon, évêque de Séez, et dans laquelle il le loue d'avoir défendu avec fermeté le droit d'asile dans son église.

[2] *Cod. Theod.*, IX, 45, 4. — *Concil.*, t. III, p. 1233.

[3] *Decret. Chlotar.*, a. 595, c. 13, dans Bal., *Capitul.*, t. I, col. 21. — *Lex Alamann.*, c. 3; *ib.*, col. 58. — *Lex Bajuar.*, tit. I, c. 7; *ib.*, col. 98. — *Capitulatio de part. Saxon.*, a. 789, c. 2; *ib.*, col. 251. — *Capitulare II*, a. 803, c. 2; *ib.*, col. 387. — *Capitul.*, l. VII, c. 174; *ib.*, col. 1061.

[4] *Concil. Remens.*, a. 625, c. 7 et 24; dans Labb., t. V, p. 1688. — *Concil. Mogunt.*, a. 813, c. 39. — *Concil. Aurel.*, a. 511, c. 1; dans Labat, t. I, col. 835, et c. 3; *ib.*, col. 837.

[5] Voy. Greg. Tur., VIII, 6.

[6] *Concil. Aurel.*, a. 551, can. 1; dans Labat, *Concil. Gall.*, t. I, col. 835. — Greg. Tur., IX, 38.

[7] *Id.*, can. 3; *ib.*, col. 837. — L'anneau de la grande porte d'une église était une sauvegarde pour celui qui y passait son bras. Voy. Lebeuf, *Dioc. de Par.*, t. I, p. 375.

nombre, il était bien que l'église pût accueillir et mettre en sûreté chez elle le malheureux qui venait lui demander un refuge, afin de donner à la colère le temps de se calmer, ou de soustraire le faible et le pauvre à l'oppression de l'homme puissant. Les asiles, qu'elle tenait continuellement ouverts, étaient moins souvent alors des remparts pour l'impunité que des abris contre la persécution.

Mais lorsque les lois eurent pris de l'empire, et assuré à chacun son droit, les asiles des temples ne furent plus d'une égale nécessité : aussi voyons-nous Charlemagne porter atteinte à cette institution, et défendre, lorsque des homicides ou d'autres criminels, que la loi punissait de mort, se réfugieraient dans les églises, de les excuser et même de leur fournir les aliments[1]. Toutefois il ne fut permis à personne d'user contre eux de violence ni de les arracher de leur retraite.

Ces réfugiés étaient souvent des hôtes embarrassants et même dangereux pour les églises où ils s'étaient établis, et plus d'une fois ils fournissent l'occasion d'admirer la patience du clergé à supporter leur insolence et leurs excès; car ce serait une erreur de croire qu'ils montraient toujours de la soumission, ou simplement des égards envers les ministres de la religion, près desquels ils trouvaient leur sûreté. Le fait que je vais rapporter, d'après Grégoire de Tours, est un exemple du contraire, et prouve que l'on était tellement habitué à considérer les temples comme des hôtels publics, s'il m'est permis d'user de cette expression, que les réfugiés s'y mettaient parfaitement à leur aise, et qu'ils s'y procuraient toutes les jouissances de la vie que leurs moyens pouvaient leur permettre[2].

[1] *Capitulare* a. 779, c. VIII, dans Baluze, t. I, col. 197.

[2] On pourrait en quelque sorte comparer la condition des réfugiés dans les temples à celle de nos prisonniers pour dettes.

Évroul réfugié dans l'église de Saint-Martin de Tours.

12. La reine Frédégonde, après la mort de Chilpéric, son mari (584), conjura Évroul, chambellan du feu roi, de rester avec elle; mais comme il ne voulut pas y consentir, pour se venger de son refus, elle l'accusa auprès du roi Gontran d'être coupable de l'assassinat de Chilpéric. Gontran crut à cette accusation, et jura de punir le crime, non-seulement dans son auteur, mais encore dans la postérité de celui-ci jusqu'à la neuvième génération, afin, dit-il, d'abolir par cet exemple l'exécrable coutume de tuer les rois. L'accusé courut se réfugier dans la basilique de Saint-Martin, dont cependant il avait maintes fois auparavant envahi les possessions. A peine y fut-il installé qu'il se vit cerné par une garde tirée du pays d'Orléans et du pays de Blois. Les hommes de cette garde étaient relevés tous les quinze jours; et lorsqu'ils retournaient chez eux, ils ne manquaient pas d'emmener les chevaux, les troupeaux et tout ce qu'ils pouvaient enlever sur leur route, sans épargner, dans leurs déprédations, ce qui appartenait à Saint-Martin[1]. Pendant ce temps-là, les biens d'Évroul sont saisis et distribués à diverses personnes; son or, son argent et ses effets les plus précieux sont livrés au pillage: on confisque ses bénéfices, on s'empare de ses troupeaux. Une maison qu'il avait usurpée sur l'église de Tours, était située dans cette ville, et se trouvait remplie de blé, de vin et de provisions de toute espèce. Comme elle fut entièrement pillée, il en conçut les plus violents soupçons contre l'évêque, et promit bien de se venger de lui, si jamais il rentrait en grâce auprès du roi. « Et pourtant, dit Grégoire de Tours (car cet évêque c'était lui-même), Dieu, qui lit au fond des cœurs, sait que nous avons aidé et secouru ce malheureux loyalement et le mieux que nous avons pu. Malgré les piéges qu'il n'avait cessé de nous tendre au

[1] Greg. Tur., VII, 21.

sujet des biens de Saint-Martin, j'avais un motif particulier de ne lui vouloir aucun mal, car j'avais tenu son fils sur les fonts de baptême. Mais ce qui, je pense, lui fit le plus grand tort, fut que, dans sa disgrâce, il ne témoigna pas plus de respect qu'auparavant pour le saint évêque. En effet, il commettait souvent des meurtres dans le portique même situé aux pieds du saint, et se livrait continuellement à l'ivrognerie ainsi qu'à toutes sortes d'extravagances. Un jour qu'il était déjà ivre, il accabla de coups un prêtre qui tardait à lui donner du vin, et qui serait peut-être mort de ses blessures, si les médecins ne lui avaient appliqué à propos les ventouses. Dans la crainte du roi, il faisait sa demeure en la sacristie de l'église; mais comme, après la clôture du temple, de jeunes filles, mêlées à ses autres serviteurs, s'introduisaient par la porte de la sacristie, et s'amusaient à voir les peintures des murs et à fureter dans les ornements du saint sépulcre, le prêtre chargé de la garde de la basilique, pour prévenir le renouvellement d'un pareil scandale, adapta intérieurement, avec des clous, une serrure à la porte qui communiquait de la sacristie avec l'église.

« Évroul, qui s'en aperçut après son souper, entra furieux et à moitié ivre dans la basilique, où nous étions à chanter les psaumes au commencement de la nuit, m'accabla d'injures et de malédictions, et me reprocha surtout de vouloir le priver de la sauvegarde du saint. Je fus d'abord stupéfait de sa folie; puis je m'efforçai de le calmer et de le ramener à la raison par la douceur. Mais comme mes paroles se perdaient au milieu de ses emportements, je pris le parti de me taire. Alors il se tourna vers le prêtre qui m'assistait, et tout en continuant de m'injurier moi-même, il le provoqua par les propos les plus insolents. Voyant qu'il était, pour ainsi dire, possédé du démon, nous cessâmes les vigiles pour mettre fin au scandale, et nous sortîmes accablés de tristesse et de douleur. » Peu de jours après, Grégoire de Tours eut un songe qui intéressait Évroul. Oubliant

les outrages qu'il avait reçus pour n'écouter que sa charité, il crut devoir lui en donner connaissance, et l'ayant rencontré dans la basilique, il lui en fit le récit en ces termes : « Il me semblait, lui dit-il, que je célébrais ici la messe, lorsque le roi Gontran, survenant, s'écrie avec force : « Qu'on entraîne l'ennemi « de notre race, qu'on arrache l'homicide de l'autel de Dieu ! » A ces mots, je me tournai vers toi, et je te dis : « Malheureux, saisis « vite la nappe de l'autel, si tu ne veux être enlevé d'ici. » Tu la pris en effet, mais comme tu la laissais échapper, je me jetai les bras étendus au-devant du roi, et je le conjurai, s'il tenait à la vie et à son salut éternel, de ne pas t'arracher de la sainte basilique. Le roi me résistant, tu quittais la nappe de l'autel pour venir te mettre derrière moi ; puis tu allais la reprendre mollement, et tu revenais encore. Au milieu de ces alternatives, je m'éveillai tout tremblant. » L'évêque se tut, et le réfugié lui répondit : « Ton songe est vrai, et s'accorde parfaitement avec la résolution que j'ai prise. Si le roi veut me faire enlever d'ici, d'une main, je saisirai la nappe de l'autel, et, de l'autre, tirant mon épée, je te tuerai toi d'abord, et après toi tous les ecclesiastiques que je pourrai atteindre. Peu m'importe de mourir ensuite, pourvu que je me venge des prêtres de Saint-Martin. » Ces paroles, continue notre historien, me pétrifièrent : c'était assurément le diable qui parlait par sa bouche[1]. »

Évroul resta longtemps en sûreté dans son asile, mais à la fin il se laissa tromper par un émissaire secret de Gontran. Cet émissaire, nommé Claude, lui jura plusieurs fois par tout ce qu'il y avait de plus sacré, qu'il était le plus fidèle et le plus ardent de ses amis, et fit si bien qu'il parvint à le lui persuader et à gagner ainsi toute sa confiance. Un jour que l'évêque était absent de la ville, Évroul et Claude furent conviés avec les autres citoyens à un festin donné dans la basilique. Claude voulait pro-

[1] Greg. Tur., VII, 22.

fiter de cette occasion pour exécuter le projet qu'il avait mûri en silence et qui faisait le but secret de sa mission. Trois cents hommes, que le comte de Châteaudun avait mis à sa disposition, se tenaient aux portes de Tours prêts à l'appuyer, mais la présence des gens d'Évroul le déconcerta et l'empêcha d'agir en ce moment. Au sortir de table, les deux prétendus amis vont se promener dans la cour de la basilique, et là se font de nouveau toutes les protestations et tous les serments imaginables d'amitié et de fidélité. Ensuite Claude, ayant exprimé le désir de boire de bons vins, des vins parfumés ou des vins forts, Évroul lui dit qu'il en avait, et lui offrit avec empressement d'entrer dans son logis, où ils trouveraient tout ce qu'ils pourraient désirer. Sur-le-champ il envoya ses esclaves l'un après l'autre chercher des vins du Latium et de Gaza.

Alors Claude, voyant Évroul privé de toute assistance, élève la main vers la basilique et s'écrie : « Bienheureux Martin, fais que je revoie bientôt ma femme et mes parents! » Le malheureux était dans une grande perplexité, car d'une part il méditait de commettre un meurtre dans la cour, et de l'autre il redoutait le pouvoir du saint. Mais il n'hésite pas longtemps. Un de ses esclaves les plus robustes saisit Évroul par derrière, le serre dans ses bras vigoureux, lui renverse la poitrine et le présente ainsi aux coups du meurtrier. Claude lui plonge lâchement son épée dans le sein, et se sauve éperdu dans la cellule de l'abbé, y cherchant à son tour un refuge[1].

Les gens d'Évroul accourent en armes pour venger la mort de leur maître. Comme ils trouvent fermée la porte de la cellule, ils brisent les fenêtres et tuent à coups de javelots Claude déjà à moitié mort de frayeur. Ayant ensuite forcé l'entrée, ils massacrent ses satellites, qui s'étaient cachés derrière la porte et sous les lits. Mais cette nouvelle violation du droit d'asile occasionna bientôt de nouveaux massacres.

[1] Voy. le récit de Grégoire de Tours, que je suis obligé d'abréger ici.

Les indigents nourris par l'abbaye, indignés de cette scène de carnage, d'où l'abbé lui-même ne s'échappa qu'avec peine, s'efforcent d'abattre le toit de la cellule, à cause du crime dont elle venait d'être souillée. Les énergumènes et les pauvres se précipitent en foule avec des pierres et des bâtons, pour venger par des crimes semblables les crimes qui venaient de se commettre. Ils en poursuivent les auteurs, ils les atteignent dans leur fuite ou les saisissent dans leurs retraites; puis ils leur font subir une mort cruelle, et la cellule est pour la troisième fois ensanglantée. Enfin ils jettent dehors les cadavres, qu'ils dépouillent et qu'ils laissent nus sur la terre[1].

Les asiles étaient donc quelquefois violés, mais il était rare qu'ils le fussent impunément, et qu'un pareil sacrilége ne soulevât pas contre ses auteurs le clergé et la population. Presque toujours ces lieux offraient, de fait aussi bien que de droit, une parfaite sûreté, même aux grands coupables, même à ceux que poursuivait la vengeance des rois. Grégoire de Tours, menacé de la colère de Chilpéric et de Frédégonde, s'il ne chassait le duc Gontran-Boson et le prince Mérovée de la même basilique de Saint-Martin, résista d'une manière énergique à toutes les menaces; il aima mieux voir sa ville et tout son diocèse pillés, dévastés, mis à feu par l'armée royale, que de porter atteinte à l'asile du saint évêque[2].

Ainsi l'autorité civile venait expirer devant un tombeau, et le pouvoir d'un saint était plus fort et plus populaire qu'aucun pouvoir de l'État. Le peuple, témoin de cette suprématie qu'il assurait par son concours, se glorifiait de sa force dans celle de ses prêtres et de ses libertés dans les institutions de l'Église[3].

[1] Greg. Tur., VII, 29.

[2] *Id.*, V, 4 et 14. — L'ancien comte de Tours, Leudastes, trouva moins de protection dans la basilique de Saint-Hilaire de Poitiers. La reine Frédégonde parvint à le faire expulser de cet asile, dans lequel d'ailleurs il se livrait à la plus honteuse débauche. *Id.*, V, 50.

[3] M. H. Wallon a publié, en 1837, une thèse remarquable, intitulée *Du droit d'asile*.

Les fonctions publiques, l'enseignement et les lettres étaient entre les mains du clergé.

13. Jusqu'ici nous n'avons considéré, parmi les rapports établis entre le clergé et le peuple, que ce qui se passait dans les temples et au milieu des cérémonies ou des usages consacrés par la religion ; nous allons maintenant sortir de l'enceinte sacrée, et rechercher en dehors les autres causes qui contribuaient encore à la popularité du clergé, et qui peuvent être surtout attribuées à la conduite particulière de ses chefs.

L'Église, comme tout le monde en convient, fut sous les deux premières races et longtemps après, le seul dépôt des lettres et des connaissances dans la société. On voit bien, pendant la même époque, quelques seigneurs qui se livrent à la littérature et même à la poésie, mais leur nombre ne paraît pas avoir été considérable ; de sorte que l'on peut dire qu'il n'y avait guère d'instruction que dans le clergé. Cet avantage augmentait l'influence qu'il avait d'ailleurs dans l'État, et lui assurait la possession d'un grand nombre de places dans le gouvernement, et même les premières dignités de la monarchie. Le roi prenait souvent ses ministres parmi les évêques, et c'étaient des ecclésiastiques qui remplissaient nécessairement la plupart des offices de chancellerie et des autres administrations.

Les prêtres seuls dirigeaient encore l'école du palais, les écoles des églises et généralement tous les établissements d'instruction publique[1]. L'éducation de la jeunesse était entièrement dans leurs mains, et devenait aussi pour eux le fondement d'une grande autorité.

Il nous reste à voir si le double avantage que le clergé posse-

[1] Les prêtres, dit Théodulf, évêque d'Orléans (*Capitulare*, c. xx, dans Labbe, *Concil.*, t. VII, p. 1136), tiendront des écoles dans les bourgs et dans les villages, et enseigneront avec charité les enfants qui leur seront envoyés, sans rien exiger des parents, ni recevoir que ce qui sera offert volontairement.

dait d'être seul instruit et seul enseignant, contribuait pour beaucoup à le rendre populaire.

D'abord j'observe que la littérature a d'autant plus d'influence que les livres sont plus communs, et que, dans les siècles dont nous nous occupons, les livres étant fort rares, l'influence de la littérature était donc fort restreinte, et ne s'étendait pas jusque sur le peuple. Parmi les laïques, il fallait jouir d'une certaine aisance et d'une certaine instruction pour posséder un livre de prières; les plus riches possédaient seuls quelques auteurs profanes, et les chefs-d'œuvre mêmes de l'antiquité grecque et romaine étaient extrêmement peu répandus. La littérature païenne, en supposant que le clergé la cultivât, n'ayant qu'un bien petit nombre de lecteurs, ne pouvait guère servir à sa popularité.

Mais il y avait une autre littérature, s'il est permis de donner ce nom à des compositions généralement très-grossières, fort connue et fort goûtée du peuple, et dont on avait soin de lui lire les productions : je veux parler des vies, des passions et des miracles des saints. Pour expliquer l'abondance de ces sortes d'écrits, un grand historien dit que les peuples, attristés par la vue du monde physique au milieu duquel ils vivaient, avaient eu besoin de se transporter dans un monde idéal pour y trouver des vertus et de bons exemples à imiter, et pour se consoler de la privation du bonheur réel par le spectacle d'un bonheur imaginaire. Il ajoute que la vie étant en général prodigieusement monotone, insipide, ennuyeuse, ils n'avaient pas plus de plaisir que de bonheur, et qu'au défaut de récréation et de mouvement, ils avaient cherché dans les vies des saints, comme on ferait aujourd'hui dans les Mille et une Nuits, un aliment à l'activité de leur imagination et à ce goût de nouveauté et d'aventures si naturel à l'homme[1]. Ces raisons plairont plus, je pense, aux esprits rêveurs et contemplatifs, qu'elles ne satisferont les criti-

[1] Voy. M. Guizot, *Cours de l'Hist. mod.*, xvii[e] leçon, t. II, p. 151-182.

ques et les savants. Il me semble que c'est surtout dans les siècles barbares et purement matériels qu'il est difficile de donner le change au mal physique par le bien moral, et que ce n'est pas au milieu des bouleversements des empires que les peuples se montrent le plus avides de récits d'aventures. La publication d'un si grand nombre de légendes doit donc s'être opérée par une cause et en vue d'un but tout différents.

Dans ces temps de violences et d'injustices, l'Église n'ayant souvent pour se défendre que des armes spirituelles, devait s'efforcer de remplir les esprits de respect et de crainte envers les temples et les autres lieux saints; elle enseignait combien il était dangereux de violer les tombeaux des confesseurs et des martyrs, et d'envahir leurs biens[1]. Le but de l'hagiographe, sans aucun doute, était avant tout religieux; s'il écrivait, c'était d'abord pour l'édification des fidèles; mais ensuite il profitait des circonstances de ses récits pour assurer les intérêts temporels de l'église ou du monastère placé sous l'invocation de son héros. D'un côté, on attaquait les autels ou les terres des saints à force ouverte ou par la ruse; de l'autre, on les défendait, si j'ose parler ainsi, à coups de miracles, et, afin de leur porter secours, on mettait en campagne la milice céleste. L'historien sacré avait d'ailleurs rarement besoin de rien inventer; car il lui suffisait le plus souvent de recueillir les traditions ou les bruits qui avaient cours parmi des populations ignorantes, crédules, et toujours disposées à trouver à tout des causes surnaturelles. C'est à l'aide de ces croyances populaires que le clergé a pu résister aux usurpations des grands et des rois, et qu'il s'est maintenu propriétaire à travers des révolutions qui ne laissaient debout d'autre droit que celui du

[1] Personne n'ignore que les biens des églises et des abbayes étaient considérés comme la propriété de Dieu et des saints, et que c'était à Dieu et aux saints que l'on donnait tout ce qu'on destinait aux établissements religieux; ainsi, par exemple, les donations aux moines de l'abbaye de Saint-Denis étaient faites à Dieu même et à saint Denis même, qui devenaient ainsi les possesseurs et les gardiens perpétuels des biens donnés.

plus fort. C'est aussi, il est vrai, à l'aide des mêmes croyances qu'il a souvent accru ses revenus et agrandi ses domaines; mais c'était pendant que les laïques arrivaient au même but par des voies beaucoup plus criminelles. Du reste, il faut convenir que, si les moyens qu'il employa plus d'une fois pour s'enrichir sont désavoués par la religion, l'usage qu'il fit de ses richesses fut plus conforme à l'esprit de l'Évangile, et fut surtout très-propre à lui gagner la faveur populaire.

Richesses du clergé.

14. Les richesses du clergé étaient en effet très-considérables dès les commencements de la monarchie française. Déjà, sous le règne de Clovis, l'église de Reims possédait de vastes domaines, et son trésor était si bien rempli que saint Remi, son évêque, ayant refusé de recevoir à titre gratuit la terre d'Épernai, qu'un seigneur voulait lui donner, la paya cinq mille livres d'argent, *quinque millia libras argenti*. Or cette somme ferait plus de trois millions de francs de notre monnaie actuelle[1]; et j'ajoute que rien, dans les détails de cette acquisition, ne donne lieu de la considérer comme un fait extraordinaire[2]. Environ un siècle plus tard, le roi Chilpéric Ier (mort en 584) se plaignait déjà, comme on sait, que son fisc fût devenu pauvre, et que ses domaines eussent passé en la possession des églises[3].

Quoique le clergé ait été dépouillé sous Charles Martel, on le retrouve, à la fin du VIIIe siècle et au commencement du IXe, possesseur de biens immenses. Dans le concile d'Aix-la-Chapelle de 816[4], les églises près desquelles étaient institués des chapitres ou des colléges de chanoines sont distinguées en trois classes, suivant leurs richesses. Les plus riches possèdent de trois mille à huit mille manses et plus, dont la moyenne est au

[1] Voy. le *Polypt. d'Irm.*, t. I, p. 157.

[2] *Vita S. Remig.*, dans Bouq., t. III, p. 378 b.

[3] Greg. Tur., VI, 46.

[4] Can. 122, dans Mansi, *Concil.*, t. XIV, col. 232-3.

moins cinq mille cinq cents manses ; les médiocrement riches en possèdent un ou deux mille, moyenne mille cinq cents ; et les moins riches deux ou trois cents, moyenne deux cent cinquante. C'est-à-dire, en supposant, d'après le Polyptique d'Irminon [1], le manse moyen composé de dix hectares un tiers, que les premières devaient posséder en moyenne plus de soixante-dix mille hectares ; les secondes, vingt mille hectares ; et les troisièmes plus de trois mille trois cents. Or, le produit net d'un manse étant évalué, suivant le même Polyptique [2], à cent quarante-un francs de notre monnaie, le revenu foncier des églises de la première classe devait s'élever à près de huit cent mille francs, celui des églises de la seconde classe à plus de deux cent mille, et celui des églises de la troisième classe à plus de trente-cinq mille. Les moindres églises de campagne devaient posséder au moins un manse de terre [3] ; ce qui leur assurait au moins cent quarante-un francs de revenu foncier.

Quant aux cent mille manses que l'abbaye de Saint-Martin, fondée par la reine Brunehaut dans un faubourg d'Autun, aurait possédés à son origine, suivant le biographe du moine saint Hugue [4], et qui auraient dû rapporter annuellement plus de quatorze millions à cette abbaye, il nous est difficile d'y croire, et de ne pas regarder ce nombre de manses comme ayant été fort exagéré, soit par l'auteur lui-même (qui florissait dans le XIe siècle), soit par les copistes. Je laisserai donc de côté ce témoignage ; mais ceux qui précèdent suffisent pour nous donner une idée de la richesse des églises. L'église cathédrale de Paris,

[1] T. I, p. 898.
[2] T. I, p. 899 et 900.
[3] Voy. *Capitul. Aquisgr.*, a. 816, c. 10, dans Bal., *Capitul.*, t. I, col. 565-6. — *Capitul. Wormat.*, a. 829, c. 4, *ibid.*, col. 663. — *Capitul. Tusiac.*, a. 865, c. 11, *ibid.*, t. II, col. 198-9. — *Capitul. Pist.*, a. 869, c. 13, *ibid.*, col. 214-5. — Lothar. imp. *Capitula ad legem Longob.*, c. 1, *ibid.*, col. 327, et dans Canciani, *Barbaror. leges*, t. I, p. 203, col. 1. — Astron., *Vita Lud. P.*, c. XXVIII, dans Bouq., t. VI, p. 101 a. — Hincm., *Capitula* [illegible], dans les œuvres d'Hincmar, t. I, p. 716.
[4] *Vita S. Hug., mon. Æduens.*, n. 8, dans Bouq., t. III, p. 460 b. XIe s.

qui appartenait certainement à la première catégorie, ainsi que la plupart des autres cathédrales, était donc en particulier propriétaire de domaines immenses.

Rang des évêques.

15. Ainsi les évêques, en leur qualité de suprêmes administrateurs des biens de leurs églises, jouissaient d'abord d'une grande influence par les richesses dont ils disposaient; ensuite leur dignité, la première dans l'ordre civil aussi bien que dans l'ordre ecclésiastique, leur assignait le plus haut rang dans l'État[1]; enfin, leur élection, qui se faisait régulièrement par le suffrage du clergé et des fidèles, et qu'ils avaient préparée soit par leurs bienfaits et leurs vertus, soit par des voies beaucoup moins honorables[2], leur assurait la faveur populaire, au moins dans les commencements de leur épiscopat. C'était sans doute la richesse, le pouvoir et la popularité qu'ils réunissaient en entrant en charge, qui faisaient dire au roi Chilpéric que les évêques étaient des rois dans leurs cités[3]. Toutefois on ne pouvait disposer arbitrairement des revenus ecclésiastiques, et nous allons découvrir dans l'emploi de ces revenus une nouvelle source de popularité pour le clergé.

Partage des revenus ecclésiastiques.

16. Ils étaient divisés en quatre parts. La première seule appartenait à l'évêque; la seconde était pour son clergé; la troi-

[1] L'épiscopat était brigué par les comtes ou gouverneurs des cités (Greg. Tur., VI, 38; VIII, 22), par les recteurs ou préfets des provinces (*id.*, VI, 7), par les maires du palais (VI, 9), par les ducs (*Vita S. Licinii*, n. 9; dans Bouq., t. III, p. 486 e).

[2] Un prêtre de Clermont, voulant se faire élire évêque, donna dans la maison épiscopale un grand dîner à tous les citoyens de la ville (*cunctos cives*), mais il mourut au milieu du repas (Greg. Tur., II, 23). Un négociant originaire de Syrie, nommé Eusèbe, obtint l'évêché de Paris à force de présents, et choisit tous les ministres de son église parmi les hommes de sa nation (X, 26). Les exemples de simonie étaient déjà très-fréquents depuis le IVe siècle.

[3] Greg. Tur., VI, 46.

sième pour les pauvres de l'Église ; et la quatrième pour l'entretien des édifices consacrés au culte[1]. D'après le capitulaire des évêques de l'an 801[2], on partageait même les dîmes payées aux prêtres en trois parties, savoir : pour l'entretien des églises, pour les pauvres et les pèlerins, et enfin pour les prêtres[3]. Louis le Débonnaire ordonna, par son capitulaire d'Aix-la-Chapelle, de l'an 816[4], que, dans les lieux riches, les deux tiers des donations faites à l'Église par les fidèles serviraient à l'usage des pauvres, et l'autre tiers à l'usage des prêtres ; et que, dans les lieux moins riches, les pauvres et les prêtres partageraient également entre eux, sauf les cas où les donateurs en auraient autrement disposé.

Ainsi partout la part du pauvre était réservée dans les revenus ecclésiastiques, et lorsqu'elle ne suffisait pas, elle devait être accrue des autres fonds dont le clergé avait la disposition. Nourrir tous les indigents et secourir tous les malheureux, telle était la mission de l'Église, qui, pour la remplir, dut quelquefois se dépouiller de ses biens, et mettre en gage jusqu'aux objets les plus précieux du culte[5].

[1] *Decreta Simplicii papæ*, c. II, dans Le Pelletier, *Cod. Can. vet.*, p. 256, et dans Reginon, l. I, c. XXXIV, p. 44. — S. *Gelas. decreta*, c. XXVII ; dans Le Pelletier, p. 270. — *Concil. I Aurelian.*, a. 511, c. V, dans Labat, *Conc.*, col. 837. — *Concil. Namnet.*, a. 658, c. X, dans Coleti, XI, 659. — *Gregor. II papæ capitulare*, c. V, dans Labbe, *Concil.*, t. VI, col. 1453. — Enfin nous lisons dans Agobard : « Statuerunt canones modum res « ecclesiasticas dispensandi, scilicet ut in « alendis egenis, in sustentandis clericis, « in reparandis fabricis, atque in rectorum « supplendis necessitatibus, expenderentur, prout sanctorum exempla commendant, et usque ad proxima tempora custoditum esse non dubium est. » Agob., *de Dispensatione*, c. XIX ; dans les œuvres d'Agobard, t. I, p. 288, édit. de 1666. Et plus bas : « His ergo sacri canones con« cordantes, res ecclesiasticas res etiam « pauperum esse voluerunt. » C. XXIV, p. 294.

[2] C. 7, dans Baluze, *Capitul.*, t. I, col. 359.

[3] Voy. aussi la première section du capitulaire de l'an 801, intitulée : *Excerpta ex lege Longobard.*, c. 44, *ibid.*, col. 356 ; et le chapitre 23 du deuxième capitulaire de l'an 805. Ce chapitre est la reproduction du chapitre 27 du décret de Gélase.

[4] C. 4, dans Bal., I, 563 et 564 *bis*.

[5] Voy. le savant ouvrage du docteur de Launoy intitulé : *De cura ecclesiæ pro miseris et pauperibus*, Paris, 1663, in-8°. Il a été inséré dans la collection in-folio de ses œuvres, t. II, part. II, p. 570-654.

Rachat des captifs.

17. Les sommes que le clergé consacrait au rachat des captifs, d'après l'injonction expresse des conciles[1], étaient souvent très-considérables; il lui était même permis, pour satisfaire à cette obligation, de mettre en gage jusqu'aux vases sacrés des églises[2]. Aussi, dans ces siècles de fer, où les populations étaient emmenées captives comme des troupeaux à la suite des armées, et partagées comme un butin entre les soldats, voyons-nous les évêques épuiser leurs trésors pour les délivrer des liens de l'esclavage. Saint Épiphane, évêque de Pavie, délivre en 494, dans les Gaules, par ses instances auprès du roi Gondebaud ou à prix d'argent, plus de six mille Italiens que les Bourguignons retenaient en captivité[3]. Le prêtre saint Eptade, originaire d'Autun, rachète plusieurs milliers d'Italiens et de Gaulois emmenés pareillement en esclavage par les Bourguignons, et ensuite une foule de captifs que les Francs de l'armée de Clovis avaient faits dans leur guerre contre les Visigoths[4]. En 510, saint Césaire, évêque d'Arles, distribue des vêtements et des vivres à une immense multitude de prisonniers francs et gaulois tombés au pouvoir des Goths, et les rachète ensuite avec le trésor de son église, que son prédécesseur Éonius avait amassé. Puis ayant reçu de Théodoric, roi des Ostrogoths, trois cents sous d'or avec un plat d'argent du poids d'environ soixante livres, il vend le plat, achète la liberté des captifs dispersés dans l'Italie, et leur procure des chevaux ou des chars pour les ramener dans leurs foyers[5]. De même, saint Grégoire le Grand fit racheter des cap-

[1] *Concil. Aurel.*, a. 511, c. v; dans Labat, col. 837.

[2] *Capitul. Aquisgran.*, a. 816, c. 13; dans Bal., I, 566. Grégoire le Grand ordonne de vendre les vases sacrés pour le rachat des prisonniers. *Epist.* VII, 13 et 38.

[3] *Vit. S. Epiph., episc. Ticin.*, n. 54 et 55; dans Bouq., III, 371 a-c.

[4] *Vit. S. Eptadii, presbyt.*, dans Bouq., III, 381 a, b.

[5] *Vit. S. Cæsarii, episc. Arel.*, I, 17 et 19; dans Bouq., III, 385 a-c; et dans *Act. Bened.*, sæc. I, p. 66.

tifs italiens[1] et des prisonniers d'Afrique[2]. Dans le siècle suivant saint Éloi rachetait les prisonniers saxons et les affranchissait devant le roi par la cérémonie du denier[3].

Plus tard, sous le règne de Charlemagne, en 796, l'abbé Alcuin déployait le même zèle pour le rachat des prisonniers[4].

Le clergé n'avait alors que trop d'occasions d'exercer sa charité; s'il savait acquérir des richesses, l'histoire témoigne qu'il savait également s'en dépouiller d'une manière vraiment évangélique. Je ne veux pas conclure de ces exemples particuliers que les chefs de l'Église aient montré en tout temps et en tout lieu la même charité et le même désintéressement; car il n'est pas toujours sûr de juger d'un corps par les actes isolés de ses membres. J'observe seulement que les faits de la nature de ceux que j'ai rapportés sont très-communs, et que l'esprit qui les a provoqués n'a pas cessé d'être celui de l'Église; de sorte que, dans les temps où elle s'en est le plus écartée par ses actes, elle a continué de lui être fidèle par ses préceptes et par ses écrits. Voyons encore ses autres titres à la faveur populaire.

Autres bienfaits du clergé.

18. L'Église, en prenant à sa charge et pour ainsi dire chez elle, les veuves, les orphelins[5] et généralement tous les malheureux[6], ne pouvait manquer de les avoir dans sa dépendance;

[1] S. Gregor. Epist. II, 46, VI, 35, XII, 44, dans ses Opera, t. I, col. 609, 820 et 1210.

[2] Epist. III, 16, t. I, col. 636.

[3] Audoeni Vit. S. Elig. I, 9 et 10.

[4] Alcuini Epist. XC et XCI, dans Bouq., V, 609 d, e.

[5] S. Gregor. Magni Epist. III, 5; Opera, t. I, col. 626 et 627.

[6] Canones apostolici, c. XII, dans Le Peletier, p. 13. Concil. Carthag. IV, a. 398, c. [illegible], dans Coleti, II, 1445. — L'évêque devait, autant qu'il le pouvait, nourrir et vêtir les pauvres et les infirmes. Concil. Aurel. I, a. 511, c. XVI, dans Labat, col. 839. Voy. aussi le deuxième concile de Mâcon, de 585, c. XII, ibid., col. 1302, le sixième concile d'Arles, de 813, c. XVII, et le troisième concile de Tours, de 813, c. X, dans Coleti, IX, 325 et 350, et Greg. de Tours, V, 43. — Grégoire le Grand fit distribuer 2000 modii de blé aux pauvres du diocèse de l'évêque Zénon. Greg. Magni, Epist. VI, 4, dans ses œuvres, t. II, col. 793 et 794.

mais ce qui devait surtout lui gagner le cœur de ses nombreux sujets, c'est qu'au lieu d'être humiliée ou embarrassée de leur cortége, elle s'en faisait honneur, et proclamait que les pauvres étaient ses trésors[1]. Elle couvrait aussi de sa protection les affranchis[2], et frappait d'excommunication le seigneur et le magistrat qui opprimaient l'homme faible ou sans défense[3]. Lorsque des veuves ou des orphelins étaient appelés en justice, l'évêque ou son délégué les assistait à la cour du comte, et empêchait qu'on ne leur fît aucun tort[4]. L'archidiacre ou le prévôt de l'église devait visiter tous les dimanches les prisonniers, et subvenir à leurs besoins avec le trésor de la maison épiscopale[5]. Aux trois grandes fêtes de l'année, savoir, à Noël, à Pâques et à la Pentecôte, les évêques faisaient ouvrir les prisons aux malheureux qu'elles renfermaient[6].

Quoique l'aliénation des biens ecclésiastiques fût interdite au clergé, néanmoins le concile d'Agde, dans un esprit vraiment libéral et de charité, permit aux évêques d'affranchir les esclaves appartenant à leurs églises, et de leur donner en même temps, pour vivre, un fonds de terre de la valeur de vingt sous d'or (environ dix-huit cents francs)[7]. De plus, le clergé instituait des infirmeries pour les malades et des hospices pour les voyageurs[8]. Il défrichait la terre et peuplait les déserts de colons; et, comme

[1] Voy. Prudence, Περὶ Στεφάνων, hymne 2, et dans Ruinart, *Acta martyr.*, p. 165 et suiv., stroph. 29-78, édit. de Vérone, 1731.

[2] *Concil. Agath.*, a. 506, c. VII; dans Labat, col. 783. *Concil. Aurel. V*, a. 549, c. VII; *ibid.*, col. 1036. *Concil. Matisc. II*, a. 585, c. VII; *ibid.*, col. 1299 et 1300.

[3] *Concil. Turon. II*, a. 567, c. XXVI; dans Labat, col. 1180.

[4] *Concil. Matisc. II*, a. 585, c. XII; dans Labat, col. 1302.

[5] *Concil. Aurel. V*, a. 549, c. XX; *ib.*, col. 1040.

[6] *Ib.*; et Benedicti levitæ *Capitul.*, II, 107; dans Pertz, *LL.*, II, 79, et dans Bal., I, 941.

[7] *Concil. Agath.*, a. 506, c. VII; dans Labat, col. 783.

[8] *Leg. Langob. Car. M.*, c. LXIII; dans Canciani, I, 156. *Statuta Adalhardi*, I, 4 et 5, dans le Polypt. d'Irm. *Append.*, t. II, p. 309 et 310. Il est souvent question, dans les conciles et dans les chartes, des maisons destinées à recevoir les malades et les voyageurs.

son administration était en général régulière et paternelle, une foule de personnes renonçaient à leurs biens et souvent à leur liberté, et accouraient se ranger sous les lois des églises et des monastères[1].

Souvent aussi les évêques usaient de leur puissante intervention auprès du prince en faveur de leurs concitoyens. Ce fut à la demande de Désiré, évêque de Verdun, que le roi Théodebert fit aux commerçants de cette ville l'avance d'une somme de sept mille sous d'or, qui les sauva de leur ruine, et qui, plus tard, leur fut remise en entier lorsqu'ils en offrirent le remboursement[2]. D'autres fois les évêques faisaient servir leur autorité et leurs trésors au rétablissement du calme dans les cités. Pour donner un exemple du rôle de paix que le clergé remplissait souvent au milieu d'une société livrée, sous l'empire des institutions germaniques, à toutes les horreurs des vengeances privées, qu'il me soit permis de rapporter une anecdote dont Grégoire de Tours est le héros et l'historien[3].

Médiation de l'Église dans les querelles des particuliers.

19. Deux citoyens de Tours, nommés l'un Sichaire, et l'autre Austregisil, célébraient les fêtes de Noël dans le bourg de Mantelan (village à 3 l. O. de Loches), avec d'autres habitants du pays. Le prêtre du lieu ayant envoyé un messager pour inviter quelques personnes de leur société à venir boire chez lui, une d'elles tua le messager d'un coup d'épée. A cette nouvelle, Si-

[1] Voy., sur l'administration des biens ecclésiastiques, les lettres de saint Grégoire le Grand, et surtout sa lettre XLIV du livre IV, dans ses œuvres, t. I, col. 533-541, édit. de Paris, 1705. Le Polyptique de l'abbé Irminon dépose de l'ordre établi dans les terres de l'abbaye de Saint-Germain des Prés. Un ancien proverbe allemand, rapporté par Anton (*Geschichte der teutschen Landwirthschaft*, t. I, p. 81), dit qu'il fait bon vivre sous la crosse : « Unter dem Krumstabe ist gut wohnen. »

[2] Greg. Tur., III, 34. — *Chron. Virdun.*, dans Bouq., t. III, p. 357 c-e. — Un *aureus* vaudrait aujourd'hui environ quatre-vingt-dix fr., et par conséquent les sept mille *aurei* six cent trente mille fr.

[3] Greg. Tur., VII, 47.

chaire, ami du prêtre, prit ses armes et se rendit à l'église pour y attendre Austregisil. Celui-ci, de son côté, s'entoura de gens armés et marcha contre lui. Les deux partis en vinrent aux mains, et Sichaire, ayant eu le dessous, s'enfuit dans sa terre, en laissant chez le prêtre quatre de ses gens blessés avec son argenterie et ses effets. Alors Austregisil recommença l'attaque, égorgea ces quatre serviteurs, et s'empara de tout ce qui appartenait à leur maître. Il s'ensuivit un procès, dans lequel Austregisil fut accusé d'homicide et de pillage devant le tribunal de ses concitoyens. Il était déjà commencé, lorsque Sichaire, apprenant que les effets enlevés par Austregisil sont entre les mains d'un nommé Aunon, laisse là les juges, et, s'entourant d'hommes armés, force pendant la nuit la maison d'Aunon, le tue, lui, son fils, son frère et leurs esclaves, pendant qu'ils dormaient, puis emmène leur mobilier et leurs troupeaux.

Cependant l'évêque de Tours, affligé de ces crimes, mande, de concert avec le magistrat, les deux parties pour les réconcilier. Elles viennent, et l'évêque les supplie, en présence des citoyens réunis, de mettre fin à des attentats qui déjà ont causé la mort à plusieurs fils de l'Église, et qui peuvent la causer à d'autres encore. « Faites la paix, leur dit-il, je vous en conjure ; et que l'auteur du mal consente enfin, au nom de la charité, à payer la composition fixée par la loi. » Jusqu'ici l'évêque ne fait que suivre un des préceptes les plus vulgaires de l'Évangile, et remplir un des plus simples devoirs de sa mission, mais il ajoute : « Si les moyens du coupable ne suffisent pas, l'Église payera pour lui, et, de cette manière, la vie ne sera plus enlevée à personne. » En disant ces mots il offrait l'argent de l'Église ; mais ce fut en vain. Chramnisind, fils d'Aunon, voulant venger la mort de son père, de son frère et de son oncle, refusa la composition[1].

[1] Les Francs furent libres d'accepter ou de refuser la composition jusqu'au temps de Charlemagne, qui voulut qu'elle fût acceptée lorsqu'elle était offerte par le cou-

On se sépara donc sans avoir rien conclu, et Sichaire prit la résolution d'aller trouver le roi. S'étant d'abord rendu près de sa femme à Poitiers, il y fut blessé d'un coup d'épée par un de ses esclaves, pendant qu'il le battait. On s'empara de l'esclave, on lui coupa les mains et les pieds, puis on le mit à la potence. Alors le bruit se répandit à Tours que Sichaire était mort. Aussitôt Chramnisind assemble ses parents et ses amis, et les conduit à la maison de Sichaire. Ils la pillent, ils y égorgent plusieurs esclaves; ensuite ils y mettent le feu, ainsi qu'à toutes les maisons des autres propriétaires de la même terre, après avoir enlevé les troupeaux qu'elles renfermaient et tout ce qu'ils en pouvaient emporter. Les deux parties furent de nouveau obligées par le magistrat de comparaître au tribunal de la cité; et, lorsqu'elles eurent plaidé leurs causes, les juges décidèrent que celui qui n'avait pas voulu d'abord de composition, et qui, plus tard, avait livré aux flammes les maisons de son adversaire, perdrait la moitié du prix qui lui avait été adjugé, et que Sichaire payerait seulement l'autre moitié. Cette décision était contraire aux lois, observe Grégoire de Tours, mais elle avait pour but de rétablir la paix. Alors intervint de nouveau la charité de l'évêque. L'Église ouvrit son trésor et paya la somme fixée; Chramnisind fit une charte de sécurité à Sichaire, et les deux parties, ayant accepté la composition, jurèrent de ne proférer jamais un seul mot l'une contre l'autre. Ce fut ainsi que cette querelle fut assoupie, ajoute notre historien[1].

pable (*Capitul.*, a. 779, c. XXII, a. 802, c. XXXII, etc. Voyez, sur les compositions des Francs, la douzième Dissertation de mon savant confrère M. Pardessus, *Loi salique*, p. 651-664.

[1] Quoi qu'en dise ici Grégoire de Tours, l'affaire ne fut pas entièrement terminée, et les serments prêtés ne furent pas tenus. Il est vrai que Chramnisind contracta avec Sichaire, le meurtrier de ses parents, la plus étroite amitié, au point que la plupart du temps tous les deux mangeaient à la même table et couchaient dans le même lit. Mais il arriva qu'un jour, au milieu d'un repas que Chramnisind donnait à son ami, celui-ci, déjà pris de vin, se mit à dire : « Tu m'as de grandes obligations, mon très-cher frère, de ce que j'ai tué tes parents; car la composition que tu as reçue pour leur mort a fait affluer l'or et l'argent

Désordre introduit dans l'Église par l'invasion des laïques.

20. Comme je ne fais pas l'histoire des bienfaits du clergé et que je n'écris pas ici son panégyrique, je ne citerai pas d'autres exemples des actions honorables de ce premier ordre de l'État ; ceux que je viens de rapporter suffisent à mon sujet, en montrant que les bienfaits et les vertus des évêques et des autres ecclésiastiques doivent être aussi comptés parmi les causes de leur popularité. Non pas, je le répète, que leur conduite fût constamment ni partout également méritoire ; il est pour l'Église des époques malheureuses, où ses ministres, livrés à tous les désordres du siècle, semblent avoir perdu le sentiment de leurs devoirs et le souvenir de leur mission. Mais ces temps de honte, qui suivirent immédiatement la violation de sa constitution par le pouvoir temporel, doivent être imputés moins à l'Église ellemême qu'à ses oppresseurs.

Ce fut pendant l'agonie de la dynastie mérovingienne, et principalement sous le gouvernement de Charles Martel, que les hommes de guerre, ayant envahi les bénéfices ecclésiastiques, occupèrent les abbayes et les églises, et formèrent un nouveau clergé, aussi méprisable, suivant saint Boniface, par ses mœurs que par son ignorance[1]. Ce fut aussi au milieu des guerres des petits-fils de Charlemagne et des invasions des Normands, que, la plupart des églises et des monastères ayant été de nouveau dépouillés de leurs possessions, on vit des comtes se faire évêques ou abbés, le scandale s'introduire dans le sanctuaire, et la discipline ecclésiastique relâchée menacer de se perdre entièrement[2].

dans ta maison. Sans cette affaire-là, tu serais encore dans le dénûment et dans la misère. » Ces paroles aigrirent l'esprit de Chramnisind. « Si je ne venge le meurtre de mes parents, » dit-il en lui-même, « je ne serai plus un homme, et je mériterai de passer pour une femme. » Aussitôt, éteignant les lumières, il fend d'un coup de hache la tête à Sichaire. Ensuite il dépouille le corps et le suspend à un poteau de l'enceinte de sa maison. Ce nouveau crime resta à peu près impuni (Greg. Tur., IX, 19).

[1] Voy. *Bonifacii epistola ad Zachar. pap.*, a. 742 ; dans Bouq., t. IV, p. 94 a-c.

[2] Voy. dans le t. IX des *Hist. de Fr.* les

Il est vrai qu'à toutes les époques, pendant la durée des deux premières races, les désordres de la vie privée, les mauvaises passions, les crimes publics même, ne furent pas rares dans le sein du clergé. Déjà dans Grégoire de Tours[1], il est souvent question d'évêques qui se livrent à la débauche, et qui maltraitent, oppriment, dépouillent leurs propres concitoyens. Toutefois de pareils excès, beaucoup moins communs d'ailleurs parmi les ministres de la religion que parmi les laïques, étaient des actes individuels et isolés, blâmés et souvent punis par les conciles[2]. Le mal qui en résultait ne retombait guère sur la classe la plus nombreuse de la société, et les prêtres, en épargnant la masse de la population, pouvaient être tyrans et criminels sans rien perdre pour cela de leur popularité.

Fondements de la popularité du clergé.

21. En résumé, ce qui devait d'abord l'assurer au clergé, malgré la conduite répréhensible de ses membres, c'étaient ses maximes en faveur du peuple; d'après lesquelles l'homme pauvre et l'esclave étaient élevés au même rang que l'homme riche et que le maître, estimés autant qu'eux, appelés à la même destinée et recommandés également à l'amour de tous les fidèles[3]. L'égalité se trouvait dans l'église; égalité imparfaite, il est vrai, car elle expirait à la porte du temple; mais elle était promise pour une autre vie, et l'espoir tenait lieu de la possession, de même que l'imagination suppléait à la réalité.

Ce qui rendait ensuite le clergé populaire, c'étaient les cérémonies du culte et les institutions ecclésiastiques dont nous avons parlé et qui se sont perpétuées jusqu'aux premiers siècles de la

nombreux diplômes par lesquels les rois ordonnent ou confirment les restitutions faites aux établissements religieux.

[1] *Hist.*, IV, 36, 43; V, 21, 41; VIII, 39.

[2] Voy. le concile de Châlon-sur-Saône de 579, celui d'Allemagne (*Germanicum*) de 745, celui de Gaule (*Gallicanum*) de 796, le troisième de Valence, en 855, celui de Verberie de 869.

[3] Voy. Jon., épisc. Aurelian., *de Institut. laical.*, II, 22, dans d'Achery, *Spicil.*, t. I, p. 297, vers 825.

troisième race, à travers les temps les plus difficiles de l'Église. Ces institutions d'une société grossière et crédule ne manquaient pas de grandeur. Sans doute qu'elles étaient insuffisantes; mais elles répondaient à l'état de la société, et elles ont beaucoup atténué le mal, si elles n'ont pu l'empêcher entièrement.

Excès du pouvoir ecclésiastique.

22. Quant au reproche que l'on a fait à l'Église de son pouvoir, il me paraît injuste ou du moins fort exagéré. A la vérité, ce pouvoir était immense, et s'alliait mal avec l'esprit de l'Évangile. Cependant qu'on jette les yeux sur ce qui était à côté du clergé, et qu'on juge si l'autorité placée dans les mains laïques s'exerçait avec plus de justice, de douceur et d'intelligence. Certainement le clergé abusa de la sienne; mais qui n'abusait pas alors, et de quoi ne faisait-on pas abus? Les rois, les grands, les seigneurs et, plus tard, les communes et les états généraux ont-ils montré plus de modération? Dans le moyen âge, l'usurpation et l'abus étaient si communs, que s'il fallait condamner tout ce qui s'en est rendu coupable, à la rigueur rien ne serait épargné. On est forcé, je crois, de reconnaître que le clergé a beaucoup moins excédé ses droits que les autres ordres de l'État.

Les armes spirituelles, les seules qui fussent proprement à sa disposition, doivent être considérées, malgré les justes plaintes qu'elles ont excitées trop souvent, comme ayant été essentiellement utiles et bienfaisantes. Longtemps elles ont protégé les populations non moins que l'Église, et servi de rempart contre la force brutale qui opprimait la société. Qui pourrait, par exemple, accuser d'abus les évêques de la province de Reims, lorsque, après la guerre de 923, entre les rois Charles le Simple et Robert, ils imposaient une pénitence de trois années aux Français qui s'étaient battus contre des Français[1]? Dans les actes ecclé-

[1] *Concil. Remens.*, dans Bouq., IX, 324 c, et dans Coleti, XI, 795

siastiques, l'excommunication même n'est d'ordinaire que la sanction des lois les plus humaines et les plus tutélaires. Ainsi, en 988, elle est prononcée par le clergé d'Aquitaine contre les brigands qui ravageaient le pays[1]; en 1031, le célèbre concile de Limoges interdit, sous la même peine, les guerres privées des seigneurs, si funestes aux habitants des campagnes[2]; dix ans après, d'autres conciles, en instituant la trêve de Dieu, la placent sous la protection des foudres de l'Église[3]. Enfin, dès l'an 855, le troisième concile de Valence frappait le duel d'excommunication[4].

Nationalité du clergé.

23. Rappelons-nous aussi que, pendant toute la période dans laquelle je me renferme, l'Église de France était nationale; que les principes et les intérêts du clergé n'étaient pas moins nationaux que son pouvoir; qu'alors l'ultramontanisme n'existait pas; que si, dès Louis le Débonnaire (en 833), un pape (Grégoire IV), excusable d'ailleurs par la pureté de ses intentions et par son amour de la justice, voulut se mêler de nos discordes civiles, et prendre parti pour les fils dénaturés de l'empereur contre leur imbécile père, il lui fut signifié, de la part des évêques, qu'il n'avait le pouvoir d'excommunier personne malgré eux dans leurs diocèses, et que dans le cas où il serait venu pour lancer l'excommunication, il s'en retournerait lui-même excommunié[5]. On connaît aussi la réponse que le pape Adrien II

[1] *Sæcul. Bened. II*, part. I, p. 434, et Bouq., X, 360 e, 361 a et 536 c, d. « Si quis agricolarum, ceterorumve pauperum, prædaverit ovem aut bovem, aut asinum, aut vaccam, aut capram, aut hircum, aut porcos, nisi per propriam culpam, si emendare per omnia neglexerit, anathema sit. » *Concil. Carrofense*, a. 989, c. II, dans Coleti, XI, 982.

[2] Coleti, XI, 1243. Voy. aussi *ibid.*, col. 1251-1255.

[3] Conciles des années 1041 et suiv., dans Bouq., XI, 510-517. Glaber Rodulf., IV, 5, et V, 1; dans Bouq., X, 49, 50 et 59. Hugo, abb. Flavin., dans Bouq., XI, 145 a-c.

[4] Can. XII, dans Coleti, IX, 1156.

[5] Astronom., *Vita Ludov. Pii*, 48. Voy. aussi la lettre du pape aux évêques, dans *Opera Agobardi*, t. II, p. 53-60, et dans Bouq., t. VI, p. 352-353.

reçut, en 871, du roi Charles le Chauve, et dans laquelle le roi déclinait la compétence de la cour de Rome à l'égard des ecclésiastiques français qui auraient été jugés suivant les règles par les tribunaux du royaume. « Nous, rois des Francs, ajoute le monarque, nés du sang royal, nous avons passé jusqu'ici non pour les vicaires des évêques, mais pour les seigneurs de la terre. — *Reges Francorum, ex regio genere nati, non episcoporum vicedomini, sed terræ domini hactenus fuimus computati*[1]. » Et ce qui mérite surtout d'être remarqué, c'est que la réponse du roi fut écrite par un prélat, par l'archevêque Hincmar, qui, à la vérité, défendait sa propre cause en maintenant les droits du clergé de France, mais dont les écrits n'en contiennent pas moins la plus ancienne déclaration qui ait été faite des principes de l'Église gallicane.

Enfin, lorsqu'on examine la conduite des différents pouvoirs de la société pendant le moyen âge, loin d'avoir à regretter que l'autorité de l'Église ait été aussi grande, on trouve à chaque instant la preuve que sa domination fut moins onéreuse pour le peuple que celle des rois et des seigneurs laïques.

Rappelons-nous d'ailleurs que l'Église était tellement identifiée avec l'État, qu'il y avait alors plutôt confusion que rivalité entre eux. Ce que nous appelons le pouvoir civil n'avait pas plus d'existence à part que le pouvoir ecclésiastique. Le magistrat étendait sa compétence sur les choses de l'Église, et le prêtre sur celles de l'État. Il était dans le droit, ou du moins dans les prétentions du souverain, de régler les articles de dogme comme ceux de discipline[2]. Il exigeait le *credo* et le *pater* de ses sujets[3], et réglait, dans ses capitulaires, les matières religieuses aussi bien que les matières civiles. D'un autre côté, les évêques et les prêtres avaient, en vertu même de leur caractère religieux, une

[1] Dans Bouq., t. VII, p. 542-5.

[2] Childebert exigea la profession de foi du pape Pélage. Voy. *Pelag. epist.*, Bouq., IV, 74.

[3] *Capitul. Francofordiense*, a. 794, c. 31; dans Baluze, I, 268. *Capitul. I* a. 802, c. 11; *ib.*, 375-6. *Capitul. V* a. inc., c. 3; *ib.*, 531-2. *Capitul.*, l. V, c. 260; *ib.*, 876.

part très-grande dans l'administration des affaires publiques[1]. Tout le pouvoir dont ils jouissaient n'était pas usurpé, car ils en tenaient une grande partie de la loi; et au lieu de s'en servir pour empêcher ou retarder les progrès de la civilisation, ils s'opposaient de tous leurs efforts à l'envahissement des ténèbres qui menaçaient de couvrir toute la chrétienté. Ils n'avaient pas à craindre en effet de compromettre leur crédit en éclairant le peuple, dont l'ignorance et la crédulité allaient bien au delà de ce qui aurait pu leur être nécessaire pour le gouverner.

Les institutions de l'Église suppléaient celles de l'Etat.

24. C'était le peuple qui, trouvant peu de sûreté du côté de la juridiction civile, courait au-devant de la juridiction ecclésiastique. Et quelles autres institutions pouvaient lui être plus chères que celles de l'Église? Quel autre édifice que le temple lui rappelait des idées de bienfaisance, d'ordre et de paix? Tous avaient sujet d'aimer le temple. Pour le serf, c'était un asile contre la cruauté de son maître; c'était aussi le lieu dans lequel un jour peut-être il recouvrerait sa liberté. C'était là que l'affranchi, après avoir obtenu la sienne, trouvait la protection dont il avait besoin pour la conserver, tandis que l'homme libre lui-même y voyait la garantie officielle que réclamaient la sûreté de sa personne et la possession de ses biens. Les pauvres y venaient chercher du pain et les malades la santé. C'était le centre de tous les intérêts, le refuge de tous les malheureux, et les malheureux composaient alors presque toute la nation. Attenter aux temples, c'eût été à la fois attenter à la religion, à la société, à tous les droits nationaux et populaires. De patrie, le peuple n'en avait point d'autre que l'Église, et l'Église était tout

[1] *Capitul. Francof.*, a. 794, c. 4, dans *Capitul. [illegible]*, a. 883, c. 6-10, *ib.*, Bal., I, 264; *Capitul. [illegible]* a. 813, c. 10, *ib.*, 288-9; *Capitul. [illegible]*, a. 865, c. 13, 503; *Clothari constitutio*, c. 6, *ib.*, 8, *ib.*, 199.

Capitul. a. 876, c. 12-13, *ib.*, II, 242.

pour lui. Elle était de plus la colonne du moyen âge, sans laquelle l'édifice social et la civilisation antique fussent tombés ensemble dans l'abîme.

Ne perdons pas de vue que les institutions qui, dans les temps modernes, et principalement de nos jours, ont agité les peuples, les touchaient alors fort médiocrement, et leur étaient non-seulement indifférentes, mais encore incommodes, onéreuses, antipathiques. On préférait de beaucoup l'assemblée des fidèles à celle des scabins ou des hommes d'armes ; on fuyait les plaids et les champs de mars ou de mai pour accourir aux temples ; on était bien plus puni d'être privé dans l'église de son rang, de la participation aux offrandes, aux eulogies, à la communion, que du droit de porter les armes et de juger : en un mot, on tenait bien plus à l'exercice de ses droits religieux qu'à celui de ses droits politiques, parce que l'état religieux était bien supérieur à l'état politique, et que, hors de l'Église, tous les devoirs et tous les droits de l'homme étaient à peu près méconnus. Si l'on considère l'état de la civilisation dans ces temps grossiers, crédules et sanguinaires, on reconnaît bientôt que les masses, je n'ose dire le peuple, n'avaient le sentiment ni de leurs droits ni de leurs devoirs, ni même de leurs intérêts de société. Les principes de liberté et d'égalité civiles leur étaient entièrement inconnus ; et ce qu'on pourrait prendre chez elles pour des tentatives d'indépendance, était purement des actes désordonnés.

Le pouvoir ecclésiastique devait décroître, comme il a décru effectivement, en raison du progrès des institutions politiques : et sa popularité s'est affaiblie au fur et à mesure que la nation s'est détachée de l'Église, et qu'elle a retiré des temples ses affaires, ses intérêts et ses plaisirs. Cette révolution, qui s'est opérée insensiblement, a sans aucun doute amélioré l'état social ; mais il serait injuste de dire que le clergé avait plongé et retenu les peuples dans l'ignorance et dans l'abrutissement ; car, lorsqu'ils tombèrent sous sa tutelle, ils étaient déjà ignorants et

abrutis, et lorsqu'ils en sortirent, ils se trouvèrent moins barbares qu'au moment où ils y étaient entrés. Il semble même que le régime sacerdotal, bien meilleur pour eux que le régime féodal, auquel il servait de contre-poids, était seul capable de les ramener à des idées d'ordre et de conservation.

Ce qu'aucun gouvernement ne ferait aujourd'hui qu'en courant le risque de bouleverser la société, l'Église le faisait tous les jours, dans le moyen âge, sans la compromettre, et même en la rendant plus tranquille et plus stable. Quelle monarchie, quelle république pourrait, par exemple, proclamer impunément ce dangereux droit au travail qui paraît menacer notre civilisation? Eh bien, l'Église osait plus encore. Des deux grandes classes dans lesquelles la population fut de tout temps divisée, savoir, les riches et les pauvres, l'Église ne craignait pas de se charger de la dernière. Elle mettait dans son lot tous ceux qui n'avaient rien, et s'inquiétant peu pour elle de leur nombre ni de leur exigence, elle leur disait que ses biens étaient à eux; elle les installait chez elle; elle s'obligeait à les nourrir, et réglait leur part, sans craindre qu'ils n'en fussent bientôt plus contents, et qu'ils ne voulussent à la fin tout avoir. Effectivement, malgré le danger de tels principes, le clergé sut rester riche au milieu de ces misérables et faire respecter par eux ses richesses et son autorité. Sans doute que dans un pays dépeuplé par la barbarie et décimé par des guerres et des maladies continuelles, on pouvait trouver plus aisément place pour tout le monde; mais ce qui favorisait le plus le respect de l'Église, ce qui constituait véritablement sa force, c'était la foi de ses peuples; et cet article de sa constitution : *Beati qui lugent*, ne les consolait pas moins que sa charité.

Décadence de la société ecclésiastique.

25. En signalant les principales causes de la popularité du clergé en France sous les deux premières races, j'ai laissé d'avance

entrevoir comment cette popularité avait été détruite. Aujourd'hui on va aux temples pour remplir ses devoirs de religion, et non pour s'occuper d'intérêts mondains ou d'affaires publiques. On y trouve des chrétiens, et non plus des citoyens. La maison du Seigneur est devenue plus calme, plus décente, plus sainte, mais en même temps silencieuse et triste ; le recueillement et la tiédeur y règnent à la place du tumulte et des passions populaires.

Depuis que les communes se sont formées, les hôtels de ville et les places publiques lui ont, pour ainsi dire, enlevé la moitié de ses attributions. Depuis que la servitude a été abolie, on a cessé d'y courir pour y recevoir le présent de la liberté. Depuis l'institution des notaires royaux, on n'a plus eu besoin, pour passer un acte, de convoquer le peuple sous ses portiques. Depuis la construction des auberges sur les grandes routes, les voyageurs n'ont plus été contraints de prendre leur gîte dans les hospices des monastères. Depuis que l'art de guérir s'est perfectionné, on a moins envoyé de malades aux tombeaux des saints. Les établissements fondés en tous genres par la spéculation ont remplacé ceux de la charité. Les mœurs et les lois ont rendu beaucoup moins utiles la tutelle et l'assistance ecclésiastiques. Aujourd'hui celles-ci ne défendent plus la fortune, la liberté ni la vie de personne, et l'Église elle-même reçoit peut-être plus de protection du gouvernement qu'elle n'en procure au peuple. D'autres genres de spectacles ont en même temps succédé aux cérémonies religieuses ; les pompes mondaines rivalisent avec les pompes du christianisme, et les édifices profanes avec les édifices sacrés. En un mot, le peuple a tout emporté de l'Église, tout, excepté son culte ; et l'ancienne popularité du clergé, dont on a peine à se rendre compte, s'est évanouie avec l'opulence et la puissance de ses cathédrales[1].

[1] Des fragments étendus de cette première Partie ont été publiés dans le Bulletin de la Société de l'Histoire de France.

SECONDE PARTIE.

L'ÉGLISE DE PARIS.

Ses évêques.

26. Anciennement l'église Notre-Dame, comme la plupart des cathédrales de France, formait une espèce de principauté, rivale des grands fiefs de la couronne. Quoique subordonnée à l'église de Sens, et élevée seulement depuis 1622 au rang de métropole, elle a toujours été une des plus illustres de la chrétienté, et n'a jamais cessé d'avoir une grande influence dans l'ordre civil, aussi bien que dans l'ordre ecclésiastique. Elle en fut redevable à la présence des rois, qui firent presque tous de Paris la capitale de leur royaume ; à la célébrité de ses pasteurs, saint Marcel, saint Germain, saint Landri, Angilbert, sous la première race ; Gosselin, sous la deuxième ; puis, sous la troisième, Guillaume de Montfort, Étienne de Senlis, Pierre Lombard, Maurice et Eudes de Sully, Guillaume d'Auvergne, Étienne Poncher, etc. Elle en fut aussi redevable à l'étendue de ses biens et de ses priviléges, au nombre et à l'importance des maisons religieuses placées dans sa dépendance.

L'évêque de Paris semble avoir surpassé en dignité les plus hauts barons de France ; car ceux-ci étaient soumis envers lui à une obligation, qui nous paraît aujourd'hui fort humiliante, à celle de le porter jusqu'à sa cathédrale le jour de son inauguration. C'étaient non-seulement les sires de Montmorenci, les comtes de Saint-Paul, les comtes de Bretagne, mais même le roi de France, qui recevaient ou devaient recevoir humblement sur leurs épaules la litière du prélat. Dans la suite des temps, à mesure que la splendeur épiscopale s'affaiblit, le roi et les hauts ba-

rons négligèrent de plus en plus ce devoir féodal, et se contentèrent d'envoyer des porteurs à leur place. Puis ils finirent par s'y soustraire entièrement, lorsque le prestige ou le caractère religieux ne furent plus assez puissants pour maintenir cette cérémonie.

Cependant la dignité de l'évêque, si éminente qu'elle fût, était loin de lui conférer une autorité indépendante et sans contrôle. Au contraire, elle le plaçait dans une situation fort complexe, où il avait deux maîtres à satisfaire et un rival à ménager. Ses maîtres étaient le roi et le pape, l'un au temporel, l'autre au spirituel; et, comme les limites des deux pouvoirs étaient souvent flottantes et souvent contestées, il se trouvait nécessairement impliqué dans leurs conflits. Son rival était le chapitre : celui-ci, après avoir occupé d'abord une place fort modeste et tout à fait subordonnée auprès de lui, était parvenu, en étendant ses attributions et ses prérogatives, à se créer une existence à part, à s'asseoir à ses côtés, à partager sa juridiction et ses revenus, à balancer sa puissance et souvent à la dominer.

Des chanoines.

27. Pendant les huit premiers siècles du christianisme, les biens d'une église, divisés, comme on l'a vu, en quatre parts, étaient tous administrés par l'évêque, aidé de quelques membres de son clergé. L'illustre évêque d'Hippone, saint Augustin, pour avoir plus de temps à consacrer aux fonctions purement spirituelles de son ministère, avait fait choix d'un certain nombre d'ecclésiastiques, et leur avait confié particulièrement le soin du temporel de son église; de plus, afin de les soustraire aux tentations de l'avarice et de la cupidité, il avait voulu qu'ils vécussent en commun, comme les cénobites. Ces ecclésiastiques, dont on fait descendre les chanoines réguliers, étaient son conseil, mais restaient entièrement à ses ordres. L'institution de saint Augustin fut adoptée

par d'autres évêques, et se maintint dans plusieurs églises, même en Gaule, jusqu'au VIII[e] siècle, sans recevoir de développements, au contraire en s'altérant de plus en plus. Le concile assemblé à Vern, en 755, par ordre du roi Pépin, se plaignit de la conduite de ces hommes, qui, après s'être consacrés à Dieu, gardaient leurs biens et refusaient de vivre sous l'autorité épiscopale. Il leur enjoignit d'observer soit la règle des moines, soit la règle des chanoines, et d'obéir à leur évêque[1]. Cinq ou six ans plus tard, les chanoines reçurent de Chrodegand ou Rodegand, évêque de Metz, une règle en trente-quatre articles, tirés en grande partie de celle de saint Benoît. C'était une fondation plutôt qu'une réforme; toutefois elle n'engendra pas encore les chanoines appelés réguliers, *canonici regulares*, ceux-ci n'ayant été institués qu'au XI[e] siècle, dans les conciles de Rome de 1059 et 1063.

Charlemagne insista pour que tous les ecclésiastiques fussent ou moines ou chanoines[2]. Sous le règne de son fils, le concile d'Aix-la-Chapelle, de 817, promulgua, en cent quarante-cinq articles, un règlement pour la conduite des évêques et des clercs, tirés tant des écrits des Pères et des canons des conciles, que de la règle de Chrodegand[3].

Cette compilation, faite en grande partie par Amalaire, diacre de l'église de Metz, à la demande et sur les livres mêmes de l'empereur, qui la sanctionna, était un recueil officiel destiné à remplacer les ouvrages originaux pour les prêtres qui ne les possédaient pas ou qui ne savaient pas s'en servir; mais ce n'était point une réforme, et le moment n'était pas venu de réformer les chanoines, attendu qu'ils observaient encore leur règle généralement, comme nous en avons la preuve dans les articles

[1] *Concil. Vernense*, c. 11, dans Pertz, *LL.* I, 26, dans Bal., I, 173.

[2] « Clerici [illegible] ut vel veri monachi sint, vel veri canonici. » *Capitul.* a. 789, c. 75, dans Bal., I, 239, c. 76, dans Pertz, *LL.* I, 65. Voy. aussi *Capitul. Theodonis Villa*, a. 805, c. 9; dans Bal., I, 422, c. 8, dans Pertz, *LL.* I, 132.

[3] Dans Mansi, XIV, 147-246.

mêmes du concile d'Aix-la-Chapelle. On y voit que les chanoines, à l'exemple des moines, devaient habiter dans un cloître exactement fermé, dont la clef était portée chez le supérieur du chapitre aussitôt après l'heure de complies; mais qu'il leur était permis, ce qui ne l'était pas aux moines, d'avoir des habitations particulières dans le cloître, d'user de linge, de faire gras, de donner et de recevoir soit par testament, soit d'une autre manière, et de posséder des biens en propre, tout en jouissant des bénéfices de l'église[1]. Au reste, ni la règle de Chrodegand, ni le concile d'Aix-la-Chapelle, n'apportèrent de changement à l'administration des biens ecclésiastiques; ils continuèrent d'être régis indivisément, sans distinction de mense épiscopale et de mense capitulaire, et les revenus continuèrent d'être partagés suivant l'ancien usage.

Le règlement d'Amalaire, appliqué à toutes les églises de l'empire des Francs, y fut quelque temps en vigueur; puis, après avoir été transgressé successivement à peu près par chacune d'elles, il finit par être abandonné presque partout au XIIe siècle.

La discipline concernant l'administration extérieure de l'église ayant été fortement ébranlée par la chute de l'autorité centrale, fut bientôt corrompue par l'invasion et le mélange des principes et des institutions de la féodalité. L'évêque, devenu grand seigneur terrien, n'eut sur ses chanoines, pour les choses temporelles, qu'un pouvoir purement féodal, et ceux-ci possédèrent, pour ainsi dire, leurs biens féodalement[2]. Entraînés par l'esprit d'appropriation, qui descendit alors des plus hautes aux plus basses classes de la société, et se répandit dans toute la France, ils se saisirent des fonds ecclésiastiques dont les revenus servaient

[1] *Concil. Aquisgr.*, a. 817, c. 115, 117 et 142.

[2] Ainsi, par exemple, l'abbé de Colombs recevait de l'évêque de Paris, dans l'abbaye de Saint-Victor, l'investiture de la cure de Saint-Germain en Laie, jurait fidélité et obéissance à cet évêque, et lui donnait un besant en signe de sujétion. Voy. notre Cartul., I, 144. Les trois archidiacres du diocèse de Paris firent hommage de leurs archidiacones à l'évêque, en 1268. *Ib.*, I, 171.

a leur entretien, et, les ayant affranchis de la juridiction épiscopale, rompirent facilement les liens de la vie commune.

Des biens de l'église de Paris.

28. Nous ne connaissons que fort imparfaitement les possessions de l'église de Paris sous la première et même sous la seconde race. Il n'est pas douteux qu'elles ne fussent très-considérables, quoique notre Cartulaire n'en indique que deux pour les temps antérieurs à Charlemagne, savoir la terre de la Celle, dans le Melunais, au-dessous de Montereau, et la terre de la Celle dans le pays de Fréjus, avec des salines situées à Marseille. Le diplôme du roi Childebert, qui les mentionne, est le seul document mérovingien que nous puissions produire ici, et encore n'est-il pas d'une parfaite authenticité[1]. Les possessions de l'église de Paris sous les rois carlovingiens sont relatées dans dix-huit chartes ou diplômes[2], et sont au nombre d'environ trente-cinq, non compris les abbayes et les cures ni le cloître de Notre-Dame avec les maisons qui en dépendaient, ni le Grand-Pont de Paris, avec les terrains et les moulins voisins, ni les droits perçus à la porte de la ville. Les actes de notre Cartulaire des siècles postérieurs nous en ont fait connaître un grand nombre d'autres.

Il n'est pas nécessaire de les nommer toutes. En ne nous attachant qu'aux principales, nous mentionnerons, sans observer l'ordre des temps, mais sans dépasser le XIIe siècle, les terres suivantes, savoir, dans les environs de Paris[3] :

[1] Voy. les notes critiques de Bréquigny, *Dipl.*, p. 52. Il est question, dans Grégoire de Tours (*Mir. S. Mart.*, II, 12), d'une *villa* située dans le pays de Tours, et appartenant à l'église de Paris du temps de saint Germain, son évêque.

[2] La Table chronologique, imprimée à la fin du tome III, en indique dix-neuf; mais c'est à tort : la charte [illegible], placée sous l'an 820 ou environ, est beaucoup moins ancienne, et doit être renvoyée à la fin du XIe siècle.

[3] Je ne citerai pas mes autorités, on les connaîtra facilement, soit à l'aide de l'*Index chronologique* du tome III, soit à l'aide de l'*Index général* du tome IV. — Les principales terres qui faisaient partie de la mense capitulaire avant la fin du XIIe siècle, sont marquées d'un astérisque.

AU NORD.

Deuil, Seine-et-Oise.
Bonneuil, *ibid.*
Roissy, *ibid.*
Goussainville, *ibid.*
* Épiais, *ibid.*
Jagny, *ibid.*
Luzarches, *ibid.*
* Viry-Noureuil, au nord de Chauny, Aisne.

AU MIDI.

Montrouge, Seine.
* Gentilly, *ibid.*
* Ivry, *ibid.*
Vitry, *ibid.*
* Bagneux, *ibid.*
Clamart, *ibid.*
Plessis-Piquet, *ibid.*
* L'Hay, *ibid.*
* Chevilly, *ibid.*
Fresnes-les-Rungis, *ibid.*
* Châtenay, *ibid.*
Rungis, *ibid.*
* Orly, *ibid.*
Wissous, Seine-et-Oise.
Massy, *ibid.*
Palaiseau, *ibid.*
Champlan, *ibid.*
Limours, *ibid.*
Montlhéry, *ibid.*
Saint-Michel-sur-Orge, *ibid.*
Bretigny, *ibid.*
* Avrainville, *ibid.*
Soisy-sous-Etiolles, *ibid.*
Combs-la-Ville, Seine-et-Marne.
Moissy, *ibid.*
* Galande, *ibid.*
Perray, Seine-et-Oise.
* Machault, Seine-et-Marne.
* Samois, *ibid.*
* La Celle, *ibid.*
* Vernou, *ibid.*
* Tréchy, *ibid.*
Émant, *ibid.*
* Loutteville, Seine-et-Oise.
* Itteville, *ibid.*
* Lardy, *ibid.*
La Ferté-Aleps, *ibid.*
* Le Pressoir, *ibid.*
* Larchant, Seine-et-Marne.
* Corbreuse, Seine-et-Oise.
Richarville, *ibid.*

AU LEVANT.

Conflans-l'Archevêque, Seine.
Charenton-le-Pont, *ibid.*
* Vincennes, *ibid.*
* Fontenay-sous-Bois, *ibid.*
* Champigny-sur-Marne, *ibid.*
* Créteil, *ibid.*
Bonneuil, *ibid.*
* Sucy-en-Brie, Seine-et-Oise.
Boissy-Saint-Léger, *ibid.*
Noiseau, *ibid.*
La Queue, *ibid.*
Chenevières-sur-Marne, *ibid.*
Gournay-sur-Marne, *ibid.*
* Charmant, *ibid.*
Torcy, Seine-et-Marne.
Lagny, *ibid.*
Villepinte, Seine-et-Oise.
Le Tremblay, *ibid.*
* Mitry, Seine-et-Marne.
* Mory, *ibid.*
* Compans, *ibid.*
Saint-Mard, *ibid.*
Tournan, *ibid.*
* Rozoy-en-Brie, *ibid.*
Champeaux, Seine-et-Marne.
Saint-Merry, *ibid.*
Quiers, *ibid.*
Rebais, *ibid.*
Chézy-l'Abbaye, près de Charly, Aisne.

AU COUCHANT.

Saint-Cloud, Seine-et-Oise.
Sèvres, *ibid.*
Chaville, *ibid.*
Marnes, *ibid.*

Garches, Seine-et-Oise.
Ruel, *ibid.*
Maisons-sur-Seine, *ibid.*
Conflans-Sainte-Honorine, *ibid.*
* Andresy, *ibid.*
Jouy-le-Moûtier, *ibid.*
Feuillancourt, *ibid.*
Noisy-le-Roi, *ibid.*
Villepreux, Seine-et-Oise.
Maurepas, *ibid.*
Le Ménil-Saint-Denis, *ibid.*
Milon-la-Chapelle, *ibid.*
Les Trous, *ibid.*
Chevreuse, *ibid.*
* Épône, *ibid.*
* Mezières, *ibid.*

Il faut ajouter à cette liste la terre de la Celle dans le pays de Fréjus, et la terre de Naintré en Poitou ;

Plus les abbayes de Saint-Eloi, de Saint-Germain-le-Rondet, de Saint-Marcel, situées à Paris ; celle de Saint-Cloud et de Saint-Martin, à Saint-Cloud ; celle de Saint-Pierre, à Rebais ; de Saint-Saturnin, à Chevreuse ; de Saint-Pierre de Nesle-la-Reposte ; de Saint-Martin, à Champeaux ; de Saint-Pierre, à Chézy-sur-Marne.

Ces terres n'ont pas été toutes à la fois la propriété de l'église de Paris ; elles sont entrées successivement dans son domaine, et plusieurs en sont sorties après un certain laps de temps. Nous ferons observer en outre qu'elles ne comprenaient généralement qu'une partie du territoire des villages dont elles portent le nom, l'autre partie ayant été possédée par d'autres maîtres, soit ecclésiastiques soit laïques.

Mais nous jugerons mieux de la richesse territoriale de l'église de Paris sous la seconde race, et particulièrement durant le IXe siècle, si nous nous en référons sur ce point au concile d'Aix-la-Chapelle, de l'an 817, dont nous avons déja parlé. Nous y avons vu, en effet, que les églises de première classe, comme devait être celle de Paris, possédaient un revenu de près de huit cent mille francs de notre monnaie[1].

L'église de Paris jouissait, en outre, d'une foule de revenus d'un autre genre, dont il sera parlé tout à l'heure.

[1] Voy. ci-dessus, p. XXXVII et XXXVIII.

Partage des biens de l'église de Paris entre l'évêque et les chanoines.

29. Le premier partage des biens de l'église en deux menses, la mense épiscopale et la mense capitulaire, remonte à l'année 829, et fut réglé par l'évêque Inchad, à la demande de ses chanoines, et devant le concile réuni dans l'église cathédrale de Saint-Étienne. C'est avec cette église et l'église de Notre-Dame, située à côté vers le nord-est, que l'évêque Maurice de Sully a fait la cathédrale actuelle[1]. « Dans l'église de Saint-Etienne, premier martyr, dit l'évêque Inchad, en présence des vénérables prélats assemblés à Paris pour le concile, savoir : en présence d'Ebbon, archevêque (de Reims); d'Aldric, archevêque (de Sens); de Raginoard, archevêque (de Rouen); de Landran, archevêque (de Tours), et des évêques Jonas (d'Orléans), Jessé (d'Amiens), Rantgaire, Rothad (de Soissons); Adalelme, Hildermann (de Beauvais), Godefroi (de Senlis), Fréculf (de Lisieux), Wilad (de Coutances), Théodisclus, Amathée, Alitgaire (de Cambrai); Francon (du Mans), Bernoin, Haribald (d'Auxerre); Hélie (de Troyes), Jonas (de Nevers), Hubert (de Meaux), Foucher et Hembert; nous Inchad, évêque de Paris, donnons et allouons à nos frères les terres qui suivent : Andresy, *Hileriacum*, Orly, Chevilly, Chatenay, Bagneux, L'Hay et Itteville, avec toutes leurs dépendances; plus les terres qu'ils ont reçues de la piété des fidèles, et particulièrement celle de Sucy, qui leur a été déléguée par l'illustre comte Étienne, de sainte mémoire, et par Amaltrude, son épouse; à la condition que le tiers des revenus de cette terre soit appliqué au luminaire de l'église. De plus, nous leur avons attribué la moitié des nones provenant de nos biens ecclésiastiques. Mais nous voulons qu'ils soient chargés de l'entretien des bâtiments affectés à leur habitation, et qu'ils reçoivent avec amour et admettent à leur table nos frères des autres congrégations, tant les chanoines que les moines, qui viendront loger

[1] Lebeuf, *Dioc. de Par.*, I, 9.

chez eux. Enfin nous ordonnons que la dîme de la partie seigneuriale, dans les terres dénommées ci-dessus, soit dévolue intégralement à l'hôpital de Saint-Christophe (depuis l'Hôtel-Dieu), dans lequel nos frères doivent, à l'époque fixée, laver les pieds des pauvres[1]. » Plus tard, en 850, Charles le Chauve confirma la part faite aux chanoines, et l'augmenta des biens situés à Lardy et à Loutteville, qu'ils avaient acquis depuis[2]. En 878, Louis le Bègue leur assura la possession de la terre de Gentilly, ajoutée par l'évêque Ingelvin à la desserte du luminaire[3]. Quelques années après, le comte de Paris, Eudes, qui devint roi de France, leur restitua une rente de cent muids de vin, assise sur le village de Fontenay, et leur fit plusieurs donations nouvelles, qui consistaient dans trois manses et dix arpents de vigne, au lieu dit le Pressoir; dans cent sous de rente, à prendre sur les produits du pont de Charenton; dans un manse situé sur le territoire du même village, et dans le tiers des droits perçus à la porte de Paris. Le tout devait servir aux frais du luminaire de l'église, appelée dans la charte des noms réunis de Notre-Dame et de Saint-Étienne. Le même comte gratifie en outre les marguilliers de cent dix muids de vin, dont soixante devront être distribués aux chanoines le jour de son trépas. L'exposé des motifs qui précède ces diverses dispositions est assez remarquable. « Moi, dit Eudes, très-humble comte du pays de Paris, accablé par le poids de ma conscience et par la masse de mes péchés, et ne voyant aucun autre moyen de me sauver, que de marcher d'un pas ferme dans la voie de la béatitude éternelle, j'ai résolu de rendre à la sainte église de Paris tout ce que mes prédécesseurs ont enlevé de ses possessions, par la violence et par une avidité inouïe[4]. » Cette déclaration n'est pas seulement une formule banale d'humilité chrétienne, c'est l'aveu des torts réels, que le comte Eudes et son père Robert le Fort, et peut-être

[1] T. I, p. 321, c. 14.
[2] Ibid. p. 290, c. 10.
[3] P. 261, c. 18.
[4] P. 298.

aussi son aïeul, l'aventurier Witikind, avaient causés à l'église Notre-Dame, durant un siècle de révolutions et d'anarchie. On peut penser en outre que l'acte de réparation et de libéralité qui suit cet aveu, fut inspiré au comte de Paris non-seulement par la piété et le repentir, mais encore par son désir de se rendre favorable le clergé parisien, à la veille d'usurper la couronne royale.

La mense capitulaire s'enrichit, vers la fin de la seconde race, de plusieurs biens qui furent détachés de la mense épiscopale par l'évêque Élisiard, et dont la nouvelle attribution fut confirmée par les rois Lothaire et Louis V. Ils renouvelèrent en même temps, dans leur diplôme, toutes les confirmations faites au chapitre par les rois leurs ancètres, écrites sur des parchemins d'une grande vétusté [1]. Les nouvelles concessions d'Élisiard comprenaient d'abord la terre et l'église de Créteil, ensuite Rozoy, la Celle et Vernou, Machault et Samois, Mitry et Mory, Viry (en Vermandois); enfin la seigneurie d'Épône avec le village de Mezières. Les terres d'Itteville et d'*Eliriacum*, qui faisaient déjà partie des donations précédentes, figurent néanmoins ici parmi celles d'Élisiard. Le diplôme royal rappelle en outre que, à la demande de l'évêque Teudulf, et par l'ordonnance du roi Charles le Chauve, les chanoines devaient vivre sans trouble dans leur cloître, et y posséder chacun sa maison en propre, avec la faculté de la donner ou de la vendre comme il le voudrait, pourvu que ce fût à un autre chanoine de la même église [2].

Dans la bulle du pape Benoît VII (du 30 décembre avant 984), il est fait mention de deux autres terres, savoir, de celles de Fontenay et de Vincennes, comme appartenant aux chanoines [3], qui furent mis aussi en possession de celle de Larchant vers le commencement du XIe siècle [4], et plus tard de l'église de Villepreux [5] et de la terre de Garlande [6]. Le chapitre continua depuis d'acquérir,

[1] *In membranulis vetustissimis.*
[2] P. 273.
[3] P. 221.
[4] P. 223, 320, etc.
[5] P. 337.
[6] P. 268.

soit au moyen de donations ou de legs dont il fut l'objet, soit par voie d'échange, soit d'une autre manière. Mais il ne conserva pas tout ce qu'il avait acquis, et l'on peut même douter qu'il ait été plus riche après le XIVe siècle que dans les siècles antérieurs. Je ne pousserai pas plus loin mes recherches sur ce point, elles ne me conduiraient à rien de bien satisfaisant; car s'il n'est pas toujours facile de retrouver ce qui entrait dans son domaine, il est souvent impossible de constater ce qui en sortait.

Un document, qui peut remonter au règne de Philippe Auguste, nous apprend qu'à cette époque les biens de l'église de Paris (attribués à la mense capitulaire) étaient en général administrés par douze prévôts, qui prenaient les noms des terres suivantes :

Vernou,	Ivry,	Itteville,
Viry-en-Vermandois,	Larchant,	Châtenay,
Rozoy-en-Brie,	Creteil,	Andresy,
Mitry,	Corbreuse,	Bagneux[1]

Le chapitre avait en outre un prévôt pour le Grand-Pont de Paris[2].

Les livres 20, 21 et 23 du Grand Pastoral[3] se rapportent presque exclusivement aux biens du chapitre situés à Paris ou aux environs.

Mense épiscopale.

30. Les biens de la mense épiscopale sont moins souvent mentionnés, dans notre recueil, que ceux de la mense capitulaire, attendu qu'il n'en est ordinairement question que dans le Cartulaire de l'Évêque, et que ce manuscrit n'embrasse que les deux cent quatorze premières pages de notre premier volume; le reste du volume et les trois volumes suivants sont remplis par les actes des cartulaires du chapitre, ou par d'autres documents concernant presque exclusivement les chanoines. Nous pouvons néanmoins

[1] I, 290, III, 460.
[2] I, 460.
[3] II, 404-512 et 525-546.

dresser, à l'aide de nos textes, l'état de l'ancienne mense de l'évêque.

1° Les abbayes ou églises suivantes en faisaient partie[1] :

Saint-Éloi (près de la cathédrale), à Paris.
Saint-Germain-l'Auxerrois, à Paris.
Saint-Marcel, à Paris.
Saint-Cloud.
Saint-Pierre de Rebais.
Saint-Saturnin de Chevreuse.
Saint-Pierre de Nesle-la-Reposte.
Saint-Martin de Champeaux, avec les trois paroisses de Saint-Merry, la Chapelle-Gauthier et Quiers.
Saint-Pierre de Chézy-sur-Marne[2].
Saint-Germain en Laie, avec la terre de Feuillancourt, l'église d'Orgeval en Pinserais, l'église de *Tretum* en Vexin, celle de *Botretum* en Beauvaisis, et celle de Sainte-Marine, à Paris, dans la Cité[3].

Avec ces abbayes ou églises, l'évêque possédait tous les biens et revenus qui en dépendaient. Il jouissait en outre de tous les droits épiscopaux sur les abbayes de Saint-Magloire, Saint-Victor, Saint-Maur-des-Fossés, Lagny, Val-Notre-Dame, Vaux-de-Cernay, Hérivaux, Hermières et Montéty, et sur les abbayes de femmes de Montmartre, Yerre, Chelles, Gif, Saint-Cyr, Valprofond et Argenteuil. Ses droits s'étendaient aussi sur toutes les paroisses et tous les paroissiens dependant de ces abbayes[4]. En 1070, les églises de Sèvres et d'Avrainville furent cédées par lui, en échange, à l'abbé de Saint-Germain-des-Prés[5].

2° La mense épiscopale possédait en outre les terres qui suivent :

Marnes[6].
Aulnay[7].
Ivry[8].
Wissous[9].
Gentilly[10].
Garches[11].
Moissy[12].
Combs-la-Ville[13].

[1] On donnait le nom d'abbaye, non-seulement à une maison de moines gouvernée par un abbé, mais encore à une église desservie par plusieurs prêtres.

[2] I, 220.

[3] I, 273. L'église de Saint-Germain en Laie, avec toutes ses dependances, fut cedee, avant 1060, par l'eveque Imbert à l'abbe de Coulombs.

[4] I, 23-27.

[5] I, 56.

[6] I, 78, 112 ; III, 276.

[7] I, 40.

[8] I, 47. Le chapitre avait aussi des biens à Ivry et à Gentilly.

[9] I, 328 ; III, 276.

[10] III, 276.

[11] *Ibid.*

[12] *Ibid.*

[13] *Ibid.*

Sainte-Croix, à Saint-Denis[1].	*Buxæ* et *Cabiosæ* en Gâtinais[3].
Maisons-sur-Seine[2].	Naintré en Poitou[4].

Le pont de Charenton en faisait aussi partie[5]. Enfin l'évêque possédait en Brie et en Champagne, par exemple à Sézanne, un assez grand nombre de mainmortables[6].

Les biens de l'évêque étaient administrés par des prévôts, comme les biens du chapitre. Au XIVe siècle, il y avait, à ce qu'il paraît, dix prévôtés épiscopales hors de Paris : c'étaient celles de Saint-Cloud, Marnes, Garches, Gentilly, Wissous, Moissy, Combs-la-Ville, celle de la terre de Sainte-Croix à Saint-Denis, celle du pont de Charenton et celle de Maisons-sur-Seine. Les prévôts de l'évêque étaient soumis à l'autorité de son bailli[7], et avaient sous eux les maires, doyens ou autres officiers préposés aux villages[8].

3° Enfin il y avait, à Paris même, beaucoup de terres, de terrains, de maisons ou autres possessions, qui faisaient partie de la mense épiscopale. Je me bornerai à mentionner, parmi les plus importantes, l'île Notre-Dame, dite depuis île Saint-Louis[9], le Grand-Pont, construit par Charles-le-Chauve sur la terre de Saint-Germain-l'Auxerrois, et la rue en face menant à cette église[10], le Petit-Pont, au moins en partie[11], les vastes terrains appartenant à la même église de Saint-Germain, qui s'étendaient depuis son enceinte jusqu'au Roule et jusqu'auprès de Montmartre. La terre de Térouenne, où sont les halles; une partie du Champeau, entre la rue Saint-Honoré et l'église Saint-Eustache; la Ville-l'Évêque, dont le nom est resté à une rue bâtie

[1] III, 276.
[2] *Ibid.*
[3] I, 326.
[4] I, 252.
[5] III, 276.
[6] I, 145, 157, 276.
[7] I, 276.
[8] I, 390.
[9] I, 245. L'île Notre-Dame était l'île la plus proche de la cathédrale (vers l'orient); un peu plus loin était l'île aux Vaches, dont la réunion avec la première a formé l'île Saint-Louis.
[10] I, 243-245.
[11] I, 141, 142, II, 459.

sur son emplacement; le Monceau-Saint-Gervais, situé du côté opposé; quatre arpents de vigne dans le faubourg (Saint-Germain), et beaucoup d'autres biens, qu'il serait trop long d'énumérer, sont mentionnés dans notre Cartulaire[1].

L'évêque avait à Paris son prévôt, dont le siége était au château du For-l'Évêque[2].

Fiefs de l'évêque.

31. Les fiefs possédés par l'évêque de Paris sont très-nombreux et de différentes espèces. Ils comprennent des villages, des terres, des châteaux et des églises avec leurs dépendances, des maisons, des moulins, des dîmes, des cens et des rentes, des octrois et des droits de tous genres, et même des fonctions ecclésiastiques. Nous avons déjà fait connaître les plus importants, en donnant l'état des principales possessions de la mense épiscopale[3]; ces possessions constituaient en effet autant de fiefs mouvant directement de la sainte Vierge et des autres patrons de l'église, dont l'évêque n'était proprement que le vassal immédiat. Mais lui-même avait des vassaux, qui tenaient de lui des biens de son église, et ces biens formaient par rapport à celle-ci de véritables arrière-fiefs. Les plus célèbres étaient les châteaux et châtellenies de Tournan, de Montjay (anciennement Montjoie), de Conflans-Sainte-Honorine, de Luzarches, de Gournay, de Chevreuse, de Brie-Comte-Robert; les châteaux de Corbeil, de Montlhéry et de la Ferté-Aleps; le bourg de Saint-Marcel à Saint-Denis.

Le roi de France, la reine de Navarre, les comtes d'Alençon, de Blois, de Nevers, de Meulan, de Saint-Paul, de Bretagne, de Bar-le-Duc; les seigneurs de Bourbon, de Montmorenci, de Beaumont, de Saint-Marc, de Garlande, de Chevreuse, de Brunoy, et

[1] I, 9, 10, 11, 24, 68, 124, 125, 148, 164, 166, 273; III, 84, 275, etc.

[2] III, 274 et 275.

[3] Ci-dessus, p. LXVI et LXVII.

d'autres barons, figurent parmi les feudataires de l'évêque de Paris, et lui ont rendu hommage[1].

Les possesseurs des fiefs de Corbeil, de Montlhéry et de la Ferté-Aleps, étaient obligés chacun à porter l'évêque à son entrée solennelle le jour de son installation[2]; et comme ces trois fiefs étaient réunis dans la main du roi, celui-ci devait fournir deux chevaliers pour acquitter avec lui ce genre de service. Mais il mettait un troisième seigneur à sa place, aimant mieux faire remplir ce singulier devoir par un tiers que de le remplir en personne. Les autres porteurs de l'évêque, mentionnés dans notre Cartulaire, sont : le comte de Saint-Paul, et, après lui, le comte de Nevers, fils de saint Louis, pour le fief de Montjay[3]; le comte de Bretagne, pour celui de Gournay et celui de la Queue[4]; le comte de Bar, pour celui de Torcy[5]; les seigneurs de Chevreuse[6], de Luzarches[7], de Combs-la-Ville[8], de Tournan[9], de Brunoy, pour le fief de Gentilly[10], et le seigneur de Bretigny[11]. Le sire de Montmorenci, qui tenait de l'évêque deux fiefs, savoir ceux de Conflans-Sainte-Honorine et de Saint-Marcel à Saint-Denis, devait lui fournir deux porteurs[12]. Ainsi le nombre des porteurs de l'évêque pouvait être de quatorze, y compris les trois chevaliers envoyés par le roi. Néanmoins notre Cartulaire n'en désigne que sept pour l'inauguration de l'évêque Guillaume de Seignelai[13], et que cinq pour celle de l'évêque Renaud, en 1250. Dans celle-ci le seigneur de Chevreuse et le chevalier représentant du comte de Bar figurent seuls avec les trois chevaliers envoyés par le roi, qui sont le châtelain du Louvre, Barthelemi du Coudroi et Gui Lupi[14].

[1] I, 5-11, 49, 44, 70, 71, 146-149, 158, 159, 164, 165, 167, 169, 170-184, 192, 212. III, 443.
[2] I, 8.
[3] I, 7, 158, 171.
[4] I, 7.
[5] I, 9, 158, 171.
[6] I, 8, 158.
[7] I, 169.
[8] *Ibid.*
[9] I, 158, 170.
[10] I, 8, 158.
[11] I, 174.
[12] I, 169.
[13] I, 158.
[14] I, 163.

Le seigneur de Montjay devait rendre tous les ans à l'évêque un cierge de dix sous, celui de Gournay et de la Queue un cierge de vingt sous, celui de Brunoy et celui de Corbeil un de vingt sous chacun, celui de Chevreuse un de vingt-cinq, celui de Montlhéry de même, celui de la Ferté-Aleps un de soixante sous[1]. Mais, dans un acte de l'an 1222, le cierge de la Ferté-Aleps est porté à soixante sous, celui de Corbeil à quarante-cinq sous, de même que celui de Montlhéry. Philippe Auguste, afin de s'assurer la jouissance paisible du premier de ces fiefs, pour lequel il craignait d'être cité en justice par l'évêque ou par son chapitre, et, en même temps, afin de les indemniser de l'abandon qu'ils lui avaient fait des halles de Paris et du dommage qu'il leur avait causé en construisant sur leur terre l'enceinte du Louvre et celle du Petit-Pont, assigna à l'évêque et à ses successeurs une rente annuelle de vingt livres parisis (près de deux mille francs) sur les revenus de la prévôté de Paris. Cette rente devait s'ajouter à celle de vingt-cinq livres que l'évêque percevait déjà sur cette prévôté, et s'augmenter encore de cent sous, au profit du chapitre, pour la célébration perpétuelle de l'anniversaire du roi[2].

Six ans auparavant (en 1216), Philippe Auguste avait échangé ses terres et seigneuries de Combs-la-Ville et de Revigny contre le fief du Monceau-Saint-Gervais, possédé par l'évêque. Les possesseurs des terres cédées par le roi devaient, à l'avenir, les tenir de l'évêque librement et ligement, comme les autres tenanciers du prélat, et lui payer tous les ans cinquante sous pour un cierge, comme ils avaient coutume de faire pour le fief du Monceau-Saint-Gervais[3].

Le roi refusait non-seulement de porter l'évêque, mais même de lui faire hommage en personne. C'est pourquoi, à la mort du comte de Clermont, dont le comté échut à Philippe Auguste, le comte de Beaumont, qui relevait de ce comté pour la moitié de

[1] I, 7, 8.
[2] I, 124 et 125.
[3] I, 70.

la châtellenie et pour un des deux forts de Luzarches, s'étant présenté devant le roi, afin de lui faire hommage comme au successeur du comte de Clermont, le roi lui dit qu'il ne voulait pas recevoir son hommage, parce qu'il ne voulait pas être l'homme de l'évêque de Paris. En effet, le comte de Clermont relevait lui-même de cet évêque à raison du même fief de Luzarches; et le roi, s'il avait consenti à recevoir l'hommage du comte de Beaumont, aurait été tenu de reporter cet hommage à l'évêque de Paris. Pour se soustraire à ce devoir, il aima mieux rompre ou plutôt raccourcir la chaîne féodale, et engager le comte de Beaumont à s'adresser directement au prélat[1].

En 1333, Jeanne, reine de France et de Navarre, jugeant qu'il était au-dessous de sa dignité de faire personnellement hommage à l'évêque pour la châtellenie de Brie-Comte-Robert, qui relevait de lui, obtint de mettre à sa place Jean de Soisy, chevalier, seigneur de Brunoy, qui fit l'hommage, en s'engageant à remplir les autres devoirs auxquels les seigneurs de Brie étaient obligés[2].

L'évêque donnait à plusieurs de ses vassaux un anneau d'or en signe d'investiture, et le vassal qui tenait de lui deux fiefs, recevait quelquefois deux anneaux[3]. En 1249, Anseau, chevalier, seigneur de Tournan, ayant fait hommage à l'évêque Gautier pour le château et la châtellenie de Tournan, en fut investi par l'anneau. Jean, son frère, fit de même hommage, à raison de sa part dans le même fief; et comme l'évêque voulait lui donner l'investiture par le bâton ou la paille, suivant l'usage, il la refusa, prétendant qu'il devait être investi par l'anneau d'or. L'évêque, ne pouvant y consentir, offrit de renvoyer à sa cour la décision de l'affaire[4]. C'est sans doute à cause de cette distribution d'anneaux d'or, que nous en trouvons treize parmi

[1] I, 182.

[2] I, 343 et 344.

[3] I, 7, 8, 9, 147, 148, 159, 160, 168, 172, 181, 182, 192, 195.

[4] I, 7.

[5] I, 158-160.

les objets précieux achetés par l'évêque Guillaume, en 1228, pour la cérémonie de son inauguration. Quatre de ces anneaux avaient coûté ensemble sept livres, quatre autres six livres dix sous, et les cinq derniers six livres cinq sous[1] : ce qui peut porter le prix moyen d'un anneau à près de cent cinquante-deux francs.

Le Cartulaire contient plusieurs suites d'actes de foi et hommage faits à l'évêque de Paris[2]. Il ne nous paraît pas nécessaire d'en donner l'analyse. Nous remarquerons seulement qu'un certain nombre de vassaux s'obligent, en prêtant l'hommage, à produire dans les quarante jours le dénombrement de leurs fiefs : que Guy de Garlande fait hommage, en 1186, au nom d'Anseau de Garlande, son petit-fils, pour le château de Tournan[3] ; que la veuve de Jean de Bretigny remplit le même devoir, en 1228, pour son fils, dont elle avait la tutelle[4] ; que plusieurs vassaux de l'évêque doivent être défrayés par lui lorsqu'ils vont à l'ost ou à la chevauchée, ainsi que les deux chevaliers qui lui sont fournis pour l'armée par quelques-uns d'entre eux[5]. Matthieu de Montmorenci était du nombre de ceux qui lui devaient le service de deux chevaliers équipés et armés, et comme il négligea de les envoyer lorsque l'évêque suivit l'armée du roi à Foix et à Toulouse, il fut obligé de lui en faire amende, le 1er mai 1273, à Paris, dans la maison épiscopale[6].

On peut remarquer aussi que des chevaux, *equi* ou *runcini*, sont mentionnés dans les redevances féodales[7].

Enfin nous observerons que beaucoup d'ecclésiastiques étaient hommes liges de l'évêque et lui devaient l'hommage à raison même des fonctions ou des bénéfices qu'ils possédaient dans l'église. Tels étaient le doyen, le chantre, le chancelier, tous les archidiacres, le marguillier et le pénitencier de l'église de Paris.

[1] I, 157.
[2] I, 70, 146-150, 158-160, 163-184, 192-212.
[3] I, 70.
[4] I, 147.
[5] I, 6, 7, 8, 10.
[6] I, 197.
[7] I, 6, 9, 10.

son propre chapelain, et les doyens des chapitres de Saint-Marcel, de Saint-Germain-l'Auxerrois, de Saint-Thomas-du-Louvre et de Saint-Cloud, le prevôt et le chantre de l'église collégiale de Champeaux, le curé de Servon, le chapelain de Villiers, un prébendier de l'église de Saint-Eustache de Paris[1].

Le pape Lucius III défendit à toute personne ecclésiastique ou seculière d'acheter ou de recevoir en gage les fiefs de l'évêque de Paris, sans le consentement de cet évêque[2].

Élection et installation de l'évêque.

32. Dans notre Cartulaire, le droit d'élire l'évêque est attribué au chapitre[3]. Cette élection pouvait se faire d'après trois modes différents : d'inspiration, par compromis, au scrutin.

1° *Élection par inspiration.* Après le sermon, après la lecture des lettres des chanoines absents et de la constitution synodale *Quia propter*, après le *Veni Creator*, et avant toute discussion, le doyen ou celui qui doit donner le premier son suffrage, s'exprime ainsi, ou à peu près : « Très-chers frères, ici assemblés au nom de Notre-Seigneur J.-C. pour élire l'évêque, il me paraît qu'un tel, notre confrère, est digne d'être élu. » Si tous les chanoines donnent leur consentement d'une voix unanime, le doyen ou celui qui vote le premier dira aussitôt, sans discuter : « Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il. Moi, un tel, en mon nom et au nom de tous ceux à qui appartient la présente élection, j'élis pour nous notre confrère, un tel, évêque de Paris. » L'élection ainsi faite avec solennité, l'élu est prié de donner son consentement ; et, aussitôt qu'il l'a donné, on chante solennellement le *Te Deum*. Pendant le chant, l'élu est conduit au grand autel, où il se prosterne, et son élection est ensuite proclamée devant tous les laïques et les clercs présents.

[1] I, 10, 147, 149, 158, 171, 172, 173, 177, 179, 192, 195-198, 200, 201, 203, 204, 206, 210, 211.

[2] I, 34.

[3] III, 379, 408.

2° *Élection par compromis.* Les compromissaires s'engagent, sous peine d'excommunication, à tenir dans le secret ce qui serait dit, dans leurs conférences, de blessant pour les personnes ou de nuisible à leur considération. Lorsqu'ils sont d'accord sur l'élection, ils en rédigent l'acte avec soin, puis convoquent le chapitre, et l'un d'eux fait au nom de tous l'élection consignée dans l'acte, en disant : « Au nom du Père, etc. Comme nous, tel, tel et tel, de tel, tel et tel lieu, chanoines de Paris, avons le mandat spécial du doyen et du chapitre, de pourvoir l'église de Paris du pasteur dont elle est veuve : moi, maître un tel, de tel lieu, au nom desdits doyen et chapitre, et en notre nom, j'élis maître un tel, de tel lieu, notre confrère, pour pasteur et évêque de Paris. » Le reste comme dans le mode qui précède.

3° *Élection au scrutin.* Trois scrutateurs dignes de foi, et pris dans l'assemblée des chanoines, recueillent en secret, séparément et avec soin, les votes de tous et les mettent en écrit avec les noms des votants. Aussitôt après, ils en donnent lecture à tous les chanoines assemblés. Ensuite on compte les suffrages, on compare les mérites des candidats, on examine les motifs personnels des votants ; et si la majeure et la plus saine partie de tous les chanoines, présents de leurs personnes ou par leurs procureurs, s'accorde à nommer une personne capable, elle enjoint à l'un d'eux de proclamer l'élection en ces termes : « Moi, un tel, en mon nom, au nom et par le mandat de tous ceux qui se sont accordés à l'égard de maître un tel, de tel lieu, et qui l'ont nommé au scrutin, j'élis ledit maître un tel évêque de Paris. » Le reste comme aux deux modes précédents. L'élection était nulle si elle n'avait pas été faite dans toutes les formes prescrites. J'ajouterai que les scrutateurs devaient écrire leurs votes avant de demander ceux des autres chanoines, qu'ils appelaient ensuite selon leur rang, en les interpellant l'un après l'autre de la manière suivante : « Frère, ayez Dieu seul devant les yeux, et, pour l'amour de Jésus-Christ, écartant tout sentiment de haine ou

d'affection, et toute considération humaine, ne vous arrêtez qu'à celui que vous croyez, en votre conscience, le meilleur et le plus utile pour notre église, et dites-nous pour qui vous votez. » Le chanoine répondait : « Je suis pour maître un tel, notre confrère, et je le nomme et élis pour évêque de Paris[1]. »

Après avoir reçu la consécration, l'évêque, suivant l'antique usage, n'entrait dans Paris et n'était reçu par le clergé de la cathédrale, qu'après avoir été reçu par celui de l'église Sainte-Geneviève. C'est pourquoi, la veille de son installation, il se rendait dans un lieu près de la ville, et y couchait, afin de pouvoir arriver plus matin dans cette dernière église. Avant d'y entrer, il s'arrêtait à la porte occidentale, où l'abbé et le prieur allaient processionnellement au-devant de lui, pendant que le couvent tout entier était réuni dans la nef. Ensuite, l'abbé et le prieur, l'un à sa droite, l'autre à sa gauche, l'introduisaient dans l'église. Puis la procession entrait dans le chœur, et l'évêque marchait le dernier, ayant toujours à ses côtés l'abbé et le prieur. Parvenu au milieu du chœur, il se prosternait sur un tapis et sur un coussin du monastère recouvert d'une draperie. Après les prières d'usage, il s'avançait vers l'autel et déposait dessus son offrande, qui consistait en un riche *pallium*. Alors il se retirait au vestiaire pour revêtir ses vêtements sacerdotaux et pontificaux. Ensuite il était conduit au siége qui lui avait été préparé à la droite de l'autel; le trésorier entonnait le *Te Deum*, et, après les chants accoutumés, quatre chanoines, prêtres de l'église, en chapes de soie, l'élevaient dans sa chaise sur leurs épaules et le portaient jusqu'à la porte du monastère par laquelle il avait fait son entrée. Chacun d'eux recevait de lui un denier d'or au type de la monnaie de Paris. Puis ses barons feudataires le portaient à leur tour sur leurs épaules[2], précédés de toute la

[1] III, 379

[2] Voy. les noms des seigneurs qui portèrent l'évêque Guillaume d'Auvergne, I, 158

procession de l'abbaye, jusqu'à la chapelle de Sainte-Geneviève de la rue Neuve-Notre-Dame. Là, l'évêque était remis par l'abbé et le prieur aux mains du doyen, du chantre et de tout le clergé de la cathédrale, qui s'étaient rendus en procession à sa rencontre, et il prenait avec eux le chemin de son église, le doyen et le chantre le conduisant par la main. Arrivé à la porte occidentale de Notre-Dame, il prêtait serment de maintenir les droits de l'église de Paris[1]; puis, déposé à terre par ses porteurs, et précédé de la procession, il entrait dans la nef et de là dans le chœur, où étaient observées à peu près les mêmes cérémonies qu'à Sainte-Geneviève. Enfin, lorsqu'il avait offert sur l'autel un *pallium* de prix, il était conduit au siége de son prédécesseur, au-devant du chœur, vers la droite, et, après certaines paroles prononcées par l'archevêque de Sens ou par son grand archidiacre, il y était installé avec le cérémonial prescrit[2].

Juridiction temporelle de l'évêque.

33. Nous voyons, par le diplôme de Charlemagne, que les terres de l'église de Paris jouissaient de l'immunité sous les rois précédents, et, vraisemblablement, dès les premiers siècles de la monarchie[3]. Louis le Débonnaire, en confirmant les droits et les possessions de cette église, à la demande de l'évêque Inchad, défendit aux comtes et aux autres magistrats ou agents impériaux, de percevoir aucun cens et d'exercer aucune juridiction, d'abord sur les terres et les habitants de l'île, cette île devant être laissée entièrement au gouvernement de l'évêque; ensuite dans la rue de Saint-Germain-l'Auxerrois, à partir de la *rue Royale*[4] et des environs de l'église Saint-Merry, jusqu'au lieu nommé *Tudella*.

[1] Voy. la même formule de serment, I, 456.

[2] III, 462-466.

[3] I, 240.

[4] La *rue Royale* me paraît répondre, non à la rue Saint-Denis, comme nous l'avons supposé à tort dans notre Dictionnaire géographique, mais aux rues Saint-Martin et des Arcis. Autrement il serait difficile, je crois, de tirer du texte que j'analyse un sens satisfaisant.

et dans les petites rues qui se dirigeaient vers cette église, tout ce quartier étant aussi placé sous l'autorité épiscopale. De plus, conformément à l'ordonnance du roi Pépin, son aïeul, il dispensa tous les hommes libres qui demeuraient sur les terres et vivaient au service de l'église de Paris d'aller à la guerre, si ce n'est avec l'évêque[1]. Celui-ci, maître presque absolu de la Cité et d'une partie des bords de la Seine, ressemblait donc à un souverain entouré de ses sujets.

Mais cette domination ne fut pas longtemps paisible, et l'église de Paris, comme toutes les autres, eut beaucoup à souffrir des guerres et des troubles occasionnés par le démembrement de l'empire carlovingien. Plus tard, ses priviléges reçurent encore plus d'une atteinte, et, sous le règne de Louis le Gros, il lui fallut recourir à l'autorité royale pour les défendre. Ce prince ordonna que le petit quartier circonscrit par la voie publique, entre le cloître de Notre-Dame, le chevet de l'église Saint-Christophe et les murs de la vieille église Saint-Étienne, y compris l'église neuve de Notre-Dame, dépendît entièrement de la voirie de l'évêque. Quant aux droits de banlieue, *banleuga*, qui, mis ici en opposition avec ceux de voirie, doivent s'entendre, je crois, des droits de ban ou de commandement, le roi devait les partager avec l'évêque ; de manière qu'il eût la faculté, s'il était présent, d'évoquer à son tribunal les causes de cette banlieue, et que, s'il était absent, elles fussent directement portées au tribunal de l'évêque. Les droits de banlieue étaient d'ailleurs les mêmes dans le quartier dont il s'agit que dans le bourg de Saint-Germain[2], qui appartenait à l'évêque[3].

Ces lettres de Louis le Gros ne concernent que la moindre

[1] I, 259. La bulle du pape Benoît, I, 220, reproduit textuellement plusieurs passages du diplôme de Louis le Débonnaire. Comparez la p. 222 à la p. 260.

[2] Il s'agit ici du bourg de Saint-Germain-l'Auxerrois, et non du faubourg Saint-Germain, qui appartenait à l'abbé de Saint-Germain-des-Prés. C'est l'opinion de Lebeuf, *Dioc. de Par.*, I, 40, et de Jaillot, I, *Quartier du Louvre*, p. 33.

[3] I, 252, 253.

partie des droits de l'évêque dans la ville de Paris ; celles de Philippe Auguste, de l'an 1222, contiennent le règlement général des droits temporels de cet évêque dans la même ville, dont celui-ci partageait, comme on va voir, la juridiction avec le roi.

« Dans le bourg de Saint-Germain (l'Auxerrois), dans la Culture-l'Évêque et dans le Clos-Bruneau, le rapt et le meurtre (l'assassinat) nous appartiennent, dit le roi, lorsque les coupables sont pris en flagrant délit ou lorsqu'ils font spontanément l'aveu de leur crime. Dans ce cas, leurs meubles sont confisqués par nous sans aucune distraction. Si le flagrant délit et le crime, étant niés par les prévenus, sont constatés devant l'évêque par des témoins, à la poursuite de notre prévôt de Paris, l'évêque rendra au prévôt les coupables, comme ayant été convaincus par le duel. Que si les ravisseurs ou les meurtriers n'ont pas été pris en flagrant délit ou n'ont pas confessé leur crime, et que quelqu'un veuille les convaincre par le duel, le duel aura lieu à la cour de l'évêque; et s'ils sont convaincus, nous en ferons justice, et nous aurons tous leurs meubles. L'homicide et tous les autres crimes ou délits sont de la justice de l'évêque, et toutes les choses des justiciés trouvées dans sa terre lui seront dévolues, selon la coutume de Paris. Mais les larrons et les homicides, arrêtés dans les trois lieux désignés ci-dessus, ne pourront être livrés au supplice qu'à Saint-Cloud ou dans une autre de ses propres terres, hors de la banlieue de Paris. Quant aux vols et aux autres crimes punissables de la mutilation, l'évêque fera subir aux coupables leur peine dans sa terre, où il voudra.

« Dans le bourg de Saint-Germain, la Culture-l'Évêque et le Clos-Bruneau, nous avons l'ost et la chevauchée, ou la taille levée à leur sujet, plus le guet, comme dans la commune de la ville de Paris. Nous y avons aussi la taille, quand nous faisons nos fils chevaliers, au mariage de nos filles, et pour notre rançon, si nous sommes pris à la guerre. Pour toute autre cause, nous ne pouvons y lever de taille sans le consentement de l'évêque. Nous y

avons, en outre, la justice sur les marchands, pour les affaires de commerce. Les crieurs, ainsi que les mesures du vin, y sont placés sous notre juridiction. Quant aux mesures du blé, notre prévôt de Paris les fera ajuster, et l'évêque payera le tiers des frais, et son sergent aura ces mesures dans sa semaine, c'est-à-dire une semaine sur trois.

« Dans le vieux bourg de Saint-Germain nous avons, tous les trois ans, soixante sous pour la taille du pain et du vin, comme nous les avons eus jusqu'à ce jour. Dans la Culture-l'Évêque et le Clos-Bruneau, nous avons aussi, tous les trois ans, la taille du pain et du vin, comme nous l'avons eue jusqu'à présent.

« Dans nos halles, situées aux Champeaux, et sur la possession desquelles l'église de Paris ne pourra nous traduire en justice, l'évêque exercera ses droits accoutumés pendant sa semaine. Dans nos maisons du Grand-Pont et du Petit-Pont, où se perçoivent nos revenus, l'évêque aura ses boîtes pour la perception des siens, de même pendant sa semaine.

« Dans la rue Neuve, bâtie devant l'église Notre-Dame, l'évêque a la justice hors des maisons, à l'exception des cas de rapt et de meurtre, jusqu'à la grand rue du Petit-Pont ; mais la justice nous appartient tout entière à l'intérieur des maisons de la même rue.

« Nous avons aussi toute la justice dans la voirie de la terre de l'évêque, depuis la maison bâtie au Louvre par Henri, ancien archevêque de Reims, jusqu'au ponceau de Chaillot, savoir, sur l'estrée royale[1], large de dix-huit pieds, à la mesure du pied-main[2], et sur l'estrée publique, depuis l'église Saint-Honoré, dans toute l'étendue de la terre de l'évêque, jusqu'au pont du Roule. Quant aux autres voies, ouvertes ou à ouvrir sur la terre de l'évêque, dans le Marais et dans les limites susdites, la voirie

[1] Voie pavée.

[2] Cette mesure, en usage dans le moyen âge, n'est pas facile à évaluer. Serait-ce la longueur du pied augmentée de la largeur de la main? Cela reviendrait à peu près à notre pied de 12 pouces.

et la justice doivent en appartenir entièrement à l'évêque, sauf les cas de rapt et de meurtre. Il en serait de même d'une nouvelle ville ou d'un nouveau bourg[1] qu'on y bâtirait. Enfin nous aurons, dans les mêmes limites, toutes les autres coutumes que nous avons dans la Culture-l'Évêque, telles qu'elles sont indiquées ci-dessus[2]. »

Aux siècles suivants, les droits de l'évêque dans la ville de Paris reçurent encore une plus grande extension, quoique les titres primitifs sur lesquels on les croyait fondés ne fussent pas moins contraires à la vraisemblance qu'à la vérité historique. On supposait, en effet, qu'un roi de France, ayant délaissé le trône à son frère puîné, avait fondé et doté avec son patrimoine l'église de Paris, dont il était ensuite devenu évêque[3]. De quel roi veut-on parler? est-ce de Childebert, qui, d'après son diplôme, que nous avons publié, donna plusieurs terres à cette église? Est-ce de Chilpéric, à qui on aurait attribué la construction de la cathédrale, parce qu'il est dit avoir bâti, en effet, une *basilica nova* à Paris?[4] Quel que soit ce roi sans nom, le fait n'en est pas moins supposé. Ce n'est pas tout; l'évêque, dans un procès célèbre qu'il intenta, sous Louis XI, aux fermiers du roi, allégua qu'un de ses prédécesseurs, nommé Étienne, pareillement frère d'un roi de France, dont le nom est encore omis, ayant fait un partage avec son frère, avait obtenu pour sa part le tiers du domaine et de la temporalité de la ville de Paris, avec la haute, la moyenne et la basse justice, et une semaine sur trois, dans la perception des droits qui ne peuvent se partager,

[1] L'expression *burgum novum* ferait-elle supposer qu'il y avait déjà un bourg, au moins, dans cette terre de l'évêque?

[2] I, 122-125.

[3] III, 272. Une déclaration du roi Jean, faite en parlement, dans l'année 1363, a recueilli cette tradition, et porte que la temporalité de l'évêché de Paris était le propre héritage de l'évêque, et qu'elle provenait du patrimoine d'un des fils des rois de France, frère du roi régnant au temps où cette temporalité avait été transférée à l'évêché. (Voy. Grancol., II, 182.)

[4] *Test. Bertramni, episc. Cenom.*, dans Bréq., p. 99

tels que les péages et les coutumes[1]. Enfin, il faisait remonter jusqu'au temps de saint Cloud la jouissance que son église avait d'une partie de certains droits perçus à Paris par le roi. Mais une possession aussi ancienne, bien qu'elle ne fût pas contestée par son adversaire, le procureur général au parlement[2], eût été peut-être fort difficile à prouver.

Cet évêque, nommé Étienne, frère d'un roi de France, n'est aucun des quatre Étienne qui occupèrent le siége de Paris avant Louis de Beaumont, l'auteur du procès dont nous venons de parler; par conséquent il ne figure pas sur la liste des évêques de cette ville. On ne trouve pas non plus un prince du nom d'Étienne parmi les frères des rois de France. Mais on sait, d'après le témoignage d'auteurs contemporains[3], que Philippe, un des fils de Louis le Gros, après avoir été archidiacre de Paris, fut nommé à cet évêché en 1159, et qu'il s'en démit sur-le-champ en faveur du célèbre Pierre Lombard, son ancien précepteur. Ce prince est pareillement appelé Philippe, et non Étienne, dans une histoire manuscrite de l'église Notre-Dame[4], où même son épitaphe est rapportée. On pourrait donc, à la rigueur, en substituant un autre nom à celui qu'il porte dans notre Cartulaire, admettre la réalité du personnage. Quant au fait de son partage avec son frère (Louis VII), il n'en serait pas plus facile à constater. Mais si nous devons reléguer parmi les fables ou les traditions mensongères l'origine attribuée aux droits de l'évêque dans Paris, il n'est pas possible de lui nier la possession de ces mêmes droits, que nous allons achever d'indiquer sommairement.

L'évêque avait sa cour, où la justice était rendue en son nom, d'abord par lui-même en personne ou par ses représentants, ensuite par un magistrat spécial et permanent, nommé official

[1] III, 305.
[2] III, 309 et 311.
[3] Voy. principalement Robert du Mont, Bouq., XIII, 304 b, et Pertz, VI, 510.
[4] Biblioth. nationale, *Gaignières*, 129.

de Paris ou de l'évêque. Ce magistrat avait le droit de citer à son tribunal les officiers du roi et même le prévôt de Paris[1].

D'après un état des *Droiz, franchises et libertez, appartenans à l'éveschié de Paris, tant en la ville de Paris comme dehors*, qui remonte au moins à l'an 1330, date de la rédaction du Petit Cartulaire, où il est transcrit[2], l'évêque était vicomte de Paris et de la vicomté, et recevait le serment du prévôt de Paris.

L'évêque, ses officiers, ses gens et ses justiciables n'étaient tenus de plaider en aucun autre tribunal qu'au parlement.

Les appels des sentences de son bailli étaient portés au parlement; si les sentences étaient réformées, l'évêque ni son bailli n'en payaient aucune amende; et si elles étaient confirmées, l'évêque en avait une amende de soixante livres.

L'évêque avait le tiers de la ville de Paris; il en percevait tous les revenus une semaine sur trois, et avait ses boîtes et ses gens à tous les lieux de perception.

Il avait à Paris toute justice, haute, moyenne et basse, et toutes épaves dans les forfaitures et les mainmortes; les cas de rapt et de meurtre étaient seuls réservés au roi. La justice de l'évêque comprenait aussi l'île Notre-Dame (l'île Saint-Louis), et toute l'eau de la Seine depuis cette île jusqu'au Grand-Pont et au Petit-Pont.

Il avait à Paris toute voirie, et son voyer rendait à son receveur les profits de tous les cas de *nouvelleté;* il avait aussi la voirie des champs, qui était *vendue, par an, grant argent*.

La justice des peintres, imagiers, brodeurs, émailleurs et *seelleurs* de Paris lui appartenait également.

Selon l'opinion commune, il avait à Paris, dans sa terre,

[1] II, 473.

[2] Cet état est peut-être un résumé du registre des Coutumes du roi et de l'évêque de Paris, qui était conservé au Trésor des chartes, et dont il est fait mention dans notre Cartulaire, III, 308, 311. Le même état était transcrit en un rôle que l'abbé Lebeuf dit avoir lu. *Diocèse de Paris*, I, 60

cinquante mille feux, qui tous étaient *de sa haulte justice et juridiction.* (Comme, d'après ce document, tout Paris était de la justice de l'évêque, cette ville devait être considérée comme *sa terre ;* et par conséquent le nombre de cinquante mille feux, dont il est ici question, formait la totalité des feux de la ville. Elle aurait alors contenu une population de deux cent cinquante mille ames, à raison de cinq personnes par feu. Mais on observera, d'une part, que la ville de Paris était alors renfermée dans l'enceinte de Philippe le Bel[1], et, d'autre part, que la juridiction de l'évêque, telle qu'elle vient d'être décrite, se serait étendue beaucoup au delà des limites posées dans le règlement de l'an 1222.)

Hors de Paris, le bailli de l'évêque avait la justice au fief de Rosières[2], à la Ville-l'Evêque, à Saint-Marcel, et dans les bourgs ou villages de Saint-Cloud, Marnes, Garches, Gentilly, Wissous, Moissy, Combs-la-Ville, Maisons-sur-Seine, dans la terre de Sainte-Croix de Saint-Denis, et au pont de Charenton[3].

Les fermiers du roi s'étant opposés à la perception des droits de l'évêque dans Paris, Louis de Beaumont, qui occupait le siége épiscopal, leur intenta un procès en parlement, le 16 juillet 1478. Ce procès, après avoir duré près de neuf ans, fut jugé le 11 avril 1487. L'arrêt qui le termina est appelé, dans notre Cartulaire, *arrestum aureum*, tant il était profitable à l'église de Paris.

Nous y lisons que l'affluence des marchands dans la ville, en 1324, y fit doubler le revenu des fermes[4], et que même celle du poisson, qui ne rendait pas auparavant trente francs à l'évêque pour son tiers, rapportait depuis au roi neuf cents francs, c'est-à-dire que le produit s'en était élevé d'un à quinze.

[1] Voy. le Plan de Paris, par M. A. Lenoir, dans l'ouvrage de Géraud, *Doc. inéd. sur l'hist. de Fr. — Paris sous Philippe le Bel.*

[2] Une partie de ce fief était dans Paris. III, 54.

[3] III, 272-276.

[4] III, 309.

Les droits confirmés à l'évêque par l'arrêt du parlement sont de deux espèces. La première comprend les droits sur le blé, les animaux à pied fourchu et à pied rond, les fruits, la quincaillerie, la friperie, la pelleterie, les toiles, le lin, le chanvre, les draps, les graisses, le cuir et le cordouan, plus les péages du Petit-Pont et du pont de Charenton, et les droits de chantelage, ou droits mis sur les vins dans les chantiers de la terre de l'évêque ; c'est-à-dire que le prélat percevait tous ces droits une semaine sur trois, dans ses caisses, placées aux lieux où les droits du roi étaient perçus, savoir, aux maisons du roi du Petit-Pont, au *treillis* du Châtelet et aux halles de Paris.

La seconde espèce comprend les droits sur le poisson de mer. Ils sont fixés, pour la part de l'évêque, à deux deniers parisis à percevoir, une semaine sur trois, à titre de droit de venue (d'arrivée ou d'entrée) sur chaque somme ou charge de poisson, et sur chaque voiture de poisson, à raison d'un millier pesant. La taxe est la même pour la morue et le maquereau salé ; et chaque panier de marée acheté pour être revendu aux halles, ou pour être conduit à la porte Baudoyer ou au Petit-Pont, paye à l'évêque une obole ou une maille. Mais il ne lui est rien dû pour tout ce qui est conduit hors de la ville [1].

Un autre document, dont nous avons déjà fait connaître plusieurs parties, porte que les menus cens, rentes et saisines rendaient à l'évêque environ six livres parisis ; qu'il avait son prix particulier pour le poisson et les *autres choses*, c'est-à-dire que les marchands lui vendaient au-dessous du cours et à crédit les denrées qu'il achetait ; que tout boulanger, hôte ou locataire de l'évêque, ne pouvait cuire pour les habitants de Paris que dans deux fours, savoir au four Gousquelin et à celui de la Couture, et que s'il cuisait ailleurs, il perdait le pain et payait soixante sous d'amende au bailli de l'évêque [2].

[1] III, 304-320

[2] III, 274

L'industrie n'étant pas libre, nul ne pouvait exercer une profession que par privilége et à des conditions plus ou moins onéreuses. Toutefois l'évêque, d'après l'accord qu'il fit avec le roi en 1222, avait la faculté d'entretenir à Paris un drapier, un cordonnier, un ouvrier pour tous les ouvrages en fer, un orfévre, un boucher au parvis Notre-Dame, un charpentier, un cerclier, un boulanger, un messier, un pelletier, un tanneur, un épicier, un maçon, un barbier et un sellier, qui jouissaient de la liberté que les serviteurs de l'évêque avaient toujours eue ; plus un prévôt, qui en jouissait de même, tant qu'il était en charge. Lorsque l'évêque nommait à ces diverses professions, il devait affirmer, dans son acte de fidélité au roi, qu'il agissait loyalement et sans forfaiture, et donner au roi ou à son prévôt de Paris les noms des personnes instituées. Celles-ci étaient obligées d'exercer le métier pour lequel on les avait choisies. De son côté, le roi ne pouvait, à la mort de l'évêque, mettre aucune taille sur elles, à raison de leur industrie. De plus, les choses qui appartenaient aux églises et aux ecclésiastiques devaient être transportées en liberté et sécurité, sur la déclaration des charretiers, sans qu'il en fût exigé de méreaux ou de permis. Quant aux hommes rangés parmi les aubains, s'ils étaient étrangers, ils payaient à l'évêque, durant sa semaine, les droits accoutumés ; mais, s'ils étaient de la ville ou des faubourgs, l'évêque n'avait rien d'eux. Au reste, un étranger ne pouvait être admis dans la classe des aubains qu'après avoir fait un stage à Paris[1].

Il résulte d'une charte du 4 avril 1303 que l'évêque jouissait du droit d'aubaine dans le ressort de sa seigneurie. Une terre située au delà du Grand-Pont et des Tuileries, et dépendant de son domaine, lui fut dévolue par droit d'aubaine, au défaut d'héritiers[2].

Il avait le pouvoir d'affranchir ses serfs et les serfs de ses

[1] I, 122, 123.

[2] III, 87. Voy. aussi 102.

églises, sans avoir besoin du consentement du roi, comme il est dit dans le diplôme de Louis le Gros[1].

Louis le Jeune, par un diplôme de l'an 1147, avant le mois de juin, exempta les terres de l'évêché de Paris de la taille que le roi y prélevait à la mort de l'évêque, et se réserva seulement le droit de percevoir, lorsque l'évêché viendrait en ses mains, les revenus ordinaires et la taille due à l'évêque au terme fixé, sans que cette taille pût d'ailleurs excéder soixante livres[2].

Quelques années auparavant, le même roi avait aboli la coutume dont il jouissait, à l'exemple de ses prédécesseurs, de s'emparer de tous les meubles, de bois ou de fer, appartenant aux évêques de Paris et trouvés dans leurs maisons à leur mort[3]. Dorénavant leurs meubles devaient être remis à leurs successeurs, et placés sous la garde du chapitre. Cette abolition fut confirmée par les papes Lucius II, Eugène III, etc.[4]

Bailli, prévôts et autres officiers de l'évêque.

34. Le temporel de l'évêché était placé sous la juridiction et l'administration générale d'un bailli, auquel étaient subordonnés les prévôts et les autres officiers inférieurs. Il était institué par l'évêque, il habitait son hôtel, et devait être versé dans la connaissance du droit et des coutumes, de manière à pouvoir rendre la justice et plaider lui-même les causes épiscopales devant le roi, au parlement et à toutes les autres cours ou tribunaux.

Il tenait trois assises par semaine, et avait, comme on l'a vu, la justice directe du fief de Rosières, de la voirie du parvis Notre-Dame vers l'Hôtel-Dieu, de la voirie de la rue Neuve-Notre-Dame, de l'étal de boucher, loué soixante livres par an; mais la justice de l'intérieur des maisons appartenait au roi. Il avait encore la justice directe en quelques lieux de la ville ou des environs, entre autres, à Saint-Marcel et à Gentilly; sur les peintres, sculp-

[1] I, 253.
[2] I, 37.
[3] I, 36.
[4] I, 25-27.

teurs, brodeurs, émailleurs et fabricants de sceaux de Paris, et sur la foire aux jambons du parvis Notre-Dame.

Il avait en outre la justice par appel de toutes les prévôtés et terres de l'évêque, savoir, de Saint-Cloud, Marnes, etc., et des fiefs de Chevreuse, de Maurepas, Conflans Sainte-Honorine, Luzarches et Chenevières-sur-Marne, et des chapitres de Saint-Cloud, Saint-Germain l'Auxerrois et Saint-Marcel[1]. En conséquence, il allait tenir tous les mois ses assises dans les terres de l'évêché et inspecter les prévôts et les sujets de l'évêque. Il devait aussi visiter les hommes de mainmorte et de formariage, que l'evêque avait en grand nombre dans la Champagne et la Brie[2].

En 1375, les habitants de Saint-Cloud ayant refusé de payer à l'évêque la taille qu'il levait tous les ans sur eux à la Saint-André, et qu'il avait fixée, pour cette année, à la somme de cent livres, il y eut entre eux et le procureur de l'évêque un procès, qui fut porté au tribunal du bailli de l'évêque ; et, le 11 janvier 1381, le bailli, qui jugea sans doute avec équité, quoiqu'il ne fût pas dans toutes les conditions d'un juge impartial, condamna les habitants de Saint-Cloud[3].

C'était aussi le bailli qui faisait les actes de vente, d'accensement et autres passés au nom de l'évêque, au moins lorsqu'il s'agissait de choses dépendant de la juridiction immédiate du bailli[4].

Au-dessous du bailli étaient les prévôts de l'évêque. Celui de Paris avait dans sa juridiction tous les hôtes de l'évêque, c'est-à-dire toutes les personnes qui demeuraient aux lieux relevant de l'evêché, à l'exception du fief de Rosières, et de quelques autres lieux qui ressortissaient directement au bailli, comme on l'a vu plus haut. Il connaissait de tous les cas entraînant les peines de la potence et du bûcher, qu'il ne pouvait faire subir que hors de la banlieue de Paris, et les peines du bannissement et de la perte

[1] Voy. aussi plus haut, p. LXXXIII et LXXXIV.
[2] III, 275, 276.
[3] III, 325-334.
[4] III, 102, 103, 122, 183, 222, 225, etc.

des oreilles, que les coupables subissaient dans la ville, à la croix du Tiroir. Il était assisté dans ses jugements d'un conseil composé des bourgeois de l'évêque. Sur les forfaitures, c'est-à-dire sur les amendes, qui allaient souvent jusqu'à la confiscation des biens, et qui appartenaient à l'évêque, il prélevait soixante sous d'amende au plus. Il percevait la même somme de celui qui confessait *avoir fait sang ou plaie ouverte*. Toutefois, s'il y avait eu mutilation de membres, l'amende était arbitraire et taxée par le bailli, et ce qui dépassait les soixante sous dus au prévôt entrait dans la caisse de l'évêque.

Pour le cas d'injure amendée à son tribunal, le prévôt avait dix-sept sous six deniers parisis, qui lui étaient également payés par toute personne ajournée par-devant lui et faisant défaut.

Il devait tenir audience deux fois par jour ouvrable, le matin et le soir, et résider en son château du For-l'Évêque ou dans un autre endroit de sa terre. Il avait des greffiers ou commis et des sergents qui demeuraient avec lui[1]. Par arrêt du parlement du 1er mars 1398, il fut défendu aux sergents du roi de mettre la main sur les sergents de l'évêque, et ordonné à ceux-ci de porter sur leur habit ou sur leur manteau, comme marque distinctive, un écu avec les armes, non de l'évêché, mais de l'évêque vivant[2].

Nous parlerons plus bas des autres prévôts de l'évêque en traitant de ceux des chanoines. Quant à ses autres officiers, nous mentionnerons ses procureurs, chargés de poursuivre et de défendre ses causes, en matière civile et criminelle, aux tribunaux du bailli et des prévôts[3]; ses voyers, qui devaient inspecter les rues, les chemins et autres voies ou endroits publics, y veiller aux droits de l'évêque, et y mettre en location les étaux et les places disponibles[4]; ses receveurs pour la perception des rentes,

[1] III, 274, 275.
[2] III, 277.
[3] III, 274, 288, 325, etc.
[4] III, 274, 276, etc.

taxes, amendes et autres revenus[1]; ses maires, doyens, etc. Ceux-ci ayant les mêmes attributions que ceux qui dépendaient du chapitre, nous réservons les détails qui les concernent pour le moment où nous nous occuperons de ces derniers.

Nous ferons observer, avant de passer à un autre sujet, qu'au milieu de ces juridictions qui se croisaient et qui s'enchevêtraient les unes dans les autres, de manière à devenir souvent incertaines et litigieuses, celle du roi, à laquelle on était souvent forcé d'aboutir ou de recourir, finit, avec des princes habiles, par prendre une grande extension et par les absorber toutes. La cour de Rome en particulier et tous les tribunaux supérieurs ecclésiastiques se virent peu à peu déposséder en France de la connaissance des causes purement civiles; et nous trouvons sur ce point, dans notre Cartulaire, un exemple remarquable donné par Philippe Auguste à ses successeurs. Informé que l'évêque de Paris et l'abbé de Saint-Denis étaient en procès au sujet de l'eau et des moulins de Saint-Cloud, et qu'ils avaient porté l'affaire devant des juges délégués par le pape, le roi cita les parties à sa cour, attendu que les choses en litige rentraient dans ses droits régaliens et dépendaient de son fief. L'évêque et l'abbé ayant comparu et demandé que l'incident fût jugé par le roi, celui-ci, les archevêques, les évêques et plusieurs autres barons qui étaient présents, après avoir entendu les raisons des deux parties, jugèrent que l'abbé ne pouvait ni ne devait traduire l'évêque devant le juge ecclésiastique pour les choses susdites, et lui firent défense de le poursuivre devant tout autre tribunal que devant la cour du roi, tant que l'évêque serait prêt à répondre à cette cour.

Juridiction ecclésiastique de l'évêque.

35. Il n'est pas dans notre plan de traiter de la juridiction spirituelle de l'évêque de Paris, qui lui était commune avec les

[1] III, 274, 275, etc.

autres évêques ; nous voulons seulement résumer ici les attributions particulières qui, d'après nos chartes, lui étaient conférées dans le gouvernement de son église.

L'évêque de Paris, depuis le bref qui lui fut accordé le 28 juillet 1250, par Innocent IV, jouit du privilége de ne pouvoir être soumis à aucune sentence d'interdit ou d'excommunication [1]. Le même privilége fut ensuite concédé au doyen et au chapitre par Boniface VIII, en 1295 [2].

Tous les chanoines de Notre-Dame étaient à la nomination de l'évêque [3], à l'exception des deux chanoines créés par l'archidiacre Étienne, et attachés à la chapelle de Saint-Aignan, qui devaient être nommés par le chapitre [4]. En 1355, un chanoine, nommé par l'évêque, fut refusé par le chapitre, parce qu'il avait prêté à l'évêque le serment de fidélité, qu'il ne devait qu'au chapitre ; mais il fut admis le lendemain, après que l'évêque eut annulé son serment [5]. Le protocole des lettres épiscopales, pour la notification au chapitre de la collation des prébendes, est rapporté dans notre Cartulaire [6]. On y trouvera aussi le nouveau règlement relatif aux prébendes, qui fut publié à Notre-Dame, le 1er février 1269 [7].

Le doyen était élu par le chapitre et installé par l'évêque. Lorsqu'il en était requis par ce dernier, il lui faisait hommage, en réservant la fidélité qu'il avait jurée au chapitre. Le chantre, les trois archidiacres, le chancelier et le chapelain devaient être nommés par l'évêque, mais en chapitre. Le sceau de la chancellerie était le sceau capitulaire, et servait de symbole d'investiture à l'évêque pour l'installation du chancelier [8].

Quant à l'élection de l'évêque même, elle appartenait en droit au chapitre, comme on l'a vu précédemment.

[1] I, 153
[2] I, 217
[3] I, 33, 39, 456
[4] I, 328, 333, 457 ; II, 408
[5] II, 500
[6] III, 272
[7] II, 434
[8] I, 457

Le chapitre de Notre-Dame était indépendant de la juridiction épiscopale ; mais l'évêque avait sous sa juridiction particulière les quatre chapitres de Saint-Germain l'Auxerrois [1], de Saint-Marcel, de Saint-Honoré et de Sainte-Opportune, qui furent appelés plus tard ses quatre *filles ;* de même que les chapitres de Saint-Merry, du Saint-Sépulcre, de Saint-Benoît et de Saint-Étienne-des-Grès, placés dans la dépendance du chapitre de la cathédrale, furent aussi appelés les quatre *filles* de Notre-Dame.

Vers le milieu du XIIe siècle, sous l'épiscopat de Thibaut, le pape Eugène III attribua à l'évêque de Paris la juridiction ecclésiastique sur l'église de Saint-Jean-en-Grève, que les chanoines de Sainte-Geneviève lui disputaient [2].

L'abbaye de Chelles, après avoir essayé de s'affranchir de la juridiction épiscopale, y fut définitivement soumise en 1196 [3].

L'épiscopat d'Eudes de Sully est marqué par d'importantes réformes, qui peuvent servir à mesurer l'étendue de son autorité ecclésiastique. D'après le règlement qu'il fit, en 1203, pour l'église de Saint-Germain, le doyen, élu par le chapitre de cette église, dut être confirmé par l'évêque, et la nomination du chantre fut déférée à celui-ci, dans le cas où le doyen et le chapitre ne seraient pas d'accord pour cette nomination, qui leur était réservée en principe [4].

En 1204, l'évêque Eudes fit un règlement analogue pour les chapitres de Saint-Cloud et de Saint-Marcel [5], et, l'année suivante, il en rédigea aussi un pour l'église de Saint-Martin de Champeaux, dont il augmenta le nombre des chanoines, en divisant chaque prébende en deux. Ces prébendes, au lieu de valoir au moins cinquante livres, comme auparavant, n'en devait plus valoir que vingt-cinq ; ce qui peut représenter environ deux mille

[1] Le chapitre de Saint-Germain l'Auxerrois fut réuni à celui de Notre-Dame, en 1744.

[2] I, 30.

[3] I, 65.

[4] I, 80.

[5] I, 130, 131.

cinq cents francs d'aujourd'hui. En même temps, afin de ménager les droits acquis, il conserva aux chanoines existants l'intégralité de leurs prébendes, pour toute la durée de leur vie, la division ne devant être opérée que successivement à chaque vacance. Cette réforme fut effectuée avec la permission du pape et le consentement des chapitres de Notre-Dame et de Saint-Martin[1]. Les chapitres de Saint-Cloud et de Saint-Marcel avaient également consenti les règlements qui leur sont relatifs.

Dans la même année 1205, il rédigea, par la volonté du pape, et toujours avec le consentement des chapitres de Notre-Dame et de Saint-Marcel, un second règlement pour cette dernière église. On y remarque les mesures prescrites au sujet de la résidence des chanoines, et des licences qui leur sont accordées pour leurs études et leurs voyages, et la faculté que se réserve l'évêque d'attacher deux d'entre eux à son service, soit pour les faire chevaucher avec lui, soit pour les investir l'un ou l'autre des fonctions de son official, soit pour les établir dans ses maisons à Paris, ou pour les envoyer en mission vers le saint-siége[2]. Le doyen et le chapitre de Saint-Marcel s'étant opposés publiquement à ce que l'évêque fût assisté de son archidiacre pour la cérémonie de l'ordination dans leur église, reconnurent leur tort envers le prélat, et s'obligèrent à le réparer, par un acte du 14 janvier 1285[3].

Dès les commencements de l'épiscopat d'Eudes de Sully, il s'était élevé une grande contestation entre lui et l'abbé de Sainte-Geneviève, au sujet de la paroisse du Mont, appelée depuis du nom de Saint-Étienne, et située dans le bourg de Sainte-Geneviève. Elle fut terminée, au mois de juin 1202, par une transaction, d'après laquelle la paroisse fut comprise dans la juridiction de l'évêque. Le curé, choisi par les chanoines, devait être présenté à l'évêque pour recevoir son institution, et celui-ci avait

[1] I, 134
[2] I, 75
[3] III, 323

le droit d'interdit et d'excommunication sur tous les habitants de la paroisse. Ceux qu'il aurait interdits ou excommuniés ne devraient pas être admis par le curé dans la chapelle paroissiale[1], où néanmoins le curé pouvait célébrer l'office. Vingt-six personnes seulement étaient exemptées de la juridiction épiscopale : 1° vingt serviteurs, habitant, mangeant, couchant et levant dans l'enceinte des chanoines, savoir : un portier, deux charretiers, deux coureurs, un hôtelier, un charpentier, un jardinier, quatre hommes attachés au service du four, quatre autres attachés à celui de la cuisine, un porte-faix, un garde de nuit, un marguillier, un infirmier ; 2° six autres serviteurs du dehors, savoir : trois écuyers de l'abbé de Sainte-Geneviève, un sergent de la chevécerie, un garde des vignes et un préposé au tonlieu. L'évêque ne pouvait, sans le consentement des chanoines, ni les chanoines sans celui de l'évêque, construire aucune église ou chapelle nouvelle dans la paroisse du Mont. Les églises de Jossigny, d'Épinay-sous-Senart, de Vanvres, de Nanterre, de Rosny et de Saint-Mard, dépendantes de Sainte-Geneviève, étaient exemptées des droits de procuration ou de gîte envers l'évêque. Enfin la chapelle de Sainte-Geneviève, située dans la Cité, et la prébende, avec la vicairie, que les chanoines de l'abbaye de Sainte-Geneviève avaient à Notre-Dame, étaient abandonnées à l'évêque[2].

Dans l'église Saint-Honoré, fondée récemment, l'évêque prétendait avoir seul la collation des prébendes et des chapellenies et l'installation des chanoines[3] ; mais, d'après une sentence arbitrale du mois d'avril 1228, rendue par un chanoine de Pavie, la collation dont il s'agit dut être faite alternativement par l'évêque, et par le doyen et le chapitre de Saint-Germain l'Auxer-

[1] Cette chapelle était renfermée dans l'église même de l'abbaye de Sainte-Geneviève. Ce ne fut que vers 1222 qu'on bâtit l'église paroissiale de Saint-Étienne-du-Mont. Voy. Jaillot, t. IV, *Quartier de Saint-Benoît*, p. 89.

[2] I, 60.

[3] III, 241.

rois[1]. De même, dans l'église de Saint-Eustache, l'évêque ayant revendiqué la collation exclusive des chapellenies et le droit de procuration, lorsqu'il visitait annuellement cette église[2], il fut décidé par la sentence dont il vient d'être question, que la collation de ces chapellenies serait pareillement partagée entre lui et le chapitre de Saint-Germain[3].

Pierre de Nemours, successeur d'Eudes de Sully, voulut étendre sa juridiction sur les terres de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés; mais cette abbaye lui résista, et il fut obligé de renoncer à la plupart de ses prétentions par la sentence que rendirent l'évêque de Meaux, le doyen de Saint-Marcel et un autre ecclésiastique, pris pour arbitres par les parties. La portion seule des terres de Saint-Germain renfermée dans l'enceinte de la ville fut soumise, pour le spirituel, à l'autorité épiscopale: le reste situé hors des murs en fut déclaré exempt. Seulement, si l'abbaye usait du droit qui lui était donné de bâtir une église paroissiale, ou deux au plus, entre la paroisse de Saint-Séverin et les murs d'enceinte, elle serait tenue de présenter à l'archidiacre et à l'évêque le prêtre ou les deux prêtres qui y seraient institués. Cette sentence est du mois de juillet 1211, et contient beaucoup de renseignements sur les limites de la juridiction du monastère de Saint-Germain-des-Prés et sur l'étendue de la paroisse de Saint-Séverin, placée dans le ressort de la justice temporelle de ce monastère[4].

Les religieuses de l'abbaye de Saint-Éloi avaient donné lieu, plus d'un siècle auparavant, à une réforme importante, opérée et vraisemblablement sollicitée par l'évêque de Paris. Elles étaient tombées dans un tel relâchement qu'elles violaient leur vœu de chasteté, et transformaient, suivant les termes de l'acte que nous analysons, le temple de Dieu en un antre de prostitution, sans tenir compte des remontrances qui leur étaient faites.

[1] I, 126.
[2] III, 241.
[3] I, 126.
[4] I, 101.

Pour mettre fin à ce scandale, l'évêque Galon, assisté de l'archidiacre, et conformément à l'ordre du pape Pascal, aux conseils du roi Philippe Ier et de son fils Louis, et à l'exhortation des chanoines de Notre-Dame, chassa les religieuses de leur maison, en publiant la turpitude de leur vie et en les déclarant infâmes et incorrigibles. En même temps, il réduisit leur abbaye en prieuré, et la céda, sous ce titre, au monastère de Saint-Pierre-des-Fossés ; à la condition qu'il y serait établi, sous la règle de Saint-Benoît, au moins douze moines, avec leur prieur. Mais il retint sur le nouveau prieuré tous les droits temporels et spirituels qu'il avait eus, avec son chapitre, sur l'abbaye, et qui sont relatés dans la charte. Nous y voyons que les processions des Rogations, de l'Ascension et des funérailles des chanoines, de même que les processions pour le beau temps et pour toute autre cause ou nécessité, imposées jadis aux religieuses, le seront désormais aux moines qui leur succèdent ; que l'abbé de Saint-Pierre-des-Fossés, dans sa profession à l'église Notre-Dame, reconnaîtra tenir le prieuré de Saint-Éloi du don de l'évêque et du bénéfice de l'église de Paris ; que toutes les fois que le service divin cessera dans cette église, il devra cesser aussi au prieuré ; que les hommes du monastère n'iront à l'armée du roi que du consentement ou par le commandement de l'évêque, etc.[1] Cet acte, qui est de l'an 1107, ne reçut pas immédiatement une complète exécution ; la cession faite au monastère des Fossés ayant été dépourvue des formes canoniques, et l'abbé, arrêté par la crainte de Dieu et par un scrupule de conscience, remit le prieuré à l'évêque Étienne, successeur de Galon. Étienne, après l'avoir gardé entre ses mains plus longtemps peut-être qu'il n'aurait dû, le rendit à l'abbé, en 1134, sur la demande du pape, aux prières de Louis VII, d'après l'avis d'hommes pieux et du consentement du chapitre[2].

[1] I, 311. [2] I, 335

L'évêque Maurice de Sully eut aussi à réprimer le scandale donné par des prêtres de son diocèse, qui entretenaient publiquement des concubines. Ceux-ci, au lieu de se soumettre à l'autorité épiscopale, lui suscitèrent un obstacle, en faisant appel au saint-siége, afin d'échapper à la correction. Mais le pape Lucius III, considérant que l'appel à la cour romaine n'avait pas été institué pour encourager au mal, autorisa l'évêque à les suspendre, si, dans les quarante jours, ils ne s'étaient pas soumis, et même, si la suspension ne suffisait pas, à les priver de leur office et de leurs bénéfices, nonobstant toute opposition ou appel[1].

En 1243, l'évêque Guillaume d'Auvergne régla que les chanoines-prêtres de sa chapelle particulière, dans la maison épiscopale, seraient au nombre de sept, qu'ils seraient astreints à la résidence, que chacun d'eux ferait alternativement le service de la chapelle pendant une semaine, qu'ils seraient tous institués par l'évêque, soumis à son autorité immédiate, et exempts de la juridiction de l'archidiacre, du doyen et du chapitre. L'entrée et la sortie leur étaient accordées par la porte qui servait de communication entre la grande église et la chapelle, et une clef de cette porte devait rester entre leurs mains[2].

Le droit de procuration était généralement dû à l'évêque, dans ses visites pastorales, par les prieurs et les chapelains de son diocèse. Ce droit lui ayant été contesté, fut confirmé, en 1203, par le pape Innocent III[3]. La liste des chapitres, abbés, prieurs et curés de la ville et du diocèse de Paris, qui devaient recevoir, loger et nourrir l'évêque, dans ses visites, fut dressée par le sous-collecteur général, au mois de juin 1384. Elle est divisée en plusieurs paragraphes. Le premier comprend la ville et la banlieue ; chacun des autres appartient à un doyenné du diocèse. Les droits évalués en argent montent à la somme de neuf cent trente-deux livres quinze sous huit deniers, dont cinq

[1] I, 35.
[2] I, 151.
[3] III, 185.

cent trente livres cinq sous huit deniers ont été payés, et quatre cent deux livres dix sous restent dus. Mais ce dernier chiffre est réduit à celui de cent quarante-trois livres quinze sous, tant à cause de l'insolvabilité d'un certain nombre de titulaires qu'à cause des remises faites par l'évêque. Les taxes les plus fortes sont de douze livres et de dix livres dix sous; ce sont en même temps les plus communes[1].

Les bénéfices à la collation de l'évêque de Paris étaient fort nombreux, comme on le voit par les trois pouillés de son diocèse, qui font partie de ce recueil, et qui répondent au XIII[e], XVI[e] et XVIII[e] siècle[2].

Vers les commencements du XIII[e] siècle, l'évêque de Paris fit régler par des arbitres les limites de son diocèse du côté de celui de Beauvais et de celui de Chartres. Elles sont indiquées dans un acte de 1202, et dans un autre de 1212[3].

L'école de Notre-Dame était aussi placée sous l'autorité épiscopale. Ce fut à cette autorité que le pape Innocent III s'adressa lorsqu'il réduisit à huit le nombre des maîtres en théologie, dans la crainte que s'il y en avait davantage, leurs fonctions ne s'avilissent ou ne fussent mal remplies[4].

Les écoliers de Saint-Thomas-du-Louvre, non contents de manger, sans rien faire, les revenus de cette maison, se livraient à de tels désordres, qu'ils s'amusaient pendant la nuit à enfoncer les portes des chanoines. L'évêque Guillaume, s'étant transporté sur les lieux, en juillet 1228, ordonna qu'à l'avenir les écoliers ne seraient reçus que pour un an dans la maison de Saint-Thomas, et qu'au bout de ce terme ils seraient congédiés; mais que, huit jours après leur sortie, ceux qui s'étaient fait remarquer par leur bonne conduite et leurs progrès dans l'étude du chant,

[1] III, 201. Les comptes du sous-collecteur ne sont pas toujours parfaitement justes, mais les erreurs ne sont pas assez fortes pour avoir besoin d'être rectifiées.

[2] I, 12, IV, 136, 152.

[3] I, 105, 131.

[4] I, 67.

in studio camendandi, pourraient être rappelés par l'évêque ou par ses mandataires [1].

L'évêque Étienne Tempier se vit contraint d'employer son autorité ecclésiastique au secours de la paix publique, contre les écoliers de Paris, non plus seulement pour les ramener à la subordination et au travail, mais pour les empêcher de se livrer aux actions les plus criminelles. En 1269, par son ordre, son official prononce la peine d'excommunication contre les clercs, les écoliers et leurs serviteurs qui vont en armes le jour ou la nuit par la ville; qui enlèvent les femmes, violent les filles, enfoncent les portes des maisons, et commettent des homicides, des brigandages, et toutes sortes de crimes; enfin contre ceux qui, connaissant les coupables, ne les dénonceraient pas à l'évêque ou à son official. Sont néanmoins exceptés ceux qui, pour venir étudier à Paris ou pour retourner dans leur pays, portent sur eux les armes d'usage dans les voyages, et ceux qui sont obligés pour leurs affaires de s'éloigner à plus d'une journée de la ville [2]. D'après un fragment sans date, qui concerne le même sujet, ainsi que les priviléges de l'université, l'évêque avait le droit de détenir en prison les écoliers coupables de quelque crime [3].

Organisation du chapitre de Notre-Dame.

36. Les chanoines de Notre-Dame étaient primitivement divisés en deux classes, les grands prébendiers et les petits prébendiers, suivant que leurs prébendes étaient grosses ou petites. Les petits prébendiers faisaient hommage aux grands; ce que le pape Pascal II interdit, au commencement du XIIe siècle, comme contraire à l'égalité qui devait régner entre les membres du chapitre [4].

Le chapitre était composé, au moins dès le XIIIe ou le XIVe siècle,

[1] I, 350.
[2] I, 161.
[3] I, 213.
[4] I, 224.



comme il l'a toujours été depuis, de huit dignités et de cinquante-deux prébendes, y compris celle que l'abbaye de Saint-Victor y possédait. Les huit dignitaires étaient le doyen, le chantre, les trois archidiacres, le sous-chantre, le chancelier et le pénitencier. Parmi les prébendiers, quarante-cinq avaient une voix entière, et six une demi-voix chacun; quant au cinquante-deuxième, qui était le prébendier de Saint-Victor, il n'est pas dit à laquelle de ces deux catégories il appartenait. On comptait dans le chapitre, après les dignitaires, dix prêtres, quinze diacres et douze sous-diacres. Les titres des autres membres ne sont pas énoncés [1].

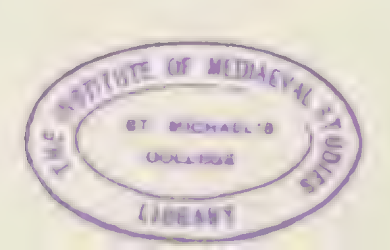
D'après deux décisions du chapitre, des années 1300 et 1301, le chanoine qui n'avait pas reçu les ordres sacrés ne pouvait avoir de stalle dans le chœur; il devait s'asseoir au banc des enfants de chœur. Celui qui s'asseyait, par une faveur particulière du chapitre, dans les stalles inférieures, perdait, par ce fait seul, ses *stations* (c'est-à-dire son droit aux distributions de vivres), lesquelles devaient dans ce cas profiter aux enfants de chœur [2].

Les chanoines prêtaient serment d'obéissance et de respect au doyen et au chapitre, et juraient de maintenir les droits, les libertés et les priviléges de l'église, d'observer ses statuts, coutumes et usages, de conserver l'immunité du cloître, de garder les secrets du chapitre. Ils devaient jurer en outre qu'ils étaient nés de légitime mariage, libres et exempts de toute servitude. Enfin ils s'obligeaient, sous serment et caution, de payer dans l'année quinze florins de Florence pour la chape due par eux à la fabrique de l'église, ou d'en faire faire à leurs frais une en drap de soie [3].

Principaux officiers du chapitre de l'église.

37. Le doyen, comme on l'a déjà dit, était élu par le chapitre

[1] I, 236; III, 447.
[2] III, 445.
[3] III, 405.



et installé par l'évêque[1]. Suivant la coutume générale de l'église de Paris, le doyen nouvellement institué avait droit de *procuration,* c'est-à-dire de gîte, dans toutes les terres de Notre-Dame, la première fois qu'il les visitait. Les habitants de Rozoy, après avoir voulu se soustraire à cette charge envers le doyen Hervé, finirent par transiger avec lui en lui payant, en 1186, cent vingt livres de Provins, tant pour le droit qu'ils avaient dénié qu'à titre d'amende. Mais le doyen ayant prétendu en outre le droit de les poursuivre judiciairement par-devant le chapitre, il fut nommé de part et d'autre des arbitres, et constaté par eux que, à l'exception des sergents fieffés, qui devaient comparaître devant le chapitre toutes les fois qu'ils y étaient cités par le doyen, les hommes de Rozoy n'y venaient plaider leurs causes que dans deux cas seulement, savoir, lorsqu'ils étaient poursuivis comme hommes de servitude corporelle, soit par l'église, soit par un seigneur, ou lorsqu'ils contestaient au doyen quelque coutume[2].

Le doyen Pierre de Pacy, à sa première visite dans le diocèse, aux années 1386 et 1387, reçut, à titre de procuration, dix livres de chacune des douze terres suivantes :

Orly,	Larchant,
Chevilly avec L'Hay,	Itteville,
Bagneux avec Châtenay,	Corbreuse,
Sucy avec Créteil,	Épône avec Mézières (*cum Marcsiis*),
Rozoy-en-Brie,	Andresy avec ses dépendances,
Vernou avec les terres adjacentes,	Viry-en-Vermandois.

Les habitants de Mory avec Mitry, du Ménil-Amelot, d'Espiers, de Compans, de Souilly et du Tremblay, avaient racheté ce droit, du consentement du chapitre, en s'obligeant envers le doyen Étienne, en 1218, à lui payer une somme de vingt-cinq livres parisis, à convertir en rentes au profit du décanat[3].

Le doyen avait la charge des âmes de tous les chanoines et de tous les clercs du chœur[4].

[1] I, 457
[2] I, 397
[3] III, 349
[4] II, 404.

Nous avons publié la liste des doyens de Notre-Dame à la fin de notre quatrième volume[1].

Le chantre était le second dignitaire du chapitre. Il est peu parlé dans notre Cartulaire des attributions du chantre de Notre-Dame : on y trouve seulement une disposition relative à celles du chantre de Saint-Germain-l'Auxerrois. Celui-ci, qui était élu par le doyen et le chapitre, et, au défaut d'accord entre eux, par l'évêque, devait se faire ordonner diacre dans l'année de son élection, s'il ne l'était déjà auparavant. Il possédait le droit de correction sur tous les clercs du chœur qui n'étaient pas chanoines, mais n'avait au chapitre que la voix d'un simple membre. La première stalle à gauche du chœur était la sienne[2].

Le diocèse de Paris renfermait les trois archidiaconés de Paris, de Josas et de Brie, gouvernés chacun par un archidiacre, et divisés en doyennés ruraux.

Un acte de l'an 1127, qui contient le règlement fait par trois commissaires du pape Honorius II, entre l'évêque Étienne de Senlis et l'archidiacre Thibaut, nous fournit des renseignements intéressants sur les droits respectifs de ces titulaires. D'après ce règlement, l'archidiacre ne pouvait instituer, de sa pleine autorité, des prêtres dans les églises ; ce droit était réservé à l'évêque, qui l'exerçait par l'archidiacre, son ministre ; de sorte qu'il donnait charge d'âmes au prêtre, et lui assignait son église et les biens de cette église par le ministère de l'archidiacre. Celui-ci ne pouvait pas non plus suspendre un prêtre de ses fonctions, si l'évêque était dans le diocèse. Dans aucun cas il n'avait le droit de le déposer ; et il avait toujours besoin de la permission de l'évêque pour imposer des pénitences à un prêtre, ou pour le réconcilier, de même que pour excommunier ou absoudre un ecclésiastique. Toutes les fois que l'évêque voulait convoquer ses diocésains, et les appeler à son tribunal, il employait le ministère de l'archi-

[1] P. 215. [2] I, 81.

diacre. Dans le cas de désobéissance de leur part, il pouvait les excommunier, si le sujet lui en paraissait légitime. L'excommunication, une fois prononcée, devait être observée par l'archidiacre. Aucun ecclésiastique n'était promu aux ordres par lui que d'après le mandat et sur le sceau de l'évêque, lorsque l'évêque était dans la province ; car s'il en était absent depuis trois mois, et que la nécessité fût urgente, l'archidiacre qui serait muni de son mandat ferait les promotions ecclésiastiques, et pourrait instituer canoniquement les églises. Il n'était permis à l'évêque de faire des collectes dans l'archidiaconé, sans le concours de l'archidiacre, que dans trois cas, savoir : lorsqu'il allait à Rome, lorsqu'un concile était célébré dans la province (de Sens), et lorsqu'il avait à recevoir le pape dans son église. Mais alors même il était obligé d'avertir l'archidiacre, qui toutefois n'avait aucune part dans ces collectes, attendu que tous les frais restaient à la charge de l'évêque. Dans toutes les autres collectes communes, l'archidiacre avait droit au tiers, suivant l'usage. Il n'en pouvait d'ailleurs faire aucune dans le diocèse entier sans l'évêque. Il disposait à sa volonté de ce qui était à lui, sans que l'évêque y pût mettre obstacle. Enfin ce dernier devait renoncer au droit appelé par les Français *catale,* qui lui était dû par l'archidiacre[1].

Suivant un acte de l'an 1188, le casuel des cures vacantes appartenait à l'archidiacre; et comme il les laissait vaquer six mois ou un an, afin de satisfaire son avarice, le pape Clément III, pour corriger cet abus, conféra à l'évêque le droit de commettre lui-même des personnes capables au gouvernement de ces cures[2]. Le règlement de 1127, qui lui avait déjà assuré le droit d'instituer les curés, ne paraît donc pas avoir été exécuté fidèlement.

L'archidiacre jouissait du droit de procuration ou de gîte dans les visites qu'il faisait tous les ans des églises de son archidiaconé

[1] I, 28.

[2] I, 30.

Mais il en abusait souvent par le nombre des gens et des chevaux qu'il menait à sa suite, et qui retombaient à la charge de ces églises. L'abbesse de Chelles ayant refusé la procuration à l'archidiacre Maurice, des arbitres nommés par le pape et consentis par les parties décidèrent la question contre elle; toutefois ils restreignirent la suite de l'archidiacre à sept cavaliers, y compris son doyen, avec le nombre de coureurs qui leur était nécessaire. En même temps l'abbesse fut exempte de payer à l'archidiacre les provisions de bouche qu'il amenait avec lui, ou qu'il lui plaisait d'acheter sur les lieux; et il fut prescrit à l'archidiacre de ne rien emporter de l'abbaye, soit vivres, cire ou autre chose semblable, qui ne lui eût été offert gratuitement. Il lui fut en outre interdit d'exiger pour l'installation de l'abbesse un palefroi, ou cent sous, ni aucune somme d'argent[1].

Le prieuré de Saint-Jean de Corbeil, dépendant de l'abbaye de Saint-Pierre-des-Fossés, payait tous les ans une somme de quinze sous parisis pour la procuration de l'archidiacre[2].

Pendant la vacance du siége épiscopal, c'était l'archidiacre de Paris qui exerçait toute la juridiction que l'évêque avait en l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois; il possédait aussi, en tout temps, la juridiction civile seulement sur tous les ecclésiastiques de la même église[3].

Les archidiacres étaient appelés les yeux et les conseillers de l'évêque, les proviseurs de l'Église de Dieu, les intendants de la maison et de la mense ou table de l'évêque, d'après l'institution des apôtres; ils avaient l'entière possession et disposition des dignités et revenus de leurs archidiaconés[4].

Le chancelier de Notre-Dame avait la garde du sceau du chapitre, et la charge de rédiger les actes tant du chapitre que des églises qui en dépendaient. Les droits perçus pour son office sont réglés, dans un acte de 1215, de la manière suivante : d'abord

[1] I, 57.
[2] I, 427.
[3] I, 127.
[4] I, 349.

sont exempts de tous droits de rédaction et de sceau les contrats faits, soit par soit avec le chapitre ou des chanoines de Notre-Dame, et par ou avec les églises ou des chanoines de Saint-Jean-le-Rond, de Saint-Étienne, de Saint-Denis-du-Pas, de Saint-Benoît, de Saint-Merry, de Saint-Christophe et l'hôpital de Notre-Dame. Il en est de même pour tout contrat qu'un clerc bénéficier dans l'église de Paris fait avec quelqu'un relativement à des choses appartenant à cette église. Ensuite toute personne étrangère qui demande des lettres, une charte ou un autre acte, pour des choses appartenant aux églises et aux personnes désignées ci-dessus, paye au chancelier quatre deniers seulement, tant pour les écritures que pour la cire et le sceau. Lorsque le chapitre de Notre-Dame affranchit des serfs qui lui appartiennent, et qu'il en est rédigé des lettres, le chancelier n'a que deux sous, si l'affranchissement est gratuit; mais s'il est stipulé un prix pour l'affranchissement, le chancelier prélève un droit de douze deniers par livre pour les prix qui ne dépassent pas quarante livres, et un droit fixe de quarante sous pour tous les prix plus élevés. Il reçoit du chèvecier de Notre-Dame la valeur d'une obole de cire pour une lettre, et la valeur d'un denier de cire pour une charte. Il est tenu de corriger, de relier et de conserver en bon état les livres de l'église de Paris, à l'exception des livres de chant, et d'instituer dans le cloître un maître qui sache tenir les écoles, remplir dans l'église les fonctions dont il est chargé, et rédiger au besoin les lettres du chapitre[1].

D'après un reglement qui ne porte pas de date, mais qui remonte vraisemblablement au milieu du XIVe siècle, le chapitre de Notre-Dame tenait quatre assemblées générales par an, savoir : a la nativité de saint Jean-Baptiste, à la Saint-Barthélemi, a la fete de saint Simon et saint Jude et à la Saint-Martin d'hiver. Les deux premieres assemblées duraient dix ou cinq jours, et les

[1] I, 375.

deux dernières huit ou quatre jours seulement. Les époques des autres assemblées, c'est-à-dire des assemblées ordinaires, ne sont pas indiquées. Les séances des chapitres généraux commençaient à l'heure de prime (six heures du matin), et étaient annoncées par la cloche capitulaire, qu'on sonnait trois fois; celles des chapitres ordinaires commençaient à l'introit de la grand'messe, et étaient annoncées de même par la cloche, sonnée trois fois avant l'élévation dans les messes des anniversaires. Les séances de toutes les assemblées duraient jusqu'au coup de l'heure de sexte (midi). Les chanoines devaient être présents pendant toute la durée des séances, sous peine de perdre leur droit de présence. Il n'y avait d'exception qu'en faveur des phlébotomisés (ceux qui avaient été saignés), des infirmes, et de ceux qui avaient une mission du chapitre ou une dispense du doyen et du chapitre.

Les fonds affectés aux distributions capitulaires (jetons de présence) étaient divisés en deux parts, l'une pour les assemblées générales, l'autre pour les assemblées ordinaires. La première s'élevait à quatre-vingt-quatre livres parisis, ainsi réparties : quarante-six livres, prélevées sur les revenus de la chambre, pour les deux chapitres généraux de la Saint-Jean-Baptiste et de la Saint-Barthélemi; vingt-six livres, payées par l'office des anniversaires, pour le chapitre de la Saint-Martin; et douze livres, prises sur le fonds des heures, pour le chapitre de la Saint-Simon et Saint-Jude. Le droit de présence était de six deniers pour chaque jour d'assemblée ordinaire; pour chaque jour d'assemblée extraordinaire, il était de deux sous à la Saint-Jean-Baptiste, de six sous à la Saint-Barthélemi, de cinq sous à la Saint-Martin d'hiver, et de deux sous six deniers à la Saint-Simon et Saint-Jude [1].

Nul n'avait voix au chapitre, ni part aux distributions et autres avantages des chanoines, qu'il ne fût pourvu d'une prébende.

[1] III, 440.

Toutefois il fut fait exception à cette règle en faveur d'Olivier Saladin, qui était doyen en 1335[1].

La charge d'official n'était pas une dignité du chapitre, quoiqu'elle pût être exercée par un chanoine[2]. Il y avait jusqu'à cinq officiaux pour le diocèse de Paris, savoir : un ou deux pour l'évêque[3], un pour l'archidiacre de Paris ou grand archidiacre[4], et un pour chacun des deux autres archidiacres[5]. Un official de l'évêque est appelé *officialis Parisiensis*[6], *officialis curiæ Parisiensis*[7], ou *officialis episcopi Parisiensis*[8]; celui du grand archidiacre, *officialis archidiaconi Parisiensis*[9], et celui de chaque autre archidiacre, *officialis ecclesiæ Parisiensis*, ou *officialis in ecclesia Parisiensi*[10].

Un acte passé le 16 mai 1271, devant l'official ou un official de l'évêque, est vidimé le meme jour par l'official de l'archidiacre de Paris, et par l'official de l'un des deux autres archidiacres[11]. Un autre acte, du 7 juillet 1275, est passé devant tous les archidiacres réunis[12].

Le chancelier de l'église de Paris avait aussi des *officiales*[13], mais ceux-ci n'étaient vraisemblablement que ses *notarii* ou commis.

L'official de Paris ou de l'évêque pouvait excommunier l'official d'un archidiacre[14].

Dans un acte du 16 mai 1271, les nommés Jeannot le Tourneur et sa sœur Bourjote, mineurs de vingt-cinq ans, obtiennent de l'official de la cour de Paris d'avoir pour curateur de leurs

[1] I, 232. C'est à tort qu'Olivier Saladin n'est porté doyen qu'en 1337 ou environ, dans notre liste des doyens, IV, 216.

[2] II, 48, 131; III, 174.

[3] I, 422; II, 121.

[4] I, 426; II, 141, 157, 177, etc.; III, 35, 59, etc.

[5] II, 26, 42, 145, 194, etc.

[6] I, 165, 187; II, 131; III, 59, etc.

[7] I, 422, 423, 425, etc.; II, 48, etc.

[8] I, 426; II, 121, etc.

[9] I, 436; II, 157, 177, 183, III, 44, 59, etc. Deux archidiacres sont qualifiés archidiacres de Paris, III, 302.

[10] I, 187; II, 42, 123, 256; III, 90, etc.

[11] III, 153.

[12] III, 172.

[13] II, 3.

[14] I, 187.

biens Gilles de Solier, leur oncle. Puis, le même jour, dans un acte passé devant l'official d'Ancher, cardinal archidiacre de Paris, et l'official de Garnier, archidiacre de la même église, ils vendent, avec le consentement de leur curateur, à l'évêque de Paris, une petite pièce de vigne pour le prix de cinquante sous, qui devra être employé par le curateur, dans l'intérêt des mineurs, à l'acquisition d'une tenure, aussitôt que l'occasion s'en présentera [1].

Ces officiaux ecclésiastiques paraissent répondre aux lieutenants des baillis, et avoir été institués pour les mêmes motifs, mais un siècle plus tôt. Lorsque les baillis royaux abandonnèrent la justice à leurs lieutenants, les évêques et les archidiacres l'avaient déjà remise à leurs officiaux.

Le huitième livre du Petit Pastoral a pour titre : *Liber Officialium*, et contient en grande partie des actes rédigés au nom des officiaux [2].

Les grands vicaires, *vicarii perpetui* [3], *generales* [4], *magni* [5], ne sont pas très-anciens. Il est question pour la première fois d'officiers de ce genre dans des lettres d'Innocent II, du 23 juillet 1137. Ce pape y autorise l'évêque de Paris à choisir deux ou trois clercs capables pour l'assister dans les fonctions de son ministère. Ils devaient continuer à jouir de leurs revenus dans leurs églises, quoiqu'ils n'y fissent pas résidence, sans toutefois avoir part aux distributions quotidiennes [6]. Mais ils ne prennent le titre de vicaires, dans nos chartes, que depuis les commencements du XIVe siècle.

Cloître de Notre-Dame.

38. Le cloître, avec ses dépendances, s'étendait au nord et à l'est de l'église Notre-Dame jusqu'aux bords de la Seine. Au

[1] III, 153.
[2] I, 422, 446.
[3] III, 123, IV, 83, 196.
[4] III, 3.
[5] IV, 54.
[6] III, 184.

commencement du XIVe siècle, il renfermait trente-sept maisons canoniales, qui toutes étaient dotées de terres et de rentes, mais en même temps grevées de beaucoup de charges. Notre Cartulaire n'énumère les biens, les revenus et les charges que d'une seule de ces maisons, dite la maison du Poirier, et située près de la grande porte du cloître, qui s'ouvrait du côté de l'entrée septentrionale de l'église[1]. Il n'y avait donc que trente-sept chanoines au plus qui fissent régulièrement leur demeure dans le cloître; les autres étaient logés au dehors. Louis le Gros, avant de monter sur le trône, emporté par un de ces mouvements de colère auxquels, suivant notre texte, les jeunes princes sont sujets, fit abattre en partie une de ces maisons des chanoines situées hors du cloître, qui jouissaient des mêmes franchises que celles de l'intérieur; mais, sur les remontrances de l'évêque et du chapitre, le prince reconnut son tort, et en fit réparation le jour de son mariage, devant l'autel, par la tradition d'un denier, promettant, s'il avait son pardon, de respecter et maintenir à l'avenir les priviléges que les rois ses prédécesseurs et les papes avaient accordés aux maisons des chanoines[2].

Lorsqu'un chanoine venait à mourir, sa maison, si elle était dans le cloître, pouvait encore être occupée par sa famille pendant quinze jours; ensuite elle était visitée par le chapitre, et réparée, s'il y avait lieu, aux frais de la succession du défunt; puis elle était vendue par licitation à un autre chanoine, sur la mise à prix fixée par le chapitre. Dans le cas où l'adjudicataire aurait eu déjà une maison dans le cloître, il pouvait la vendre, toujours à un chanoine, et disposer du prix à sa volonté; mais le prix de la maison du chanoine défunt devait être converti en rentes pour la célébration de son anniversaire. L'acquereur devait payer comptant à chacun des chanoines présents deux sous, à titre de pot-de-vin. Au défaut d'un chanoine pour ache-

[1] II, 544-546.

[2] II, 430.

ter la maison, elle pouvait être adjugée à quelqu'un de l'église. Lorsque la maison vendue avait été concédée au défunt par le saint-siége, le prix en était employé à la célébration de l'anniversaire de son prédécesseur immédiat [1], qui autrement n'aurait pas eu l'anniversaire qui lui était dû puisqu'il avait payé la maison.

Dans un acte dépourvu de date, un chanoine nommé Gilon s'étant fait moine, donne sa maison claustrale aux chanoines, à condition que ses deux frères la posséderont, l'un après l'autre, leur vie durant, sans toutefois qu'ils aient la faculté de la vendre ou de la mettre en gage [2].

Tout chanoine qui recevait une maison dans le cloître était tenu de jurer que, dans l'année précédant le jour où il l'avait reçue, il avait fait son stage à Paris pendant vingt semaines, en passant une heure par jour soit au chapitre, soit dans l'église, et qu'il se proposait d'agir de même dans la suite. Il s'engageait en outre, par serment, à entretenir la maison et ses dépendances en aussi bon état, sinon en meilleur état, qu'elles lui avaient été remises; enfin à acquitter exactement la pension et les autres charges auxquelles la maison était imposée [3].

Il était expressément défendu à tout chanoine de laisser passer la nuit dans sa maison claustrale à aucune femme, religieuse ou autre, à l'exception de sa mère, de sa sœur, de sa parente au troisième degré, ou d'une femme de haut rang qu'on ne peut éconduire sans scandale, ou enfin d'une femme que la nécessité aurait appelée à la garde d'un infirme. Il était pareillement interdit aux chanoines du cloître de prendre à demeure chez eux aucune femme pour leur service [4]. Plus tard, le chapitre interdit, par un statut du 23 août 1334, aux clercs et aux autres habitants du cloître, de recevoir dans leurs maisons aucune femme, même leurs parentes, et prescrivit d'expulser du cloître,

[1] II, 497.
[2] I, 338.
[3] I, 458.
[4] II, 405.

dans les huit jours, toutes les femmes qui l'habitaient[1]. Un autre statut capitulaire, du 12 novembre 1328, avait défendu aux chanoines, en quelque dignité qu'ils fussent constitués, aux vicaires et à tous autres, à quelque état ou condition qu'ils appartinssent, de vendre désormais du vin dans le cloître autrement qu'en gros, c'est-à-dire à tonneau plein. Celui qui se permettrait d'y ouvrir une taverne subirait les peines infligées aux transgresseurs des statuts du chapitre, et le vin qu'il aurait mis en vente dans sa taverne serait saisi au profit des pauvres de l'Hôtel-Dieu[2].

Le légat du saint-siége, Eudes, évêque de Tusculum, défendit, par son règlement du 2 novembre 1245, d'élever et d'entretenir désormais dans le cloître des animaux nuisibles, inutiles, ou destinés seulement à l'amusement, comme des ours, des cerfs, des corbeaux, des singes et autres de cette espèce[3].

Nous mentionnerons encore un statut fait en chapitre général, le mardi matin de la Saint-Jean-Baptiste 1325, sur l'habillement et la tenue des ecclésiastiques. Il défend aux chanoines, vicaires, chapelains et autres serviteurs ou clercs du chœur de Notre-Dame, de porter en public, et particulièrement dans l'église, soit des souliers cousus ou à lacets, soit des bottines, d'une autre couleur que le noir, et de laisser croître leur chevelure et leur barbe. Ils doivent se faire raser régulièrement, et porter une large couronne avec une tonsure convenable. Les contrevenants seront exclus pendant un mois de toutes les distributions, tant de jour que de nuit. Il leur est aussi défendu, sous la même peine, de jouer aux dés ou à la *griesca*, excepté aux fêtes de Noël, de saint Nicolas et de sainte Catherine, pendant lesquelles on a coutume de se livrer à cette espèce de jeu par passe-temps, et non par amour du gain. Enfin les rires déshonnêtes et toutes conversations dans l'église, pendant les offices, seront punis de la même manière[4].

[1] III, 445.
[2] III, 424.
[3] II, 406.
[4] III, 415.

Dans le principe, l'école de Notre-Dame était établie dans le cloître, dans la partie nommée *Tresantia*, et les écoliers du dehors logeaient ou pouvaient loger dans les maisons claustrales. Cette faculté leur fut retirée vers l'an 1127, en vertu d'un accord fait entre l'évêque et le chapitre. De plus, afin de mettre fin à l'incommodité et à l'inquiétude que leur présence causait aux chanoines, l'évêque Étienne, de concert avec le chapitre, choisit et fit couvrir, pour la tenue de l'école, un lieu sur l'enceinte du cloître, et à côté de la cour épiscopale, par laquelle les écoliers entraient et sortaient[1].

Quoique Charlemagne eût accordé l'immunité à toutes les possessions de l'église de Paris[2], c'est seulement dans un diplôme de Charles le Simple, du 17 juin 911, qu'il en est fait une mention expresse pour le cloître de Notre-Dame. Le roi assure en même temps aux chanoines le droit de céder ou vendre leurs maisons à leurs confrères[3]. Ces dispositions furent ensuite confirmées par le roi Lothaire[4], par Louis le Gros[5], par Philippe Auguste, qui prononça une amende de cent livres parisis contre toute personne qui porterait atteinte aux franchises de l'église ou du cloître[6]. Les maisons bâties au dehors de l'enceinte claustrale jouissaient des mêmes priviléges que celles de l'intérieur[7]. Il y avait pour le cloître des gardiens, qui juraient fidélité au chapitre, et qui étaient chargés de veiller à la sûreté des chanoines[8].

Outre leurs maisons et les biens en rentes qui en dépendaient, les chanoines avaient des prébendes assises sur treize terres principales, savoir : les terres d'Andresy et Jouy, d'Épône, de Chevilly et l'Hay, de Chatenay et Bagneux, de Corbreuse, d'Itteville,

[1] I, 339.
[2] I, 240.
[3] I, 242.
[4] I, 273.
[5] I, 264.
[6] I, 283. En 1242, cette amende fut infligée à un chevalier qui avait violé l'immunité du cloître. II, 465.
[7] I, 243, 264.
[8] I, 460.

de Larchant, d'Orly, de Vernou et Tavers, de Rozoy, de Mory et Mitry, de Sucy et Créteil, de Viry en Vermandois[1].

Obligations générales des chanoines, des chapelains et de quelques dignitaires du chapitre.

39. Les obligations générales imposées aux chanoines, comme aux autres bénéficiers, étaient la résidence à Paris et l'assiduité aux offices. Mais, attendu qu'un grand nombre de chanoines, occupés à des affaires étrangères, venaient rarement à l'église, et que les autres voulaient avoir de même la faculté de s'absenter, le chapitre, par un règlement, qui fut approuvé du pape Alexandre III, ordonna que tout chanoine qui ne serait pas assidu, pendant la moitié de l'année au moins, à son service dans l'église, serait considéré comme un chanoine étranger, et ne toucherait les revenus de sa prébende que jusqu'à concurrence de la valeur de quatre marcs d'argent[2].

Les chapelains n'étaient pas plus exacts à remplir leurs devoirs, et le chapitre fut obligé, en 1230, vu l'injonction du concile de la province, d'infliger une peine aux délinquants. Après avoir rappelé que tous les bénéficiers possédant des chapellenies de l'église de Paris devaient tous les jours, d'après leur serment, prononcé à la réception de leurs bénéfices, faire dans leurs chapelles le service pour les morts, et assister assidûment aux heures canoniales dans le chœur, il ordonna : 1° que celui qui manquerait à célébrer chaque jour, soit en personne, soit par le ministère d'un autre, à l'autel à lui assigné par le chapitre, la messe due par sa chapellenie, payerait chaque fois une amende de deux deniers s'il ne pouvait justifier d'un empêchement légitime; 2° que celui qui n'assisterait pas soit aux matines, qui comptaient pour deux heures, soit à deux heures de jour, serait

[1] III, 365.

[2] I, 227. Nous avons vu précédemment, p. ex., que le stage obligé des chanoines était d'une heure au moins par jour, pendant vingt semaines seulement, dans une année.

aussi puni chaque fois de la même amende; 3° que celui qui s'absenterait de Paris pendant sept jours, sans le congé du doyen ou du chapitre, payerait une amende de cinq sous, de même que celui qui, muni d'un congé de ce genre, serait absent pendant plus de sept jours; 4° que l'engagement pris par un chapelain d'officier dans une autre église serait puni par une amende de vingt sous; 5° que quiconque recevrait une chapellenie dans Notre-Dame, sans être prêtre, n'aurait aucune part aux produits de son bénéfice jusqu'à ce qu'il eût obtenu la prêtrise; 6° que tous les prêtres, marguilliers et autres officiants devaient se faire servir la messe par des clercs en surplis, et non par des laïques[1].

Le chantre et le sous-chantre devaient, le jour de leur institution, faire, devant le chapitre, serment de résidence personnelle[2]. La même obligation avait été imposée, dans un acte de 1207, au chancelier de Notre-Dame, sa présence étant jugée nécessaire tant à l'église qu'à l'université. Il ne percevait les droits de son office qu'après avoir juré de le remplir, et même de ne jamais chercher à se faire relever de son serment[3].

Nous ferons remarquer, à l'occasion de ce règlement, la prudence avec laquelle l'autorité ecclésiastique procédait, lorsqu'il s'agissait d'introduire de nouveaux usages, ou même de réformer d'anciens abus, dans la discipline et dans le gouvernement de l'église. Ici, comme souvent ailleurs, elle ne se borna pas à déclarer sa volonté à la partie intéressée, elle voulut encore s'assurer de l'adhésion de celle-ci, afin d'ôter désormais tout prétexte à la désobéissance : c'est pourquoi, à la première institution d'un chancelier, l'évêque, le doyen et le chapitre lui demandèrent avec bonté le serment de résidence, que le nouveau titulaire prêta sur-le-champ[4]. Lorsque l'église désirait quelque chose, elle aimait mieux, en effet, l'obtenir par la persuasion et la douceur que par l'empire de son commandement. La plupart des procès

[1] I, 441.
[2] III, 228.
[3] I, 344.
[4] *Ibid.*

se terminaient chez elle à l'amiable, ou par des sentences arbitrales rendues sur des compromis. Elle avait d'ailleurs le plus grand respect pour les droits et les usages anciens, et n'y touchait qu'avec d'extrêmes ménagements pour les personnes. Son pouvoir sur les subalternes n'était ni arbitraire ni humiliant, et les inférieurs avaient la faculté de se défendre contre les entreprises de leurs supérieurs, et de leur résister par toutes les voies canoniques, sans courir le risque d'être accusés de manquer de subordination ou de violer les lois de la hiérarchie. Dans ce respect général pour toutes les positions, les petits avaient aussi rarement à faire appel à la révolte que les grands à la violence.

Juridiction civile du chapitre hors de Paris.

40. Le chapitre de Notre-Dame était le maître dans ses domaines, et l'évêque n'avait pas à s'immiscer dans leur administration[1]. Celui-ci reconnut lui-même, dans un acte du 5 novembre 1335, que le doyen, le chapitre, chacun des chanoines en particulier, les personnes du chœur de Notre-Dame, et tous leurs gens, étaient exempts de sa juridiction, et désavoua ses avocats ou procureurs s'ils avaient dit le contraire. L'exemption était personnelle, c'est-à-dire que, dans le cas où le délit aurait été flagrant et commis dans la juridiction même de l'évêque, et que le délinquant aurait été arrêté ou cité par l'official, les officiers ou autres gens de l'évêque, il devait être immédiatement remis aux mains du doyen, du chapitre ou des chanoines[2]. Dans un acte plus ancien, nous lisons que tous les bénéficiers du chœur de Notre-Dame, de Saint-Denis-du-Pas, de Saint-Jean-le-Rond, de l'Hôtel-Dieu, de Saint-Christophe, de Saint-Merry, de Saint-Benoît, de Saint-Étienne-des-Grès, les serviteurs libres, les hôtes et leurs domestiques, qui habitaient autour du cloître, vers les

[1] I, 339

[2] III, 267, 426, 427

Bateaux, n'étaient justiciables que du chapitre, en quelque lieu qu'ils fussent ou commissent des délits[1].

Le chapitre faisait profession, au moins depuis le XIVe siècle, de relever immédiatement de l'Église romaine[2]. Il exerçait la police et la justice dans ses terres comme les autres seigneurs, et avait à ses ordres un grand nombre d'officiers.

D'après un statut capitulaire du 8 février 1269, les prébendiers d'une même terre devaient déléguer un d'eux pour garder et administrer la justice séculière de cette terre, sans qu'il pût en vendre, amodier ni donner à ferme les revenus, qui se partageaient entre tous. S'ils ne nommaient pas dans le mois leur délégué, il était pourvu à cette nomination par le chapitre. Le délégué était défrayé sur les produits de la justice, et, en cas d'insuffisance, sur les autres revenus des prébendes. Il avait aussi mission d'opérer toutes les réformes nécessaires. Il prenait le titre de gardien ou de prévôt. Les gardiens ou prévôts des terres de Vernou, Larchant, Corbreuse et Épône, devaient les visiter six fois par an, et consacrer à chaque visite, tant pour leur séjour que pour leur voyage, six jours, pendant lesquels ils continuaient d'avoir leur part dans toutes les distributions diurnes et nocturnes de l'église de Paris. Les prévôts ou gardiens des terres d'Itteville, d'Andresy, de Mitry et Mory, et de Rozoy, ne faisaient que quatre visites par an, de quatre jours chacune; et ceux des terres d'Orly, Chevilly, Châtenay, Bagneux et Sucy, n'en faisaient que deux, chacune de deux jours seulement. Lorsqu'un plus grand nombre de visites devenait nécessaire, elles ne donnaient plus droit aux distributions de l'église. Dans le cas où les gardiens et les prévôts avaient besoin d'être assistés d'un ou de plusieurs de leurs *co-prébendiers*, ceux-ci étaient également défrayés et participaient aux distributions[3].

[1] III, 443. Voy. aussi *ibid.*, 436, 440 n. 454.

[2] IV, 210, etc.

[3] I, 467.

Analyse de quelques chartes relatives à la juridiction du chapitre.

41. Le Cartulaire contient un grand nombre d'actes relatifs à la juridiction et aux droits exercés par le chapitre et les chanoines, ou, en leur nom, par leurs officiers. J'en analyserai seulement quelques-uns.

Vers les commencements du XIIe siècle, les hommes et les hôtes du chapitre demeurant à Sucy souffraient diverses vexations de la part d'un seigneur nommé Guillaume Marmarel. Celui-ci comparut à la cour de l'évêque, devant Anseau de Garlande, sénéchal du roi, afin de soutenir par le duel la légitimité de ses actes contre un des hommes du chapitre. Mais, suivant le conseil de l'évêque et du sénéchal, au lieu de combattre, les deux parties s'accordèrent de la manière suivante : Guillaume renonça, pour lui et ses successeurs, au droit de citer à son tribunal les hommes et les hôtes du chapitre, excepté pour le fait des anciennes coutumes qu'ils lui devaient, et qui consistaient dans un denier, un tourteau et une corvée; dans ces cas seulement, il pourrait les contraindre de plaider à sa cour, soit à Sucy, soit à Bonneuil, dans le lieu appelé les Mals, *Malli*, par les gens de la campagne. Les bergers seuls, et non leurs maîtres, furent déclarés responsables du dommage qui lui serait causé par leurs bœufs et leurs autres bestiaux. Si lui ou son sergent voulait visiter sa forêt dans la semaine d'avant Noël, il avait le droit de le faire une fois seulement, et alors il ne pouvait exiger qu'une obole de tout homme qu'il y trouvait portant ou coupant du bois. Il était défendu aux hommes et aux hôtes du chapitre de vendre du bois de la forêt où ils avaient le droit de prendre du bois vif et du bois mort, ni de celle où ils avaient seulement le droit de faire du bois mort. Il leur était aussi défendu d'en donner à d'autres qu'à leurs voisins demeurant dans le village. Toute contravention à cet article était punie d'une amende ou purgée par le serment du prévenu. Quant aux tourteaux dus par

les usagers de la forêt, ils devaient être du meilleur pain qu'ils cuisaient pour eux-mêmes le jour de Noël, sans qu'ils fussent obligés à s'en procurer d'autre ailleurs[1].

La seigneurie de Viry en Vermandois était partagée entre le chapitre et la dame de Chauny, à laquelle appartenait l'avouerie de la terre. Ce partage, quoique réglé par plusieurs actes judiciaires[2], donna lieu à de nouvelles contestations, qui furent terminées, en 1193, par un accord entre Éléonor, comtesse de Saint-Quentin, dame de Valois, et le chapitre de Notre-Dame, d'après l'avis des vassaux de la comtesse et celui des échevins de Viry. La comtesse est déclarée en possession de l'avouerie, dans toute la terre de l'église à Viry, à l'exception de la maison dite de Notre-Dame, qui est reconnue libre. Elle a, à raison de son avouerie, soixante sous de la monnaie courante au château de Chauny, pour son droit de gîte, plus le cens de sept manses et demi de terre. Le tout est tenu en fief par ses feudataires, sous la réserve de la justice des manses, laquelle est partagée entre elle et le chapitre. Elle connaît seule des cas de vol, de meurtre, de rapt et de fausse mesure; mais les amendes prononcées, pour ces cas, par les échevins, appartiennent moitié à elle, moitié au chapitre de l'église de Paris. Les condamnés sont justiciés par ses officiers et selon ses ordres. Elle connaît en commun avec le chapitre des délits commis sur la voie publique dans le village de Viry, mais elle ne participe en rien à ceux qui sont commis hors du village. Les abeilles trouvées sur les chemins, soit dans Viry, soit dehors, sont de moitié à elle et de moitié à ceux qui les trouvent. Le juge de Notre-Dame doit tenir les assises jusqu'au duel exclusivement; alors, après avoir reçu les otages du duel, il livre le duel et les otages au sergent de la comtesse, prévôt de Viry, pour les conduire à Chauny, jusque chez elle. Mais le juge de Notre-Dame et les échevins de Viry doivent garder le duel

[1] I, 378.

[2] I, 306; II, 324.

avec le prévôt et les gardes de la comtesse. Elle a la moitié des amendes du duel, et le chapitre l'autre moitié, et son juge ne peut mettre fin au duel sans le juge du chapitre. Elle a, dans le village de Viry, quatre-vingt-quatre livres de taille, payables en monnaie de Saint-Quentin, à la fête de Saint-Remi, et cent sous à Noël, pour le droit sur le lard mis en vente; plus deux corvées de charrues par an, une d'un jour, en mars, et l'autre, d'un jour, pour la semaille du blé, une autre corvée de charrois à Noël, d'un jour, pour la provision du bûcher, et une autre corvée de manœuvres pour la coupe du bois. Au chapitre de Notre-Dame appartient la forêt de Viry, dans laquelle les habitants et les hôtes du village ont le droit de prendre le bois mort pour brûler, et du bois vif pour leurs constructions sur la terre de Notre-Dame. La comtesse connaît des causes des cendriers[1], des *pedicarii*[2], des *archiarii*[3] et des essarteurs ou défricheurs. L'église de Paris tient trois grandes assises par an à Viry : la première à l'octave de l'Épiphanie, la seconde le lundi après *Quasimodo,* la troisième à la Saint-Denis; les officiers de la comtesse en sont exclus. Les échevins peuvent, le jour des assises générales, mais non le lendemain ni un autre jour, recevoir les ajournements à d'autres assises générales, pour les plaintes portées à ces assises. Si l'église de Paris ne peut avoir la moitié des amendes qui lui est due, c'est à la comtesse à la lui faire payer. Si un étranger meurt en la terre de Notre-Dame à Viry, la mainmorte est à la comtesse. Les femmes du chapitre demeurant à Viry peuvent être mariées à qui elles veulent, sans la permission de la comtesse, par le juge de Notre-Dame. L'église de Paris institue, de sa seule autorité, son maire, le doyen, deux forestiers et des échevins à sa volonté : mais le maire et le doyen jurent à la comtesse de lui conserver

[1] Ouvriers chargés de brûler les herbes, dont les cendres servaient à faire de la potasse.

[2] Ceux qui tendent des piéges pour prendre des animaux.

[3] Peut-être ceux qui tendent des piéges à oiseaux.

son droit. Elle a sur les hommes de Viry les mêmes droits d'ost et de chevauchée que sur les autres hommes de ses avoueries dans le Vermandois. Ils lui doivent aussi, tous les ans, une tarte sans farine, au fromage, ou un denier, etc.[1]

Un accord passé entre le chapitre et le comte Robert, seigneur de Dreux et de Brie, dans le mois de janvier 1209, fournit de nombreux renseignements sur les droits et la juridiction que possédait le chapitre à Brie-Comte-Robert. Toute espèce de justice lui appartient sur la terre de Notre-Dame, tant dans les maisons qu'à l'extérieur. Les rentes et les amendes payées par les sauniers, les merciers et les regratiers sont partagées par moitié entre lui et le comte. Il a les deux tiers du produit des moulins, et le comte l'autre tiers. Puis vient une longue suite de détails sur le droit d'étal et les droits de marché, sur les mesures et sur la vente du pain, du blé, des bestiaux, de la laine crue, du bois ouvré ou non ouvré. Quant aux corvées dues par la terre de Notre-Dame au seigneur de Brie, il est dit que tout homme ayant bête à tirer la charrue fera, chaque année, pour ce seigneur, trois corvées d'un jour, en chaque saison, et que les hôtes de l'église amèneront tous les ans, à leurs frais, trente-sept muids de vin de Villeneuve-Saint-Georges dans le cellier du seigneur à Brie. Ils ne sont pas tenus de prêter leurs matelas au seigneur ni à ses officiers, mais ils doivent observer le ban dont le seigneur jouit pendant trois mois pour la vente du vin. Ils sont obligés, comme les autres habitants, de travailler à la clôture de la ville, d'avoir des armes en bon état, de faire le guet, et de suivre, avec la commune, le seigneur et ses sergents dans leurs chevauchées ou dans leurs autres expéditions, de manière toutefois qu'ils puissent rentrer chez eux avant la nuit. Enfin, tout marchand de vases de bois, d'écuelles, de pelles, de fourches, au marché du seigneur à Brie, doit donner un de ces ustensiles à l'église de

[1] I, 233

Paris, à l'exception des marchands de vases de *madre*, qui sont exempts de ce tribut[1].

A la suite d'un conflit suscité à Rozoy par les officiers de Blanche, comtesse palatine de Troyes, qui firent couper le pied à un sergent de l'église de Paris, et violèrent les franchises et la juridiction de cette église, l'évêque et le doyen de l'église d'Orléans, juges délégués par le pape, obtinrent de la comtesse, en 1215, une éclatante réparation envers le chapitre de Notre-Dame. Par son ordre, les coupables et leurs complices allèrent nu-pieds et en chemise, d'abord de Saint-Leufroy à l'église Notre-Dame, et de là au chapitre, auquel ils firent amende honorable et payèrent dix marcs d'argent; ensuite de la porte de Rozoy à l'église du lieu, en passant par le marché un jour de dimanche, à la troisième heure. Mais, ce qui pourrait sembler fort étrange, le principal officier de la comtesse, celui qui avait fait arrêter le sergent du chapitre et qui lui avait fait couper le pied, ne fut forcé à aucune réparation; le châtiment tomba uniquement sur des subalternes ou sur les gens du peuple qui étaient entrés de force dans la maison du chapitre à Rozoy[2]. La crainte de porter atteinte au droit de la comtesse fut, sans doute, la cause de ce ménagement.

Je ne pousserai pas plus loin cette analyse[3], que je terminerai par la mention de quelques faits particuliers relatifs à la juridiction du chapitre.

En 1275, un chanoine de Saint-Martin d'Angers avait saisi à Corbreuse, dans la terre de Notre-Dame, deux filets tendus contre les pigeons de son colombier, et avait brûlé un de ces

[1] I, 299; II, 248. Cette longue charte a été imprimée deux fois dans notre Cartulaire. La différence des titres et des dates, dans les deux exemplaires fournis par nos manuscrits, est la cause de notre méprise.

[2] I, 452.

[3] Voy. encore, pour Itteville, I, 323; pour Champigny-sur-Marne, I, 376; pour Compans, I, 318, et III, 442; pour Bagneux, I, 256; pour Charment, I, 293; pour Orly, II, 26; pour Machault, I, 232; pour Vernou, II, 218; pour Corbreuse, III, 443; pour Ecuelles, III, 444, etc.

filets dans une maison de la même terre. Poursuivi pour ce double fait, il reconnut son tort, et en fit amende de sa main dans celle du doyen de Notre-Dame, s'en remettant, pour la peine, à la discrétion du chapitre [1].

Un cerf ayant été pris à Larchant, près des fourches (le gibet), dans la terre de la juridiction de l'église de Paris, et porté chez le curé du lieu, dans les mêmes terre et juridiction, fut saisi par les officiers du roi, savoir : par Robert le veneur, chevalier, forestier de Bière (aujourd'hui la forêt de Fontainebleau), Jean le concierge, et Herbert, sergent de la forêt, et fut enlevé de force par eux, malgré l'opposition de Guillaume, maire de Larchant pour le chapitre. De là naquit une contestation entre le roi et l'église. Mais, après une enquête ordonnée par Philippe III, Guillaume dit Lombard, prévôt royal de Grès, ressaisit, en 1276, par le commandement du roi, le chapitre du cerf en question, au moyen de la tradition d'une figure de cerf [2].

Nicolas Leroy, forestier, fut longtemps tenu dans la prison du chapitre pour avoir eu commerce avec la femme du doyen de la terre d'Epône, et n'obtint sa liberté qu'en faisant serment de n'avoir plus de relation avec elle. Mais, ayant été convaincu d'être retombé dans la même faute, il fut destitué de sa sergenterie par les chanoines, en punition d'avoir transgressé son serment, et reçut l'injonction, en plein chapitre, sous peine de deux cents marcs d'argent d'amende, de ne commettre aucune offense envers le doyen d'Epône, ses gens ni ses biens, et de ne pas parler à sa femme dans un lieu suspect; réciproquement, la même injonction fut faite au doyen à l'égard de Nicolas Leroy [3].

Juridiction civile du chapitre dans Paris.

42. La juridiction du chapitre, dans la ville de Paris, s'étendait sur beaucoup de quartiers et de rues. Elle comprenait d'abord

[1] II, 319.
[2] III, 449.
[3] III, 442.

le cloître, où l'évêque n'avait pas même le droit de revendiquer les clercs qui, poursuivis par ses propres gens, s'y réfugiaient après avoir commis des délits dans sa juridiction [1]. Les officiers du roi, loin de pouvoir y faire acte d'autorité, couraient le risque d'être arrêtés et détenus, s'ils y avaient des querelles avec quelqu'un. Un familier d'un sergent à masse du roi frappa d'un bâton, dans le cloître, un autre sergent, qui fut forcé de se réfugier dans l'église avec son cheval. Le premier, monté lui-même sur le grand cheval de son maître, s'échappa du cloître et s'enfuit. Le fait ayant été dénoncé par le doyen et les chanoines à l'abbé de Saint-Denis et aux autres maîtres de la cour du roi, celle-ci donna l'ordre au prévôt de Paris d'arrêter le coupable et de le livrer à la justice du chapitre. Il fut arrêté et enfermé dans la prison des chanoines, où il resta quarante jours et plus. Mais, comme il était trop pauvre pour payer les cent livres dues pour l'amende, le doyen du chapitre le mit en liberté sous caution, en lui enjoignant de faire la procession dans l'église, en chemise et en caleçon, le jour de l'Ascension prochaine, et d'aller en Terre Sainte, si le roi Philippe faisait ce voyage [2].

Dans l'église Notre-Dame, sauf le sanctuaire et une partie du chœur, qui étaient de la juridiction épiscopale, la nef, les bas-côtés et tout le reste appartenaient à celle du chapitre. Toutefois, l'évêque jouissait, dans l'église, de toutes les prérogatives inhérentes à sa dignité, c'est-à-dire qu'il y avait son siége et le droit d'y célébrer ses synodes, d'y conférer les ordres, etc. Sa juridiction s'étendait encore sur l'escalier conduisant dans sa cour ou dans la cour de son official. Mais les hommes du chapitre partageaient avec ceux de l'évêque le droit de chasser les joueurs de dés qui s'installaient sur cet escalier [3]. En 1261, deux individus, étant entrés en armes dans l'église, furent pris et détenus

[1] III, 441

[2] III, 382. Voy. aussi *ibid.*, 436.

[3] III, 269, 270.

dans la prison du chapitre, qui consentit à les relâcher, à condition qu'ils sortiraient immédiatement du diocèse et qu'ils n'y remettraient pas les pieds avant trois ans, sous peine de dix livres d'amende[1]. Quelques années après, deux clercs, notaires de la cour épiscopale, s'étant battus dans l'église, furent arrachés par le chévecier des mains du custode qui les conduisait à la prison du chapitre, et amenés devant l'official de l'évêque. Le chapitre réclama, comme ayant la justice de toute l'église, à l'exception du sanctuaire, *presbyterium;* et le chévecier, appelé devant le chapitre le jeudi 8 mai 1270, promit de remettre l'église en possession des deux clercs, et de les reconduire, avant le mardi suivant, au lieu où ils avaient été arrêtés. Mais, n'ayant pu les retrouver, il en fit réparation, en ressaisissant les chanoines de leur droit par la tradition de deux surtouts, qui furent apportés dans le chapitre[2].

Le chapitre avait la haute et la basse justice dans le Parvis, l'Hôtel-Dieu et les autres maisons environnantes[3]. Les meurtres étaient devenus si fréquents dans ce quartier vers le milieu du XIIe siècle, qu'il avisa aux moyens de les réprimer. Il ordonna que celui qui serait coupable de ce crime sur un homme qui ne refusait pas de rendre raison en justice, ou sur un serf ou un hôte de Notre-Dame, serait privé de tous les biens qu'il possédait dans la terre de l'église, jusqu'à ce qu'il eût acquiescé au jugement du chapitre. Si le meurtrier était un serf ou un hôte de Notre-Dame, ses biens présents et à venir étaient pareillement confisqués, à moins qu'il ne prouvât son innocence ou le cas de défense légitime. Cette ordonnance devait être ratifiée par tous les chanoines absents ou nouvellement nommés, dans la semaine de la notification qui leur en serait faite par le doyen, et, si un d'eux s'y refusait, tous les autres ne devaient plus avoir de com-

[1] II, 465.
[2] III, 435.
[3] III, 247.

munication avec lui, soit au chœur, soit au chapitre, jusqu'à ce qu'il eût accordé sa ratification [1].

En 1273, deux sergents de l'évêque étant entrés dans la maison d'une femme située près du cloître, y trouvèrent un homme qui se baignait avec la maîtresse de la maison, et voulurent les mener devant l'official de Paris. Mais ceux-ci, craignant le scandale auquel ils allaient être exposés, donnèrent un vase d'argent aux sergents, qui les relâchèrent et remirent le vase à l'official. Alors un débat s'étant élevé entre l'évêque et le chapitre, qui prétendait avoir la justice de la partie de la rue où était la maison en question, l'official rendit le vase à la maîtresse de la maison, et les deux sergents de l'évêque ressaisirent le chapitre de son droit, par la tradition d'une moufle, à la place du vase déjà rendu [2].

Les églises qui relevaient du chapitre étaient aussi placées sous sa juridiction. Un nommé Robin Roil, qui avait tué son oncle dans le cimetière ou cloître de Saint-Merry, fut arrêté dans cette église et renfermé jusqu'à sa mort, en 1285, dans la prison du chapitre de Notre-Dame, située dans le cloître. Son corps, après avoir été exposé au Parvis, du côté qui appartient au chapitre, fut enseveli à l'Hôtel-Dieu [3]. Il résulte d'une enquête, faite en 1273 par le prévôt de Paris, que le chapitre avait, dans la terre et sur les hôtes de Saint-Bon, la justice d'incendie, celle d'amputation d'oreilles, celle du sang, la basse justice et les ceps; et que la justice supérieure, le guet et la taille appartenaient au roi [4]. Un autre acte, du 24 octobre 1373, nous apprend que le chapitre avait le droit de délivrer deux fois dans l'année les voleurs détenus dans les prisons du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, savoir : lorsqu'il se rendait en procession à l'église de ce prieuré le premier dimanche de carême, et à la fête de la translation de saint Martin [5].

[1] I, 219.
[2] III, 379.
[3] III, 441.
[4] Il y a deux exemplaires de ce document, l'un en latin, l'autre en langue vulgaire, III, 382 et 437.
[5] III, 439.

Un document de la fin du XIV[e] siècle contient l'état des rues et lieux de Paris dans lesquels le chapitre avait haute, moyenne et basse justice. Nous le reproduirons ici en l'abrégeant, mais en l'accompagnant des notes nécessaires à son explication.

1° Sur la gauche de la Seine :

Hors de la porte Saint-Jacques[1], en se dirigeant du côté de Saint-Marcel, depuis la porte jusqu'à l'hôtel de Jean Seine;

Dans la rue Saint-Jacques ou grand'rue Saint-Benoît : 1° tout le côté oriental, depuis la porte jusqu'à l'hôtel de l'évêque d'Évreux ; 2° une maison faisant l'angle de la rue Saint-Jacques et de la rue *aux Écoliers de Cluny*[2]; 3° le côté occidental, depuis l'hôtel du Saumon jusqu'au carrefour Saint-Séverin[3]; 4° le côté oriental, depuis le même carrefour jusqu'à l'hôtel du Plat-d'Étain ;

La rue Galande, des deux côtés, depuis le carrefour Saint-Séverin jusqu'au coin de la rue des Anglais ;

Tout le côté occidental de la rue des Anglais ;

La rue du Plâtre tout entière ;

La rue Saint-Yves[4] (côté méridional), depuis l'angle de la rue des Anglais jusqu'à deux maisons plus bas que l'hôtel du Coq ;

La rue Saint-Séverin, du carrefour à la ruelle Saillenbien[5] (appelée plus tard la rue Sallembrière);

Toute la ruelle Saillenbien ;

Toute la rue des Murs[6], près la porte Saint-Victor[7] ;

Tout le côté méridional de la rue de Versailles ;

Toute la rue Traversine ;

La rue Saint-Victor (côté méridional seulement), du coin de la rue de Versailles à la porte Saint-Victor.

[1] Elle était placée dans la rue du même nom, au coin de la rue Saint-Hyacinthe.

[2] Cette rue paraît être la même que la rue de Cluny.

[3] Ce carrefour est formé par la rencontre des rues du Petit-Pont, Saint-Séverin, Saint-Jacques et Galande.

[4] Probablement la partie de la rue des Noyers qui aboutit à la rue Saint-Jacques.

[5] Aujourd'hui la rue des Prêtres-Saint-Séverin.

[6] Aujourd'hui rue d'Arras.

[7] Elle était située dans la rue du même nom, un peu à l'est de la rue d'Arras.

2° Dans la Cité :

L'Hôtel-Dieu et ses dépendances, y compris le Port-l'Évêque, moins deux maisons qui appartenaient à l'évêque[1] ;

Plusieurs maisons isolées sur la place du Parvis et dans la rue du Colon[2] ;

La rue Saint-Pierre-aux-Bœufs ;

La rue Sainte-Marine[3] ;

Un hôtel dans la rue des Marmousets ;

Tout l'intervalle compris entre le cloître Notre-Dame[4] et le port Notre-Dame, ce port et le port Saint-Landri[5] ;

Trois maisons dans la rue de Glatigny, trois autres devant Saint-Denis-de-la-Chartre[6].

3° Sur la droite de la Seine :

Tous les moulins du Grand-Pont[7] ;

Plusieurs maisons dans les rues Jean-Pain-Mollet, Saint-Bon, de Marivaux, des Arcis, de l'Écorcherie[8] ;

Tout le côté septentrional de la rue des Ménétriers ;

Enfin plusieurs maisons dans le haut de la rue Saint-Martin et hors de la porte Saint-Denis, entre cette porte et la Bastille[9].

En 1250, Eudes dit le Roux, prévôt de Paris, fut cité, à la requête du chapitre, devant l'official de l'évêque, sur l'accusation d'avoir arrêté dans la justice du chapitre et déposé dans la prison du Châtelet deux sergents d'un chanoine prévenus d'avoir tué, dans l'île de la Cité, un clerc, fils du seigneur Jean de Miraut, chevalier, et d'être ensuite revenus dans la maison du chanoine. Mais le prévôt s'étant présenté, il fut établi que les deux malfai-

[1] Le Port-l'Évêque était situé aux abords du Pont-aux-Doubles, du côté de Notre-Dame.

[2] Cette rue, aujourd'hui détruite, joignait la rue Saint-Christophe à la rue Neuve-Notre-Dame.

[3] Aujourd'hui l'impasse Sainte-Marine.

[4] Aujourd'hui rue du Cloître-Notre-Dame.

[5] Aujourd'hui le quai de la Cité, en partie.

[6] Extrémité septentrionale de la rue actuelle de la Cité.

[7] Aujourd'hui le Pont-au-Change.

[8] Aujourd'hui rue de la Vieille-Lanterne.

[9] III, 360.

teurs étaient sortis spontanément de cette maison, et qu'ils avaient été arrêtés dans la justice du roi, au milieu de la Seine, du côté de Saint-Gervais, près du lieu appelé vulgairement Mibray. Il fut de plus établi que le prévôt étant venu un dimanche chez le chanoine pour lui demander la remise des coupables, qui devait lui être faite conformément à l'accord conclu entre le chanoine et le frère de la victime, le chanoine avait dit : « Je ne puis vous les livrer sans exposer les droits du chapitre ; mais il vous est loisible de les extraire vous-même de ma maison, attendu que les portes sont ouvertes, et que personne ne vous empêche de les prendre ; » mais que le prévôt, refusant d'agir, avait répondu qu'il ne voulait pas enfreindre l'immunité des chanoines, et qu'il n'arrêterait les coupables ni dans le cloître ni dans la justice du chapitre[1].

Un orfèvre demeurant sur le Grand-Pont (le pont au Change), dans la censive du chapitre de Notre-Dame, avait établi un tuyau de latrines derrière sa maison, au-dessus de l'eau, à l'endroit où venaient s'amarrer les bateaux de sel. Le chapitre, à la demande des citoyens de Paris, enjoignit de construire, sur pilotis, une saillie pour enfermer le siége des latrines et en cacher la vue aux marchands qui fréquentaient les bateaux. Mais le prévôt de Paris mit opposition à l'achèvement des travaux, sur la requête des citoyens Raoul de Pacy, Jean Sarrasin le Jeune, Henri des Nefs, Eudes Pis-d'Oie, et Jean Popin, du porche Saint-Jacques, maîtres ou prévôts de la marchandise, qui disaient que la saillie commencée était dans la terre et la justice du roi. L'affaire ayant été portée devant l'abbé de Saint-Denis et Simon de Nesle, lieutenants du roi pendant la croisade, et devant les autres maîtres de la cour, l'opposition du prévôt de Paris fut levée, et l'achèvement de la saillie ordonné par un arrêt que la cour rendit au Temple le 25 août 1270[2].

[1] II, 473.

[2] III, 434. Voy. encore, pour d'autres exemples analogues, III, 376, 377, 378, 433, 437, etc.

La multiplicité, le partage et le croisement des juridictions donnaient lieu à de fréquents débats entre les seigneurs, relativement à la compétence, et entraînaient souvent les justiciables en des procès longs et compliqués. Il y avait ainsi deux procès pour un, savoir : l'un entre les juges et l'autre entre les parties. Un acte du 3 juillet 1255 nous offre un exemple singulier de cette division des ressorts. Une femme nommée Gile, hôtesse en partie du chapitre et en partie du roi, ayant vendu un tonneau de vin dans la partie postérieure de sa maison, dont le devant était situé sur la terre du roi et le derrière sur celle des chanoines, Jean Faluel et Pierre Clairembond, apparemment sergents royaux, saisirent un oreiller de cette femme, en violation de l'immunité du chapitre et malgré son exemption du droit de forage. Le procureur des chanoines se plaignit de cette saisie comme d'un fait attentatoire à leurs franchises, et en demanda et obtint la réparation, probablement à la cour de l'official, avec la restitution de l'oreiller, et, de plus, dix livres parisis de dommages et intérêts [1].

Droits divers du chapitre.

43. Le chapitre jouissait, comme l'évêque, de l'exemption de tous droits pour le transport ou la vente de ses provisions et de ses denrées ; et non-seulement les chanoines, mais encore tous les clercs du chœur de Notre-Dame et leurs domestiques ne payaient au roi, depuis Louis le Débonnaire, aucun droit de tonlieu, d'octroi, de péage ou autre de ce genre [2]. Le prévôt et le maire de Poissy ayant arrêté les bateaux de deux chanoines, chargés des produits de leurs terres d'Épône qu'ils faisaient transporter à Paris, et pour lesquels ils avaient refusé de payer aucun péage, l'affaire fut portée à la cour du roi. Le chapitre y justifia du privilége qui lui avait été accordé ou confirmé par

[1] II, 205.

[2] I, 255 ; II, 429.

Louis le Gros, et la cour, par un arrêt rendu au Temple, le 22 août 1270, fit relâcher les bateaux et restituer aux chanoines les denrées saisies[1].

Le roi Louis VII, en souvenir de son enfance passée dans le cloître de Notre-Dame et des soins qu'il y avait reçus, accorda ou confirma aux chanoines, en 1157, l'exemption de ses droits de gîte dans leurs terres[2]. Mais si les habitants de ces terres ne devaient pas le gîte au roi, ils n'en étaient pas exempts envers les chanoines ou leurs prévôts. Les hommes de Chevilly et de L'Hay, ayant refusé de fournir des matelas et des draps au prévôt du chapitre lorsqu'il venait coucher chez eux, y furent contraints par une décision capitulaire du 8 janvier 1274[3].

Les chanoines étaient en possession de conférer les bénéfices de l'église Notre-Dame, à l'exception de leurs prébendes, dont la collation appartenait à l'évêque. L'épiscopat, le décanat, la sous-chantrerie, les prébendes de Saint-Agnan, de Saint-Jean-le-Rond, de Saint-Denis-du-Pas, la chévecerie de Saint-Merry, les deniers des matines, et les cures de Bagneux, Épône, Rozoy, Vernou et Larchant étaient à la collation du chapitre. Quant aux bénéfices que les chanoines conféraient individuellement, la distribution en fut réglée, en 1258, par des arbitres de la manière suivante :

Les chanoines conféraient les bénéfices vacants suivant l'ordre dans lequel ils avaient été pourvus de leurs prébendes. Le doyen et le chantre, quoiqu'ils eussent chacun deux prébendes, ne disposaient, comme les autres chanoines, que d'un seul bénéfice. Le chanoine qui passait d'une prebende à une autre ou d'un ordre inferieur à un ordre supérieur gardait le tour qui lui avait été assigné primitivement. Celui qui n'avait pas reçu les ordres ou qui n'avait plus sa raison n'était pas admis à exercer son droit. La collation se faisait par le collateur en personne et

[1] III, 434
[2] I, 270.
[3] III, 437

dans le chapitre ou l'église de Notre-Dame, à moins d'empêchement par la maladie, etc.[1]

Le chapitre, par un statut promulgué en assemblée générale, le 20 décembre 1336, ordonna que les bénéfices vacants seraient conférés à tour de rôle, d'abord par le doyen, ensuite par les autres dignitaires, puis par les chanoines prêtres, puis par les chanoines diacres, enfin par les chanoines sous-diacres, suivant l'ordre d'ancienneté. Mais, afin d'éviter que des chanoines moins anciens, soit dans le chapitre, soit dans une classe du chapitre, ne nommassent aux vacances avant leur rang, il fut de nouveau réglé que tout chanoine nouvellement élu ou promu dans la classe en tour de nommer n'aurait le droit de nomination qu'au tour suivant de la même classe. Si le chanoine dont le tour de nommer était venu se trouvait absent, il devait, dans les vingt et un jours de la vacance du bénéfice, se rendre à Notre-Dame pour y faire sa nomination ou justifier d'un empêchement légitime[2].

Les objets apportés dans l'église Notre-Dame pour des obsèques ou pour d'autres cérémonies, les offrandes de diverses espèces, et particulièrement les cierges, se partageaient entre l'évêque, les chanoines, différents officiers de l'église et la fabrique. Des contestations sur ce partage s'étant élevées entre l'évêque et les chanoines, au sujet des obsèques du pape Jean XXII et de celles de Guillaume de Sainte-Maure, chancelier de France et chanoine de Paris, elles furent réglées de la manière suivante par Gui Baudet, professeur de droit civil et de droit canonique, chanoine de Paris, et depuis évêque de Langres, que les parties avaient choisi pour arbitre. Les étoffes d'or et de soie qui avaient servi aux obsèques en question, et celles qui seraient apportées désormais dans l'église, furent attribuées à la fabrique, ainsi que les statues en or ou en argent massif, et les figures de

[1] II, 408.

[2] I, 236.

toute espèce qui feraient partie des offrandes. A l'évêque devait appartenir, 1° les torches et les cierges offerts dans les funérailles et dans les autres offices des morts, sur les broches ou ailleurs, autour de l'image de la Vierge, à l'entrée du chœur; 2° les torches et le luminaire placés sur l'autel, en haut, dans le chevet, depuis le grand pilier près de la penne, *penna*, jusqu'à l'autre pilier, autour du grand et du petit autel, et sur les deux portes transversales du chevet; 3° les torches et les cierges offerts, hors des funérailles, en haut, au-dessus de l'image de la Vierge, où sont suspendues les chemises, près du pupitre où se chante l'évangile; 4° toutes les chandelles offertes dans l'église; 5° l'ivoire et les fils d'or ou d'argent; mais les cœurs d'or et d'argent devaient être partagés également entre l'évêque et la fabrique. Les chéveciers devaient donner une chandelle à chaque chapelain pour la célébration de la messe dans sa chapelle. Les cierges mis dans des candélabres, au-dessous des gradins du grand autel, dans la partie inférieure, et non dans la partie supérieure, sur les tombes des morts, pour la célébration de leurs anniversaires, appartenaient au chapitre, pour être donnés aux chanoines, aux prêtres de Paris et aux vicaires desservant le grand autel, soit qu'ils fussent présents ou absents; mais si les cierges étaient fournis par le chévecier, il les reprenait. Quant aux torches et au luminaire employés aux obsèques du pape Jean XXII et du chancelier Guillaume de Sainte-Maure, soit que le corps ait été présent, soit qu'il ait été seulement représenté, s'ils avaient été placés sur la penne, dans le chœur ou hors du chœur, ou dans une autre partie quelconque de l'église, et s'ils n'avaient pas été attribués expressément à l'évêque, le chapitre devait les revendiquer, pour les partager entre les chanoines, les prêtres et les vicaires desservant le grand autel, présents ou absents. Mais il fut sursis, faute de renseignements suffisants, au règlement du luminaire dont il était d'usage d'orner l'église Notre-Dame, les jours que les fils des rois ou des barons étaient armés chevaliers. Le même acte

régla les droits de l'évêque et ceux du chapitre, dans l'île Saint-Louis, sur le produit des blanchisseries de toiles, des pâturages, etc., et sur la juridiction de l'île [1].

Juridiction ecclésiastique du chapitre.

44. Nous avons vu que les églises de Saint-Merry, du Saint-Sépulcre, de Saint-Benoît et de Saint-Étienne-des-Grés, étaient placées dans la dépendance du chapitre de Notre-Dame, et qu'elles étaient appelées ses quatre filles [2].

L'église de Saint-Merry fut cédée, vers 1005, au chapitre par l'évêque Renaud, qui renonça, tant en son nom qu'au nom de son archidiacre, à toute juridiction sur cette église, et n'exigea plus d'elle aucun service ni d'autre redevance que des eulogies [3]. Sept chanoines y remplirent alternativement les fonctions curiales, jusqu'à ce que le chapitre y eût institué, en 1219, une espèce de curé, sous le nom de *plebanus canonicus* [4]; celui-ci porta ensuite le titre de chévecier [5], et fut tenu d'assister aux synodes de l'évêque [6]. Le service, étant fort relâché dans cette église, y fut réformé en 1271 [7]. Tous les chanoines de Saint-Merry étaient à la nomination du chapitre de Notre-Dame, auquel ils prêtaient serment de fidélité, et juraient en même temps de faire résidence et de recevoir la prêtrise lorsqu'ils auraient cure d'âmes [8].

La confrérie du Saint-Sépulcre avait fondé, dans la rue Saint-Denis, une église qui dépendait de Notre-Dame, parce qu'elle était bâtie sur la terre de Saint-Merry [9]. D'après un accord fait entre l'évêque et le chapitre, et confirmé par une bulle du pape

[1] III, 267. Voy. aussi l'arrêt du parlement de Paris, du 7 avril 1399 (III, 284); et, pour les droits respectifs de l'évêque et du chapitre dans l'église Notre-Dame, une sentence arbitrale du 8 février 1283 (II, 483).

[2] P. XCII.

[3] I, 317.

[4] I, 403.

[5] II, 388, 509.

[6] I, 202; II, 484.

[7] II, 424.

[8] I, 459; III, 411 et 412.

[9] III, 421.

Jean XXII, la juridiction spirituelle de l'église du Saint-Sépulcre, l'institution et la destitution de ses dignitaires furent attribuées au chapitre [1]. Un autre acte, du 27 avril 1330, régla les droits des curés de Paris au sujet des enterrements qui avaient lieu dans le cimetière de la confrérie [2]. Les chanoines, institués dans leur église, furent attachés au chœur et soumis au chapitre de Notre-Dame, auquel ils juraient respect et obéissance [3].

L'église de Saint-Benoît-le-Bestourné, nommée auparavant de Saint-Bache ou Bacque, fut donnée aux chanoines de la cathédrale par le roi Henri Ier, avec celles de Saint-Étienne, de Saint-Julien et de Saint-Séverin [4]. Elle est appelée membre de l'église Notre-Dame, dans un acte de l'an 1171, passé entre elle et les hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour le règlement de leurs droits respectifs [5]. Elle avait des chanoines, qui étaient institués par le chapitre de Notre-Dame, auquel ils prêtaient serment de fidélité : leur chef prenait le titre de prêtre et chévecier [6].

Les chanoines de Saint-Étienne-des-Grés étaient soumis à la même juridiction. Comme ils résidaient peu dans leur église, et que le service s'y faisait mal, personne n'étant chargé d'ouvrir et fermer les portes, de sonner les cloches, de garder les livres, les ornements et les autres choses de l'église, le chapitre de Notre-Dame y institua, en 1251, un chévecier, auquel il confia ce soin [7], et dont les devoirs furent réglés plus tard par un statut capitulaire de l'an 1270 [8]. L'évêque Simon de Bucy reconnut, en 1291, n'avoir aucun droit sur cette église [9], dont les chanoines prêtaient serment de fidélité et obéissance aux doyen et chanoines de la cathédrale [10].

[1] III, 248.
[2] III, 254.
[3] III, 422. Leur serment est rapporté, III, 444.
[4] I, 272.
[5] II, 531.
[6] II, 531, et I, 459.
[7] II, 439.
[8] II, 447.
[9] II, 494.
[10] III, 444.

La juridiction spirituelle du chapitre de Notre-Dame s'étendait aussi sur les églises de Saint-Jean-le-Rond, de Saint-Denis-du-Pas, et de Saint-Christophe, sur l'Hôtel-Dieu et sur la chapelle de Saint-Agnan.

L'église de Saint-Jean-le-Rond servait primitivement de baptistère à la cathédrale, près de laquelle elle était située. Elle était desservie par deux prêtres à la nomination et à la révocation du chapitre. Ceux-ci avaient la charge des âmes des domestiques des chanoines et des sergents fieffés de l'église de Paris [1]; ils ensevelissaient les chanoines décédés, et célébraient leurs anniversaires. En 1124, l'évêque Étienne de Senlis transporta ces anniversaires aux chanoines de Saint-Victor, et, pour indemniser les deux prêtres de Saint-Jean, leur accorda une prébende dans l'église cathédrale, à condition, toutefois, qu'ils continueraient de porter le titre de chanoines de Saint-Jean et d'être nommés et révoqués par ceux de Notre-Dame [2]; du reste, ils avaient part aux mêmes distributions que ces derniers [3], et étaient généralement tenus aux mêmes offices [4].

Les chanoines de Saint-Denis-du-Pas obtinrent, en 1183, du pape Lucius III, la confirmation de leurs possessions [5]. Ils devaient être prêtres, desservir tour à tour leur église, qui porta d'abord le titre de chapelle, et remplir en même temps, à l'église de Notre-Dame, les mêmes devoirs que les chanoines de cette église [6].

En 1097, l'église de Saint-Christophe fut cédée au chapitre par l'évêque Guillaume [7]. Elle avait deux prêtres chargés d'avoir soin des pauvres de l'hôpital du même nom, auquel elle était unie. Pendant que l'un d'eux la desservait durant une semaine, l'autre assistait aux offices de la cathédrale, et alternativement [8].

[1] I, 458.
[2] I, 334.
[3] I, 408.
[4] III, 364, 409, 446.
[5] II, 501.
[6] I, 458, III, 364, 409, 443, 446.
[7] I, 305.
[8] I, 459.

L'hôpital de Saint-Christophe appartenait une moitié aux évêques de Paris, et l'autre moitié aux chanoines, lorsque l'évêque Renaud céda sa portion à ceux-ci, en 1006[1]. Cet hôpital, dont l'existence remonte au moins au temps de l'empereur Louis le Debonnaire[2], et qui servit d'abord de maison pour les pauvres, fut ensuite consacré uniquement aux malades, et devint l'Hôtel-Dieu.

Étienne de Garlande, archidiacre de Paris, ayant bâti une église attenante à ses maisons, la dota de deux clos de vigne, et y établit, avec l'approbation de l'évêque Girbert, deux chanoines prêtres, qui devaient être à la nomination et dans la dépendance du chapitre de Notre-Dame. La prébende qu'il possédait fut partagée en deux, et servit à faire les prébendes de ces chanoines, qui reçurent la même constitution que les chanoines de Saint-Jean-le-Rond[3]. En 1134, Louis le Gros approuva la donation des fonds de terre qui leur avait été faite par Étienne de Garlande, et ne s'y réserva que dix-huit deniers de cens[4].

Le chapitre de Notre-Dame avait aussi la collation de plusieurs cures du diocèse de Paris ; on en trouvera les noms dans les trois pouillés que nous avons publiés.

En 1105, le pape Pascal II lui accorda le droit d'interdit et d'excommunication[5], dont les chanoines firent surtout usage pour la défense de leur temporel. Auparavant ils avaient besoin, chaque fois qu'ils voulaient prononcer des sentences de ce genre, d'en acheter de l'évêque l'autorisation. Vers l'an 1056, un chevalier, nommé Hugues, du donjon de Montreuil, dit Beauvoir, mourut excommunié par l'archevêque de Sens et par le chapitre de Notre-Dame, pour avoir violé l'engagement qu'il avait contracté avec ce dernier, et refusé de comparaître à la cour du prélat. Son corps, privé de sépulture, fut mis dans le creux d'un

[1] I, 225.
[2] I, 323.
[3] I, 328, 335, 337, III, 400, IV, 70.
[4] I, 268.
[5] I, 224.

arbre, et resta pendant trois mois exposé aux oiseaux de proie et aux bêtes fauves ; alors sa femme et ses parents conjurèrent les chanoines de leur permettre d'enterrer le corps du défunt, promettant de leur faire réparation du mal qu'il leur avait causé. Ils furent assignés par l'archevêque à l'orme du village d'Émont, et là, s'étant soumis aux conditions qu'on exigea d'eux, ils s'obligèrent à plusieurs payements, parmi lesquels on remarque celui d'une somme de neuf livres, en remboursement du prix que les chanoines avaient payé à l'archevêque de Sens pour l'excommunication du chevalier ; ensuite ils fournirent caution, dans une autre assemblée tenue au port de Tavers, sur la droite de la Seine (à l'ouest de Montereau), et purent enfin donner la sépulture à l'excommunié[1].

Administration des biens et de la justice du chapitre.

45. Le chapitre faisait administrer ses terres et la justice qu'il y possédait par des officiers de quatre ordres ou degrés différents, savoir : par des prévôts, des maires, des doyens et des sergents. Tous ces différents officiers sont quelquefois compris sous la dénomination générale de *servientes*[2]. Ainsi le prévôt de Viry est appelé *serviens* dans un acte de 1193[3] ; le doyen et le maire d'Orly, le maire de Mitry et le doyen de Mory, reçoivent également ce même titre, et leurs offices le nom de sergenteries, *serjentiæ*, dans des chartes de 1258 et 1263[4] ; et même la qualification de *servientes* est donnée, en 1222, aux artisans libres de l'évêque de Paris et à leur prévôt[5].

La prévôté, *præpositura*, était le territoire administré par le prévôt ; elle comprenait plusieurs villages, hameaux ou terres. Les prévôts avaient sous eux des maires, des doyens et des sergents[6].

[1] I, 331.
[2] III, 173.
[3] I, 234.
[4] II, 9, 10, 341.
[5] I, 122.
[6] I, 390.

L'office de maire était appelé mairie, *majoria*; celui de doyen, doyenné, *decanatus*, *decania*; celui de sergent, sergenterie, *serjantia*, *serjentia*, *sergenteria*, *sergentisa*. Ces noms sont aussi donnés aux territoires placés dans le ressort des mêmes officiers[1].

La propriété, d'après le principe germanique ou féodal, emportant avec soi l'autorité, les propriétaires étaient en même temps des magistrats; de sorte que les officiers institués dans leurs terres réunissaient le double caractère de fonctionnaires publics et d'intendants privés : c'étaient donc des administrateurs et des juges, aussi bien que des receveurs et des fermiers. A la rigueur, on pourrait même dire qu'il n'y avait pas de distinction à établir entre l'ordre public et l'ordre privé, et que ces deux ordres n'en faisaient qu'un. Les offices étaient tous uniquement publics ou uniquement privés, suivant le point de vue d'où on les considère. On ne connaissait, pour ainsi dire, pas d'autre propriété que la magistrature, et pas d'autre magistrature que la propriété. Le pouvoir, la justice, les redevances étaient aussi bien des institutions patrimoniales que des institutions civiles. En l'absence d'une administration centrale, les cens, par exemple, représentaient les impôts, par rapport au seigneur, qui lui-même représentait le souverain. Il est d'ailleurs douteux que, dans la barbarie du moyen âge, le gouvernement du peuple eût trouvé autre part plus de garanties que dans les intérêts de ses maîtres, et que la magistrature eût pu s'allier mieux qu'avec la propriété. L'imperfection du système politique répondait à la grossièreté et sans doute aussi aux besoins des temps.

La justice était donc un revenu, car elle rapportait généralement plus qu'elle ne coûtait, et ceux qui devaient la rendre devaient surtout en percevoir les produits. Outre qu'alors la connaissance des lois leur importait beaucoup moins et ne leur était

[1] L. c. Voy. aussi l'*Index général*, aux mots *Maires*, etc.

pas aussi nécessaire que celle de leurs droits, la législation générale était tellement simple et si peu sujette au changement, qu'elle s'apprenait, pour ainsi dire, toute seule, sans avoir besoin d'être enseignée ni même écrite. Il est vrai que les législations locales étaient diverses et compliquées, et que, se composant de coutumes traditionnelles, quelquefois modifiées par les seigneurs, elles sembleraient avoir exigé du magistrat une instruction particulière, acquise, soit par l'étude, soit par l'expérience. Toutefois cette instruction ne lui était pas indispensable, attendu qu'il se faisait assister, dans ses assises, de plusieurs notables du pays, qui lui servaient de conseillers, et décidaient les questions de droit, en déclarant quel était, sur tel point en litige, l'usage ou la loi de la terre. Il pouvait donc borner son rôle à diriger ou présider les débats, puis à pourvoir à l'exécution du jugement; c'était à ses assesseurs à être des praticiens ou des jurisconsultes. Ceux-ci siégeaient en même temps comme jurés, c'est-à-dire qu'ils étaient chargés de résoudre les questions de fait, et là devait être pour eux le plus difficile.

Si la loi ne changeait pas ou changeait peu, le droit se transmettait par contrat, par héritage ou autrement, sans laisser d'ordinaire aucune preuve visible permanente et authentique de cette transmission. Et lorsqu'il était contesté, il se vérifiait par le duel ou par les épreuves judiciaires. La cause se renfermait-elle dans une discussion de titres, à moins qu'ils ne fussent empreints de tels caractères d'authenticité que la sincérité n'en pût être niée sans scandale et sans risque, ils ne valaient qu'autant qu'ils étaient appuyés de la preuve testimoniale, c'est-à-dire du témoignage des personnes souvent mentionnées dans ces titres qui avaient assisté à l'acte de transmission. Il fallait donc, en définitive, procéder à des enquêtes. Au défaut de titres et de témoins survivants ou présents, la preuve de la longue possession était exigée, et des enquêtes avaient encore lieu. De là l'usage si fréquent de ce genre de procédure dans le moyen âge.

En matière criminelle, les juges avaient encore moins besoin d'être des jurisconsultes. Il s'était établi partout à peu près le même code pénal. La peine de mort, accompagnée souvent de supplices horribles, était prononcée contre la plupart des crimes et contre une multitude d'actions, mises au nombre des plus criminelles par la loi civile ou féodale, et par la loi ecclésiastique. Les autres peines, y compris la mutilation et les amendes, qui allaient souvent jusqu'à la confiscation [1], étaient généralement laissées à la discrétion du magistrat, surtout depuis l'abolition de la loi Salique et des autres codes des conquérants barbares. Ainsi l'administration de la justice exigeant peu de jurisprudence, les fonctions judiciaires pouvaient être facilement remplies par le seigneur ou propriétaire de la terre, et la juridiction se trouvait naturellement unie à la seigneurie ou à la propriété. Il ne faut donc pas nous étonner de voir les chanoines et les autres bénéficiers de Notre-Dame exercer, suivant l'usage du temps, la magistrature dans le ressort de leurs prébendes et de leurs bénéfices. Comme les pouvoirs n'étaient pas divisés, cette magistrature embrassait à la fois le pouvoir judiciaire, le pouvoir administratif et le commandement de ce qu'on peut appeler la force armée.

Des prevôts.

46. Nous avons vu que les prévôts de Notre-Dame étaient au nombre de douze, dans un acte qui peut remonter à Philippe Auguste, et nous avons rapporté les titres de leurs prevôtes [2]. C'étaient, en suivant l'ordre alphabetique des noms, les prévôts d'Andresy, Bagneux, Chatenay, Corbreuse, Creteil, Itteville, Ivry, Larchant, Mitry, Rozoy, Vernou et Viry en Vermandois [3]. Dans un autre acte de l'an 1269, il est fait mention de treize prevots ou gardes, qui sont ceux d'Andresy, Bagneux, Châte-

[1] Voy., par exemple, un acte de 12[illegible], II, 181.

[2] Voy. ci-dessus, p. cxvi.

[3] III, 400.

nay, Chevilly, Corbreuse, Épône, Itteville, Larchant, Mitry avec Mory, Orly, Rozoy, Sucy et Vernou[1]. Les noms de Créteil, Ivry et Viry de la première liste, manquent dans la seconde, et ceux de Chevilly, Épône, Orly et Sucy, de la seconde, manquent dans la première. La terre d'Épône et celle de Chevilly réunie à la terre de L'Hay figurent seulement sous le nom de prébendes dans le premier acte[2]. De là il résulte ou que les deux listes sont incomplètes, ou que le nombre ou les noms des prévôtés n'étaient pas invariables. En 1147, le chapitre réunit les deux prévôtés d'Épône et de L'Hay au fonds commun des biens destinés aux dépenses générales de l'église, et défendit de disposer désormais de ces prévôtés au profit particulier d'aucun chanoine[3]. C'est peut-être à cause de cette attribution spéciale qu'elles ne sont pas nommées dans le premier document, mais la mention qui en est faite dans le second prouverait que la décision du chapitre ne fut pas longtemps observée, quoiqu'elle eût été sanctionnée de l'anathème de l'évêque.

La charge de prévôt du chapitre ne pouvait être exercée que par un chanoine[4], et comprenait l'administration de plusieurs prébendes. D'après un règlement d'Eudes, évêque de Tusculum et légat du saint-siége, daté du 23 octobre 1245, et consenti par l'évêque de Paris et le chapitre, les fonctions prévôtales, à mesure qu'elles viendraient à vaquer, étaient rendues annuelles, et devaient être désormais remplies à tour de rôle par les prébendiers de la prévôté vacante, celui qui exercerait appliquant à son profit les revenus de la justice[5]. Ce règlement ne fut pas de longue durée, car un statut capitulaire, de l'an 1269, ordonna, comme nous l'avons vu[6], que le prévôt serait nommé par et parmi les prébendiers appartenant à la prévôté.

Si nous passons en revue les attributions des prévôts du cha-

[1] I, 468.
[2] III, 460 et 461.
[3] II, 360.
[4] III, 460.
[5] III, 228.
[6] Voy. ci-dessus, p. CXVI.

pitre, nous trouvons qu'ils avaient l'institution des maires de leurs prévôtés[1]; qu'ils avaient le droit d'arrêter et de mettre en prison[2], et que leurs prisonniers étaient confiés à la garde des habitants, au moins dans la prévôté de Rozoy[3], d'où les cahourcins ou usuriers étaient exclus[4]; qu'ils étaient juges, et possédaient, au moins dans la prévôté de Bagneux, la haute, la moyenne et la basse justice[5]; qu'ils tenaient des assises, et pouvaient au besoin requérir aide et assistance des habitants[6]; que les délits de pêche leur étaient particulièrement déférés[7], mais qu'il leur était défendu d'affermer et de vendre les revenus de la justice[8]; qu'ils donnaient l'investiture des censives et répondaient du payement des cens[9]; qu'ils avaient l'intendance des marchés[10]; enfin qu'ils recevaient les actes des particuliers[11]. D'un autre côté, ils étaient fermiers des chanoines et de leurs coprébendiers[12], et encouraient la peine de l'excommunication s'ils ne leur payaient pas leurs revenus[13]. Le prévôt de Vernou payait tous les ans au chapitre, pour sa prévôté, trente livres parisis, soixante sous provinois, un muid de blé et un muid d'avoine[14]. Les rentes et autres revenus des prévôts étaient généralement de même sorte, mais de valeur différente. Celui de Bagneux percevait quatre livres six sous, dix muids de vin, toutes les amendes de sa justice et d'autres droits casuels, mais il rendait soixante sous à l'œuvre des heures[15]. Lorsque leurs rentes ne leur étaient pas payées, ils pouvaient saisir les biens sur lesquels elles étaient assises[16]. Les prévôts de Rozoy et de

[1] I, 375.
[2] II, 142, 217.
[3] II, 142.
[4] II, 282.
[5] I, 463, 467, 468.
[6] II, 218.
[7] I, 281.
[8] I, 467, II, 236.
[9] I, 280, 281.
[10] I, 325.
[11] I, 444.
[12] I, 405, 409, 440, 444.
[13] I, 444.
[14] II, 235.
[15] I, 462, 463. Voy. aussi, pour Rozoy, II, 281.
[16] I, 280, 346.

Vernou étaient autorisés par le chapitre à défricher les bois de leurs prévôtés et à les mettre en culture sous certaines conditions[1]. Le prévôt de Vernou jouissait du tiers des produits des terres défrichées[2].

Les prévôts avaient leur résidence habituelle à Paris, où ils assistaient avec les autres chanoines aux offices de la cathédrale; mais ils devaient visiter plusieurs fois par an leurs prévôtés, pour y remplir les différents devoirs de leur charge[3]. Il leur était expressément défendu de la donner à ferme, et ils ne pouvaient s'en démettre que du consentement du chapitre[4].

L'évêque de Paris avait ses prévôts particuliers dans ses principales terres, par exemple, à Saint-Cloud, à Montjay, à Champeaux[5]. Leurs attributions paraissent avoir été les mêmes que celles des prévôts du chapitre[6]. Il en avait aussi un à Wissous; mais celui-ci était vraisemblablement d'un ordre inférieur, puisque c'était un habitant du village, et qu'il avait même été soumis, comme les autres, à la taille et aux corvées[7].

J'ai parlé suffisamment du prévôt de l'évêque à Paris[8]. Le chapitre avait, dans cette ville, un officier qui portait le titre de prévôt du Grand-Pont, et auquel appartenait toute espèce de justice sur les meuniers et leurs gens et sur les habitants du Grand-Pont, particulièrement sur ceux qui y possédaient des maisons et des surcens. Outre les produits de sa justice, il percevait cinq sous, et son sergent deux sous sur les cens du pont. De plus, à chacune des quatre fetes de Noël, de la Purification, de Pâques et de l'Assomption, il percevait un *rasel* ou un quart de setier de sel, cent œufs, un quarteron de poivre, six deniers et une obole parisis; enfin il jouissait encore d'autres menus droits, à d'autres fêtes et aux *stations* de plusieurs saints. Toutes ces

[1] II, 214, 215, 275, 276.
[2] II, 215.
[3] Voy. ci-dessus, p. CXVI.
[4] II, 235, 236.
[5] I, 80, 86, 94, 147, 172.
[6] I, 80.
[7] III, 173.
[8] Voy. ci-dessus, p. LXXXVIII.

redevances lui étaient payées *pro astis*[1], c'est-à-dire à titre d'épices, si je puis me servir de cette expression, l'*astus* étant un morceau de porc frais à griller.

Il y avait aussi dans l'église Notre-Dame des officiers qualifiés de prévôts, qui doivent être distingués de ceux dont il vient d'être question : ainsi le prévôt des matines[2], celui de la grande confrérie[3], celui du cens ou fonds commun du chapitre[4], étaient les chanoines placés à la tête de ces administrations particulières.

Des maires.

47. Les prévôts étaient investis de l'autorité supérieure dans leurs prévôtés ; les autres officiers institués dans ces espèces de districts peuvent être considérés comme leurs lieutenants ou leurs délégués, et comme participant de leur double qualité de fonctionnaires publics et d'intendants privés.

En général, il y avait, à ce qu'il paraît, plusieurs maires sous l'autorité d'un prévôt, et, par conséquent, plusieurs mairies dans une prévôté. Le chef-lieu de la prévôté était en même temps le siége d'une mairie et la résidence officielle et effective d'un maire. En effet, le prévôt résidant à Paris, il était nécessaire que l'officier placé immédiatement sous ses ordres fût établi au siége de la prévôté ; aussi voyons-nous, dans notre Cartulaire, que des maires résidaient à Andresy, Bagneux, Châtenay, Chevilly, et dans tous les autres chefs-lieux de prévôtés ; mais il y avait, en outre, des maires à *Ivenvilla*[5], Bourg-la-Reine[6], Gentilly[7], la Grange[8], Montgelard[9], Ormeaux[10], Rungis[11], Soisy[12], et autres lieux où nous ne voyons pas que des siéges de prévôtés aient été

[1] I, 160, 161 ; III, 457.
[2] III, 372 et suiv.
[3] II, 469.
[4] *Ibid.*
[5] I, 57.
[6] II, 123 ; IV, 26.
[7] III, 275.
[8] II, 375.
[9] II, 214, 237, 239 ; III, 359.
[10] II, 377.
[11] III, 358.
[12] III, 250.

jamais établis. A Viry en Vermandois, la prévôté et la mairie relevaient de deux seigneurs différents ; le chapitre de Notre-Dame y avait un maire, avec un doyen et deux forestiers, tandis que le prévôt dépendait de la comtesse de Saint-Quentin[1] ; mais le prévôt était obligé de protéger le maire et le doyen, et de respecter et maintenir leurs droits[2].

Les offices de maire et de doyen étaient vendus ou donnés à ferme par le chapitre. Le doyen de Sucy résigna son décanat, en 1267, pour acheter du chapitre la mairie du même lieu, moyennant quarante livres parisis[3]. En 1269, un nommé Guillaume Nicolas acheta la mairie d'Itteville, en promettant de faire sa résidence dans ce village[4]. Cependant le chapitre conféra gratis la mairie de Compans à un nommé Garnier, en 1267 ; mais, en même temps, il se réserva la faculté de le révoquer à sa volonté[5], quoique la charge de maire fût généralement à vie, sans toutefois être héréditaire[6]. Vers 1134, le maire de Rozoy fut pourvu de son office à vie, et non héréditairement ; il n'en pouvait être privé, même pour cause de forfaiture envers le chapitre, à moins qu'il ne refusât d'en faire amende. De plus, afin que ses forfaitures passées ne pussent servir de prétexte pour le destituer, le chapitre lui en fit complétement remise et pardon[7]. Vers 1189, le maire d'Andresy, qui avait été expulsé de la terre du roi et de celle du chapitre, à cause des crimes d'homicide, d'incendie et autres dont il s'était rendu coupable, fut, par la grâce et l'intervention de Philippe Auguste, remis provisoirement en possession des biens dont il avait joui, jusqu'à ce que le roi fût de retour de la croisade à laquelle il se préparait[8]. Le chapitre, après avoir mis en prison et destitué le maire d'Itteville, à cause

[1] I, 235.
[2] II, 328.
[3] II, 187.
[4] II, 369.
[5] II, 345.
[6] I, 283 et 284, 383 et 384 ; II, 45, 187, 237, 239, 332, 342, 371 ; III, 358.
[7] I, 383 et 384.
[8] II, 153.

de ses crimes, lui rendit son office, en 1153[1] : tant avait de force le principe de l'inamovibilité ! Longtemps après, en 1267, le maire du même village se trouva si obéré et si écrasé par ses charges, qu'il résigna sa mairie entre les mains des chanoines, à condition que ceux-ci payeraient ses dettes, montant à soixante-dix livres parisis[2]. En 1269, le maire de Viry, déterminé peut-être par les mêmes motifs, résigna sa mairie avec la jouissance d'un terrain situé dans le village, moyennant dix livres tournois, qu'il reçut du chapitre à titre d'indemnité[3]. Mais il ne faut pas oublier que les mairies étaient beaucoup plus alors des fermes que des magistratures. La mairie de Viry en Vermandois fut donnée à ferme, pour trois années, au prix de dix-sept livres parisis, payables tous les ans à Pâques[4]. Les mairies avaient d'autant plus de ressemblance avec des fermes, qu'elles paraissent avoir été possédées par des femmes : au moins des femmes sont-elles appelées mairesses, *majorissæ*, même après la mort de leurs maris[5].

Les maires étaient généralement pris dans la classe commune des habitants de la campagne, et souvent parmi les personnes de condition servile. Ainsi le maire d'Orly et celui de L'Hay, en 1153, étaient des serfs[6]. En 1259, le maire de Chevilly et L'Hay fut affranchi avec sa femme[7] ; le maire d'Ormeaux et sa femme le furent en 1267[8] ; en 1270, le maire de Sucy le fut de même avec sa femme et ses enfants[9]. Nous voyons, en outre, que les filles des maires de Vanvres et de Rozoy sont qualifiées de serves, et deviennent l'objet d'un échange entre les chapitres de Notre-Dame et de Sainte-Geneviève, en 1116[10] ; que le maire de Vitry épouse une serve en 1204[11] ; que le fils du maire de Wissous était serf et homme de corps de l'église de Paris, lorsqu'il se

[1] II, 371.
[2] II, 373.
[3] II, 327.
[4] II, [illegible].
[5] I, [illegible], II, [illegible], III, 100, etc.
[6] III, [illegible].
[7] II, 33.
[8] II, 377, § 17.
[9] II, [illegible], note 1.
[10] I, 447.
[11] II, [illegible].

maria, en 1226, avec la fille d'un chevalier, *miles,* laquelle n'en était pas moins femme de corps de la même église [1] ; et que les fils des maires de la Grange, en 1249, de Châtenay, en 1267, de Rozoy, en 1279, obtinrent du chapitre de Notre-Dame leur affranchissement [2]. D'un autre côté, le maire d'Andresy est reconnu pour être de condition libre, avec toute sa famille, par le roi Louis le Gros, en 1119 [3]; et, vers l'an 1134, la mairie de Rozoy est conférée par le chapitre à un nommé Raoul, comme à un homme libre : *Concessimus siquidem ei majoriam ut libero homini* [4]. Mais, dans ces deux derniers exemples, la liberté du maire paraît être plutôt inhérente à la mairie qu'à la personne, et résulter moins de la condition que de l'office.

Plusieurs mairies jouissaient, en effet, du privilége de conférer la liberté aux maires, et de les exempter de la taille. Telles étaient, par exemple, celles de Viry, en 1193 [5], de Mitry, en 1258 [6], d'Orly, en 1263 [7], et de Châtenay, en 1266 [8]. Toutefois les biens acquis par le maire d'Orly, après son installation, devaient payer la taille comme ceux des autres habitants [9]. Le maire de Bagneux n'était pas exempté de la taille par son office, en 1270 [10].

Il n'est pas facile d'évaluer exactement les revenus que les maires tiraient de leurs offices. Une grande partie se composait de droits éventuels, qui ne peuvent être appréciés même par approximation, tels que les amendes et les droits d'investiture, de bornage, de poids et mesures, etc. ; d'autres consistaient en produits naturels, dont la quantité ne nous est pas connue ; d'autres enfin ne sont pas clairement désignés ; enfin ils différaient et variaient dans chaque mairie. Les droits fixes du maire de Che-

[1] II, 132.
[2] II, 286, 375, 378, § 25
[3] III, 352 et 353.
[4] I, 383
[5] I, 235
[6] II, 342.
[7] II, 10.
[8] II, 114.
[9] II, 10
[10] II, 126 et 127.

villy et L'Hay ne sont portés, dans un acte de 1251, qu'à dix sous, qui vaudraient peut-être aujourd'hui cinquante-sept francs environ[1]. Le maire de Mitry percevait, en 1253, en raison de son office, un muid de blé, quatre setiers d'avoine, deux sous (environ six francs), deux chapons, plus le droit ordinaire sur les bornages et les droits d'investiture[2]. L'état des revenus de la mairie de Montgelard et Tavers comprenait, d'après un titre qui peut remonter au XIIIe siècle, savoir : deux muids de froment, à la grande mesure de Montereau, pour les terrages ; trois setiers d'orge et six sous, payables le lendemain de Noël ; cinq sous pour le menu cens ; le quart des lods et ventes, qui pouvait s'élever à neuf livres ; cent sous montant du produit de vingt arpents de terre, et dix sous pour la garde des vignes de Charmant[3] ; à quoi il faut ajouter les droits casuels qui ne sont pas mentionnés. Si nous additionnons les sommes payées en argent, nous arrivons au total de quinze livres neuf sous, valant aujourd'hui dix-sept cent soixante francs environ. Le reste ne peut être évalué par nous ; mais il est difficile, d'après cet aperçu, de porter à moins de trois mille francs de notre monnaie actuelle la valeur des revenus et des droits attachés à la mairie de Montgelard et Tavers, et vraisemblablement à plusieurs des autres mairies du chapitre de Notre-Dame.

Cette mairie de Montgelard et Tavers rapportait au chapitre vingt-cinq livres parisis, qui lui étaient payées tous les ans par le maire, suivant une charte de 1263[4], laquelle somme pouvait représenter deux mille huit cents francs d'aujourd'hui. Un acte du 15 février 1256 nous apprend que ce maire était en reste envers le chapitre, sur les comptes de son office ou sergenterie, de quarante-une livres quatre sous parisis, savoir : de trente livres quatre sous pour les termes échus, et de onze livres pour celui

[1] II, 45 et 46.
[2] II, 342 et 343.
[3] III, 359 et 360.
[4] II, 237

de la Pentecôte prochaine[1], c'est-à-dire pour le premier semestre de l'année 1256. Comme il est vraisemblable que le maire n'avait rien payé du semestre courant, puisqu'il devait encore plus d'un semestre passé, il y aurait lieu de croire que ces onze livres composaient le revenu du premier semestre; par conséquent, si le revenu de l'année entière était dès lors de vingt-cinq livres, celui du second devait s'élever à quatorze livres.

Outre les remises auxquelles les maires étaient obligés envers le chapitre, un statut capitulaire de 1168 leur prescrit de donner à l'Hôtel-Dieu, en prenant possession de leur office, un matelas, un oreiller et une paire de draps[2].

Les attributions publiques des maires sont tellement confondues avec leurs attributions domestiques, qu'il n'est pas toujours facile de les distinguer nettement les unes des autres. Cependant nous tâcherons de les exposer séparément, et nous indiquerons d'abord celles qui paraissent le plus appartenir à l'ordre privé.

Un acte de l'an 1253 oblige le maire de Mitry, lorsqu'il en recevra l'ordre, de se transporter sur son cheval dans les champs, à l'époque de la moisson, pendant deux et trois jours, ou plus, s'il est nécessaire, afin de veiller à l'enlèvement et à la conservation des blés[3].

Au XIVe siècle, le maire de Gentilly devait, avec le sergent, garder les prés, les viviers et la *justice,* c'est-à-dire les droits de l'évêque[4].

Le maire de Chevilly et L'Hay, en 1251, avait la perception de la taille et des autres redevances payables aux prébendiers du chapitre[5].

En 1259, celui de Rozoy percevait les formariages, dont il se réservait le tiers pour les profits de son office[6]. C'était chez le maire, en 1025, que l'avoué prenait le gîte annuel qui lui était

[1] II, 216.
[2] III, 439.
[3] II, 343.
[4] III, 275.
[5] II, 46.
[6] II, 282.

dû, à lui et à trente de ses hommes, par les habitants du même lieu. Il y prenait aussi le grain et le fourrage dont il avait besoin pour son cheval [1].

Les attributions suivantes participent plus de celles des fonctionnaires publics.

Lorsque les hôtes que le roi avait à Bagneux ne lui payaient pas les droits auxquels ils étaient obligés envers lui, le maire du chapitre de Notre-Dame, en 1118, les y contraignait, à la poursuite de l'officier du roi. Les amendes pour crimes d'homicide et d'incendie étaient payées par les mains du maire [2].

Les maires d'Itteville, en 1200, et de Chevilly et L'Hay, en 1251, avaient dans leurs attributions les investitures ou mises en saisine, les bornages, la garde des terres et la surveillance des poids et mesures [3]. Celui de Mitry, en 1253, faisait aussi les investitures et les bornages, mais seulement lorsqu'il en recevait l'ordre du chapitre. Il était en outre chargé des citations [4].

D'après un acte antérieur à 1208, toute la justice de Rozoy appartenait au maire [5]. A Senlis, ville de commune, le crime de sorcellerie était de la compétence de l'évêque, et non de celle du maire et des jurés, en 1282 [6].

Les maires encouraient quelquefois la responsabilité des crimes ou des contestations dont leurs mairies étaient le théâtre. Un meurtre ayant été commis à Bagneux, en 1244, et le chapitre ayant refusé de livrer au prévôt de Paris le coupable, qui avait été arrêté, le prévôt fit arrêter le maire; mais cette arrestation fut déclarée illégale par une sentence d'arbitres [7]. En 1246, le maire de Créteil fut arrêté chez lui et détenu en prison par un chevalier [8].

On peut conclure de ce qui précède que les maires étaient des

[1] I, 325.
[2] I, 257.
[3] I, 280 et 281, II, 45 et 46.
[4] II, 342 et 343.
[5] I, 289.
[6] III, 341.
[7] II, 395 et 397.
[8] II, 182.

officiers publics chargés à la fois de la justice, de l'administration, de la police et des finances; en un mot, qu'ils réunissaient en leurs mains tous les genres de pouvoir, mais pour les exercer dans une sphère peu étendue. Un acte de l'an 1260 nous fournit sur ce point des renseignements détaillés et curieux, qui serviront à compléter cet article : c'est une enquête faite par deux chanoines, délégués du chapitre de Notre-Dame, ayant pour objet de régler les droits et les usages, les revenus et les redevances de la mairie d'Orly, d'après la coutume générale des autres mairies de l'église.

Après avoir déclaré que celui qui est maire, *major*, par le nom, l'est aussi de fait par sa dignité, relativement au doyen, les commissaires énumèrent les différentes attributions de cet office. Le maire d'Orly, disent-ils, reçoit, en l'absence du prévôt, la demande ou la plainte, à l'origine du litige; si le prévôt est présent, il les reçoit avec lui, et fait faire les citations par le doyen. Il expédie, selon le droit, les causes dans lesquelles les faits sont reconnus et avoués par les parties. En cas de contestation, il ajourne les parties devant le prévôt, qu'il a toujours le droit d'assister dans toutes ses assises, comme représentant du chapitre. Les amendes et les cautions, avec tous les genres de preuves et de serments, sont reçus entre les mains du maire, comme entre celles du sergent, soit en l'absence, soit en la présence du prévôt. Si quelqu'un est arrêté pour vol, homicide, ou pour toute autre cause, quelle qu'elle soit, il doit être d'abord amené devant le maire par ceux qui l'ont arrêté, puis conduit en prison, sur l'ordre du maire, soit par eux, soit par d'autres hommes du village, lorsque cela est nécessaire. Dans ce cas, le maire donne mandat au doyen de mettre le détenu en prison ou de le tenir en sa garde. De même, si quelqu'un est condamné au pilori, à la mutilation ou à la peine capitale, le maire charge le doyen de l'exécution du jugement, tel qu'il a été rendu par lui, suivant l'avis des jurés. Pour les opérations de

bornage, le maire a et perçoit les droits accoutumés. Quant aux amendes, il n'en perçoit rien, à moins qu'elles ne soient au profit du prévôt; et alors le maire peut exiger sa part, lors même que le prévôt renonce à la sienne. Il perçoit également les amendes qui sont encourues, toutes les fois que les gages déposés en ses mains pour ajournements relatifs à des causes dont les faits ont été reconnus et avoués, n'ont pas été retirés à temps. En ce qui concerne l'institution des gardes champêtres, on ne change rien, par rapport au maire, aux usages du pays. Dans les reconstructions ou réparations des bâtiments du chapitre, les vieux bois qui ne peuvent servir qu'à faire du feu appartiennent au maire. Les autres droits et coutumes dont les anciens maires d'Orly ont joui ne doivent d'ailleurs recevoir aucune atteinte, et le prévôt est tenu de les respecter[1].

Ajoutons que les maires prenaient souvent à ferme ou à cens les biens du chapitre[2].

Des doyens.

48. Des doyens étaient institués à peu près dans tous les lieux où il y avait des maires, par exemple : à Saint-Cloud, dès 1040[3]; à Vernou, dès 1067[4]; à Viry, en 1115 et 1193[5]; à Epône, vers 1120[6]; à Vitry, en 1170[7]; à Orly, en 1173[8]; à Andresy, en 1186[9]; et, dans le XIII[e] siècle, à Bagneux, Châtenay, Chevilly, Corbreuse, Créteil, Itteville, etc.[10] Toutefois, nous devons faire observer, au sujet de la mairie de Mitry, qui comprenait les villages de Mitry et Mory, que le maire résidait à Mitry, et le doyen à Mory[11].

Les attributions du doyen ne sont pas spécifiées dans notre

[1] II, 16-18.
[2] I, 382, etc.
[3] I, 79 et 80.
[4] III, 352.
[5] I, 235, 307.
[6] I, 382.
[7] I, 49.
[8] II, 9.
[9] III, 385.
[10] II, 34, 144, 192, 313, 370, 340, etc.
[11] II, 344.

Cartulaire. Nous y voyons seulement qu'il faisait les citations en justice, comme nous l'avons rapporté dans le chapitre précédent; qu'il avait la garde des prisonniers, particulièrement des voleurs, et qu'il était chargé de l'exécution des jugements prononcés contre eux[1]. Ses fonctions l'exposaient quelquefois à des outrages de la part des habitants ou des hôtes de sa décanie. Ainsi le doyen de Rozoy fut battu par un hôte du même lieu, et l'hôte fut cité devant le chapitre pour ce fait, et retenu en prison parce qu'il refusait de se reconnaître homme de corps du chapitre[2].

Les doyens étaient généralement pris parmi les habitants du pays, et, par conséquent, d'ordinaire dans la classe des personnes de condition servile. Aussi étaient-ils compris dans les affranchissements accordés par le chapitre à ses hommes. En 1255, le doyen de Wissous fut affranchi avec les autres habitants[3]; toutefois il est expliqué, par une charte subséquente de l'an 1275, que, du moment où il avait été institué par l'évêque, il était libre de sa personne et de ses biens, et exempt de la taille et des corvées, excepté pour les biens qui lui proviendraient, dans la suite, de succession, donation ou autrement[4]. Un acte de l'an 1263, concernant le doyen d'Orly, contient à son égard des dispositions analogues. Nous y lisons qu'il était libre et franc, en vertu de son office et conformément au droit du chapitre de Notre-Dame, et que, s'il avait été affranchi récemment avec les autres hommes d'Orly, ce fait ne devait pas tirer à conséquence pour l'avenir[5]. En 1193, le doyen de Viry est déclaré exempt de la taille et des autres prestations générales, excepté pour les terres qu'il pourrait acquérir et qui seraient déjà soumises à ces coutumes[6]. Celui de L'Hay et Chevilly est exempté de la taille

[1] III, 469.
[2] II, 288.
[3] III, 139.
[4] III, 173 et 174.
[5] II, 10. Le fils du doyen d'Orly fut affranchi en 1267, II, 377, § 14.
[6] I, 235

et des autres redevances communes, en 1259[1], et celui de Châtenay de même, en 1266 ou 1267[2]. Néanmoins il est dit, dans une charte de 1258, que le doyen de Mory n'était pas affranchi par son décanat de l'obligation de payer la taille[3].

L'office de doyen s'acquérait à prix d'argent, comme nous l'apprenons de la charte de 1259, précédemment citée, où il est fait mention de la vente du décanat de L'Hay et Chevilly, conclue par le chapitre, moyennant le prix principal de soixante-quinze livres parisis, à payer par le nouveau titulaire[4].

Quelquefois le doyen résignait son décanat pour acheter la mairie; et c'est ce que fit le doyen de Sucy, en 1267[5].

Au reste les doyens, de même que les maires, prenaient ou recevaient à cens les biens du chapitre[6].

Des sergents.

49. Les attributions des sergents du chapitre sont à peu près du même genre que celles des maires et des doyens, et sont encore moins clairement définies. Le sergent de Marnes est le seul mentionné comme étant investi d'une véritable magistrature. Il était le juge naturel des habitants, à l'exclusion du prévôt de Saint-Cloud; il connaissait de tous les cas jusqu'à celui de duel, qui excédait sa compétence, et qui devait être porté à Saint-Cloud devant la cour de l'évêque de Paris. Il y avait, en outre, incompatibilité entre la charge de prévôt de Saint-Cloud et la sienne. Le mesurage des grains et du vin dus à l'évêque faisait partie des devoirs de son office[7].

A Vernou, en 1269, la charge de garder les prisonniers et de faire les citations constituait une sergenterie, qui était révocable

[1] III, 469.
[2] II, 114.
[3] II, 341 et 342.
[4] III, 469.
[5] II, 186 et 187.
[6] I, 382; II, 9, 192, 370, 540; IV, 106, 139.
[7] I, 79 et 80.

à la volonté du chapitre et qui obligeait le titulaire à la résidence[1].

Il est question d'une sergenterie instituée à Épône, et désignée sous le nom de *crierie*, lequel répond sans doute à celui de *criée*. L'officier qui en était investi était vraisemblablement le crieur public chargé des proclamations et criées particulièrement nécessaires dans les ventes et adjudications forcées[2]. Son office, après avoir été uni à la mairie, en fut détaché dans l'année 1260, en faveur du fils du maire, comme nous l'avons vu précédemment. Le nouveau titulaire reconnut qu'il ne le tenait pas à titre héréditaire, et promit de faire sa résidence à Épône[3].

En 1266, la mairie et la sergenterie de Viry étaient possédées par la même personne, qui prit l'engagement de les résigner à la première réquisition du chapitre[4].

L'année suivante, le doyen de Sucy résigna son décanat et la sergenterie attachée à ce décanat, pour acheter la mairie[5].

A Itteville, en 1200, le sergent était receveur des cens du chapitre, et avait le droit de saisir les terres des censitaires qui ne payaient pas leurs cens ou leurs amendes[6].

Le sergent ou les sergents de Chevilly et L'Hay faisaient le compte des gerbes pour la levée de la dîme, en 1259[7].

Au reste, comme nous en avons déjà fait la remarque, le nom de *serviens* était souvent donné aux officiers ou préposés subalternes en général, et même au maire et au doyen. Dans une de nos chartes, de l'an 1291, l'office d'un garde forestier est appelé *sergenteria*, et nous y voyons qu'il lui fut ôté en punition d'un faux serment[8]. En 1275, le prévôt laïque, le receveur du cens, *censuarius*, et le doyen de Wissous, sont dits sergents de l'évêque

[1] II, 233.

[2] Il y a un edit de Henri II, du 3 septembre 1551, qu'on appelle l'edit des Criees.

[3] II, 358.

[4] II, 327.

[5] II, 187.

[6] I, 280.

[7] II, 33.

[8] III, 442.

et exempts de taille et de corvées durant leurs fonctions, excepté pour les biens qu'ils pourraient acquérir après leur installation [1]. Dans un acte de 1260, il est fait mention d'un libre ou franc sergent de l'évêque, dans la sergenterie des cercles ou de la cerclerie, *in sergenteria sive ministerio circulorum sive circulariæ*. C'était un citoyen de Paris, *civis Parisiensis*, qui exerçait la profession de cerclier ou tonnelier, au nom de l'évêque, et qui la résigna en présence de l'official de l'évêque et de l'official du grand archidiacre, en renonçant également aux droits et franchises dont il jouissait [2].

Un autre franc sergent, dépendant du chapitre, ayant été excommunié par l'official de Paris, celui-ci, en 1327, révoqua la sentence d'excommunication, en reconnaissant qu'elle avait été prononcée sans droit de sa part, le sergent n'étant soumis qu'à la juridiction capitulaire [3].

Les sergents auxquels des terres étaient données en fief avec leurs offices étaient appelés sergents fieffés. D'après un acte de l'an 1186, les sergents fieffés de l'église devaient venir à Paris toutes les fois qu'ils étaient cités par le chapitre [4]. En 1248 ils jouissaient de l'exemption de la taille du roi pour les ventes des denrées du chapitre ou de l'église de Notre-Dame, mais non lorsqu'il s'agissait d'autres ventes [5].

Le chapitre avait près de lui, pour son service et pour l'exercice de sa juridiction ou de son autorité, un certain nombre de sergents divisés en deux classes : les grands sergents ou les sergents ordinaires, mentionnés au nombre de onze, dans un titre du livre des *Serments*, et les petits sergents, *minores servientes*, qui recevaient un denier chacun à chacune des neuf antiennes de Noël, en sus de ce qu'ils recevaient aux *stations* [6].

Les nouveaux maires, à leur installation, donnaient un lit à

[1] III, 173 et 174.
[2] III, 300.
[3] III, 443.
[4] I, 398.
[5] II, 396.
[6] III, 464.

l'Hôtel-Dieu, et payaient un droit de quatre sous à chacun des deux camériers chanoines et au sénéchal, et deux sous à chacun des onze sergents. Les nouveaux sergents, de leur côté, devaient huit sous aux camériers[1].

Les prèvôts, les maires, les doyens, les sergents fieffés et non fieffés, les gardes du cloître prètaient serment au chapitre, suivant les formules transcrites dans le Cartulaire[2].

De l'administration des fonds généraux de Notre-Dame.

50. Les revenus affectés au service général de l'église de Paris se divisaient en plusieurs fonds, destinés à pourvoir chacun à des dépenses distinctes. Ils étaient répartis entre un certain nombre de bureaux ou de caisses, administrés par des comptables particuliers.

Les bureaux étaient au nombre de sept principaux, selon un statut capitulaire de l'année 1269, qui distingue sept espèces de comptes, non compris celui du mandé, savoir : le compte du vin, qui devait être clos le lendemain de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste, 25 juin; celui du pain, dont la clôture se faisait la veille de la Saint-Barthélemy ou le 23 août; celui des heures, la veille de la Saint-Simon et Saint-Jude, 27 octobre; celui des matines et des anniversaires, le lendemain de la Saint-Martin d'hiver, 12 novembre; celui de la chambre, la veille de Saint-Thomas, apôtre, 20 décembre[3]; celui des anniversaires forains, le jour précédent, c'est-à-dire le 19 décembre; celui des deniers du chapitre, le samedi avant le dimanche d'*Oculi*, c'est-à-dire avant le troisième dimanche de carème. L'époque des règlements des comptes était avancée ou reculée d'un jour lorsqu'elle tombait un dimanche[4]. Les quatre premiers comptes se réglaient

[1] III, 439, 461.
[2] I, 460; III, 412.
[3] II, 478.
[4] III, 365.

dans autant de chapitres généraux, dont nous avons parlé précédemment[1].

D'après un acte de l'an 1239, la somme employée aux distributions de vin, faites tant aux chanoines qu'à d'autres personnes, montait à cent soixante-une livres treize sous quatre deniers. Comme elle était perçue par les chambriers en divers lieux et à différentes époques, et que ce mode de perception engendrait des retards dans les distributions, le chapitre déchargea la chambre de ce service, et le remit à deux chanoines ou autres, qu'il se réserva d'élire tous les ans[2].

Le fonds destiné aux distributions du pain, et particulièrement à celles du pain de la quadragésime ou du carême, fut institué ou au moins augmenté, en 1124, par Étienne de Senlis, évêque de Paris, qui affecta une rente de plusieurs muids de blé à la fabrication de pains à distribuer tous les jours, depuis le mercredi des Cendres, aux chanoines ayant leurs maisons dans le cloître de Notre-Dame[3]. L'année suivante, le doyen Bernier ajouta un muid de blé à cette dotation[4]. Plus tard, un nommé Albert y consacra une somme de dix livres[5].

Le service des heures de jour avait une allocation distincte du service de l'heure de matines. Il était confié à un officier particulier appelé *horarius*[6] ou *officiarius horarum*[7], chargé de recevoir et de distribuer les fonds destinés aux chanoines et souvent aux autres gens d'église qui assistaient aux offices des heures. Dans un règlement capitulaire du mois de février 1227, le compte de l'heure de matines paraît confondu avec celui des autres heures. Il y est alloué quatre deniers par jour à tous les chanoines de Notre-Dame qui assisteront à trois des heures suivantes, savoir : aux matines de la Vierge, avec les laudes des

[1] Voy. ci-dessus, p. cv
[2] II, 445.
[3] I, 333; IV, 62.
[4] II, 68.
[5] IV, 16.
[6] IV, 18, 135.
[7] IV, 187.

morts; aux laudes des morts seulement, quand il n'y aura pas de matines de la Vierge; à l'heure de prime; à la messe du matin, quelle qu'elle soit, lorsqu'il ne sera pas fait une autre distribution d'argent aux chanoines; à l'heure de tierce; à la procession du dimanche, hors de l'église; à la grand'messe de tous les jours; à l'heure de sexte; à celle de none; à vèpres; aux vigiles des anniversaires, où il n'y aura pas d'autre distribution d'argent aux chanoines; enfin à complies. Deux chanoines de Saint-Jean-le-Rond étaient admis à cette distribution. Le doyen et le chantre avaient double part, selon l'usage ordinaire[1].

Le fonds des matines était séparé de celui des autres heures, au moins depuis l'année 1275. Nous avons, en effet, le compte de la recette et des dépenses, rendu le 10 juillet de cette année, par Pierre de Chelles, clerc et prévôt des matines, aux chanoines Geoffroi, doyen, Garnier, archidiacre, et maître Robert de Bretencourt, concernant les distributions faites aux clercs des matines. La somme totale portée à la recette est de deux cent dix-neuf livres trois sous un denier, et à la dépense, de deux cent dix-sept livres douze sous cinq deniers. Mais il paraît y avoir des erreurs dans le calcul. La valeur du jeton de présence, comme nous dirions aujourd'hui, était de quatre ou de six deniers[2]. Le compte de l'année 1276, rendu par Ives de Châteaufort, prévôt des clercs des matines, porte sa recette à deux cent seize livres treize sous dix deniers et une obole, et sa dépense à deux cent trente livres huit sous quatre deniers parisis. Le même, dans son compte de l'année suivante, arrète le chiffre de la recette à deux cent vingt livres dix-huit sous cinq deniers et une obole, et celui de la dépense à deux cent trente livres seize sous un denier[3]. L'officier chargé des distributions des matines est

[1] I, 408.
[2] III, 372.
[3] III, 375.

appelé *matutinarius,* dans un document postérieur à la canonisation de saint Louis[1].

Quoique le statut capitulaire de 1269 réunisse en un seul compte celui des matines et celui des anniversaires, il résulte néanmoins de plusieurs actes, et particulièrement des textes cités au paragraphe précédent, que ces comptes ont été quelquefois séparés. Les donateurs et bienfaiteurs de l'église de Paris étaient associés aux prières de cette église pendant leur vie et après leur mort. Des messes étaient annuellement célébrées pour eux, et chaque anniversaire donnait lieu à des distributions de deniers en faveur des ecclésiastiques assistants. Le règlement de ces distributions et la gestion des biens et revenus consacrés à y pourvoir constituaient un office particulier, quand cet office n'était pas confondu avec celui des matines. Il y avait aussi un compte pour les anniversaires forains, c'est-à-dire, autant que j'en puis juger, pour les anniversaires des personnes, soit ecclésiastiques, soit laïques, qui n'appartenaient en aucune manière au clergé de Notre-Dame.

L'administration des possessions, des rentes et autres revenus de la chambre, *camera*, devait être une des plus importantes des administrations concernant les fonds généraux de l'église[2]. Elle embrassait toutes les matières qui sont du ressort de ce qu'on appelle aujourd'hui la fabrique, et en particulier le service des stations, dont nous parlerons tout à l'heure. Les chambriers étaient annuels et au nombre de deux. Mais aucun chanoine n'ayant consenti à remplir cette fonction, le chapitre, par une délibération du mois de février 1249, désigna deux chanoines pour procéder au choix de deux chambriers à prendre dans son sein, et prononça une amende de dix livres parisis contre celui qui, sans exemption ou excuse légitime, refuserait d'exercer

[1] IV, 71.

[2] Voy., pour les textes, l'*Index général*, aux mots *Camera* et *Camerarius*.

l'office de chambrier. Les deux titulaires devaient, en sortant de charge, élire leurs successeurs pour l'année suivante ; mais l'emploi n'était conféré qu'à tour de rôle, et nul ne pouvait être contraint de l'accepter qu'à son tour venu. Le traitement des deux camériers était de quatorze livres parisis, non compris les droits d'usage. Si l'un d'eux mourait ou obtenait une dispense, l'autre titulaire choisissait son remplaçant. Enfin, celui qui n'obéirait pas à ce réglement serait privé des stations et distributions quotidiennes jusqu'à ce qu'il se fût soumis [1].

Dans un acte de l'an 1269, il est fait mention d'un chambrier laïque, qui remplissait les fonctions de juge pour le chapitre. Il s'agissait d'un cas de duel, pour fait de blessure. Les *coups du chapitre,* dont il est question dans le texte, sont les premiers coups portés dans le duel, ordinairement appelés *coups du roi* [2].

Le compte des deniers du chapitre comprenait les sommes distribuées, à titre de droit de présence, aux chanoines qui assistaient aux assemblées capitulaires, soit générales, soit particulières. Nous avons assez fait connaître précédemment le règlement qui fut arrêté à ce sujet, pour n'avoir pas besoin d'y revenir ici [3].

Le mandé, *mandatum,* était une cérémonie très-ancienne dans l'église de Paris. Elle consistait à laver, tous les jours de carême, dans le réfectoire des chanoines, les pieds à plusieurs pauvres, auxquels on distribuait ensuite du pain, du vin et d'autres aliments, ou quelques pièces d'argent. D'abord, il n'y eut que deux pauvres appelés à cette cérémonie ; ils étaient choisis parmi les clercs. Ensuite l'évêque Eudes de Sully fit une fondation par laquelle cinquante pauvres y furent admis, mais le jour du jeudi-saint seulement. Une rente d'un muid de blé, assise sur ses revenus d'Herblay, était affectée à cette fondation. Puis, peu de temps après la mort d'Eudes, en 1208, le chapitre, sur la pro-

[1] II, 443.
[2] III, 433.
[3] Voy. ci-dessus, p. CIII

position de Hugues Clément, doyen, compléta l'institution du mandé, en ordonnant, par un acte capitulaire, qu'à partir du premier lundi après le dimanche *Invocavit me*, c'est-à-dire après le premier dimanche de carême, jusqu'au jeudi-saint, à l'exception des dimanches, les ministres du maître-autel, savoir, le prêtre, le diacre et le sous-diacre, laveraient, chaque jour, dans le réfectoire, les pieds à treize pauvres, qui seraient reçus par le semainier, ou, si le semainier était soit moine soit régulier, par le sous-chantre. Le sous-chantre, appelé proviseur du mandé dans plusieurs titres du XIII[e] siècle[1], ou, en son absence, le maître des enfants de chœur, devait présider à la cérémonie, et distribuer quatre deniers à chacun des treize pauvres, auxquels il baisait les mains; quatre deniers à chacun des trois ministres du maître-autel; deux deniers à chacun des trois enfants de chœur qui les assistaient, et un denier à chacun des deux serviteurs ou servants chargés de préparer l'eau. Le chapitre maintint d'ailleurs l'ancienne institution relative aux deux pauvres clercs du carême et aux cinquante pauvres du jeudi-saint, et assigna, pour le service des distributions prescrites, des fonds qui devaient être administrés par le sous-chantre[2].

Vers 1260, Eudes de Garlande, archidiacre de Notre-Dame, ajouta au fonds du mandé un capital de trente livres parisis, à convertir en rente, pour subvenir aux distributions des quatre premiers jours de carême, dont il fut le fondateur[3]. Il y eut encore beaucoup d'autres dispositions et donations du même genre, dont on trouvera le détail dans le Cartulaire. On y trouvera aussi une description générale des revenus du mandé, faite au XIII[e] siècle[4].

Des stations.

51. Un fonds très-considérable était consacré au service des

[1] III, 390.
[2] I, 139-142; IV, 5, 6 et 108.
[3] IV, 163.
[4] III, 386 et suiv.

stations. On appelait *stations*, des repas ou des distributions d'aliments, consistant d'ordinaire en chairs de porc, de bœuf, de mouton, en poules, en pain, en gâteaux et en vin. Elles se faisaient à certaines fêtes ou époques de l'année; mais, dès le XIIIe siècle, la plupart avaient été converties en argent.

D'après un acte du mois de juin 1230, qui contient un règlement sur cette matière, dix-neuf stations principales étaient instituées dans l'église de Paris. L'évêque en avait six à sa charge, le chapitre cinq, le chancelier une, Saint-Victor une, Saint-Benoît une, l'Hôtel-Dieu une, Saint-Éloi une, Saint-Gervais et Saint-Jean-en-Grève réunis une, Saint-Paul une, Saint-Laurent une. Les six stations de l'évêque, dont les quatre premières étaient appelées repas, *pastus*, et les deux dernières *stationes*, avaient lieu aux fêtes de Noël, de la Purification, de Pâques, de l'Assomption, de la Pentecôte et de la Nativité de la Vierge; les cinq du chapitre, aux fêtes de saint Magloire, de la Toussaint, de saint Genou (8 février), de l'Épiphanie, et, la cinquième, d'abord à la Saint-Augustin, puis au dimanche de la Septuagésime (*privicarnium*); celle du chancelier à la Saint-Merry [1]; celle de Saint-Victor à la Saint-Denis; celle de Saint-Benoît à la Saint-Benoît; celle de l'Hôtel-Dieu à la Saint-Christophe; celle de Saint-Éloi à la Saint-Éloi (1er décembre); celle de Saint-Gervais et de Saint-Jean-en-Grève à la Saint-Gervais; celle de Saint-Paul à la commémoration de saint Paul (30 juin); celle de Saint-Laurent à la Saint-Laurent.

Le montant des frais de ces dix-neuf stations, évalués en argent, pouvait s'élever, d'après mon calcul, à deux cent quarante livres parisis environ, dont quarante livres représentaient à peu près le prix du vin; mais le pain et quelques autres aliments

[1] Nous attribuons au chancelier la station de la Saint-Merry, parce que c'est la seule qui soit sans attribution, dans la description détaillée des stations que contient le Cartulaire. Nous laissons, par conséquent, au chapitre la station de la Toussaint, quoiqu'il soit dit (III, 451) que le chancelier Philippe était dans l'usage de faire cette station.

de peu de valeur étaient livrés en nature, et n'entrent pas ici dans l'évaluation des frais.

Les personnes qui participaient aux distributions des stations étaient les cinquante-un membres du chapitre, le vicaire de Saint-Victor, les six vicaires perpétuels, le marguillier laïque, le sénéchal, le panetier, le cellerier, le grènetier, les clercs du chœur, le cuisinier, le boucher, les aides de cuisine et les gardiens. Les chanoines de Saint-Denis-du-Pas, de Saint-Jean-le-Rond, les prêtres de Saint-Christophe et quelques autres étaient admis à plusieurs stations ; celles dont ils étaient exclus portaient le nom de stations simples.

Outre les dix-neuf stations dont nous venons de parler, qui étaient les grandes stations, et qu'on appelait stations de viandes, *stationes carnium*, même après qu'elles eurent été converties en argent, il y avait encore soixante-huit stations qu'on appelait petites, *stationes minores*, ou stations de deniers, *stationes nummorum*, parce que, dès leur origine, elles étaient payées en deniers. Elles étaient toutes de six deniers pour chaque partie prenante, à l'exception de trois, qui valaient sept deniers. Le compte de ces stations était arrêté le jour de Sainte-Aure, c'est-à-dire le 4 octobre.

Les distributions dites antiennes, *antiphonæ*, sont rapportées dans le Cartulaire, à la suite des stations ; elles avaient lieu deux fois par jour pendant les neuf jours avant Noël, et tiraient leur nom des antiennes appelées *O*, qui se chantent dans le même temps. Elles étaient au nombre de dix-huit, et faites en argent, avec addition, au moins dans certains cas, de pain et de vin. Deux, savoir la première et la dernière, étaient à la charge de l'évêque, et les seize autres à la charge du doyen du chapitre, de l'Hôtel-Dieu, des douze prévôts et des prebendiers d'Épône et de L'Hay et Chevilly[1].

[1] III, 447-462.

Nous avons dit que la plupart des stations de viande avaient été converties en argent dès le XIII[e] siècle. En effet nous possédons quelques chartes dans lesquelles ces conversions sont rapportées. Ainsi nous lisons, dans une charte de l'an 1229, que l'évêque Guillaume, à la demande des chanoines, qui se plaignaient de l'inégalité des parts faites par les serviteurs du chapitre, convertit en argent les six stations qu'il devait distribuer en viande de porc. Les quatre premières, appelées *pastus*, et se composant de cent cinquante quartiers de porc, sont converties chacune en une somme de douze livres trois sous six deniers une obole ; la cinquième, consistant en cent trente-sept quartiers et demi de porc, est remplacée par une somme de dix livres quatorze sous sept deniers une obole ; et la sixième, de cent trente-deux quartiers et demi, par la somme de dix livres sept sous trois oboles. Le pain et le vin continuaient d'être fournis en nature[1].

Dans une charte du mois de juillet 1230, l'abbé de Saint-Victor, à l'exemple de l'évêque et du chapitre, convertit en douze livres cinq deniers la viande et le vin de la station qu'il devait faire le jour de la Saint-Denis, la distribution en pain étant maintenue[2].

Au mois de décembre de la même année, l'abbé de Saint-Maur-des-Fossés et le prieur de Saint-Éloi convertissent en argent les deux stations dont le prieuré de Saint-Éloi était chargé, savoir : l'une, de cent quatre-vingts quartiers de porc, en treize livres dix-huit sous six deniers une obole, et, avec le vin, en seize livres dix sous deux deniers une obole ; l'autre, de huit moutons, en quatre livres quatorze deniers, le vin compris. Le pain continuait d'être donné à part[3]. Dans un acte de l'an 1107, il est déjà fait mention de ces deux stations, qui sont aussi appelées *pastus*, dont la première consistait alors en six porcs vivants, deux muids et demi de vin et trois setiers de froment, et la se-

[1] I, 349. Voy. aussi III, 448-450. [3] II, 446.
[2] II, 541.

conde en huit moutons, *arietes*, deux muids et un demi-setier de vin, deux setiers et demi de froment et six deniers une obole [1].

Lorsque les distributions se faisaient en nature, elles étaient composées de quatre plats, *fercula*, quelquefois de cinq. Une station de cinq plats fut fondée, en 1108, par Guillaume, archidiacre de Paris, pour le jour de son anniversaire [2]; une autre de quatre plats, évaluée quinze marcs d'argent, le fut la même année par Étienne de Garlande [3].

On trouvera dans l'Obituaire de l'église de Paris un grand nombre de fondations pour des stations, dont nous omettrons le détail. Il nous suffira de dire qu'elles sont toutes ou presque toutes de quatre plats, et évaluées, savoir : une à soixante sous ou trois livres; une à quinze livres de Provins; huit à vingt livres; trois à vingt-cinq livres; trois à trente livres; deux à trente-cinq livres; une à quarante livres : ces livres paraissent être toutes des livres parisis [4]. Des fonds de terre sont quelquefois assignés pour le service des stations. Par exemple, cinquante arpents de vigne sont affectés à la fondation d'une station de quatre plats, à laquelle les chanoines de Saint-Denis-du-Pas sont admis avec les chanoines de Notre-Dame [5]. Ailleurs, un fonds de six arpents de vigne et une quantité de terres labourables, qui n'est pas désignée, reçoivent la même destination [6].

Il est aussi question d'autres stations du même genre que nous n'avons pas relevées. Les époques fixées pour toutes les fondations, qui se rapportent nécessairement aux soixante-huit stations mineures ou de deniers, dont nous avons parlé précédemment, sont les jours mêmes des anniversaires de la mort des fondateurs.

L'administration des fonds généraux de l'église comprenait

[1] I, 312 et 313
[2] I, 443
[3] I, 379
[4] IV, 8, 12, 13, 14, 19, 46, 51, 60, 62, 68, 113, 132, 156, 165, 172, 181, 188, 194
[5] IV, 156
[6] IV, 192

encore plusieurs services et comptes particuliers, tels que ceux de la chantrerie, de la sous-chantrerie, de la pénitencerie, des chapelles et d'autres [1], sur lesquels nous avons peu de renseignements et qui ne paraissent pas d'ailleurs offrir beaucoup d'intérêt.

De l'église de Notre-Dame.

52. Si l'on cherche dans le Cartulaire des renseignements relatifs à la construction de l'église de Notre-Dame, on est surpris de n'en trouver d'aucune espèce. Il ne contient rien sur les époques ou sur les auteurs des longs et difficiles travaux nécessaires pour l'exécution d'un monument de cette grandeur. Ce qu'il y a même de plus remarquable dans les articles nécrologiques de Maurice et d'Eudes de Sully [2], si pleins de détails concernant les actes de ces évêques en faveur de leur église, c'est le silence des rédacteurs sur ce point si important de leur administration ; de sorte que nous ne pourrions pas même nous douter de la part qu'ils ont eue à l'érection de leur cathédrale, si nous ne l'apprenions d'ailleurs, et si des écrivains contemporains, cités par Gérard Dubois [3], n'en avaient consigné la preuve dans leurs ouvrages.

Un diplôme de Louis le Gros, de l'an 1124, nous fournit seulement quelques détails au sujet de la toiture de l'église, dont la construction, s'il s'agit d'une église nouvelle, devait être alors fort avancée, puisqu'il était question de la couvrir [4]. Ce prince, à la demande du chapitre, assigna, pendant qu'il tenait en sa main les revenus de l'évêché, une rente de dix livres à employer exclusivement pour l'achat des lattes, des clous et des tuiles nécessaires; les poutres et les chevrons et tous les autres matériaux devaient être fournis par l'évêque. La rente était prise

[1] III, 345 et 346 ; IV, 94, 92, etc.
[2] IV, 107, 108 et 109, 145 et 146.
[3] *Hist. eccles. Paris.*, t. II, p. 123 et 124.
[4] L'episcopat de Maurice de Sully ne commença qu'en 1160

sur les revenus de l'autel, pendant l'octave du Lendit, c'est-à-dire pendant huit jours à partir du mercredi de la seconde semaine de juin[1], et, si ces revenus ne suffisaient pas, il y était suppléé avec le fonds des dix livres d'argent dues par les vassaux de l'église le jour de la Purification[2].

Dans le Nécrologe, au 2 juin[3], nous lisons aussi que l'église fut réparée par l'archidiacre Étienne (de Garlande), dont les derniers actes descendent à l'année 1134[4]; et sous le III des ides de septembre, à l'article de l'évêque Maurice de Sully, qu'il donna cent livres pour la couverture en plomb du nouveau bâtiment de l'église[5].

Ce sont, je crois, les seuls passages que contienne notre Cartulaire concernant les travaux de construction exécutés pour la cathédrale. Le vaisseau de cette église, qui, jusqu'au XIIe siècle, n'avait rien offert de bien remarquable, répondit bientôt, par sa grandeur, par la beauté de son architecture, par sa magnificence, à la prééminence des évêques de Paris, et devint digne de la capitale du royaume.

Elle était d'abord composée de deux églises séparées et consacrées, l'une à la sainte Vierge, l'autre à saint Étienne. La première avait été ruinée par les Normands, en 857, puis réparée par l'évêque Anscherius, en 907, et, plus tard, comme on vient de le dire, par l'archidiacre Étienne de Garlande. La seconde,

[1] L'ouverture de la fête ou foire du Lendit était consacrée par une cérémonie religieuse, à laquelle présidait l'évêque avec son clergé. On en trouvera le détail dans un ancien pontifical de l'église de Paris (ms. lat. 961, t. I, de la Bibl. nat.). L'abbé Lebeuf a traité avec assez d'étendue de cette foire, qui se tenait en pleine campagne, avant d'avoir été transportée dans les murs de Saint-Denis (*Hist. du dioc. de Par.*, III, 246). Nous lisons, dans une de nos chartes, que le saint *[illegible]* était exposé sur l'autel de la Vierge, à Notre-Dame, pendant neuf jours, à l'époque du Lendit (II, 408), circonstance qui devait nécessairement accroître les revenus de l'autel.

[2] I, 267. La charte est datée, à la marge, de 1123, mais c'est une erreur. La date se renferme entre le 25 janvier et le 5 avril 1124.

[3] IV, 70.

[4] I, 337, 38[illegible].

[5] IV, 146.

ayant peu souffert, était assez bien conservée. Elles furent démolies toutes les deux, et remplacées par celle que nous admirons aujourd'hui. L'évêque Maurice en commença la construction dès les premières années de son épiscopat. Après sa mort, arrivée le 11 septembre 1196, son successeur, Eudes de Sully, et les autres évêques qui suivirent l'achevèrent. La nef et la façade principale furent bâties aux commencements du XIIIe siècle. En 1257 on éleva le portail du midi, et, seulement en 1312 ou 1313, celui du nord ; la construction des bas-côtés se fit dans cet intervalle. Les chapelles qui entourent le chœur sont moins anciennes. Dès le 17 janvier 1185, Héraclius, patriarche de Jérusalem, avait célébré la messe dans la nouvelle église, qui devait être déjà fort avancée, puisque Geoffroi, duc de Bretagne, fils de Henri II, roi d'Angleterre, y fut inhumé, l'année suivante, devant le grand autel [1].

La galerie élevée au-dessus du portail de Notre-Dame était ornée des statues de vingt-huit rois de France, dont les noms étaient reproduits dans une inscription qui se lisait sur une porte de l'église, et qui contenait en outre les noms de Louis VIII et de Louis IX, successeurs de Philippe Auguste, et de plusieurs rois plus anciens, qui n'avaient pas de statues. Quoique cette inscription ait été publiée par l'abbé Lebeuf, nous la reproduirons ici, d'après le manuscrit même d'où il l'a tirée [2]. Elle est ainsi conçue :

Hec sunt nomina regum Francorum, in porta Beate Marie Parisius scripta.

Primus rex CLODOVEUS ; *secundus* LOTHARIUS ; *tertius* CHILPERICUS ; *quartus* LOTHARIUS ; *quintus* DAGOBERTUS ; *sextus* CLODOVEUS ; *septimus* LOTHARIUS ; *octavus* THEODERICUS ; *nonus* HILDERICUS ; x^{us} THEODERICUS ; XI^{us} CLODOVEUS ; XII^{us} HILDEBERTUS ; XIII^{us} CLODOVEUS ; XIIII^{us} LOTHARIUS ; XV^{us} CHILPERICUS ; XVI^{us} THEODERICUS ;

[1] Voy. Dubois, II, 123 et 124.

[2] Ce ms. est à la Bibl. nat. et porte le n° 5921. La liste est au feuillet 47 ...

XVII^us HILDERICUS; XVIII^us PIPINUS; XIX^us KAROLUS MAGNUS; XX^us LUDOVICUS, *filius ejus;* XXI^us LOTHARIUS; XXII^us KAROLUS; XXIII^us LUDOVICUS BALBUS; XXIV^us KAROLUS; XXV^us ODO; XXVI^us KAROLUS; XXVII^us RADOLFUS[1]; XXVIII^us LUDOVICUS; XXIX^us LOTHARIUS; XXX^us LUDOVICUS, *regnavit anno uno;* XXXI^us HUGO; XXXII^us ROBERTUS; XXXIII^us HENRICUS; XXXIV^us PHILIPPUS; XXXV^us LUDOVICUS; XXXVI^us LUDOVICUS; XXXVII^us PHILIPPUS, *bonus rex;* XXXVIII^us LUDOVICUS, *filius ejus;* XXXIX^us LUDOVICUS, *qui modo regnat*[2].

Il est souvent fait mention, dans notre Cartulaire et surtout dans le Nécrologe, d'ornements et de vases précieux que possédait l'église. Nous n'avons pas pris à tâche de les relever; mais nous ne pouvons passer sous silence le vase que l'archevêque de Cologne vendit, en 1216, au chapitre de Notre-Dame, pour le prix de trois cent soixante livres parisis, environ trente-six mille francs de notre monnaie actuelle. Ce vase était d'or, enrichi de pierres précieuses à l'extérieur, en forme de calice, et accompagné de plusieurs lames d'or, le tout pesant environ vingt-un marcs. Il avait été mis en vente publique et adjugé au plus offrant enchérisseur. L'acte de vente est fait au nom de l'archevêque de Cologne, qui déclare en avoir reçu le prix intégral des mains de l'abbé de Saint-Victor de Paris[3].

En 1241, l'évêque Guillaume d'Auvergne affecta à la garde des ornements de l'église le local construit au-dessus de l'ancienne maison du trésor, et dont il fit, en même temps, condamner la porte qui ouvrait du côté du palais épiscopal[4].

Parmi les livres que l'évêque Étienne Tempier avait légués à ses successeurs pour l'usage de la chapelle épiscopale, et parmi ceux que l'église gardait dans son trésor, on ne trouve, au lieu d'ouvrages de littérature et d'histoire, que des volumes de l'Ancien et du Nouveau-Testament, avec le livre des Sentences de

[1] Au-dessus de ce nom, qui est souligné, une main contemporaine, mais ignorante, a écrit *[illegible]*.

[2] Voy. aussi I, 465.

[3] II, 421.

[4] II, 426. Voy. aussi IV, 207.

Pierre Lombard et les Questions de Pierre de Poitiers[1]. En 1271, Jean d'Orléans, chanoine et chancelier de l'église de Paris, reçut, de l'archidiacre Nicolas, son prédécesseur à la chancellerie, tous les livres de théologie que feu Étienne, archidiacre de Cantorbéry, avait légués au chancelier de Notre-Dame, pour être mis à la disposition des écoliers pauvres qui étudiaient en théologie à Paris, et qui manquaient des livres nécessaires à leurs études. Le Cartulaire en donne deux catalogues[2], ainsi que celui des livres légués aux mêmes étudiants par maître Pierre de Joigny[3].

Parmi les reliques renfermées dans la châsse de la Vierge, dont nous avons publié l'état, on remarquera les vêtements de saint Germain, évêque de Paris, dont le corps était déposé dans la chapelle de Saint-Symphorien, à l'entrée de l'église de Saint-Germain-des-Prés. Il n'y était pas toutefois conservé en entier, puisqu'il s'en trouvait des parties dans la châsse de la Vierge[4]. La cathédrale possédait encore d'autres reliques : par exemple, le morceau de la vraie croix envoyé à l'évêque Galon, vers 1108, par Anseau, chantre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, qui avait été élevé à l'école de Notre-Dame[5].

L'usage de joncher d'herbes et de fleurs le pavé des églises aux jours de grande fête, et principalement à la fête de l'Assomption, était pratiqué dans l'église de Paris, où la fourniture de cette espèce de litière, appelée *pigmentum*, était mise à la charge des prieurs du doyenné de Massy ou de Châteaufort. D'après un état inséré dans le manuscrit du Nécrologe[6], et que nous n'avons pas imprimé, les prieurs qui devaient le *pigmentum*, à la fin du XIII[e] et dans les XIV[e] et XV[e] siècles, le jour de l'Assomption, étaient ceux de Bruyères, de Briis, de Forges, de Limours, de Gometz-le-Châtel, d'Orsay, de Saulx, de Palaiseau, de Saint-Remi, de

[1] I, 4, 462.

[2] II, 495; III, 349.

[3] III, 350.

[4] III, 375; IV, 207. Des deux listes que nous avons publiées, la seconde est plus correcte que la première.

[5] II, 408; IV, 126. *Gall. Christ.*, VII, inst. 44 et 45.

[6] Fol. 195 v°.

Chevreuse, d'Yvette, de Châteaufort, de Versailles, de Jardy, de Marly, du Pecq et de Marcoussy. Ils s'acquittaient de cette redevance tous les ans à tour de rôle, et le tour de chacun revenait tous les quinze, seize ou dix-sept ans, comme on le voit par les notes dont leurs noms sont accompagnés. Jean, prieur de Marly, ayant manqué à son obligation, la veille de l'Assomption de l'année 1261, reconnut avoir encouru la peine de la suspension; et, après s'être soumis à payer l'amende que lui infligerait l'official de Paris, il prit l'engagement de faire conduire de grand matin, à la cathédrale, la veille de la Saint-Denis prochaine, une voiture de *pigmentum*[1].

Des marguilliers.

53. La garde de l'église constituait un office particulier rempli par les marguilliers. Ils étaient au nombre de huit, savoir, quatre ecclésiastiques et quatre laïques. La première mention qui soit faite des marguilliers de Notre-Dame, dans le Cartulaire, remonte avant l'an 887, et se trouve dans une charte du comte de Paris, Eudes, depuis roi de France. Ils devaient, suivant cet acte, veiller continuellement à la garde de l'église, et percevoir une rente de cent dix muids de vin, sur laquelle le *coutre* ou sacristain, *custos*, prélevait soixante muids pour les distribuer aux chanoines, le jour du décès du comte Eudes[2].

En 1204, l'évêque Eudes de Sully institua, avec le consentement du chapitre, quatre marguilliers prêtres, en réservant leur nomination aux évêques de Paris. En même temps il leur assigna une rente, dont il fit les fonds avec un chanoine de son église, nommé Adam de Montreuil, et avec le doyen et le chapitre. Deux de ces marguilliers devaient célébrer tous les jours, pendant une semaine, et les deux autres tous les jours également, pendant la semaine suivante, et ainsi de suite pendant toute l'année, une messe des morts pour les âmes de leurs fondateurs et de leurs

[1] III, 98.   [2] I, 298.

bienfaiteurs. De plus, un d'eux au moins devait être constamment présent à l'église durant le jour, et deux y devaient passer la nuit. Enfin, jamais l'église n'était fermée pendant le jour. Par le même acte, trois marguilliers laïques sont adjoints à celui que l'église avait depuis longtemps et qui sera le chef des trois autres. Les marguilliers laïques veillaient aussi, comme les marguilliers prêtres, à la garde de l'église, savoir, un au moins pendant le jour et deux pendant la nuit. Ils étaient particulièrement chargés de sonner les cloches[1].

L'évêque Pierre confirma, en 1208, toutes les fondations faites par Eudes, son prédécesseur, et, entre autres, l'institution et la dotation des huit marguilliers de Notre-Dame[2].

Une sentence arbitrale du 8 février 1283 contient des détails sur les attributions de ces officiers. Il y est fait mention de la garde de l'église, qui leur était confiée, à l'exception de la garde du *presbyterium* ou chevet ; de la charge qu'ils avaient de sonner les cloches, de décorer l'église, d'allumer et d'éteindre les cierges et les lampes[3]. On y trouve aussi des renseignements sur l'entretien des cloches. C'était, par exemple, à l'évêque à fournir les cordes, les treuils, les ferrures, les battants de fer, les anneaux, les moutons et les autres pièces nécessaires pour la sonnerie. Quant aux cloches mêmes, il devait les entretenir en bon état, sans toutefois être obligé d'en fournir de neuves, celles-ci restant à la charge de la fabrique, et particulièrement la cloche dite *Pugnesa* et le beffroi[4].

Les marguilliers prêtres étaient chargés de remettre les chapes aux clercs du chœur, et punis s'ils y manquaient[5].

Les marguilliers, et particulièrement les laïques, ayant apporté beaucoup de relachement dans leur service, le chapitre fit

[1] I, 88 ; III, 407, 414, 417 ; IV, 117. Voy. aussi un acte de 1199, qui a rapport à la fondation d'Adam de Montreuil, I, 86.

[2] I, 359.

[3] II, 484.

[4] II, 485.

[5] III, 364.

un règlement, en 1328, pour leur rappeler leurs devoirs, et leur infliger des peines pécuniaires, lorsqu'ils manqueraient à les remplir. Une amende de dix-huit deniers fut prononcée contre eux chaque nuit qu'ils coucheraient hors de l'église; ce qui leur arrivait alors si fréquemment qu'ils n'y couchaient pas trois fois dans l'année. Il leur fut enjoint de nettoyer l'église trois ou quatre fois par an, savoir le sol, et, de plus, les murs et les piliers, aussi haut qu'on peut atteindre avec une grande perche, les portes et les grilles du chœur, ainsi que les galeries. Le nettoyement des chapelles était à la charge des chapelains, mais c'étaient les marguilliers qui en avaient la garde. Ceux-ci étaient aussi tenus de nettoyer chaque semaine le chœur, les siéges du chœur et le vestiaire, de sonner les cloches, d'allumer les cierges et les lampes, de préparer l'eau, dans le vestiaire, pour servir à laver les mains de ceux qui devaient célébrer la grand'messe; de mettre de l'eau bénite dans les bénitiers; de se tenir, au moins deux d'entre eux, pendant les offices, l'un à la porte du chœur, en bas, du côté de l'image de la Vierge, et l'autre, en haut, près de l'autel; de n'admettre dans la grande tour, où sont les grandes cloches, que des pauvres honnêtes, au lieu des *houliers* (*hoillerii*, le même que *helluones*), des *hoqueleurs* (*hoquelatores*, pour *rixosi*), des homicides, des joueurs, des voleurs et des vauriens qu'on y trouve; de fermer aux bandits et aux assassins leurs cavernes, dans l'église et ailleurs, où ils se procurent un asile à prix d'argent. On ajoute que la clef de la trappe de la tour leur sera rendue, à charge par eux de faire réparer, à leurs frais, et avec du plomb, la couverture de l'escalier conduisant à la plate-forme. Enfin, ils devront payer à la fabrique quarante sous pour leurs fautes passées, et le reste de leur argent qui avait été retenu leur sera remis[1].

Un acte du mois de novembre 1213 règle le partage des cierges entre l'évêque et les marguilliers laïques[2].

[1] III, 417. [2] I, 93.

Un autre acte du 24 juin 1328, contient la transaction faite entre le chapitre et les marguilliers laïques, au sujet de leurs droits respectifs en ce qui concernait les obsèques [1].

La formule du serment prêté par les marguilliers, soit prêtres, soit laïques, est rapportée sommairement dans le Cartulaire [2]. Le 24 novembre 1275, Robin de Néauphle fit acte de foi et hommage lige à Étienne, évêque de Paris, pour la marguillerie de Notre-Dame [3].

Les marguilliers avaient part aux distributions d'argent qui se faisaient dans l'église [4].

En 1249, le chapitre ordonna, conformément à la fondation faite par le chanoine Pierre le Jeune, d'entretenir six lampes, et, pour l'office des matines de la Purification, deux roues de fer de cent cierges chacune, dans la partie antérieure de l'église, du côté où les malades, et particulièrement ceux qui étaient atteints du mal dit le feu sacré de Notre-Dame, avaient coutume de se placer pour implorer l'intercession de la Vierge. Deux cents livres parisis avaient été employées à cette fondation [5]. L'évêque de Tusculum Eudes, légat du pape, avait réglé, en 1245, l'entretien des cierges et de l'autel, et la police du chœur, de l'église et du cloître [6]. Plus anciennement, dans l'année 1211, l'évêque et le chapitre avaient fait un règlement concernant le service des chevecicrs [7]. Par une sentence arbitrale du 3 janvier 1269, l'évêque fut obligé de rétablir à ses frais deux chandeliers d'argent dans le chevet de l'église, d'où ils avaient été enlevés ou soustraits, tous les vases et ornements conservés dans le chevet étant en la garde et sous la responsabilité de l'évêque [8].

On trouvera dans le Cartulaire plusieurs actes dont nous

[1] III, 419. Voy. aussi III, 360.

[2] I, 460.

[3] I, 203.

[4] III, 461. Voy. surtout aux endroits du tome IV, marqués dans l'*Index generalis*, au mot *Matricularii*.

[5] I, 466.

[6] II, 404.

[7] I, 92. Un autre exemplaire du même acte, mais autrement daté, a été reproduit, par inadvertance, II, 407.

[8] I, 466 et 467.

croyons inutile de donner ici l'analyse, et qui se rapportent aux devoirs des prêtres cardinaux, des vicaires chanoines de Saint-Denis-du-Pas et de Saint-Jean-le-Rond, des clercs des matines, etc.[1]

Abolition de la fête des Fous.

54. Mais je ne puis passer sous silence un acte important qui abolit la fête des Fous, quoiqu'il ne fournisse pas de renseignements nouveaux sur un sujet déjà traité par un grand nombre d'auteurs.

Pierre, cardinal-diacre de Sainte-Marie *in Via Lata*, légat du saint-siége, considérant que la fête des Fous donnait lieu à tant d'indignités et d'infamies, que la sainte habitation de la Vierge y était souillée non-seulement par des paroles obscènes, mais d'ordinaire encore par l'effusion du sang, enjoignit à l'évêque, au doyen et aux autres dignitaires de l'église, de réformer l'office de cette fête, et d'en retrancher tout ce qui blessait la dignité ecclésiastique et le respect de la religion. En conséquence de cette injonction, l'évêque Eudes de Sully et le chapitre, procédant à cette réforme, réglèrent, en 1198, les détails de l'office, et proscrivirent les chansons, les représentations de personnages et les illuminations des herses, excepté sur les roues de fer et la *penna*. Ils défendirent aussi d'amener à l'église et de reconduire chez lui le maître ou roi de la fête avec procession et chants. Celui-ci devait se revêtir dans le chœur de sa chape, assisté de deux chanoines sous-diacres, et, tenant le bâton de chantre, entonner, avant le commencement des vêpres, la prose *Lætemur gaudiis*. La messe était célébrée comme à l'ordinaire, excepté que l'épître était dite avec farce, *cum farsia*, par deux personnes en chapes de soie, et ensuite lue par le sous-diacre[2].

En 1208, Pierre, successeur de l'évêque Eudes, en confirmant

[1] L. 3, III, 364, 365 et 446.

[2] I, 72.

les dispositions précédentes, et qui avaient pour but, dit-il, de ramener à la règle la célébration des fêtes de la Circoncision (1er janvier) et de saint Étienne (26 décembre), assigna six deniers parisis aux chanoines et aux ecclésiastiques, servant au maître-autel, qui assisteraient aux matines de la Saint-Étienne; quatre deniers aux ecclésiastiques du chœur autres que les chanoines; aux enfants de chœur deux deniers, et six deniers à chaque ecclésiastique qui chanterait à la messe le répons et l'alleluia en organe triple ou quadruple (en contrepoint à trois ou quatre parties) : *in organo triplo seu quadruplo*. Pour la fête de la Circoncision, il accorda une rétribution de trois deniers parisis aux ecclésiastiques du chœur non chanoines, et deux deniers aux enfants de chœur[1].

Dans un article du Nécrologe, sous la date du VII des ides de janvier, nous lisons que le doyen Hugues Clément réforma la fête de la Saint-Jean (27 décembre), et accorda une rétribution de trois deniers aux ecclésiastiques du chœur assistant aux matines, et une autre de six deniers à chacun des ecclésiastiques qui chanteraient à la messe le répons et l'alleluia[2].

De l'Hôtel-Dieu.

55. La plus ancienne mention peut-être de l'Hôtel-Dieu remonte à l'année 829, à laquelle appartient la charte d'Inchad, évêque de Paris, où il est fait donation de la dîme de plusieurs terres *ad illud hospitale pauperum, quod est apud memoriam beati Christofori, ubi fratres, tempore statuto, pedes pauperum lavandi gratia confluant*[3]. Cet hôpital des pauvres, institué auprès du tombeau de saint Christophe, ne peut, en effet, se rapporter qu'à l'Hôtel-Dieu. Les frères qui le desservaient étaient, comme on voit, dans l'usage d'y laver les pieds aux

[1] I, 358; IV, 108.
[2] IV, 6.
[3] I, 323.

pauvres, longtemps avant l'institution du Mandé. Il est appelé tantôt hôpital de Saint-Christophe, tantôt hôpital de Notre-Dame. Dans un acte de 1215, si l'église de Saint-Christophe est distinguée de l'*hospitale Beatæ Mariæ*, c'est qu'en effet ces deux établissements étaient différents[1].

Dès l'an 1006, l'évêque Rainaud céda la moitié de l'hôpital à son chapitre, qui possédait déjà l'autre moitié[2]. Depuis cette époque, les chanoines y eurent toute juridiction spirituelle et temporelle[3], à la réserve, néanmoins, des droits de protection et de garde que l'évêque avait sur tous les établissements de ce genre[4]. Ils possédaient par conséquent le droit d'en instituer et destituer le maître ou proviseur et les frères[5]. Un maître de l'Hôtel-Dieu, nommé Philippe, ayant été révoqué par eux de ses fonctions, à cause de sa mauvaise conduite, était allé à Rome, et, après s'être remis en possession de son office, avait fait promulguer contre eux, par Pierre Bonaventure, chanoine de Beauvais, une sentence d'excommunication. De plus, il avait fait fabriquer un sceau, où il se donnait le titre de maître de l'hôpital, et dont il se servait pour contracter des dettes et commettre des actes non moins préjudiciables à cette maison qu'au chapitre. Alors, celui-ci le fit prendre et enfermer en prison, et obtint du pape Alexandre IV, en 1257, la levée de l'excommunication que Pierre Bonaventure avait lancée contre les trois archidiacres et contre plusieurs chanoines[6]. Un prêtre chapelain, desservant appointé de l'Hôtel-Dieu, ayant été arrêté dans la ville, pour cause de simonie et de vol, par l'official de Paris, fut remis, en 1346, au chapitre par ordre de l'évêque[7].

L'église de Saint-Christophe fut cédée, en 1097, par l'évêque Guillaume de Montfort, au chapitre[8], qui était déjà en possession

[1] I, 356.
[2] I, 225.
[3] II, 390, III, 247.
[4] I, 185 et 186.
[5] II, 390.
[6] II, 390.
[7] III, 427.
[8] I, 305.

exclusive de l'hôpital depuis 1006, ainsi qu'on vient de le voir. Elle était desservie par deux prêtres, qui recevaient du chapitre leur institution et prenaient soin des pauvres de l'hôpital; mais ils n'y faisaient leur service qu'alternativement toutes les semaines. Celui qui n'était pas de semaine devait assister aux offices quotidiens de l'église Notre-Dame [1].

En 1260, un différend élevé entre le curé de Sainte-Geneviève-la-Petite et les frères de l'Hôtel-Dieu, à l'occasion de deux chapelles construites du côté de la rue du Petit-Pont, au chevet et dans les nouveaux bâtiments de l'hôtel, fut réglé par un accord, dont il est inutile de reproduire ici les détails [2].

Le service de l'Hôtel-Dieu était fait par des religieux et des religieuses. Le nombre de celles-ci avait été limité à quarante par un acte capitulaire de 1293 [3]. En 1297, le chapitre, statuant sur la demande de plusieurs d'entre elles, qui sollicitaient avec instance des places ou des promesses de places dans l'établissement pour leurs parentes ou pour leurs amies, arrêta qu'il ne serait donné ni place ni promesse de place tant qu'il n'y aurait pas de vacances [4].

Les frères et les sœurs de l'Hôtel-Dieu faisaient vœu d'obéissance, de chasteté et de pauvreté, et, de plus, de ne sortir, soit pour le service du roi, soit pour celui de la reine, qu'avec la permission du chapitre [5].

Par un statut du 25 juin 1328, le chapitre ordonna qu'il serait nommé tous les ans, dans le chapitre général de la Saint-Jean-Baptiste, trois proviseurs de l'Hôtel-Dieu, pris parmi les chanoines [6].

Par un autre acte capitulaire du 25 juin 1325, il fut alloué une somme de deux cents livres parisis, pour la reconstruction de l'infirmerie et du réfectoire des sœurs de l'hôtel, et ordonné en même temps que les porcs seraient nourris, non dans l'établis-

[1] I, 459.
[2] II, 423.
[3] III, 440.
[4] III, 445.
[5] III, 442.
[6] III, 446.

sement, mais dans une dépendance de l'hôtel située hors de la ville [1].

L'Hôtel-Dieu a encore été l'objet d'un grand nombre de dispositions, qui sont rapportées dans le Cartulaire [2]. Nous en mentionnerons deux en particulier. C'est d'abord un statut capitulaire de 1168, portant que tout chanoine, en mourant ou en renonçant à sa prebende, devra laisser à l'hôpital de Notre-Dame, situé devant la porte de l'église, un matelas, un oreiller et des draps pour l'usage des pauvres; et que, si le chanoine ne demeurait pas à Paris, ou n'y possédait pas un lit de la valeur de vingt sous, il serait pris sur ses biens la valeur des objets ci-dessus désignés [3]. C'est ensuite le legs de deux maisons, fait en 1199, ou peu auparavant, aux pauvres de l'hôpital de Notre-Dame, par Adam, clerc du roi, à la condition que le produit de ces maisons serait employé à procurer aux malades de cet hôpital, le jour de son anniversaire et les jours suivants, s'il y avait un reste, toutes les espèces d'aliments dont ils auraient envie, et qu'il serait possible de se procurer [4].

Nous rattacherons à cet article les documents qui concernent les maisons des lépreux.

D'après un acte d'environ l'an 1120, le chapitre fit concession de l'église des lépreux de Pontoise à un nommé Amauri, prêtre de cette église, et à ses successeurs, qui devaient en recevoir l'investiture du custode de l'hôpital de Saint-Christophe, et mit pour condition à cette concession, d'abord qu'il ne serait admis que des lépreux dans leur maison, et que le frère servant serait lui-même un lépreux; ensuite que, si les lépreux venaient à quitter l'établissement et à être remplacés par des hommes sains, *sani*, ceux-ci dependraient de la paroisse de Saint-Ouen-l'Aumône,

[1] III, 446.

[2] I, 93, 294, 460; II, 337, 519; III, 19, 20, 61, 87, 88, 89, 199, 209, 210, 211, 297, 299; IV, 63, 93, 94, 132, 154.

[3] III, 438.

[4] II, 519.

et la chapelle de la léproserie serait supprimée [1]. Cette chapelle a le titre de cure dans le pouillé du XVIe siècle [2].

En 1201 l'archevêque de Sens et l'évêque de Paris s'étant concertés pour réprimer le vagabondage et les désordres des lépreux, et pour remédier aux dangers de la contagion, réunirent tous les lépreux des châteaux ou châtellenies de Melun et de Corbeil dans deux léproseries, savoir, les hommes dans la maison de Saint-Lazare de Melun, les femmes dans celle de Saint-Lazare de Corbeil, avec interdiction aux lépreux de passer de l'une de ces maisons dans l'autre. Les biens des léproseries ou ladreries qui existaient déjà dans les dépendances des châteaux ou châtellenies en question, étaient affectés aux deux seules maisons conservées. Elles devaient n'avoir qu'un seul recteur ou maître, qui serait placé sous la juridiction de l'archevêque de Sens et de l'évêque de Paris; et, si elles venaient à se dissoudre, toutes les ladreries qui avaient été confondues avec elles devaient rentrer en possession de leurs biens, nonobstant toute prescription. Suit la nomenclature des huit léproseries des châtellenies de Corbeil et de Melun [3].

Le Cartulaire contient, sur la maison de Saint-Lazare de Paris, en particulier, un acte qui n'est pas dépourvu d'intérêt. Après la mort d'Étienne, chanoine de Saint-Cloud, maître de cette maison, l'évêque de Paris, Étienne Tempier, s'y étant rendu, en réunit les frères et les sœurs, et leur donna pour maître et proviseur Samson, maître des Filles-Dieu de Paris. Mais ce choix excita des murmures, et, peu de jours après, les frères présentèrent une supplique à l'évêque, tendant à obtenir la confirmation de la nomination qu'ils avaient faite, de leur côté, de l'un d'eux, nommé Robert de La Villette; et comme l'évêque résistait, ils résolurent de porter l'affaire à la cour du roi, au moment du départ de saint Louis pour sa seconde croisade, prétendant que

[1] I, 383. [2] I, 86-88.
[3] IV, 438.

leur maison était placée sous la garde et protection royale. Cependant Matthieu, abbé de Saint-Denis, régent du royaume, étant allé à Saint-Cloud, les frères de Saint-Lazare renouvelèrent devant lui leur demande; mais ils furent blâmés par Matthieu et par le conseil, et le prévôt de Paris reçut défense de s'immiscer dans cette affaire, qui fut laissée à la décision de l'évêque. Celui-ci, pour y mettre fin, fit une concession aux frères, tout en réservant son droit, et, le 25 juin 1270, consentit à leur donner pour maître Simon, prêtre de la Sainte-Trinité de Châteaufort, à la place de Samson, dont la nomination leur était odieuse. Cette espèce de transaction amena la paix et la soumission des frères[1]. Un arrêt du parlement de Paris, du 29 mars 1311, confirma l'évêque dans ses droits concernant la même maison[2].

Voies de fait envers un prêtre.

56. Je ne terminerai pas ce résumé très-imparfait des actes qui concernent principalement le régime de l'église de Paris, sans rapporter un exemple remarquable du respect exigé alors pour le clergé, et du soin que l'église avait d'en réprimer et réparer les écarts, même envers ceux de ses membres qui la déshonoraient.

Un prêtre, dont le nom est indiqué par l'initiale W, s'étant rendu coupable d'actes de plus en plus infamants, se vit contraint de quitter la ville de Paris, sous l'épiscopat de l'évêque Eudes de Sully. Après la mort de ce prélat, il rompit son ban, rentra sans permission dans la ville, et continua d'y mener la vie la plus scandaleuse et la plus criminelle. L'évêque Pierre de Nemours, en ayant été informé, le fit prendre et incarcérer à Vitry. Le prisonnier tenta de s'évader en creusant sa prison, mais il fut découvert et transféré à Saint-Cloud, pour y être gardé plus sûrement. Là, comme il se conduisait avec une insolence insup-

[1] I, 184. [2] III, 16.

portable envers le gardien de sa prison, celui-ci l'injuria et porta même la main sur lui. A cette nouvelle, l'évêque, extrêmement affligé de cet acte de violence, s'empressa de mettre le prêtre en liberté. Le gardien, sachant bien qu'il serait mal reçu de l'évêque, n'osa pas affronter sa présence et s'éloigna sur-le-champ. Mais l'outrage fait au prêtre était considéré comme étant tellement grave, que la réparation qu'il en avait reçue n'en paraissait pas suffisante; de sorte que l'évêque, tout innocent qu'il était, dut obtenir de l'offensé son pardon, et la promesse que celui-ci ne se vengerait ni sur lui ni sur les siens. Après quoi, en signe de parfaite réconciliation, il donna le baiser de paix au prêtre, en présence de plusieurs chanoines[1].

Droits et actes féodaux.

57. Je n'ai pas l'intention de relever ici les passages du Cartulaire relatifs aux droits féodaux, bien qu'ils soient nombreux et qu'ils apportent à l'histoire du droit des lumières nouvelles. Je me contenterai d'en indiquer quelques-uns, contenant des dispositions qui ne sont peut-être pas les plus remarquables, mais qui m'ont paru les moins communes; ensuite je m'arrêterai un peu plus sur les chartes relatives à la taille.

Un acte d'avril 1272 nous fait connaître, par approximation, le produit annuel du droit de mainmorte dans la terre d'Orly. Le chapitre accorde aux hommes ou serfs de ce village la remise de ce droit, moyennant quatre-vingts livres parisis, pour toutes les successions et autres biens qui pourraient leur échoir pendant l'année, commençant au 1er avril 1272 et finissant au 1er avril 1273[2].

Le droit de formariage était souvent un obstacle à l'union de deux personnes qui s'aimaient et qui appartenaient à deux sei-

[1] I, 113. [2] III, 170.

gneurs différents. Mais souvent aussi les seigneurs levaient cet obstacle, comme fit le chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois, pour un cas qui mérite d'être rapporté. Une serve, nommée Geneviève, fille d'Eudes, de Créteil, serf de Saint-Germain-l'Auxerrois, était aimée d'un serf de Notre-Dame. Son père ne pouvant la marier autrement, c'est-à-dire ne lui trouvant pas un mari dans sa propre seigneurie, à cause de sa pauvreté, avait plusieurs fois supplié en pleurant les chanoines de Saint-Germain d'affranchir sa fille pour l'amour de Dieu, de manière qu'elle pût passer du servage de Saint-Germain dans celui de Notre-Dame. Les chanoines, touchés enfin des larmes de ce pauvre homme, et craignant qu'un plus long refus de leur part n'entraînât sa fille au concubinage, se rendirent à ses prières, à condition que Geneviève redeviendrait leur serve, si le mariage n'avait pas lieu[1].

L'homme libre qui épousait une femme de pôté tombait dans la condition de sa femme, à moins que, par grâce spéciale, le seigneur de celle-ci ne le maintînt dans sa liberté. Un nommé Dreux Savigny, homme libre, ayant épousé une femme de l'évêque Maurice de Sully, fut exempté de tout acte d'aveu et de fidélité envers ce dernier ; mais les enfants issus de son mariage devaient suivre la condition de leur mère[2].

Louis VII, par un diplôme de l'année 1155, abandonna au chapitre de Paris deux serfs de Bagneux, avec leurs femmes et leurs enfants, que l'église possédait depuis longtemps, mais qui étaient devenus l'objet d'une contestation entre lui et elle. De plus il lui assura la possession de tous les serfs et serves dont elle avait joui sous son règne et sous le règne de son père. Enfin il confirma l'ancienne coutume, d'après laquelle les héritiers d'un serf de l'église de Paris marié avec une serve du roi, apparte-

[1] I, 177. Le Cartulaire présente un assez grand nombre de cas de formariage consentis par les seigneurs. Voy. I, 54, II, 10, 11, 15, 84, 85, 88, 116, 132, 176, 181, 384, III, 357, etc.

[2] I, 71.

naient au roi, et réciproquement les héritiers d'un serf du roi marié avec une serve de l'église, appartenaient à l'église [1].

Lorsqu'un mariage était contracté entre les serfs de deux seigneurs différents, les enfants se partageaient ordinairement entre les seigneurs. Vers la fin du XIIe siècle, une contestation s'étant élevée au sujet de la possession des enfants nés d'un serf du chapitre de Saint-Marcel et d'une serve de l'évêque, il fut réglé que l'évêque aurait le premier enfant et le chapitre le second; que le troisième appartiendrait à l'évêque et le quatrième au chapitre, et ainsi de suite pour les suivants; et que si les enfants étaient en nombre impair, le dernier entrerait en religion [2].

Un assez grand nombre de chartes contiennent des échanges de serfs entre l'église de Paris et d'autres seigneurs [3]. Nous n'en mentionnerons qu'une : c'est un acte de l'année 1116, par lequel le doyen de Sainte-Geneviève, du consentement du roi Louis le Jeune, cède au chapitre de Notre-Dame une serve, fille du maire de Vanvres, et reçoit en retour, de ce chapitre, une autre serve, fille du maire de Rozoy [4]. Ces échanges avaient souvent lieu pour cause de mariage [5].

Les donations de serfs sont de même assez nombreuses [6]; de même encore les aveux de servage [7].

Une charte du 14 août 1256 nous fait connaître les restrictions apportées aux droits d'un serf, lorsqu'il était affranchi pour recevoir la tonsure cléricale. A la prière de Robert Munier et d'Aveline, sa femme, originaires d'Orly, et demeurant à Paris, rue Beaubourg, avec Guillaume, leur fils, tous les trois hommes de corps de l'église, le chapitre affranchit ledit Guillaume, et lui donne la tonsure aux conditions suivantes : d'abord il restera

[1] II, 133.

[2] I, 53. On peut voir encore, sur des partages d'enfants de serfs appartenant à plusieurs seigneurs, II, 10, 84, 85, 86, 176, etc.

[3] I, 54, 327, 447, 448-453, etc.

[4] I, 447.

[5] I, 54, 111; II, 381, etc.

[6] I, 448, 450; III, 352, etc.

[7] II, 19, 40, 50, 188, etc.

clerc, et, s'il lui arrivait de se marier, il retomberait en servitude et redeviendrait homme de corps du chapitre ; ensuite il renonce à la succession paternelle et maternelle, et à la faculté de rien acquérir, à quelque titre que ce soit, des biens des personnes de sa parenté qui sont mainmortables du chapitre ; et dans le cas où il viendrait à lui échoir de ces biens, il serait tenu de les vendre et de s'en dessaisir dans l'année, en les cédant à un mainmortable du chapitre, sous peine d'en être dépouillé par celui-ci ; enfin il jure de ne poursuivre aucun homme de corps ni aucun autre justiciable du chapitre, à moins que le chapitre ne lui en donne l'autorisation ou qu'il ne néglige de lui rendre justice[1].

Un serf, nommé Azon, que les religieux de Sainte-Geneviève avaient reçu dans leur maison, sans la permission des chanoines de Notre-Dame, ses maîtres, c'est-à-dire sans qu'il eût été affranchi par eux, n'en conserva pas moins son nouvel état ; seulement les religieux de Sainte-Geneviève promirent aux chanoines de Notre-Dame qu'ils ne recevraient plus à l'avenir aucun serf appartenant à ceux-ci sans leur consentement[2].

Le pouvoir des seigneurs sur leurs hommes s'affaiblit plus promptement dans les terres de l'église que dans celles des laïques. Cela vient de ce que, pendant le moyen âge, l'Église marchait constamment à la tête du siècle, et qu'en général les personnes qui vivaient sous ses lois étaient plus avancées que les autres dans la double voie de la liberté et de la propriété. Leurs droits et leurs priviléges, placés sous la sauvegarde de la religion, étaient de plus garantis par l'autorité temporelle. En 1108, Louis le Gros, à la prière des chanoines de Notre-Dame, assimila leurs serfs aux hommes libres quant à la jouissance des droits judiciaires ; c'est-à-dire qu'il leur accorda, dans toute espèce de causes et d'affaires, le droit d'être témoins et de se battre en duel, aussi

[1] II, 11.

[2] III, 5.6.

bien contre les hommes libres que contre les serfs. Que si quelqu'un avait l'audace de récuser ou de contester leur témoignage, il serait déclaré coupable d'attentat à l'autorité royale et aux institutions publiques ; il perdrait sa cause sans retour ; il ne serait plus entendu en justice, s'il y était demandeur, et serait condamné, s'il y était défendeur ; enfin il encourrait l'excommunication, sauf résipiscence, et ne serait plus admis en témoignage[1].

En 1114, le pape Pascal II, de même à la demande du chapitre, confirma aux serfs de l'église de Paris les droits qui leur avaient été conférés par Louis le Gros, mais sans parler du duel dans le dispositif de la bulle, alléguant en outre qu'il n'est pas juste que la famille (les serfs) de l'église soit assujettie aux mêmes conditions que les serfs des laïques[2].

Une bulle d'Innocent IV nous en fournit un nouvel exemple. Les hommes du chapitre, après s'être soustraits à son obéissance, refusaient de s'acquitter de leurs devoirs à son égard, et prétendaient décider leurs contestations avec lui par le duel. Sur la demande du chapitre, le pape, considérant que le duel est interdit par les canons de l'Église, autorisa les chanoines, nonobstant toute coutume contraire, à se servir contre eux de témoins, de chartes et des autres moyens légitimes de preuves[3].

Quelquefois la résistance des serfs de l'église de Paris alla jusqu'à la révolte, avant même d'y être excités par l'institution des communes. Dès l'an 1067, sous le règne de Philippe Ier, et du temps de l'évêque Geoffroi et du comte de Vermandois Herbert IV, ils s'insurgèrent contre le prévôt et les chanoines de Notre-Dame, et nièrent devoir ce que leurs pères avaient payé. Ils refusaient particulièrement de faire la garde de nuit et de demander permission pour épouser les femmes qu'ils voulaient. Cités en justice au tribunal des échevins de Viry, ils furent mis en de-

[1] I. 246.
[2] I. 223.
[3] II. 394.

meure de fournir leurs preuves. Mais, disent les chanoines, pendant qu'ils pensaient réduire à néant par leur raison la demande formée contre eux, leur langue, par les mérites de la bienheureuse Marie, fut tellement embarrassée, que les paroles qu'ils croyaient proférer à leur avantage tournèrent à leur perte et à notre joie. Confondus et condamnés, suivant la loi, par les échevins, ils présentèrent au doyen du chapitre un gant gauche, en reconnaissance et aveu de la garde, et un gant droit, en signe de renoncement aux femmes étrangères, et au droit d'en épouser à l'avenir sans l'autorisation du prévôt et des chanoines[1].

Quoiqu'il fût de coutume générale qu'un seigneur eût le privilége d'exiger de ses hommes un crédit pour les dépenses qu'il faisait chez eux dans ses terres, la restriction qu'un acte de la fin du XIe siècle apporte à l'exercice de ce privilége n'est pas indigne d'être remarquée. Étienne, comte de Blois, après avoir imprudemment cédé, comme il le dit lui-même, à Eudes de Bray certains droits dans la terre de Rozoy, possédée par l'église de Paris, se vit contraint de retirer sa concession, pour délivrer les habitants des vexations de cet Eudes, qui se conduisait à leur égard en véritable brigand. Entre autres droits, le seigneur avait celui de prendre à crédit, chaque fois qu'il allait à Rozoy, les choses servant à sa table, mais à condition qu'il ne pourrait exiger un nouveau crédit qu'après avoir payé ses dépenses précédentes. L'acte qui contient ces détails a été imprimé deux fois dans le Cartulaire[2], la première avec la date marginale de *circa* 820, ce qui est une erreur ; car le comte Étienne dont il est ici question, et dont la femme se nommait Alix ou Adèle (et non *Amaltrudis*, comme on l'a dit à tort dans la note), n'a rien de commun avec le comte Étienne qui figure dans la charte suivante, de l'an 841, et dont l'épouse se nommait *Amaltrudis*[3].

Le droit d'avoir des pressoirs, comme celui d'avoir des fours,

[1] III, 354.
[2] I, 288 et [illegible]
[3] I, 290.

était généralement réservé aux seigneurs. Le chapitre de Notre-Dame, étant seigneur d'Épône, possédait à ce titre le droit de contraindre les habitants de ce village à pressurer leurs vendanges à ses pressoirs. Mais, vers l'an 1190, il se départit de son privilége en leur faveur, et leur permit de faire à leurs pressoirs les pressurages de leurs propres vendanges et non celles d'autrui, à l'exception de celles qui proviendraient des vignes transmises par eux à leurs enfants ou à leurs autres héritiers [1].

L'exploitation des carrières à plâtre ne pouvait se faire sans l'autorisation des seigneurs fonciers. Un nommé Pierre Fromondi possédait une vigne, située près du gibet de Paris, au territoire de *Dives* ou *Divæ,* dans la censive de l'église Notre-Dame et de Bouchard de Brétigny. Ayant vendu, pour le prix de cent livres parisis, une carrière à plâtre existant sous cette vigne, il reçut défense des seigneurs censiers d'extraire du plâtre sans leur consentement ; ce qui donna lieu, en 1255, à un procès, dont la décision fut remise à des arbitres. Pierre Fromondi perdit sa cause ; mais il lui fut permis, par un accord particulier, d'extraire du plâtre dans sa vigne pendant quatre ans, en payant aux seigneurs un droit de huit livres et six sous parisis sur les cent livres montant du prix de la vente qu'il avait faite, et en promettant qu'à l'expiration du terme convenu il planterait la vigne, la provignerait et la remettrait dans un état aussi bon, sinon meilleur qu'aujourd'hui. Le droit stipulé fut ensuite réduit de quarante-six sous [2].

Par un acte du 20 juin 1264, Jeanne, veuve d'Adam le Flamand, promet de payer au sous-chantre de l'église de Paris, huit livres parisis, pour droits de vente du plâtre extrait ou à extraire d'une carrière située au même territoire de *Dives*, dans la censive du mandé, et s'engage, en outre, à convertir la plâtrière en vigne à la fin de son exploitation [3].

[1] I, 316.
[2] III, 400.
[3] III, 402.

Enfin je mentionnerai une ordonnance, rendue par saint Louis, au mois de mars 1269, qui accorde à tous les laïques percevant des dîmes ecclésiastiques dans sa terre ou dans ses fiefs, soit médiats, soit immédiats, l'autorisation de les abandonner et de les donner ou céder aux églises, sans avoir besoin de son consentement[1].

De la taille.

58. Les chartes concernant la taille imposée aux hommes de l'église de Paris sont assez nombreuses. Je ne m'attacherai qu'aux plus importantes, sans m'occuper de l'origine ni des diverses espèces de ce droit féodal, qui finit par être érigé en impôt public.

Un diplôme de Louis le Jeune, de 1147, confirmé par Philippe Auguste, en 1190 et 1207, limite à soixante livres le montant de la taille que le roi a le droit de lever dans les terres de l'évêque, pendant la vacance du siége épiscopal[2].

Louis VIII, par une ordonnance de l'année 1225, autorisa les chanoines de Notre-Dame à lever, à Paris, dans leur terre de Galande et dans le cloître de Saint-Benoît, depuis le commencement des moissons et des vendanges jusqu'à la Saint-Martin d'hiver, la taille du pain et du vin, toutes les fois qu'elle était levée à Paris, ce qui arrivait tous les trois ans; sur laquelle taille les chanoines rendaient cent sous au roi. Mais le roi se réservait de la percevoir, par les mains de ses officiers, aux portes de la ville et dans les ports, depuis la Saint-Martin d'hiver jusqu'à l'octave de Pâques, sur les blés et les vins destinés auxdites terres des chanoines, à l'exception des blés et des vins qui leur appartenaient ou qui étaient à d'autres personnes privilégiées. S'il arrivait par hasard que cette taille dût être perçue dans la terre de Galande ou au cloître de Saint-Benoît, la perception en serait faite par les officiers des chanoines, qui remettraient ensuite ce qu'ils

[1] I, 154.

[2] I, 47 et 48.

auraient reçu aux officiers du roi. Le même privilége est accordé à la maison du marguillier de Saint-Benoît[1].

Au XIIe siècle, les habitants des campagnes avaient fait de tels progrès vers la liberté, qu'ils forçaient souvent leurs seigneurs à des concessions, et jouissaient pleinement du droit de mettre leurs personnes et leurs biens sous la protection de l'autorité et de la justice.

Vers 1157, les hommes de Rozoy ne voulurent plus reconnaître au chapitre le droit de les tailler à volonté, et refusèrent non-seulement de lui payer la taille, mais encore d'obéir à la sommation qui leur fut faite, à cette occasion, de comparaître à son tribunal. Les chanoines, au lieu de les contraindre, transigèrent avec eux, et les exemptèrent, moyennant un cens annuel de dix-huit livres de Provins, des tailles, des corvées et des labours, soit à la main, soit avec des animaux, qui s'exécutaient au mois d'août[2].

En 1252, les hommes d'Orly ayant refusé de payer la taille au chapitre, la cause fut déférée, du consentement des deux parties, et sous la garantie de la reine Blanche, régente du royaume, à un tribunal d'arbitres, composé des évêques de Paris, d'Orléans et d'Auxerre. Ceux-ci, après avoir fait une enquête, déclarèrent que le chapitre était en possession ou quasi-possession de tailler les hommes d'Orly pour les affaires de l'église, aussi bien que pour l'armée du roi[3].

Un acte du 8 mars 1252 se rapporte à l'enquête dont il vient d'être parlé. C'est la déposition d'un nommé Simon, maire de Corbreuse, de laquelle il résulte que le chapitre a levé la taille sur les habitants d'Orly, L'Hay et Corbreuse; que les hommes d'Orly, en particulier, ont payé, il y a quarante ans environ, une taille montant à cinquante livres parisis, pour la construction du grenier et du cellier du chapitre; que les hommes de L'Hay en

[1] II, 398.

[2] I, 389.

[3] II, 7.

ont payé une il y a vingt ans environ ; et que ceux de Corbreuse en ont payé deux, la première, de cinquante livres parisis, il y a environ quarante ans, pour la construction de la maison du Fumier à Paris ; la seconde, il y a quatre ans ou environ, montant à quatre-vingts livres parisis, destinée à l'acquittement d'une dette du chapitre[1].

Outre la taille du pain et du vin que le roi avait au vieux bourg de Saint-Germain-l'Auxerrois, à la Culture-l'Évêque et au Clos-Bruneau, il possédait dans les mêmes quartiers, sur les hommes de l'évêque de Paris, la taille des quatre cas, savoir : lorsqu'il recevait ses fils chevaliers, lorsqu'il mariait ses filles, lorsque, après avoir été fait prisonnier à la guerre, il était racheté, enfin pour raison de guerre et de chevauchée. Pour tout autre cas, il ne pouvait tailler les hommes de l'évêque sans le consentement de celui-ci. Or, comme, en 1259, aucun des cas en question ne se présentait, saint Louis demanda l'autorisation de lever la taille sur eux à Renaud, évêque de Paris, qui l'accorda, sans préjudice pour l'avenir[2]. Le 2 septembre 1270, c'est-à-dire huit jours après la mort du saint roi, il en fut levé une sur les mêmes hommes, à l'occasion de la croisade, par les régents du royaume[3].

Le 29 septembre 1264, l'official de la cour de Paris et des officiaux des archidiacres Jean et Garnier[4], qui en dressèrent acte, le doyen et les chanoines assemblés capitulairement, déclarèrent que les hommes de Bagneux comparant dans la salle du chapitre étaient hommes de corps de l'église et taillables à volonté, et demandèrent, en conséquence, que ceux-ci choisissent des jurés chargés d'asseoir sur eux et de payer au chapitre la taille de soixante sous parisis, qui leur était imposée pour l'an-

[1] II, 315.

[2] III, 4. Voyez aussi le diplôme de Philippe Auguste, de 1222, I, 122.

[3] III, 5.

[4] Il y a dans le texte *officialis*, mais on doit lire *officiales*. Voy. II, 34, 38, 58, 108, 300, etc.

née présente. Les hommes de Bagneux répondirent que, bien qu'ils fussent hommes de corps de l'église, et bien que le chapitre pût prendre ce qu'il voulait de leurs biens, il ne pouvait pas toutefois les tailler, d'abord parce qu'ils n'avaient pas coutume d'être taillés ainsi, ensuite parce qu'ils ne devaient la taille qu'avec les hommes libres de Bagneux, hôtes du chapitre, enfin parce qu'ils la devaient seulement dans le cas où le chapitre la demandait pour le service du roi. Le doyen et le chapitre, réputant ces raisons fausses et frivoles, passèrent outre, et enjoignirent à leurs hommes de payer la taille. Ceux-ci cédèrent, et nommèrent aussitôt quatre d'entre eux pour en faire l'assiette et le payement[1]. Cet acte authentique, qui ne porte pas d'ailleurs en soi les vrais caractères d'un acte judiciaire, constate qu'il y avait encore, au déclin du XIII[e] siècle, une classe de serfs auxquels leurs maîtres ou seigneurs avaient le droit de prendre ce qu'ils voulaient de leurs biens. C'étaient ceux qu'on appelait proprement hommes de corps. Et cependant, quoiqu'ils n'eussent, à la rigueur, rien en propre, et qu'ils en fissent eux-mêmes l'aveu, ils prétendaient ne pas être pour cela soumis à la taille, et s'efforçaient d'y échapper en se retranchant derrière la coutume. Ce qui permettrait de conclure que le droit des seigneurs de s'emparer de leur avoir était rarement et difficilement exercé. Il y avait d'ailleurs des serfs, comme ceux de Sézanne, qui n'étaient pas soumis à la taille[2].

Une charte du mois de décembre 1267 nous fait connaître que la taille, avec le cens, était de trente-cinq sous par an pour trois arpents et demi de terre à bâtir, situés à L'Hay, non compris la taille due pour l'armée du roi[3]. Une autre charte, du 9 juillet 1271, constate qu'une femme de Vitry obtint la remise de la taille à volonté qu'elle devait au chapitre, moyennant un abonnement de douze sous neuf deniers parisis[4].

[1] II, 123.
[2] I, 145.
[3] II, 48.
[4] II, 189.

Comme, au XIIIe siècle, la taille à volonté, autrement dite à plaisir, à merci, à miséricorde, devenait de plus en plus difficile à lever, elle fut généralement convertie en redevance régulière, c'est-à-dire acquittée par abonnement, ou même rachetée au prix d'un capital une fois payé. Nous citerons, d'après nos chartes, des exemples de ces deux espèces de transactions.

Le chapitre se prétendait en possession du droit de tailler à plaisir les hommes d'Itteville. Ceux-ci prétendaient le contraire, et avaient refusé de payer la taille qui leur avait été imposée. Ils s'étaient même assemblés au son de la cloche, armés et insurgés contre les gens envoyés par le chapitre pour saisir leurs meubles, et leur avaient repris les objets saisis. Enfin, cités devant le chapitre, ils n'avaient tenu aucun compte de la citation, et n'avaient pas comparu. L'affaire aurait pu être portée à la cour du roi, mais, suivant l'usage observé généralement dans l'Église, au moyen âge, elle fut remise à la décision d'un tribunal d'arbitres. Les trois arbitres choisis ou agréés par les parties furent le célèbre Robert de Sorbonne, Clément, archidiacre de Laon, et Milon de Corbeil, tous trois chanoines de Paris. Par leur sentence, rendue le 19 mars 1268, les hommes d'Itteville et des autres terres adjacentes furent condamnés d'abord à payer dans l'année la taille demandée par le chapitre; ensuite à payer à l'avenir, tous les ans, à titre de taille, dix-huit livres parisis, sans préjudice de la taille qui pourrait être levée sur eux pour les subsides du roi ; enfin à payer au chapitre cent livres tournois d'amende, « attendu, disent les arbitres, que nous avons voulu procéder, non suivant la rigueur du droit, mais suivant l'équité, et en ayant égard à la pauvreté des coupables[1]. »

En 1259, le chapitre avait affranchi les habitants de L'Hay et de Chevilly, mais il s'était réservé le droit de les tailler à plaisir[2]. En 1267, il leur remit ce droit, qu'il convertit en un abon-

[1] II, 364 et 366. [2] II, 31

nement annuel de quarante livres parisis, hypothéquées sur leurs biens, en quelques mains qu'ils passassent, fût-ce entre les mains de clercs, de citoyens de Paris ou de tous autres, de quelque condition qu'ils fussent; mais il les maintint dans l'obligation de payer la taille du roi[1]. L'année suivante, il exempta aussi de la taille, moyennant un abonnement de huit livres parisis, trente-six ou trente-huit de ses hôtes des mêmes terres de L'Hay et de Chevilly, lesquels n'avaient pas été compris dans l'affranchissement de 1259, ni dans l'acte de 1267. Il leur permit en même temps de s'adjoindre, pour le payement des huit livres convenues, deux hommes, et non plus, s'il s'en trouvait dans le pays qui consentissent à cette association. Deux actes furent rédigés pour ce dernier abonnement, l'un en mars 1268, et l'autre en janvier 1269. Le plus ancien est rapporté le dernier dans le Cartulaire[2].

Les hommes d'Épône et de Mézières, qui déjà s'étaient abonnés à cinquante livres parisis pour être exemptés de la taille, promirent, le 25 novembre 1268, devant l'official de Paris, d'en faire l'assiette sur eux par tête, et de la payer en deux termes, savoir, à la Saint-Thomas et à la Purification[3]. Leur abonnement fut fixé, l'année suivante, à quarante livres parisis[4].

De même la taille à plaisir des hommes d'Andresy et de Jouy-le-Moûtier fut convertie en un abonnement de quarante livres parisis, le 6 décembre 1269[5]; et celle de plusieurs hommes de Bagneux, à la tête desquels figure le maire, leur fut abonnée, en 1270, pour quatre livres parisis, payables par eux, tous les ans, à la Saint-Martin[6].

Par deux chartes du mois de janvier 1271 et du mois de janvier 1273, les hommes d'Ivry, qui habitaient hors des terres

[1] II, 34.
[2] II, 36 et 38.
[3] II, 361.
[4] II, 355.
[5] II, 164.
[6] II, 126.

affectées au service des heures, et qui n'étaient pas hommes de corps du chapitre, sont affranchis de la taille, moyennant la somme de cent huit livres parisis, une fois payée, sans néanmoins être exemptés de la taille du roi, fixée à six livres au plus, ni même de la taille du chapitre, dans le cas où ils iraient s'établir sur d'autres terres soumises à cette taille[1].

Renaud, évêque de Paris, en accordant la liberté aux habitants de Wissous en 1255, s'était réservé sur eux la taille à volonté. Leurs successeurs, pour s'en affranchir, s'engagèrent, en 1273, à payer à l'évêque un abonnement de soixante livres parisis, et, de plus, une somme de cinquante livres toutes les fois qu'il irait soit à l'armée, soit aux chevauchées du roi[2]. Un autre acte, du 7 juillet 1275, exempte de cette double taxe, comme on l'a dit précédemment, les trois sergents institués par l'évêque dans la terre de Wissous[3].

Les habitants de Saint-Cloud, quoique francs de leurs personnes et de leurs biens, c'est-à-dire quoiqu'ils eussent la liberté de vendre et aliéner leurs biens par donation, testament et de toute autre manière, de demeurer dans la ville de Saint-Cloud ou ailleurs, de se marier ou de mettre leurs enfants dans les ordres, ainsi qu'il est rapporté dans la charte que nous analysons, n'en étaient pas moins grevés de la taille à volonté envers l'évêque de Paris. Celui-ci les ayant imposés à cent livres de taille, payables à la Saint-André 1375, ils refusèrent de payer, et l'affaire fut portée à la cour du bailli de l'évêque. Après une longue procédure, dans laquelle furent employés tous les moyens judiciaires en usage, le bailli rendit son jugement le 11 janvier 1381. L'évêque fut confirmé dans son droit de tailler chaque année à volonté tous les habitants de sa terre de Saint-Cloud, qui n'étaient ni clercs, ni gens de pôté, et de les contraindre, par ses officiers, d'asseoir et payer ladite taille. Les exploits

[1] II, 64 et 347.
[2] III, 172.
[3] *Ibid.*

faits contre eux par les receveurs de l'évêque, pour la levée de la taille de cent livres, qui leur avait été imposée au terme de la Saint-André 1375, furent déclarés bons, justes, valables et raisonnables, et leur opposition *torçonnière* et *torçonnièrement* faite. En conséquence, ils furent condamnés à payer ladite taille de 100 livres et tous les dépens. Le parlement, auquel ils appelèrent, confirma, par arrêt du 3 août 1381, le jugement du bailli[1].

Des affranchissements.

59. Le Cartulaire contient un grand nombre d'actes d'affranchissement, presque tous du XIII[e] siècle. Les uns sont individuels, d'autres collectifs, d'autres généraux. Parmi ceux de la première classe, on distingue ceux qui sont faits pour des serfs qui doivent entrer dans les ordres. L'affranchissement n'est accordé qu'à cette condition; et si le serf ne recevait pas la cléricature, ou si, après l'avoir reçue, il venait à la quitter, il devait retomber dans son premier état. Telle est la première stipulation consignée dans l'acte. Mais souvent il y en a encore d'autres: par exemple, ils n'appelleront aucun homme de corps ni aucun justiciable du chapitre devant un juge étranger sans la permission du chapitre, ou sans qu'ils éprouvent de sa part un déni de justice; et ils ne transmettront à personne les actions qu'ils pourront avoir à exercer contre les hommes de corps ou les justiciables du chapitre[2]. Ces stipulations se trouvent aussi imposées à beaucoup d'affranchis qui ne sont pas destinés à la cléricature.

Les chartes qui les concernent sont tantôt individuelles, tantôt collectives, c'est-à-dire qu'elles confèrent la liberté, soit à une seule personne, soit à plusieurs à la fois, souvent de la même famille. Elles sont très-nombreuses dans notre recueil et

[1] III, 325-334.

[2] II, 66, 88, 179, 185, 282-286, 289, 331, 375-378, 382, 383. Voy. aussi ce qui a été dit précédemment d'une charte d'affranchissement du 14 août 1256, ci-dessus, p. CLXXXV.

contiennent en général des dispositions analogues, mais avec plus ou moins de détails et de variations dans le prix mis à l'affranchissement.

Quelques affranchissements sont gratuits, comme celui que Louis le Gros fit, en 1114, d'une serve nommée Sanceline[1], et celui que contient une charte de Louis le Jeune, de l'an 1152, en faveur d'une veuve qui voulait épouser, en secondes noces, le fils du maire d'Orly. Dans le préambule de l'acte, nous lisons que la bonté divine, en créant tous les hommes et en leur donnant une origine commune, les a tous doués d'une certaine liberté naturelle, mais que plusieurs s'étant rendus coupables ont été privés de leur dignité par des châtiments humains et réduits en servitude[2].

Mais dans la plupart des cas, la liberté n'est accordée qu'à prix d'argent, avec d'autres conditions plus ou moins onéreuses. Une charte du mois d'avril 1280 ou 1281, rédigée par l'official de la cour de Paris, peut donner une idée de ces sortes de contrats. Les quatre enfants d'un nommé Thomas Langlois, d'Ivry, étaient serfs du chef de leur mère, femme de corps du chapitre; trois, étant mineurs, sont représentés par leur père. Après avoir reconnu que leurs ancêtres maternels étaient de condition servile depuis un temps immémorial, ils déclarent qu'ils ont été affranchis par le chapitre du joug de la servitude et de la mainmorte. Les conditions de l'affranchissement paraissent fort onéreuses, bien qu'il soit dit dans la charte qu'elles n'ont pas été faites dans l'intention de charger la liberté, *non causa onerandæ libertatis*. Le chapitre, en effet, se réserve, avec les droits accoutumés de patronage, la taille annuelle à volonté sur les personnes et les biens des affranchis, tant qu'ils demeureront dans les terres du chapitre ou qu'ils y auront des possessions;

[1] I, 449.

[2] III, 356. Voy. encore, pour des affranchissements sans stipulation ou indication de prix, au moins en argent, II, 174, 378, 380, 381, 384-386.

la dîme *nombrée* directe et légitime sur toutes ces possessions, de quelque nature qu'elles soient ; les cens, les rentes, les corvées et toutes les autres redevances, droits et coutumes, ainsi que la justice, tant grande que petite, tant haute que basse, les amendes, saisines et autres droits, dus au chapitre avant l'affranchissement. Indépendamment de la taille arbitraire, le chapitre se réserve encore le droit de tailler les affranchis, toutes les fois qu'il sera obligé de fournir un subside au roi, tant que les affranchis, leurs hoirs ou ayant-cause demeureront ou posséderont des biens dans les terres du chapitre, fussent-ils même clercs ou citoyens de Paris. La dîme *nombrée*, *decima numerata*, dont il est ici question, est celle que les décimateurs lèvent en raison du nombre ou de la quantité des choses dîmées. Elle est d'un seizième pour le vin en cuve et de mère goutte, *mera gutta;* d'un treizième pour le premier et le second pressurage, et de la moitié pour le troisième : d'un onzième ou de la onzième gerbe ou botte pour les blés d'hiver et de mars, pour les fèves, pois, vesces, légumes, pour la guède et les autres plantes de toutes sortes. Quiconque enlèverait le vin, les blés ou les autres produits, avant que les sergents du chapitre n'eussent perçu la dîme, serait tenu d'en payer l'amende au chapitre, comme s'il eût commis un vol. Les affranchis ni leurs héritiers ne pourront demander, posséder, tenir ni acquérir d'aucune manière, par droit de succession, testament, achat ou autrement, les biens des hommes ou des mainmortables du chapitre ; et, comme il est stipulé dans d'autres chartes, s'il leur advenait par échoite des biens de cette nature, ils seraient obligés de les vendre dans l'année à des mainmortables du chapitre, sinon celui-ci aurait le droit de s'en emparer [1]. Il leur est interdit d'appeler en justice les hommes ou les hôtes de l'église devant un autre tribunal que celui de l'église. Pour dernière condition,

[1] II, 378

il est stipulé que les quatre enfants de Thomas Langlois ne seront libres qu'après qu'ils auront payé intégralement la somme de vingt-quatre livres parisis, et qu'en attendant, ils jouiront de la faculté de se marier où ils voudront [1].

Dans d'autres actes du XIIIe et du XIVe siècle, le prix de l'affranchissement de trois serfs est fixé à seize livres parisis [2]; l'affranchissement d'une famille, composée de huit personnes, est taxé à cent vingt livres parisis [3]; celui d'un serf, à vingt [4]; d'un autre, à cinquante [5]; d'un troisième, de même à cinquante livres parisis [6]; de deux autres ensemble, à soixante-quatre [7]. Douze hommes de Wissous obtiennent la liberté à condition qu'ils payeront un cens de quatre-vingt-dix livres parisis, au lieu de celui de quarante-cinq livres, qu'ils devaient auparavant [8].

Dans un dénombrement des serfs affranchis par le chapitre, de 1253 à 1255, les prix varient de quinze à quatre-vingt-dix livres parisis par personne [9].

D'autres dénombrements du même genre contiennent seulement les noms des personnes auxquelles le chapitre avait accordé la liberté, en stipulant les conditions ordinaires, que nous avons fait connaître [10].

Les affranchissements généraux concernent principalement les terres de Bagneux, de Châtenay, de Chevilly et L'Hay, de Mitry, Mory, Montceleux et Tremblay, de Moissy, d'Orly, de Sucy et Noiseau, de Vitry et de Wissous. Ces actes ressemblent, pour la forme dans laquelle ils sont rédigés et pour les clauses qu'ils contiennent, à ceux des affranchissements individuels. Il nous suffira donc d'en donner une courte analyse.

Le plus ancien remonte à l'année 1193, mais il renferme peu

[1] II, 99.
[2] II, 192.
[3] II, 172.
[4] II, 192.
[5] II, 177.
[6] II, 183.
[7] III, 424.
[8] III, 139.
[9] III, 467.
[10] II, 380, 381, 383, 384, 385, 386.

de détails. Il y est dit seulement que les hommes de Mitry, de Mory, de Montceleux[1] et de Tremblay, sont affranchis de la servitude corporelle, *hominium corporis,* à condition qu'ils payeront au chapitre la moitié, au lieu du tiers des terres qu'ils cultivaient; qu'ils ne pourront être cités en justice hors de la seigneurie, mais que leurs baillis comparaîtront devant le chapitre pour les affaires de leurs baillies[2].

En 1255, les hommes de Wissous, dont les noms remplissent près de quatre pages du manuscrit, reçurent de l'évêque Renaud la liberté, moyennant le prix de mille livres parisis[3]. Le même prélat l'accorda trois ans plus tard à plusieurs familles, en leur imposant les mêmes conditions qu'aux hommes de Wissous, et en exigeant de chacune une somme qui revient en moyenne à cent sous parisis[4].

Un certain nombre des habitants de Moissy furent affranchis par le même évêque de Paris, en 1258, afin d'éviter les dangers qui résultaient fréquemment des mariages contractés par eux dans les cas prohibés. En effet, d'un côté les empêchements au mariage pour cause de parenté étaient fort nombreux, et, de l'autre, les serfs ne pouvaient se marier hors de leurs seigneuries. Ces obstacles, dans une terre peu étendue, devaient en condamner beaucoup au célibat, et causer, par conséquent, un grand préjudice au seigneur[5].

L'affranchissement des hommes de Chevilly et de L'Hay eut lieu en 1259, et, à ce qu'il paraît, gratuitement; au moins n'est-il fait mention d'aucun prix dans l'acte. Le chapitre se réserva une taille annuelle à volonté[6], qui fut convertie, huit ans après, comme on l'a vu[7], en un abonnement de quarante livres parisis[8].

[1] Montceleux, hameau de la commune de Sevran, canton de Gonesse, arrondissement de Pontoise, Seine-et-Oise

[2] I, 286.

[3] III, 170 et 171

[4] III, 342.

[5] III, 168.

[6] II, 31.

[7] Ci-dessus, p. CXCIV

[8] II, 31.

Au mois de mai 1263, les hommes d'Orly s'étant présentés devant les officiaux de l'évêque, des archidiacres et du chancelier de l'église de Paris, reconnaissent qu'eux et leurs pères étaient serfs, et qu'ils ont été affranchis de la servitude et de la mainmorte par le chapitre, avec les réserves suivantes, faites à son profit, savoir : les droits ordinaires des patrons, une taille annuelle et fixe de soixante livres parisis, au lieu de la taille à volonté qu'ils devaient avant l'affranchissement ; la dîme nombrée et les autres droits et redevances qui sont mentionnés dans la charte de 1280, pour l'affranchissement des enfants de Thomas Langlois [1]. Le chapitre restreint le bénéfice de l'affranchissement à ceux qui demeuraient à Orly et à trois familles qui n'y demeuraient pas, et fixe le prix de l'affranchissement à quatre mille livres parisis, payables en huit années. Jusqu'à l'entier payement de cette somme, les habitants d'Orly continueront de vivre dans leur dernier état, excepté qu'il leur sera permis de se marier où ils voudront. Et lorsque des affranchis viendront à mourir avant ce terme de huit ans, les échoites et les mainmortes auxquelles leur mort pourra donner lieu seront dévolues au chapitre, sans diminuer en rien la somme qui lui restera due, et sans qu'il soit chargé d'acquitter les dettes des défunts [2].

Cinq ans après cet acte, le 29 novembre 1268, par conséquent avant l'entier payement du prix d'affranchissement, et avant que les affranchis eussent été en jouissance de la liberté, le fils de Jean de Cossigny, l'un d'eux, voulant se marier, sollicita, pour le faire plus avantageusement, l'exemption de la mainmorte qui pesait encore sur lui. Le chapitre la lui accorda en effet, mais à condition que le père et la mère s'obligeraient, avec d'autres personnes, à payer cent livres et plus, selon la valeur de la succession de leur fils, dans le cas où il viendrait à mourir avant que les habitants d'Orly se fussent entièrement libérés [3].

[1] Voy. ci-dessus, p. CXCVIII.

[2] II, 3.

[3] II, 11.

En avril 1266 ou 1267, les hommes de Châtenay obtinrent à leur tour la liberté, en s'engageant à payer tous les ans vingt livres parisis de taille ; plus une rente de sept sous par arpent pour les vignes qui devaient la dîme et le pressurage, ou une rente de quatre sous pour celles qui devaient la dîme seulement, et une de trois sous pour celles qui ne devaient que le pressurage ; enfin une somme de mille quarante livres parisis pour prix de l'affranchissement[1].

La même concession fut faite, en janvier 1269, aux hommes de Bagneux, à condition qu'ils payeraient, avec le prix principal, fixé à treize cents livres parisis, une taille annuelle de huit livres, au lieu de la taille à volonté dont ils étaient chargés, et six sous de rente par arpent de vigne pour la dîme[2]. Le mois suivant, Pierre Bouchard, de Saint-Marcel, Odeline, sa femme, et leurs enfants furent affranchis aux mêmes conditions que les hommes de Bagneux, excepté qu'ils ne furent pas tenus de contribuer au payement des treize cents livres[3].

La charte d'affranchissement des hommes de Vitry, du mois de janvier 1270, contient les dispositions et stipulations ordinaires, et ressemble beaucoup à celle qui concerne les habitants d'Orly, avec cette différence que le prix de la manumission est de quatre cents livres parisis[4].

Lorsque les serfs de Sucy et de Noiseau furent affranchis, en 1272, le chapitre se réserva sur eux une taille annuelle de seize livres parisis, au lieu de la taille arbitraire qu'il pouvait exiger auparavant, et une rente de quatre sous par arpent de vigne pour la dîme. Il les taxa en outre, en principal, à la somme de quinze cents livres parisis[5].

[1] II, 112.
[2] II, 108.
[3] II, 111.
[4] II, 58.
[5] II, 189. Les livres XVII et XVIII du grand Pastoral sont particulièrement consacrés aux affranchissements (II, 375-386).

Ces chartes, dont nous venons de donner le précis, servent à mettre en lumière le caractère de la condition servile au XIIe et au XIIIe siècle. Elles prouvent qu'on pouvait rester soumis aux charges les plus onéreuses, par exemple à la taille arbitraire et à la mainmorte, tout en cessant d'être serf. C'est qu'en effet le signe caractéristique de la servitude n'était pas là, et qu'il consistait uniquement dans la privation du droit de propriété et de la faculté de se marier hors de la seigneurie, le seigneur ou plutôt le maître ayant le droit de prendre des biens de ses serfs ce qu'il lui convenait pendant leur vie, comme à leur mort, et de les poursuivre et revendiquer eux et leurs enfants, lorsqu'ils s'établissaient hors de ses terres pour contracter mariage ou pour toute autre cause.

Des défrichements.

60. Paris était encore environné de vastes forêts au commencement du XIIIe siècle. Celles de Compiègne, de Saint-Germain, de Rambouillet, d'Iveline, de Fontainebleau, de Crécy, le ceignaient de tous côtés et s'avançaient jusque sur son territoire. Les églises et surtout les monastères en avaient néanmoins beaucoup resserré l'étendue par les défrichements qu'ils avaient opérés. L'église de Paris les continua et les favorisa dans ses domaines, à des conditions que nous ferons connaître. Il n'est pas facile d'évaluer les quantités de terres défrichées par elle. Une charte de 1219 indique cent arpents [1]; une autre, de 1225, deux cents arpents [2]; une troisième, de 1202, deux cent quarante arpents [3]; une quatrième, de 1228, de même deux cent quarante [4]; une cinquième, de 1185, trois cents [5]; une sixième, de 1219, cinq cents [6]; en tout quinze cent quatre-vingts arpents, probablement de cent perches carrées, la perche simple étant de

[1] I, 399.
[2] II, 244.
[3] II, 222.
[4] II, 244.
[5] II, 310.
[6] II, 240.

vingt-deux pieds, *ad perticam viginti duorum pedum*[1]. Mais, dans d'autres chartes, l'autorisation de défricher s'étend à la totalité des bois situés dans les prévôtés de Rozoy et de Vernou, sans aucune indication de contenance.

Les conditions de défrichement diffèrent dans quelques détails, mais se ressemblent beaucoup sur les points principaux. Tous les frais étaient sans doute à la charge du concessionnaire, de même qu'il devait faire son profit de tous les produits. Mais le bois était alors à si bas prix, que la vente de la superficie ne suffisait pas ou suffisait à peine à couvrir les dépenses de la défonce ; au reste, on ne trouve dans les actes aucun renseignement à ce sujet.

Quelquefois il est assigné un terme à l'opération, qui devait être terminée dans un an[2], dans deux ans[3], dans trois ans[4]. Tantôt les terres défrichées se partageaient par moitié entre le chapitre et le concessionnaire[5] ; tantôt, et c'était le cas le plus fréquent, celui-ci gardait le tout[6], pour en jouir soit à titre temporaire ou viager[7], soit à titre héréditaire et perpétuel[8]. Lorsque le défrichement n'avait pas été opéré, ou que les terres défrichées avaient cessé d'être mises en culture, le chapitre, après un certain délai, retirait sa concession[9].

Le prix de la concession consistait dans un cens annuel payé au chapitre, et fixé d'ordinaire à quatre deniers par arpent, outre la dîme de la dixième ou de la onzième gerbe[10] ; rarement à trois deniers par arpent, avec la onzième gerbe[11] ; à six deniers sans mention de dîme[12], ou à deux deniers par arpent, avec la onzième gerbe[13].

[1] II, 222.
[2] I, 400
[3] II, 211.
[4] II, 222.
[5] II, 310.
[6] I, 400, 407 ; II, 210, 211, 214, 222, 267, 276.
[7] I, 407, II, 268
[8] II, 211.
[9] I, 400 ; II, 222.
[10] I, 400 ; II, 210, 211, 214, 267, 270, 276, 310.
[11] II, 273.
[12] II, 310
[13] II, 222.

Le chapitre, en concédant des bois à défricher, accordait quelquefois l'autorisation d'y construire des villages ou des maisons, à condition qu'il ne serait assigné qu'un arpent, au plus, à chaque masure, *masura*, et qu'aucune assignation ne se ferait à un prix inférieur à celui de la concession primitive. Les revenus des villages, des maisons et des terres qui en dépendaient étaient partagés par moitié entre le chapitre et le concessionnaire[1]. La seigneurie et la juridiction sur les nouveaux habitants appartenaient tantôt à l'un, tantôt à l'autre[2]. Dans un acte, le chapitre abandonne tous les revenus des terres défrichées et des villages, moyennant une rente annuelle de trente livres de Provins[3].

D'autres fois le chapitre interdisait au concessionnaire de donner les terres défrichées en *croît* de cens, ou pour y établir des hôtes, et par conséquent pour y construire des habitations, au moins sans son consentement[4]. Il était aussi défendu de transférer ou rétrocéder les terres à des chevaliers ou à des églises, de les mettre en mainmorte, et d'en diminuer le cens ou la dîme[5], enfin d'y construire aucun fort ou forteresse[6].

Nous ferons observer, au sujet des hôtes dont il est ici question, qu'ils pouvaient être pris dans trois classes de personnes : premièrement, parmi les hôtes des villages voisins, qui auraient préféré aux hôtises qu'ils occupaient celles qui leur étaient offertes ; secondement, parmi les autres hommes libres qui n'étaient les hôtes de personne ; troisièmement, parmi les personnes assujetties à la mainmorte réelle, qui jouissaient de la faculté, en abandonnant leurs établissements, d'aller s'établir ailleurs. Quant aux serfs proprement dits, il ne leur était permis de passer à l'état d'hôtes que du consentement de leurs seigneurs.

Une charte de l'an 1199 contient quelques renseignements particuliers sur l'état des hôtes. L'évêque de Paris, Eudes de

[1] II, 267, 276.
[2] II, 223, 267.
[3] II, 215.
[4] I, 300, II, 223.
[5] II, 267, 276.
[6] I, 400, II, 244.

Sully, ayant divisé en petits lots sa terre de Marnes, y établit des hôtises à charge de cens. Chacune se composait de huit arpents de terre labourable et d'un arpent pour l'*herbergagium*, c'est-à-dire pour l'habitation, la cour et les dépendances. L'hôte payait pour cet arpent un setier d'avoine à Noël, six deniers parisis à la Saint-Remy, une demi-hémine de froment et deux chapons à la fête des morts, et, pour les huit arpents de terre labourable, quatre sous, c'est-à-dire, pour chaque arpent, six deniers. L'évêque ou son mandataire choisissait, entre les huit arpents, les deux meilleurs pour être annexés perpétuellement et inséparablement à l'*herbergagium*. L'hôte ne pouvait disposer que des six autres arpents, et seulement en faveur d'une personne demeurant en la terre. Celui qui héritait soit de l'*herbergagium*, soit des terres, était tenu d'y venir demeurer dans le terme d'un an, ou de les vendre à un des habitants. L'évêque devait construire un four dans le village et y mettre un fournier, qui serait obligé de chauffer le four avec le bois que les habitants iraient chercher. Ceux-ci devaient aller moudre aux moulins de l'évêque, et donner, pour la mouture, un boisseau sur quinze. Mais si, dans l'intervalle d'un jour et d'une nuit, c'est-à-dire dans les vingt-quatre heures, ils ne trouvaient pas place au moulin, ils avaient la faculté d'aller moudre ailleurs. Au reste, les habitants étaient exempts de la taille et des corvées, l'évêque ne se réservant sur eux que les redevances et les droits indiqués ci-dessus, avec les poids et mesures, le rouage et la justice[1].

Dans un autre acte de 1116, Louis le Gros, après avoir interdit à ses officiers et sergents les vexations qu'ils se permettaient à l'égard des habitants de Corbreuse, dépendants du chapitre de Notre-Dame, leur accorde la faculté de prendre, dans la forêt de l'église de Paris, tout le bois nécessaire pour construire des maisons et pour tous leurs autres besoins. Il leur permet, en

I, 78

outre, de cultiver les terres de l'église qu'ils ont cultivées sous le règne de son père ou sous le sien, mais à condition que, premièrement, quatre délégués des habitants de Corbreuse affirmeront devant le prévôt royal de Dourdan, sous serment et sans être contredits, que lesdites terres ont été effectivement cultivées; secondement, que les colons, en faisant dans la même forêt leurs défrichements, vulgairement appelés essarts, ne cultiveront les parties défrichées et ne les moissonneront que pendant deux ans, pour se transporter ensuite dans d'autres parties de la forêt, où ils ne feront de même que deux moissons[1].

Les défrichements devaient nécessairement nuire aux intérêts des officiers chargés de la garde et de l'administration des bois, en diminuant leurs droits, et quelquefois même en abolissant leurs offices. A la rigueur, cet inconvénient ne pouvait restreindre, encore moins annuler la faculté appartenant à tout propriétaire de disposer de sa chose comme il le trouvait bon, du moins dans les limites de son droit. Aujourd'hui, le propriétaire d'un bois pourrait congédier les gardes de ce bois, et le faire ou non défricher, sans rien devoir à ses gardes et sans leur payer aucune indemnité; mais il n'en était pas de même au moyen âge. Toutes les positions acquises et consacrées par la possession étaient régulièrement respectées, au milieu des désordres et des violences fort ordinaires d'ailleurs sous le régime de la féodalité. Alors le vassal et le serviteur lui-même étaient possesseurs de leurs offices, érigés en titres de fiefs, et n'étaient pas renvoyés au gré de leur seigneur ou de leur maître. Celui-ci, s'il était mécontent d'eux, et s'il en recevait quelque dommage, les forçait à réparation, les punissait ou les faisait punir sévèrement, mais ne les destituait pas. Une charte de l'an 1185 nous fournit un exemple de ce respect pour les offices.

Un défrichement de deux cents arpents de bois ayant été or-

[1] I, 278.

donné par le chapitre de Notre-Dame, les trois officiers gruyers auxquels cette opération portait préjudice s'y opposèrent, et amenèrent le concessionnaire, et par conséquent le chapitre, à composer avec eux. Deux obtinrent que, sur les cent cinquante arpents assurés au concessionnaire, il leur en serait assigné vingt-six à chacun, moyennant un cens annuel de treize sous que l'un et l'autre payeraient à l'église, et à condition qu'ils n'établiraient pas d'hôtes dans leurs lots sans l'autorisation du chapitre. Il leur fut seulement permis d'y construire une grange ou une maison d'habitation, et non pas une forteresse pouvant servir de moyen d'attaque. De plus, les trois gruyers firent à l'église de Paris remise de la gruerie de tous ses bois de Corbreuse, qu'ils tenaient en fief du concessionnaire. Enfin l'église se réserva la voierie, la justice et la dîme sur toutes ses concessions[1].

Plan d'un établissement rural.

61. Nous trouvons, dans une charte de l'année 1234, des détails assez curieux sur la composition d'une ferme qui devait être construite dans les terres défrichées de Vernou. En vertu d'une convention passée entre le chapitre de Notre-Dame et un chanoine de la même église, qui était en même temps doyen de Saint-Martin de Tours, ce dernier s'oblige à faire bâtir, dans le terme d'un an, une grange avec une cour et un grand verger, et à dépenser à cette construction d'abord trois cents livres provinoises, payées par les chanoines de l'église de Paris, puis trois cents autres livres provinoises, ou même plus, s'il est nécessaire, prises sur ses propres fonds. Toutes les constructions, avec ses revenus et ses autres biens, présents et à venir, assis au même lieu, devaient, à l'exception des meubles, faire retour aux chanoines lorsqu'il perdrait sa prébende de l'église de Notre-Dame, par décès ou autrement.

[1] II, 310.

La cour ou pourpris de la grange devait avoir quarante toises de long et trente de large; le mur de clôture dix-huit pieds de haut, non compris le chaperon. Dans ce mur devait être pratiquée une porte avec une poterne, et au-dessus de la porte et de la poterne devaient être élevés des greniers vastes et solides : c'était la grange proprement dite. Elle devait avoir vingt toises au moins de longueur, et neuf toises ou environ de largeur, avec une gouttière à la hauteur de douze pieds. Près de la porte, un appentis de dix à douze toises était destiné à l'habitation. Sur le pignon de derrière devait être construite une tourelle assez grande pour contenir un lit et un escalier. On devait employer à la construction de cette tourelle de bon bois de chêne, gros et fort, et de bonnes tuiles. Les angles des murs, ainsi que la porte, devaient être en pierres de taille. Enfin il devait être construit un grand et bon pressoir, couvert d'un bon appentis en tuiles[1].

Valeur des monnaies et prix de l'argent.

62. Les données fournies par nos chartes pour la détermination des mesures agraires dont elles font mention étant très-insuffisantes, nous n'avons pas à nous y arrêter. Celles qui concernent la valeur des monnaies se réduisent à constater que, vers le milieu du XII[e] siècle, la valeur du marc d'argent était réputée de 40 sous ou 2 livres parisis, et qu'on n'était pas rassuré contre une altération possible de la monnaie. Un acte de l'année 1164 renferme en effet cette clause au sujet d'un payement : *Hoc tenore quod, si forte predicta moneta ceciderit vel deterior facta fuerit, pro singulis XL solidis persolvetur marcha argenti*[2]. De même un document de l'an 1207, en évaluant 200 livres parisis à 100 marcs d'argent, fixe à 2 livres parisis le prix du marc[3]. C'est aussi le prix donné pour cette année par

[1] II, 2[illegible].
[2] I, 71.
[3] I, 1[illegible].

Leblanc, qui le porte à 50 sous tournois, faisant 40 sous parisis. Mais il le fixe, pour l'année 1158, à 53 sous 4 deniers tournois, qui reviennent à 42 sous 8 deniers parisis [1], la livre parisis étant d'un quart plus forte que la livre tournois. Les prix de l'argenterie, marqués dans un document de l'année 1228, sont d'ailleurs d'accord avec celui qui vient d'être indiqué pour le marc. Ainsi vingt-quatre écuelles ou assiettes d'argent, pesant 17 marcs et demi, moins 10 sterlins ou une demi-once, sont évaluées 37 livres 19 sous; trois autres écuelles d'argent et vingt-cinq cuillers, pesant ensemble 4 marcs 15 sterlins, 8 livres 16 sous; un pot, *justa*, du poids de 3 marcs moins 5 sterlins, 6 livres 14 sous; quatre coupes du poids de 4 marcs moins 22 sterlins, 8 livres 6 sous; deux coupes dorées, du poids de 2 marcs moins 24 sterlins, 4 livres 13 sous; deux autres coupes dorées, non façonnées, du poids de 2 marcs et demi, 5 livres 5 sous; enfin cinq cuillers du poids de 53 sterlins, ou 2 onces 13 sterlins, 14 sous [2]. En somme, des vases et ustensiles d'argent, pesant 28 marcs 5 onces 11 sterlins, sont estimés 62 livres 9 sous parisis; ce qui met le marc d'argent ouvragé à 2 livres 3 sous 6 deniers et un tiers. Cet excédant d'environ 3 sous 6 deniers de la valeur du marc d'argent d'orfévrerie sur celle du marc d'argent monnayé [3] n'aurait pas suffi pour payer la main-d'œuvre, si le titre de ces deux espèces d'argent eût été le même; mais il n'est pas douteux que l'alliage employé par l'orfévre lui assurait un bénéfice suffisant.

Prix et loyer des maisons au XIIIe siècle.

63. Les prix de trois maisons à Paris, vendues l'une 46 livres, en 1226 [4], et les deux autres 432 livres 10 sous, en 1260 [5], font

[1] Leblanc, p. 315.

[2] I, 156 et 157.

[3] En 1226, le marc d'argent fin valait, d'après Leblanc, 2 livres 14 sous 7 deniers tournois, qui répondent à 2 livres 3 sous 8 deniers parisis.

[4] II, 516.

[5] II, 506.

en somme 478 livres 10 sous; ce qui met le prix moyen d'une maison à 159 livres 10 sous. Une autre maison, située hors de la porte Saint-Eustache et sur le chemin de Montmartre, coûte 200 livres; mais elle est accompagnée d'un jardin[1].

Les prix de location sont en rapport avec la valeur que nous venons de trouver aux maisons.

Les chanoines de Notre-Dame payaient des loyers depuis 5 jusqu'à 15 livres. Les trente-six maisons occupées par eux étaient louées ensemble 300 livres; ce qui donne pour prix moyen 8 livres 6 sous 7 deniers, et ce qui porte la valeur moyenne de leurs maisons à 166 livres 11 sous 8 deniers, supposé que le prix de location ait été le vingtième de celui des maisons. Mais, outre le loyer, les maisons claustrales supportaient certaines charges dont elles avaient été grevées[2].

Les loyers ou les cens payés par dix-sept autres maisons, pareillement situées à Paris, en différents quartiers, varient de 5 à 17 livres 7 sous, et font un total de 138 livres 7 sous[3]; ce qui donne pour prix moyen de location 8 livres 2 sous 9 deniers, et pour valeur moyenne de ces dix-sept maisons, 162 livres 15 sous. Ces chiffres diffèrent peu de ceux que nous avons trouvés pour les maisons claustrales; de sorte qu'on pourrait évaluer en général le prix moyen d'une maison, à Paris, pendant le XIII[e] siècle, à 164 livres.

Dans les villages, les maisons se louaient et se vendaient nécessairement beaucoup moins cher.

A Saint-Cloud, huit maisons, dont trois avec cour ou jardin, coûtent ensemble 122 livres[4], ou, en moyenne, 15 livres 5 sous.

Tous les prix marqués ci-dessus sont en monnaie parisis. Pour les convertir en monnaie de Tours, il suffirait de les augmenter d'un quart. Mais il ne faut pas oublier qu'on ne taillait que deux

[1] III, 27.
[2] II, 443.
[3] I, 415; II, 419, 428, 460, 466, 493, 516, 533, 538, 539; III, 47, 76, 89, 387, 388.
[4] III, 132, 138, 139, 160.

livres parisis dans un marc d'argent, au moins au commencement du XIIIe siècle, et que, par conséquent, les 164 livres auxquelles nous avons évalué le prix moyen d'une maison à Paris donneraient aujourd'hui (le titre de la monnaie étant supposé le même) 4100 francs en valeur intrinsèque, c'est-à-dire un poids d'argent de 20 kilogrammes et demi. Il resterait encore, pour avoir la valeur extrinsèque, relative ou commerciale, à multiplier ces 4100 francs par le nombre exprimant la différence du pouvoir de l'argent au XIIIe et au XIXe siècle. Or, si nous supposons, ce que j'ai admis ailleurs[1], que l'argent est de nos jours quatre fois plus abondant, c'est-à-dire quatre fois moins puissant que sous le règne de saint Louis, nous aurons à multiplier par 4 nos 4 100 francs, pour avoir la valeur commerciale qu'ils posséderaient actuellement. Cette valeur serait donc de 16400 francs, et tel serait aujourd'hui le prix moyen de ces maisons de Paris, qui se vendaient 164 livres parisis au XIIIe siècle.

Prix et loyer des terres à la fin du XIIe siècle, au XIIIe et au commencement du XIVe

A Paris.

64. 1 arpent de terre est vendu 60 sous, en 1311[2]. En 1212, 2 arpents $\frac{1}{4}$, situés hors des murs et près de Saint-Thomas-du-Louvre, coûtent 30 livres[3]. En 1283, le prix de 7 arpents, sis près de Paris, est de 22 livres 10 sous[4]. En somme, 10 arpents $\frac{1}{4}$ pour 55 livres 10 sous; ce qui met le prix moyen de l'arpent de terre, à Paris ou sous Paris, à un peu plus de 5 livres 10 sous.

Dans la même ville, 3 arpents $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{8}$, c'est-à-dire 3 arpents $\frac{5}{8}$, sont acensés 3 sous 7 deniers 1 obole, en 1214[5]. En 1303, 1 arpent, sis entre le Grand-Pont et les Tuileries, est donné à cens pour le prix de 4 sous[6]. En 1309, au Roule, près Paris, 12 ar-

[1] Voy. *Cartul. de Saint-Père*, Proleg., § 187, t. I, p. CXCIV.
[2] III, 218.
[3] I, 100.
[4] II, 152.
[5] I, 368.
[6] III, 87.

pents $\frac{3}{4}$ sont donnés de même au prix de 18 sous par arpent, ou de 38 livres 9 sous 6 deniers pour le tout. En outre, les preneurs s'engagent à y faire pour 300 livres d'améliorations[1]. Ce qui fait en somme 47 arpents $\frac{3}{8}$ acensés 38 livres 17 sous 1 denier 1 obole, et pour le cens moyen d'un arpent environ 16 sous, c'est-à-dire pas tout à fait le septième du prix moyen de la vente d'un arpent.

A Bonneuil.

Sans date. 14 arpents $\frac{1}{2}$ coûtent 83 livres[2].

A Bourg-la-Reine.

1226. 4 arpents $\frac{1}{2}$ sont vendus 24 livres[3].

1249. 12 arpents, 36 livres[4].

Vers 1255. 2 arpents $\frac{4}{8}$, 24 livres[5].

1260. Vente de 2 arpents $\frac{1}{4}$, chargés d'un chef-cens de 4 deniers 1 pite, pour le prix de 24 livres[6].

En tout, 20 arpents $\frac{7}{8}$, 84 livres. Prix moyen de l'arpent, 5 livres 3 sous 6 deniers.

A Chaillot.

1308. 4 arpents acensés au prix annuel de 12 sous parisis de vieille et forte monnaie par arpent, ce qui fait 2 livres 8 sous pour les 4 arpents[7].

1308. 5 arpents pour un cens annuel de 12 sous par arpent, ou de 3 livres pour les 5 arpents[8].

Total : 9 arpents à 5 livres 8 sous de cens. Taux moyen du cens d'un arpent, 12 sous.

A Châtenay.

Vers 1255. 1 arpent $\frac{3}{4}$ vendu 19 livres[9].

1259. 1 arpent $\frac{3}{4}$ vendu 19 livres[10].

[1] III, 84.
[2] IV, 4.
[3] II, 84.
[4] II, 130.
[5] IV, 20.
[6] II, 123.
[7] III, 52.
[8] III, 93.
[9] IV, 20.
[10] II, 122.

1265. Concession de 4 arpents moyennant 15 sous de rente annuelle et 2 deniers de cens par arpent[1], c'est-à-dire, pour les 4 arpents, 3 livres 8 deniers.

Vers 1265. Autre concession de 4 arpents aux mêmes conditions[2].

1256. Bail à ferme, pour six ans, des trois-quarts d'un arpent, moyennant 2 setiers de grains ou de légumes par an[3].

Total de la vente : 3 arpents $\frac{1}{2}$ vendus 38 livres. Prix moyen de l'arpent, 10 livres 17 sous 2 deniers.

Total de l'acensement : 8 arpents acensés 6 livres 1 sou 4 deniers. Taux moyen de l'amodiation, rente et cens compris, 15 sous 2 deniers.

Le bail à ferme des trois-quarts d'arpent porte l'arpent entier à 2 setiers $\frac{2}{3}$, ce qui supposerait, d'après l'évaluation précédente, que le setier de grain ou de légumes pourrait valoir environ 5 sous 8 deniers.

A Chevilly.

1246. 4 arpents $\frac{1}{2}$, vendus 30 livres, sont repris à ferme par les vendeurs pour une rente de 5 setiers de froment[4].

Prix moyen de l'arpent, 6 livres 13 sous 4 deniers.

Taux moyen du loyer d'un arpent, 1 setier $\frac{1}{9}$ de froment.

A Compans.

1270. 7 arpents vendus 56 livres[5].

Prix moyen de l'arpent, 8 livres.

A Corbeil.

1190. 12 arpents vendus 18 livres[6].

Prix moyen de l'arpent, 1 livre 10 sous.

[1] II, 137
[2] IV, 25.
[3] II, 122
[4] II, 50
[5] II, 347.
[6] I, 49.

A Creteil.

1265. 1 arpent, vendu 6 livres, est cédé à croit de cens annuel pour 10 sous 2 deniers 1 obole[1].

1265. $\frac{1}{4}$ d'arpent vendu 20 sous[2].

1266. Vente d'un arpent au prix de 50 sous[3].

1266. Acensement de 2 arpents $\frac{1}{2}$ au prix annuel de 16 sous 2 deniers 1 obole[4].

1277. Acensement de 6 arpents $\frac{3}{8}$, avec une maison, au prix de 50 sous[5].

Prix moyen de l'arpent, 4 livres 4 sous 5 deniers.

Prix moyen de l'acensement de l'arpent, y compris la maison, 7 sous 7 deniers.

A Épiais

1164. 67 arpents acensés moyennant 18 setiers du meilleur froment, à la mesure du roi, et rendus à Paris[6].

Taux moyen du cens d'un arpent, un peu moins d'un quart de setier.

A Gentilly.

1291. 3 arpents vendus 12 livres[7].

Prix moyen de l'arpent, 4 livres.

A Gros-Saines

1288. Le revenu de 20 arpents est évalué à 12 deniers par arpent[8].

A Issy

1256. 1 arpent $\frac{1}{2}$, à convertir en vigne, rapporte 26 sous de croit de cens[9], ce qui fait 17 sous 4 deniers pour 1 arpent.

[1] II, 25.
[2] *Ibid.*
[3] II, 24.
[4] *Ibid.*
[5] II, 192.
[6] II, 340.
[7] III, 244.
[8] III, 406.
[9] II, 69.

A Larchant.

1274. Vente de 15 arpents, mesure du roi, pour le prix de 75 livres[1].

Prix moyen de l'arpent, 5 livres.

A la Ville-l'Évêque.

1308. 37 arpents acensés 12 sous par arpent, en tout 22 livres 4 sous[2].

1309. 30 arpents acensés 18 livres, ou 12 sous par arpent.

Taux moyen du cens d'un arpent, 12 sous.

A L'Hay.

1233. 2 arpents ½ vendus 15 livres, et 2 autres arpents ½ vendus le même prix[3].

1268. Bail à ferme de 23 arpents, sis à L'Hay et à Bourg-la-Reine, moyennant 7 sous de rente par arpent[4].

1250. Bail à ferme de 12 arpents, situés de même, moyennant 8 setiers et 1 hémine de méteil[5].

Prix moyen de l'arpent, 6 livres.

Le revenu d'un arpent est dans un endroit de 7 sous, et dans un autre d'environ les deux tiers d'un setier de méteil.

Au Menil.

1277. 1 arpent vendu 5 livres 10 sous[6].

A Montgelard.

Sans date. 20 arpents rapportent 100 sous de rente[7].

Produit moyen d'un arpent, 5 sous.

A Mory.

1260. Bail de 53 arpents, au prix annuel de 18 deniers de chef-cens par arpent, plus la dîme[8].

[1] II, 302.
[2] III, 84.
[3] II, 71, 340.
[4] II, 66.
[5] II, 71.
[6] II, 351.
[7] III, 360.
[8] II, 343.

A Orly.

1265. 1 arpent $\frac{1}{4}$ vendu 3 livres 15 sous[1].

1279. 8 arpents $\frac{1}{4}$ vendus 32 livres 10 sous[2].

1268. Bail à cens de 4 arpents au prix de 20 sous de rente. Autre bail de 4 arpents $\frac{1}{2}$ de terre labourable et d'un demi-arpent de vigne, au même prix. Autre de 3 arpents $\frac{1}{2}$ au même prix. Autre de 3 arpents au même prix. Autre de 4 arpents au même prix[3].

Prix moyen de l'arpent, 3 livres 17 sous 4 deniers.

Taux moyen du cens d'un arpent, environ 5 sous 2 deniers.

A la Plesse.

1272. 1 arpent $\frac{1}{2}$ vendu 7 livres[4].

1272. Bail à ferme, pour neuf ans, d'un arpent $\frac{1}{2}$, moyennant 2 setiers de méteil par an. Les preneurs ne sont obligés à fumer la terre qu'une seule fois pendant la durée du bail[5].

Prix moyen de l'arpent, 4 livres 13 sous 4 deniers.

Prix moyen du bail d'un arpent, 1 setier $\frac{1}{3}$ de méteil.

A Viry.

1244. Vente de 6 soitures (*sextariata*) $\frac{1}{2}$ 7 verges et 7 pieds de terres, pour le prix de 26 livres 11 sous[6].

1253. Vente de 8 soitures de terres, à la mesure de Viry, pour le prix de 59 livres 15 sous[7].

Prix moyen de la soiture, 8 livres environ.

A Vitry.

1170. Vente de 20 arpents pour la somme de 25 livres[8].

1305. Vente d'un arpent $\frac{1}{4}$ pour la somme de 220 sous[9].

[1] II, 2[illegible].
[2] II, 2[illegible].
[3] II, [illegible].
[4] II, [illegible].
[5] II, 12[illegible].
[6] II, 331.
[7] Ibid.
[8] I, 18.
[9] III, [illegible]. On a imprimé à tort 220 livres.

1255. Bail à ferme, pour 9 ans, de 4 arpents $\frac{1}{2}$, moyennant 30 sous par an[1].

Prix moyen de l'arpent, 1 livre 13 sous 4 deniers environ.

Prix moyen du bail d'un arpent, 6 sous 8 deniers.

A Wissous.

1249. Vente de 3 arpents $\frac{4}{8}$ pour 25 livres[2].

1255. Vente de 2 arpents $\frac{4}{8}$ pour 19 livres[3].

1259. Vente de 17 arpents $\frac{4}{8}$ pour 180 livres[4].

1308. Bail d'un demi-arpent moyennant une mine d'avoine et un demi-minot de froment[5].

Prix moyen de l'arpent, 10 livres 3 sous environ.

Prix moyen du bail d'un arpent, deux mines d'avoine et un minot de froment.

Si maintenant nous additionnons tous les nombres que nous avons obtenus pour valeur des terres aux environs de Paris, nous trouvons que 157 arpents $\frac{1}{2}$ ont été vendus 830 livres 16 sous, et que 235 arpents ont été acensés 80 livres 16 sous 7 deniers; ce qui fait 5 livres environ pour le prix moyen de la vente d'un arpent, et 7 sous 5 deniers environ pour le taux moyen du cens dû annuellement par la même mesure de terre. D'où nous conclurions que le prix d'acensement était au prix de vente dans le rapport de 1 à 13 $\frac{1}{2}$ environ, si l'on pouvait avoir confiance en des calculs qui supposent, ce qui n'est pas vrai, que tous les arpents étaient d'égale grandeur. On observera que le prix moyen de vente est de 10 sous plus élevé, et le cens moyen plus du double à Paris que dans les environs. Tous les prix sont en monnaie parisis.

[1] II, 88.
[2] II, 90.
[3] *Ibid.*
[4] II, 81 et 504.
[5] III, 140.

Prix et loyer des prés pendant le XIIIe siècle.

A Châtenay.

65. 1234. 1 arpent vendu 12 livres 10 sous[1].

1235. 1 arpent vendu en trois lots 13 livres[2].

1240. $\frac{3}{4}$ d'arpent vendu 15 livres[3].

1242. $\frac{1}{2}$ arpent, 6 livres[4].

1247. 2 arpents, 35 livres[5].

1250. $\frac{1}{2}$ arpent, 8 livres[6].

1253. $\frac{1}{4}$ d'arpent, 3 livres 10 sous[7].

1253. $\frac{3}{4}$ d'arpent, 8 livres[8].

1269. $\frac{3}{4}$ d'arpent, 10 livres 10 sous[9].

1275. $\frac{3}{4}$ d'arpent, 16 livres 10 sous[10].

En somme, 7 arpents $\frac{3}{4}$, vendus 128 livres.

1263. Bail à ferme de 2 arpents $\frac{1}{2}$ pour 3 livres de rente annuelle[11].

Prix moyen de la vente d'un arpent, 16 livres 15 sous 9 deniers.

Prix moyen du bail à ferme d'un arpent, 1 livre 4 sous

[illegible]

1252. Vente de 9 arpents $\frac{3}{4}$, au prix de 55 livres[12].

1255. Vente de 1 arpent, 5 livres 5 sous[13].

1256. Vente de $\frac{1}{2}$ arpent, 1 livre 10 sous[14].

1256. Vente de 2 arpents, 7 livres 10 sous[15].

1258. Vente de 1 arpent, 8 livres 5 sous[16].

[1] II, 122.
[2] Ibid.
[3] II, 1[illegible].
[4] Ibid.
[5] II, 127.
[6] II, 1[illegible].
[7] II, 1[illegible].
[8] III, [illegible].
[9] Ibid.
[10] II, 1[illegible].
[11] II, 121.
[12] II, [illegible].
[13] II, 3[illegible].
[14] Ibid.
[15] Ibid.
[16] II, [illegible].

1259. Vente de 3 arpents, 38 livres[1].

En somme, 17 arpents 1/6, vendus 115 livres 10 sous.

Prix moyen d'un arpent, 6 livres 14 sous 7 deniers.

A Compans.

Sans date. 5 arpents, vendus 82 livres, rapportent 8 livres environ[2].

Prix moyen de l'arpent, 16 livres 8 sous.

Produit moyen de l'arpent, 1 livre 12 sous.

A Créteil.

1265. 1 arpent 3/4 vendus 100 sous[3].

Prix moyen de l'arpent, 2 livres 17 sous 2 deniers.

1252. 8 *quarelli* vendus 20 sous[4].

Si les mesures étaient proportionnelles aux prix, le carreau, *quarellus*, serait environ la vingt-troisième partie de l'arpent. Le *quarellus*, pour les vignes, n'en serait que la cinquante-huitième partie, comme on le verra plus bas.

A Itteville.

1260. Acensement de 18 arpents 1/2, à raison de 3 sous par arpent[5].

A l'Hay.

1228 ou 1229. Vente de 1/2 arpent pour la somme de 9 livres[6].

1231. Vente de 1 arpent pour 11 livres[7].

1231. Vente de 1/2 arpent pour 11 livres[8].

1242. Vente de 1/2 arpent, pour 9 livres[9].

1252. Vente de 1 arpent 1/4 pour 20 livres[10].

1259. Vente de 1 arpent pour 20 livres[11].

[1] II, 353.
[2] IV, 4.
[3] II, 25.
[4] II, 55.
[5] II, 70.
[6] II, 71.
[7] *Ibid.*
[8] II, 74.
[9] II, 53.
[10] *Ibid.*
[11] III, 391.

En somme, 4 arpents $\frac{3}{4}$ vendus 80 livres.

Prix moyen de l'arpent, 16 livres 16 sous 10 deniers.

Dans l'île de Mera.

1190. 2 arpents vendus 4 livres[1].

1195. 2 arpents vendus 8 livres[2].

En somme, 4 arpents pour 12 livres.

Prix moyen de l'arpent, 3 livres.

[illegible]

1242. 1 arpent vendu 6 livres[3].

1258. 1 arpent vendu 6 livres 6 sous[4].

1264. 3 arpents vendus 13 livres[5].

Total : 5 arpents pour 25 livres 6 sous.

Prix moyen de l'arpent, 5 livres 1 sou 2 deniers.

[illegible]

1250. 4 arpents $\frac{1}{4}$ vendus 18 livres[6].

Prix moyen de l'arpent, 4 livres 4 sous 8 deniers.

Total général : 49 arpents $\frac{1}{2}$, vendus 465 livres 16 sous.

Prix moyen de l'arpent de pré, environ 9 livres 8 sous 3 deniers.

Cens moyen de l'arpent, 10 sous 7 deniers.

Prix et loyer des vignes pendant le XIIIe siècle.

A Paris.

66. 1250. Vente de 3 arpents $\frac{1}{2}$ de vignes pour le prix de 50 livres[7].

1263. Vente de 1 arpent pour le prix de 14 livres[8].

1256. $\frac{1}{4}$ d'arpent acensé 10 sous de croît de cens[9].

1282. 7 arpents et le tiers d'un pressoir, amodiés 4 livres[10].

[1] I, [illegible].
[2] I, [illegible].
[3] III, 142.
[4] III, [illegible].
[5] III, [illegible].
[6] II, 53.
[7] III, 401.
[8] III, 402.
[9] II, [illegible].
[10] III, 398.

1286. 7 arpents et un pressoir, amodiés 5 livres de cens[1].

En somme, 4 arpents $\frac{1}{2}$ vendus 61 livres; et 14 arpents $\frac{1}{4}$, avec un pressoir et un tiers de pressoir, acensés 9 livres 10 sous.

Prix moyen de l'arpent, 13 livres 11 sous 1 denier.

Taux moyen du cens de l'arpent, avec environ un onzième de pressoir, 13 sous 4 deniers.

A Beauchamp, Bellus Campus.

1258. Vente de 6 arpents $\frac{1}{2}$ de vigne pour la somme de 60 livres[2].

1272. Acensement de 5 arpents $\frac{3}{4}$ moyennant 3 livres de croît de cens[3].

Prix de l'arpent, 9 livres 4 sous 7 deniers.

Cens de l'arpent, 10 sous 5 deniers.

A Chavenai.

1265. Vente de $\frac{3}{4}$ d'arpent pour 16 livres[4].

1253. Acensement de $\frac{1}{2}$ arpent pour 2 livres[5].

1265. Bail de $\frac{3}{4}$ d'arpent moyennant 30 sous de rente[6].

Prix de l'arpent, 21 livres 6 sous 8 deniers.

Taux moyen du loyer, 2 livres 16 sous.

A Chatillon.

1240. Vente de 1 arpent, 13 livres 8 sous[7].

A Corbreuse.

1252. Acensement de 8 arpents $\frac{1}{2}$ de terre labourable, à convertir en vigne, moyennant un chef-cens de 12 deniers par arpent et 1 setier par muid de vin récolté[8].

[1] III, 400.
[2] II, 418.
[3] II, 420.
[4] II, 137.
[5] II, 120.
[6] IV, 25.
[7] II, 124.
[8] II, 309.

A Créteil.

1265. 3/8 d'arpent vendus 5 livres, puis cédés au vendeur, à titre de croît de cens, pour 10 sous 3 deniers[1].

1257. 1/2 arpent amodié pour 7 sous de croît de cens[2].

Prix de l'arpent, 13 livres 6 sous 8 deniers.

Cens moyen de l'arpent, 19 sous 9 deniers environ.

Au lieu dit Duodeventi.

1276. Bail de 1 arpent 1/4 moyennant 30 sous de croît de cens[3].

Prix moyen de l'acensement de l'arpent, 1 livre 4 sous.

A Épône.

1248. 1/2 arpent de vigne vendu 10 livres[4].

Prix de l'arpent, 20 livres.

A Grignon.

1277. Bail à ferme perpétuel de 2 arpents 1/8 de vigne, moyennant 2 livres de rente annuelle[5].

Prix du bail de l'arpent, 18 sous 10 deniers.

A Ivry.

1259. Vente de 1/4 d'arpent pour la somme de 4 livres 10 sous[6].

Prix de l'arpent, 18 livres.

A Lerchant.

1256. Acensement de 1 arpent pour 1 livre 10 sous de croît de cens[7].

A L'Hay.

1228. Vente de 4 arpents 1/4 pour 42 livres 10 sous[8].

1238. 2 arpents amodiés 1 livre 5 sous[9].

Prix de l'arpent, 10 livres.

Prix du bail de l'arpent, 12 sous 6 deniers.

[1] II, 25.
[2] II, 179.
[3] II, 143.
[4] II, [illegible].
[5] II, 26.
[6] II, 83.
[7] II, 294.
[8] II, 44.
[9] II, [illegible].

A Meudon.

1228. Vente de $\frac{1}{4}$ d'arpent, 1 livre 12 sous[1].

1254. Vente de 4 arpents pour le prix de 100 livres tournois, qui font 80 livres parisis[2].

En tout 4 arpents $\frac{1}{4}$, vendus 81 livres 12 sous.

Prix moyen de l'arpent, 19 livres 7 sous 7 deniers.

A Monsivry.

1236. $\frac{1}{4}$ d'arpent vendu 3 livres[3].

1237. $\frac{1}{2}$ arpent vendu 2 livres 5 sous[4].

Vers 1130. $\frac{3}{4}$ d'arpent de terre à planter en vigne, amodiés 9 deniers de cens[5].

1255. Échange de 1 arpent de vigne contre 1 arpent $\frac{3}{4}$ de terre labourable[6].

En somme, $\frac{3}{4}$ d'arpent vendus 5 livres 5 sous.

Prix moyen de l'arpent, 7 livres.

Taux du loyer d'un arpent, 1 sou.

A Orly.

1265. $\frac{3}{4}$ d'arpent vendus 10 livres, puis repris à cens par le vendeur pour 20 sous par an[7].

1265. $\frac{1}{4}$ d'arpent vendu 4 livres 10 sous, puis repris à cens par le vendeur pour 10 sous par an[8].

1265. 1 arpent vendu 10 livres, puis repris à croît de cens par le vendeur pour 1 livre par an[9].

1265. $\frac{5}{8}$ d'arpent vendus 7 livres 10 sous, puis repris à croît de cens par le vendeur pour 15 sous par an[10].

En somme, 2 arpents $\frac{5}{8}$ vendus 32 livres, et acensés 3 livres 5 sous.

[1] II, 94.
[2] II, 84.
[3] II, 83.
[4] *Ibid.*
[5] III, 55.
[6] II, 83.
[7] II, 23.
[8] *Ibid.*
[9] II, 24.
[10] *Ibid.*

Prix moyen de l'arpent, 12 livres 3 sous 10 deniers.

Cens moyen de l'arpent, 1 livre 4 sous 9 deniers.

Au Perreus.

1255. $\frac{3}{4}$ d'arpent vendus 26 livres[1].

Prix de l'arpent, 34 livres 13 sous 4 deniers.

A Saint-Cloud.

1259 ou 1260. $\frac{1}{4}$ d'arpent vendu 11 livres[2].

1305. $\frac{1}{4}$ d'arpent amodié 1 mine d'avoine de rente[3].

1307. 1 arpent $\frac{1}{4}$ amodié 15 sous de cens[4].

Prix de l'arpent, 44 livres.

Cens de l'arpent, 10 sous dans un endroit, et dans un autre 4 mines d'avoine.

A Sucy.

1256. $\frac{5}{8}$ d'arpent vendus 12 livres 10 sous[5].

1257. $\frac{1}{4}$ d'arpent vendu 4 livres[6].

1260. $\frac{1}{2}$ arpent vendu 13 livres[7].

1257. 9 *quarelli* $\frac{1}{4}$ vendus 3 livres 7 sous[8].

1257. 18 *quarelli* vendus 6 livres 12 sous[9].

1257. 20 *quarelli* vendus 7 livres 8 sous[10].

En somme, 1 arpent $\frac{3}{8}$, vendu 29 livres 10 sous, et 47 *quarelli* vendus 17 livres 7 sous.

Prix moyen de l'arpent, 21 livres 9 sous environ.

Prix moyen du *quarellus*, 7 sous 5 deniers environ.

Le prix de l'arpent est donc environ cinquante-huit fois plus fort que celui du *quarellus*.

A Surênes.

1304. [illegible] d'arpent acensés 10 sous de croit de cens[11].

[1] II, 187
[2] III, 157
[3] III, 153
[4] III, 150
[5] II, 182
[6] II, 191
[7] II, 186
[8] II, 191
[9] *Ibid.*
[10] *Ibid.*
[11] III, 1[illegible]

Cens de l'arpent, 13 sous 4 deniers.

A Vitry.

1240. $\frac{3}{8}$ d'arpent amodiés 9 setiers de vin de rente[1], ce qui fait pour 1 arpent 24 setiers.

A Wissous.

1253. 1 arpent acensé 3 sous[2].

Le prix général des 28 arpents[3] est de 407 livres 15 sous, ce qui met le prix moyen de l'arpent à 14 livres 11 sous.

Le cens général payé par les 34 arpents de vignes est de 27 livres 7 sous, et, par conséquent, le cens moyen de l'arpent de 16 sous 1 denier.

Les prix sont tous donnés en monnaie parisis.

Prix et loyer des bois et des marais au XIIIe siècle.

A Moissy.

67. 1277. Vente de 54 arpents de bois moyennant le prix de 375 livres[4].

Prix de l'arpent, 6 livres 19 sous environ.

A Ormoy.

1270. Vente de 54 arpents de bois pour 155 livres[5].

Prix de l'arpent, 2 livres 17 sous 5 deniers environ.

A Viry en Vermandois.

1291. 202 arpents $\frac{3}{8}$, acensés moyennant 1 sou par arpent[6], rapportent 10 livres 2 sous 4 deniers $\frac{1}{2}$.

A Weville.

1200. 10 arpents de marais, acensés 3 deniers par arpent[7], produisent 2 sous 6 deniers.

[1] II, 51.
[2] III, 115.
[3] Je ne fais pas entrer dans le calcul les 47 perches.
[4] III, 168.
[5] III, 164.
[6] II, 335.
[7] I, 280.

En somme, 108 arpents de bois sont vendus 530 livres, ce qui donne, pour le prix moyen de l'arpent, 4 livres 18 sous 2 deniers.

Le cens de l'arpent de bois, à Viry, est de 12 deniers.

Le cens de l'arpent de marais, à Itteville, est, comme on l'a vu, de 3 deniers.

Prix de choses diverses au XIIIe siècle.

68. Sans date. Prix d'un bœuf en viande, 1 livre 10 sous[1]; de huit moutons ou beliers, *arietes*, 2 livres 10 sous[2] : ce qui fait 6 sous 3 deniers pour un mouton, et ce qui supposerait que la viande d'un bœuf n'aurait valu que 4 moutons $\frac{4}{5}$.

1276. Une poule est évaluée 2 deniers[3].

Le prix d'une chape (de chanoine), qui avait été fixé anciennement à 24 florins d'or, fut réduit à 15 en 1363[4].

1228. Prix d'un Bréviaire, 16 livres[5].

Vers le milieu du XIIIe siècle, une Bible en 2 volumes avait coûté 200 livres tournois[6], ou 160 livres parisis.

Résumé des principales évaluations qui précèdent.

69. S'il nous fallait compléter cette partie de notre travail, nous aurions besoin de revenir sur deux problèmes fort importants, savoir : l'évaluation du prix commercial de la monnaie au XIIIe siècle, et celle des mesures agraires en usage aux environs de Paris pendant le même temps. Mais ces deux problèmes sont trop longs et trop compliqués, et le dernier est trop difficile, par le manque de données suffisantes, pour que nous nous croyions encore obligé de nous en occuper ici. J'ai déjà essayé de les résoudre, pour les environs de Chartres, dans les Prolégomènes du Cartulaire de Saint-Père, § 151-190, t. I, p. CLXIII-CXCVII. Quant au premier, il présente bien moins de difficultés depuis

[1] III, 4[illegible].
[2] III, 455.
[3] III, 4[illegible].
[4] III, 434.
[5] I, 457.
[6] IV, 17[illegible].

la publication du Mémoire de M. Leber[1]. Grâce aux recherches de ce respectable savant, nous pouvons maintenant arriver, en beaucoup de cas, aux valeurs actuelles avec une approximation satisfaisante. Les erreurs qu'il peut avoir commises, et qui sont inévitables en pareille matière, le vague ou l'incertitude qui règnent quelquefois dans les tables, les omissions ou lacunes qu'on y découvre, n'empêchent pas que son ouvrage ne soit fort utile, et qu'on ne doive le consulter avec une certaine confiance. C'est pourquoi nous renverrons aux Prolégomènes du Cartulaire de Saint-Père et au Mémoire de M. Leber les personnes qui voudraient réduire nos prix anciens en prix actuels. Quoiqu'au sujet de la valeur des maisons de Paris nous ayons nous-même fait cette réduction, qui revient à multiplier par 100 les prix en monnaie parisis du XIII[e] siècle, nous ne sommes pas assez certain de l'exactitude du résultat pour nous livrer de nouveau à la même opération dans le résumé qui va suivre. Nous nous bornerons à rapprocher les unes des autres les principales évaluations auxquelles nous sommes arrivé.

D'après les calculs précédents, le prix moyen de l'arpent de terre labourable était d'environ 5 livres; celui de l'arpent de pré, de 9 livres 8 sous 3 deniers; celui de l'arpent de vigne, de 14 livres 11 sous, et celui de l'arpent de bois, de 4 livres 18 sous 2 deniers. Il en résulte que les vignes coûtaient environ trois fois plus que les champs et les bois, et seulement moitié en sus du prix des prés; que les prés valaient environ le double des champs et des bois; enfin que le prix des champs n'excédait que de $\frac{4}{58}$ celui des bois.

D'après les mêmes calculs, l'arpent de terre labourable payait, en moyenne, un cens de 7 sous 5 deniers; celui de pré, un de 16 sous 7 deniers; celui de vigne, un de 16 sous 1 denier; celui de bois un de 12 deniers, et celui de marais, un de 3 deniers.

[1] Imprimé dans le recueil de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, *Mém. des sav. étr.*, t. I.

D'où il résulte que le cens des prés surpassait de $\frac{4}{34}$ celui des vignes, qu'il était le double et environ $\frac{1}{4}$ en sus de celui des champs, près de 17 fois plus fort que celui des bois, et plus de 66 fois plus fort que celui des marais; que le cens des vignes était le double et $\frac{1}{6}$ en sus de celui des champs, plus de 16 fois plus fort que celui des bois, et plus de 64 fois plus fort que celui des marais; que le cens des champs valait 7 fois $\frac{1}{2}$ environ celui des bois, et environ 30 fois celui des marais; enfin que le cens des bois était le quadruple de celui des marais.

Le prix du cens, comme on voit, n'est nullement proportionnel à celui de la vente. Cette anomalie peut provenir d'abord de ce que les ventes et les acensements relevés concernent en grande partie des territoires différents; de sorte que les fonds vendus ayant une autre valeur que les fonds acensés, il était difficile qu'il y eût accord entre les prix de vente et les prix de cens. Elle peut provenir aussi de ce que les arpents n'avaient pas tous la même mesure, ce qui devait nécessairement mettre le trouble dans les évaluations. Enfin plusieurs circonstances particulières pouvaient occasionner l'élévation ou l'abaissement des prix. Si, par exemple, les bois de Viry ne sont acensés que 12 deniers l'arpent, tandis que l'arpent de bois, à Moissy et à Ormoy, se vend, en moyenne, 4 livres 18 sous 2 deniers, c'est-à-dire près de 100 fois plus cher, cette énorme disproportion entre le prix de vente et celui d'acensement peut s'expliquer d'abord en supposant que les bois de Viry ne valaient pas, à beaucoup près, ceux de Moissy et d'Ormoy; ensuite en observant que les bois de Viry sont donnés à cens par le chapitre de Notre-Dame, non à des étrangers, mais à ses propres hommes, auxquels, par des raisons d'intérêt non moins que de charité, il devait faire de meilleures conditions qu'à d'autres gens qui n'auraient pas vécu sous sa protection et seigneurie.

Ces observations, qui expliquent jusqu'à un certain point les discordances que présente ce résumé, ôtent en même temps

beaucoup d'autorité à plusieurs de nos calculs : mais il nous fallait ou les exécuter au moyen des données qui étaient à notre disposition, ou renoncer à traiter ce sujet.

Taux de l'intérêt, ou rapport de la rente au capital, principalement au XIIIe siècle.

70. Quelque différence qu'il puisse y avoir entre la rente, le cens, le chef-cens, le croît de cens, le menu cens, dont il est souvent fait mention dans nos chartes, nous ne voyons pas comment cette différence influerait sur le calcul du taux de l'intérêt qui va nous occuper ; et dans le cas où une telle influence devrait être admise, nous avouons que nous n'avons trouvé aucun moyen de l'apprécier. Nous ne distinguerons donc pas les divers titres des redevances annuelles dont nous avons relevé les prix de vente ou de rachat. Ainsi, par exemple, nous comprendrons dans le même calcul les capitaux servant à acquérir des rentes, et ceux qui servent à l'acquisition de cens, de croît de cens, etc., sans en faire autant de catégories distinctes ; mais nous aurons soin de séparer les petites sommes des grandes, parce qu'il nous a paru que le taux de l'intérêt n'était pas le même pour les unes et pour les autres.

Années.	Redevances annuelles.			Valeur en capital.			Denier d'intérêt.	Citations.
	l.	s.	d.	l.	s.	d.		
1181	5	»	»	80	»	»	16	I, 45 et 46.
1187	»	6	10	5	10	»	16 $\frac{1}{2}$	I, 52.
1220	»	10	»	10	»	»	20	I, 438.
1225	10	»	»	100	»	»	10	III, 212.
1225	5	»	»	50	»	»	10	III, 212.
1230	»	1	»	1	»	»	20	III, 92.
1231	1	»	»	12	»	»	12	III, 95.
1231	»	10	»	5	»	»	10	III, 98.
1231 ou 1232	3	»	»	34	»	»	11 $\frac{1}{3}$	I, 437 et 438
1236	»	4	»	2	»	»	10	III, 397.
1238	»	1	4	1	»	»	19 $\frac{2}{3}$	III, 100.
1238	»	6	»	3	»	»	10	III, 391.
1239	1	5	»	21	16	4	17 $\frac{1}{2}$	II, 450
1247	7	1	8	62	»	»	8 $\frac{3}{4}$	II, 544
1247	1	»	»	13	»	»	13	III, 392.

Années.	Redevances annuelles.			Valeur en capital.			Denier d'intérêt.	Citations.
	l.	s.	d.	l.	s.	d.		
1247	»	13	»	7	10	»	11 $\frac{1}{2}$	III, 394.
1249	1	10	»	20	»	»	13 $\frac{1}{2}$	II, 539.
1250	»	1	»	»	12	»	12	II, 452.
1251	1	9	3	15	»	»	10 $\frac{1}{4}$	II, 514.
1254	7	»	»	109	»	»	15 $\frac{4}{7}$	II, 433.
1254	5	»	»	74	»	»	14 $\frac{4}{5}$	II, 456.
1255	3	10	»	80	»	»	23	II, 178.
Vers 1255	2	10	»	40	»	»	16	IV, 20.
Sans date	2	»	»	40	»	»	20	IV, 20.
1256	»	»	11	2	»	»	43 $\frac{7}{11}$	II, 128.
1256	»	»	4	»	12	»	36	II, 134.
1256	5	»	»	90	»	»	18	II, 509.
1256	3	5	»	55	»	»	17	II, 516.
1256	2	10	»	35	»	»	14	III, 396
1257	1	17	6	25	»	»	13 $\frac{1}{2}$	II, 419.
1258 ou 1259	1	»	»	16	»	»	16	III, 132.
1258 ou 1259	8	»	»	130	»	»	16 $\frac{1}{4}$	III, 212.
1259	4	»	»	65	»	»	16 $\frac{1}{4}$	II, 452.
1259	4	»	»	70	»	»	17 $\frac{1}{4}$	II, 505.
1259	»	10	»	9	»	»	18	III, 45.
1259	3	5	»	50	»	»	15 $\frac{5}{13}$	III, 59.
1259	»	5	»	3	»	»	12	III, 221.
1259	1	10	»	16	»	»	10 $\frac{2}{3}$	III, 397.
1260	»	4	»	2	6	»	11 $\frac{1}{2}$	III, 398.
1261	»	1	»	1	»	»	20	II, 368.
1262	5	13	3	78	10	»	13 [illegible]	II, 504.
1262	2	11	3	45	»	»	17 $\frac{1}{3}$	II, 504.
1262	»	6	9	3	»	»	8 $\frac{8}{9}$	II, 508.
1262	2	18	8	50	»	»	17 $\frac{1}{22}$	III, 402.
1265	»	10	»	6	»	»	12	II, 452.
1266	4	»	»	48	»	»	12	II, 518.
1266	3	4	»	40	»	»	12 $\frac{1}{2}$	II, 518.
1267	8	10	»	120	»	»	14 $\frac{1}{8}$	III, 208.
1267	1	»	»	16	»	»	16	III, 392.
1268	5	»	»	80	»	»	16	III, 392.
1269	1	»	»	9	»	»	9	II, 23.
1269	»	10	»	4	10	»	9	II, 23.
1269	2	»	»	18	»	»	9	II, 25.
1269	»	16	»	9	15	»	12 [illegible]	II, 58.
1269	1	9	5	32	»	»	21 $\frac{1}{3}$	II, 127.

Années.	Redevances annuelles.			Valeur en capital.			Denier d'intérêt.	Citations.
	l.	s.	d.	l.	s.	d.		
1269	2	»	»	26	»	»	13	II, 538.
1270	2	»	»	28	»	»	14	II, 508.
1270	2	»	»	26	»	»	13	II, 519.
1271	3	»	»	30	»	»	10	II, 64.
1271	8	»	»	120	»	»	15	II, 431.
1271	4	»	»	50	»	»	12 $\frac{1}{2}$	II, 431.
1272	1	12	»	20	»	»	12 $\frac{1}{2}$	II, 431.
Vers 1272	1	»	»	15	»	»	15	IV, 96.
1273	1	»	»	15	»	»	15	II, 22.
1274	1	»	»	15	»	»	15	III, 393.
1274	2	5	»	36	»	»	16	III, 394.
1276	4	»	»	40	»	»	10	III, 303.
1277	10	»	»	100	»	»	10	III, 209.
1278	3	12	»	40	»	»	11 $\frac{1}{9}$	II, 489.
1288	12	»	»	160	»	»	13 $\frac{1}{3}$	II, 492.
1288	10	»	»	166	13	4	16 $\frac{2}{3}$	II, 492.
1290	6	»	»	80	»	»	13 $\frac{1}{3}$	II, 320.
1302	9	»	»	110	»	»	12 $\frac{2}{9}$	II, 524.
1310	»	10	»	5	»	»	10	III, 148
1310	»	5	»	2	»	»	8	III, 191.
1310	»	11	»	7	»	»	12 $\frac{8}{11}$	III, 214.
1315	»	8	»	3	»	»	7 $\frac{1}{2}$	III, 220.
Vers 1320	5	6	»	100	»	»	18 $\frac{5}{6}$	IV, 48.
1324	10	»	»	100	»	»	10	III, 123.
1348	9	»	»	108	»	»	12	III, 298.

Les redevances annuelles montant à 24 livres et au-dessus n'ont pas été comprises dans ce tableau ; nous les avons réservées pour en composer le suivant :

Années.	Redevances annuelles.			Valeur en capital.			Denier d'intérêt.	Citations.
	l.	s.	d.	l.	s.	d.		
1246	25	»	»	500	»	»	20	III, 209.
1263	24	10	»	500	»	»	20 $\frac{2}{5}$	II, 163.
1288	20	»	»	333	6	8	16 $\frac{2}{3}$	II, 496.
1302	40	»	»	1120	»	»	28	IV, 129.
1302	40	»	»	1120	»	»	28	IV, 140.
1304	60	»	»	2000	»	»	33 $\frac{1}{3}$	IV, 91.
1304	100	»	»	2100	»	»	21	IV, 196.
1348	50	»	»	600	»	»	12	III, 298.
1348	25	5	4	303	4	»	12	III, [illegible]

En faisant la somme des redevances annuelles et celle des capitaux, il résulte du premier tableau que 242 livres 6 sous 2 deniers de redevances annuelles représentent 3318 livres 14 sous 8 deniers de capital; et du second tableau, que 384 livres 15 sous 4 deniers de pareilles redevances représentent un capital de 8576 livres 10 sous 8 deniers; ce qui fait, en premier lieu, le capital 13 fois $\frac{2}{3}$, et, en second lieu, 22 fois $\frac{2}{7}$ plus fort que la redevance; c'est-à-dire que l'intérêt était au denier 13 $\frac{2}{3}$, ou à 7 $\frac{1}{3}$ pour 100, pour les redevances au-dessous de 24 livres, et au denier 22 $\frac{2}{7}$, ou à 7 $\frac{1}{2}$ environ pour 100, pour les redevances de 22 livres et au-dessus.

Le total général des redevances est de 627 livres 1 sou 6 deniers, et celui des capitaux de 11895 livres 5 sous 4 deniers; ce qui fait le capital presque 19 fois plus fort que la redevance, et ce qui met l'intérêt au denier 19 environ, ou à 5 $\frac{5}{19}$ pour 100.

On peut remarquer que le denier d'intérêt descend jusqu'à 7 $\frac{1}{2}$, et qu'il monte jusqu'à 43 $\frac{7}{11}$, c'est-à-dire que le taux de l'intérêt varie entre 16 $\frac{1}{3}$ environ, et 2 $\frac{7}{24}$ pour 100[1].

L'intérêt dû par les chanoines, pour le prix d'acquisition de leurs maisons, fut réglé par le chapitre, en 1302, à 20 sous par 28 livres, c'est-à-dire au denier 28, ou à 3 $\frac{4}{7}$ pour 100.

Quelques redevances vendues ou rachetées, au lieu d'être en argent, sont en nature; ce qui fournirait des éléments pour évaluer les prix des denrées si les mesures étaient connues.

1248. A Rozoy, vente d'une rente de 10 setiers de froment et de mouturage[2], pour le prix de 50 livres tournois, ou 40 livres parisis[3]. Prix du setier, 4 livres[4].

1249. Au même lieu. Vente d'une rente de 2 setiers 1 minot de froment et de mouturage, pour le prix de 10 livres tour-

[1] II, 197.

[2] Mélange de blés portés au moulin.

[3] II, 277.

[4] L'ancien setier de Paris contient 156 litres.

nois, ou 8 livres parisis[1]. Prix du setier, 3 livres 11 sous 1 denier $\frac{1}{3}$[2].

1251. Au même lieu. Vente d'une rente de 3 setiers de froment, 2 setiers et une mine de mouturage, pour le prix de 26 livres de Provins[3]. Prix du setier du mélange, 4 livres 14 sous 6 deniers $\frac{1}{2}$ de Provins.

1252. A Villedombe. Vente d'une rente de 2 muids, l'un de méteil et l'autre d'avoine, moyennant le prix de 55 livres[4]. Prix du setier, 2 livres 5 sous 10 deniers[5].

1259. A Paris. Vente d'une rente de 4 setiers de méteil, pour 30 livres[6]. Prix du setier, 7 livres 10 sous.

1260. A Corbreuse. Vente de 7 setiers de blé de rente, pour 15 livres[7]. Prix du setier, 2 livres 10 sous.

1270. A Châtillon. Vente d'une rente de 4 setiers d'avoine, pour 10 livres[8]. Prix du setier, 2 livres 10 sous.

1271. A Orly. Vente, pour le prix de 68 livres, de 14 arpents $\frac{1}{8}$ et 1 *tresellus* de terre, avec 2 arpents $\frac{3}{4}$ de vigne, lesquels rapportaient ensemble 6 livres 16 sous de rente perpétuelle[9] ; ce qui fait le capital 10 fois seulement plus fort que la rente.

[1] II, 283.

[2] Le setier vaut 2 mines, et la mine 2 minots.

[3] II, 282.

[4] II, 143.

[5] Le muid de Paris valait 12 setiers.

[6] II, 421.

[7] II, 309.

[8] II, 134.

[9] II, 15.

TABLE DES CHAPITRES.

AVERTISSEMENT.

PRÉFACE.

PREMIÈRE PARTIE.

L'ÉGLISE AU MOYEN ÂGE.

SECONDE PARTIE.

L'ÉGLISE DE PARIS.

ECCLESIÆ BEATÆ MARIÆ PARISIENSIS

CODEX DIPLOMATICUS

ECCLESIÆ PARISIENSIS CHARTULARIUM

PARS PRIMA

SIVE

CHARTULARIUM EPISCOPI

PRÆVIA.

I.

Isti sunt presbiteri, qui nominantur presbiteri cardinales, qui debent interesse, per se vel per alios, dum episcopus celebrat in ecclesia Parisiensi, in festis nativitatis Domini, Pasche et Assumptionis.

Presbiter Sancti Pauli Parisiensis.

Prior beate Marie de Campis, vel aliquis pro ipso.

Presbiter Sancti Jacobi Parisiensis.

Presbiter Sancti Severini Parisiensis.

Presbiter Sancti Benedicti Parisiensis.

Presbiter de Charrona.

Presbiter Sancti Stephani de Gressibus Parisiensis.

Presbiter Sancti Gervasii Parisiensis.

Prior Sancti Juliani Pauperis Parisiensis.

Presbiter sancti Mederici Parisiensis.

Presbiter Sancti Laurentii Parisiensis.

Abbas Sancti Victoris; sed vicarius ejus in ecclesia Parisiensi venit pro ipso.

Presbiter Sancti Johannis in Gravia Parisiensis.

II.

Istos casus reservat sibi episcopus in confessionibus.

De abortivo notorio.

De perjurio in sua curia facto

De homicidio voluntario.

De falsatione sui sigilli.

De redemptione vel mutatione voti.

De restitutione ultra viginti solidos.

De sortilegiis circa corpus Christi vel sanctum crisma

De portatione armorum.

De erroribus condempnatis per papam vel episcopum

III.

Sequitur tenor cujusdam compositionis facte tempore domini Aymerici de Maignach[1], episcopi Parisiensis, postmodum cardinalis, que, licet prima facie videatur tollerabilis, attamen non fuit multum utilis attento tempore precedenti, quo tempore episcopus Parisiensis habebat captionem omnium clericorum non conjugatorum ac etiam conjugatorum, in habitu et tonsura existentium.

Ce sont les articles qui ont esté advisez entre le conseil du roy et l'évesque de Paris estre tollérez tant comme il plaira au roy.

Premièrement, quant au fait des prinses des clers, que l'en puet bien tollérer tant comme il plaira au roy que l'évesque, par lui et ses gens ayant povoir à ce, puisse prandre ses clers non mariez bénéficiez.... en cas de présent meffait.... les sergens du roy ne seroient présens; et là où ne seroit cas de présent meffait qui les puisse prendre ou faire par mandement ou commission exprès de lui ou de son official quant le cas le requerra.

Item, quant au fait des inventoires, que l'en puet bien tollerer qui face inventoire des biens muebles de ses clers, mais quant il en sera requis par les exéquteurs ou par les héritiers des clers mors, et des biens muebles des clers qui seront en vie qui tenra prisonniers pour crime, dont la confiscation des muebles li porroit apartenir, appelé toutevoiez à ce la justice du roy ou cas que veeulz inventoires il ne feroit faire en sa haute justice temporele.

IV.

Ad memoriam in futurum sciant cuncti, quod bone memorie Stephanus, Parisiensis episcopus, oriundus de Aurelianis[2], legavit et dedit successoribus suis in dicto episcopatu, videlicet ad opus capelle episcopi Parisiensis qui pro tempore fuerit, libros et res infra scriptas, videlicet:

Evangelia }
Epistolas } in duobus voluminibus ejusdem, tamen littere et bone.

[1] Aimericus de Maignaco, Lemovicensis, a consiliis regum Johannis et Caroli V, ecclesie Parisiensi prefectus anno 1370, vita functus et [illegible] anno 1384.

[2] Stephanus II, dictus Tempier, in sedem Parisiensem electus mense octobri 1268, e vivis excessit 3 septemb. 1279.

Tria gradalia.

Unum ordinarium episcopale.

Unum collectarium.

Unum troperium.

Unum breviarium grosse littere in eodem volumine.

Item aliud breviarium in duobus voluminibus.

Item aliud breviarium parvum. Et sunt omnes ad usum Parisiensem.

Unum vas argenteum in quo ponuntur sanctum crisma et oleum sanctum.

Item unum vas argenteum in quo ponitur sanctum crisma.

Item ij brès, unum sine nota, reliquum cum nota.

Item duo missalia, unum cum nota, reliquum sine nota.

Item de dono bone memorie Ranulphi [1], quondam episcopi Parisiensis, est unus liber orationum et capitulorum qui dicitur collectarium.

Item benedictiones episcopales, et isti sunt duo de eadem littera bona et grossa.

Item de dono bone memorie Symonis [2] de Buciaco, quondam episcopi Parisiensis, unum breviarium grosse littere in duobus voluminibus.

Item unum grossum psalterium cum antiphonis feriarum notatis.

Item unum graduale bonum cum le bref et prosis.

Item unum bref per se.

V.

Hec sunt feoda Parisiensis episcopi que tenebant subscripti, tempore Odonis episcopi [3].

Eustachius de Bevra tenet de Willelmo Cuchevi ea que habet ad Montem Rubrum et apud Loaceines.

Herchenbaldus de villa Dauren tenet de eodem quod habet inter villam Escoblen et Lesplessez, et quod habet in parrochia de Clamart, et de hiis facit ligium homagium.

Willelmus Cuchevi tenet hos duos feodos predictos de episcopo Pa-

[1] Ranulphus de Humbloneria, episcopus Parisiensis, 29 sept. 1280-12 novemb. 1288.

[2] Simon Matifas de Buciaco, episcopus Parisiensis, 1289-1304.

[3] 1197-1208.

risiensi, et medietatem illius quod habet apud Sanctum Michaelem, et quicquid habet apud Bretigni ex parte patris sui. Et ecclesia cum cimiterio fundata est in feodo suo, et si vendatur vel ematur in cimiterio vel in porticu, redditus suus est qualiscumque inde acciderit. Et de hoc ipse Willelmus est homo episcopi, et non debet ire ad exercitum neque ad equitatum, nisi ad bursam episcopi.

Johannes de Maciaco est homo ligius episcopi Parisiensis, salva fidelitate regis, de decima de Maciaco et de omnibus decimis quas aliquis alius tenet ab eo et de omni eo quod habet apud Victoricium et apud Fresnes, et de medietate eorum que habet apud Pereium, et tenens hoc feodum debet ire ad summonitionem episcopi in exercitum, ad expensas episcopi.

Erenburgis, uxor Raginaldi militis, tenet in feodo ab episcopo Parisiensi terram que est apud Fresnes, que dicitur terra de Chamaus, et reddit equum de servicio.

Archembaudus de villa Dauren tenet ab episcopo Parisiensi domum de Chavilla, sicut fossata distingunt; et tres minas avene apud Sanctum Clodoaldum, et gurgitem qui est juxta gurgitem comitis, et quicquid habet apud Sanctum Clodoaldum.

Ferricus de Molignon [1] est homo ligius Parisiensis episcopi, et tenet ab eo quicquid Balduinus de Luigni habet apud Luigniacum, et quidquid... [2] et quicquid Thomas Mala Punctura habet apud Setrosas, vel heredes sui et quicquid heredes Stephani Flandrensis habent ibidem, et debet roncinum de servicio.

Milo Herlegnus tenet ab episcopo Parisiensi quicquid tenet ab ipso in terra de Noisiaco Girardus de Bonfesies, et totum quod tenetur ibidem a Girardo.

Matheus, dominus Montis Morenciaci, est homo Parisiensis episcopi sicut feodum debet, et tenet ab eo totum burgum Sancti Marcelli qui est apud Sanctum Dionisium, excepto atrio, quod tenet ab archidiacono Parisiensi, et archidiaconus ab episcopo. Et preterea tenet ab episcopo

[1] Hoc nomine eraso, in margine scriptum est recentiore manu: [illegible] Cognomen deletum est.

[2] Hic desiderantur quinque vel sex verba quæ, in margine rejecta, nunc præ membranæ vetustate legi nequeunt.

et debet investiri per anulum aureum. Et debet duos milites, ad expensas episcopi mittendos in exercitum.

Comes Sancti Pauli et dominus de Monjai est homo ligius Parisiensis episcopi de castro et castellania de Monjai, et debetur inde cereus x solidorum, et debet investiri de anulo aureo [1]. Hic portat [2].

Comes de Bello Monte [3] est homo ligius Parisiensis episcopi de castro et castellania de Confluento, et de una medietate Lusarchiarum ad duo feoda et debet investiri per duos anulos aureos. Et hec recognovit comes.

Dominus de Turnomio est homo ligius Parisiensis episcopi de castro et de tota castellania de Turnomio, et debet investiri per anulum aureum.

Buticularius Silvanectensis filius [4] est homo ligius Parisiensis episcopi, et tenet ab eo medietatem castri et castellanie de Lusarchiis [5].

Comes Britannie Robertus est homo Parisiensis episcopi, et tenet ab eo castrum et castellaniam de Gornaio et castrum et castellaniam de Cauda; et de Gornaio debetur cereus xx solidorum. Hic portat.

Dominus Turris [6] Silvanectensis est homo Parisiensis episcopi, et tenet ab eo Villam Pictam et villam de Charentonio, et terram quam dominus de Clignencort tenet Parisius. Homagium istud fecit buticularia Silvanectensis.

Guido de Caprosia est homo ligius Parisiensis episcopi, et tenet ab eo castrum et castellaniam de Caprosia, et debet inde cereum xxv solidorum. Preterea quicquid dominus Caprosie vel alius tenet apud Caprosiam est de feodo Parisiensis episcopi, et omnia nemora de Caprosia, et molendina ad bladum de Telliaco, et feodum de Soisiaco, et illud quod est de feodo domini Caprosie apud Buvillam, et illud quod habet dominus Caprosie apud Herbovillam, et villa Destros, et de Rucepta et Doguillum

[1] « Comes S. Pauli fecit homagium, sicut moris est, Willelmo episcopo Parisiensi de feodo castri de Monjai. » *In marg. Cod.*

[2] Parisienses episcopi, cum, accepta consecratione, suam ecclesiam adirent, multorum vassallorum ecclesiæ humeris impositi, solemniter portabantur. Vid. infra, c. 185, 187, 196, 208, etc.

[3] Erasa voce *comes* quædam manus recentior substituit *dominus Teobaldus*.

[4] Hæc verba scripta sunt posteriore manu super hæc alia, *comes Ludovicus*, quæ expuncta fuerunt.

[5] « Anno Domini M CC XXIX feria II post *Cantate* Radulfus de Pleseio miles fecit homagium ligium Willelmo episcopo Parisiensi de tribus feudis que tenentur ab ipso milite Parisius, que debet reddere in scriptis. » *In marg. Cod.*

[6] « Hic est buticularius. » *In marg. Cod.*

et de Mesnildum, et quidquid dominus Sevinus habet apud Pontpierre ex parte aque que est versus Soisiacum, et omnia feoda que dominus Symon de Mauveres tenet a domino Caprosie in valle Caprosie, et feodum de Jehenniaco; et illud quod dominus Sevinus habet apud Trotiniacum et Altum Villare, et quicquid dominus Caprosie habet apud Capellam ex parte illa que est versus Caprosiam, et quicquid dominus Emaurricus de Caprosia habet apud Palaisel et apud Champlant. Et debet investiri per anulum aureum. Hic portat.

Ferricus de Bronai [1] est homo ligius Parisiensis episcopi de tota villa de Gentilli, et inde debet cereum xx solidorum et duos milites ad expensas episcopi; tenet etiam ab eo villam de Cheneveriis fere totam, et totam villam Sancti Laurentii prope Parisius. Hic portat.

Galterius camerarius est homo Parisiensis episcopi de feodo de Moncello Sancti Gervasii, et inde debet cereum L solidorum [2].

Castrum Corboliense est de feodo Parisiensis episcopi, et inde debetur cereus xx solidorum. Hic portat.

Castrum Montis Letherici est de feodo Parisiensis episcopi, et inde debetur cereus xxv solidorum. Hic portat.

Castrum de Firmitate Adelaidis est de feodo Parisiensis episcopi, et inde debetur cereus LX solidorum. Hic portat.

Robertus de Sancta Cruce est homo ligius Parisiensis episcopi, et tenet ab eo feodum Sancte Crucis apud Sanctum Dionisium, in quo sunt VIII masure.

Adam de Lorsenz, de voluntate et concessione Gaucheri de Atilli, qui feodum illud ab episcopo tenere debebat, fecit hominium episcopo de feodo de Noisement, videlicet de omnibus que habet ibi Girardus de Moissi, et de illis que Henricus de Moissiaco tenet ab ipso Girardo apud Noisement, et de illis que Bertaudus habet apud Noisement, et de domo quam fratres domini Girardi tenent apud Moissiacum, et tres hospites quos ipsi fratres tenent ibidem.

Guido de Versalliis tenet ab episcopo terram de Trembleio et terram

[1] Dominus Pe. de Bronaio, filius ejus, fecit homagium et debet tradere in scriptis infra octabam quadragesime ea que tenet in feodum. [illegible]

[2] « Hoc feodum commutatum fuit cum domino rege, cum feodo de Cons et de Revimaco, quod tenent modo heredes Johannis camerarii, sicut continetur in litteris domini Regis. » *Ibid.*

quam Ivo de Viloflen tenet ab ipso Guidone apud Ocines, sicut feodum debet.

Theobaldus Panis est homo Parisiensis episcopi de pratis et terra cultibili que sunt....

Theobaldus Panis tenet de episcopo Parisiensi tria feoda : hospites de Sancto Medardo ad unum feodum, hospites de Martreio et vineas de clauso Postel, et vineas de clauso, ad x sol. de servitio ad unum aliud feodum, et prata de sub stagno ad tercium feodum.

Comes Barri Ducis est homo Parisiensis episcopi de Torciaco et de pertinentibus ad Torciacum, et fuit investitus per anulum aureum.

Hic missit ad portandum dominum W. episcopum Parisiensem.

Domina Isabella de Gif est femina Parisiensis episcopi, et de eo tenet quicquid habet Parisius et apud Villam Episcopi, tam in theloneo quam in dreturis, et in censu qui valet circa xxiii solidos et etiam in aliis quibuscumque.

Willelmus Pasted est homo Parisiensis episcopi et tenet ab eo....

Godefridus de Coldreio tenet de nobis feodum de Limos cum hospitibus et servitio quod feodum debet. Debet autem feodum unum runcinum de servitio.

Simon de Moselant est homo episcopi sicut fuerunt antecessores, et sicut feodum debet, de hospitibus et terra quam habet apud Sanctum Clodoaldum, infra ipsum castrum, que sedet in Moncello [1].

Hugo de Calvo Monte [2] est homo episcopi, et tenet ab eo cameram castelleti de Parvo Ponte, que est ex parte curie sue. Tenet etiam ab eo quicquid Enjorrannus de Sevra tenet ab eo apud Versalles, et quicquid ibi tenetur ab Enjorranno. Preterea tenet ab episcopo quicquid de Sevra tenet ab eo apud Rodolium.

Anjebertus miles de Victoricio est homo ligius episcopi, et tenet ab eo terram de Chamos que est apud Fresnes et censum ejusdem terre. Et feodum istud debet roncinum.

Guido de Estenville est homo Parisiensis episcopi de hiis que tenen-

[1] Scriptum fuit in margine a recentiore manu [illegible]. Et paulo inferius: [illegible]

[2] In alio codice legitur: *Johannes* [illegible]

tur de eo prope Sanctam Crucem apud Sanctum Dionisium. Dominus Johannes de Estenvilla, miles, ejus filius, fecit.

Dominus Galterus de Villis fecit nobis homagium de sex libris Parisiensibus quas dominus Radulfus de Curges eidem assignavit in redditu quem tenet a nobis in traverso de Confluentio, et de IIII^{or} libris Parisiensibus quas dominus Adam de Marolio, clericus, eidem G. assignavit in redditu quem tenet a nobis in eodem traverso.

Decanus Parisiensis ecclesie est homo ligius episcopi, salva fidelitate capituli.

Cantor Parisiensis est homo ligius episcopi et jurat ei fidelitatem.

Cancellarius Parisiensis est homo ligius episcopi et jurat ei fidelitatem.

Omnes archidiaconi Parisiensis ecclesie sunt homines ligii episcopi, et jurati sui, et preterea major archidiaconus tenet ab eo atrium Sancti Marcelli de Sancto Dionisio.

Capellanus episcopi est homo ligius episcopi.

Decanus Sancti Marcelli est homo ligius episcopi de decanatu.

Decanus Sancti Germani Autisiodorensis est homo ligius episcopi de decanatu.

Decanus Sancti Clodoaldi est homo ligius episcopi de decanatu

Prepositus de Campellis est homo episcopi de prepositura.

Matricularius Parisiensis ecclesie est homo Parisiensis episcopi ligius, et jurat ei fidelitatem. Jurat etiam fidelitatem capitulo.

Cantor de Campellis est homo episcopi de cantoria.

Theobaldus li Veautres est homo episcopi et tenet de eo id quod habet in Tonl. de pane et de lana et de cannabe et de lino et VI dreturas Parisius, in Campellis et V solidos censuales ad festum Beati Andree et XX solidos censuales apud Villam Episcopi.

Willelmus de Bretoneria homo episcopi Parisiensis de feodo quod dominus Crispinus de Olins tenet ab ipso Willelmo apud Victoricium.

Johannes de Britiniaco homo ligius episcopi Parisiensis de omnibus que habet et apud Britiniacum et alibi ubicumque.

Petrus de Betisiaco est homo Parisiensis episcopi, et debet runcinum de servicio, et ire cum episcopo in exercitum ad expensas epi-

scopi; et tenet ab eo illud quod habet Parisius in domibus et in aliis et de terra quam habet ad campos, sicut recognovit, scilicet in Villa Episcopi.

Gervasius de Glatiniaco, miles, homo est Parisiensis episcopi, et tenet ab eo quicquid Andreas Cholet, miles, ab ipso Gervasio tenet apud Sanctum Clodoaldum, in Moncello, in vineis, censu et aliis; et quedam alia etiam tenet ab episcopo.

Radulfus de Marolio est homo ligius domini episcopi de quinquaginta quinque libratis redditus quas habet in traverso aque de Confluentio, per pacem quam fecit cum domino Theobaldo.

Adam frater ejusdem Radulfi similiter est homo ligius episcopi de LV libris redditus quas habet in eodem traverso.

Johannes de Boxoria, miles, similiter est homo ligius domini episcopi de LV libris quas habet in eodem traverso. Decem librate sunt episcopi de emptione.

Theobaldus fecit homagium ligium de XLV libris.

Theobaldus, frater dicti Johannis, est homo ligius domini episcopi de XLV libris quas habet in eodem traverso. De illis XLV, vendidit XV libras Renero Flamenc, qui est homo ligius, et Theobaldus remanet homo ligius de XXX libris.

Guido de Marolio, miles, similiter est homo ligius domini episcopi de LV libris, quas habet in eodem traverso.

Hugo de Marolio, miles, fecit homagium sicut et alii.

Andreas, filius Milonis Hellequini, fecit homagium.

Willelmus Barbete est homo episcopi Parisiensis de tribus feodis, scilicet de XX libris quas tenet a domino Johanne de Buxoria, et X libris quas habuit a domino Galtero de Villis, et centum sol. quos habuit a domino Radulfo de Marolio: que omnia, sita in traverso de Confluentio, tenet ad tria feoda.

VI.

ECCLESIE PERTINENTES AD DONATIONEM EPISCOPI

IN DECANATU CASTRI FORTIS.

	lib.
Ecclesia de Issiaco,	XL
Ecclesia de Modun,	XL
Ecclesia de Sevra,	XXXV
Ecclesia de Columbis,	XX
Ecclesia de Rodolio,	XL
Ecclesia de Bogival,	XI
Ecclesia de Lupiciniis,	XL
Ecclesia de Roquencort	XVI
Capella de Capra Lupi	
Ecclesia de Mosteriul,	XL
Ecclesia de Cativilla,	VII
Ecclesia de Joiaco,	XX
Ecclesia de Bevra,	XXX
Ecclesia de Stagno,	XVI
Ecclesia de Im,	XXX
Ecclesia de Maci,	LX
Ecclesia de Buc,	XX
Ecclesia de Sarcloi,	L
Ecclesia de S. Albino,	XVI
Ecclesia de Gif,	XX
Ecclesia de Bures,	XX
Ecclesia de Genuries,	XX
Ecclesia de Fontaneto,	XXX
Ecclesia de Cella ultra Sarnaium	XXV
Ecclesia de Sarnaio,	XXV
Ecclesia de Senliciis,	XXV
Ecclesia de Donna Petra,	XX
Ecclesia de Media Curia,	VII
Ecclesia de Livies	
Ecclesia de Mesnecio S. Dionisii,	XX
Ecclesia de S. Ferreolo,	XXV
Ecclesia de Magneio,	XL
Ecclesia de Torsus,	XL
Ecclesia de Guidonis Curia,	XL
Ecclesia de Trous.	
Ecclesia de Lorgiis,	XII
Capella leprosorum Cabrosie	
Ecclesia de Lais,	XII
Ecclesia de Villeteing.	
Capella leprosorum Castri Fortis.	
Capella leprosorum Ville Pirose	
Capella leprosorum de Karoli Vena	
Capella de Plesseio Bruetarum	
Capella de Sorci.	
Capellania in ecclesia de Bogival[1]	
Capella de Maciaco.	XIV
Capella de Huxeio	

De donatione abbatis Sancti Vandregisili.

Ecclesia de Alpeco.
Ecclesia de Marcociis.

Sancti Marcelli

Ecclesia de Asneriis.
Item ecclesia Beate Marie Magdalene de Genevillari decisa ab ecclesia de Asneriis.

Majoris monasterii

Ecclesia de Villa Pirosa.
Ecclesia de Breteschia.
Ecclesia de Nemore Atsiti

Sancti Maglorii Parisiensis

Ecclesia de Versallis.
Ecclesia de Bries.
Ecclesia de Ocmis

[1] Capellania fundata in ecclesia de Bougevalle habet [illegible] Item [illegible] et dimidium vinee. Item [illegible] et dimidium terre in modiis [illegible] nuncupatur [illegible]. Item [illegible] Item ornamenta et vestimenta [illegible] capelle [illegible]

Sancti Dionisii Parisiensis.

Ecclesia de Valle Cresson.

Beate Marie Parisiensis.

Ecclesia de Burgo Regine.
Ecclesia de Balneolis.
Ecclesia de Castaneto.
Ecclesia de Capella Milonis.

Sancte Genovefe.

Ecclesia de Nanturra.
Ecclesia de Venves.

De Burgolio.

Ecclesia de Castro Forti.
Ecclesia de Soiseio.
Ecclesia de Caprosia.
Ecclesia de Limos.
Sancta Trinitas de Castro Forti
Ecclesia de Palaciolo.
Ecclesia Sancti Lamberti.

Prioris Longi Pontis

Ecclesia de Campiplanto.
Ecclesia de Orceio.
Ecclesia de Forgiis.
Ecclesia de Nooreio.
Ecclesia de Pescusa.

Abbatis de Columbis.

Ecclesia de Cella juxta Bogival.
Ecclesia Sancti Vigoris.
Ecclesia Sancte Marie de Marleio.
Ecclesia de Marolio.

Sancti Florentii de Saumuro.

Ecclesia Sancti Remigii.
Ecclesia de Gomed Castro.
Ecclesia de Gomed Villa.
Ecclesia de Moleriis.
Ecclesia de Brueriis.
Ecclesia de Saud.
Ecclesia de Villa Justa.

Sancti Germani de Pratis.

Ecclesia de Antogni.
Ecclesia de Vitreriis.
Ecclesia de Soresnes.

Domini Caprosie.

Due capelle de turre Caprosie.

Sancti Martini de Campis.

Ecclesia de Clamart.

Sancti Victoris.

Capella Sancti Pauli.

Sancti Benedicti.

Ecclesia de Chesneto.

IN DECANATU DE LINAIS[1].

Episcopi.

Ecclesia Sancti Germani de Vitri.
Ecclesia de Villa Nova Regis.
Ecclesia de Gentiliaco.
Ecclesia de Villa Julite.
Ecclesia de Fresnes.
Ecclesia de Challiaco.
Ecclesia de Loand.
Ecclesia de Mongimel
Ecclesia de Spineto.
Ecclesia de Viriaco.
Ecclesia de Saviniaco.
Ecclesia de Villa Messium.
Ecclesia de Sancto Michaele.
Ecclesia de Sancto Petro.
Ecclesia Sancti Philiberti.
Ecclesia Sancti Mederici.
Ecclesia de Faveriis.
Ecclesia de Eglies.
Ecclesia de Chetenvilla.
Ecclesia de Lanorvilla.
Ecclesia Sancti Germani de Castris
Ecclesia de Merrolis.

[1] Manus recentior inscripsit *de Essona* super vocem *de Linais*.

Ecclesia de Ludovilla
Ecclesia de Vere Magno
Ecclesia de Vere Parvo
Ecclesia de Escoreiaco
Ecclesia de Lardiaco
Ecclesia de Escharcon
Ecclesia de Licus
Ecclesia de Moncellis
Ecclesia de Fontaneto
Ecclesia de Balenvilier que fuit decisa ab ecclesia de Mongimel

Sancti Marcelli.

Ecclesia Sancti Gervasii
Ecclesia de Ivriaco
Capella de Ivriaco

Sancti Germani de Pratis

Ecclesia de Tres
Ecclesia de Pareto
Ecclesia de Avrenvilla
Ecclesia de Choisi

Beate Marie Parisiensis

Ecclesia de Orliaco
Ecclesia de Civilliaco
Ecclesia de Laiaco
Ecclesia de Rungiaco. Hanc dedit episcopus Willelmus ad preces archidiaconi Stephani

Prioris Longi Pontis

Ecclesia Longi Pontis
Ecclesia Sancti Petri
Ecclesia Sancte Marie

Ecclesia de Bondofla
Ecclesia de Floriaco
Ecclesia de Orengiaco

Abbatis Fossatensis

Ecclesia Sancti Clementis de Castris

De caritate

Ecclesia Sancti Ionii.

De Monte Martyrum

Ecclesia de Torta Fago

Abbatis de Morigni

Ecclesia de Bonnes

Sancti Victoris.

Ecclesia de Athies
Ecclesia de Corcorona.

Sancti Maglorii Parisiensis

Ecclesia Sancte Genovefe
Ecclesia de Ries.

Abbatisse de Hedera

Ecclesia de Villa Abbatis

Prioris de Gornaio.

Ecclesia de Essonia

Sancte Marie Corboliensis

Ecclesia de Manassiaco
Major capella Beate Marie Corboliensis cui annexa est cura

Majoris monasterii

Ecclesia de Givisiaco.

IN DECANATU MUSTEROLI[1]

De donatione episcopi

Ecclesia de Fontaneto
Ecclesia de Novigento
Ecclesia de Musterolo
Ecclesia de Romana Villa
Ecclesia de Monte Fermolio

Ecclesia Sancti Andree de Cala
Ecclesia de Corteri
Ecclesia de Pinu.
Ecclesia de Toregni.
Ecclesia de Parisio
Ecclesia de Villa Mumbla
Ecclesia de Cobrenn

[1] Recentiore manu et supra [illegible] de Monte Fermolio

Ecclesia de Guengni
Ecclesia de Livri.

Abbatis Fossatensis.

Ecclesia de Varennis.
Ecclesia de Nuilli.
Ecclesia de Noisiaco.

Sancti Martini de Campis.

Ecclesia de Bonzies.
Ecclesia de Baubigni.
Ecclesia de Pentin.
Ecclesia de Cevren.
Ecclesia de Livri.
Ecclesia de Coflans.

Sancti Nicholai Silvanectensis.

Ecclesia de Darenci.

Prioris de Diogilo.

Ecclesia de Dugni.

Beate Marie Parisiensis.

Ecclesia de Bonuel.

Sancti Dionisii.

Ecclesia de Trenbleio.

Cluniacensium monachorum.

Ecclesia de Alneto.

Sancti Victoris Parisiensis.

Ecclesia de Valle Joth.

Sancte Genovefe.

Ecclesia de Rooneio.

Sancti Marcelli.

Ecclesia de Charentonio.

Prioris de Gornaio.

Ecclesia de Oratorio.

Abbatis de Bara Curia.

Ecclesia de Ponpona.
Ecclesia de Veres.
Ecclesia de Bro.
Ecclesia de Moniaio.

De Hermeriis.

Ecclesia de Donno Medardo.

IN DECANATU DE GONESSA.

De donatione episcopi.

Ecclesia de Argentolio.
Ecclesia de Aqua Bona.
Ecclesia de Andeliaco.
Ecclesia de Bestinz.
Ecclesia de Baalai.
Ecclesia de Bocunval.
Ecclesia de Ballolio.
Ecclesia de Bello Fonte.
Ecclesia de Coia.
Ecclesia de Bofesmont.
Ecclesia de Cheneveriis, cum capella in eadem ecclesia.
Ecclesia de Cormeliis.
Ecclesia de Centum Nucibus.
Ecclesia de Chauveri.
Ecclesia de Erbleio.
Ecclesia de Ermon.
Ecclesia de Fossis.
Ecclesia de Francorvilla.
Ecclesia de Garges.
Ecclesia de Holles.
Ecclesia de Jahenni.
Capella de Monmolians.
Ecclesia de Montmelian.
Ecclesia de Monci.
Ecclesia de Marolio.
Ecclesia de Maisnili Auberti.
Ecclesia de Montigni.
Ecclesia de Monceot.
Ecclesia de Mairi.
Ecclesia de Moisseles.
Ecclesia de Petra Fixa.
Ecclesia de Puteolis.
Item capellania in eadem ecclesia de Puteolis, de patronatu domini Johannis de Puteolis, militis, ut dicitur

Ecclesia de Petra Lata
Ecclesia Sancti Luciani
Ecclesia de Sarcella
Ecclesia de Sartrovilla.
Ecclesia de Spinolio
Ecclesia de Soisi.
Ecclesia Sancte Crucis
Ecclesia de Telleio.
Ecclesia de Villari Sicco.
Ecclesia de Vileron
Ecclesia de Vemarz.
Ecclesia Sancti Germani de Vilereio.
Ecclesia de Croci cum capella in eadem ecclesia.

Abbatis Columbensis.

Ecclesia de Chato

Beate Marie Parisiensis

Ecclesia de Andresi
Ecclesia de Bono Oculo
Ecclesia de Jo
Ecclesia de Chauveri
Ecclesia Sancti Graciani

Sancti Martini de Campis

Ecclesia de Atenvilla
Ecclesia de Castaneto
Ecclesia de Domnuto
Ecclesia de Eragni
Ecclesia de Escuem
Ecclesia de Ermenovilla
Ecclesia de Fontaneto
Ecclesia de Lovres
Ecclesia de [illegible]
Ecclesia de [illegible]

Sancti Martini de Pontisara

Ecclesia de [illegible]
Ecclesia Sancti Lupi
Ecclesia de Taverni
Ecclesia de [illegible]

Canonicorum Montis Morenciaci

Ecclesia de Monte Morenciaco.
Capelle Montis Morenciaci.

Prioris de Diogilo.

Ecclesia de Diogilo.
Ecclesia de Groolaio.
Ecclesia de Gonessa.
Ecclesia Sancti Nicholai
Ecclesia Sancti Marcelli

Presbyteri Sancti Marcelli de Sancto Dionisio[1]

Ecclesia de Auberto Villari[2].

Presbyteri de Escuem

Ecclesia de Esenvilla.

Cancellarii Parisiensis.

Ecclesia de Coflans.

Prioris de Coflent

Ecclesia de Gonsenvilla
Ecclesia de Villari Ade
Ecclesia de Betemont.
Ecclesia de Charieri.
Ecclesia Sancti Graciani.

Canonicorum de Lusarchis

Ecclesia de Lusarchis.
Capella de Spineto.
Capella de Laci
Ecclesia de Pleisseyo juxta Luzarchias

Beati Dionisii Parisiensis

Ecclesia Sancti Leodegarii
Ecclesia Sancti Martini de Strata

Sancti Victoris Parisiensis

Ecclesia Sancti Bricii
Ecclesia de Villari Belle

[1] [illegible] Sancti Marcelli de Sancto Dionisio [illegible] perpetuo [illegible] Sancti Petri et [illegible] episcopo Parisiensi [illegible] Girardus [illegible] postea [illegible]

[2] Secunda manu [illegible]

Sancti Benedicti Parisiensis.

Ecclesia Sancti Audoeni apud Sanctum Dionisium.

Sancte Genovefe.

Ecclesia de Rooneio.
Ecclesia de Rossiaco.

IN DECANATU LATINIACENSI.

De donatione episcopi.

Ecclesia de Sarries.
Ecclesia de Ferreriis.
Ecclesia de Buciaco S. Georgii.
Ecclesia de Buciaco S. Martini.
Ecclesia de Crossiaco.
Ecclesia de Collo Longen.
Ecclesia de Leugnis.
Ecclesia de Campis.
Ecclesia de Villario.
Ecclesia de Briaco.
Ecclesia de Combellis. Capellania in eadem ecclesia.
Ecclesia de Cauda.
Ecclesia de Ambaella
Capella de Torciaco.
Capella in villa de Footello que dicitur Sancti Johannis.

Abbatis Latiniacensis

Ecclesia de Chessiaco.
Ecclesia de Monte Abrem.
Ecclesia de Cantu Lupi.
Ecclesia de Conchis.
Ecclesia de Curvenis.
Ecclesia Sancti Laurentii
Ecclesia de Portu.
Ecclesia Sancti Pauli.
Ecclesia Sancti Fursei.

Ecclesia Sancti Salvatoris.
Capella Atrii.

Prioris Sancti Theobaldi.

Ecclesia Sancti Theobaldi.
Capella Sancti Germani.

Prioris de Gornaio.

Ecclesia de Noisello.
Ecclesia de Ponteuz.
Ecclesia de Roissiaco.
Ecclesia de Bercheriis.
Capella Gornaii.

Sancti Martini de Campis

Ecclesia de Noisiaco Magno.
Ecclesia de Campiniaco.

Sancti Dionisii.

Ecclesia de Villa Nova.

Sancte Genovefe.

Ecclesia de Jaussigni.

Abbatis Fossatensis.

Ecclesia de Brocia.

Abbatisse de Footello

Ecclesia de Bello Burgo.

De Monte Estoro

Ecclesia de Cheneveriis.

IN DECANATU MOSSIACI[1].

Episcopi

Ecclesia de Mossiaco
Ecclesia de Bonuel.
Ecclesia de Limuel.
Ecclesia de Villa Crana
Ecclesia de Parrignaco

Ecclesia de Gerciaco.
Ecclesia de Centeniaco.
Ecclesia de Servon.
Ecclesia de Braia.
Ecclesia de Gragi.
Ecclesia de Grisiaco
Ecclesia de Granchia.

[1] Secunda manu, de [illegible]

Ecclesia de Atilhaco.
Ecclesia de Cocigniaco
Ecclesia de Praeriis.
Ecclesia de Liverdies.
Ecclesia de Corquetem.
Ecclesia de Solurra.
Ecclesia de Ceognolis.
Ecclesia de Morcene.
Ecclesia de Ormeia[1].
Ecclesia de Atheiolis.
Ecclesia de Veteri Corbolio
Ecclesia de Dravel
Ecclesia de Bronai.
Capella de Lugni.
Capella de Granoel.
Capella de Villa Genart.

Abbatis Fossatensis

Ecclesia de Ferrolis.
Ecclesia de Bossiaco.
Ecclesia de Domibus.
Ecclesia de Oratorio.
Ecclesia de Tornem.
Ecclesia de Castris.
Capella Nova.
Capella Vetus.

Beate Marie Parisiensis

Ecclesia de Cristolio.
Ecclesia de Suciaco

Sancti Germani de Pratis

Ecclesia de Villa Nova
Ecclesia de Crona
Ecclesia de Valenton

Sancti Martini de Campis

Ecclesia de Merrolis.
Ecclesia de Chevri.
Ecclesia de Limogiis.

Abbatisse de Rivellon

Ecclesia de Edera.
Ecclesia de Loco Sancto.
Ecclesia de Evri.

Sancti Marcelli Parisiensis

Ecclesia de Parcio.
Ecclesia de Sentri.

Abbatis de Chaumis

Ecclesia de Corbaart.
Ecclesia de Bouci.

Prioris de Celle

Ecclesia de Hossera
Ecclesia de Castris.

Sancti Victoris

Ecclesia de Cous.
Ecclesia de Vigneuf.
Capella Sancti Winaili.

Thesaurarii Sancti Franbodi.

Ecclesia de Soisi.

De Hermeriis

Ecclesia de Faveriis.

De Monte Estivo

Ecclesia de Lisigni.

Sancte Genovefe

Ecclesia de Spinolio.

IN ARCHIPRESBYTERATU PARISIENSI

De donatione episcopi

Ecclesia Beate Marie Magdalene
Item in eadem ecclesia Beate Magdalene quedam capellania
Ecclesia Sancte Marine
Ecclesia Sancte Genovefe
Item in eadem ecclesia S. Genovefe Parve quedam capellania
Ecclesia de Vilers.

Capituli Parisiensis

Ecclesia Sancti Christofori.

[1] In margine, [illegible]

Sancti Eligii.

Ecclesia Sancte Crucis.
Ecclesia Sancti Petri de Bobus.
Ecclesia Sancti Marcialis.
Ecclesia Sancti Petri de Assirz.
Ecclesia Sancti Pauli.
Ecclesia Sancti Boniti.

Capituli Sancti Germani Autisiodorensis.

Ecclesia S. Germani Autisiodorensis.
Ecclesia Sancti Landerici.
Ecclesia de Autolio.
Ecclesia de Villa Episcopi.
Ecclesia Sancti Leufredi.

Sancti Martini de Campis.

Ecclesia Sancti Jacobi
Ecclesia Sancti Dionisii de Carcere.
Ecclesia Sancti Nicholai.
Ecclesia Sancti Laurentii.
Ecclesia de Challoel.

Sancti Nicholai Silvanectensis.

Ecclesia de Charrona.

Sancti Benedicti Parisiensis.

Ecclesia de Clichi.

Sancti Germani de Pratis.

Ecclesia Sancti Germani Vetuli.

Sancti Dionisii.

Capella Sancte Genovefe.

Abbatisse Montis Martirum.

Ecclesia Montis Martirum.
Ecclesia Sancti Gervasii.

IN ARCHIPRESBYTERATU SANCTI SEVERINI.

De donatione episcopi.

Ecclesia Sancti Severini.
Item capella seu vicaria quam fundavit in eadem ecclesia Sancti Severini Susanna de Gallandia.
Item vicaria quam fundavit dictus Friso et ejus uxor in eadem ecclesia.
Capella Sancti Martini.
Ecclesia Sancte Genovefe Parve.

Sancte Genovefe

Ecclesia Sancte Genovefe.
Ecclesia Sancti Medardi.

Sancti Marcelli.

Ecclesia Sancti Martini.
Ecclesia Sancti Ypoliti.
Ecclesia Sancti Hilarii.

Sancti Benedicti.

Ecclesia Sancti Benedicti.

Abbatis Sancti Germani.

Ecclesia Sancti Andree.

VII.

Dominus Johannes de Bello Monte debet tenere in feodum, ab episcopo Parisiensi, quicquid dominus Hugo Lupus tenet, tam in feodo quam in dominio, apud Charenton, nec non et pressorium quod est subtus Montem Martirum, quod quidam civis Parisiensis tenet ab eodem domino Hugone et partem quandam ejus, quam dominus Adam Harent tenet ab eodem Hugone, apud Cluinencort.

VIII.

Isti presentes fuerunt, quando Henricus consergius quitavit B. episcopo Parisiensi, teloneum quod dicebat, se debere habere in quibusdam domibus, sitis in censiva sua, in vico Sancti Germani Autisiodorensis, Parisius; et de teloneo, quod in eisdem domibus receperat, reddidit episcopo duodecim denarios. Hoc factum fuit apud Sanctum Victorem, in domibus episcopi, in pratello juxta aulam, presentibus istis : Johanne archidiacono : magistro Odone, canonico Parisiensi; domino Gunnerio, canonico Carnotensi; domino Stephano, quondam capicerio de Valleia : magistro Girardo, presbytero de Issiaco; domino Theobaldo; magistro Salomone; Adam consergio; Petro Ruffo; Willelmo de consergeria; Huberto, serviente predicti Henrici.

IX.

[1] IN DECANATU MOISSIACI.

Prioratus de Merroles
De Turnomio
Sancti Audoeni
De Montibus
Espinoletum Sancte Genovefe
Prioratus de Dravello
Abbatia Hermeriarum
Abbatia de Ivernali.
Hederensis abbatia
Abbatia de Gerciaco, de novo fundata

IN DECANATU MONTIS GEMELLI.

Sanctus Jonius
Sanctus Clemens de Castris
Sanctus Petrus de Monteletherico
Longus Pons
Gavisacum
Athie
Sanctus Guinailus Corboliensis
Sanctus Johannes Corboliensis
De Essona

IN DECANATU DE SACELLIS.

Prioratus de Argentolio
Prioratus de Confluentio
Prioratus de Taberniaco
Prioratus de Turno
Prioratus de Daumont
Prioratus de Dyogilo
Prioratus de Villari Bello
Prioratus de Roissiaco
Prioratus Malliaci Ville
Prioratus de Monti
Prioratus de Bosco Sancti Petri
Capitulum Montismaurenciaci
Capitulum Lusarchiarum
Abbatia Herivallis
Abbatia Vallis Beate Marie

[1] Quæ sequuntur recentiore manu adscripta sunt.

IN DECANATU DE MACIACO.

Prioratus de Salicibus.
Prioratus de Marcociis.
Prioratus Brueriarum.
Prioratus de Bries.
Prioratus de Forgiis.
Prioratus de Limoues.
Prioratus de Gomed.
Orceium.
Prioratus Sancti Remigii.
Prioratus de Caprosia.
Prioratus de Roschia.
Prioratus de Castro Forti.
Prioratus Sancti Medardi.
Prioratus Palacioli.
Prioratus de Iveta.
Prioratus de Versaliis.
Prioratus de Villa Pirosa.
Prioratus de Malliaco.
Prioratus Sancti Germani in Loia.
Prioratus de Aupico.
Prioratus de Chevaudeus.
Prioratus de Cella.
Prioratus de Jardies.
Prioratus Sancti Pauli.
Abbatia Vallium Beate Marie de Serneio.
Abbatia de Gif.
Abbatia de Porrais.
Abbatia de Valle Profunda.

IN DECANATU DE KALA.

Prioratus Montis Gaii.
Prioratus Valiouc.
Prioratus de Pomponia.
Prioratus de Domno Medardo.
Prioratus de Alneto.
Prioratus de Guemii.
Prioratus de Monte Fermolio.
Apud Bondies est unus monachus.
Apud Veres unus canonicus.
Apud Bron unus canonicus.
Abbatia Kalensis.
Abbatia de Livriaco.

IN DECANATU LATINIACENSI.

Prioratus de Gornaio.
Prioratus de Canaveriis.
Prioratus de Chessiaco.
Prioratus Sancti Thebaldi.
Prioratus Ville Nove Latiniacensis.
Abbatia Latiniacensis.
Abbatia de Fontello.

X.

Ego Matheus, comes Bellimontis, universis notum fieri volo presentibus et futuris, quod, pro salute anime mee et antecessorum meorum, et pro recompensatione itineris Jerosolimitani, dedi et in perpetuam elemosinam concessi Deo et Odoni, Parisiensi episcopo, in honore beati Dionisii, locum illum, in quo incarceratus dicitur beatus Dionisius, qui dicitur capella Sancte Catheline, et edificium quod in eodem loco situm est : scilicet, a pratello exteriore usque ad stratam anteriorem, que inter ipsum locum et ecclesiam Sancti Dionisii de carcere ducit, ad edificandam ecclesiam in qua sacerdotes Deo et beato Dionisio in perpetuum deservient; ita quod pratellum et totum resi- 1206

duum edificiorum meorum, michi et heredibus meis libere ex integro remanebunt. Sciendum autem est, quod episcopus Parisiensis duos sacerdotes ibidem constituet, et ego, intuitu salutis anime mee, in eadem ecclesia, que ibidem a predicto episcopo construenda est, de meo proprio unum sacerdotem constituam, cujus beneficium, quotienscumque vel quoquomodo vacare contigerit, ego et heredes mei alteri persone idonee libere conferre poterimus; quam tamen personam episcopo Parisiensi presentare tenebimur, que jurabit et residentiam et servitium illius ecclesie; et quod, si non fuerit sacerdos, infra annum ordinem sacerdotis recipiet. Duo etiam sacerdotes instituti ab episcopo de servitio et residentia simile juramentum prestabunt. Actum anno Domini M° CC° sexto.

CHARTULARIUM EPISCOPI.

I.

Privilegium Innocentii II de ecclesiis episcopo Parisiensi subjectis; de conventione habita inter Stephanum episcopum et regem Ludovicum, et de prebendis canonicorum qui fiunt episcopi[1]. 26 maii 1137.

Innocentius episcopus, [servus] servorum Dei, venerabili fratri Stephano, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus canonice promovendis in perpetuum. Quanto nobilis et gloriosa Parisiensis ecclesia pro sede regis Francorum existit famosior, et in amore et reverentia beati Petri et sancte Romane ecclesie, venerabilis frater, Stephane, episcope, manifestis argumentis extas devotior, tanto propensius, in his que ad utriusque decus et emolumentum spectare noscuntur, optata suffragia impertimur. Ideoque, karissime frater Stephane, rationabilibus postulationibus tuis prebentes assensum, quecumque Parisiensis ecclesia, inpresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum, concessione pontificum, liberalitate regum, largitione principum, oblatione fidelium seu aliis justis titulis, Deo propitio, poterit adipisci, tibi tuisque successoribus, et, per vos, Parisiensi ecclesie, apostolici muniminis privilegio, communimus. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : ecclesiam videlicet Sancti Marcelli, ecclesiam Sancti Clodoaldi cum villa et omnibus appendiciis suis, ecclesiam Sancti Germani Altisiodorensis, ecclesiam Sancti Eligii ; ecclesiam quoque de Campellis cum prebendis et tribus parrochiis, id est de Sancto Mederico, de Capella et de Kerris[2], eidem ecclesie pertinentibus, salvo nimirum censu duorum solidorum monete illius terre, videlicet que in partibus illis expenditur, Senonensi ecclesie annualiter persolvendo; que videlicet supradicte ecclesie ad jus et proprietatem Parisiensis episcopi spectare noscuntur. Jus etiam episcopale, in subscriptis

[1] Edit. in *Gall. Christ.* Nov., t. VII, instr., col. 57, ubi hæc bulla ad octavum annum pontificatus Innocentii secundi inconsulte refertur.

[2] In bulla Lucii II, *de Karris*.

abbatiis et earum parrochiis seu parrochianis omnibus : videlicet, in abbatia Latiniacensi, in abbatia Fossatensi, in abbatia Sancti Maglorii, in abbatia Sancti Victoris, in abbatia Vallis Sancte Marie, in abbatia de Sarneia, in abbatia Sanctimonialium, scilicet de Monte Martyrum [de Edera] et de Kala[1], in ecclesia insuper Argenteoli. Preterea, pactum et conventionem inter te et karissimum filium nostrum, Ludovicum, regem Francorum illustris memorie, factam[2], de loco in suburbio Parisiensi sito qui Campellus nominatur, tibi nichilominus confirmamus; ita videlicet, ut tertia pars totius redditus fossati illius terre, sive in censu seu in emptionibus, venditionibus, questibus aut aliis quibuscumque modis aliquid inde processerit, tibi et successoribus tuis, absque diminutione aliqua, persolvatur : due vero relique partes regali fisco reddantur. Quicumque vero fuerit prepositus regis, super hoc fidelitatem tibi tuisque successoribus faciat; et tuus, regi et heredibus suis; et unus absque altero nichil de terra illa suscipiat vel disponat. Statuimus etiam, ut, si aliquis ecclesie Parisiensis canonicus ad episcopatus fuerit honorem promotus, ipsius prebenda ad Parisiensem ecclesiam libere revertatur. Decernimus ergo, ut nulli omnino hominum liceat, te vel successores tuos, super hac nostra confirmatione, temere perturbare vel possessiones ecclesie Parisiensis auferre vel ablatas retinere, minuere seu quibuslibet molestiis fatigare. Si qua igitur in posterum ecclesiastica secularisve persona, hujus nostre constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, nisi presumptionem suam satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere, de perpetrata iniquitate, cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei ac Domini Redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districte ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem ecclesie sua jura servantibus sit pax domini nostri Jhesu Christi, quatenus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Amen. Amen. Datum Laterani, per manum Aymerici sancte Romane ecclesie diaconi cardi-

[1] [illegible]

[2] [illegible]

nalis et cancellarii VII kl. aprilis, indictione prima, incarnationis Dominice anno MCXXXVII°, pontificatus vero domini Innocentii pape secundi anno VIII[1].]

II.

Privilegium Lucii II de eisdem, et insuper de libertate supellectilium decedentis episcopi a christianissimo rege Ludovico concessa. 5 dec. 1143.

Lucius episcopus, [servus] servorum Dei, venerabili fratri Theobaudo, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus canonice promovendis in perpetuum. Quanto nobilis, *etc.* [ut supra in bulla Innocentii II]. Jus etiam episcopale in subscriptis abbaciis et earum parrochiis seu parrochianis omnibus, videlicet, in abbacia Latiniacensi, in abbacia Fossatensi, in abbacia Sancti Maglorii, in abbacia Sancti Victoris, in abbacia Vallis Sancte Marie, in abbacia de Sarneia, in abbacia sanctimonialium de Monte Martyrum, de Edera et de Kala; in ecclesia super Argenteoli. Preterea pactum, *etc.* [ut supra]. Apostolica quoque auctoritate interdicimus, ut supellectilem decedentis episcopi Parisiensis nullus omnino diripiat, sed ad opus ecclesie et successoris sui illibata permaneat, sicut a Lodovico, illustri Francorum rege, concessum est et scripto suo firmatum. Decernimus ergo, *etc.*, cum subscriptionibus cardinalium. [Datum Laterani, per manum Baronis, sancte Romane ecclesie subdiaconi, nonis decembris, indictione VIII, incarnationis Dominice anno MCXLIIII, pontificatus vero domini Lucii II pape anno primo[2].]

III.

Privilegium Eugenii III super his eisdem, et preterea de tallia, quam rex facere solebat in terris episcopi, a Ludovico rege condonata. 5 jun. 1147.

Eugenius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Theobaldo, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus canonice substituendis in perpetuum. Quanto nobilis, *etc.* [ut supra in bullis Innocentii et Lucii II]. Paci quoque et tranquillitati Parisiensis ecclesie providere volentes, exactionem et talliam quam, post obitum predecessoris tui Stephani, bone memorie Parisiensis episcopi, karissimus filius noster Ludovicus, Francorum rex, in terris ejusdem episcopatus fecit, de cetero

[1] Quæ uncinis inclusa sunt supplevimus ex magno Chartul., f. 198, et ex parvo, f° 2.

[2] Ex magno Chartul., f. 199 v° et f° 200.

ab aliquo exigi, auctoritate apostolica, prohibemus, sed, sicut ab eodem rege, tibi et successoribus tuis, imperpetuum condonata est et scripto suo firmata, per presentis scripti paginam confirmamus. Preterea pactum, *etc.* [ut supra in bullis Innocentii et Lucii II]. [Datum Parisius, per manum Hugonis, presbiteri cardinalis, agentis vicem Guidonis, sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, nonis junii, indictione decima, incarnationis Dominice anno MCXLVII, pontificatus vero domini Eugenii III pape anno III°[1].]

IV.

[illegible] Privilegium Clementis III de eisdem, et preterea de confirmatione abbatiarum de Herivalle, de Hermeriis, de Monte Estivo et de Gif.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Mauricio, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus canonice substituendis in perpetuum. Quanto nobilis, *etc.* [ut in bulla Innocentii II, superius]. Jus etiam episcopale, in subscriptis abbatiis et earum parrochiis seu parrochianis omnibus, videlicet, in abbatia Latiniacensi, in abbatia Fossatensi, in abbatia Sancti Maglorii, in abbatia Sancti Victoris, in abbatia Vallis Sancte Marie, in abbatia de Sarneia, in abbatia Herivallis, in abbatia Hermeriarum, in abbatia Montis Estivi, in abbatia sanctimonialium de Monte Martyrum, de Edera, de Kala et de Gif; in ecclesia super Argenteoli. Preterea pactum, *etc.* [ut in bullis Innocentii et Lucii II]. [2][Datum Pisis, per manum Moysi, Lateranensis canonici, vicem agentis cancellarii, XV kl. februarii, indictione sexta, incarnationis Dominice anno MCLXXXVII, pontificatus vero domini Clementis pape III anno primo.]

V.

[illegible] Privilegium Celestini III universa continens que in predictis privilegiis continentur et preterea confirmatio abbatiarum Sancti Ciriaci et de Valle Profunda.

Celestinus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Mauricio, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus canonice substituendis in perpetuum. Quanto nobilis, *etc.* [ut in bullis omnibus suprascriptis]. Jus etiam episcopale, in subscriptis abbatiis et earum parrochiis seu

[1] Suppletum ex parvo Chartul., f° 3 [illegible] ex magno Chartulario, f° 185 v°, et ex parvo

[2] Que sequuntur uncis inclusa supplevimus [illegible] f° 3 v°.

parrochianis omnibus, videlicet, in abbatia Latiniacensi, in abbatia Fossatensi, in abbatia Sancti Maglorii, in abbatia Sancti Victoris, in abbatia Vallis Sancte Marie, in abbatia de Sarneia, in abbatia Herivallis, in abbatia Hermeriarum, in abbatia Montis Estivi, in abbatia sanctimonialium de Monte Martirum, in abbatia de Hedera, in abbatia de Kala, in abbatia de Gif, in abbatia Sancti Ciriaci et in abbatia Vallis Profunde, et in ecclesia super Argenteolis. Paci quoque et tranquillitati, *etc.* [ut supra in bulla Eugenii III]. Preterea pactum et conventionem, *etc.* [ut supra in bulla Innocentii II]. Apostolica quoque auctoritate, *etc.* [ut supra in bulla Lucii II]. [Datum Laterani, per manum Cencii, Sancte Lucie in Orthea diaconi cardinalis, domini pape camerarii, II idus maii, indictione XIIII[a], anno Dominice incarnationis MCXCVI, pontificatus vero domini Celestini pape III anno sexto[1].]

VI.

Bulla Eugenii pape tertii, qua confirmatur concordia, inter Stephanum, Parisiensem episcopum, et Theobaldum archidiaconum, per Matheum episcopum Albanensem, Johannem Sancti Chrysogoni et Petrum Sancti Calixti presbyteros cardinales, cujus tenor sequitur infra, n° VIII. 1147

[Datum Parisius, per manum Hugonis, presbiteri cardinalis, agentis vicem domini Bindonis, sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, nonis junii, indictione X, incarnationis Dominice anno MCXLVII, pontificatus vero domini Eugenii III pape anno III[2].]

VII.

Privilegium Alexandri tertii, idem quod superius Eugenii tertii. Ad calcem vero … haec adjiciuntur : 1165

Ad hec auctoritate apostolica prohibemus, ne archidiaconi presbyteros, in suis archidiaconatibus constitutos, nimia frequentia hospiciorum ullatenus gravent, salva in omnibus sedis apostolice auctoritate. [Datum Senonis, per manum Hermanni, sancte Romane ecclesie subdiaconi et notarii, kl. martii, indictione XIII, incarnationis Dominice anno MCLXV, pontificatus vero domini Alexandri pape III anno sexto[3].]

[1] Ex magno Chartul., f. 192 … parte.
… [2] Ex magno Chartul., f. 196.
[3] Ex eod., f. 19…

VIII.

1127. Autenticum cardinalium, super compositione facta inter Stephanum episcopum et Teobaldum archidiaconum.

Hec est concordia [1] quam nos, Matheus, episcopus Albanensis, et Iohannes, de titulo Sancti Grisogoni, et Petrus, de titulo Calixti, cardinales, inter dominum Stephanum, Parisiensem episcopum, et Theobaldum, notarium, archidiaconum ejusdem ecclesie, ex mandato domini pape [Honorii] composuimus. Non liceat archidiacono in ecclesiis presbiterum ponere. Episcopi autem erit ecclesias ordinare, per archidiaconum tantum, sicut per ministrum suum; ita ut episcopus sacerdoti curam committat animarum; per archidiaconum vero ecclesiam et res assignet ecclesie. Archidiacono sacerdotem ab officio suspendere nullatenus liceat, si episcopus in parrochia fuerit; deponere autem omnino non liceat; neque penitentias dare, sed neque reconciliare nisi ex licentia debebit episcopi. Excommunicare autem aliquem clericum aut absolvere archidiacono [non] licet, nisi per mandatum episcopi. Episcopus vero, quotiens expedierit, parrochianos suos conveniet per archidiaconum et ad justitiam invitabit; quod si contempserint et justitia dictaverit, excommunicare licebit episcopo; factam vero excommunicationem archidiaconus observabit. Clericos vero ad ordines promoveri non faciet archidiaconus, nisi per mandatum et sigillum episcopi, si tamen in provincia fuerit. Si vero episcopus tres menses abfuerit, et archidiaconus mandatum habebit episcopi, necessitate urgente, et clericos promoveri faciet, et ecclesias canonice poterit ordinare. Collectas vero episcopus, absque archidiacono, per parrochiam ipsius non faciet, nisi aut Romam veniat aut concilium in provincia celebretur, aut forte dominum papam in ecclesia sua suscipiat; quod tamen, consulto archidiacono, faciet : in quibus quidem collectis, qua expense omnes erunt episcopi, archidiaconus nullam habeat portionem. In ceteris vero communibus collectis, archidiaconus, ut moris est, tertiam partem obtineat. Archidiacono autem, in tota parrochia, collectas sine episcopo [facere] non licebit. Quod si quis archidiacono de suo,

[1] Hanc concordiam edidit G. Dubois, *Hist.* [illegible] sumus ex apographo, quod in minori Chartulario [illegible] *Paris.*, t. II, p. 30. Quæ uncinis inclusa [illegible] ecclesie Parisiensis continetur, exscripsimus

precibus aut ultro, donare voluerit, nequaquam debebit episcopus contradicere. Debitum vero quod Franci catale vocant, quod archidiaconus debebat episcopo usque ad [hunc] diem, precibus nostris et pacis amore, totum archidiacono dimisit episcopus. De cetero, archidiaconus omne debitum persolvet episcopo, ita tantum si in pace et concordia hac archidiaconus perseverat. De scolis vero, unde inter episcopum et canonicos Parisienses emersit discordia, dominus Teobaldus contra voluntatem episcopi nullatenus veniet. Si vero pacem hanc non observaverit archidiaconus, et si semel, secundo aut tertio ammonitus erratum suum non emendaverit, aut justitiam facere contempserit, tunc licebit episcopo, sicut prius, debitum omne suum requirere. Si quis in parrochia clericus, sive laicus, archidiacono aut alii injustitiam fecerit, et per eundem archidiaconum emendare noluerit, si episcopus in loco fuerit et negocium ante se tractari voluerit, archidiaconus usque ad sententiam non procedat, sed causam suam ad episcopum deferat, qui ei canonicam in omnibus observet justitiam. Si vero episcopus absens fuerit, aut audire noluerit, archidiaconus justitiam canonicam faciat, ex mandato tamen episcopi, et hoc in laicos. Hanc concordiam fecimus, salva in omnibus apostolice sedis et domini pape auctoritate et debita reverentia. Huic paci interfuerunt, et consilio eorum facta est, venerabiles fratres nostri Gaufridus[1] Carnotensis et Burchardus Meldensis episcopi. Actum est hoc Rome[2] apud Palladium, anno Dominice incarnationis MCXXVII°, pontificatus domini Honorii pape secundi anno tertio.

IX.

Privilegium G. Carnotensis et B. Meldensis episcoporum super eadem compositione. A. 112[7]

Ego G. Carnotensis et B. Meldensis episcopi, et cetera cum adjectione hujus clausule : Post concordiam factam et scriptam et in presentia domini pape lectam, venit Theobaldus, archidiaconus, apud Palladium, in hospicium domini M.[3] Albanensis episcopi, et dixit coram eo, domino

[1] Gaufridus II de Leves.

[2] Quæ sequuntur deprompta sunt ex parvo Chartulario, f° 46 v°. In alio ejusdem concordiæ apographo, ibid., f° 47, legitur : « Interfuerunt etiam hii testes, domnus T. prior Sancti Victoris, R. archidiaconus Cameracensis, A. cancellarius, T. archidiaconus Meldensis, T. monachus, Hugo monachus Resbaci, Albertus Stampensis. »

[3] Matthæus, natione Gallus, ex priore Cinmacensi, episcopus Albanensis creatus a. 112[.].

suo, Stephano[1], Parisiensi episcopo : « Quod continetur in litteris concedo vobis. »

X.

[illegible] Privilegium Clementis III contra archidiaconos ordinationem ecclesiarum impedientes.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Parisiensi episcopo salutem et apostolicam benedictionem. Ad audientiam nostram noveris pervenisse, quod archidiaconi ecclesie tue, obventionum cupiditate detenti, ordinationes ecclesiarum, quandoque per sex menses, interdum etiam per annum integrum impedire conantur. Cum igitur constitutio Lateranensis concilii hujusmodi excessum destrictius interdicat, fraternitati tue presentibus litteris duximus concedendum, ut, si archidiaconi tui de cetero malitiose aliquid tale presumpserint, liceat tibi ecclesias personis idoneis committere gubernandas. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, etc. [Datum Pisis, xviii kl. februarii, indictione sexta[2].]

XI.

[illegible] Littere Calixti pape II, quibus jubetur, ut omnes clerici et abbates, sub Parisiaca sedis auctoritate degentes, debitam episcopo Parisiensi obedientiam reverentiamque exhibeant, et ut quicumque canonicus Parisiensis ad episcopalem dignitatem promotus fuerit, prebendam qua fruebatur statim amittat.

[Datum Lateran. x kal. aprilis, indict. i[3].]

XII.

[illegible] Littere Adriani pape IV, Theobaldo, Parisiensi episcopo, quibus decernitur papam Eugenium, quando ecclesias Sancte Genovefe canonicis regularibus ordinandas commiserat, non ei animo habuisse juribus, que in eisdem ecclesiis antiquitus possederant episcopi Parisienses, aliquid detrahere.

[Datum Rome apud Sanctum Petrum, xvii kl. januarii[4].]

XIII.

[illegible] Privilegium Eugenii III super sententia data contra canonicos Sancte Genovefe super ecclesiam Sancti Johannis.

Eugenius Teobaldo episcopo. Ne oblivionis obscuritas per dissuetudi-

[1] [illegible]
[2] Ex magno Chartul. [illegible]
[3] [illegible]
[4] Ex magno Chartul. [illegible]

nem humanis mentibus ingeratur quod super causarum litigiis judicatum fuerit vel decisum, scripture debet memorie commendari, ut per hoc secutura posteritas habeat quid futuris temporibus evidenter agnoscat. Qualiter igitur controversia, que inter te ac filios nostros canonicos Sancte Genovefe, super parrochia ecclesie Sancti Johannis, agitabatur, in nostra fuerit presentia terminata, presentis scripti serie precepimus annotari. Asserebas siquidem, tu, frater episcope, quoniam jus, quod habebas in eadem parrochia, predicti fratres tibi nullo modo exsolvebant, et, cum constaret quod ad te parrochia pertineret, sacerdotem, qui eidem parrochie spiritualia ministraret, curam animarum a te debere suscipere affirmabas. Dicebas enim, quia, si qui erant in eadem parrochia ligandi vel solvendi, presbiter qui pro tempore eandem parrochiam gubernabat, ad tuum mandatum, ligabat vel solvebat. Sponsas quoque benedicendas benedictionem, mulieres de partu surgentes purificationem, et qui apertis criminalibus tenebantur in ecclesia matrice penitentiam percipere asserebas. Canonici autem, que a te asserebantur non negantes, dicebant, quod servitores canonicorum, qui in eadem parrochia consistebant, per canonicos et non a Parisiensi episcopo solvi consueverant vel ligari, et presbiter qui in eadem ecclesia ministrabat, a XL annis retro et ante, a decano Sancte Genovefe, et non ab episcopo, curam animarum susceperat. Nos igitur, super his tam tuas quam predictorum fratrum rationes plenarie cognoscentes, fratrum nostrorum communicato consilio, judicavimus, quod sacerdos qui debebit eidem parrochie deservire, sive sit regularis canonicus sive non, a te, frater episcope, curam animarum suscipiat, et supradictos parrochianos, ad mandatum tuum, liget et solvat. Si vero tu in aliquem ejusdem parrochie vel in omnes excommunicationis vel interdicti sententiam, emergente causa, promulgaveris, sacerdos, donec ipsa sententia relaxetur, nec excommunicatis nec interdictis divina officia celebrabit. Benedictiones sponsarum, purificationes de partu surgentium, publicas penitentias idem sacerdos non usurpabit. Porro, si predicte capelle sacerdos talis aliquando repertus fuerit, qui divina ministrare non debeat, tu illud abbati et fratribus suis nuntiare debebis, et illi, veritate cognita, eo amoto, alium tibi presentent, cui animarum curam com-

mittas. Qui tamen presbiter tibi nec circatam nec synodaticum solvet. Nulli ergo hominum liceat hanc nostre diffinitionis paginam temerario ausu infringere, etc. [Datum Laterani, sexto idus januarii.]

XIV.

[illegible] Alexander, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Mauricio, Parisiensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. In quodam scripto librorum nostrorum reperto, quod Lateranensi palacio [Latiniacensis] ecclesia[1], singulis annis, unciam auri persolvere tenebatur, ab abbate et fratribus ejusdem loci eundem censum exegimus. Qui nobis exinde responderunt quod in memoria eorum non fuerat nec aliqua super his scripta habebant, quod census ille ab ecclesia sua ecclesie Romane consueverit ex conditione persolvi. Quoniam igitur ecclesia Romana nunquam exigere consuevit, sed potius rogari, ut alias ecclesias sibi faceret censuales, jam dictos abbatem et fratres et ecclesiam illorum ab hujusmodi absolvimus exactione, et ut neque nobis aut nostris successoribus, nisi forte de propria voluntate et bene placito suo procederet, hunc censum ab ecclesia illorum exigere liceat, presentium auctoritate censemus. Si vero prescripti monasterii abbas aut fratres pretaxatum censum aliquo tempore ecclesie Romane persolverent, nolumus quod justitie tue vel ecclesie tibi commisse aliquod prejudicium debeat generare. Datum [Senonis, kl. marcii].

XV.

Indulgentia Clementis III contra Senonensem archiepiscopum[2]

[illegible] Clemens Mauricio episcopo. Cum ex auctoritate canonum liqueat quid archiepiscopis, jure metropolitico, debeatur, et scriptum sit, ne quis terminos alienos usurpet, mirabile gerimus et satis reprehensibile judicamus, quod venerabilis frater noster archiepiscopus Senonensis parrochianos tue juridictioni subjectos, te nesciente et inrequisito, quandoque ad alios judices mittit, interdum etiam proprie sententie diffinitione condempnat. Sane quia hoc inhibitum prohibitione

[1] [illegible] — [2] [illegible] t. II, p. [illegible]
[illegible]

canonica reperitur, salvo eo quod de articulo appellationis excipitur, et sententia a non suo judice dicta nichil optinet firmitatis, fraternitati tue presentibus litteris duximus concedendum, ut liceat tibi sententiam taliter promulgatam ipso jure postponere, et parrochianis tuis, ne coram judicibus sic datis respondeant, prohibere. Nulli ergo, etc.

XVI.

Indulgentia Clementis III super libera donatione prebendarum Parisiensis ecclesie, quam sibi episcopus ex habundanti petiit confirmari a domino papa[1] 16 jan. 1188

Clemens Mauricio, Parisiensi episcopo. Licet ejus propositi simus, ut jura venerabilium fratrum et coepiscoporum nostrorum, preter commune debitum quo tenemur omnibus, specialiter conservare velimus, quia tamen, petentium instantiam metuens, concessionem prebendarum ad te pertinentium tibi ex habundanti postulas confirmari, petitionem tuam in hac parte duximus admittendam : ideoque apostolica auctoritate[2] statuimus, ut, sicut predecessoribus tuis et tibi licuit ab antiquo, sit etiam liberum in futurum, cum prebendas ipsas vacare contigerit, eas personis idoneis assignare, nullis obstantibus litteris, si que in tui juris prejudicium a sede apostolica fuerunt hactenus impetrate, nec obstante investitura, si qua, earum occasione, ab alio facta dicatur. [Datum Pisis, XVII kl. februarii, indictione VI[a][3].]

XVII.

Autenticum Clementis III de confirmatione abbatiarum Herivallis, Hermeriarum, Montis Estivi et de Gif. [illegible]

Clemens Mauricio, Parisiensi episcopo. Justis petentium desideriis dignum est nos facile prebere consensum, et vota que a rationis tramite non discordant effectu prosequente complere. Eapropter, venerabilis in Christo frater, tuis postulationibus annuentes, abbatias Herivallis, Hermeriarum, Montis Estivi, de Gif, quas de novo diceris construxisse, sicut canonice et sine controversia possides, auctoritate tibi apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus.

[1] Edit. in *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 443.

[2] In magno et parvo Chart., *presentium auctoritate*.

[3] Ex magno Chart., f° 190 v°, et parvo, f° 1.

Statuentes ut nulli omnino hominum liceat, *etc.* [Datum Pisis, XVIII° kl. febr., indictione VI^ta [1].]

XVIII.

[illegible] Indulgentia Lucii III, ne feoda Parisiensis episcopi, sine consensu ipsius, obligari possint vel vendi.

Lucius Mauricio, Parisiens episcopo. Devotionis et probitatis tue meritum exigere comprobatur, ut quod aliis communi jure debetur, fraternitati tue, que id humiliter et devote requirit, specialis indulgentie largitate, per officium quo fungimur, concedatur. Eapropter, venerabilis in Domino frater, presentibus tibi litteris indulgemus, ne aliqua ecclesiastica secularisve persona feoda tua, sine consensu, sub pignore recipere aut emere, aliqua auctoritate, presumat. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, et contractus sui dispendium et indignationem nostram se noverit incursurum. [Datum Verone [2], III kl. novembris.]

XIX.

[illegible] 1170 Autenticum Willelmi, Senonensis archiepiscopi, super redditibus decanatus Parisiensis, dum vacat.

Ego Willelmus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus et apostolice sedis legatus, notum fieri volumus tam presentibus quam futuris, causam inter venerabilem fratrem nostrum Mauricium, Parisiensem episcopum, et canonicos Beate Marie Parisiensis, super redditibus decanatus, dum vacaret, percipiendis, emersisse, et eandem causam ad dominum papam Alexandrum perlatam et ab ipso nobis delegatam fuisse. Postmodum vero, infra diem episcopo et canonicis coram nobis assignatam, decanus, cantor et quamplures canonici Parisienses, coram nobis, in domo nova ejusdem episcopi, convenerunt, et se cause illi penitus renuntiasse et in discretione et voluntate episcopi se posuisse confessi sunt, et hoc ipsum se et omnes alios in pleno capitulo communiter fecisse protestati sunt. Quod ut ratum et inconcussum futuris teneatur temporibus, et contentionis illius de medio tollatur materia, sigilli nostri auctoritate dignum duximus roborari. Actum, etc.

[1] [illegible] 1184 [illegible]
[2] Lucius papa III, urbem Veronam ingressus [illegible] die 24 novemb. [illegible]

XX.

Indulgentia Lucii III contra presbyteros concubinas habentes. 4 jan. 1181-85.

Lucius Mauricio, episcopo. Relatum est nobis, ex parte tua, quosdam presbiteros in tua diocesi constitutos infamia laborare, quod non erubescant detinere publice concubinas. Cum autem illos queris corrigere, obstaculum appellationis opponunt, ut canonicam correctionem evitent, et tamen a vitio et prava consuetudine non recedunt. Quia igitur appellationis remedium inventum non fuit ad prestandum incentivum alicui delinquendi, fraternitati tue, auctoritate apostolica indulgemus, ut presbiteros qui publica super hoc infamia propulsantur, si commoniti, infra XL dies canonicam purgationem nequiverint vel noluerint exhibere, contradictione et appellatione remota, suspendas, et, si nec sic resipuerint, ab officio reddas et beneficio ecclesiastico alienos. Datum [Anagnie, II nonas januarii [1].]

XXI.

Privilegium Ludovici regis super contractu facto cum Buchardo de Mathi. [illegible]

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ludovicus, Dei gratia, rex Francorum et dux Aquitanorum, notum fieri volo tam presentibus quam futuris, quod Theobaldus, venerabilis Parisiorum episcopus, adiit serenitatem nostram, et humiliter nobis insinuavit, qualiter cum Burchardo de Maci, antequam proditionem fecisset, contractum facere ceperat super sex modiis annone, tres de frumento et tres de grosso blado, in decima de Maci, pro triginta quatuor libris et decem sol.; et tantum verbum deductum est, quod episcopus Burchardo decem solidos in arram tradiderit. Nos vero, sue insinuationis verbum ex mansuetudine regia benigne amplectentes, contractum, sicut prescriptus est, stare precipimus, et quod Burchardus minus fecit nos ipsi perfecimus, et, sicut a nobis factum est, totam ex integro domino episcopo illibatum volumus conservare. Quippe, licet Burchardus, propter proditionem et proscriptionem bonorum et judicium mortis incurrerit, non nobis sed Deo ei reddente quod justum est, tamen que ab ipso,

[1] Ex parvo Chart., f° 7 v°.

ante proditionem legitime facta sunt, rata volumus permanere. Qua vero mobile ipsius proditoris ad fiscum regium pertinere dinoscitur, dominus episcopus quod ille habere non meruit nobis gratanter persolvit, videlicet, xxx^{ta} iiii^{or} libras Parisiensis monete; ob quam causam, et vadium predictum ei firmavimus, et insuper in regiam garantiam suscipimus, ad opus episcopi quamdiu tenere voluerit, et cuicumque persone vel monasterio, sive in vita sive in morte, voluerit designare, plenam garantiam portare parati sumus. Totam etiam decimam de Maci, quam Burchardus tenebat et iniquitas sua sibi abstulit, et quam de feudo episcopi esse constat, et propter proditionem in manus suas excidit, in garantiam nostram suscipimus, et, tam pro justitia quam omnibus debemus, quam pro mansuetudine ipsius episcopi, ob quam eum specialiter diligimus, exclusa omni violentia, extincta omni calumpnia, ad pacem suam tam vadium quam feudum, regia munificentia, contra omnes volumus conservare. Et ut hoc apud omnes ratum et inconvulsum permaneat, presentis scripti pagina annotare, sigilli nostri auctoritate firmare, regia vero subscriptione curavimus consignare; dantes operam, ut quod regio precepto legitime firmatum est, nec oblivione deleri, nec malicia commutari, nec per calumpniam aliquatenus valeat perturbari. Actum publice Parisius, adstantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi, Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Mathei camerarii. S. Mathei constabularii. S. Guidonis buticularii. Anno Verbi incarnati MCL°, regni vero nostri xiiii. Data per manum Hugonis cancellarii.

XXII.

[illegible] Privilegium Ludovici regis de libertate supellectilis decedentis episcopi Parisiensis[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia, rex Francorum et dux Aquitanorum. Scimus quia ex auctoritate Veteris Testamenti, etc. — Notum ergo facimus, quia nos, quibus ex antiquo predecessorum nostrorum tenore, quasi jure fisci, omnia que, mortuo Parisiensi episcopo, in domibus ejus inveniebantur, asportare licebat, volentes ecclesie Dei et episcopis Dei servitio manci-

[1] Extat ap. Sauval, *Antiq. de Paris*, t. III, pr., p. 50. *Gall. christ.*, t. VII, instr., col. 64. *Chartul. Parisien.*, t. II, p. 582.

patis debitam reverentiam exhibere, et eos donis majoribus ampliare, honestas consuetudines reformare: moti precibus et supplicatione karissimi nostri Theobaldi, Parisiensis episcopi, viri religiosi, quicquid supellectilis de materia lignea vel ferrea deinceps inventum fuerit in domibus episcoporum Parisiensium, post mortem ipsorum, in quibuscumque locis et villis domus ille forte site sint, intactum et integrum succedentibus episcopis in perpetuum possidendum libere et quiete manumittimus et confirmamus, assensu et consilio domne Alienordis regine, collateralis nostre. Omnia autem que manumisimus, sub custodia capituli Beate Marie, ad usum episcopi substituendi conservabuntur. Hoc siquidem donum super altare Beate Marie, pro delictis nostris et patris nostri, supplices offerentes, ne aliquis succedentium regum, *etc.*... Actum publice Parisius, anno Domini MCXLIII, regni vero nostri VII°. [Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Rodulfi, Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Mathei constabularii. S. Mathei camerarii. S. Guillelmi buticularii Data per manum Hugonis, Cadurci, cancellarii [1].]

XXIII.

Privilegium Ludovici regis, ne tallia facta, vacante sede, numerum LX librarum excedat. 1147

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia, rex Francorum et dux Aquitanorum, omnibus in perpetuum. Dignum prorsus esse decernimus.... Quo nimirum intuitu, dilectissimi nostri Teobaldi, venerabilis Parisiorum episcopi, justis postulationibus, debita benignitate, gratum impertientes assensum, exactionem et talliam, quam post obitum predecessoris sui Stephani, pie recordationis episcopi, in terris ejusdem episcopatus nos fecisse meminimus, sibi et successoribus suis episcopis in perpetuum condonamus; et ne in posterum, vel per nos vel per aliquem successorum nostrorum, aliquatenus requiratur, per presentis preceptum pagine, regia prorsus auctoritate, concedimus et confirmamus: sub ea tamen exceptione, ut, quando episcopium in manus regias devenerit, consuetudinarios redditus et talliam, statuto tempore, episcopo debitam, ministeriales nostri et successorum

[1] Ex Libro nigro, p. 245. — pr., p. 54, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr.
[2] Edit. ap. Sauval, *Antiq. de Paris*, t. III, col. 63.

nostrorum, ex regio mandato, possint accipere, ac sine contradictione ecclesie Parisiensis habere. Ac ne etiam tallie illius summa, ad gravamen ecclesie, supra modum ullis occasionibus augeatur, certa sub assigillatione statuimus ac modis omnibus inhibemus, ne numerum sexaginta librarum excedat. Quod ut ita perpetue stabilitatis, *etc.* Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCXLVII°.

XXIV.

[illegible] Diploma Philippi II, Francorum regis, quo confirmatur privilegium, n° XXII, superius.

Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCXC, regni nostri XI, astantibus in palatio nostro.... S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Radulfi constabularii. Data vacante cancellaria.

XXV.

[illegible] Diploma Philippi II, Francorum regis, quo confirmatur privilegium, n° XXIII, superius[1].

Actum Parisius, etc., anno ab incarnatione Domini MCXC°, regni nostri XI.

XXVI.

[illegible] Philippus II, Francorum rex, post summam CCXI librarum aut amplius semel [illegible], spondet se, cum regalia in manum suam devenerint, nihil deinceps [illegible] ab hominibus episcopi, extra Parisius, ultra talliam sexaginta librarum[2].

Actum anno Domini M° CC° VII°, mense augusto.

XXVII.

[illegible] [illegible] Philippi regis de concessione synagoge ad faciendam ecclesiam[3].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quoniam nos, intuitu Dei et ob remedium anime nostre et predecesso-

[1] [illegible] Sanctum Germanum in Laya, anno Domini MCXC°, regni nostri anno [illegible].

[2] [illegible]

[3] Hoc diploma edidit Gerard. Dubois, *Hist. Eccl. Paris.* t. II, p. [illegible].

rum nostrorum, sinagogam Judeorum Parisiensem, in qua orare solent Judei, per manum Mauricii, venerabilis episcopi Parisiensis, donavimus et concessimus, ad edificandam ibi ecclesiam in qua divinum de cetero celebretur officium. Quod ut in posterum ratum illibatumque permaneat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCLXXXIII°, regni nostri anno quarto, astantibus in palatio, etc.

XXVIII.

Autenticum Radulfi, comitis de Claro Monte, de quittatione prebende quam tenuit Petrus de Monciaco in ecclesia Beate Marie Parisiensis.

Ego Radulphus, comes de Claro Monte, notum fieri volo tam presentibus quam futuris, quod querelam moveram adversus dominum Mauricium, Parisiensem episcopum, super prebenda quadam, quam Petrus de Monciaco tenuerat, quam ad jus meum, de feodo de Lusarchiis, pertinere asserebam; episcopus vero hoc penitus inficiabatur. Tandem, rogatu et petitionibus ipsius, et affectu dilectionis quam ecclesie Parisiensi volebam exhibere, si quid juris in prebenda illa habebam, prefate ecclesie concessi, et super altare Beate Marie, per manum episcopi, prebendam illam liberam et quietam in perpetuum clamavi, et per anulum unum, ecclesie et episcopo, jus suum recognoscens, resignavi: et hoc tenore, quod nullus successorum meorum in prebenda illa jus aliquid requirat in posterum, sed ad jus Parisiensis episcopi, sicut et alie prebende, futuris spectabit temporibus. Quod ne oblivione deleri, vel hominum malignitate aliquatenus in futurum posset infirmari, sigilli mei auctoritate roboravi, et hoc ipsum in presentia domini regis Ludovici concessi, et ut ipse hoc idem sigilli sui muniminé confirmaret, rogavi. Concessioni autem super altare Beate Marie facte interfuerunt quamplures, [1] scilicet dominus Mauricius, Parisiensis episcopus; Albertus, cantor Parisiensis; Petrus, archidiaconus Suessionensis; Ascelinus sacerdos; Guido de Yssiaco, qui tunc missam celebrabat; magister Odo diaconus, Galterus subdiaconus, magister Hilduinus diaconus. Recordationi vero et recognitioni, coram domino rege facte, interfuerunt plures alii: comes Theobaldus, Fredericus Parisiensis, Bucardus

[1] Quæ sequuntur, descripta sunt ex magno Chartulario, f° 304.

Veautrus; et de canonicis Parisiensibus, Barbedaurus decanus... Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCLXIX°.]

XXIX.

[illegible] Charta qua Guido, buticularius Ludovici, regis Francorum, et Margareta ejus uxor, quod jus habebant in prebenda, feodi de Lusarchiis, quam tenuerat Petrus de Monciaco, hoc totum concedunt ecclesie Parisiensi et episcopo Mauritio.

[Hanc[1] autem concessionem fecimus infra muros dongionis de Lusarchiis, multis presentibus clericis et laicis, quorum nomina subtitulata sunt. Signum Guermondi, archidiaconi Parisiensis. S. Galteri capellani. S. Marcelli, canonici Parisiensis. S. Galeranni de Pressi. S. Ade, decani de Grosleio. S. Theobaldi de Viri. Interfuerunt eciam milites et alii laici: Radulphus de Bello Fonte, Petrus Aper, Johannes, nepos episcopi; Thomas marescallus, Willelmus coqus;... Johannes, canonicus de Lusarchiis;... Radulphus, miles de Aqua Puta, et plures alii. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo clx°.]

XXX.

[illegible] Accordum super transactione facta cum priore Sancti Martini, de terra que dicitur Alnetum.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Officium est pietatis in omnibus ecclesiarum tranquillitati providere, et ea precipue negocia, que ad honorem Dei et Ecclesie pacem videntur esse contracta, perhennibus scriptis contradere, ut si quid fuerit labenti memorie negligenter subtractum, scribentis officio ad memoriam redeat ex integro reformatum; et, si forte aliquando, noverca omnium bonorum turbante invidia, querela ac controversia ante judicem mota inde fuerit, scriptura in medium recitata ordinem rei et qualitatem negocii veritatis exponat testimonio, et ora invidentium perpetuo claudat silentio. Noverint igitur omnes, quod Gualerannus de Villa Peror terram illam que vocatur Alnetum, quam jure proprietatis possidebat, pro remedio anime sue et antecessorum suorum, monasterio Sancti Martini de Campis, cum omnibus ad eam pertinentibus, libere possidendam donavit.

[1] Que sequuntur, ex magno Chartulario, f. [illegible], excerpta, desunt in Chartulario episcopi.

Et quamvis partem hereditarię possessionis valeat unusquisque, non requisito heredum assensu, juste in elemosinam dare et ęcclesiam Dei heredem facere, tamen voluit ut fratres sui donum ejus concederent et firmarent, quod et factum est. Guido enim de Puteaco frater ejus et Hugo nepos ejus, filius Evrardi de Puteaco, plenarium assensum doni illius dederunt, et ut, quemadmodum predictus Galerannus terram illam libere et potestative possederat, ęcclesia Beati Martini de Campis ex integro possideret, concesserunt. Sed, quoniam donum illud nulla staret ratione, nulla maneret stabilitate, nisi principaliter pontificali firmaretur auctoritate, terram enim illam Robertus comes de Mellanto de feodo habebat episcopali, necessario requisita est in dono Galeranni voluntas et assensus episcopi. Bone igitur memorię episcopus, domnus scilicet Galo, antecessor noster, concordi canonicorum suorum assensu, Roberto etiam comite de Mellanto diligenter annuente, qui fundum terre illius specialiter de feodo habebat episcopi, salvis quidem et retentis consuetudinibus, quas Parisiensis episcopus, tempore predicti Galeranni, in terram illam obtinuerat, predictam possessionem, Alnetum scilicet, cum suis appendiciis, monasterio Sancti Martini de Campis potestative habendam concessit. Salvo igitur in omnibus, ut dictum est, jure et consuetudine Parisiensis episcopi, determinatum fuit, ut neque hospites episcopi neque hospitum res, contra voluntatem ipsius vel successorum ejus, in predictam terram reciperentur. Fuit etiam illud in pacto publice diffinitum, ut quandocumque prenominatus episcopus, vel quilibet successor ejus, ęcclesię Sancti Martini centum libras denariorum daret, medietatem totius terre, que Alnetum vocatur, et omnium ad eam pertinentium, sicut Galerannus tenuerat, episcopalis potestas ex integro teneret, et census et ceteri redditus tam episcopo quam monachis communiter solverentur et equaliter dividerentur, ut scilicet, hoc pacto, terra feodalis a jure episcopi nequaquam alienata videretur, et pax inter utramque ecclesiam firmius et diligentius haberetur. Ego igitur Girbertus, Dei misericordia ęcclesię Parisiensis episcopus, ammonitione et consilio cleri nostri, prescriptam pecunie quantitatem supradicto dedi monasterio et medietatem terrę, ut dictum est, toto monasterii conventu libenter annuente, in jus nostrę proprietatis recepimus; ita scilicet ut, servata conditione pacti, sicut superius dic-

tum est, et census et redditus et quilibet pecunię questus in commune redigantur et ex equo dividantur, neque episcopus, absque priore Sancti Martini de Campis, neque ille, absque assensu predicti episcopi, vel talliam vel aliquem pecunie questum a predicta terra recipiat. Sciendum vero est, quod canonici nostri, tam personę quam ceteri, nobis et successoribus nostris illud omnino concesserunt, ut, si aliquando placeat nobis vel alicui de successoribus nostris medietatem nostram monasterio Sancti Martini de Campis contradere, liceat nobis, non requisito amplius capituli nostri assensu, donum illud, quando et quoquo modo voluerimus, perficere, et, exclusa omni contradicendi licentia, firmum et inconcussum maneat per omnia. His igitur ita determinatis, plane et absolute diffinitum est, ut terram prenominatam ego et quilibet successor noster, Parisiensis episcopus, perpetuo habendi licentiam et retinendi potestatem habeamus. Notandum vero est, quod suprascriptam terre istius medietatem nostram, vel ejusdem medietatis redditus, nulli persone, nulli ecclesie, nulli monasterio ego aut quilibet successor noster dare vel vendere, aut aliquo modo a manu nostra emancipare valeamus, nisi monachis Sancti Martini de Campis aut capitulo Sancte Marie matris ecclesie Parisiensis; capitulo tamen, hac conditione, quod, si terram illam a manu episcopi habeat, quinquaginta libras Proviniensis monetę monasterio Sancti Martini de Campis persolvat. Ut autem licentia ista et concessio supradicta perpetuę firmitatis vigorem obtineant, presentem cartam inde fieri precepimus, et in testimonium veritatis, sigillo nostro, sigillo capituli nostri, sigillo etiam Sancti Martini illam muniri voluimus. Signum Girberti episcopi. Signum Bernerii decani. S. Ade precentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Henrici archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.... Actum publice in capitulo Sancte Marie matris ecclesię Parisiensis, anno ab incarnatione Domini M° centesimo XX°, indictione XIII°, epacta nulla, concurrente IIII° cum bissexto, regnante rege Ludovico anno XII°, anno episcopatus Girberti X°. Tebaldus cancellarius subscripsit.

XXXI.

Sententia Osmundi, canonici Parisiensis, et Milonis, archipresbyteri Mediolanensis, [illegible] qua componitur controversia inter Mauritium, episcopum Parisiensem, et Rogerum, Columbensem abbatem, super abbatia et ecclesia parochiali Sancti Germani in Laya, quas uterque sibi asserere conabatur.

Actum[1] est hoc Parisius, anno ab incarnatione Domini nostri Jhesu Christi MCLXIII, indictione undecima, XII calendas madii.

XXXII.

Autenticum Milonis, archipresbyteri Mediolanensis, et Osmundi, canonici Parisiensis, super ecclesiam de Argenteolo.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. De discordia que vertebatur inter dominum Mauricium, episcopum Parisiensem, et, ex altera parte, dominum Odonem, Sancti Dyonisii abbatem, Milo, sancte Mediolanensis ecclesie dictus archipresbyter, et Osmundus, Sancte Marie canonicus, atque Aimericus, Sancti Dyonisii frater, quibus jurejurando se utraque pars commisit, hanc, que infra legitur, sine prejudicio utriusque partis, temporalem fecerunt concordiam. Discordia siquidem talis erat : dicebat dominus episcopus Parisiensis ecclesiam de Argentiolo debere restitui in statum pristinum, ut ibi abbatissam poneret, more solito, et virginum foret collegium; aut, si hoc non liceret ei, dicebat instanter debere ibi confirmare abbatem et in eum benedictionem habere. Ad quorum postulationem, querelam deposuit predictus episcopus in consistorio ante dominum papam Alexandrum, contra jam dictum abbatem, quadragesimali tempore, in Parisiensi palatio. E contrario vero, respondebat dominus abbas, quod nec abbatissam, vel monacharum collegium, seu abbatem confirmare, vel benedicere ullo modo ei licebat, eo quod jam dictam ecclesiam longis retro temporibus possedisset quiete, tam ipse quam predecessores sui, Parisiensis episcopi donatione et multorum apostolicorum confirmatione, quorum scripta protulit in medium. Post igitur litis contestationem et utriusque partis interpositam disputationem, commiserunt se predictus

[1] [illegible] ex magno Chartul. f. 23[illegible], et ex [illegible] t. II, p. 679, et Gall. christ. t. VIII, [illegible] f. 68 v°. Edit. in [illegible] col. 538.

episcopus et dominus abbas, jurejurando, jam dictis mediatoribus, qui statuerunt, et in eo sacramento quo eis astricti erant, utrique parti preceperunt, quatenus predicta querela cessaret a resurrectione Domini usque ad triennium continuum, sine prejudicio utriusque partis, et ut interim unus adversus alterum, circa hanc questionem, nullo modo machinetur, nec episcopus, propter hanc concordiam, solito jure privetur, et dominus abbas possideat quiete, et, transacto triennio, non teneatur dominus episcopus, quominus contra hunc abbatem vel successorem suum possit questionem movere. Et ut hec majorem obtineant firmitatem, statuerunt predicti arbitri concordiam ab eis factam scripto confirmari et subscriptionibus et sigillis utriusque partis communiri. Actum est [hoc anno incarnationis Domini] MCLXIII mense aprili[1]. [Ego Mauricius, Parisiensis episcopus, hanc compositionem concessi et subscripsi. Ego Odo, abbas Sancti Dyonisii, hanc compositionem concessi et subscripsi.]

XXXIII.

[illegible] 1191

De procuratione episcopi in ecclesia Sancti Exuperii de Corbolio.

In nomine Domini, amen. Adela, Dei gratia Francorum regina, notum fieri volumus universis qui presentes litteras viderint vel audierint, quod, cum querela quam venerabilis Parisiensis episcopus, Mauricius, super procuratione sibi exhibenda, adversus ecclesiam Sancti Exuperii Corboilensis proponebat, de mandato domini Clementis pape tercii, Mainardo Pontiniacensi et Guidoni Pruliacensi abbatibus commissa fuisset, in presentia nostra, mediantibus venerabilibus viris Hugone Autisiodorensi et Johanne Nivernensi episcopis, hoc modo in amicabilem compositionem est redacta. Si Parisiensis episcopus Corboilum, cum archidiacono ejusdem castri, vel etiam sine archidiacono, die festivitatis sancti Exuperii, prima scilicet die augusti, in eadem ecclesia divina celebraturus advenerit, canonici Sancti Exuperii, pro procuratione, ei quinquaginta tantum solidos persolvere tenebuntur. Si vero archidiaconus, sine episcopo, die festivitatis predicte, ad ecclesiam illam accesserit, canonici nichil archidiacono pro procuratione persolvent. Quocumque autem alio die vel tempore, episcopus vel

[1] Que sequuntur [illegible] ex alio apographo quod idem codex exhibet f. 48 v°.

archidiaconus ad ecclesiam Sancti Exuperii venerit, nullam vel episcopo vel archidiacono procurationem exhibere debebunt. Actum apud Meledunum [1][in regia domo, prima ebdomada XLme, anno incarnationis Dominice MCXC°, presentibus ipso Hugone Clementis, abbate; Hugone, Enjorrando et Johanne de Perrucheto, Sancti Exuperii canonicis; Matheo, Nicolao, Johanne, canonicis Parisiensibus; fratre Daniele, magistro Alberto Lombardo, Petro de Lodevilla et aliis quam pluribus. Ad cujus rei perhempnem memoriam presentem paginam scribi et sigillo nostro precepimus confirmari. Data per manum Roberti, capellani nostri].

XXXIV.

Autenticum capituli Parisiensis super eadem procuratione. 1191

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Michael, Parisiensis decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum notum fieri volumus, [2]*ut supra*. [Hanc igitur compositionem, ad nos sub testimonio sigillorum abbatum predictorum allatam, approbavimus et ratam habuimus, presentem cartam sub cirographi partitione conscribi precipientes, et sigilli nostri sub impressione communientes. Actum publice in capitulo nostro, anno incarnationis Dominice MCXCI°, presentibus illis quorum subscripta sunt nomina. S. Michaelis decani. S. Petri precentoris. S. Mauricii archidiaconi. S. Osmondi archidiaconi. S. Girardi archidiaconi. S. Galonis succentoris. S. Stephani presbiteri. S. Radulphi presbiteri. S. Mathei presbiteri. S. Willelmi diaconi. S. Petri diaconi. S. Odonis diaconi. S. Adam subdiaconi. S. Helluini subdiaconi. S. Suggeri subdiaconi. S. Henrici et Willelmi puerorum. Datum per manum Hilduini cancellarii.]

XXXV.

De his que vendiderunt Philippus de Livies et Galeramus de Galardone. [illegible]

Ego Mauricius, Dei gracia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod dominus Philippus

[1] Que sequuntur excerpsimus ex magno et parvo Chartulario, ubi f° 283 v°, et f° 195 legas duo alia ejusdem compositionis apographa.

[2] Hic deficit instrumenti hujus apographum in Chartulario episcopi. Cetera nobis suppeditaverunt magnum Chartul., f° 283 v°, et parvum f° 195.

de Levies et uxor ejus Elisabeth, redditus centum solidorum, quos, apud Victoricium, a domino Galerando de Galardone idem Philippus in feodum tenebat, quater viginti librarum precio nobis vendiderunt, et se rectam garantiam laturos, fide interposita, spoponderunt, et fidejussores garantie Guidonem de Palaciolo, Bartholomeum de Corbertin, Michaelem Dun Vileir, sub astrictione fidei, dederunt. Quam venditionem laudaverunt predictus Galerandus, et Idonea uxor ejus, et dominus Hecelinus de Linaiis, et uxor ejus Loherengia, et filius eorum Hecelinus, et se garantie obsides, sub fidei sacramento, constituerunt. Insuper, jam dictus Galerandus quod residuum habebat de parte uxoris sue, pro quater viginti libris nobis vendidit, uxore sua Idonea hoc ipsum laudante et assensum prebente, et tam ipse quam uxor ejus se rectam garantiam laturos, fidei interpositione, promiserunt. Hoc ipsum dominus Hecelinus de Linaiis, a quo idem Galerandus tenebat, et uxor ejus Loherengia, et eorum filius Hecelinus, et Rencia, uxor Guidonis de Palaciolo, et alie due juniores prefati Hecelini filie laudaverunt et quietam clamaverunt, et, fide prestita, se rectam garantiam laturos concesserunt. Fidejussores etiam garantie predictus Galerandus nobis constituit, scilicet Gaufridum Pocot, Guidonem de Vallibus, Garinum de Malpertuis, Guidonem de Valle Grimosa, qui se hoc garantire, sub fidei sacramento, compromiserunt. His autem venditionibus et laudantium concessionibus interfuerunt, etc. [1] Ad majorem autem firmitatis munimentum, predicti scilicet Philippus et Elisabeth uxor ejus, Galerandus et Ydonea uxor ejus, Hecelinus et Loherengia uxor ejus, supradictam terram et redditus, super altare beate Marie, in elemosinam, ecclesie Parisiensi obtulerunt. Actum apud Victoricium, publice, anno incarnati Verbi millesimo centesimo octogesimo, die festi sancte Agathe, episcopatus vero nostri vicesimo primo.

XXXVI

[illegible]

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Mauricius, Dei

[1] [illegible]

gratia, Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Galerannus, miles, de Loco Sancto, et Havis, uxor ejus, nobis vendiderunt, precio xxv librarum Parisiensium, totum censum suum in burgo nostro de Sancto Clodoaldo situm, nichil ibi potestatis aut dominii retinentes, sed quicquid in eo habebant in nostram transferentes proprietatem. Cum autem idem Galerannus censivam illam feodalem de Petro La Truye milite teneret, et Petrus ipse de feodo illo nobis hominium fecisset, Petrus, in presentia nostra constitutus, venditionem istam concessit, et hominium et feodum ipsum totum in manu nostra resignavit. Ipse quoque cum Johanne fratre suo et Felicia matre, fide interposita, recte garantie se fidejussorem constituit. Huic venditioni, a Galeranno et prenominata uxore sua nobis facte, interfuerunt testes: Hosmundus archidiaconus, [Petrus[1], decanus Sancti Germani; frater Daniel; Nicholaus et Adam, canonici Parisienses; Matheus de Moduno et Adam de Gif, decani; Herveus archipresbyter, Rogerus de Asinariis, Willermus de Palaciolo, Jordanus de Celeuil [*al.* de Sareuil], Clemens et Nicholaus Brueriis, presbiteri; Johannes de Castris, Theobaldus Veltro, Hugo Blondellus, Thiodinus de Vitry, milites; Eloardus, Odo de Sancto Mederico, Richardus capicerius, Garnerus Andree et Garnerus Vaalins, et Johannes de Trembley, Rericus de Sancto Marcello, Gaufridus de Solorre et Robertus, tabernarius, de Moissi. Concessioni vero et resignationi feodi, quam fecit Petrus La Truie, interfuerunt.... Johannes matricularius, Symon carpentarius, Albertus camerarius, Willermus et Herbertus coqui.... et Johannes portarius. Actum Parisius, in inferiori aula nova, anno incarnati Verbi millesimo centesimo octogesimo septimo, episcopatus nostri vicesimo septimo. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, presenti scripto commendavimus et sigilli nostri auctoritate confirmavimus.]

XXXVII.

De his que vendidit Teobaldus Cocherellus, apud Ivriacum. 1169

Ego, Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod nos quicquid

[1] Addita ex magno Chartul., f. 103, et ex parvo, f. 219.

Theobaldus Quocherellus[1] apud Ivriacum habebat, tam in terris quam in vineis, quam in hospitibus et ceteris omnibus ad feodum nostrum pertinentibus, precio CXX librarum emimus. Hanc autem venditionem idem Theobaldus se ratam habiturum, et super hoc garantiam laturum, et tanquam fidejussorem responsurum, fidei interpositione, firmavit; et Nicholaus, frater ejus, fidem dedit, quod infra annum, in quo ipse fieret miles, hoc ipsum concederet et garantiret, si forte questio vel calumpnia super hoc emergeret. Hoc etiam soror eorum Adelina et maritus ejus Petrus Pastillus concesserunt et garantie fidem dederunt. Hoc ipsum fecit Cecilia, uxor predicti Theobaldi, et [Theobaldus Parvus, avunculus prefati Theobaldi, et] Stephanus de Balisi. Hii autem omnes, ex parte ejusdem Theobaldi, fidejussores extiterunt. Ex parte vero uxoris ejus Cecilie et heredum ipsorum, Galterus de Boulum, pater ejus, se fidejussorem constituit. Huic autem rei interfuerunt[2] [quamplures clerici :... Johannes, capicerius Sancti Clodoaldi; Garnerius, capellanus Victoricii; Theobaldus de Yvri [*al.* de Viri], Odo de Pareyo : laici Brunellus major, Helluinus decanus,... Matheus panetarius.... Preterea Guido de Valle Grignosa et Thomas de Castris, se nobis fidejussores garentie, super conventione ista firmiter tenenda, concesserunt. Huic autem fidejussioni plures interfuerunt : magister Manerius, Remigius, decanus Sancti Germani; Renardus, capicerius Sancti Germani;.. laici :... Maugerius, major Sancti Germani Autissiodorensis,... et plures alii.... Actum coram multis, anno incarnati Verbi millesimo centesimo LXX°, episcopatus vero nostri anno nono]

XXXVIII

De his que vendidit Willelmus de Maciaco, apud Victoriacum

Ego, Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Willelmus, miles, de Maciaco[3], viginti arpenna terre, que ipse apud Victoriacum possidebat et de nobis ad censum quinque solidorum tenebat, viginti quinque librarum precio nobis vendidit, et se garantie fidejussorem, fide

[1] [illegible]

[2] [illegible]

[3] [illegible]

interposita, constituit. Quam venditionem Avelina, uxor ejusdem Willelmi, et Stephanus Palmarius, frater ipsius, concesserunt. Huic autem venditioni [et[1] concessioni prefati Stephani, coram nobis facte Parisius], interfuerunt quamplures : [Ascelinus, decanus Sancti Marcelli; Galterus, capellanus noster.... Laici : Drogo, miles de Sancta Cruce;... Stephanus pistor, Thomas marescallus, Hugo buticularius, Matheus panetarius, Symon carpentarius, Willelmus cocus, Ricardus camerarius. Concessioni autem uxoris ejusdem Willelmi, apud Calliacum facte, interfuerunt quamplures :... Albericus, sacerdos Calliaci; Galterus, capellanus ejus;... Laici : Brunellus, major Victoricii; Helluinus decanus,... Odo censarius.... Actum publice Parisius, anno incarnati Verbi millesimo centesimo sexagesimo decimo, episcopatus vero nostri anno decimo.]

XXXIX.

De molendino de Cantu Rane quod est apud Corboilum 1190

In nomine Domini, amen. Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis quod, cum nos et Guido de Moissiaco, molendinum quoddam, quod de Cantu Rane dicitur, apud Corboilum, communiter possideremus, idem Guido, pro necessitate sua, et Girardus, filius ejus, jam miles factus, partem suam quam in prefato molendino habebant nobis, fide garantie in manu nostra prestita, vendiderunt precio xxv librarum monete Parisiensis. Hujus quoque venditionis fidejussores, garantie fide data, se constituerunt : Hugo de Everi, miles; Henricus de Luigni; Gillibertus de Moissi; Gaufridus de Solorre; et sic molendinum illud totum nostrum fecimus. Presentium quoque ac futurorum noticie transmittere curamus, quoniam prenominatus Guido, cum predicto filio suo, Girardo, similiter nobis vendiderunt, precio xviii librarum Parisiensium, duodecim arpennos terre arabilis, que dicitur terra Sancti Petri, juxta culturam nostram. Utramque autem venditionem, scilicet molendini et terre, concesserunt et se, fide media, garantire promiserunt : filie sepedicti Guidonis, Hildeburgis et Ermenjardis, et generi ejus, Petrus et Matheus, et filii ipsius, Odo

[1] Verba uncinis inclusa nobis suppeditavere, extant in magno Chartul., f. 123 v°, 292, et tria alia ejusdem venditionis apographa quæ in Chartul. parvo, f. 243.

et Guido, et frater ejusdem, Guismundus, canonicus de Campellis. Actum [1] de venditione quidem molendini, Parisius, de venditione vero terre et concessionibus amicorum, apud Moissiacum. Testibus, etc. anno incarnationis Dominice millesimo cxc°, episcopatus nostri xxxi°. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, scripto commendari et sigilli nostri sub impressione precepimus confirmari].

XL.

De his que vendidit Ledesmallus miles apud villam Sancti Clodoaldi.

Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Ledesmallus, miles, de Villescoblen nobis, quadraginta librarum precio, vendidit, quicquid frater suus, Thomas, canonicus, apud villam Sancti Clodoaldi, aut in vineis aut censu nummorum et vini, aut pressoragio, aut in oblitis, aut corveiis, nomine ipsius Ledesmalli possidebat; que omnia ad ipsum Ledesmallum reditura erant et ad feodum nostrum pertinebant. Hanc autem venditionem concesserunt fratres ejus, scilicet, Thomas, canonicus, et Hungerius, miles, et filii ejusdem Ledesmalli, Matheus, miles, et Philippus, nondum miles, qui se hujus venditionis fidejussores, cum patre suo, fidei interpositione constituerunt, et se garantiam laturos compromiserunt; quod etiam Philippus, primo anno milicie sue, infra mensem quo submonitus fuerit, se facturum, similiter fide interposita, pollicitus est. Fuerunt etiam alii fidejussores, scilicet, Hugo de Plesseio et Hugo de Sancto Jonio. [2][Testes qui affuerunt: Galterius capellanus, Erchembaldus decanus, Bruno canonicus, Johannes sacerdos, Petrus miles, Matheus Panis, Seherius, Andreas prepositus, Matheus panetarius noster, Garnerus, Sadorinus, Ascelinus de Tremblevo, Girbertus major. Fidejussioni Hugonis de Plesseyo interfuerunt, Johannes nepos noster et Johannes Rufus. Fidejussioni vero Hugonis de Sancto Jonio interfuerunt, Thomas marescallus, et Gislertus et Matheus, servientes nostri. Quod ut futuris temporibus ratum et inconcussum teneatur, scripto commendari et sigilli nostri

[1] Hoc [illegible] chartam complevimus ex [illegible] quae continentur in magno [illegible], f° [illegible], et in parvo, f° [illegible].

[2] Nomina testium et notas temporis et loci addimus ex magno Chartul., f° 102 v°, et ex parvo, f° 220.

auctoritate dignum duximus roborari. Actum publice, apud Sanctum Clodoaldum, anno incarnationis Dominice millesimo centesimo sexagesimo nono, episcopatus vero nostri anno nono.]

XLI.

De medietate molendini de Cantu Rane, quam vendidit Petrus miles de Chante[illegible] Parisiensi episcopo.

Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Petrus, miles, de Chantelou, et Ermengardis uxor ejus, medietatem cujusdam molendini, qui Cantus Rane vocatur, qui apud Corbolium situs est, que medietas prefate Ermengardis hereditatem spectabat, nobis vendiderunt, et insuper molturam suam quam, preter medietatem, in eodem molendino, sine socii portione, habebant. Hanc autem venditionem filii eorum, Gaufridus, miles, Odo, clericus, Symon, Hugo, et filie, Richeldis et Avelina concesserunt. Predicti siquidem Petrus et Ermengardis, et eorum filii et filie, fide interposita, promiserunt se venditionem istam conservare et garantire et se ipsos et quamplures alios qui subscripti sunt, fidejussores constituerunt; scilicet: Hugonem Pinel, Ranulphum de Chantelou, Gaufridum de Solorra, Joscelinum de Villa Genart, Robertum de La Bretesche. Hanc vero venditionem prior Sancti Johannis de Corbolio et prior Sancti Guenaili, in quorum censiva situs est pretaxatus molendinus, approbaverunt et concesserunt. Huic venditioni interfuerunt quam plures. [1][Clerici: frater Daniel, capellanus noster; Marcellus, canonicus Parisiensis; Geisbertus, decanus Moissiaci; laici: Gosbertus, miles de Parrigniaco; Adam Piper, Postellus de Moissiaco et Johannes filius ejus, Ricardus camerarius, Enjorrannus, Ricardus camerarius, Boson servientes nostri.... Quod ne temporum noxia, vetustate deleri vel malignantium fraude possit aliquatenus infirmari, presentis scripti attestatione et sigilli nostri super addita impressione, dignum duximus premuniri. Actum publice, apud Moissiacum, anno incarnati Verbi millesimo centesimo LXXVII°, episcopatus vero nostri anno XVII°.]

[1] Suppletum ex magn. Chart., f. 134, et ex parvo, f. 266 [illegible]

XLII.

1160-1196 De hospitibus et censu, que vendiderunt apud Victoricium, Hugo Malvias et Gondrea uxor ejus Parisiensi episcopo.

Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis ecclesie episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Hugo Malvias et Gondrea, uxor ejus, vendiderunt nobis pro LX libris, VII hospites et censum annuum XXVI solidorum et dimidii, et quicquid apud Victoricium possidebant. Hoc autem ipse et uxor ejus in manu nostra refutaverunt, et uterque venditionem istam plevivit, et, fide interposita, se perpetuo garantire firmiter promisit. Mater etiam predicte Gondree hoc ipsum concessit, et Hugo de Lobiis, frater ejusdem Gondree id ipsum concessit et, fide interposita, plevivit. Johannes quoque de Curcellis, ad cujus feodum id pertinebat, ipse et concessit et laudavit. Huic autem venditioni presentes fuerunt, etc.

XLIII.

1187 De his que vendiderunt Tulfus et Herbertus de Moriana et Avelina soror ejus.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Tyulfus et Herbertus de Moriana, fratres, et Avelina, soror eorum, sex solidos et decem denarios censuales in terra nostra sitos, et in octabis Sancti Dionisii annuatim reddendos, nobis vendiderunt, precio c et x solidorum, quicquid juris pro censu illo ipsos contingebat in nostrum, fide recte garantie in manu nostra prestita, transferentes dominium. Hanc venditionem Henricus, et Johannes, et Milo, filii Richardi de Musterolo, concesserunt et sese venditores et garantie fidejussores, interposita fide, constituerunt. Hujus rei testes interfuerunt: [1][frater Daniel; Nicholaus et Adam de Barris, canonici Parisienses; Johannes de Castris, Herveus archipresbiter; Bernerus, decanus de Mosterolo; Andreas de Exonia, Enardus de Balneolis, presbyteri; Hamelinus, prepositus noster; Johannes nepos noster, matricularius; Balduinus de Platea, Henricus de Ternis.

[1] Completum ex magno Chartulario, f. 31, et ex parvo, f° 184.

Henricus Flandrensis, Emerboldus de Vitri, Willelmus coqus, Albertus camerarius, Gervasius buticularius, Thomas marescallus, Robertus de Chavenoil et alii quamplures. Actum Parisius, anno incarnationis Dominice millesimo centesimo octogesimo septimo, episcopatus nostri vicesimo septimo. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, scripto presenti commendari et sigilli nostri auctoritate precepimus confirmari.]

XLIV.

De pratis insule de Mera. 1195

[In nomine Domini, amen]. Ego Mauricius, [Dei gratia Parisiensis episcopus, notum facimus universis,] quod Hugo, filius Ebrardi, et uxor ejus, Ascelina, fide garantie in manu nostra prestita, vendiderunt nobis, octo libris monete Parisiensis, duos arpennos pratorum in insula que Mera dicitur sitos, et pratis nostris contiguos. Hujus venditionis fidejussores se constituerunt, Garnerius filius et Galterus gener dicti Hugonis, Garnerus Andree, Johannes Aldegundis, Willelmus de Moncello, Matheus filius Joslenni, et se garantiam laturos compromiserunt. [Testibus :... Richardo capicerio, Erchembaldo preposito, Guimberto panetario.... Actum apud Sanctum Clodoaldum, anno incarnationis Dominice MXCV^{o}[1] episcopatus nostri XXXV^{to}. Quod ut ratum permaneat, scripto commendavimus et sigillo nostro confirmavimus.]

XLV.

De transactione facta inter Mauricium, episcopum, et canonicos Sancti Marcelli de Giroldo, de Vitriaco. 1160-1196

Ego Mauricius, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod controversia extitit inter canonicos Sancti Marcelli et Giroldum de Victriaco, eo quod ancillam nostram duxisset, cum ipse esset de familia Sancti Marcelli. Insuper, conquestum quemdam terre et vinearum, quem idem Giroldus a patre et matre sua habuerat, predicti canonici vendicare conabantur.

[1] Legendum MCXCV. Hæc eadem menda in duobus codicibus reperitur, ex quibus apographum codicis nostri complevimus, scilicet in magno Chartul., f° 103 v°, et in parvo, f° 220.

Tandem, controversia illa ante nostram translata presentiam compositione terminata est tali, scilicet, quod nos filiorum Giroldi primum habebimus, canonici vero secundum, nos tercium et ipsi quartum, tam de his qui nati sunt quam qui nasci turi sunt. Si vero unus superfuerit impar, dabitur in clerum. Hereditas vero Giroldi et uxoris sue inter ipsos, tanquam inter fratres, convenienter dividetur, etc.

XLVI.

[illegible] De quitatione Garneri de domibus Parisiensi episcopo facta ab abbate et conventu Fossatensis ecclesie.

Ego Rogerus [1], Dei gratia Fossatensis ecclesie abbas, et totus noster conventus, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod nos, Garnerium de Domibus, filium Dode, a jugo servitutis, qua nobis tenebatur astrictus, absolvimus et ipsum domino episcopo Parisiensi, cum omni substantia et possessionibus et heredibus suis, quos vel habet vel habiturus est, et cum eadem conditione qua nobis erat obnoxius, perpetuo habendum concessimus; hoc tenore, quod dominus episcopus Parisiensis quendam hominem suum, Stephanum, scilicet, de Domibus, filium Bernardi, eodem modo nobis futuris temporibus habendum concessit. Quod ut inrefragabiliter teneatur in posterum, presenti scripto et sigilli nostri auctoritate, dignum duximus premunire, etc.

XLVII.

[illegible] De quitatione Emeline mulieris Parisiensi episcopo facta ab abbate et conventu Sancti Germani de Pratis [2].

Ego Robertus, Dei gratia Beati Germani de Pratis humilis abbas, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod venerabilis Mauricius, Parisiensis episcopus, donavit nobis et ecclesie nostre Isabel, ancillam suam, in uxorem Roberti, hominis nostri, ita ut, nec ipsi aliquid in ea neque in descenden-

[1] Rogerus II, abbas Fossatensis, memoratur annis 1163, 1164, 1165 atque 1168. Vid. Gall. christ., t. VII, instr., col. 293, 294.

[2] Hæc charta data fuit inter 2 mar. 1192, diem obitus Fulconis, abbatis Sangermanensis, et 11 sept. 1196, qua die defunctus est episcopus Mauricius.

tibus ex ea filiis vel filiabus liceat in posterum vendicare. Nos quoque domino Parisiensi episcopo, in commutatione predicte ancille sue, donavimus Emelinam, ancillam nostram, in uxorem Guarini, hominis sui similiter, ut neque ecclesie nostre neque nobis aliquid in ea neque in descendentibus ex ea filiis vel filiabus liceat in posterum vendicare. Quod ut ratum permaneat, sigillo nostro precepimus roborari.

XLVIII.

Charta Hugonis dicti abbatis Sancti Dionysii, qua asserit sibi et monasterio suo concessum fuisse a venerabili Mauricio, Parisiensi episcopo, ut ecclesiam baptismalem ædificarent in Nova Villa Sancti Dionysii prope novalia de Tornam[1]. 1194

XLIX.

De pratis venditis ab abbatissa Sancti Cirici in insula Mere. 1190.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Sancelina, Dei gratia Sancti Cyrici abbatissa, notum fieri volumus universis, quod nos, communi totius nostri conventus assensu, duos arpennos pratorum in insula Mere, de elemosina Gilonis Pilosi, venerabili domino et patri, Mauricio, Parisiensi episcopo, ejusque successoribus in perpetuum concessimus possidendos, acceptis de beneficio episcopi ipsius quatuor libris Parisiensis monete. Ad cujus rei perpetuam firmitatem presentem kartam fieri precepimus, [2][eamque sigilli nostri sub impressione confirmavimus. Signum Eugenie priorisse. S. Hildeardis subpriorisse. Signum Mamilie cantricis. Signum Odeline cellerarie. Signum Agnetis la Chevrelle. Signum Hemeline secretarie. Testibus.... Hugone et Petro, capellanis Sancti Cirici. Actum apud Sanctum Cyricum, in communi capitulo, anno incarnationis Dominice millesimo centesimo nonagesimo.]

[1] Chartam Mauricii, Parisiensis episcopi, de eadem re, eodem anno factam habes, sed minus curiose editam, apud Doublet, *Hist. de l'abb. de Saint-Denis*, p. 526. — Exstat etiam aliud chartæ abbatis Hugonis apographum in magno Chart., f° 221, ubi, ab amanuensi imperito, adscribitur abbati Herveo annoque 1124.

[2] Ex magno Chartul., f° 103, et ex parvo, f° 224.

L.

A. 1070 De duobus altaribus datis Sancto Germano de Pratis a Goffrido[1] Parisiensi episcopo[2]

Cunctis sanctę ęcclesię rectoribus non solum satagendum, et maxime est procurandum, ne detrimentum patiantur commissarum sibi animarum; verum etiam, ne ecclesiasticarum rerum incurrant aliquo modo dispendium. Iccirco, in nomine sanctę et individuę Trinitatis, ego Rotbertus, abbas cenobii sancti levitę et martyris Vincentii, nec non almi confessoris Christi Germani, Parisiorum tutoris, notifico cuncto cetui Christi fidelium, quod pro coemptione vel potius commutatione duorum altarium, damus venerabili Parisiorum pontifici, domno videlicet Gosfrido, hęc ex rebus nostrę ęcclesię: medietatem scilicet, cujusdam nostrę possessiunculę quę Garziacus dicitur, nec non quoddam molendinum, in fluviolo Savara nuncupato situm, sibi ac sanctę Parisiacensi ecclesię in perpetuum concedimus habere et possidere. Isdem vero domnus episcopus, pro hoc supradicto commercio, dat ęcclesie sancti martyris Vincentii almique Germani, Christi confessoris, ut jam dictum est, duo altaria perpetim possidenda et habenda, annuente hoc idem Joscelmo archidiacono, et cuncto senatu clericorum; ita videlicet, ut, ab hac die et deinceps, nulli aut episcopo vel archidiacono, aliqua occasione, sint dedita aut ullius consuetudinis redibitione sint obnoxia, exceptis circadis et synodis, nec non et his quę ad animarum curam pertinent. Quorum alterum situm est in quadam nostra possessione que Surisnis dicitur, alterum quoque in quodam nostro item predio quod Evrini Villa nuncupatur. Verum ut per cuncta succedentium temporum curricula, hec commutatio fieret rata, annuente domno nostro Philippo rege, ac manu propria hanc conscriptionis cartulam firmante, in conventu nobilium tam clericorum quam laicorum, a fratribus nostris inaque a nobis demum est stabilitum ac corroboratum. Actum Parisius, anno Verbi incarnati MLXX°, regnante Philippo rege, anno XI°. Signum Manasse, Remensis archipresulis. S. Galterii, Meldensis episcopi. S. Rogerii

[1] Goffridus Boloniensis.

[2] Hanc chartam, quam vulgavit D. Bouillart, *Hist. de l'abb. de Saint-Germain-des-Prés*, p. XL, edimus ex Libro nigro, c. XXIV.

Catalaunensis presulis. S. Alberici monachi.... Signum domni Phylippi regis.... Ivo comes. Albericus frater ejus. Guarinus cognomine Ridellus. Tebaldus de Monte Maurentio.... Hugo de Pusatio. Hugo, dapifer episcopi. Balduinus, dapifer regis. Hugo, frater archipresulis Remensium. Ego Gislemarus cancellarius scripsi et subscripsi.]

LI.

Charta qua Theobaldus Ambianensis et Stephanus Tornacensis episcopi, Hugo Sancti Dionysii et Robertus Sancti Germani abbates, cognitores ex compromisso causæ quæ vertebatur inter capitulum Parisiensem et Calensem abbatiam, pronuntiant abbatiam de Cala ecclesiæ Parisiensi subjectam esse, neglecta appellatione abbatissæ ad regem, cum utraque pars compromissionem firmaverit, atque ab arbitris non sit appellandum[1]. 1196

Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCXCVI.

LII.

Charta Amelinæ abbatissæ Calensis, qua promittit se ratum habituram quidquid O. electus[2] et H.[3] Clementis decanus, et P. cantor Parisiensis, et R.[4], prior Sancti Martini de Campis[5], decreverint, super exemptione monasterii sui a juridictione ecclesiæ Parisiensis. 1196

Actum anno incarnati Verbi MCXCVI°.

LIII.

Privilegium de procuratione archidiaconi et jurisdictione episcopi in Kalensi ecclesia[6]. [illegible]

Odo, miseratione divina Parisiensis electus, Hugo decanus et Petrus cantor ejusdem ecclesie, et Robertus, prior Sancti Martini de Campis, omnibus Christi fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit, perpetuam in Domino salutem. Cum inter Mauricium, Parisiensem archidiaconum, et Scalensem ecclesiam controversia ageretur, ex delegatione summi pontificis commissa domino Petro, Atrebatensi episcopo, Roberto,

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 213; *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 77.

[2] Odo de Soliaco qui, Mauricio defuncto, et Petro cantore, cujus in charta nostra mentio fit, Parisiensis ecclesiæ sedem renuente, a capitulo Parisiensi electus est a. 1196.

[3] Hugo Clementis.

[4] Robertus I.

[5] Edit. ap. Gerard. Dubois, *Hist. Eccl. Paris.*, t. II, p. 214.

[6] Hanc sententiam edidit Dubois, [illegible]

abbati Sancti Victoris, et Roberto, priori Sancti Martini de Campis, super procuratione prefati archidiaconi et quibusdam gravaminibus, que sibi illata prefata Scalensis ecclesia asserebat; cum tercius presens adesse non posset, coram duobus abbatissa, que procurationem deberi negabat, ex parte sua suique conventus, liti renuntiavit et litteris a quocumque super his sive impetratis sive impetrandis; exhibitis etiam litteris de rato, promisit, pro se et capitulo suo, archidiacono similiter promittente, quod quicquid inde faceremus ratum haberent, et in perpetuum, sine contradictione qualibet, observarent. Nos autem, de utriusque partis assensu, habito prudentum consilio, ut abbatie in perpetuum caveremus ab omni gravamine et malignandi occasione, sicut statutum est in Lateranensi concilio, ita pronuntiando expressimus, ut videlicet archidiaconus, cum semel in anno venerit ad Scalensem ecclesiam, sicut decet officium suum, numerus equitaturarum ipsius septenarium non excedat, decano suo cum eo etiam veniente, adjuncto competenti numero cursorum ad tot evectiones pertinentium, accepturus cum gratiarum actione quod sibi honeste fuerit appositum; et si aliquid secum attulerit pertinens ad cibum vel potum, vel aliquid extrinsecum emerit, non cogetur abbatissa pro eo aliquid exsolvere. In recessu insuper suo, nichil quod pertineat ad cibum vel potum vel ceram vel aliud, nisi gratis ei oblatum fuerit, asportabit. Si autem vel procuratio vel aliquid ad procurationem pertinens denegabitur, aut minus honeste fuerit exhibitum, archidiaconus jurisdictione sua propter hoc non utetur, ut nullus, auctoritate sua, ecclesiam vel aliquam personam ad ecclesiam pertinentem sententie supponat; sed querimoniam apud episcopum deponet, et episcopus faciet emendari, sicut decebit, vel Parisiense capitulum, sede vacante, in omnibus aliis reservata ipsi archidiacono jurisdictione debita. Prohibitum est etiam, ne archidiaconus de cetero palefridum vel centum solidos pro palefrido, vel aliquam summam quam solet percipere pro abbatissa introducta vel introducenda ad sedem, quasi de jure suo, audeat exigere, nec abbatissa cogetur exsolvere. Nec est preterendum, quod episcopo et ecclesie Parisiensi plena in omnibus jurisdictio in Scalensi ecclesia reservatur. Ne igitur sopita dissensio, *etc.* Actum publice Parisius, anno incarnati Verbi MCXCVII.

LIV.

Charta Emelinæ, Calensis abbatissæ, ratam habentis sententiam qua Odo electus Parisiensis et cæteri arbitri supra nominati definierant procurationem archidiaconi et jurisdictionem episcopi Parisiensis in abbatia Calensi. 1197

Actum anno incarnati Verbi MCXCVII[1].

LV.

Personalis indulgentia Philippi regis de absolutione Odonis, Parisiensis episcopi, ab exercitu et equitatione[1]. A. C. 1200

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia, Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod nos karissimum consanguineum et fidelem nostrum Odonem, episcopum Parisiensem, intuitu dilectionis quam specialiter habemus ad ipsum, occasione etiam cujusdam contumelie eidem a servientibus nostris illate, quam audientes plurimum doluimus[2], in persona sua tantum, quamdiu vixerit, ab omni exercitu et equitatione absolvimus penitus et quitamus, tam tempore nostro quam temporibus successorum nostrorum regum Francie; salvo nobis debito militum quos idem episcopus tenetur mittere in servitium nostrum. Quod ut ratum sit et firmum, sigilli nostri munimine et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam fecimus roborari. Actum Parisius, anno Verbi incarnati MCC, regni vero nostri anno vicesimo primo, astantibus in palatio quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Droconis constabularii. Datum vacante cancellaria.

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 219, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 79.

[2] Cum propter divortium Philippi Augusti et Ingeburgis, sororis Danorum regis, Petrus Capuanus, jubente Innocentio papa III, Gallias interdicto submisisset, Odoque, Parisiensis episcopus, sententiam legati observare voluisset, servientes regis in episcopi domum irruerunt, eam bonis omnibus spoliaverunt, ipsumque episcopum peditem et mendicum fugere compulerunt. Hanc injuriam resarcivit rex Philippus, mense septemb. 1200, antequam Octavianus, Ostiensis episcopus et sanctæ sedis legatus, regnum ab interdicto solveret; cujus legati epistolam vide inter epist. Innocent. III, l. ...

LVI.

[illegible] Epistola Innocentii papæ III ad Odonem, Parisiensem episcopum, qua litem inter ipsum Odonem et abbatem Sanctæ Genovefæ Parisiensis, de possessione juris parochialis in parochia de Monte, diu agitatam, dirimit, præfiniendo jura utriusque partis[1].

Datum Anagniæ, IX kal. januarii, pontificatus nostri anno IV.

LVII.

[illegible] Charta qua Garnerius Sancti Benedicti Floriacensis abbas, G. cantor Carnotensis, et J. magister scholarum Aurelianensium, ex mandato apostolico, præcipiunt executionem sententiæ qua Innocentius papa, salva quæstione proprietatis, episcopo Parisiensi adjudicavit jus episcopale seu parochiale in tota parochia de Monte, exceptis duntaxat burgi S. Genovefæ interdicto et institutione ac destitutione sacerdotis, a quibus papa abbatem S. Genovefæ absolvit[2].

Actum Parisius, anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo primo, mense marcio.

LVIII.

[illegible] De ecclesia Sancte Genovefe[3].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Hec est forma compositionis et pacis inter dominum Odonem episcopum et ecclesiam Parisiensem ex una parte, et Johannem abbatem et ecclesiam Sancte Genovefe ex altera, super querelis quas dictus episcopus movebat de jure parrochiali in parrochia de Monte, et procurationibus quas in parrochialibus ecclesiis canonicorum de Monte petebat; et e contra canonici de Monte adversus episcopum super capella Sancte Genovefe sita in civitate Parisiensi: videlicet, quod Parisiensis episcopus habebit omne jus episcopale seu parrochiale in tota parrochia de Monte, et presbiter qui illi parrochie spiritualia pro tempore ministrabit, etiam si sit canonicus regularis, presentabitur episcopo, et ab eo curam recipiet animarum

[1] [illegible]

[2] Edit. in *Regest. Innocentii III*, [illegible]

[3] Compositionem [illegible]

et parrochianos ipsius parrochie ad mandatum episcopi vel archidiaconi citabit, vocabit, ligabit pariter et solvet. Crisma et oleum ad opus parrochie ab ecclesia Parisiensi recipiet. Ad synodum etiam veniet, nec tamen circatam aut synodaticum reddet. Item licebit episcopo et archidiacono in singulos de predicta parrochia et in omnes excommunicationis et interdicti ferre sententiam. Que si lata fuerit, presbiter qui illi parrochie deserviet excommunicatos seu interdictos de ipsa parrochia non admittet; tamen, illis exclusis, in altari parrochiali, quod est intra majorem ecclesiam, nichilominus celebrabit. Sed nec alios interdictos vel excommunicatos ab episcopo vel archidiacono, undecumque fuerint, ullo unquam tempore ipse vel alius in altari parrochiali recipiet aliquatenus ad divina. Ab hac autem generalitate excepte erunt ab omni jurisdictione episcopi et archidiaconi viginti persone inter servientes et garciones, infra ambitum canonicorum habitantes, comedentes, cubantes et levantes, scilicet : unus janitor, duo quadrigarii, duo cursores, unus hostelarius, unus carpentarius, unus ortolanus, quatuor in servitio furni, quatuor in servitio coquine, unus sarcinator, unus vigil, unus matricularius, unus infirmarius; et, extra domos canonicorum, sex servitores, scilicet : tres escuerii abbatis, unus serviens capicerii, unus clausarius vinearum, unus thelonearius. Nullus predictorum viginti sex viarius poterit esse vel major burgi, ita ut predicta gaudeat libertate. In his siquidem predictis viginti sex personis, aut in illis que in locum earum per abbatem fuerint subrogate, nullam episcopus vel archidiaconus potestatem habebit, nisi de earum matrimonio separando agatur; illa etenim causa pleno jure ad episcopum et archidiaconum pertinebit. Uxores autem predictorum sex servitorum, in parrochia de Monte extra canonicorum septa manentium, jurisdictioni episcopi et archidiaconi in omnibus spiritualibus subjacebunt, eo salvo ut pro forisfactis maritorum suorum interdici vel excommunicari non possint, et, quando in parrochia positum fuerit interdictum, liceat ipsis, sicut et viris earum, in altari parrochiali audire divina. In predicta autem parrochia de Monte, neque episcopo sine consensu canonicorum, neque canonicis sine episcopo, novam ecclesiam seu capellam edificare licebit. In augmentum vero predicte parrochie, dedit episcopus ad habitandum vineam suam de Brunello;

ita ut omnes qui in loco illo habitaverint cum aliis parrochianis de Monte a presbitero parrochie de Monte divina percipiant sacramenta, et ad episcopum et archidiaconum pleno jure pertineant: similiter et illi qui habitabunt in clauso quod dicitur Mali Vicini, si quando illud inhabitari contigerit. Preterea ecclesiam de Roissiaco dedit episcopus canonicis memoratis ad eorum usum perpetuo possidendam, cum additamento ville que dicitur Vallis Dellandi, in qua villa licebit predictis canonicis de Monte, si voluerint, edificare capellam, episcopi tamen jurisdictioni subjectam; et tam in ecclesia de Rosiaco quam in ipsa capella, sicut et in aliis eorum ecclesiis parrochialibus, ad curam animarum recipiendam presbiterum episcopo presentabunt. De procurationibus autem quas episcopus in eorum ecclesiis exigebat ita statutum est, ut ecclesie de Jaussegni, de Espinolio, de Vanvis, de Nanturra, de Rooneio et Sancti Medardi a procurationibus episcopi libere sint penitus et immunes. Verum in ecclesia de Roissiaco quatuor libras Parisiensis monete accipiet predictus episcopus annuatim, de quibus procurationem unam vel plures sibi parabit episcopus in ipsa ecclesia de Roissiaco, vel in qua voluerit predictarum. Predicti quoque canonici Sancte Genovefe, ut omnis amoveatur, annuente Domino, materia sedicionis et scandali, capellam Sancte Genovefe sitam in civitate Parisiensi dederunt episcopo et successoribus ejus in perpetuum liberam et quietam, nullo sibi in ea jure retento, ut possit ipse vel ejus successores de predicta capella pro sua voluntate disponere. Prebendam quoque et vicariam, quas predicti canonici in ecclesia Beate Marie Parisiensis habebant, predicto episcopo et ejus successoribus quitaverunt, nichil omnino sibi juris in predicta prebenda seu vicaria reservantes. Hec autem omnia ita in perpetuum servabuntur, non obstante sententia summi pontificis quam pro se Parisiensis episcopus inducebat, vel aliis quibuslibet munimentis ab alterutra partium impetratis seu in posterum impetrandis. In hujus rei testimonium et perpetuam firmitatem, duo scripta in eundem tenorem confecta sunt, quorum alterum habebit ecclesia Parisiensis sub sigillis duobus, abbatis videlicet et capituli Sancte Genovefe; et reliquum habebit ecclesia de Monte, similiter sub duobus sigillis, episcopi scilicet et capituli Beate Marie Parisiensis. Actum anno incarnati Verbi MCC° secundo, mense junio.

LIX.

Charta qua Absalon, abbas Sancti Victoris Parisiensis, notum facit sibi concessam fuisse ab Odone, episcopo Parisiensi, potestatem amovendi ad libitum, et inconsulto episcopo, canonicum regularem, curam animarum gerentem, in parochiis diœcesis Parisiensis ad abbatiam Sancti Victoris pertinentibus, scilicet in ecclesiis de Atheis, de Villari Bello, de Valle Jost[1] et Sancti Pauli : eo tamen pacto quod, si inter dictos canonicos quidam minus idoneus episcopo videatur, illum etiam amovere teneatur abbas Sancti Victoris, et alium infra quindecim dies episcopo præsentare[2]. 1202

Actum anno incarnati Verbi MCC secundo.

LX.

Charta qua Helias, abbas S. Columbæ Senonensis, et Jovinus, magister scolarum Aurelianensium, compositionem[3] inter Odonem, Parisiensem episcopum, et Johannem, S. Genovefæ abbatem, factam, super jure parochiali in parochia de Monte, et super capella Genovefæ Parvæ, necnon super procurationibus ab episcopo exigendis, dummodo nullum sedi apostolicæ præjudicium exinde generetur, auctoritate apostolica confirmant[4]. Jan. 1202

Actum anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo secundo, mense januario.

LXI.

Epistola Innocentii papæ III ad Parisiensem episcopum et abbatem Sanctæ Genovefæ eorumque capitula, qua compositionem, inter ipsos factam et per sedis apostolicæ delegatos superius nominatos inspectam et approbatam, confirmat[5]. 26 mart. 1204

Datum Laterani, VII kl. aprilis, pontificatus nostri anno septimo.

LXII.

Charta qua Bartholomæus, Parisiensis episcopus, diligenter exponit et confirmat decreta Odonis prædecessoris sui, episcopi Parisiensis, de residentia canonicorum Sancti Marcelli[6]. octob. 1226

Datum anno Domini MCC vicesimo sexto, mense octobri.

[1] Sic etiam legitur nomen illud in magno Chartulario, f. 217 v°, et in parvo Chartul., f° 103 v°; in edit., *de Valle Jocosa*.

[2] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 80.

[3] Quam vide supr. cap. 58.

[4] Edit. inter epist. Innocentii III, t. I, part. II, p. 683.

[5] Edit. ibid.

[6] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 313.

LXIII.

[illegible] Charta qua G. Parisiensis episcopus, advocatis coram se decano et parochiali presbytero ecclesiæ Sancti Germani Autisiodorensis, litem inter eos diu versatam super proventibus parochiæ sancti Germani, auctoritate sua, dirimit, et curiose prefinit quid in istis proventibus ad decanum, quid ad presbyterum pertineat[1].

Datum anno Domini millesimo ducentesimo xxiii°.

LXIV.

[illegible] Epistola Innocentii papæ III ad abbatem Sanctæ Columbæ, Milonem archidiaconum Senonensem, et magistrum scholarum Aurelianensium, quibus mandatur, ut priores et capellanos, episcopo Parisiensi diœcesim suam visitanti procurationes exhibere denegantes, eo quod ejus prædecessoribus eas non exsolverint, ad dictas procurationes exhibendas compellant, cum subditus contra prælatum procurationem, ratione visitationis debitam, præscribere non possit[2].

Datum Laterani, v° kl. aprilis, pontificatus nostri anno vi°.

LXV.

[illegible] Epistola Innocentii papæ III ad episcopum, decanum et capitulum Parisiensis ecclesiæ, qua compositionem inter Mauricium, archidiaconum Parisiensem, et Emeliniam, Scalensem abbatissam, super ipsius archidiaconi procuratione factam confirmat[3].

Datum Laterani, kl. septembris, pontificatus nostri anno secundo.

LXVI.

[illegible] De procurationibus.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri M.[4] Parisiensi episcopo salutem et apostolicam benedictionem. Sicut certum est de constitutione canonica episcopis iminere, ut diligenter intendant

[1] [illegible]

[2] [illegible]

[3] [illegible] in *Bulæi Historia* [illegible], II, p. [illegible]

[4] [illegible]

ad parrochias visitandas, quo facilius et plenius valeant extirpare que fuerint extirpanda, et que noverint inserenda inserant: sic utique spectat ad eos qui in diocesibus commorantur, ut de procurationis obsequio exhibendo visitatoribus sollicitudinem habeant competentem, nisi privilegio vel alia causa rationabili valeant se tueri; nec episcopi debent per appellationis obstaculum impediri, quominus predictum officium exequantur, nec est aliis concedendum subterfugium appellandi, ut a debitarum sic procurationum valeant exhibitione defendi. Hac itaque consideratione inducti, et tuis justis petitionibus provocati, auctoritate apostolica tibi, frater episcope, duximus indulgendum, ut, cum tuas parrochias visitabis, et canonici regulares in parrochialibus ecclesiis tue diocesis constituti procurationem tibi et archidiaconibus tuis per eos transitum facientibus, sicut a ceteris ecclesiis impenditur, per appellationis diffugium presumpserint denegare, tali appellatione nequaquam obstante, licentiam habeas eosdem canonicos et eorum ecclesias subjicere interdicto, nisi per privilegium speciale super hoc eis indultum immunes se esse ab illius procurationis prestatione demonstrent, aut aliarum ecclesiarum parrochialium ejusdem diocesis generali consuetudine se defendant. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis et concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, III° nonas julii, pontificatus nostri anno primo.

LXVII.

Celestinus episcopus[1], servus servorum Dei, venerabili fratri Attrebatensi episcopo, et dilectis filiis abbati Sancti Victoris, et priori Sancti Martini de Campis Parisiensis, salutem et apostolicam benedictionem. Cum homines simus et humanitatis lege detenti, non debet nobis videri mirabile si quem aliquando scrupulum contingat in nostris actibus, secundum id quod humanum est, apparere. Cum enim olim dilectus filius Martinus, presbiter Calensis ecclesie, nuntius ad presentiam nostram accessisset, et quoddam nobis, ex parte ejusdem ecclesie, exhi- 23 nov. 1191

[1] [illegible] p. 723

buisset autenticum, quorumdam prudentum virorum sigillis et testimonio consignatum, quo Calensis ecclesia a juridictione Parisiensis ecclesie se asserebat exemptam, nos eidem scripto omnimodam fidem adhibentes, eidem nuntio, super exemptione jamdicta, munitionis nostre litteras duximus concedendas. Procedente vero tempore, cum nuntius memoratus super eodem negocio conaretur a nobis privilegium impetrare, ecclesia Parisiensis id in suum prejudicium attemptatum agnoscens, dilectum filium magistrum Thomam, ad agendum pro se, ad sedem apostolicam destinavit. Nuntiis igitur utriusque ecclesie in nostra presentia constitutis, dilectos filios B. tituli Sancte Marie trans Tiberim presbiterum, et G. Sancte Marie in Porticu diaconum, cardinales, concessimus auditores. In quorum presentia, cum inter ipsos fuisset aliquamdiu disceptatum, memoratus magister Thomas, per felicis recordationis Innocentii, Eugenii, Alexandri et aliorum plurium romanorum pontificum privilegia, per benedictionem insuper abbatisse et virginum consecrationes a Parisiensi episcopo factas, Calensem ecclesiam Parisiensi ecclesie subjectionem debere constanter a nobis proponens, et a triginta annis vel quadraginta continue eidem episcopo et archidiaconis et predecessoribus ejus in obedientia et procurationibus tempore visitationis et aliis temporalibus respondisse, quoddam nobis attulit instrumentum, dilectorum filiorum H.[1] Dionisii et R.[2] Sancti Germani Parisiensis abbatum sigillis et testimonio roboratum; ex cujus tenore didicimus, quod, cum venerabiles fratres nostri Ambianensis et Tornacensis episcopi et idem abbates cause supradicte que inter Parisiensem et Calensem ecclesias vertebatur ex compromisso cognitores existerent, receptis utriusque ecclesie litteris, et pena quingentarum librarum de observatione arbitrii hinc inde imposita, prestita etiam super hoc etiam ab eadem abbatissa fidei cautione, tam ipsa quam conventu suo proclamantibus, in exemptionem et libertatem, quorumdam privilegiorum obtentu, sibi a quibusdam episcopis Parisiensibus indultorum; idem episcopi et abbates, auditis allegationibus, autenticis diligenter inspectis, audita etiam abbatisse confessione in jure, videlicet quod benedictionis munus a Parisiensi episcopo recepisset, professione etiam manu

[1] Hugo V, cognomine [illegible].

[2] Robertus IV.

propria scripta et super altare posita, Parisiensi ecclesie subjectionem et obedientiam promisisset, habito de pace tractatu, cum non posset modus compositionis occurrere, communicato prudentum virorum consilio super questione jam dicta, Calensem ecclesiam condemnarunt. Et cum hoc ad audientiam karissimi in Christo filii illustris regis Francorum ab abbatissa appellatum fuisset, idem appellationi minime deferentes, eo quod jura non sinunt ab arbitris appellare, pronuntiaverunt ipsam Calensem ecclesiam nulla ab aliis abbatiis libertatis prerogativa differre, que, auctoritate privilegiorum apostolice sedis, Parisiensi ecclesie sunt subjecte. Quia vero abbatissa sepedicta, religionem juramenti contempnere non formidans, eidem sententie parere contempnit, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus, si premissis veritas suffragatur, litteris exemptionis sive executoriis vel indulgentiis a predictis abbatissa et conventu a nobis obtentis, appellatione quoque ad memoratum regem interposita nequaquam obstantibus, sublato cujuslibet contradictionis et appellationis obstaculo, per censuram ecclesiasticam memoratam Calensem ecclesiam Parisiensi, tanquam matrici ecclesie, faciatis esse subjectam. Si vero aliter res se habuerit, partibus ad vestram presentiam convocatis, audiatis que hinc inde duxerint proponenda, et causam ipsam, appellatione remota, fine canonico terminetis, et faciatis quod decreveritis per censuram ecclesiasticam a partibus inviolabiliter observari. Quod si omnes hiis exsequendis nequiveritis interesse, duo vestrum nihilominus ea exequantur. Datum Laterani, IX kal. decembris, pontificatus nostri anno VI°.

LXVIII

De numero magistrorum in theologia Parisius[1] — [illegible] nov. 1207

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Sicut expedire credimus ut apud civitatem Parisiensem, ad quam, pro sacre pagine disciplina, celebris recursus habetur, theologorum sit copia magistrorum, qui parvulis petentibus panem frangant, et esurientes animas reficiant pabulo verbi Dei; sic etiam decens est ut ipsorum numerositas

[1] Edit. ap. Bulæum, *Hist. Univ. Paris.*, t. III, p. 36.

refrenetur, ne forsitan, propter honerosam multitudinem que nichil habet honesti, vel vilescat eorum officium, vel minus composite impleatur, cum Deus omnia fecerit in numero, pondere et mensura. Hac consideratione prudenter inducti, auctoritate presentium, firmiter inhibemus, ut, Parisius, magistrorum theologie numerus octonarium non transcendat, nisi forte multa utilitas et necessitas hoc exposcat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre inhibitionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Sutrii, xviii kalendas decembris, pontificatus nostri anno x°.

LXIX.

[illegible] Littera Philippi regis super quodam censu pro permutatione[1].

Philippus[2], Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod nos, de xx denariis quos habebamus de censu de fundo terre, in domo Roberti Anglici, in Campellis sita, que contigua est domui que fuit Odonis de Sancto Mederico, commutavimus undecim denarios cum dilecto et fideli nostro P., Parisiensi episcopo, pro undecim denariis de censu de fundo terre, quos dominus episcopus habebat apud Sanctum Thomam de Lupara, in mesuris que modo sunt infra ambitum novorum murorum nove turris. Ut igitur hec permutatio perseveret, et robur in posterum obtineat firmitatis, presens scriptum fieri fecimus et sigilli nostri impressione muniri. Actum Parisius, anno Domini MCCVII, mense januario.

LXX.

[illegible] [illegible] Sancti Dionysii.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod, cum ad nos pervenisset quod abbas et conventus Sancti Dionisii dilectum et fidelem nostrum P., Parisiensem episcopum, super aqua et molendinis Sancti Clodoaldi

[1] [illegible] — [2] [illegible]
[illegible] XII, p. [illegible]

et fructibus inde perceptis, traherent in causam coram de Rippatorio et Sancti Petri de cella abbatibus et decano Sancti Stephani Trecensis, judicibus a sede apostolica delegatis[1]: quia predicta aqua et molendina de regalibus et feodo nostro erant, submonuimus propter hoc coram nobis dilectos abbatem et conventum. Tandem, memorato abbate et priore, pro se et conventu suo, et episcopo, pro se et capitulo suo, in nostra presentia constitutis, et judicium curie nostre super hoc pariter petentibus, nos et archiepiscopi et episcopi et plures alii barones qui presentes erant, auditis rationibus utrorumque, judicavimus quod abbas et conventus non poterant nec debebant trahere dictum episcopum coram ecclesiastico judice super predictis, quamdiu idem episcopus paratus esset coram nobis juri stare de predictis, et inhibuimus, ne dicti abbas et conventus super predictis contra ipsum episcopum agerent, vel eum in causam traherent, nisi coram nobis, quamdiu idem episcopus per nos vellet jus facere. Actum apud Meldunum, anno Domini MCCXVI, mense marcio.

LXXI.

De quodam censu.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod octo denarios de censu de fundo terre, quos habebamus in domo que fuit Odonis de Sancto Mederico, quam sitam in Campellis dedit cum filia sua Hellonio Barbete, et unum denarium de censu de fundo terre, de sexdecim denariis quos habebamus in domo Rogeri Anglici, que contigua est domui predicte que fuit Odonis de Sancto Mederico, commutavimus cum dilecto nostro Parisiensi episcopo, pro novem denariis de censu de fundo terre, quos Parisiensis episcopus habebat in domibus Stephani Lagueler et Stephani de Ruul, que domus sunt in vico Johannis filii Hermanni, quinque videlicet in domo Stephani Lagueler et quatuor in domo Stephani de Ruul; ita quod nos habebimus in dicta domo Rogeri Anglici tantum quindecim denarios de censu de fundo terre, et Parisiensis episcopus

[1] [illegible] et Bartholomeus decanus Sancti Stephani Trecensis. [illegible]
[illegible]

in illa domo novem denarios de censu de fundo terre habebit. Ut igitur hec commutatio perseveret et robur in posterum obtineat firmitatis, presens scriptum fieri fecimus et sigilli nostri impressione muniri. Actum anno Domini MCC nono, mense julii.

LXXII.

Mars 1186. De homagio de Tornan.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi quod adeuntes presentiam nostram fideles nostri Mauricius, Parisiensis episcopus, et Guido de Garlanda, pariter confessi sunt et recognoverunt quod Ansellus de Garlanda, filius dicti Guidonis, pater Anselli minoris, precepto et voluntate ipsius Guidonis, fuit homo ligius episcopi Parisiensis et tenebat ab eo castellum de Tornan. Post illum autem Ansellus minor, dicti Anselli filius, homo fuit ligius episcopi Parisiensis, precepto et voluntate patris sui et Guidonis avi sui, et tenebat ab eo castellum de Tornan, sicut pater suus Ansellus tenuerat. Hoc itaque ut in posterum ratum et illibatum permaneat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate confirmamus. Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCLXXXV, mense marcio.

LXXIII.

[illegible] De terris de Combs et aliis circumvicinis.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos concessimus dilecto et fideli nostro P.[1], Parisiensi episcopo, et successoribus ejus, possidendum in perpetuum et tenendum, quicquid Galterus et alii heredes defuncti Johannis camerarii tenebant a nobis apud Cons et apud Bryniacum, in omnibus videlicet, tam in feodis quam in dominiis, et quicquid ibidem alius tenet ab ipso Galtero, vel ab heredibus predicti Johannis, pro commutatione feodi de Moncello Sancti Gervasii; ita etiam quod ipse Galterus, vel heredes predicti Johannis, ita libere et ligie omnia ista ab episcopo Parisiensi teneant, sicut alii chesati ipsius episcopi feoda sua tenent ab ipso; teneantur insuper

[1] Petro II.

predictus Galterus et heredes predicti Johannis reddere quinquaginta solidos, pro cereo, Parisiensi episcopo, annuatim, in purificatione sancte Marie, de feodo de Cons et de Riviniaco, sicut de Moncello Sancti Gervasii reddere consueverunt. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem cartam sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato confirmamus. Actum Parisius, anno Dominice incarnationis MCCXVI, regni vero nostri XXXVII. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. Signum Bartholomei camerarii. Signum Droconis constabularii. Datum vacante cancellaria.

LXXIV.

Charta qua Mauritius, Parisiensis episcopus, concedit, ut Drogo Savinacus, liber homo, qui Sancelinam, feminam episcopi, in uxorem duxerat, nullam eidem episcopo recognitionem faciat neque fidelitatem; filiis autem Drogonis et Sancelinæ maternam conditionem secuturis[1]. Circa 1156

LXXV.

Decima de Campellis. 1164

Ego Mauricius, Dei gratia humilis minister Parisiensis ecclesie, notum fieri volumus universis tam presentibus quam futuris, quod Johannes de Versaliis et Hermessendis, uxor ejus, invadiaverunt, per manum nostram, canonicis Sancti Martini de Campellis decimationem de Felioc usque ad IIIIor messes, pro LX libris Parisiensis monete: hoc tenore quod, si forte predicta moneta ceciderit vel deterior facta fuerit, pro singulis XL solidis persolvetur marcha argenti; ita tamen quod, si decimatio receptis IIIIor messibus non redimeretur, quousque prefata pecunia solvatur, canonici eam quiete possidebunt. Prenominatus vero Johannes plevivit in manu nostra, quod decimationis hujus vadium ecclesie de Campellis garantiret, et pro eo nullum fieri detrimentum ecclesie sustineret. Concessit hoc ipsum et laudavit Guillelmus de Moreto, frater ejusdem Hermessendis, de cujus feodo predicta erat decimatio. Plevivit etiam hoc ipsum in manu nostra eadem Hermessendis, de cujus patrimonio res erat, et duo filii ejus Baldewinus et Fredericus.

[1] Edit. apud Sauval, *Antiq. de Paris*, t. III, pr., p. 55.

Huic rei testes interfuerunt quamplures, tam clerici quam laici : Radulfus prepositus, Petrus canonicus de Campellis, Saenbertus sacerdos, Isenbardus, Galterus capellanus, Ascelinus sacerdos, Vitalis decanus de Moyseto, Odo canonicus, Fulco presbyter, Herbertus de Villa Nova, Josbertus de Moyseto, Herbertus de Villa Crena; et laici quamplures : Galibertus de Gueregniaco, Symon de Candor, Gocelinus de Santeaco, Robertus de Atiliaco, Hodius de Genuliaco, Morellus de Campellis.... Ricardus cementarius. Actum publice, in presentia nostra, apud Moysetum, in octabis sancti Dyonisii, anno ab incarnatione Domini MCXIIII, episcopatus vero nostri anno IIII. Et ne hujus rei pactio vel hominum calumpnia vel fraude malignorum valeat dissolvi, sigillo nostre auctoritatis dignum duximus confirmare.

LXXVI.

[illegible] Contra facientes festum fatuorum in ecclesia Parisiensi[1]

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, H.[2] decanus, R. cantor, Mauricius Hamericus, et Odo archidiaconi, Galo succentor, magister Petrus, cancellarius, et magister Petrus de Corbolio canonicus Parisiensis, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit eternam in Domino salutem. Cum dominus Petrus, sancte Romane ecclesie titulo Sancte Marie in Via Lata diaconus cardinalis, in partibus Gallicanis legationis officio fungeretur, super corrigendis quibusdam que in ecclesia Parisiensi audierat corrigenda, mandatum suum nobis sub hac forma porrexit :

« Venerabili in Christo patri et amico karissimo Odoni, Dei gratia Parisiensi episcopo, et dilectis suis H. decano, R. cantori, Mauricio Hamerico, et Odoni archidiaconis, Galoni succentori, magistro Petro cancellario, et magistro Petro de Corbolio canonico Parisiensi, Petrus, divina miseratione Sancte Marie in Via Lata diaconus cardinalis, apostolice sedis legatus, salutem et sincere dilectionis affectum. Quanto nobilius Parisiensis ecclesia, in regni capite et urbe tam celebri constituta, de cujus plenitudine omnes acceperunt, puriores radios circumquaque diffundit, ubique terrarum famosius predicatur, tanto ad ordinandum ecclesie ipsius cul-

[1] [illegible] in Regni Chartis. — [2] [illegible]
[illegible] Reg. 204.

tum et extyrpandum penitus quod ibidem, sub pretextu prave consuetudinis, inolevit, uberiorem oportet maturitatem et diligentiam adhiberi, ut, de cujus fonte fere ad universa mundi climata scientie rivuli dirivantur, inde etiam honestatis poculum degustetur, et ubi litterature viget magisterium, ibi morum elegantia reluceat ceteris ad exemplum. Sane, cum in partibus Gallicanis legationis officium exequentes, in ipsis visitationis nostre primordiis, ad eandem ecclesiam venissemus, ex fideli relatione quamplurium didicimus, quod, in festo circoncisionis Dominice, in eadem ecclesia tot consueverunt enormitates et opera flagiciosa committi, quod locum sanctum, in quo gloriosa virgo gratam sibi mansionem elegit, non solum feditate verborum, verum etiam sanguinis effusione plerumque contingit inquinari; et eatenus adinventio tam perniciose temeritatis invaluit, ut sacratissima dies, in qua mundi redemptor voluit circumcidi, festum fatuorum, nec immerito, generaliter consueverit appellari. Attendentes igitur quod in hiis diebus calamitatis et luctus, quos turbatio temporum et terrarum et precipue desolatio terre orientalis graviori perfudit amaritudine, potius debemus orationibus et lacrimis indulgere, quam hujusmodi vanitatibus et turpitudinibus deservire; volentes etiam a sanctuario Domini omnem spurcitiam et occasionem contaminationis excludere, auctoritate legationis qua fungimur districtius inhibemus, ne in ecclesia vestra, in prescripta sollempnitate de cetero, a quibuslibet aliquid attemptetur, quod clericalem professionem non deceat, aut videatur Dei reverentie derogare; sub interminatione anathematis prohibentes, ne deinceps sub consueta enormitate eadem agatur sollempnitas. Vobis quoque eadem auctoritate districte precipiendo mandamus, ut in hac parte Dei timorem et solam honestatem habentes pre oculis, ita predictam sollempnitatem, dilatione et occasione cessantibus, ordinare, et quod resecandum videritis resecare curetis, ne circa cultum ecclesie vel statum clericorum aliquid possit honestati contrarium deprehendi. Si quis autem contra formam a nobis supra institutam temeritate qualibet venire presumpserit, ipsum, nostra freti auctoritate, ab officio et beneficio, et insuper ab introitu chori et capituli suspendatis, et tamdiu pro suspenso habeatis, suspensionem capitulo denuntiantes, donec de presumptione sua satisfactionem exhibeat competentem. Nichilominus etiam omnes illos ejusdem sententie vinculo pre-

cipimus innodari, qui se, occasione prohibitionis hujus aut constitutionis vestre, a servitio ecclesie, in vigilia vel in die sollempnitatis ejusdem, malitiose duxerint subtrahendos. Quod si omnes hiis exequendis nequiveritis interesse, aut si forte, quod absit! aliquis vel aliqui vestrum, etiam presentes, se super his discordes exhibuerint, vos, frater episcope, cum decano et reliquis de prenominatis, quod vobis injungimus adimplere celeriter et exequi procuretis. »

Nos igitur, intellecto et cognito quod prescripta sollempnitas Dominice circumcisionis minus regulariter ageretur, volentes in statum canonicum revocare quod in scandalum ecclesie temere noscitur pullulasse, auctoritate prefati legati, adhibita maturitate consilii, supradictam sollempnitatem ordinavimus in hunc modum : In vigilia festivitatis, ad vesperas, campane ordinate, sicut in dupplo simplici, pulsabuntur. Cantor faciet matriculam in omnibus ordinate. Rimos, personas, luminaria herciarum, nisi tantum in rotis ferreis et in penna, si tamen voluerit ille qui capam redditurus est, fieri prohibemus. Statuimus etiam ne dominus festi cum processione vel cantu ad ecclesiam adducatur, vel ad domum suam ab ecclesia reducatur. In choro autem induet capam suam, assistentibus ei duobus canonicis subdiaconis, et tenens baculum cantoris, antequam incipiantur vespere, incipiet prosam *Letemur gaudiis*; qua finita, episcopus, si presens fuerit, vel decanus, absente episcopo, vel capellanus episcopi, utroque absente, incipiet vesperas ordinate et sollempniter celebrandas; hoc addito quod responsorium et *Benedicamus* in triplo, vel quadruplo, vel organo poterunt decantari; alioquin a quatuor subdiaconis indutis capis sericis responsorium cantabitur. Completorium ordinate et sollempniter cantabitur. Pulsato autem unico classico ante matutinos, sicut in summis sollempnitatibus, matutini ab episcopo, vel decano, vel capellano incipiantur ordine debito consummandi; hoc adjecto, quod tercium et VI responsorium in organo, vel triplo, vel quadruplo cantabuntur. Cantor matutinorum responsoria ordinabit. Missa similiter cum ceteris horis ordinate celebrabitur ab aliquo predictorum; hoc addito quod epistola cum farsia dicetur a duobus in capis sericis, et postmodum a subdiacono nichilominus perlegetur. Responsorium et *Alleluia* in triplo, vel quadruplo, vel organo, in capis sericis, cantabuntur, et erunt in missa IIIIor procedentes. Vespere sequentes, sicut priores,

a *Letemur gaudiis* habebunt initium, et cantabitur *Letabundus*, loco hymni. *Deposuit* quinquies ad plus dicetur loco suo, et si captus fuerit baculus, finito *Te Deum*, consummabuntur vespere ab eo a quo fuerunt inchoate. Ultimum similiter completorium ordinate dicetur. Per totum festum, in omnibus horis, canonici et clerici in stallis suis ordinate et regulariter se habebunt. Inhibemus igitur ne ordinationem istam aliquis perturbare presumat, et qui eam observare noluerit, sententiam incurrat in premisso autentico domini cardinalis expressam. Ut autem institutio ista firmior in posterum perseveret, eam presenti scripto sigillorum nostrorum impressione munito fecimus commendari. Actum anno incarnati Verbi M° C° XC° VIII°.

LXXVII.

De ecclesia Sancti Marcelli [1]. [illegible]

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis eternam in Domino salutem. Noverint universi quod nos ecclesiam Beati Marcelli considerantes, ex canonicorum absentia, suo pene servitio et potissimum consilio destitutam, et tam mortuis quam vivis ipsius ecclesie benefactoribus in posterum providentes, de speciali voluntate summi pontificis et utriusque capituli, Parisiensis videlicet et Beati Marcelli, assensu, cum prudentibus viris habita deliberatione, statuimus ut quicumque de cetero in eadem ecclesia canonicus instituetur, per VIII menses scilicet vel XXXII septimanas, continue vel per partes, ibidem residere et in propria persona tenebitur ecclesie deservire: ita quod dies illa, qua canonicum villam ingredi vel exire contigerit, nisi alicui horarum interfuerit, in residentia minime computabitur. Quolibet autem aliorum dierum residentie sue, alicui trium horarum, matutinis videlicet aut majori misse seu vesperis, tenebitur interesse, nisi egritudine vel minutione impediatur; alioquin dies illa non debebit sub tempore residentie comprehendi. Si vero residentiam VIII mensium, ut distinctum est, non fecerit, de prebenda sua nichil ultra summam XX solidorum accipiet, preter distributiones cotidianas quibus presens affuerit. Postquam autem canonicus semel per VIII menses residentie tempus expleverit, si peregrinari vel studere voluerit, canonici

[1] [illegible] apud Gerard. Dubois, [illegible] t. II, p. 226.

residentes vel major pars ipsorum eidem dare licentiam debebunt, et ipsum a scolis aut peregrinatione prohibere non poterunt, sed de mora peregrinationis aut studii, prout videbitur competens, ordinabitur. Scolarem tamen bona fide, quando viderint expedire, capitulo aut majori parti canonicorum residentium revocare licebit; et si revocatus infra tempus competens assignatum redire noluerit, ex tunc eum foraneum reputabunt, nisi eis de rationabili impedimento constiterit. Licentia autem manendi in scolis nulli concedatur, nisi resideat, vel pro residenti habeatur. Si vero capitulum in danda seu deneganda studiorum licentia, vel in revocatione studentium excederet, ad Parisiensem episcopum excessus hujus correctio pertineret. Verum tam nos quam successores nostri Parisienses episcopi, duos de canonicis ejusdem ecclesie ad obsequium nostrum, si voluerimus, poterimus evocare, qui, licet in propria persona ecclesie non serviant, suarum tamen integre fructus percipient prebendarum, quamdiu nostro vel successorum nostrorum obsequio fuerint mancipati; exceptis cotidianis distributionibus, quas nec ipsi, neque peregrinantes, neque scolares canonici percipient. Qui vero de mandato ecclesie erit in negotio ecclesie, pro residenti habebitur, et nichilominus percipiet distributiones cotidianas. Obsequium autem intelligimus episcopale, equitare cum episcopo, esse officialem ejus, vel ad servitium episcopi morari in domibus suis Parisiensibus, vel mitti ad sedem apostolicam. Cum vero causa studiorum, peregrinationis, aut episcopalis obsequii, aliquem de canonicis absentem esse contigerit, canonicus providebit ecclesie ydoneum vicarium, sine mora, cui dabit xx solidos ad minus per annum, preter distributionem que fiet vicariis. Verum de foraneorum prebendis, vicario primitus a canonicis residentibus instituto, quicquid de fructibus illarum prebendarum residuum fuerit, canonicis, sacerdotibus et vicariis et aliis clericis de choro, qui, secundum quod ordinabitur a canonicis, servitio interfuerint, distribuetur in hunc modum, quod canonici et sacerdos majoris altaris ebdomadarius, sive sit canonicus sive non canonicus, duplam portionem, reliqui vero sacerdotes et reliqui vicarii simplam accipient, clerici autem de choro dimidiam simple. Hanc itaque institutionem se firmiter servaturos singuli canonicorum instituendorum, in institutione sua, juramenti religione firmabunt, et quod eam nec per se nec per alium

infringere procurabunt. Institutus etiam canonicus non prius in choro seu capitulo recipietur ab aliis, aut fructus percipiet prebendales, donec in capitulo juraverit hec omnia se firmiter servaturum. Preterea decanus Beati Marcelli et capitulum hoc se juraverunt bona fide similiter servaturos. In hujus itaque rei perpetuam firmitatem, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari, et preterea, in hujus facti testimonium et consensum, Hugo decanus et capitulum Parisiense suum sigillum, et capitulum Beati Marcelli similiter suum sigillum huic fecerunt apponi. Actum anno incarnati Verbi M° CC° V°, pontificatus nostri anno VIII°[1].

LXXVIII.

Contra abbatem Sancti Maglorii. 1204

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum essemus coram illustri domino Philippo, Francorum rege, Parisius constituti, pro causa que inter nos et abbatem Sancti Maglorii vertebatur, super tonleio terre ipsius quam habebat tunc Parisius et Charrone, quod ab eo multis rationibus exigebamus; tandem, post multas dilationes et altercationes varias, cum multi qui aderant constanter assererent tonleium ipsum nobis ab abbate debere persolvi, maxime cum manifestum et notorium haberetur quod de omnibus aliis terris civitatis Parisiensis, in tercia septimana que nos contingit, tonleium, sicut et ceteras consuetudines, debeamus habere, supradictus abbas, hiis et aliis inductus rationibus, mediante domino rege, eidem cause renuntians, jus nostrum publice recognovit, et nos de tonleio coram omnibus investivit. Verum, quoniam a prepositis et servientibus nostris sibi et ecclesie sue timebat in posterum super hoc inferri gravamen, postulavit a nobis ut ei tonleium ipsum sub annuo censu concederemus habendum. Cujus petitionem benignius annuentes, prefatum tonleium eidem abbati perpetuo ascensavimus in hunc modum, quod videlicet predictum tonleium, singulis annis usque ad triennium, a duobus burgensibus Parisiensibus, Garino de Montel et Hervino Barbete,

[1] Apud Gerard. Dubois, illa constitutio episcopi Odonis anno septimo pontificatus ejusdem, forsan errore typographico, assignatur.

quos dominus rex ad hoc deputavit, vel aliis duobus quos loco illorum, ipsis decedentibus, substituet, nomine nostro et abbatis fideliter colligeretur, et nobis tercia pars annuatim redderetur ab ipsis, et due partes abbati. Elapso autem triennio, quicquid a nobis receptum fuerit redigetur in summam, et tota summa illa in tres partes equaliter dividetur, et quanta erit summa tercie partis, tantus census de predicto tonleio nobis ab abbate, in octabis Sancti Dyonisii, annis singulis, persolvetur; et sciendum quod nos ultra predictam summam, nomine predicti census, nichil exigemus vel exigere poterimus ab abbate, nisi tantum emendationem juxta consuetudinem civitatis Parisiensis, si predictus census statuto termino non redderetur nobis ab abbate. Postmodum, ante completionem premissi triennii totam, taliter inter nos et predictum abbatem et conventum Sancti Maglorii convenit, quod ipsis prescriptum tonleium ascensavimus pro xxx solidis Parisiensis monete, nobis vel mandato nostro et successoribus nostris, in domo nostra Parisius, ab eis singulis annis, in octabis beati Dyonisii, perpetuo persolvendis; hoc pacto quod ab ipsis de cetero pro tonleio ipso, nec per nos nec per nostros nec per feodotarios nostros, amplius exigetur. Ad majorem itaque securitatem super hoc faciendam, de assensu utriusque partis, pena fuit statuta quod, si predicta summa pecunie termino constituto soluta non fuerit, singulis septimanis, predictus abbas et conventus v solidos Parisienses episcopo Parisiensi dare tenebuntur, quamdiu solutio differetur. Ut autem predicte conventiones perpetuam obtineant firmitatem, presentem cartam fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno [incarnati Verbi] M° CC° I°.

LXXIX

De terra de Marna

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus Christi fidelibus, ad quos presens scriptum pervenerit, eternam in Domino salutem. Tam ad presentium quam ad futurorum noticiam volumus pervenire, quod nos, de prudentium virorum consilio, terram nostram de Marna, in qua nemus olim fuisse dinoscitur, ad hostisias dedimus et ad censum, tali modo quod, quelibet hostisia habebit VIII arpennos terre cultibilis et

unum arpennum ad herbergagium faciendum. De illo autem arpenno in quo erit herbergagium, reddetur annuatim nobis, vel episcopo Parisiensi qui pro tempore fuerit, in nativitate beate Marie, unus sextarius avene; in festo sancti Remigii, VI denarii Parisienses censuales; in festo Mortuorum, dimidia mina frumenti et duo capones. De singulis vero VIII arpennis, in predicto festo sancti Remigii, VI denarii censuales persolventur. Et sciendum quod de illis VIII arpennis, duo meliores, quos episcopus vel mandatum suum elegerit, deputabuntur herbergagio, et sine illis duobus arpennis herbergagium vendi vel alienari non poterit, nec duo arpenni sine herbergagio. De reliquis VI arpennis poterit hospes venditionem facere, vel contractum alium [1] voluntatem suam, cum illis tamen qui in villa manebunt; nec terram ipsam seu herbergagium aliquis tenere poterit nisi manens in villa. Si autem herbergagium aut terram ad aliquem per escheamentum devenire contigerit, qui non sit mansionarius in villa, infra annum ad terram venire tenebitur et ibidem manere, aut vendere tali qui ibidem maneat. Notandum est autem quod omnes redditus predicti recipientur et mensurabuntur in ipsa terra, ad mensuram Sancti Clodoaldi, per manum servientis episcopi; et quando mensurati fuerint et recepti, hospites de Marna, in propriis vehiculis et sumptibus, eos apud Sanctum Clodoaldum in horreum episcopi ducere tenebuntur, sed non remensurare. Episcopus de suo faciet furnum in villa, et ponet ibi furnerium suum, qui furnum calefaciet de furnilla quam querent homines, ad rectum furnagium, juxta consuetudinem Sancti Clodoaldi, quod erit episcopi. Homines de Marna ibunt per bannum ad molendina episcopi, et ibi molent quatuordecim boissellos pro quindecimo; et si infra diem et noctem non haberent locum molendi, libere liceret eis ire ad aliud molendinum. Si vinum venditum fuerit in villa ad tabernam, serviens episcopi tradet mensuras, et pro eis habebit denariatam vini a tabernario, et quotiens taberna ad minus precium reducetur, serviens episcopi obolatam vini recipiet. Episcopus habebit rotagium in villa. Homines ville in terra illa justiciabuntur per servientem episcopi de forisfactis que fient in terra, et serviens ille non poterit esse prepositus Sancti Clodoaldi. Tota justicia

[1] Lec. suppl. *secundum*.

hominum tenebitur in terra usque ad vadium duelli; et postquam ventum fuerit ad vadium duelli, veniet ad curiam episcopi apud Sanctum Clodoaldum, coram episcopo vel mandato suo, qui tamen non erit prepositus Sancti Clodoaldi; et ultra pontem Sancti Clodoaldi, pro justicia terrena, homines illius loci episcopus trahere non poterit. Verumptamen, si homines de Marna episcopo de rebus suis propriis injuriam fecerint, vel alicui de familia sua, sive etiam preposito Sancti Clodoaldi, aut majori de Victoricio vel de Moyssiaco, aut servienti de Marna, in personis eorum forisfecerint verbo vel opere, apud Sanctum Clodoaldum venient et ibi, coram episcopo vel mandato suo, de forisfactis istis et interceptionibus justiciabuntur. Preterea, si quis in terris de Marna tantum forisfactum fecerit, propter quod debeat capi et teneri, apud Sanctum Clodoaldum ducetur, et ibi tenebitur, donec per judicium liberatus fuerit vel dampnatus. Si, pro vindicanda injuria sua vel amicorum suorum, episcopus homines de Marna ad aliquem locum ducere vel alii commodare voluerit, per unum diem eos tenere poterit; et si eos ultra diem unum episcopus, vel ille cui eos tradiderit, detinere voluerit, aut eis providebitur in expensis, aut libere poterunt et sine forisfacto redire. Omnes hospites de Marna erunt liberi et quieti ab omni tallia et corveiis[1], reddendo tamen redditus et consuetudines supradictas, salvo omni jure et justicia episcopi et servientis sui. Ut igitur predicte consuetudines et libertates perpetuis temporibus maneant inconcusse, presentem paginam ad majorem firmitatem fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno MCXCIX, pontificatus nostri anno II°.

LXXX.

De ecclesia Sancti Germani Autisiodorensis[2]

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod nos statum ecclesie beati Germani Autisiodorensis Parisiensis volentes, auctore Domino, in melius commutare, constitutis in presentia nostra Gaufrido decano et capitulo ejusdem ecclesie, et nobis cum ipsis in eorum capitulo existen-

[1] [illegible] In Chartul. episc. [illegible] expuncta fuit.

[2] Hanc constitutionem ediderunt G. Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 221, et auctores *Gall. Christ. Nov.*, t. VII, instr., col. 256.

tibus, ex communi eorum assensu, statuimus ut quicumque de cetero fuerit in eadem ecclesia electus, et confirmatus ab episcopo decanus, si ipse non est presbyter, jurare tenebitur quod infra annum a die confirmationis sue in sacerdotem promovebitur. Jurabit etiam se facturum bona fide residentiam in propria persona, sicut decanus mansionarius, in ipsa ecclesia, salvo eo quod, si, ea die quando videlicet eligetur in decanum, fuerit canonicus majoris ecclesie Parisiensis, jurabit se facturum residentiam in propria persona, sicut decanus mansionarius, in ecclesia Sancti Germani per annum dimidium. Preterea cum, de communi assensu prefati decani et capituli, constituerimus cantorem in eadem ecclesia, et assignaverimus eidem, pro cantoria sua, XII libras de redditu capicerii ejusdem ecclesie, excisas de corpore decanatus, singulis annis persolvendas, decanus qui pro tempore fuerit substitutus tenebitur, sub debito juramenti ecclesie prestiti, solvere eandem pecuniam bona fide dicto cantori, videlicet VI libras in nativitate Domini, et alias VI libras in nativitate sancti Johannis Baptiste. Idem vero cantor jurare tenebitur se facturum in propria persona, tanquam cantor mansionarius, bona fide residentiam in ecclesia Sancti Germani, sive sit canonicus Parisiensis, sive non; et jurabit etiam quod, a die concordis electionis sue in annum, in diaconum ordinabitur, nisi forte sit diaconus aut sacerdos; et faciet homagium decano pro cantoria. Decanus vero faciet nobis nostrisque successoribus homagium unum expressum pro cantoria et pro decanatu. Electio autem et donatio cantorie pertinebit ad decanum et capitulum Sancti Germani, ita quod, si infra XL dies post decessionem vel cessionem cantoris, non potuerunt concordes inveniri, ex tunc solus episcopus Parisiensis, sine contradictione et obstaculo, poterit cui voluerit, canonico tamen, cantoriam conferre. Idem etiam cantor habebit stallum primum in sinistra parte chori; sed non habebit vocem in capitulo, nisi tanquam unus simplex canonicus. Correctio vero chori pertinebit ad eum in clericos non canonicos; receptionem autem clericorum in choro habebit decanus, cum assensu cantoris et canonicorum residentium. Continebitur autem in juramento tam decani quam cantoris quod, nec per se nec per alios, ullo modo provocabunt, quod absolvantur a vinculo juramenti. Et sciendum quod canonici decanum jam plene institutum non recipient ulterius tanquam decanum, neque

cantorem jam plene institutum recipient ulterius tanquam cantorem, donec predicta exhibuerint juramenta. Singuli vero canonici, qui pro tempore in eadem ecclesia fuerint instituti, et in choro et in capitulo recepti, jurare tenebuntur se fide bona in perpetuum servaturos consuetudines et institutiones predictas, sicut in presenti autentico continentur expresse, nec de cetero recipientur tanquam canonici in choro nec in capitulo, nec in perceptione fructus prebende, donec istud fecerint juramentum. Decanus itaque memoratus totumque capitulum, sicut erant in ipso suo capitulo in nostra presentia, ut supra dictum est, constituti, juraverunt, tactis sacrosanctis evangeliis, se easdem predictas consuetudines et institutiones, sicut supra continentur, expresse bona fide, sine omni personarum acceptione et absque contradictione qualibet, servaturos. Que ut rata et inconcussa permaneant, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Et nos decanus et capitulum Sancti Germani presenti carte sigilli nostri fecimus impressionem adhiberi. Actum publice et sollempniter Parisius, de assensu omnium nostrorum, in ipso capitulo Sancti Germani. Anno M°CC°III°, mense octobris.

LXXXI.

70. Contra priorem de Dyogylo

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum inter nos ex una parte, et priorem et conventum de Dyogilo ex altera, questio verteretur super jure parrochiali Vallis Derlandi, quod nos ad dispositionem nostram, prior vero ad ecclesiam Sancti Petri de Gonessa, que ad eorum donationem pertinere dinoscitur, tanquam ad parrochialem ecclesiam pertinere dicebat; tandem in hunc modum pacificata est et sopita. Quod nos jus parrochiale ville predicte dictis priori et monachis et ecclesie Sancti Petri de Gonessa quitavimus et concessimus, ita quod presbyter Sancti Petri de Gonessa ipsius loci curam habebit, et ibidem omnia jura parrochialia percipiet, salvo, ad opus monachorum, eo quod inferius continetur. Licebit autem priori et monachis in loco predicto, si voluerint, edificare capellam in qua per unum aut duos aut plures de monachis suis facient celebrari, salvo in omnibus parrochiali

jure presbytero Sancti Petri de Gonessa : scilicet quod idem presbyter habebit visitationes, confessiones, sepulturas, nuptias, purificationes, baptisteria, oblationes presentis mortui et quinque sollempnitatum annualium, in quibus sollempnitatibus nullum parrochianorum monachi admittent ad missam, Natalis videlicet, Pasche, Pentecostes, festivitatis Omnium Sanctorum et natalis apostolorum Petri et Pauli; et omnia alia jura parrochialia, salvo eo quod omnes oblationes alias ad manus monachorum in predicta capella quibuslibet diebus aliis proventuras, sine contradictione, monachi percipient. Preterea decimam de Gonessa et de Valle Derlandi, cum reportagio decime, prefatis priori et monachis et ecclesie de Dyogilo confirmamus, sicut eam hactenus juste et pacifice habuisse noscuntur. Verum, pro quietatione predicta, dederunt nobis prefati prior et conventus unum modium bladi in decima sua de Gonessa, in grangia sua de Gonessa annuatim et perpetuo percipiendum, ad mensuram de Gonessa, infra festum Omnium Sanctorum, dimidium videlicet modium melioris hyvernagii quod erit in grangia, et dimidium modium avene. Et sciendum quod, cum modium illum bladi cuicumque ecclesie voluerimus assignare possimus et conferre in perpetuum, nos eumdem modium, de assensu et voluntate predictorum prioris et conventus, assignavimus in perpetuum et contulimus ecclesie Sancte Genovefe de Monte Parisiensi. Quam assignationem et donationem predicti prior et conventus ratam habentes, se obligaverunt ecclesie Sancte Genovefe de prefato modio bladi solvendo in perpetuum, et nos de illo modio quitavimus in perpetuum eosdem priorem et monachos. In cujus rei firmitatem, presentem cartam sigilli nostri fecimus muniri. Actum anno M° CC° V°.

LXXXII.

Institutio capellanie S. Johannis in capella episcopali.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod Guibertus de Sancto Clodoaldo, diaconus, cum haberet de suo acquestu arpennum et dimidium vinee a La Hale, et duos arpennos apud Daverceviler, et unum arpennum juxta grangiam Richardi textoris, et unum in Monte Valeriani; ob remedium anime sue, de hiis omnibus sese devestivit in

manu nostra, et hec omnia donavit ad opus unius capellanie instituende ad dispositionem et bene placitum nostrum, et donavit etiam x libras ad emendos redditus pro eadem capellania. Omnes autem possessiones predictas dictus Guibertus capellanie garantire et per omnia salvificare tenetur. Nos etiam dedimus et concedimus, ad opus ejusdem capellanie, totam decimam de Jardies, exceptis duobus sextariis bladi, uno scilicet hyvernagii et altero avene, Sancti Clodoaldi annuatim solvendis pro anniversario Domini H.[1] quondam Bituricensis archiepiscopi, fratris nostri. Capellaniam autem ipsam dictus Guibertus, quamdiu vixerit, possidebit, et post decessum ejus, Robertus frater ejus, si superstes fuerit, eandem capellaniam habebit. Quod si tunc fuerit infra annos, habere poterit capellanum vicarium, qui pro eo deserviet in capellania predicta, donec ad sacros ordines promotus fuerit, et in presbyterum ordinatus. Instituimus itaque eandem capellaniam in capella nostra de Sancto Clodoaldo, volentes quod perpetuo deserviatur in ea, et quod eadem capellania omnino ad nostram et successorum nostrorum donationem pertineat, salvis oblationibus et alio jure parrochiali matricis ecclesie, nisi quod dictus capellanus primum denarium oblationum ejusdem capelle percipiet, et omnes oblationes que de familia Parisiensis episcopi ad manum ipsius devenient, et, cum instituetur ab episcopo, fidelitatem faciet de his omnibus observandis. In cujus rei perpetuam firmitatem, de voluntate ipsius Guiberti, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno Domini M° CC° IIII°, pontificatus nostri anno VIII°.

LXXXIII.

De ecclesia Sancti Stephani in monte Sancte Genovefe[2].

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod per Amaricum, canonicum Sancte Genovefe de Monte, qui nobis tradidit litteras[3] Johannis, abbatis Sancte Genovefe, apertas, ex parte ejusdem nobis fuit

[1] Henricus de Soliaco.

[2] Hec charta edita est [illegible] ex magno Chart., f. 201 v°, in Gall. Christ., t. VII, instr. col. 128.

[3] Has litteras edidimus infra, c. [illegible].

presentatus Theobaldus, canonicus Sancte Genovefe, ad curam animarum parrochie de Monte, et idem T. curam animarum parrochie ejusdem suscepit a nobis, et, presentibus sacrosanctis evangeliis et deosculatis ab eodem, promisit nobis, sicut episcopo Parisiensi, in verbo sacerdotis et super ordinem suum, justiciam, obedientiam et fidelitatem, quamdiu regeret parrochiam memoratam. Hoc autem totum factum est Parisius, in capella superiori, presentibus Archembaudo decano Bituricensi, et magistro Jordano socio ejus, Gaufrido de Lenda, magistro Lothario, magistro Bernardo, Gaufrido de Pissiaco, magistro Nicholao, Gregorio, Radulfo de Lineriis, Guidone archipresbytero, et Leodegario clerico ejus, Odone presbytero de Viceor, Petro nepote Engolismensis episcopi, Roberto Bituricensi, Petro de Lineriis clerico, Nivelone, Johanne clerico magistri Letherii, Odone de Sancto Mederico, Willelmo Escuacol, Johanne Maurino, tunc etiam presentato ab eodem W., fratre Otramio, et fratre Petro de Sancto Lazaro. In cujus rei memoriam, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno M° CC° II°, mense junio, pontificatus nostri anno V°.

LXXXIV.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras 1205.
inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod Buchardus de Orceaco, miles, de assensu Voisine uxoris sue, posuit in manu nostra et quitavit in perpetuum quicquid habebat in decima de Orceaco et de Maudestor, tam vini quam bladi, et fidem dederunt hanc quietationem se servaturos et garantiam laturos. Johannes etiam Coognier, de cujus feodo movebat decima, quietationem predictam laudavit fide interposita et ratam habuit. Nos vero dicto Buchardo, pro quietatione eadem, dedimus XXIII libras Parisienses collocandas in emptione aliqua ad opus monialium Sancti Eburcii. In cujus rei testimonium, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno M° CC° V°, pontificatus nostri anno VIII°.

LXXXV.

Nov. 1199 De decima de Espiers elemosinata IIII^{or} clericis matricularis ecclesie Parisiensis[1]

An.[2], Dei gratia Meldensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum vobis facimus quod Radulfus de Mongier, in presentia nostra constitutus, quitavit et dedit Ade de Mosterolio et successoribus ejus in perpetuum feodum quem ipse Radulfus habebat in decima de Espiers, quam idem Adam tenebat ab eo. Concessit etiam quod id ei contra omnem hominem garantiret. Super hac autem firmiter tenenda fidejussores constituit Willelmum de Cornillon et Petrum prepositum de Monte Gaii. Quod ne alicujus malignitate perpetuam retractetur, presentem paginam, ad petitionem utriusque partis, sigilli nostri fecimus impressione firmari. Actum Parisius anno M°C°XC°IX°, mense novembri.

LXXXVI.

[illegible] De Leprosariis de Corbolio et Meledano[3]

Petrus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, et Odo, ejusdem gratia Parisiensis episcopus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit eternam in Domino salutem. Quod in favorem publice utilitatis et honestatis, quam religionis augmentum provida deliberatione statuitur, ad posteriorum notitiam debet testimonio scripture transmitti, ne, processu temporis, quod laudabiliter fuerit ordinatum ad pristine confusionis errorem aliqua levitate valeat seu temeritate reduci. Cum igitur super dissolutionibus leprosorum tam detestabilis apud nos enormitas pullulasset, ut qui manere consueverant a publica conversatione seculi, contra statum approbate consuetudinis ubique locorum plus libere quam licite discurrentes, evagandi sibi licentiam assumpsissent, nos, ex debito pastoralis officii periculis occurrere cupientes, que ex hujusmodi confusione frequentius emersisse noscuntur, ne se, quod absit, ad totius gregis infectionem morbus extenderet, ovem morbidam separantes a grege, predictorum leprosorum illicitos prohibere discursus, et

[1] [illegible]
[2] [illegible]
[3] [illegible] … G. Dubois, [illegible] t. II, p. [illegible]

eorum dissolutionem ad status regularis observantiam curavimus revocare. De voluntate siquidem domine A.[1], illustris regine Francorum, et assensu, universos leprosos castrorum et castellaniarum de Meleduno et de Corbolio, in duobus tantummodo locis, viros scilicet leprosos in domo Sancti Lazari Meledunensis, mulieres leprosas in domo Sancti Lazari Corboliensis, decrevimus collocare; ita quod nec viris ad mulieres, nec mulieribus ad viros transire seu cohabitare licebit, et ad hec duo loca leprosi domorum omnium et villarum que eisdem castris subesse noscuntur, cum universis rebus suis, possessionibus et beneficiis, transferentur. Talis autem inter predictas domos est contracta communitas, et ita sibi perpetuo coherebunt, quod eundem semper rectorem habebunt, qui et viris apud Meledunum, et mulieribus apud Corbolium providebit. Idem etiam rector sive magister tam archiepiscopo Senonensi quam episcopo Parisiensi obedientiam jurabit, et utriusque jurisdictioni subjacebit. Sciendum est quod domus due predicte universos viros et mulieres, quos lepre contagio infectos esse constiterit, illos scilicet qui in domibus illis quarum possessiones et beneficia receperunt, sive sint de predictis castellaniis sive non, recipi consueverant, sine difficultate tenebuntur recipere. Verum si, quod absit! communitatem istam et dispositionem tam laudabilem processu temporis dissolvi qualibet occasione contigerit, singule domus que ad predicta duo loca cum suis possessionibus transierint, possessiones suas, non obstante prescriptione seu confirmatione aliqua, integre et sine diminutione recipient, nec predictis domibus de Meleduno vel de Corbolio in aliquo subjacebunt. Quarum nomina ad majorem evidentiam litteris presentibus fecimus annotari. In castellania de Corbolio : domus de Givisiaco, domus Montgison, domus de Cauda, domus de Braia. In castellania de Meleduno : domus de Vangies, domus de Chaumis, domus de Campellis et domus de Capella in Bria; et si qua sunt alia loca que nobis ad presens memorie non occurrunt. Ceterum sub anathemate prohibemus ne capelle leprosorum que sunt in supradictis domibus destruantur, sed perpetuo proprios habeant servitores a prefatis domibus de Meleduno et Corbolio exhibendos. Ut autem institutio supradicta perpetuam et incon-

[1] Alix sive Adela de Campania, Philippi Augusti mater, defuncta mense junio a. 1206.

cussam obtineat firmitatem, presens scriptum communi divisum cyrographo fieri fecimus, et sigillorum nostrorum impressionibus communiri. Actum anno M° CC° I°.

LXXXVII.

De matriculariis ecclesie Parisiensis[1].

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, universis Christi fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit eternam in Domino salutem. Quod pro divini cultus augmento statuitur litteris dignum est annotari, ne facile ab humana memoria processu temporis per oblivionem deleatur. Hinc est quod tam ad presentium quam posterorum notitiam volumus pervenire, quod, cum, de consensu et voluntate capituli nostri, in ecclesia Parisiensi quatuor matricularios decrevissemus instituere sacerdotes, quorum institutio ad nos nostrosque successores perpetuo pertinebit, dilectus noster Adam de Mosterolo, canonicus ejusdem ecclesie, de sua suorumque parentum salute sollicitus, tam pie institutionis fructum attendens, ad eorumdem matriculariorum sustentationem, dedit et concessit in perpetuam elemosinam, laudantibus et fide interposita ratum habentibus Aeliz, matre ejusdem Ade, et Helewis sorore ipsius Ade, et Roberto Forti marito ipsius Helewis, decimam de Espiers[2], et quicquid juris habebat in tractu decime, et quatuor libras Parisiensis monete in furno de Lares[3] annuatim percipiendas; quam decimam et furnum jure hereditario possidebat: ita quod quicumque tenebit furnum illum, tenebitur reddere matriculariis sexaginta solidos in nativitate Domini, et viginti solidos in Pascha, sine aliquibus matriculariorum missionibus vel expensis. Si autem circa emendationem vel reparationem furni aliquid ab ipsis matriculariis contigerit expendi, licebit eis percipere et sibi retinere omnes proventus furni, donec sumptus in eodem furno factos et redditum predictarum quatuor librarum integre receperint. Sciendum preterea, quod nos dedimus et assignavimus prefatis matriculariis in perpetuum septem libras Parisiensis monete, quas Parisiense capitulum

[1] Edit. apud Dubois, Hist. Eccl. Paris., [illegible] II, p. 22, et in [illegible] col. [illegible] p. 789.

[2] Vid. supra, c. LXXXV.

[3] In [illegible] Pastor. et in libro nigro, de [illegible].

nobis et successoribus nostris annuatim solvere tenebatur, nomine prebende quam abbas et capitulum Sancte Genovefe, ratione compositionis inter nos et ipsos facte, nobis dedisse et in perpetuum concessisse noscuntur. Et preterea dedimus eis sexaginta solidos, post mortem magistri Alberti annuatim similiter a capitulo vel ab illis quos capitulum ordinaverit persolvendos, pro vicaria ejusdem prebende nobis a capitulo Sancte Genovefe collata, et omnibus ad vicariam pertinentibus. Decanus autem et capitulum dederunt eisdem matriculariis decem libras Parisiensis monete, ita quod tam ipsas decem libras, quam prescriptas septem libras et sexaginta solidos quos supradiximus, sepefatis matricularlariis annuatim, duobus terminis, scilicet in Pascha et in festo Omnium Sanctorum, solvere tenebuntur. Nos igitur, ipsius Ade devotione pensata, statuimus et ordinavimus quod duo de predictis quatuor sacerdotibus in una septimana, alii duo in alia, singuli singulis diebus septimane sue, pro anima predicti Ade et animabus parentum, fratrum quoque et sororum suarum et omnium illorum qui beneficium istud adauxerunt vel in posterum augmentabunt, missam defunctorum, bona fide, in eadem ecclesia et in altari vel in altaribus ad hoc sibi a capitulo deputatis, celebrabunt, et tam commendationem quam trium lectionum vigilias dicent, exceptis diebus dominicis et festivitatibus Nativitatis, Circumcisionis, Epyphanie, Passionis, Resurrectionis, Ascensionis Domini et Pentecostes, inventionis et exaltationis sancte Crucis, sollempnitatibus beate Marie, nataliciis apostolorum, nativitate sancti Johannis Baptiste, festivitate beate Marie Magdalene, et beati Michaelis, natali beati Dyonisii, depositione sancti Marcelli, festivitate etiam Omnium Sanctorum excepta et natali beati Stephani. Illi vero duo qui in septimana non erunt vigilias trium lectionum cum vesperis, in septimana non sua, ter dicere tenebuntur. In principio quoque et in fine missarum suarum, quecumque sint, pro ipso Adam quamdiu vixerit, et pro aliis viventibus ad quos data hereditas pertinebat, specialem orationem cum secreta dicere tenebuntur predicti quatuor sacerdotes. Qui vero, propter infirmitatem vel aliam necessitatem, non poterit agere predicta officia, providebit bona fide qui suppleat defectum suum. Quod si neglexerit, in illius sumptibus capitulum providebit. Si vero aliquod istorum beneficiorum dari non sacerdoti contigerit, porcio beneficii que ipsi competeret, si sacerdos

esset, dabitur, pro rata temporis, ei qui loco ejus deserviet sacerdoti. Statutum est etiam quod nisi infra annum in sacerdotem fuerit ordinatus, tunc episcopus habebit potestatem conferendi beneficium sacerdoti. Prefati vero quatuor sacerdotes, cum a nobis vel a nostris successoribus fuerint instituti, se predicta bona fide servaturos jurare in nostra vel successorum nostrorum presentia tenebuntur. Quod si infra decem dies post institutionem suam jurare noluerint, ex tunc noverint se anathemati subjacere, si aliquid de predicto beneficio perceperint, antequam dictum prestiterint juramentum. Sub eodem etiam juramento quatuor sacerdotum comprehendetur, quod ita diligenter ecclesie custodiam observabunt, ut, omni tempore, tam de die quam de nocte, bona fide unus eorum quatuor ad minus in ecclesia valeat inveniri, et quod duo illorum in ecclesia de nocte jacebunt. Numquam autem ecclesia de die claudetur. Cum autem prefati matricularii a nobis fuerint instituti, nobisque fidelitatis exhibuerint juramentum, et homagium fecerint, venire in capitulum ibique fidelitatem jurare capitulo tenebuntur, sicut matricularius laicus ab antiquo facere consuevit. Iidem etiam eisdem matriculariis altare in quo, sicut ordinatum est, celebrare debebunt, decanus et capitulum assignabunt, et eosdem investient de altari. Ceterum, cum in ecclesia nostra unicus esset matricularius laicus ab antiquo, nec ad tanti sufficeret pondus officii, tres alios matricularios laicos eidem, de assensu et voluntate capituli, duximus adjungendos, in propriis personis ecclesie servituros; quorum quilibet centum solidos Parisienses, quamdiu Andreas matricularius vixerit, de redditibus matricularie percipiet annuatim ab eodem Andrea, in nativitate Domini et in nativitate sancti Johannis mediatim persolvendos. Cedente vero vel decedente Andrea, omnes redditus et proventus ejusdem matricularie inter quatuor matricularios laicos equaliter dividentur; eo excepto quod major matricularius, qui antiqua libertate et immunitate gaudebit, successor videlicet Andree, ultra quartam portionem que ipsum continget, tres modios et dimidium vini solus percipiet annuatim de undecim modiis et dimidio vini quos percipiebat matricularius ab episcopo, et preterea sex sextarios bladi, de decem et octo sextariis hibernagii quos percipiebat in granario episcopi, et insuper fercula que matricularius in domo episcopi percipere consuevit. Residuum vero tam vini quam bladi

et omnium redditunm et proventuum, tam collatorum quam in posterum, annuente Domino, conferendorum, per quatuor partes equales inter quatuor matricularios dividetur. Omnes autem predicti matricularii laici, sicut et clerici, instituentur a nobis; qui postquam a nobis instituti fuerint nobisque fidelitatem et homagium fecerint, in capitulum venire et fidelitatem jurare capitulo tenebuntur, quam ab antiquo matricularius exhibebat. Si vero major matricularius laicus circa servitium ecclesie assiduitatem non fecerit, pro se servitorem ydoneum providebit, qui cum tribus residuis matriculariis, tam circa pulsationem campanarum quam circa alia que ipsis incumbunt agenda, matricularii supplebit officium. In juramento sane matriculariorum ipsorum, quod tam nobis quam capitulo exhibebunt, specialiter exprimetur quod ecclesie custodie ita diligenter insistent, ut, omni tempore, tam de die quam de nocte, unus eorum quatuor ad minus, sicut et de sacerdotibus superius dictum est, in ecclesia valeat inveniri, et quod duo illorum in ecclesia de nocte jacebunt. Si qua vero alia sunt que officio matriculariorum, tam clericorum quam laicorum, velimus annecti, cum a nobis et a capitulo fuerint ordinata, redigentur in scriptum, et matricularii eadem observare et facere tenebuntur. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, presentem cartam notari fecimus et tam sigilli nostri quam sigilli capituli munimine roborari. Actum anno incarnati Verbi MCC° quarto, pontificatus nostri anno septimo.

LXXXVIII.

Charta Odonis, Parisiensis episcopi, qua notum fit nobilem mulierem Helwidem de Fontaneto, assentiente conjuge suo Roberto, auctoritatem concessisse Adæ de Musterolo, fratri suo, canonico Parisiensi, de ipsorum decima apud Espiers sita omnino disponendi. [illegible]

Actum anno MCC°, mense junio.

LXXXIX.

De abbatia Sancte Genovefe Parisiensis. 1202

Nos episcopus Parisiensis et abbas Sancte Genovefe, in ea veritate, que Deus est, legaliter promisimus, quod supplicabimus domino pape obnixe, ut compositionem que inter nos facta est confirmare dignetur; et ego episcopus inducere bona fide studebo capitulum Parisiense, ut panes,

qui eschaudati dicuntur, et oblatas et vinum, que solent reddi clericis Parisiensibus, in vigilia Ascensionis Domini et in festo sancte Genovefe post Natale, ecclesie Sancte Genovefe quitentur et remittantur omnino. Quod si facere poterit episcopus, habebit redditus XL solidorum Parisiensium. In evidentiam igitur hujus rei, presentem paginam fieri fecimus et sigillorum nostrorum impressione muniri. Actum anno M° CC° II°.

XC.

De capiceria ecclesie Parisiensis[1]

Petrus, Dei gratia episcopus, et Hugo decanus totumque capitulum Parisiense, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Ad noticiam vestram volumus pervenire, quod capicerii debent statim post matutinas, dummodo dies sit, incipere primam et, statim post primam, missam primam ad altare sancti Marcelli cum nota; qua cantata, sine interpollatione debent incipere secundam missam similiter cum nota, et statim terciam missam tantum possunt cantare, sed sine nota. Capellani vero altariorum non debent incipere missas suas, nisi cantato evangelio secunde misse capiceriorum; nunquam tamen debent cantare cum nota. Item diebus festis sanctorum, in quorum honore dedicata sunt altaria, debent cantare capicerii statim post matutinas primam, et, post primam, suam primam missam ad altare illius sancti cujus festum illa die celebratur; secundam et terciam ad altare sancti Marcelli, more consueto; et, post euvangelium secunde misse cantate ad altare sancti Marcelli, poterit cantare capellanus predicti altaris, submissa voce et sine nota, ad altare suum. Capicerii autem debent dare singulis capellanis, quando volunt cantare, unam candelam de illis de quibus ipsi dant tres pro uno denario. Omnes vero candele, ubicumque fuerint oblate in ecclesia beate Marie, sunt episcopi Parisiensis. Preterea capicerii debent exhibere sanctum succinctorium super altare beate Marie, in Pascha, per tres dies tantum, scilicet die Lune, die Martis et die Mercurii; in Pentecosten, totidem diebus tantum; in Indicto, per IX dies continuos tantum; in festo sancti Dyonisii, similiter per IX dies continuos tantum. Aliis quidem diebus debet exhiberi in loco in quo est repositum. Si quis

[1] Hoc [illegible] Gerardus Dubois, *Hist. Eccl. Paris.*, t. II, p. 248.

autem contra hanc institutionem venerit, ipso jure noverit se suspensum ab officio et beneficio, donec duos solidos persolverit fabrice beate Marie, vel ad opus pauperum Domus Dei, cui capitulum maluerit, distribuendos per manum illius quem episcopus et capitulum ad hoc duxerint eligendum. In cujus rei firmitatem, has litteras fieri fecimus et sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum anno Domini M° CC° X°, mense januario.

XCI.

Hugo decanus totumque capitulum Parisiense, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum Andreas matricularius beate Marie Parisiensis, hiis novem sollempnitatibus, videlicet : in natali Domini, in purificatione beate Virginis, in Pascha, in Penteconte, in assumptione beate Marie et in nativitate, in festo sancti Dyonisii et in transitu sancti Marcelli, residuum cereorum quos, prefatis sollempnitatibus, super pennam chori episcopus ponebat, haberet, necnon et residuum octo cereorum quos episcopus Parisiensis ponebat super pennam, circa sanctuarium sancte Crucis, in festo susceptionis sancte Crucis, et unius cerei quem episcopus faciebat, illo festo, ante sanctuarium sancte Crucis. Tandem, ut luminare tantarum sollempnitatum decorari possit, si voluerit episcopus Parisiensis, et, annuente Domino, ampliari, cum prefato Andrea, consentientibus publice in capitulo omnibus aliis matriculariis laicis, composuit dominus episcopus in hunc modum, quod ipse Andreas quitavit totum residuum predictorum cereorum episcopo Parisiensi et successoribus suis in perpetuum, salvis eidem matriculario cera et omnibus aliis que Parisiensis episcopus alias debebat eidem. Ipse vero episcopus ipsi matriculario et successoribus suis, pro residuo dictorum cereorum, dedit et concessit XX solidos in perpetuum obtinendos, videlicet, X in crastino natalis Domini, et X solidos in festo sancti Johannis Baptiste. Illud autem notandum esse volumus, quod matricularii laici, in omnibus prefatis sollempnitatibus, cereos predictos accendere et extinguere tenebuntur, sicut antea tenebantur quando percipiebant residuum cereorum. In cujus rei memoriam et testimonium assensus nostri, has litteras fecimus sigilli nostri impressione muniri. Actum anno M° CC° XIII°, mense novembri.

Nov. 21

XCII.

[illegible] Charta qua Petrus, Parisiensis episcopus, cantori instituto in ecclesia Beati Martini de Campellis in Bria duodecim libras Parisienses assignat, annuatim solvendas a preposito de Campellis, et nonnulla, tam de juramentis ab eisdem preposito et cantore praestandis, quam de utriusque praerogativis, praescribit[1].

Actum anno MCCXII, mense januario, pontificatus nostri anno V°.

XCIII.

[illegible] Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum inter dominum Ferricum de Palesel et Mariam, uxorem ejus, ex una parte, et Galterum et Johannem, nepotes nostros, ex alia, super dotalicium ipsius Marie, matris eorum, contentio verteretur; tandem, mediante bonorum virorum industria, inter ipsos intercessit amicabilis compositio in hunc modum: quod prefata Maria habebit in dotalitium, quamdiu vixerit, quidquid bone memorie Johannes, frater noster, habuit apud Stampas, et domum et vineas de Corbolio et XX libras redditum de Medunta; et sic remanserunt pacifice et sedate omnes querele, que inter eos antea vertebantur. Hanc quidem compositionem se servaturos omnes supradicti hinc inde[2] interposita firmaverunt. Actum anno MCCXIII, mense octobri, pontificatus nostri anno VII°.

XCIV.

[illegible] Epistola Helie, abbatis Sancte Columbe Senonensis, et Johannis, magistri scholarum Aurelianensium, ad Innocentium III papam, qua testantur se, mandatum ipsius impletes, inspexisse compositionem initam inter Odonem, episcopum Parisiensem, et [illegible], abbatem Sancte Genovefe, super jure parochiali in ecclesia de Monte et super capella Sancte Genovefe parva, procurationibusque ab episcopo exigendis, ac se illam compositionem, cum nullum apostolice sedi [illegible] generetur, auctoritate apostolica confirmasse[3].

[1] [illegible] II, p. [illegible]
[2] Supplend. [illegible]
[3] [illegible] II, t. I, part. II, p. 68. Compositionem, de qua hic agitur, habes supra [illegible] Helie Johannisque confirmationis [illegible] supra [illegible]

XCV.

De ecclesia de Argentolio [1].

Regis regum nutu Francorum rex Robertus. Cum nostris fidelibus cunctis catholicis palam id fieri volumus, a predecessorum nostrorum cultu circa sacre religionis jura constituto nequaquam deviare volentes, hortamur omnes ad finem beatitudinis tendentes, quatinus summopere in vigilando auxilientur nobis, ad privilegia erga res Dei sanctorumque ejus corroboranda, uti recipiant ipsi nobiscum remissionem peccatorum pro hujusmodi re digne exequenda. Precibus etenim nostre genitricis, scilicet Adelaidis, regine insignis, cui prorsus nichil denegare, verum omnimodis devote inservire debemus, promoti, super quarumdam ecclesiarum villarumque adstipulacione precepti, que monialibus Deo famulantibus in monasterio Sancte Marie [de] Argentoilo ob anime sue, patris quoque nostri, videlicet Hugonis beate memorie, atque requiem nostre, dedit libenter; cujus voluntati paruimus, et, dictis faventes, peticionem ipsius ydonea racione persolvere curavimus. Sunt autem res collate hec : In primis, ea que possidebat Argentoilo rex Hugo, donans illa Deo sacratis inibi degentibus; ad hoc, Cavenoilus, ubi haberi estimantur mansa xxx cum ecclesia in honore sancti Petri; villa quoque Montiliacus cum mansis vii et ecclesia in honore sancti Martini; in Aconiaco vero vico mansa duo, et in Otrevilla similiter duo mansa et dimidium; in Villena quoque mansum unum; inter Alnedum et Lisivillam mansum unum; in Satorvilla xx mansa cum duabus piscationibus; in insula de Berliseia et in ipsa villa Tornella altera piscatio; in Argentoilo mercatum et teloneum rotarum atque tensamentum vini; in Lupocuite vi mansa; villa Trapas quoque et quicquid ad eam pertinet cum ecclesia; Villecuitis [2] vero villa et quicquid ad eam pertinet, cum ecclesia; Burdineium quoque villa et omnia ad eam pertinentia cum ecclesia; Monsterolum quidem villa cum ecclesia; Sanctum Loanium villa cum ecclesia et molendino uno et cum arpennis vinearum xviii°, cum arpennis pratorum xii; Bratheias villa cum omnibus appendiciis

[1] Edit. apud *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 28. Diploma Roberti exstat apud *Rerum Gall. et Fr. Script.*, t. X, p. 582.

[2] *Aiullecutis*, in Cod.

suis et ecclesiis; Merlant quoque villa; Carisius quoque villa cum tribus molendinis atque pratis. Hec omnia supradicta predictis monialibus data et ob amorem Dei et reverentiam beatissime Dei genitricis Marie confirmamus auctoritate nostra, quatinus sub plenissima defensione et emunitatis tuicione rata permaneant; ita videlicet ut nullus abhinc ad causas exigendas aut freda vel tributa, aut mansiones vel paratas faciendas, vel fidejussores tollendos, aut homines ejusdem ecclesie, tam ingenuos quam servos, super terram earum commanentes, injuste distringendos, nec ullos redditus aut illicitas occasiones requirendas, nostris et futuris temporibus, ingredi audeat, vel ea que supra memorata sunt exigere presumat; sed liceat ipsis supradicta, sub firmitatis defensione, quieto ordine possidere, ad stipendia earum finetenus ibi Deo militancium. Et hanc autoritatem, ut firmior in Dei nomine habeatur, a fidelibus quoque sancte Dei ecclesie et nostris diligentius conservetur, manu propria subter firmavimus, et sigilli nostri impressione signari jussimus. Actum in Pascha, apud Sanctum Dyonisium, anno XIII° regni Roberti, gloriosissimi regis Francorum, indictione prima. Franco [Framodus *in Cod.*] cancellarius ex regio precepto recognovi atque subscripsi. Robertus. Nos Johannes Sancti Victoris, Josbertus Sancti Maglorii, Odo Herivallis, Thomas Hermeriarum, Nicholaus Montis Estivi, Acho Livriaci abbates, Parisiensis diocesis, presens scriptum contulimus cum ipso autentico sigillato sigillo quondam regis Roberti Francorum, quod sigillum diligenter inspeximus, et, tam in autentico quam in presenti rescripto, eundem prorsus tenorem de verbo ad verbum invenimus. Super quo testimonium perhibentes, presenti carte sigilla nostra apponi fecimus.

XCVI.

De hospitalariis pro Sancto Clodoaldo.

Frater Guido de Brienchon, domorum milicie Templi que sunt in Francia humilis procurator, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Notum facimus quod, cum dominus Odo, Parisiensis episcopus, permutasset et quitasset in perpetuum canonicis Sancti Clodoaldi v solidos censuales, apud Sanctum Clodoaldum, pro XIIII denariis censualibus, quos ipsi canonici habebant super quandam terram.

sitam infra ambitum murorum Parisiensium, quam nos tenebamus de eisdem canonicis ad censum predictum; postmodum idem episcopus dictos XIIII denarios censuales, et quidquid juris predicti canonici in terra illa quoquomodo habebant, et quidquid juris ipse episcopus ibi, occasione predicte commutationis, habebat, permutavit et quitavit nobis in perpetuum, pro hostisia que fuit Willelmi de Moudon, quam tenebat de nobis apud Sanctum Clodoaldum, et que erat Symonis ejus filii, quando fecimus permutationem istam cum eodem episcopo, et pro uno arpenno terre juxta pontem Sancti Clodoaldi, quem tenebamus de eodem episcopo ad censum XIII denariorum: ita quod in predicta hostisia vel dicto arpenno nichil juris nobis retinuimus. Quitavimus autem ei suisque successoribus in perpetuum tam hostisiam supradictam quam arpennum terre predictum, et ipse quitavit nobis in perpetuum, ut supradictum est, predictos XIIII denarios censuales. In hujus igitur permutationis perpetuam firmitatem, presens scriptum, assensu et voluntate fratrum nostrorum, fecimus sigilli nostri munimine roborari. Actum anno MCCIII

XCVII.

De Sancto Maglorio.

24 jun. 1203.

Omnibus Christi fidelibus ad quos presens scriptum pervenerit G.[1] abbas totusque conventus Beati Maglorii Parisiensis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum venerabilis pater noster dominus Odo, Parisiensis episcopus, ex officio suo, causa visitationis, ad nostram ecclesiam descendisset, ut statum ipsius inquireret et in melius reformaret, monasterium ipsum debitis immoderatis, summa videlicet quingentarum IIIIor librarum, honeratum et expensis non mediocribus gravatum invenit. Nobis igitur et ecclesie paterna cupiens sollicitudine providere, pensatis ecclesie facultatibus, provida deliberatione disposuit, ut omnes redditus nostri, abbatie scilicet, camere et capicerii, per quinquennium, in unum conveniant, et per manus duorum fratrum nostrorum, Lodowici et Willelmi camerarii, in usus ecclesie necessarios fideliter administrentur. Qui duo, tactis euvangeliis, juraverunt se fideliter hoc facturos; ita tamen quod dominus G., abbas noster, annuatim usque ad predictum ter-

[1] [illegible]

animum, habebit x libras Parisienses et quinque modios vini albi et v modios vini rubei, pro sibi necessariis, et preterea propria vestimenta de camera et mercedem servientis sui, preter victum conventus, quem sibi et servienti suo percipiet, quamdiu in abbatia morabitur. Hoc etiam addito quod, quamdiu moram fecerit apud Sanctum Mandetum, sibi et servienti suo panem ab abbatia recipiet. Insuper etiam singulas obedientias suas bis poterit visitare per annum, et abbatia providebit ei equitaturam ad visitationem ipsam. Ceteri vero fratres in conventu remanentes a predictis duobus baillivis fratribus nichil requirere poterunt, preter cotidianum pulmentum et generale. De anniversariis vero, ea que de bursa abbatis recipi solent in solutionem debiti convertentur; cetera vero anniversaria in fabrica ecclesie expendentur. Hanc itaque dispositionem nobis et ecclesie nostre necessariam devote recepimus, eamque, tactis sacrosanctis euvangeliis, nos juravimus firmiter servaturos. Ad majorem insuper firmitatem, presentem paginam sigillorum nostrorum fecimus impressione muniri. Actum in capitulo nostro anno m° cc° iii°, in nativitate sancti Johannis Baptiste.

XCVIII

[illegible] Carta Odonis, episcopi Parisiensis, qua testatur Adam de Monasteriolo dedisse in perpetuam elemosinam, pro instituendis quatuor matriculariis, in ecclesia Parisiensi noviter ab eodem Odone condita, decimam de Espiers et quatuor libras Parisienses annuatim percipiendas in furno de Lovres[1].

Actum anno Domini mcciii°.

XCIX

[illegible]

De decima de Sonseio.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod Johannes de Sonseio, miles, vendidit nobis, pro xxx^a libris Parisiensibus, decimam de Sonseio, tam minutam quam magnam, ad retinendum, si voluerimus, ad opus nostrum, vel ad dandam eandem emptionem ecclesie vel loco cui voluerimus; et idem Johannes, fide data, hoc se servaturum promi-

[1] [illegible] Ada de Monasteriolo [illegible]

sit. Guido etiam de Cabrosia, de cujus feodo movebat decima, et qui feodum illud de nobis tenebat, eandem venditionem laudavit, et promisit se garantiam laturum, tanquam homo noster et tanquam parrochianus noster, et inde litteras suas patentes fieri fecit. Preterea hoc, fide interposita, laudavit Aeliz, uxor Johannis predicti, et tam ipsa quam Johannes de Montegni et Johannes de Chivriaco, fide similiter interposita, inde se plegios constituerunt et promiserunt garantiam laturos, vel nobis, si detineremus prefatam decimam, vel ecclesie cui dimittemus vel loco emptionem predictam. In cujus rei perpetuam firmitatem, presentem cartam fieri et sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno MCCIII, mense junio.

C.

De abbatia Sancti Dionysii. Mart. 121[illegible]

Henricus, Dei gratia Beati Dionisii humilis minister, et ejusdem loci conventus, universis presens scriptum inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod, cum episcopus Parisiensis peteret a nobis decimas novalium, a tempore Lateranensis concilii sub domino Alexandro celebrati[1], factorum in parrochiis de Damna Petra, de Senliciis et de Ruolio, de Valle Cresson, de Columbis et Asneriis, et de Mesnilio Sancti Dionisii ac Nova Villa Sancti Dionisii, que est versus Tornent, et de Trembleio ac Villa Picta, et fructus inde perceptos; nos quoque reconveniremus ipsum episcopum super usu aque Secane, a fluvio Savre inferius, per duas leucas seu unam et dimidiam, cum molendinis constructis in ea et jure patronatus ecclesiarum de Villa Tignios et Petra Ficta, cum proventibus inde perceptis; tandem nos et episcopus Parisiensis predictus, mediante venerabili patre G.[2] Silvanectensi episcopo, in hanc formam pacis convenimus, videlicet : quod aqua Secane, a fluvio Savre usque ad locum qui dicitur Albus Portus, et molendina ad pontem Sancti Clodoaldi constructa eidem episcopo et successoribus suis in perpetuum remanebunt pacifice, libere et quiete; jus vero patronatus ecclesiarum de Villa Tigniosa et de Petra Ficta ad nos de cetero pertinebit, ut, personis que nunc sunt in illis ecclesiis cedentibus vel decedentibus, personas ydoneas ad illas ecclesias archidiacono et episcopo Parisiensi pre-

[1] Anno scilicet 1179.

[2] Garino. Vide notas capituli sequentis.

sentemus instituendas ab ipso episcopo. Quartam quoque partem decimarum de novalibus, a tempore Lateranensis concilii sub domino Alexandro celebrati, factis in supradictis parrochiis, in quibus episcopus Parisiensis petebat a nobis decimas novalium, habebit predictus episcopus [et successores] sui, in perpetuum, et nos habebimus tres alias partes decimarum predictarum. Que autem novalia facta sint in predictis parrochiis, a tempore memorati concilii, inquirent G. archidiaconus Parisiensis ecclesie, ab episcopo Parisiensi electus, et Helyas, elemosinarius Sancti Dyonisii, a nobis electus, et magister Hamericus, canonicus Silvanectensis, datus a domino Silvanectensi episcopo. Si autem aliquis eorum decederet, vel commode inquisitioni faciende interesse non posset vel nollet, ille qui ipsum instituit loco illius alium subrogabit, donec primus possit commode interesse; et, si tres non venirent ad dies assignatos, duo nichilominus procederent, tercio etiam non excusato nec veniente. Monachi autem jurare tenebuntur qui fuerint nominati ad dicendam veritatem, et alii qui fuerint nominati compellentur per nos et per episcopum Parisiensem ad dicendam veritatem, si eos poterimus compellere. Inquisitio autem ista fiet de plano et sine allegationibus, et credetur, sine qualibet allegatione, tribus inquisitoribus vel duobus ex illis; et fiet inquisitio ista infra octavas Pentecostes; et, si necesse fuerit, tres inquisitores vel duo ex illis terminum illum prorogare poterunt, sicut viderint expedire. Si autem nos aliqua de novalibus illis excoleremus, non solveremus inde decimas; [si alius excoleret, solveret inde decimas] modo predicto, videlicet Parisiensi episcopo quartam partem et nobis tres partes. Decimas autem quas petebat presbiter de Argentolio apud Auchonis, tam bladi quam vini, in parrochia de Argentolio, a nobis et a prioratu de Argentolio, et minutam decimam quam habuimus hactenus in predicta eciam parrochia, de voluntate et permissione episcopi, quitavit idem presbiter in perpetuum nobis et prioratui de Argentolio, et episcopus predictas decimas nobis confirmavit. Episcopus autem tacere faciet presbiteros de Senliciis, de Valle Cresson et de Mesnilio Sancti Dyonisii, de Villa Nova Sancti Dionysii, versus Tornent, super ampliatione beneficiorum facienda secundum constitutionem generalis concilii sub domino Innocentio celebrati[1]; ita quod, si quis

de predictis [quatuor] presbiteris diceret ecclesiam suam XII libras non valere, et super hoc impeteret nos ad faciendum augmentum usque ad XII libras, liceret nobis detinere portionem assignatam presbitero ab episcopo de novalibus supradictis, donec esset nobis satisfactum. Insuper predicti presbiteri quitaverunt in perpetuum, auctoritate episcopi, nos a predicta augmentatione. Preterea episcopus et presbiter de Argentolio quitaverunt fructus, proventus, expensas et dampna ex causis predictis nobis, et nos, versa vice, quitavimus episcopum et presbiterum de Argentolio de omnibus supradictis, scilicet fructibus et proventibus, expensis et dampnis, ex causis predictis. Hanc autem compositionem ratam habemus et approbamus. In cujus rei firmitatem, presentem paginam sigillis nostris fecimus communiri. Actum anno Domini MCCXVII, mense martio.

CL.

Charta abbatis Sancti Germani super parrochia Sancti Severini et quibusdam aliis. Jul. 1211

Johannes, Dei gratia Sancti Germani de Pratis humilis abbas, et totus ejusdem ecclesie conventus, universis Christi fidelibus salutem in Christo. Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire quod, cum esset contentio inter nos et Radulfum, presbiterum Sancti Sulpicii, ex una parte, et dominum Petrum episcopum, et Hugonem decanum totumque capitulum Parisiense, et W., archipresbiterum Sancti Severini, ex altera, super jure episcopali et jure parrochiali spirituali, in territorio Sancti Germani de Pratis, ultra Parvum Pontem, sive sit edificatum sive sit edificandum, usque ad burgum Sancti Germani, tandem, mediante bonorum virorum industria, pro bono pacis compromisimus, sub pena ducentarum marcarum, in discretos viros G.[1], Dei gratia Meldensem episcopum, et fratrem Garinum, de domo domini regis[2], et magistrum Michaelem, decanum Sancti Marcelli Parisiensis, ratum habituri et firmiter servaturi quicquid ipsi tres inter nos statuerint bona fide. Ipsi vero, consideratis circonstantiis, auditis rationibus hinc inde propo-

[1] Gaufridus de Tressi.

[2] Garinus, ordinis Templariorum frater, Philippique Augusti clericus, qui anno 1214, cum esset Silvanectensis electus, needum consecratus episcopus, Francos, ad Bovinarum pontem cum Othonis imperatoris exercitu pugnaturos instruxit, atque ad fortiter dimicandum hortatus est. Vide Gall. Christ. [illegible], t. XVII, p. 2[illegible]8, [illegible] de S. Denis, ibid. p. 407, D.

sitis, et veritate plenius intellecta, ita, pro bono pacis, presentibus partibus, suum arbitrium protulerunt :

« Gaufridus[1], Dei gratia Meldensis ecclesie humilis minister, et Michael, decanus humilis Sancti Marcelli, et frater Garinus, omnibus Christi fidelibus salutem in Domino. Cum esset contentio inter Petrum episcopum et Hugonem decanum totumque capitulum Parisiense et Willelmum archipresbyterum Sancti Severini, ex una parte, et Johannem abbatem et conventum Sancti Germani de Pratis, et Radulfum, presbiterum Sancti Sulpicii, ex altera, super jure episcopali et jure parrochiali spirituali, in territorio Sancti Germani de Pratis, ultra Parvum Pontem, sive sit edificatum sive edificandum, usque ad burgum Sancti Germani : tandem, pro bono pacis, compromiserunt in nos ab utraque parte, sub pena ducentarum marcarum ratum habituri et firmiter observaturi quicquid nos tres, pro bono pacis, inter ipsos statuerimus bona fide. Nos autem, pro bono pacis, diximus quod totum territorium, quod continetur a tornella Philippi Hamelini supra Secanam usque ad metam que dividit terram beati Germani, ex una parte, et terram sancte Genovefe ex altera, versus Garnelles, sicut Secana comportat, et ab eadem secunda meta usque ad metam que est prope chyminum Yssiaci, que similiter dividit utramque predictam terram ; et ab illa tertia meta usque ad quartam metam quam nos posuimus extra muros, versus Sanctum Stephanum, sicut chyminum Yssiaci comportat ab illa tertia meta usque ad quartam predictam metam, et ab illa meta usque ad predictam tornellam Philippi Hamelini, sicuti muri extra se comportant, exemptum maneat ab omni jure episcopali et parrochiali spirituali Parisiensi in perpetuum. Totum autem territorium quod est infra muros erit in perpetuum de jurisdictione episcopali Parisiensi. Preterea diximus parrochiam Sancti Severini durare ab ecclesia Sancti Severini usque ad metam quam posuimus supra Secanam, juxta domum que dicitur domus Willelmi de Sancto Marcello, et ab illa meta usque ad secundam metam quam posuimus juxta domum Odonis de Edera, sicut vicus se comportat a prima meta ad secundam, et a secunda meta usque ad tertiam metam quam posuimus in platea quam Baldewinus cementarius tenet de Sancto Ju-

[1] Hoc instrumentum ediderunt Felibien, *Hist. de Paris*, t. III, p. 91, et Dubois, *Hist. eccl. Paris.*, t. II, p. 282.

liano, sicut vicus comportat. In toto autem territorio, edificato sive edificando, ultra metas illas parrochie Sancti Severini usque ad muros regis, habebit monasterium Sancti Germani in perpetuum jus patronatus, ad construendam unam vel duas ecclesias parrochiales, non plures: et presbiteros ibi instituendos tenebitur abbas presentare archidiacono et episcopo Parisiensi. Si ibi fuerint due ecclesie constructe, ab utroque presbitero illarum habebit abbas Sancti Germani, singulis annis in perpetuum, triginta solidos; si vero unica fuerit ibidem ecclesia, capellanus ejusdem, singulis annis in perpetuum, reddet dicto abbati sexaginta solidos. Episcopus autem Parisiensis tenebitur reddere abbati predicto quadraginta solidos, in festo sancti Remigii, usque ad triennium, nisi ante triennium in predicto territorio constructa fuerit ecclesia una vel due: quia, ex quo constructa ibi fuerit ecclesia, cessabit solutio illorum quadraginta solidorum, et, etiam post triennium, sive sit constructa ecclesia sive non, nichilominus cessabit solutio; et, donec ibi sit constructa ecclesia, parrochiani de illo territorio ibunt ad Sanctum Severinum tanquam parrochiani. Ecclesia vero ibidem constructa vel ecclesiis constructis, parrochiani illi revertentur ad ecclesiam constructam vel ecclesias. Et si due ecclesie ibi fuerint, pro voluntate abbatis limitabuntur. Radulfus autem, presbiter Sancti Sulpicii, in recompensatione decime quam in predicto territorio reclamabat, quandiu vivet, habebit ab ecclesia Sancti Germani quadraginta solidos in festo sancti Remigii, vel singulis diebus, quandiu vixerit, habebit unum panem album et unam quartam vini conventualis, si abbas maluerit. Post mortem vero ejusdem Radulfi, non tenebitur dicta abbatia reddere successori ejus illos quadraginta solidos, neque panem neque vinum. Omnis justitia secularis remanet abbatie Sancti Germani in perpetuum, in toto territorio suo, sive in parrochia Sancti Severini sive extra. Quod ut firmum habeatur in perpetuum, sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roboramus. Actum anno gratie MCCX, mense januario. »

Cum igitur non velimus a tantorum virorum arbitrio resilire, dictum eorum devote recepimus et benigne, ipsumque pro bono pacis ratum et acceptum habentes, presentes litteras conscribi fecimus, et in testimonium approbationis nostre sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum anno ab incarnatione Domini MCCXI, mense julio.

CII.

Mart. 12[illegible] Charta Bosonis, prioris Sancti Leonardi Nobiliacensis, qua notum facit sibi datam fuisse [illegible] ecclesiam a Petro, Parisiensi episcopo.

Actum anno Domini MCCXI, mense martio[1].

CIII.

1201. Charta Josberti, abbatis Sancti Maglorii, de fondeio terrarum Sancti Maglorii sitarum [illegible] et Charrone[2].

Actum anno incarnati Verbi MCCI.

CIV.

Dec. 1210. De hospitibus et terra de Prunoi.

Hugo decanus et magister Theobaldus, canonicus Parisiensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod, cum esset contentio inter venerabilem patrem P.[3], Parisiensem episcopum, ex una parte, et W.[4] Marmerel, militem, ex altera, idem W. dicebat se, auctoritate sua, posse recipere redditus sibi debitos ab hospitibus de terra de Prunoi; episcopus autem ex adverso dicebat quod dominium et justitia tota illius terre ad se pertinebat, quicumque eam teneret, ita quod predictus W. predictos redditus non debebat recipere, nisi per manus servientium episcopi; dicens quod in possessione hujus juris fuerat Mauricius, bone memorie episcopus, et Odo, antecessor suus, usque ad quamdam compositionem que facta fuerat inter predictum Odonem et predictum W., que dicitur facta fuisse per Odonem de Sancto Mederico et R. de Lineriis, quam compositionem nolebat episcopus sibi in aliquo prejudicium facere. Tandem compromissum est in nos hoc modo, ut inquireremus a testibus ex utraque parte productis, ut quem inveniremus in possessione hujus juris, tempore Mauricii et Odonis usque ad compositionem predictam, illi possessionem illius juris adjudicaremus, salvo jure proprietatis utrique parti

[1] [illegible]

[2] [illegible]

[3] Petrus II.

[4] [illegible]

Testibus igitur ab utraque productis et diligenter examinatis, inspectis attestationibus, de consilio bonorum virorum et jurisperitorum, adjudicavimus dicto episcopo possessionem domini illius terre, ita quod redditus et proventus de predicta terra dictus W. per manus servientum episcopi recipiet, et non propria auctoritate. Actum anno MCCX, mense decembri.

CV.

Super capella Sancti Clari, quod de episcopatu Parisiensi est[1]. Dec. 1212.

Magister Bartholomeus et magister W., canonici Carnotenses, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum contentio verteretur inter dominum R.[2], episcopum et archidiaconum Carnotensem et abbatem et canonicos Clari Fontis, ex una parte, et dominum P.[3], Parisiensem episcopum, et W., archidiaconum ejusdem ecclesie, ex altera, super capella Sancti Clari, quam uterque episcopus de dyocesi sua esse dicebat, pro bono pacis, dictus episcopus Carnotensis, pro se et pro archidiacono suo et pro abbate et canonicis supradictis, sub pena X marcarum, et episcopus Parisiensis, pro se et archidiacono suo, sub eadem pena, in nos super hoc compromiserunt; ita quod, de plano et omni allegatione cessante, inquirentes diligentius veritatem, tam in causa possessionis quam in causa proprietatis simul procederemus. Nos autem, testibus receptis et attestationibus diligenter inspectis, loco etiam inspecto et veritate diligenter inquisita, communicato bonorum virorum consilio, diximus et pronuntiavimus, quod dicta capella Sancti Clari est et esse debet de Parisiensi dyocesi, et diximus quod episcopus Parisiensis predictam capellam habeat et teneat tanquam episcopus. Actum anno MCCXII, mense decembri.

CVI.

Littera magistri Templariorum de IX solidis redditus super domibus sitis ante ecclesiam Sancte Trinitatis Parisiensis. Mai [illegible]

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Andreas de Coloors, domorum Templi in Francia preceptor, salutem in vero salutari. Notum

[1] Laudat G. Dubois, *Hist. Eccl. Paris.*, t. II, p. [illegible].
[2] Reginaldus.
[3] Petrus.

omnibus facimus quod, cum contentio verteretur inter nos, ex una parte, et venerabilem patrem Petrum, Parisiensem episcopum ex alia, super hominibus nostris de Chalo qui volebant habere libertatem eandem, Parisius, in septimana domini episcopi, quam habebant in septimanis domini regis, tandem compositio facta est super hoc, in hunc modum: quod jam dictus episcopus, de assensu et voluntate Parisiensis capituli, concessit eisdem hominibus de Chalo, quod in septimana sua, ab omnibus consuetudinibus Parisius, sicut in septimanis domini regis, liberi sint penitus et immunes; nos vero, de fratrum nostrorum assensu communi, dicto episcopo dedimus LX solidos Parisienses de incremento census super domibus sitis ante ecclesiam Sancte Trinitatis Parisiensis, quos Henricus Brunellus et heredes sui, vel quicumque domos illas tenebunt eidem, ad festum sancti Remigii, persolvent annuatim. Quod ut ratum et firmum in posterum permaneat, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXVII, mense martio.

CVII.

[illegible] Galterus decanus et totum capitulum Sancti Thome de Lovres quinque quarterios terre et unum arpentum extra ipsorum muros, triginta librarum pretio, vendunt Petro, episcopo Parisiensi, in cujus censiva tota terra erat[1].

Actum anno Domini MCCXI, mense februario.

CVIII.

[illegible] Johannes, abbas Sancte Genovefe Parisiensis, quatuor arbitris decidendam permittit controversiam, que vertebatur inter ipsum et Odonem, Parisiensem episcopum, de jure parochiali in parochia de Monte, questione possessionis per examen sedis apostolice jam decisa, de regimine quoque ecclesie Sancte Genovefe in civitate Parisiensi, ac etiam de procurationibus quas exigebat episcopus in parochialibus Parisiensis diocesis ecclesiis ad Genovefanum monasterium pertinentibus[2].

Actum anno Domini MCCII, v kl. junii.

[1] Edit. apud Bulæum, *Hist. Univ. Paris.*, t. III, p. 64.

[2] Edit. in *Gall. christ.*, t. VII, instrum., col. 225, et in *Epist. Innoc. III*, t. I, part. II, p. 680. Controversia ita terminata est mense junio, quidem cum compositione quam edidimus supra, c. LVIII.

CIX.

Henricus, abbas monasterii Sancti Dionysii, ratam habet inquisitionem factam a G. archidiacono Parisiensi, H. eleemosinario monasterii S. Dionysii, et Henerico canonico Silvanectensi, super novalibus in diœcesi Parisiensi constitutis, de quorum decimis, auctoritate apostolica, quæstio vertebatur coram abbate Ripatorii, abbate Sancti Petri de Cella et decano Sancti Stephani Trecensis[1]. Jun. [illegible]

Actum anno Domini MCCXXIII°, mense junii.

CX.

Laurentius subprior et conventus Beatæ Mariæ de Livriaco promittunt Odoni, Parisiensi episcopo, se quidquid ille ordinaverit super provisione W., abbatis Livriacensis, servaturos, eumque se accepturos abbatem quem elegerint abbates Sancti Victoris et Herivallis, G. archidiaconus Parisiensis et prior Sancti Victoris, in quos de electione facienda compromiserunt[2]. 13 sept. [illegible]

Actum anno Domini MCCIII°, in vigilia exaltationis sancte Crucis.

CXI.

Super villa de Valle Derlandi et de Roissiaco [illegible]

Johannes dictus abbas, totumque capitulum Sancte Genovefe de Monte Parisiensis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum venerabilis Odo, Parisiensis episcopus, parrochianos ville de Valle Derlandi, in additamentum et augmentum parrochie nostre de Roissiaco, assignasset nobis pariter et dedisset; nos autem loci remotionem, incommoditatem et periculum quod inde provenire poterit attendentes, quicquid in jure parrochiali ejusdem ville aut in parrochianis, seu in villa, ratione juris parrochialis, habebamus seu poteramus habere, prefate ecclesie Parisiensi dedimus et concessimus, ut, non obstantibus instrumentis seu munimentis quibuslibet super hoc confectis, inde pro sua voluntate ordinet et disponat. Verum in recompensationem donationis ipsius, memoratus episcopus, de assensu et voluntate Petri, presbyteri de Yssi, dedit et assignavit ecclesie de Vanvis, in additamentum et augmentum parrochie, omnes parrochianos ad eccle-

[1] Vide partium compromissionem supra, [illegible], et arbitrorum sententiam infra, [illegible].
[2] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, col. 830.

siam de Yssi pertinentes, qui sunt in terra Sancti Petri Latiniacensis et in terra Theobaldi militis et in omnibus aliis terris, ad quorumcumque dominium pertineant, infra territorium de Vanvis, cum omni jure parrochiali et minuta decima et omnibus aliis que presbiter et ecclesia de Yssi habebant vel habere poterant, ratione juris parrochialis, in eodem territorio de Vanvis perpetuo possidenda. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, presentem cartam sigillorum nostrorum fecimus munimine roborari. Actum anno MCCIII.

CXII.

Ms. 21 De abbatia Sancti Dionysii super novalibus.

Nos G., Parisiensis ecclesie archidiaconus, et Helyas, helemosinarius Beati Dyonisii, et magister Haymericus, canonicus Silvanectensis, notum facimus quod, de consensu episcopi Parisiensis et abbatis et conventus Beati Dyonisii, electi fuimus ad inquirendum, que novalia facta essent a tempore Lateranensis concilii, sub pie recordationis Alexandro papa celebrati, in parrochia de Tremblev et de Villa Picta. Inquisitione igitur facta per juramenta bonorum virorum, metas posuimus, quarum prima est juxta nemus de Myntri, supra fossatum; et a meta de illa meta *sic* ad metam sicut posite sunt, usque ad nemus domini Hugonis de Villa Picta; et exinde, sicut dictum nemus domini Hugonis se comportat, usque ad territorium de Wanjoy; et ab illo territorio de Wanjoi, sicut se comportat **territorium dicti Hugonis et territorium Beati Dyonisii ex parte vie Parisiensis, usque ad nemus de Parisia; et ab illo nemore de Parisia, usque ad prefatam primam metam positam supra fossatum nemoris Myntri.** Omnes igitur terre, infra dictas metas contente, novalia sunt facta a tempore concilii memorati; exceptis terris illis in quibus modo sunt **nemora, vel pascua, vel prata; et exceptis terris illis que contente sunt** inter nemus Beati Dyonisii et viam Parisiensem; in cujus loci situ sunt de novalibus tres tantum quarterii, qui sunt Henrici Buisson. Extra vero metas supradictas, in territorio de Villa Picta, juxta nemus domini Hugonis, sunt novalia circiter duos arpennos et dimidium, quos excolunt li Blavirys. In territorio quoque de Tremblev, juxta rivum de Tremblev, sunt novalia circiter XII arpenna que fuerunt prata, et circiter IIII arpenna que fuerunt prata de Buyssiaus. Et iterum de

territorio in Villa Picta circiter duo arpenna sunt novalia, que fuerunt pascua ad Foyntaynnes. Actum anno Domini MCCXVIII, mense maio.

CXIII.

De eodem. [illegible]

Nos G., Parisiensis ecclesie archidiaconus, et Helyas, helemosinarius Beati Dyonisii, et magister Haymericus, canonicus Silvanectensis, notum facimus quod, de consensu..... electi sumus ad inquirendum, que novalia facta essent a tempore..... in parrochia de Villa Nova Sancti Dyonisii, versus Tornent. Inquisitione igitur facta, per juramenta bonorum virorum didicimus, quod omnes terre que sunt in rivo Petroso usque ad essarta de Sarriis, sicuti eadem essarta metis interpositis distinguntur a territorio Ville Nove, et a nemore de Sarriis usque ad nemus Regis, sicut idem nemus Regis se comportat, usque ad nemus Culture, novalia sunt facta a tempore concilii memorati; exceptis pratis, et excepto campo fratris Renaudi et cheneveria, in quo campo et cheneveria sunt circiter VI arpenna terre. Actum anno Domini MCCXVIII, mense maio.

CXIV.

De eodem. [illegible]

Nos G., Parisiensis ecclesie archidiaconus, et Helyas,... electi sumus ad inquirendum, que novalia essent,... in parrochiis de Asneriis, de Ruolio, de Valle Cresson, de Mesnilio Sancti Dyonisii, de Danna Petra, de Cenlices. Inquisitione facta igitur, bonorum virorum testimonio didicimus, quod apud Asnerias sunt novalia vinee de Pratellis juxta crucem, et fundus de Laumont, usque ad caminum apud Geneviler, totum clausum vinearum que inter fossata continentur. In cultura Sancti Dyonisii Labugne, circiter unum arpennum et cultura Henrici hostelarii, sicut mete distingunt, et locus qui dicitur Bus Rotundus, et locus qui dicitur la Broce, et locus qui dicitur pratum Ramont, et sub monte defuncti Girondi modicum quid, et noa de Marchais. Apud Ruolium sunt novalia, in Valle Surda, tria arpenna Symonis Roulant de Sancto Clodoaldo, et duo arpenna filie Johannis Bartholomei.

Ad Fossarz, terra Johannis majoris de Valle Cresson, et terra Arnulfi de Bauderon, et alia circiter duo arpenna, et jascheria Rogeri de Sala; et apud Goteriam, circiter duo arpenna Guiardi. Apud Vallem Cresson, novalia sunt locus qui dicitur Perroncel, et circiter duo arpenna Guiberti Orenge, et mete in loco qui dicitur Perroncel posite sunt. Apud Mesnilium vero Sancti Dyonisii, sunt novalia; apud Bonelaie, Bellepenne, sicut mete posite sunt, circiter VI arpenna que tenet dominus Caprosie; et ad Vallem Guiberti circiter arpennum et dimidium que tenet Rencelina de Frapis; apud Mineriam circiter duo arpenna et totum territorium de Haya de Ambesi, quod est extirpatum, excepto arpenno et dimidio que tenet Emengardis de Ambesi, et locus qui dicitur Tuel de Ambesi, circiter VII arpenna que tenet Radulfus et Joibertus. Apud Damnam Petram vero sunt novalia circiter unum arpennum in Chanalea, quod tenet Radulfus Bonus Villanus, et circiter IIII^{or} arpenna: apud Foucheroles, que tenet Garinus Martellus, et circiter dimidium arpennum quod tenet Guibertus Servain, et unum arpennum juxta Leroictiz quod tenet Johannes de Moncel, et circiter x arpenna que tenet Theobaldus de Moncel de essarto Garini Moysseron, et circiter unum arpennum Willelmi le Jai, et circiter unum arpennum Henrici Beraut, et circiter unum arpennum Baldeuvini Fulconis, et circiter tria arpenna Odonis Berraz, et circiter duo arpenna Isembardi de Moncel, et circiter tria arpenna Theobaldi de Moncel, et circiter unum arpennum Galteri et Giraudi fratrum, et unum arpennum Baldewini de Tertre, et circiter tria arpenna Roberti de Galles, et circiter LX arpenna de culturis Sancti Dyonisii. Apud Cendicias vero sunt novalia versus campum Christophori, circiter VII arpenna que extirpavit Odo de Serneio, miles, et circiter IIII^{or} arpenna apud Morunval, que tenet major de Damna Petra, et in noa Huelin circiter unum arpennum et dimidium, quod tenet Galterus filius majoris de Damna Petra, et circiter unum quarterium versus nemus quod tenet Herbertus de Mala Vina, et circiter unum arpennum quod tenet Radulfus de Mala Vicina, et circiter duo arpenna a la Chenelee, que tenet Willelmus Aglicus, et circiter duo arpenna a la Chantele, que tenet Guibertus de Ruella, et circiter duo arpenna juxta la Conche que tenent Eremburgis de Monasterio et

Stephanus de Baterel et Radulfus frater ejus, et circiter unum arpennum ad Essartum defuncti Roberti Clopet, quod tenet Odo de Buisson, et circiter unum arpennum in prato Chanot, quod tenet Radulfus de Garnes, et circiter[1].... ad Vallem Augrin, juxta nemus militum quod tenet Fucherus des Planches, et circiter unum arpennum ad Chineval quod tenet Robertus Bachelers, et circiter tria arpenna in cultura domini Garini de Valle, et circiter tria arpenna ad Pastid que tenet Petrus de Valle, et circiter unum arpennum ultra molendina, quod tenet Maria de Grangia, et circiter dimidium arpennum ad Essartum quod tenet Garinus de Cheviler. Actum anno Domini MCCXVIII, mense maio.

CXV.

Forma per quam præsentat abbas Sanctæ Genovefæ Parisiensis ad parrochias sibi subjectas. [illegible]

Venerabili in Christo patri et amico karissimo O.[2], Dei gratia Parisiensi episcopo, Johannes, Beate Genovefe Parisiensis abbas, salutem et sinceram in Domino caritatem. Mittimus ad vos fratrem Amalricum, canonicum nostrum, latorem presentium, et per ipsum presentamus vobis ad parrochiam de Monte fratrem Theobaldum, canonicum ecclesie nostre, ut a vobis curam recipiat animarum[3].

CXVI.

Mauricius et Hamericus, archidiaconi Parisienses, promittunt se ratum habituros quidquid Odo, episcopus Parisiensis, super querelis inter eum et Johannem abbatem Sanctæ Genovefæ, judicio vel compositione, fecerit[4]. [illegible]

CXVII.

De permutatione quorumdam servorum ratione maritagii. [illegible]

R.[5], Dei gratia Beati Launomari Blesis abbas, totumque ejusdem loci

[1] Deest mensura.

[2] Odo.

[3] Vide supra chartam episcopi Odonis, c. LXXXIII.

[4] Edit. in *Epist. Innocentii III*, t. I, part. II, p. 681.

[5] Hæc permutatio bis transcripta est in nostro codice, ubi abbas Sancti Launomari designatur littera R. Inde suspicari licet erravisse auctores *Gallia Christ.* qui, in serie abbatum Sancti Launomari, referunt initium regiminis abbatis Ernuldi, Roberti successoris, ad annum 1198. T. VIII, col. 1358.

capitulum, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum Maria uxor Hugonis de Mesuns, hominis episcopi Parisiensis, femina esset monasterii nostri, et Isabella uxor Rogerii de Viteriaco, hominis nostri, femina esset Parisiensis episcopi, taliter inter nos et episcopum Parisiensem convenit: quod predicta Maria, cum suis heredibus tam presentibus quam futuris, transivit in dominium ipsius episcopi; Isabella vero, que prius femina episcopi, in nostro dominio erit tanquam femina nostra, cum suis heredibus tam presentibus quam futuris; nobis autem noster homo Rogerius, et episcopo suus homo videlicet memoratus remansit Hugo. Quod ut ratum sit, presentem cartam notari fecimus et sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum Blesis in nostro capitulo, anno gratie MCC.

CXVIII.

Compromissum super ecclesia de Marna a decano Sancti Clodoaldi et canonicis factum.

Symon decanus totumque capitulum Sancti Clodoaldi, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum venerabilis pater et dominus noster Odo, Parisiensis episcopus, extirpari fecisset nemus suum de Marna, et ibidem novam quamdam edificari fecisset ecclesiam, et in ea sine nobis presbiterum instituisset, et ei partem decime assignasset; nos inde conqueri cepimus, jus nostrum tam in ecclesia quam in decima reclamantes, et dicentes, cum tam ecclesia quam decima sita essent in parrochia nostra, ipsam ecclesiam ad donationem nostram pertinere debere, et dictam decimam jure decimationis ad nos merito devolvendam. Tandem vero, pro bono pacis, ipsius episcopi nobis et ecclesie nostre benivolentiam et gratiam conservare volentes, de omnibus supradictis in eundem episcopum unanimiter compromisimus, et nos bona fide et firmiter promisimus, sine contradictione qualibet, servaturos quicquid inde duceret disponendum. In hujus rei memoriam, de communi consensu, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno gratie MCCII.

CXIX.

R., prior et conventus Deogili, Michaeli abbati et monachis Beati Florentii Salmuriensis confirmandam [illegible] compositionem de jure procurationis Vallis [illegible], initam inter conventum Deogil. et Odonem, Parisiensem episcopum[1]. [illegible]

CXX.

Littera compositionis. Sept. [illegible]

Johannes abbas, et prior Sancti Victoris, et magister Johannes de Candelis, canonicus Parisiensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum fieri volumus quod, cum W. presbyter, tempore pie recordationis Odonis, Parisiensis episcopi, Parisius accusaretur in multis, crebrescente ipsius infamia, Parisiensem civitatem meruit abjurare, sicut ex testimonio bonorum virorum accepimus. Postmodum autem, predicto Odone sublato de medio, ad Parisiensem civitatem redire, non petita licentia, non expavit. Cum igitur idem presbyter intollerabilis infamie et perverse conversationis existeret, ipsius malicia ascendit ad aures venerabilis patris nostri Petri, Parisiensis episcopi, qui nunc presidet; qui dictum presbyterum, iniquitatibus suis promerentibus, capi fecit et apud Victoricium carceri mancipari. Ipse vero, sua suggerente malicia, episcopi carcerem fodere et infringere minime dubitavit; sed tamen, volente Domino, non evasit. Exinde quidem apud Sanctum Clodoaldum, ut ibidem melius servaretur et tucius, est translatus. Sane cum idem presbyter custodi carceris sua protervitate importabilis esset et gravis, ipse predicto presbytero aliquas injurias intulisse dicitur, et manus violentas injecisse in eum; quo audito, dominus episcopus, super hoc dolens ultra modum, statim ipsum presbyterum liberavit. Quia vero dictus custos, qui in presbyterum excesserat, sciebat quod hoc domino episcopo aliquatenus non placeret, statim recessit, non ausus ipsius episcopi presentiam expectare. Tandem autem predictus presbyter plenam benivolentiam episcopi habere et pacem[2], maxime quoniam certus erat, prout ipsemet recognovit, quod injurie ille de voluntate et conscientia episcopi sibi non fuerant irrogate, juravit, nobis presentibus, tactis

[1] Vide hanc compositionem [illegible]. — [2] Supple [illegible].

sacrosanctis evangeliis, quod super hiis dominum episcopum vel aliquem de suis aliquatenus non vexabit, nec etiam procurabit vexari; et ad pacem ipsius episcopi habendam plenius et amorem, eidem episcopo omnem rancorem animi et omnimodam injuriarum actionem remisit. Dominus quoque episcopus, in pignus confederationis perfecte, ad osculum pacis ipsum presbyterum, ad preces nostras, recepit, presentibus magistro Petro, magistro Roberto, fratre Drocone, canonicis Sancti Victoris, et magistro Nicolao, Parisiensi canonico. Nos vero, hiis omnibus supradictis fidele testimonium perhibentes, has litteras conscribi fecimus et sigillorum nostrorum attestatione muniri. Actum anno MCCIX, mense septembri.

CXXI.

De Sancto Clodoaldo et Templariis.

Symon decanus et capitulum Sancti Clodoaldi, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod XIII denarios censuales, quos habebamus super terram quam Templarii Parisienses tenebant de nobis ad eumdem censum, infra ambitum murorum de Parisius, et quicquid juris in predicta terra habebamus, permutavimus et quitavimus in perpetuum domino Odoni, Parisiensi episcopo, et successoribus ejus, pro V solidis censualibus, quos idem episcopus nobis concessit in perpetuum et quitavit, videlicet : duos solidos super duos arpennos terre juxta Crucem Albam, quam Petrus de Champo[1] et Maria uxor ejus tenent; et decem et octo denarios super duos arpennos vinearum, quas archidiaconus Hanaricus emit a Garnero, filio Hugonis, que sunt apud Garchias; et octo denarios super unum arpennum vinee Roberti canonici, que est juxta Crucem Candidam; et octo denarios super unum arpennum vinee Berengarii de Montreson, que est juxta Ulmum de Gargis; et duos denarios super quarterium vinee Odonis Gastel, in villa Ermeni, et etiam quicquid juris in predicto censu habebat, excepta viaria. In hujus itaque permutationis perpetuam firmitatem, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno MCCIII.

[1] [illegible]

CXXII.

Forma presentationis quam facit abbas Ruricurtensis. Circa a. 1205

Reverendo patri ac Domino [1] episcopo Parisiensi P. Dei gratia Ruricurtensis ecclesie minister humilis, salutem in Domino et se totum. Vestre discretioni presentamus fratrem Rogerum, canonicum nostrum, latorem presentium, ad curam parrochie Montis Gaii; vos suppliciter exorantes ut ipsum recipiatis usque ad purificationem beate Virginis, ad ipsius etatem respectum habentes, ut si forte deffectum in aliquo patiatur, illum suppleat veneranda vetustas.

CXXIII.

Conventus Sancti Maglorii nunciat Odoni, Parisiensi episcopo, spontaneam Gerberti abbatis abdicationem, et electionem Ludovici ejus successoris [2]. Circa a. 120[illegible]

CXXIV.

Odo, Parisiensis archidiaconus, promittit se ratum habiturum quidquid Odo, Parisiensis episcopus, super querelis inter ipsum et Johannem, abbatem Sanctæ Genovefæ, judicio vel compositione fecerit [3]. Circa a. 120[illegible]

CXXV.

Hugo decanus totumque capitulum Parisiensis ecclesiæ promittunt se ratum habituros quidquid Odo, Parisiensis episcopus, super querelis inter ipsum et Johannem, abbatem Sanctæ Genovefæ, existentibus, judicio vel compositione fecerit. Circa a. 120[illegible]

CXXVI.

Charta abbatisse de Gif. 1203

Ego C. abbatissa et conventus de Gif, notum facimus presentibus et futuris, quod due partes minute decime Fonteneii ad episcopum Parisiensem et ejus pertinent successores; et, licet bone memorie Theobaldus et Mauricius, Parisienses quondam episcopi, duas partes decime supradicte nobis et ecclesie nostre confirmasse noscuntur, sicut in

[1] Nomen episcopi omissum.

[2] Edit. in Gall. Christ., t. VII, col. 314.

[3] Vide supra, chartam Mauricii [illegible] de eadem re, [illegible]

scriptis eorum autenticis continetur, nolumus tamen episcopo Parisiensi ex instrumentis et confirmationibus supradictis juris sui seu possessionis duarum partium decime prenotate, de qua gaudere dinoscitur, prejudicium aliquod generari. In cujus rei testimonium, presentem cartam sigillorum nostrorum fecimus impressione muniri. Actum anno MCCIII.

CXXVII.

[illegible] Collatio ecclesie Sancti Nummi (?) facta per legatum.

Octavianus, Dei gratia Hostiensis et Velletrensis episcopus, apostolice sedis legatus, universis presentes litteras inspecturis in vero salutari salutem. Notum vobis facimus quod nos, consentiente venerabili fratre nostro Parisiensi episcopo, ecclesiam Sancti Nummi dilecto filio Centio, domini pape acolito, nobili civi Romano, ita tamen quod nullum eidem episcopo, archidiaconis et abbati Majoris Monasterii exinde in posterum prejudicium generetur, liberaliter contulimus. Ad cujus rei indicium, has nostras testimoniales litteras fieri fecimus, et eas precepimus nostri sigilli munimine roborari.

CXXVIII.

[illegible] Littera per quam Hervallenses petunt confirmari abbatem electum.

Reverendo patri ac domino O.[1], Dei gratia Parisiensi episcopo, humilis conventus Hervallis in salutis auctore salutem. Paternitati vestre notum facit humilitas nostra, Odonem, pridem fratrem et canonicum, nostrum modo patrem et patronum, a nobis electum canonice et totius capituli nostri pari voluntate et concordi assensu promotum in abbatem. Supplicamus igitur ut electionem nostram confirmare dignemini.

CXXIX.

[illegible] Littera presentationis ... ad decaniam Sancti Clodoaldi.

Reverendo in Christo patri ac domino O.[2], Dei gratia Parisiensi episcopo, devotum et humile Sancti Clodoaldi capitulum, salutem et debitam cum sincera devotione obedientiam. Paternitati vestre notum

[1] [illegible]

[2] [illegible]

facimus quod super electione vestra in magistrum Symonem benigne et unanimi voluntate convenimus, ac ipsum elegimus in decanum, eundem benivolentie vestre humiliter presentantes.

CXXX.

R. prior Latiniacensis Petrum, Parisiensem episcopum, certiorem facit de electione Johannis Saait[1], monachi, in Latiniacensem abbatem, deprecans ut hanc electionem confirmet. 1215.

Actum anno MCCXV.

CXXXI.

Ego Johannes, abbas Pontiniacensis, autenticum scriptum inspexi munitum sigillis abbatis Sancte Genovefe et capituli, in quo idem de verbo ad verbum continebatur quod superius continetur. Et hujus rei testimonium presenti pagine sigillum meum apposui. [illegible]

Ego Girardus, abbas Sacri Portus, Cysterciensis ordinis, autenticum scriptum inspexi munitum sigillis abbatis Sancte Genovefe et capituli, in quo idem de verbo ad verbum continebatur quod superius continetur. Et in hujus rei testimonium, presenti pagine sigillum meum apposui.

Ego Seboinus, abbas Sancti Sulpicii, Cysterciensis ordinis, autenticum scriptum inspexi munitum sigillis abbatis Sancte Genovefe et capituli, in quo idem de verbo ad verbum continebatur quod superius continetur. Et in hujus rei testimonium presenti pagine sigillum meum apposui[2].

CXXXII.

Stephanus, Sanctæ Genovefæ Parisiensis decanus, et omnes ejusdem ecclesiæ canonici, conquisitum quod habuerant a Therico, filio Hugonis Berengarii, servo Sanctæ Genovefæ, vendunt Alberto, ejusdem Therici fratri. [illegible]

[1] Sic in codice. Dubois, qui hanc chartam edidit, tomo II *Historiæ sue Paris. Eccles.*, p. 289, ponit *Saut*; auctores *Gall. Christ.*, *Sart*. Pardessus, *Table chronol. des Diplom.*, Sa[illegible].

[2] Hec tria testimonia referenda videntur ad compositionem initam inter Odonem, Parisiensem episcopum, et Johannem, abbatem Sancte Genovefæ, a. 1202 mense junio, cujus exemplar unum sigillis abbatis et capituli Sancte Genovefæ munitum, penes episcopum remansit. Vide supra, [illegible].

CXXXIII.

1179. Matthæus, episcopus Trecensis, cui cognoscenda commissa fuerat a domino papa lis orta inter Archembaldum presbyterum et Petrum fratrem ejus et Brunonem, canonicum Sancti Clodoaldi, de patrimonio dicti Brunonis et rebus ab ipso acquisitis, quas memorati Archembaldus et Petrus dicebant cum dicto patrimonio sibi fuisse datas ab ipso Brunone, compositionem inter partes initam notam facit et confirmat.

Actum Trecis, in palatio pontificali, anno MCLXXIX°.

CXXXIV.

Decani et capituli Parisiensis compromissum.

Ego Barba Aurea, Parisiensis ecclesie decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum, tam futuris quam presentibus notificamus, quoniam, de causa illa que inter nos et abbatem Beati Maglorii, pro decima scilicet nemoris communie, vertebatur, pro qua idem abbas ad dominum papam appellaverat, in dominum Parisiensem episcopum ex utraque parte, omni appellatione cessante, compromisimus; hoc tenore quod ipse Parisiensis vel secundum amicabilem compositionem, vel secundum justitie rigorem, sublato appellationis refugio, controversiam penitus terminaret.

CXXXV.

Innocentius III papa abbati Sacri Portus, Senonensis diocesis, priori Sancti Victoris Parisiensis et magistro Bartholomæo, canonico Carnotensi, mandat ut, partibus convocatis, dirimant controversiam super quodam jure parochiali et aliis rebus, ortam inter presbyterum Sancti Lucani et abbatem Sancti Dionysii, observarique procurent suam sententiam, adhibita, si necesse fuerit, censura ecclesiastica.

Datum Anagnie, VII° idus junii, pontificatus nostri anno XI.

CXXXVI.

De capella domus Dei de Braya comitis Roberti.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Parisiensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. Dilectus filius vir nobilis Drocensis comes nobis intimare curavit quod, cum

domus Dei de Braia, Parisiensis diœcesis, oratorio careat, ipse ibidem de suis facultatibus capellam edificare, et sacerdotem instituere disposuit, cui de bonis propriis competens vult beneficium assignare. Cum ergo, tamquam vir sapiens, nostrum requirat assensum, pium propositum ejus impediri nolentes, fraternitati tue, per apostolica scripta, mandamus, quatenus infra septa domus Dei, juxta pretaxati nobilis petitionem, capellam edificari permittatis et instituas sacerdotem, salvo in omnibus jure parrochie illius cujus intra terminos memorata domus fundata est. Datum Viterbii, xi° kalend. octobris, pontificatus nostri anno x.

CXXXVII.

Innocentius III papa abbati Sancti Stephani Drogensis indulget ut tam ipse quam [illegible]
ipsius successores, ubicumque fuerint, unum e canonicis suis secum semper habere possint, qui fructus præbendæ suæ, tanquam unus ex residentibus, percipiat.

Datum Viterbii, x kal. octobris, pontificatus nostri anno x°.

CXXXVIII.

Guido, dominus Caprosiæ, confirmat venditionem decimæ de Soseio, magnæ et [illegible]
minutæ, a Johanne de Soseio, pretio xxx lib. Paris., Odoni episcopo Parisiensi[1] factam. Hanc etiam laudat Æleis, uxor ejusdem Johannis, et tam ipsa quam Johannes de Montegni et Johannes de Chavriaco, ejusdem venditionis se plegios constituunt.

Actum anno incarnati Verbi MCC quarto, mense junio.

CXXXIX.

Radulfus de Mongner et Alermus filius ejus cedunt et dimittunt Ada de Mosteriolo [illegible]
decimam de Espiers, quam in feodo ab eis tenebat[2].

CXL.

Institutio capelle de Livriaco. [illegible]

Willermus de Garlanda, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod ego in capella mea de

[1] Notitiam venditionis illius ab Odone episcopo factam edidimus supra, c. xcix.

[2] Cf. hanc chartam cum illis quas edidimus supra, c. lxxii et lxxiv.

Liviriaco quendam institui capellanum, ad cujus sustentationem dedi, pro anime mee et antecessorum meorum remedio, C solidos Parisienses in censu meo de Mosterelo, annuatim in octavis sancti Dyonisii percipiendos. Preterea dedi eidem capellano unum arpennum vinee et domum quandam que fuerat Bartholomei Anglici, que quidem sita sunt apud Liviriacum, et X et VIII sestarios bladi annuatim in festo Omnium Sanctorum in grangia mea persolvendos. In cujus rei memoriam has litteras feci [sigillo] meo signari. Actum anno Domini MCCXII, mense decembri.

CXLI.

Fundatio capelle du Plesseiz

Ego Thomas de Brueriis, omnibus in perpetuum notum facio, quod capelle Sancti Thome de Pleisseiz donavi, in perpetuam elemosinam, quicquid habebam in decima bladi de Briis, et duos modios vini in redditu apud Doleinville; ita quod in eodem loco sint redditus locis aliis assignati; si duo prefati modii non inveniantur ibidem, ego et successores mei eos tenebimur bona fide aliunde perficere. Preterea donavi eidem capelle porprisium in quo sita est domus capellani et tres summas lignorum ad ardendum capellano singulis septimanis in perpetuum in nemore de Basson. Rogavimus autem venerabilem patrem nostrum Odonem, Parisiensem episcopum, ut hanc donationem suis patentibus litteris confirmaret. In cujus rei memoriam presentem cartam sigilli mei feci impressione muniri. Actum anno Domini MCCI.

CXLII.

Quod collatio capelle du Plesseiz spectat ad episcopum.

Ego Thomas de Brueriis, omnibus in perpetuum notum facio quod, cum venerabilis pater Odo, Parisiensis episcopus, mihi benigne concesserit ut quandocumque, dum vixero, capellanum Sancti Thome de Pleisseiz cedere vel decedere contigerit, capellanum quem voluero ad eamdem capellam eidem presentare, et idem episcopus presentatum, si inveniatur ydoneus, recipere teneatur; si quid juris in illius capelle presentatione habueram, quitavi omnino dicto episcopo et successoribus ejus in perpetuum, salva concessione mihi ab eodem personaliter

facta, sicut superius est expressum : ita quod, post decessum meum, heredes mei nullum jus habeant, nec aliquid valeant reclamare in presentatione predicta : sed solus Parisiensis episcopus, pro beneplacito suo, possit in memorata capella eligere quem voluerit et instituere capellanum. In cujus rei memoriam presentem cartam sigilli mei feci impressione muniri. Actum anno Domini MCCI.

CXLIII.

Institutio ecclesie de Lois et capelle de Meencourt. 1204

Ego G., dominus Cabrosie, omnibus presentes litteras inspecturis notum facio, quod, cum apud villam meam, que dicitur Lois, matricem ecclesiam, et apud Meencort optarem et a domino meo et a patre Odone Parisiensi episcopo, peterem edificari capellam, et ejus super hoc impetrassem assensum; studio pie devotionis inductus, tam ecclesie quam capelle hoc modo, de consensu Aveline uxoris mee, dotem curavi ydoneam assignare : matrici ecclesie videlicet tres modios bladi, partim unius, partim alterius, in decima de Lois, et XX solidos Parisienses in censu meo de Lois, de eo qui primo solveretur, et totam minutam decimam ville, et plateam ad opus ecclesie edificande et ad domum presbyteri construendam et ad cymiterium faciendum, et IIIIor arpennos terre arabilis ibidem sitos in loco competenti, liberos ab omni consuetudine. Capelle vero de Meencort dedi et concessi IIIIor modios bladi, in decima videlicet de Lois, tres modios partim unius, partim alterius, et decimam meam de Meencort. Et si due iste decime de Lois et de Meencort non valerent VII modios duobus presbyteris, ecclesie scilicet et capelle, ipse quod deesset, ad consilium episcopi Parisiensis, in loco competenti perficere tenerer; si vero plus valerent, totum esset sacerdotum. Preterea capelle assignavi, in molendino meo Fulleret, XX solidos annuatim Parisienses solvendos capellano. Etiam domum et herbergagium competens edificare tenebor de proprio. Eidem quoque concessi usuarium in nemore meo, ubi homines de Meencort capiunt. Concessit vero mihi memoratus episcopus quod, quamdiu vixero, ego vel Avelina uxor mea, presentationem capelle habebo ego et uxor mea, si supervixerit mihi; post obitum

autem meum et ejusdem uxoris mee, ad episcopum vel successores ejus libere revertetur. Quod ut ratum sit, presentem cartam sigillo meo signavi. Actum anno MCCIV.

CXLIV.

Galterus, regis camerarius, instituit in ecclesia de Capella in Bria, cujus patronatus pertinebat ad canonicos Beati Martini de Campis, quatuor canonicos, quibus dotem assignat[1].

Actum anno Domini MCC octavo.

CXLV.

Littere de servientibus liberis episcopi seu ministerialibus, et quibusdam aliis multis et utilibus[2].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod hec est forma pacis facte inter nos ex una parte, et dilectum ac fidelem nostrum Willelmum episcopum, et dilectos nostros G.[3] decanum et capitulum Parisiense, ex altera. Volumus et concedimus ut episcopus Parisiensis et successores sui Parisienses episcopi habeant apud Parisius, unum draparium, unum cordubanarium, unum ferronem pro fabro et ferrone, unum aurifabrum, unum carnificem in Parviso, unum carpentarium, unum cerearium, unum bolengarium, unum clausarium, unum pellipariam, unum tannatorem, unum speciarium, unum cementarium, unum barbarium et unum sellarium, gaudentes libertate quam ministeriales episcoporum Parisiensium hactenus habuerent, et unum prepositum qui eandem habebit libertatem, quamdiu erit prepositus episcopi. Episcopus autem, quando dictos assumet ministeriales ad servitium suum, dicet, in fidelitate quam nobis vel successoribus nostris fecerit, quod eosdem assumet ministeriales bona fide, sine mescapere versus nos; et nos non gravabimus in talibus ministeriales illos, post mortem episcopi, occasione serjanteriarum predictarum; ac ministeriales taliter assumptos debet episcopus nominare nobis vel preposito

[1] Edit. apud Dubois, [illegible], t. II, p. 240.
[2] Edit. ibid., p. 271, et in [illegible], t. XII, [illegible] 93.
[3] Galterus Cornut.

nostro Parisius vel facere nominari. Tales vero debent esse ministeriales predicti, quod manuteneat et exerceat quislibet eorum, quando assumitur, ministerium illud ad quod assumitur. De merellis volumus quod amoveantur quantum pertinet ad res ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum, et ducantur res ille quite, data fide, a quadrigariis vel servientibus earumdem personarum, quod res quas ducunt sunt clericorum vel ecclesiasticarum personarum. De albanatis forinsecis, concedimus quod solvant episcopo Parisiensi, in sua septimana, consuetudines debitas, ac si nunquam fuissent albanati; nec de cetero albanentur, nisi sint stagiarii Parisienses. De albanatis illis qui sunt de corpore Parisiensi et de suburbiis civitatis ejusdem, non potest episcopus Parisiensis nec ejus successores aliquam exigere consuetudinem. In burgo Sancti Germani et cultura episcopi, et in clauso Brunelli, habemus raptum et multrum, quando raptores et multrarii capti sunt ad presens forisfactum, vel sponte confessi; et habemus eorum mobilia sine diminutione. Quod si negent se captos fuisse ad presens forisfactum, vel sponte confessos fuisse, et prepositus noster Parisiensis inde habuerit testes ydoneos, episcopus tenetur eos recipere super hoc; per quos si convicti fuerint, reddentur preposito nostro sicut convicti per duellum. Quod si raptores vel multrarii capti non fuerint ad presens forisfactum, vel sponte confessi, et aliquis per duellum velit eos super multro vel raptu convincere, duellum erit in curia episcopi. Si non fuerint capti ad presens forisfactum vel sponte confessi, de convictis per duellum in curia episcopi nos justitiam faciemus, et eorum habebimus mobilia sine aliqua diminutione. Habemus siquidem nos et successores nostri in burgo Sancti Germani, in cultura episcopi et in clauso Brunelli exercitum et equitationem vel talliam propter hoc factam, et guetum sicut in communi ville Parisius. Et habemus super homines illius burgi et culture episcopi et clausi Brunelli, talliam quociens filios nostros faciemus novos milites, et quando filias nostras maritabimus, et etiam si redimeremur de captione proprii corporis nostri facta in guerra; et eodem modo habebunt talliam successores nostri super homines predictos. Propter alias autem causas non possunt a nobis vel successoribus nostris talliari dictorum locorum homines sine assensu episcopi. Preterea in locis predictis habemus justitiam super mercatores de hiis que pertinent ad mercatu-

ram. Clamatores etiam et mensuras vini habemus in locis predictis. De mensuris bladi sic erit, quod eas talliari faciet prepositus noster Parisiensis, in quarum custis et expensis ponet episcopus Parisiensis tertiam partem, et habebit serviens episcopi sine contradictione mensuras illas in sua septimana. Habemus siquidem in veteri burgo Sancti Germani LX solidos pro tallia panis et vini, de tercio anno in tercium annum, sicut hucusque habuimus. Preterea in cultura episcopi et clauso Brunelli habemus nos et successores nostri talliam panis et vini, de tercio anno in tercium annum, sicut hucusque habuimus. In eodem autem burgo Sancti Germani et cultura episcopi et clauso Brunelli, habet episcopus et successores sui homicidium et totam aliam justitiam, cum rebus justitiatorum inventis in terra episcopi, quas habere debebit secundum legem ville Parisiensis, preterquam raptum et multrum que nostra sunt, ut predictum est. De latronibus vero et homicidis captis in locis predictis, faciet episcopus justitiam suam apud Sanctum Clodoaldum, vel alibi in terra sua propria, extra banleugam Parisiensem. Reos autem furti et alios qui mutilationem corporis meruerint, poterunt episcopus et successores sui punire in terra sua ubi voluerint. De halis vero nostris, sitis in Campellis, ita est : quod nobis et heredibus nostris remanent in perpetuum pacifice; salvo eo quod episcopus habebit in eis suas consuetudines debitas in sua septimana; nec episcopus nec capitulum Parisiense poterunt nos nec heredes nostros super hiis trahere in placitum. De feodo Feritatis Aales, est eodem modo quod nobis et heredibus nostris remanet in perpetuum, nec episcopus nec capitulum Parisiense poterunt nos vel heredes nostros super hoc trahere in placitum. Et nos vero et heredes nostri tenemur facere reddi episcopo LX solidos annuatim, pro cereo qui de eodem feodo debetur, et xlv solidos pro cereis Corbolii et Montis Letherici, et servicium portagii novi episcopi per tres milites. Episcopus vero et capitulum Parisiense concedunt nobis et heredibus nostris in perpetuum tenendum Moncellum Sancti Gervasii Parisiensis, per excambium inde factum. Episcopus vero habebit pixides suas sine contradictione, ad recipiendum redditus suos in sua septimana, in domibus nostris de Magno Ponte et de Parvo Ponte, in quibus redditus nostri recipiuntur. In rua nova ante ecclesiam Beate Marie, habent episcopus et successores sui justitiam, sine raptu et multro, de hiis que fuerint

extra domos ejusdem rue, usque ad magnam viam Parvi Pontis: et nos et successores nostri infra domos ejusdem rue omnem justitiam habemus. Et sciendum quod nos, pro restauratione dampnorum que episcopus et capitulum Parisiense dicebant se incurrisse in accincta castelli Lupere et appendiciorum ejus, et in accincta castelli Parvi Pontis et appenditiorum ejus, et pro quitatione halarum quam nobis et heredibus nostris in perpetuum fecerunt, et pro quitatione feodi de Feritate Aales quam similiter nobis et heredibus nostris fecerunt in perpetuum, sicut superius est expressum, dedimus et assignavimus episcopo et ejus successoribus in perpetuum, in prepositura nostra Parisiensi, viginti libras Par. singulis annis percipiendas in festo Omnium Sanctorum, preter illas xx et x libras quas episcopus antea habebat in eadem prepositura, et c solidos capitulo Parisiensi percipiendos annuatim eodem termino in eadem prepositura, pro anniversario nostro in ecclesia Parisiensi in perpetuum celebrando. Sciendum est preterea quod nos habemus omnem justitiam in viaria que est in terra episcopi, a domo quam Henricus, quondam Remensis archiepiscopus, edificavit apud Luparam, usque ad poncellum de Chailloello, scilicet in strata regali que est decem et octo pedum, ad pedem manum, et similiter in strata publica ab ecclesia Sancti Honorati, quantum durat terra episcopi usque ad pontem de Rollo. In omnibus autem aliis viis que facte sunt et que fient de cetero in terra episcopi, infra mariscum et predictas metas, exceptis istis duabus, habet episcopus viariam et omnem justitiam preter raptum et multrum. Quod si contigerit villam novam vel burgum novum edificari infra dictas metas in terra episcopi, episcopus et successores sui habebunt ibi omnem justitiam, preter raptum et multrum que nobis retinemus, sicut ea retinemus in burgo Sancti Germani. Preterea ibidem habebimus omnes alias consuetudines quas habemus in cultura episcopi, sicut superius sunt expresse. Que omnia ut perpetue stabilitatis robur obtineant, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato confirmamus. Actum Meleduni, anno Dominice incarnationis MCCXXII°, regni vero nostri XLIII°, astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Buticulario nullo. Signum Bartholomei camerarii. Signum Mathei constabularii. Cancellaria data vacante.

CXLVI.

Apr. 1228 **Contra capitulum Sancti Germani, Parisius**[1].

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Ardengus, canonicus Papiensis, Parisius commorans, salutem in salutis auctore. Cum causa verteretur inter venerabilem patrem G.[2], Dei gratia Parisiensem episcopum, ex una parte, et decanum et capitulum Sancti Germani Autissiodorensis Parisiensis ex alia, super collatione prebendarum et beneficiorum institutorum et instituendorum in ecclesia Beati Honorati, et super jurisdictione temporali in terra que dicitur terra Sancti Germani, et in terra que dicitur claustrum Sancti Germani, et super patronatu ecclesie Sancti Eustachii, et duabus capellaniis institutis a Guillelmo Pungente Asinum, auctoritate litterarum domini pape, coram nobis et collegis nostris prorogata jurisdictione, de consensu parcium, in nos solum, aliis conjudicibus vices suas nobis specialiter demandantibus; item, cum verteretur controversia inter venerabilem virum G. archidiaconum Parisiensem ex una parte, et decanum et capitulum Sancti Germani et clericos ex alia, super juridictione archidiaconali, sede Parisiensi vacante vel non vacante, auctoritate litterarum domini pape, pro bono pacis, eodem modo ut dictum est, consensum est et convenit inter partes; item, cum verteretur controversia, inter venerabilem patrem G. episcopum Parisiensem ex una parte, et venerabilem virum G. Parisiensem archidiaconum ex alia, super juridictione archidiaconali, quam dicebat archidiaconus ad se pertinere integraliter in decanum et capitulum et clericos Sancti Germani, jure archidiaconali, in nos, pro bono pacis, consensum est ab utraque parte; item compromissum est in nos specialiter a venerabili patre episcopo, et decano et capitulo Sancti Germani, de collatione cujusdam prebende Sancti Honorati, quam episcopus contulit magistro Guillelmo, clerico decani Parisiensis; quam collationem decanus et capitulum dicebant ad se pertinere. Super omnibus articulis superius nominatis, lite plenius contestata, a per-

[1] Hanc chartam edidit, sed mendis refertam, G. Dubois, t. II, p. 31[illegible].

[2] Guilelmus Arvernus.

sonis ad hoc legitime institutis coram nobis, habita deliberatione et consilio cum pericioribus, de predictis omnibus articulis sic sententialiter diffinimus, ordinamus, disponimus et dicimus, et volumus ut magister Guillelmus, clericus decani Parisiensis, prebendam quam ei contulit dictus episcopus in ecclesia Sancti Honorati possideat, habeat in perpetuum, tamquam canonice et legitime institutus, sine contradictione cujusquam. Item, vacante ecclesia Parisiensi, G. archidiaconus Parisiensis et ejus successores canonice instituendi habeant in perpetuum juridictionem omnem in ecclesia Beati Germani Autissiodorensis, quam episcopus Parisiensis residens habet et debet habere in ecclesia jam dicta. Item archidiaconus G. et ejus successores canonice instituendi habeant et habebunt in perpetuum juridictionem civilem tantum in clericos omnes et singulos ecclesie Sancti Germani. In decanum autem et capitulum et canonicos, habeat et habebit G. archidiaconus juridictionem tantum civilem, quamdiu fuerit archidiaconus, et hanc intelligimus, volumus et ordinamus esse gratiam personalem, quantum ad archidiaconum G. tantum, ut, eo mortuo vel recedente ab archidiaconatu, juridictio libere revertatur ad episcopum Parisiensem. Omnem autem aliam juridictionem habebit episcopus Parisiensis et plenam in decanum, capitulum et canonicos, et causas criminales in clericos jam dicte ecclesie, et alia omnia habebit que ex istis sequuntur. Item in ecclesia Sancti Honorati, venerabilis pater episcopus Parisiensis, et decanus et capitulum beati Germani alternatim et vicissim conferant prebendas institutas et instituendas, beneficia creata et creanda de cetero in perpetuum, sine contradictione alicujus : ita tamen quod episcopus prius incipiat conferre, et postea decanus et capitulum, et sic ulterius in perpetuum fiat, collatione duarum capellaniarum reservata decano, quam ipse decanus Sancti Germani asserit ad se pertinere, ex parte patris et non ratione ecclesie Sancti Germani. Item in ecclesia Sancti Eustachii, episcopus Parisiensis et successores sui canonice instituendi collationem primam, quando primo vacaverit ipsa ecclesia, habebit ; secundam collationem quando secundo vacaverit, habebit decanus et capitulum Sancti Germani. Et similiter ordinamus de capellaniis institutis ibidem a Guillelmo Pungente Asinum, et de beneficiis creandis : et sic vicissim conferat uterque, scilicet episcopus decanus et

capitulum sancti Germani in posterum, reservatis tamen obventionibus decano. Item de juridictione temporali in terra que dicitur terra Sancti Germani, et in terra que dicitur claustrum Sancti Germani, sic ordinamus, sententiamus, dicimus et volumus, quod decanus et capitulum habeant simplicem justitiam in hospites suos et intra domum; episcopus autem habeat altam justitiam, et omnem aliam juridictionem et plenam. Non intelligimus quod decanus et capitulum habeant duellum, raptum, multrum, sanguinem nec viariam. Si aliqua tamen in hiis supradictis viderimus declaranda seu interpretanda, faciemus usque ad festum sancti Johannis, quandocumque occurrerit, quod facere possumus. Et juridictione retenta et prorogata, de consensu partium, precipimus et mandamus, auctoritate qua fungimur in hac parte, sub pena suspensionis aggravantes manum, si viderimus expedire, ut tam episcopus quam decanus et capitulum Sancti Germani, quam etiam G., archidiaconus Parisiensis, litteras patentes sigillis propriis communitas concedant, has sententias, seu ordinationes seu dicta approbantes ac ratas habentes, infra x dies a tempore quo a nobis habuerint has sententias sigillo nostro communitas. Nos vero decanus et capitulum Sancti Germani Autissiodorensis Parisiensis, per has nostras patentes litteras, dictas sententias et ordinationes magistri Ardengi, in presenti scripto contentas, approbamus, promittentes bona fide quod eas per integrum servabimus illibate, et quod nunquam contraveniemus. In cujus rei memoriam et testimonium perpetuum sigilla nostra huic pagine duximus imprimenda. Actum anno Domini millesimo CCXXVIII°, mense aprili.

CXLVII.

[illegible] Charta decani et capituli Sancti Germani Autissiodorensis, qua, cum magister Ardengus, canonicus Papiensis, ipsis et episcopo Parisiensi datus sit judex super jure Sancti Germani in ecclesia Sancti Honorati Parisiensis, et super jurisdictione in terra Sancti Germani, ipsi decanus et capitulum, una cum episcopo Parisiensi, ejusdem Ardengi jurisdictionem extendunt ad ceteras controversias inter ipsos exortas, scilicet de ecclesia Sancti Honorati et collatione prebendarum ejusdem ecclesie, de jure patronatus ecclesie Sancti Eustachii et de collatione [illegible] clerico eum in ea instituendi, vel restituendi eum, etc., etc.

... Actum anno Domini millesimo cc° vicesimo octavo, in crastino octabarum epiphanie Domini.

CXLVIII.

De institutione matriculariorum in ecclesia de Linays. 16 nov. 1278.

Universis presentes litteras inspecturis Stephanus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, salutem in Filio Virginis gloriose. Pastoralis officii cura nos amonet destitutis ecclesiis ministros constituere oportunos, qui circa ecclesiasticum officium diligenti sollicitudine sint intenti. Cognoscentes igitur Sancti Mederici de Linays ecclesiam in matriculariis pati defectum, duas matricularias statuimus et ordinamus esse de cetero in ecclesia memorata, ad quas duo matricularii per nos et successores nostros qui pro tempore fuerint eligantur, ad quorum officium pertinent que sequuntur, scilicet : pulsare campanas horis debitis, die noctuque custodire vasa, indumenta et alia ornamenta, nec non et ecclesiam memoratam. Et ad sustentacionem ipsorum capella de Guillervilla pertinebit, cum omnibus redditibus et aliis pertinentiis ad eandem, secundum ordinationem bone memorie Reginaldi, predecessoris nostri. Percipiant etiam in posterum quilibet eorum medietatem portionis unius canonici, in omnibus et singulis distributionibus quas in choro dicte ecclesie fieri contigerit, dummodo horis intersint vel officio sibi injuncto existant, secundum quod in littera decani et capituli predictorum, sigillo ejusdem capituli sigillata, continetur; cujus tenor talis est :

« Omnibus presentes litteras inspecturis decanus et capitulum ecclesie Sancti Mederici de Linays in Domino salutem. Placet nobis et volumus quod duo matricularii in ecclesia nostra, juxta ordinacionem bone memorie R. quondam Parisiensis episcopi, fundandi seu instituendi percipiant et habeant in futurum quilibet eorum medietatem portionis unius canonici in omnibus et singulis distributionibus quas in choro ecclesie nostre fieri contigerit, dummodo horis intersint. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum in generali capitulo, die sabbati in crastino hiemalis festi beati Martini, anno Domini MCCLXXVIII. » 12 nov. 1278.

Statuentes ut in sua institutione jurent coram nobis dicti matricularii predicta facere bona fide, et quod in sacerdotes, infra annum a tempore sue institucionis, se faciant promoveri. Hoc addito ordinacioni

predicte, quod unus una ebdomada, et alius alia, vel unus uno mense, et alius alio, prout inter se dicti matricularii convenient, in dicta capella de Guillervilla, ter ad minus in hebdomada, pro animabus fundatorum dicte capelle et omnium fidelium defunctorum, divina officia celebrabunt, et omni nocte unus eorum in dicta capella, et alter in ecclesia predicta jacebit. Collacio vero matriculariorum et institutio matriculariorum qui pro tempore fuerint ad nos et successores nostros pertinebunt. Hanc autem ordinacionem facimus salvo in omnibus jure parrochiali presbytero de Linays et ejus successoribus. Si que vero fuerint declaranda, addenda seu diminuenda in predictis, nobis et successoribus nostris qui pro tempore fuerint reservamus. Et ut hec rata et firma stabilitate permaneant, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud Sanctum Victorem juxta Parisius, anno Domini MCCLXXVIII, die mercurii post festum beati Nicholay hyemale.

CXLIX.

27 febr. - 4 mart. 1191 Charta Mauricii episcopi Parisiensis, qua notam facit compositionem pactam inter ipsum et ecclesiam Sancti Exsuperii Corboliensis de procuratione eidem episcopo exhibenda[1].

.... Actum de concessione quidem archidiaconi sollempniter in capitulo Parisius; de compositione vero apud Meledunum in regia domo, prima ebdomada quadragesime, anno incarnationis Dominice MCXC, presentibus Hugone Clemente abbate, Hugone Enjorranno et Johanne de Perruchei, canonicis Sancti Exuperii, Matheo et Nicolao Johanne can. Paris., fratre Daniele, magistro Alberto Lombardo, Petro de Lodevilla et aliis quampluribus.

CL.

Jan. 1204 Odo, Parisiensis episcopus, nota facit que statuta sunt circa decanum ecclesie Sancti Marcelli Parisiensis et precipue circa ejusdem decani residentiam[2].

.... Actum anno incarnati Verbi MCC° tercio, mense januario, pontificatus nostri anno septimo.

[1] Vide [illegible] compositionem superius, c. XX[illegible]. Separatim [illegible] eandem compositionem [illegible] Meledunensi [illegible] et capitulo Parisiensi facta a. 1191, [illegible] omittendam censuimus.

[2] Statuta [illegible] edidit Gerardus Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. 222. [illegible] sunt quæ, [illegible], spectant ad decanum Sancti [illegible] nisi quod decan. Sancti Mar[illegible]

CLI.

Littere super divisione limitum Belvacensis et Parisiensis[1] [episcopatuum]. 12 nov. 1202.

Philippus, Dei gratia Belvacensis et Odo, Parisiensis episcopi, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum inter nos contencio verteretur super limitibus Belvacensis et Parisiensis episcopatuum, in loco de Moynel, a parte orientali, prope capud ecclesie; tandem ad locum personaliter accessimus, et in presentia nostra, et abbatum Vallis Beate Marie, et sancti Justi, et de Ermeriis, et multorum aliorum bonorum virorum, facta inquisitione diligenti a vicinis utriusque episcopatus, pari voluntate et consensu, limites distinximus et metas in hunc modum posuimus : ad originem fontis de Moynel, qui est in stagno fratrum, primam metam lapideam; secundam ex directo in calceia; tertiam in campo subteriori; quartam et ultimam sub quercu ex directo, que est juxta murum qui claudit ortos fratrum, et juxta[2] quemdam rivulum qui emanat a fonte predicto; ita quod id quod est a parte ecclesie est in episcopatu Belvacensi, id quod est ex alia parte est in episcopatu Parisiensi, ceteris terminis et limitibus episcopatuum predictorum in eo statu manentibus in quo erant. Quod ut ratum permaneat et inconcussum, presentem cartam sigillorum nostrorum munimine roboravimus. Actum anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo II°, mense novembri, in crastino sancti Martini.

CLII.

De decano Sancti Clodoaldi. Jan. 1204.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentem paginam inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod nos statum ecclesie Beati Clodoaldi volentes in melius, auctore Domino, commutare, constitutis in presentia nostra apud Sanctum Clodoaldum in capitulo in ipsa ecclesia Symone decano et capitulo ejusdem ecclesie, de communi

celli, si ipse canonicus Parisiensis fuerit, sex mensibus in ecclesia Sancti Marcelli et sex mensibus in Parisiensi ecclesia residendi conceditur facultas.

[1] Hanc chartam edidit G. Dubois, t. II, p. 221.

[2] G. Dubois, omissis hic septem vocibus, scribit: *Sub quercu ex directo que est juxta quemdam rivulum, etc.*

eorum assensu, statuimus quod quicunque de cetero in ecclesia Sancti Clodoaldi decanus electus a capitulo fuerit, et ab episcopo confirmatus, jurare tenebitur in capitulo Sancti Clodoaldi quod infra annum a die confirmationis sue ordinem suscipiet sacerdotis. Nichilominus etiam, sive presbyter sit sive non, jurabit in capitulo se facturum residentiam in ipsa ecclesia bona fide, in propria persona, tanquam decanus mansionarius, et quod infra annum a die confirmationis sue, residentiam inchoabit. Sub eodem etiam juramento comprehendetur expresse, quod nec per se nec per alium procurabit, quod absolvatur ab illius vinculo juramenti, et quod indulgentia a quocumque super hoc impetrata aliquatenus non utetur. Statutum est insuper quod canonici decanum jam plene institutum non recipient ulterius tanquam decanum, neque ei reverentiam exhibebunt, nec ei communicabunt, immo ipsum tanquam excommunicatum evitabunt, donec predictum exhibuerit in capitulo juramentum. Nos enim episcopali auctoritate, predictus vero Symon decanus auctoritate capituli, excommunicavimus omnes decanos qui prefatum juramentum prestare nollent, et hanc institutionem servare contempnerent. Singuli etiam canonici qui tunc temporis erant in ecclesia, in animarum suarum periculum, bona fide concesserunt se hoc statutum plene et fideliter servaturos. Quicumque vero processu temporis in ecclesia predicta canonici fuerint instituti, et in choro et capitulo recepti, concedere similiter in animarum suarum periculum tenebuntur in capitulo, institutionem istam se bona fide firmiter servaturos, sicut in presenti autentico continetur, nec ex tunc recipientur tanquam canonici in choro seu in capitulo aut perceptione fructuum prebendalium, donec prefatam concessionem expresserint. Ut autem hec in posterum firma et inconcussa permaneant, presens scriptum sigilli nostri fecimus impressione muniri. Nos quoque Symon decanus et capitulum Beati Clodoaldi presenti pagine sigilli nostri fecimus munimen pariter adhiberi. Actum apud Sanctum Clodoaldum, anno incarnati Verbi MCC tertio, mense januario, pontificatus nostri anno septimo.

CLIII.

Collatio facta ab episcopo Parisiensi de capella Sancti Nicolai monialibus de Footel, alias de Malenoe. Jun. 1204

Odo, divina miseratione Parisiensis episcopus, omnibus ad quos littere iste pervenerint in Domino salutem. Noverint universi quod dilectis in Christo monialibus de Footel, de consensu Gaufridi Parisiensis archidiaconi, capellam Sancti Nicholai cum suis pertinentiis dedimus perpetuo possidendam, ad opus infirmarie de Footel; ita quod eis ibi monialem aliquam vel conversam ponere non licebit, nisi tantum locus excreverit quod ibidem possit monialium esse conventus; sed in ipsa capella tenebuntur habere perpetuo capellanum, qui nobis et successoribus nostris fidelitatem facere debebit. In cujus rei perpetuam firmitatem, presentem paginam notari fecimus et sigillo nostro muniri. Actum anno Domini MCCIIII, mense jun. pontificatus vero nostri anno VIII°.

CLIV.

Super ecclesia de Bogivalle. 1204.

Michael, Dei gratia abbas, et universum capitulum Sancti Florentii Salmurensis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum ecclesiam de Bogivalle ad presentationem nostram quidam dicerent pertinere, et dominus Odo, Parisiensis episcopus, assereret in contrarium, et diceret venerabilem predecessorem suum, pie memorie, dominum Mauricium, quondam Parisiensem episcopum, et se quinquies eamdem ecclesiam, sine nostra presentatione, pro suo beneplacito contulisse, et hoc nobis constaret; tandem, eodem Odone alias in Parisiensi diocesi ad nos pertinentes ecclesias nobis in perpetuum de sua gratia confirmante, sicut in ejus autentico continetur expressum; cum nos habere jus aliquod presentationis in ecclesia de Bogivalle constare non posset, nos ecclesiam illam, et si quid juris habebamus in ea, ipsi episcopo benigne quitavimus in perpetuum et successoribus ejus, ut quotienscumque illam vacare contigerit, de eadem possint pro sua voluntate disponere, et eam conferre, salvis nobis redditibus nostris qui ad nos in eadem ecclesia et villa pertinere noscuntur. In cujus rei confirmationem, presentem cartam sigillorum

nostrorum fecimus munimine roborari. Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo quarto.

CLV.

1205 Littera super divisione prebendarum de Campellis in Bria[1].

Odo, Dei gratia Parisiensis [episcopus], omnibus fidelibus presentem paginam inspecturis eternam in Domino salutem. Cum, eo largiente qui dat habundanter et non improperat, facultates ecclesie de Campellis eatenus excrevissent ut personarum numerus quantitati reddituum minime responderet, et fructum prebende cujuslibet duabus personis sufficere posse constaret, maxime cum, sicut assercione et testimonio ipsorum canonicorum et aliorum multorum accepimus, fructus cujuslibet prebende valentiam fere quinquaginta libr. excedat, canonicorum paucitate pensata, divino cultui et ecclesiastice utilitati expedire credentes, ut bonorum temporalium incrementa spiritualium comitaretur augmentum, de speciali indulgentia sedis apostolice, et tam venerabilium virorum H.[2] decani et capituli Beate Marie Parisiensis quam capituli de Campellis assensu, prebendas memorate ecclesie de Campellis decrevimus dividendas, et, ipsius ecclesie presente capitulo, divisionem ipsam perpetuis temporibus, tam apostolice sedis quam nostra, statuimus et precipimus auctoritate servandam; ita videlicet ut canonicis qui modo sunt in ecclesia prelibata, quamdiu vixerint, prebendarum suarum integritate servata, ipsis decedentibus vel cedentibus, cum prebende tempore procedente vacaverint, singule dividantur in duas, et duabus personis, sine contradictionis obstaculo, conferantur. Prebenda tamen Beati Victoris, quam in eadem ecclesia percipit ab antiquo, in sua semper integritate manebit, et sicut ecclesia Beati Victoris integrarum annualia prebendarum percipere consuevit, ita etiam, cum divise vacaverint, annualia divisarum habebit. Ceterum prescriptam considerantes ecclesiam ex canonicorum absentia suo pene servitio et potissimum consilio destitutam, *etc.*[3] In hujus itaque rei perpetuam

[1] Edit. apud G. Dubois, t. II, p. 228.
[2] Hugo Clemens.
[3] Vide statutum de ecclesia Sancti Marcelli supra, c. LXIV.

firmitatem, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Et preterea in hujus facti testimonium et consensum, Hugo decanus et capitulum Parisiense suum sigillum, et capitulum similiter suum sigillum huic scripto fecerunt apponi. Actum anno incarnati Verbi MCC quinto, pontificatus nostri anno VIII°.

CLVI.

Epistola Innocentii III papæ Odoni Parisiensi episcopo, qua ei indulget ut e duodecim præbendis ecclesie de Campellis in Bria, viginti duas præbendas faciat, singulis bipartitis, præter unam quæ, ad monasterium Sancti Victoris pertinens, integra remanebit. 27 dec. 1205

.... Datum Rome, apud Sanctum Petrum, III kl. januarii, pontificatus nostri anno septimo.

CLVII.

Littera abbatis Sancti Dionysii super duabus procurationibus in prioratu de Argentolio et super quibusdam aliis, scilicet sex modiis bladi in decimis de Herbleyo[1]. 26 aug. 1207

Ego Henricus, Beati Dionisii abbas, totusque ejusdem loci conventus notum facimus tam presentibus quam futuris, quod, cum esset contentio inter nos, ex una parte, et Odonem, Parisiensem episcopum, ex altera, super jure ecclesie prioratus Beate Marie de Argentolio, nos amicabiliter, mediantibus bonis viris, in hunc modum composuimus, scilicet : quod idem episcopus et successores ejus et capitulum Parisiense de cetero non facient neque facere poterunt quod sit abbas vel abbatissa in predicta ecclesia Beate Marie de Argentolio, immo remanebit ibi prioratus Beati Dionisii; nec poterunt facere quod monachi Beati Dionisii possint amoveri ab eadem ecclesia. In eadem autem ecclesia Beate Marie de Argentolio episcopus predictus et successores sui habebunt in perpetuum duas procurationes singulis annis, unam scilicet sine taxatione, sicut solet haberi, et aliam que non poterit excedere summam sexaginta solidorum. Archidiaconus etiam Parisiensis et successores sui habebunt ibidem in perpetuum duas procurationes singulis annis, unam scilicet sine taxatione, sicut solet haberi, et aliam que non poterit excedere summam viginti solidorum, nec plures quam duas

[1] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 86.

procurationes poterit ibidem habere episcopus per annum, nec archidiaconus similiter plures quam duas. Omnia vero alia episcopalia jura remanent episcopo Parisiensi et successoribus suis in perpetuum in prefata ecclesia Beate Marie de Argentolio, preter illa videlicet jura que privilegia Beati Dyonisii modo extancia auferunt eidem episcopo; nec alia privilegia poterimus impetrare de cetero contra episcopum vel capitulum Parisiense, quantum pertinet ad dictam ecclesiam Beate Marie de Argentolio. Verumtamen, si aliquando contigerit quod episcopus Parisiensis vel successores sui interdicant Argentolium, quod episcopo Parisiensi licet non obstante aliquo privilegio, poterunt pariter interdicere dictam ecclesiam Beate Marie de Argentolio, tali modo quod monachi ejusdem ecclesie non poterunt recipere interdictos nec excommunicatos, nec pulsare campanas, sed facient servitium divinum, summissa voce et januis clausis, et contra hoc non poterimus uti aliquo privilegio habito vel habendo. Assignavimus etiam eidem episcopo et successoribus suis sex modios bladi, scilicet medietatem hibernagii et aliam medietatem marceschie, ad mensuram Parisiensem, percipiendos annis singulis, infra festum beati Remigii, in decimis nostris, apud Herbleium et apud Montiniacum; scilicet tres modios in una granchia et tres modios in altera, ita quod, si minus fuerit in una, de altera suppleatur, et si ambe non sufficerint, de alia decima suppleatur in episcopatu, videlicet ad Petram Latam. Hanc autem assignationem tam diu volumus manere, donec acquisierimus sex modios bladi, scilicet medietatem hibernagii et aliam medietatem marceschie, ad mensuram Parisiensem, in decimis in episcopatu Parisiensi constitutis, in tribus locis competentibus ad plus, vel in duobus locis competentibus vel in uno loco competenti si voluerimus; et eosdem sex modios acquisitos assignaverimus in perpetuum episcopo Parisiensi et successoribus suis, et tunc alia assignacio cessabit. In hujus rei perpetuam firmitatem, presenti carte sigilla nostra fecimus adhiberi. Actum anno gratie millesimo ducentesimo septimo, septimo kl septembris.

CLVIII.

Henricus, abbas Sancti Dionysii, concedit omnibus presbyteris parochiarum et capellarum Parisiensis diœcesis, ut quiete possideant in perpetuum omnia quæ ipsi ab illo monasterio in feodum tenebant ipsa die qua pax inter Odonem, Parisiensem episcopum, et Henricum, abbatem Sancti Dionysii, reformata fuit de prioratu Argentoliensi [1]. Aug. 1207.

.... Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo septimo, mense augusto.

CLIX.

Gaufridus, episcopus Silvanectensis, Adam, abbas Caroli Loci, et Radulfus, decanus Meldensis, mandato Innocentii papæ III delegati, compositionem amicabilem, mediantibus bonis viris, de jure ecclesiæ Beatæ Mariæ Argentoliensis factam, inter Odonem, Parisiensem episcopum, et Henricum, abbatem Sancti Dionysii, confirmant [2]. Sept. 1207.

.... Actum anno Domini MCC septimo, mense septembris.

CLX.

Privilegium abbatis Sancti Dionysii. 26 aug. 1207.

Henricus abbas et conventus Beati Dionisii, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum domino Odoni episcopo Parisiensi exibuissemus quasdam litteras, quas dicimus esse indulgentiam domini pape nobis concessam, pro amore ejusdem episcopi, concessimus ei quod illis litteris non utemur contra eum vel ecclesiam Parisiensem quamdiu idem episcopus erit in administratione episcopatus Parisiensis [3], licet idem episcopus non recognosceret litteras illas esse indulgentiam domini pape, quarum tenor talis est :

« Celestinus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Hugoni abbati et conventui Sancti Dionisii salutem et apostolicam benedictionem. Nobis in memoria occurrente quod in monasterio vestro, quod

[1] Hanc concessionem editam habes in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 86.

[2] Chartam integram ex autographo edidit G. Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 72.

[3] Hoc referendum esse videtur ad compositionem antea factam inter abbatem Sandionysianum et episcopum Parisiensem, de prioratu Argentoliensi, supra, c. CLVIII.

universis circumpositis preminere dinoscitur, puritas ordinis et observantie regulares adeo semper viguerint, ut ipsa fame vestre et honestatis auctoritas, in diversas mundi partes bone transfundens conversationis odorem, domum vestram et nominis sui reverentiam celebrem redderet, et terrenis etiam facultatibus locupletem; illud vobis et ecclesie vestre munimen indulgencie duximus concedendum, quod a vobis incursantium injurias et excessus excludat, et grex vester in innocentia vite degens, a tumultu exemptum se gaudeat seculari. Nostro siquidem apostolatui humiliter intimastis in partibus vestris sepe contingere quod, cum vobis sit apostolice sedis auctoritate indultum, ne ecclesiarum prelati, nisi de mandato summi pontificis vel legati Romane ecclesie, in vos excommunicationis valeant sententiam promulgare, prelati ecclesiarum in odium hujus libertatis, sicut accepimus, cui non invideres et potius congratulari deberent, pro monachorum delictis ecclesias vestras passim pro sua voluntate a divinorum celebratione suspendunt, in homines vestros et vobis communicantes excommunicationis sententiam promulgando; volentes igitur vobis et ecclesie vestre in hoc paterna sollicitudine providere, auctoritate presentium districtius inhibemus, ne aliquis pro monachorum delictis, dum modo abbatis sui tanquam ordinarii judicis voluerint stare mandato, in ecclesias vel homines vestros, vel in eos qui vobis decimas vel alios redditus tenentur exolvere, suspensionis seu excommunicationis audeat sententiam promulgare, sive aliquid hac occasione in vestrum prejudicium attemptare: in quo, si temeritate propria duxerit procedendum, nos sententiam ipsam auctoritate apostolica irritam decernimus penitus et inanem. Decernimus igitur ut nulli hominum omnino liceat hanc paginam nostre prohibitionis et constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, idus junii, pontificatus nostri anno septimo. »

In hujus itaque rei testimonium, presentes litteras fecimus sigillorum nostrorum impressione muniri. Actum anno Domini millesimo ducentesimo septimo, mense augusto, septimo kl. septembris

CLXI.

Littere de collatione prebendarum Sancti Thome de Lupera[1]. Nov. 1209.

Philippus, Dei gratia Belvacensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire quod, cum esset contentio inter nos et nobilem virum comitem Robertum, fratrem nostrum, ex una parte, et venerabilem patrem Petrum, Parisiensem episcopum, ex alia, super donatione prebendarum Sancti Thome de Lupera Parisiensis, tam veterum quam novarum; tandem, medietantibus bonis viris, amicabilis intercessit compositio in hunc modum : quod nos, quamdiu vixerimus, omnes prebendas predictas, tam veteres quam novas, factas et faciendas, integras et dimidias, pro nostra donabimus voluntate; post obitum vero nostrum donatio quatuor veterum prebendarum ad dominum Braie et successores ejus perpetuo pertinebit. De aliis vero, videlicet de factis et faciendis, de integris et dimidiis, ita statutum est quod, post mortem nostram, donacio earum ad Parisiensem episcopum, quicumque sit, et dominum Drocarum communiter pertinebit, ita quod primo vacantem post obitum nostrum, sive integram sive dimidiam, dabit Parisiensis episcopus, quicumque sit; secundo vero vacantem, sive integram sive dimidiam, dabit dominus Drocarum; tertio autem vacantem, sive integram sive dimidiam, dabit Parisiensis episcopus quicumque sit; quarto vero vacantem, sive integram sive dimidiam, dabit dominus Drocarum; et sic ad Parisiensem episcopum et dominum Drocarum successive pertinebit dictarum donatio prebendarum. Ut igitur hec compositio robur in posterum obtineat firmitatis, has litteras fieri fecimus et sigilli nostri impressione muniri. Actum anno gratie MCC nono, mense novembri.

CLXII.

Robertus, dominus Drocarum et Branæ, et Iolendis comitissa, uxor ejus, præfatam compositionem notam faciunt et confirmant. Nov. 1209.

.... Actum anno incarnationis Dominice MCCIX, mense novembri.

[1] Hoc compromissum ediderunt G. Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 183, et Bulæus, *Hist. Univ. Paris.*, t. II, p. 466.

CLXIII.

Nov. 1209. Robertus et Petrus, filii comitis Roberti, domini Drocarum et Brane, eamdem compositionem notam faciunt et confirmant.

... Actum anno gratie MCC nono, mense novembri.

CLXIV.

Jan. 1211. Institutio unius capellanie in capella inferiori que est Parisius in domo episcopi[1].

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire, quod nos, intuitu caritatis et ad ampliandum cultum divinum, instituimus quemdam capellanum in capella nostra de domo nostra inferiori, pro anima pie recordationis Ludovici, illustris regis Francorum, et Adale uxoris ipsius, nec non et pro anima nostra, et patris et matris et antecessorum nostrorum, in perpetuum celebraturum ibidem; cujus institutio ad Parisiensem episcopum perpetuo pertinebit. Ad ipsius itaque sustentationem, assignavimus et donavimus, tam in molendinis nostris quos apud Sanctum Clodoaldum de nostro proprio edificavimus super pontem, quam in veteribus molendinis, quatuor modios melioris hibernagii, quod episcopus percipiet de ipsis molendinis ad mensuram Parisiensem : in festo Omnium Sanctorum duos modios, et in Pascha duos modios, proprio episcopi vehiculo adductos Parisius, et annuatim in predictis terminis, in domo Parisiensis episcopi, persolvendos. Dedimus etiam eidem capellano decem et novem solidos duobus denariis minus de capitali censu, quos emimus apud Sanctum Clodoaldum ab Hugone de Chateron milite, et granchiam nostram de Termis, quam emimus de nostro conquestu. Ita tamen quod, si forte ipsam granchiam vendi contigerit, que sine conscientia episcopi Parisiensis alienari non poterit, pecunia exinde habita, in augmentum capellanie predicte, sine diminutione aliqua, de consilio Parisiensis episcopi, refundetur. Ipse vero capellanus in ipsa capella singulis diebus bona fide pro fidelibus tenebitur celebrare, exceptis tamen sabbatis in quibus de beata Virgine, et exceptis diebus Domi-

¹ [illegible]

nicis, in quibus de Dominica, prout tempus exposcerit, celebrabit. Preterea idem capellanus in majori ecclesia horis canonicis bona fide tenebitur interesse, salvo tamen servicio quod facere debet in capella predicta. Si vero se subtraheret a divino servicio majoris ecclesie, decanus et capitulum Parisienses potestatem habebunt corripiendi super hoc capellanum predictum[1].... [Ceterum quicumque fuerit capellanus in ipsa capella pro tempore substitutus, in sua institutione jurare tenebitur se hanc institutionem bona fide in perpetuum servaturum. Ut igitur hec nostra donatio robur in posterum obtineat firmitatis, presentem paginam notari fecimus, et sigilli nostri testimonio communiri. Actum anno Domini MCC° decimo, mense januario.]

CLXV.

De aqua Secane in Parvo Ponte Parisius[2]. 313

P.[3]. Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod nos Radulfo de Paciaco, civi Parisiensi, et ejus heredibus dedimus et concessimus in perpetuum, in aqua nostra apud Parvum Pontem, ex superiori parte ejusdem pontis, fichiam unius domus edificande in illa archa in qua est molendinus Willelmi de Camera; ita quod ipse poterit comprehendere de aqua nostra usque ad decem tesias in longum, sicut dicta archa se comportat. Pro illa autem fichia dictus Radulfus et heredes sui nobis et successoribus nostris in perpetuum quatuor libras censuales annis singulis in festo sancti Remigii persolvere tenebuntur. In cujus rei memoriam has litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCCXII, *etc.*

Littere Willelmi Penlanei sub eadem forma et sub eodem censu.

Littere domini Bartholomei de Roia sub eadem forma, sed sub censu X sol.

Littere Odonis Herode sub eadem forma, sed sub censu decem solidorum.

[1] Que sequuntur usque ad voces *Ut igitur* desunt in Chartulario episcopi, supplevimus ex magno Chartul., f° 230, atque ex parvo, f. 88.

[2] Edit. apud Sauval, *Antiq. de Paris*, t. III, p. 58.

[3] Petrus II.

CLXVI.

Mart. 1214 (1215). Petrus, Parisiensis episcopus, concedit ut, apud Porreos (*al.* Porrais), fiat abbatia mulierum, Cisterciensis ordinis, abbatiæ Vallium Sernaii subjicienda[1].

... Actum anno Domini MCCXIIII°, mense marcio, pontificatus nostri anno septimo.

CLXVII.

Dec. 1212. De aqua Secane in Parvo Ponte.

P.[2], Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod nos dedimus et concessimus Odeardi, relicte Mautionis, et heredibus ipsius Odeardis, sex tesias aque nostre in superiori parte Parvi Pontis, sicut aqua nostra se comportat in longum, ad edificandam domum, retro domum ipsius Odeardis, quam tenet a nobis ad aliam censivam; ita quidem quod ipsa Odeardis et heredes sui nobis et successoribus nostris, pro domo ibi edificata de novo, triginta solidos Parisienses annuatim, in festo sancti Remigii, solvere tenebuntur. Actum anno Domini MCCXII, mense decembri, pontificatus nostri anno quinto.

CLXVIII.

[illegible]? Institutio capelle de Renemolin.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum Johannes Paalée et Guillelmus Escuacol frater ejus, capellam quandam apud Renemolin construxissent, in nostra presentia constituti, eidem capelle ea que inferius sunt expressa possidenda perpetuo donaverunt : videlicet, viginti duos solidos census apud Mellentum, et ibidem unum arpentum vinee et unam plateam; et apud Renemolin, unum modium bladi, percipiendum annuatim in molendino ipsius loci, inter festum sancti Remigii et Natale, et minutam decimam de Renemolin. In eadem autem capella deserviat unus de fratribus Sancte Trinitatis, quibus pre-

[1] [illegible] VII, instr. [illegible] [2] Petrus [illegible]

fati fundatores capellam ipsam rogaverunt assignari; ita quod ipsius fratris institutio et destitucio ad nos et successores nostros libere pertinebit, nobisque fidelitatem et obedientiam tenebitur exhibere. In hujus itaque rei perpetuam firmitatem, presentem cartam fieri fecimus et sigilli nostri impressione muniri. Actum anno incarnati Verbi MCC secundo, pontificatus nostri anno sexto.

CLXIX.

Donatio ecclesie de Crociaco facta priori et conventui Sancti Leonardi sub onere hic contento[1]. Mart. 1213.

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus Christi fidelibus ad quos scriptum presens pervenerit, salutem et pacem. Universitati vestre notum facimus quod, ascendente ad nos suavitatis odore dilectorum nostrorum prioris et conventus Sancti Leonardi de Nobiliaco, qui ex religione et honestate eorum diffunditur circumquaque, de consensu et voluntate Ade, archidiaconi Parisiensis, dicto priori et conventui Sancti Leonardi, intuitu caritatis et ob divini cultus augmentum, dedimus et concessimus parrochialem ecclesiam de Crociaco, cum omnibus pertinentiis suis, in perpetuum obtinendam; salvo tamen in omnibus jure tam episcopi, tam archidiaconi, quam decani ruralis in memorata ecclesia, que, cum canonicis ibi morantibus, semper subjecta erit Parisiensi ecclesie, et episcopo et archidiacono Parisiensibus, non obstante aliquo privilegio habito vel habendo. Illud quidem volumus esse notandum quod aliqui de canonicis Sancti Leonardi, duo videlicet ad minus, semper habitare et morari apud dictam ecclesiam de Crociaco tenebuntur, et per aliquos canonicorum ibidem morantium ipsi ecclesie deservient bona fide, et, tanquam in sua parrochiali ecclesia, parrochianis spiritualia ministrabunt. Prior vero ejusdem loci, quotiens mutabitur a priore Sancti Leonardi Nobiliacensis, fidelitatem faciet et obedientiam episcopo Parisiensi, in hiis que ad commune jus episcopale pertinere noscuntur, et curam recipiet ab episcopo Parisiensi. Ne igitur nostra tam pia donatio processu temporis aliquorum malicia valeat infirmari, has litteras in testimonium conscribi fecimus et sigilli

[1] Vide supra, c. CII.

nostri muninine roborari. Actum anno Domini MCCXI, mense marcio, pontificatus nostri anno quarto.

CLXX.

De nundinis Indicti Sancti Dionysii[1]

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Noveritis quod nos querelam, quam habebamus contra abbatem et monachos Sancti Dionisii, videlicet quia petebamus quod nundine Indicti non durarent nisi per tres dies a die benedictionis, eisdem monachis e contra asserentibus quod ille nundine debebant durare quantum alie nundine sollempnes durant, ipsis quitavimus in perpetuum, ut nec nos nec successores nostri amplius eos super hoc vexare possimus[2]. Et quia hoc quod petebamus de regalibus domini regis est, ipsum dominum regem rogavimus quod hanc nostram quitationem confirmaret. Actum anno incarnati Verbi MCC tercio decimo, mense augusto[3].

CLXXI.

Abbas Columbensis recepit apud Sanctum Victorem curam animarum de Sancto Germano in Laya, a Petro, Parisiensi episcopo, et juravit ei fidelitatem et obedientiam, quantum pertinet ad curam animarum; et in recognitionem subjectionis, bizancium unum dedit eidem; presentibus clericis Garnerio, decano Sancti Germani, magistro Nicolao et magistro Theobaldo et magistro Johanne de Candelis, canonicis Parisiensibus, fratre Drocone de Sancto Victore, Roberto de Gaudiniaco, magistro Ph. de Nemosio, et W. presbitero de Poocort et W. de Varziaco; presentibus etiam monachis priore Sancti Germani in Laia, priore de Malliaco et magistro Galtero Boni.

[1] Hujus charte fragmentum edidit Buleus, *Hist. Univ. Paris.* t. III, p. 74.
[2] Hic usque Buleus.
[3] [illegible] III episcopos, quibus vetat ne capitulum Parisiense consuetudines suas absque episcopi consilio et assensu mutet, etc.

CLXXII.

De feodo de Britiniaco, ubi habet episcopus quinque solidos. Circa a. 1210.

P.[1]. Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum Johannes de Britiniaco, miles, a nobis teneret in feodum terram quandam, sitam apud Britiniacum, quam Henricus Munerius ad tres obolos censuales tenebat a milite supradicto, idem miles, constitutus coram nobis, vendidit censum illum et quicquid dominii vel juris habebat in illa terra et in censu, prefato Henrico, et promisit fide prestita rectam garantiam inde ferre. Verum, quoniam terra illa ad nos devenerat, dictus Henricus, de consensu et voluntate ipsius militis, a nobis terram illam recepit ad quinque solidos censuales, annuatim in festo sancti Johannis Baptiste apud Victoricium persolvendos. Balduinus quoque frater prefati militis hoc concessit et laudavit, et de garantia fidem dedit.

CLXXIII.

Hii sunt homines Parisiensis episcopi commorantes prope Sezanniam.

Radulfus de Essartis. — Nicholaus de Essartis. — Maria de Essartis, maritata. — Tecia de Essartis, maritata. — Helvis de Gauz., maritata. — Iterus de Buinaus. — Agnes[2], soror ejus, de Tertia Leuga, maritata, et ejus filia maritata. — Bourge, soror Theobaudi de Buinaus, et Martinus et Petrus et Odinus et Garnodus, filii ejus, et Agnes, filia ejus. — Emelodis de Canalibus, maritata, et Evrardus frater ejus. — Odinus Boinier, de Vere, et Girardus frater ejus, et Aalot soror ejus. — Evrardus Judas. — Bonardus de Pertins. — Isemborgis soror sua, maritata, et duo filii Vitalis de Portins. — Ida de Barbone, maritata. — Hiulda de Karoli Villa et Maria filia ejus. — Eremborgis. — Helvidis de Karoli Villa. — Enjobertus. — Hugo de Karoli Villa, et Hugo, filius Huide. — Jobertus, filius Huide. — Jancelina. — Colinus et uxor ejus. — Avelina de Pruvino, et Berta, soror sua. — Maria, uxor Pagii de Sezannia. — Adelineta, soror

[1] Petrus II.

[2] Hic, inter lineas codicis, manus posterior scripsit: « Ista mortua est et Odo filius ejus, cantor de Villa Mauri, saisivit bona ejus contra jus episcopi Parisiensis. »

ejus. — Uxor Luborgonum de Sezannia. — Agnes, filia Borge de Buinaus. — Austruz, filia defuncti Fillardi de Rolloiz.

Omnes isti supradicti debent singuli, singulis annis, Parisiensi episcopo unam denariatam cere, inter Pascha et Pentecosten, et eam reddent Odino de Buinaus, qui eam deferet, vel, eo mortuo, alius institutus, ad ecclesiam Parisiensem, infra octabas Pentecostes, et ponet super altare Beate Marie, sub testimonio capiceriorum, qui eam recipient et reddent clericis episcopi.

Hec autem sunt consuetudines istorum hominum. Talliam non debent. Si maritaverint se extra familiam episcopi vel comitis, sine consensu episcopi, ipsi et res eorum sunt in forisfacto episcopi; et escheementa sunt episcopi. Et in hiis omnibus nihil habet comes, nisi episcopus conqueratur ei; et tunc comes habet terciam partem de proventibus istis, quando facit episcopum habere que episcopus per se habere non poterat.

CLXXIV.

Jun. 1228 — Anno Domini MCC vicesimo octavo, mense junio.

Dominus Adam de Vilers lo Bel, miles, fecit homagium domino Willelmo, Parisiensi episcopo, de feudo XL librarum Parisiensium in transverso de Confluentiis, quarum decem habuit ab Adam de Gargiis, clerico, et XXX a domino Guidone de Maroil milite; et debent solvi XX libre in festo Omnium Sanctorum, et X libre in Purificatione, et alie X in Ascensione.

Dominus Adam de Gargiis, clericus, fecit homagium domino Willelmo, Parisiensi episcopo, de feodo XXXII librarum Parisiensium in transverso de Confluentiis.

Dominus Theobaldus de Buxeria[1], filius domini J. de Buxeria, miles, est homo ligius episcopi Parisiensis de X libris, quas habet in transverso de Confluentiis, quas vendidit R. Flandrensi, civi Parisiensi[2]; et dedit fidem in manu nostra de tenenda venditione, et, ad petitionem ipsius T., recepimus dictum R. in hominem ligium de dictis X libris.

Dominus Johannes de Buxiaco est homo ligius episcopi Parisiensis

[1] Hic, eâ manu, supra lineam : « [illegible] ». — [2] Que sequuntur in ora codicis [illegible] sunt pro isto Theobaldo.

de xxx libris Parisiensibus, quas habet in transverso de Confluentiis, ratione maritagii uxoris sue, que est soror domini J. de Buxeria.

Dominus Guido de Andeliaco, qui vendidit feudum xv librarum R. Flandrensi, civi Parisiensi, in pedagio Confluentiarum; et fidejussores hujus venditionis, fide interposita, sunt dominus Gazo miles, Nicholaus de Gonescha et P. frater ejus[1]. Et, pro hoc tenendo, accessit plegius, fide data, Hugo de Marolio miles, et Theobaldus de Buxeria, per fidem, et de xv libris de pena, si retraheretur. Hoc concessit per fidem Isabellis uxor ejus.

Andreas Herlequin clericus, de Cuegnolis, fecit hominium ligium et debet exprimere hoc quod tenet de eo infra xl dies.

Andreas matricularius fecit hominium de toto feodo matricularie, et est homo ligius.

Prepositus de Campellis fecit homagium ligium W. Parisiensi episcopo.

Dominus Hugo de Marolio fecit hommagium ligium de lxv libris in traverso Confluentii.

Johannes, ejusdem alumpnus, fecit hommagium ligium de centum solidis, quos dominus Hugo ei dedit in hunc modum: quod, si decesserit sine herede ex matrimonio progenito, illud feodum reverteretur ad dictum H. vel ejus heredes, et quicumque vellet reintrare de heredibus, novum faceret hommagium. Redivit feodum ad patrem Hugonis, et fecit hominium et relevavit[2].

Dominus de Tornonio, scilicet Ansellus de Garlanda, fecit homagium ligium Willelmo, Parisiensi episcopo, de castro et de tota castellania de Tornonio, et fuit per anulum aureum investitus. Hic presentialiter portavit.

Guido, dominus Caprosie, fecit homagium ligium Willelmo, Parisiensi episcopo, de castro et castellania Caprosie, et fuit investitus per anulum aureum.

Relicta Johannis de Britiniaco fecit homagium ligium Willelmo, Parisiensi episcopo, pro filio suo, quem habebat in tutela, de omnibus que

[1] Quæ sequuntur usque ad finem paragraphi scripta sunt in ora codicis.

[2] Hic paragraphus cancellatus est.

habet apud Britiniacum et alibi ubicumque; et debet exprimere res infra XL dies, quia non recognovit quod de omnibus.

Dominus J. de Estenville fecit homagium Willelmo, Parisiensi episcopo, de hiis que tenet de eo prope Sanctam Crucem, apud Sanctum Dionisium, et infra XL dies debet tradere in scriptis dicto episcopo que sunt illa.

Dominus Radulfus de Marolio fecit hommagium ligium de XLIIII libratis terre quas habet in traverso Confluentii.

CLXXV.

28 jul. 12[illegible] Anno Domini MCCXX octavo, mense julio, in festo sancti Sansonis confessoris, recepit dominus Willelmus, Parisiensis episcopus, dominum Theobaldum de Bello Monte in hominem ligium, de feodo medietatis Lusarchiarum et pertinentiis; hoc expresso ex parte episcopi, quod jus episcopi salvum esset, nec fieret episcopo prejudicium per receptionem istius hommagii, de aliquo jure quod episcopo competeret ante hommagium, sive contra personam dicti Th., sive contra res ejus vel feoda. Et hanc expressionem recepit dictus Thomas, presentibus decano, cantore, archidiacono, Galfrido, magistro Alberico officiali, magistro Odone de Garlanda, magistro Hemerico et Odone clerico de domo episcopi. Et investitus fuit per anulum aureum, quem presentialiter habuit.

Dominus Radulfus de Silvanecto, frater Guidonis buticularii, fecit eodem die homagium ligum de medietate Lusarchiarum et de pertinentiis, et fuit revestitus per anulum aureum quem recepit.

Dominus Matheus de Monmorenciaco fecit homagium, sicut feodum debet, de hoc quod tenet apud Sanctum Marcellum, juxta Sanctum Dionisium. Idem fecit homagium de hoc quod emit a domino Stephano de Sacro Cesare apud Confluentium.

Petrus de Bitisiaco miles, fecit homagium Willelmo, episcopo Parisiensi, de omnibus illis que habet Parisius, in domibus et in aliis, et de terra quam habet ad campos in Villa Episcopi; que omnia tenet ab eo, sicut recognovit ipse miles, et debet roncinum de servitio [1].

[1] Post hec legebatur, nullo [illegible] Quibus verbis cancellatis, supra [illegible]

Willelmus Barbeta fecit homagium domino Willelmo, episcopo Parisiensi, de x libratis quas emit in transverso de Confluentiis. Item, idem Willelmus Barbeta fecit homagium ipsi episcopo de centum solidatis quas emit in transverso de Confluentiis.

Gilo de Versallis fecit hommagium Willelmo, Parisiensi episcopo, sicut feudum suum debet, et tenetur infra XL dies dicere ipsi episcopo feudum ipsum, et fecit ei homagium ipsum, salvo jure fratris sui, si cederet in partem ejus.

CLXXVI.

Decanus Sancti Thome de Lupara fecit homagium ligium Guillelmo, episcopo Parisiensi, pro decanatu Sancti Thome, anno Domini MCCXXVIII, die lune proxima post Ramos Palmarum. 9 apr. 1229

Andreas de Ciconiolis clericus, tenet ab episcopo Parisiensi in feudum in capite suo, in territorio de Noisi, XII arpenta terre; et dominus Ansellus et Milo de Montibus milites, sororii ejusdem clerici, tenent ab ipso clerico XXXVI arpenta terre, in parrochia de Cichoniolis, in predicto territorio; et Willelmus, major de Lissiaco, ipse et homines ejus, tenent ab eodem clerico XL arpenta terre in parrochia de Cichoniolis; et P. Binel miles, tenet ab ipso clerico XIIII arpenta nemoris. De hiis omnibus que ipse clericus tenet in capite suo, et alii tenent ab eo, tam ad censum quam ad feudum, fecit homagium ligium Willelmo, Parisiensi episcopo, clericus memoratus.

Willelmus Barbete fecit nobis de novo homagium de octo libris et dimidia, quas emit ab R. de Marolio milite in transverso Confluentii.

Willelmus de Bretenii fecit nobis homagium pro feodo de Monte Rubeo.

W. Boveneus et frater ejus milites, fecerunt homagium, ratione uxorum suarum, de feodo quod tenebat a nobis Petrus de Maresiis miles, cujus filie sunt dictorum militum uxores.

Johannes de Garges scutifer, fecit homagium domino G. episcopo de feodo, quod Matheus de Vilers debet ab eo tenere apud Espiers et Malum Respectum, et iterum de quodam parvo feodo, quod tenet in decimis apud Fontanetum juxta Marolium.

Feodum quod Guillelmus, filius Radulfi de Plesseio, fecit nobis homa-

gium de hoc quod Theobaldus de Pissiaco ab eo tenet, scilicet de domo sua magna de Sancto Germano Altissiodorensi Parisius, excepta quadam parva parte dicte domus, quam tenet de canonicis Sancti Germani, et totus minutus census suus de Parisius, preterquam xxi denar. quos tenet in pelliparia a domino rege. Item duo retrofeodi, de quibus Willelmus panetarius tenet unum de dicto Theobaldo, et dominus Ansellus de Briva aliud

CLXXVII.

Dec. 1246 Littere ille sigillate sunt sub sigillo domini Anselmi de Garlanda.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis salutem in Domino. Noverint universi quod nos litteras domini Anselmi de Garlanda vidimus sub hac forma :

Jun. 1232 « Omnibus presentes litteras inspecturis Anselmus de Garlanda, dominus Turnomii, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum Hugo, archidiaconus Vindocinensis, bone memorie, legaverit ecclesie Beati Anthonii Parisiensis, in perpetuam elemosinam, totam quintam partem tocius hereditatis sue, tam ejus quam presentialiter possidebat, quam ejus quam tenebat nomine dotalicii nobilis mulier Heloydis, relicta defuncti Johannis de Garlandia militis, quondam fratris memorati archidiaconi, ego totam illam terram, excepta illa de Burgundia, excambivi illis pro sexdecim libris Parisiensibus annui redditus, quas singulis annis percipient in pedagio meo de Turnomio, terminis inferius annotatis, videlicet medietatem in quindena Omnium Sanctorum, et aliam medietatem in quindena purificationis beate Virginis : tali siquidem modo, quod, quamdiu relicta H. defuncti Johannis dictum dotalicium detinebit, ego A. de Garlanda vel heredes mei non tenebimur solvere nisi medietatem redditus supradicti, videlicet octo libras Parisienses. Preterea sciendum quod quicumque pedagium supradictum tenebit, si in solutione prefate pecunie terminis superius dictis ecclesie Sancti Anthonii defecerit, quolibet die quo in solutione defecerit, duodecim denarios Parisienses ecclesie predicte pro dampnis et costamentis reddere tenebitur. Actum anno Domini MCCXXXII, mense junio. »

Quod autem vidimus, nos officialis Parisiensis hoc testamur, salvo jure alieno. Datum anno Domini MCCXL sexto, mense decembri.

CLXXVIII.

Cum Guido de Villaribus miles, decimam, quam in territoriis Bonolii et Sucenaci tenebat, et quæ movebat 1° ex feodo Amalrici de Meulento, domini de Cauda militis; 2° ex feodo nobilis viri comitis Blesensis, ratione uxoris ejus, et 3° ex feodo episcopi Parisiensis, dedisset; medietatem scilicet ad dotandam capellam ab ipso in domo sua de Villaribus extructam, et alteram medietatem ad instituendum capellanum in ecclesia Servonis, hanc Guidonis largitionem, jam a dictis Amalrico et comitissa Blesensi approbatam, Stephanus, episcopus Parisiensis, confirmat duplici auctoritate, nempe tertii domini feodalis et ordinaria auctoritate: ea tamen lege, ut tam capellanus Villarium quam presbyter Servonis, in institutione sua, episcopis Parisiensibus homagium faciant, eisque, semel in vita sua, duas libras ceræ virgineæ persolvant, jure patronatus in capella Villarium episcopo Parisiensi insuper reservato [1]. Nov. 1269.

.... Datum Parisius anno Domini MCC° sexagesimo nono, mense novembris.

CLXXIX.

Institutio prebendarum in capella inferiori domus episcopalis [2]. Oct. 1243.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Guillelmus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister, licet indignus, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis eternam in Domino salutem. Ad honorem gloriosissime virginis Marie, cultum divinum in capella ejusdem virginis sita in domibus nostris Parisius volentes, divina suffragante gratia, ad quorumdam bonorum instantiam, ampliare, dignum duximus statuendum, ut numerus septem canonicorum presbiterorum ibidem residentium, a nobis nostrisque successoribus instituendorum canonice, in posterum observetur. Quorum quilibet canonicorum suam faciet ebdomadam in capella, missam celebrando, ac die noctuque horas canonicas cum nota sollempniter decantando. Qui canonici per ostium ecclesie Parisiensis per quod de domibus episcopalibus patet aditus in ecclesiam majorem, introitum et exitum habebunt liberum ad capellam. Volumus etiam et ordinamus quod ipsi canonici propriam clavem habeant in ostio majoris ecclesie prenotato; propter quod quilibet canonicorum, in institutione sua, nobis et successoribus nostris

[1] Hæc charta edita est a G. Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 365.

[2] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr. col. 105.

fidelitatem faciet juramento. Si quis vero ad prebendam institutus fuerit non presbiter et receptus, nichil de proventibus prebende recipiet, donec fuerit in presbiterum ordinatus; immo iidem proventus distribuentur interim equaliter inter presbiteros canonicos residentes. Statuimus insuper ut ipsi canonici et eorum familia, nobis immediate subditi et subjecti, ab omni subjectione et jurisdictione archidiaconi et decani et capituli Parisiensis in omnibus sint exempti. Quilibet autem canonicus, in sue institutionis primordio, jurabit ejusdem capelle continuam residentiam, bona fide, et se premissa omnia et singula fideliter servaturum. Volumus tamen et concedimus quod omnes illi canonici, qui modo sunt in capella, possint per se vel per vicarios ydoneos, quociens voluerint, in capella hujusmodi deservire, successoribus eorum ad continuam et personalem residentiam, prout ordinatum est superius, nichilominus obligatis. Quod ut ratum et stabile futuris temporibus perseveret, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCC° quadragesimo tertio, mense octobri.

CLXXX.

Oct. 1244 Fundatio cujusdam capellanie in capella inferiori domus episcopalis.

Guillermus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, universis presentes litteras inspecturis eternam in Domino salutem. Notum facimus quod in nostra presentia constituti, Maria dicta Theutonica et Henricus presbiter, ejus filius, suarum animarum volentes providere saluti, in bonis suis heredem instituentes, dederunt et concesserunt, ad opus unius prebende ab eisdem in nostra capella Parisius de novo fundate, decem libras Parisienses annui redditus percipiendas in locis inferius annotatis: videlicet super quadam domo, sita in vico Bertini Porée, contigua domui que fuit defuncti Stephani Brichet, in terra nostra; que domus valet septem libras, ut asserunt, annuatim: item super duobus doliis vini albi percipiendis super duabus peciis vinearum sitis apud Montem Martirum, in censiva domine Marie de Monte Calvo, ut dicebant, et super decem solidis augmentati census percipiendis super domo Johannis Coque, sita supra calceyam, in censiva Sancti Germani de Pratis Parisiensis; ita tamen quod predicta

Maria et ejus [filius] ad eandem prebendam a nobis receptus quandiu vixerint, vel alter eorum qui supervixerit, fructus ejusdem prebende, absque aliquo onere seu redibitione libere percipient et habebunt. Cujus prebende collatio ad nos et successores nostros post utriusque obitum pertinebit, eodem Henrico ad residentiam minime obligato, ipso nihilominus canonico existente, et secundum quod sibi placuerit serviente, fructus prebende libere percepturo. Utroque vero sublato de medio, quicumque postmodum ad eandem prebendam receptus fuerit tenebitur servire in ecclesia, prout in carta constitutionis prebendarie continetur, ob remedium fundatorum et aliorum benefactorum. De premissis autem tenendis predicti Maria et ejus filius in manu nostra fidem corporaliter prestiterunt. Nos autem premissa omnia volentes et concedentes, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini MCC quadragesimo tertio, mense octobris.

CLXXXI.

Privilegium apostolicum, quod episcopus et ecclesia non possunt excommunicari. 28 jul. 1250

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Apostolice sedis benignitas sincere obsequentium vota fidelium favore benivolo prosequi consuevit, et personas illorum, quos in sua devotione promptas invenerit et ferventes, quibusdam titulis decentius decorare. Ut igitur, ex speciali devotione quam ad nos et Romanam ecclesiam habere dinosceris, favorem apostolicum tibi sentias accrevisse, auctoritate tibi apostolica indulgemus, ut nullus delegatus vel subdelegatus, executor aut etiam conservator, per litteras apostolicas vel legatorum apostolice sedis impetratas et impetrandas in te vel ecclesiam Parisiensem, que speciali debet gaudere privilegio libertatis, excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias promulgare aut interdicere tibi ingressum ecclesie valeat, etiam si contineatur in eisdem litteris ut aliqua indulgentia sedis apostolice non obsistat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni v kal. augusti, pontificatus nostri anno octavo.

CLXXXII.

[illegible] Regium privilegium, quod omnes laici possunt libere transferre ecclesiasticas decimas quas detinent.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos, divini amoris intuitu, et pro remedio anime nostre et animarum inclite recordationis regis Ludovici, genitoris nostri, et regine Blanche, genitricis nostre, et aliorum predecessorum nostrorum, quantum in nobis est, volumus et concedimus quod omnes persone laycales, decimas percipientes ab aliis in terra nostra et in feodis nostris, moventibus mediate vel immediate de nobis, quas ecclesie perciperent si eas layci non haberent, possint eas relinquere, dare et alio quocumque justo et licito modo ecclesiis concedere tenendas in perpetuum, nostro vel successorum assensu minime requisito; ita etiam quod contra hoc heredes seu successores nostri nullatenus se opponere valeant, aut hujusmodi concessionem nostram deinceps aliquatenus impedire. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Domini MCCLX^mo nono, mense martio.

CLXXXIII.

[illegible] Ranulphus, Parisiensis episcopus, confirmat chartam, qua Euda, abbatissa Beatæ Mariæ de Gerciaco, numerum triginta monialium, qui ab initio fuerat in eodem monasterio constitutus, usque ad quadragenarium ampliat[1].

.... Datum apud Sanctum Clodoaldum, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo secundo, die martis post dictum festum beati Barnabe apostoli.

CLXXXIV.

[illegible] De ecclesia Sancti Dionysii in Carcere[2].

Odo, Dei miseratione Parisiensis episcopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Quod pro divini cultus aug-

[1] Charta [illegible] 1282 [illegible] col. 119 [illegible] post festum B. Barnabæ apostoli [illegible]

[2] [illegible] Hist. de Paris, t. III [illegible] Gall. Christ., t. VII, [illegible] p. 87 [illegible] Gall. Christ., t. VII, instr., col. 83.

mento statuitur, litterarum convenit testimonio commendari, ne processu temporis valeat in oblivionem adduci. Ad universorum itaque noticiam volumus pervenire quod, cum esset in civitate Parisiensi locus quidam reverencie et religionis antique, in quo gloriosus martir Dyonisius in carcere traditur fuisse detentus, quem etiam dominus Jhesus Christus sua perhibetur presencia honorasse, cum eidem martiri corporis sui sacramentum propinavit ibidem, ubi etiam devocio fidelium capellam erexerat, que postmodum per incuriam, ad solitudinem redacta fuerat et neglectum; tandem, inspirante gratia Spiritus Sancti, nobilis vir Matheus, comes Belli Montis, qui tam in capella quam domuncula adjacente jus patronatus et proprietatis habebat, quicquid juris habebat ibidem in nos et successores nostros pia liberalitate transfudit. Nos itaque, locum ipsum ad honestiorem statum reducere cupientes, ibi in memoriam et venerationem beati Dyonisii, capellam sollemniorem ereximus et capellanos instituimus in eadem ecclesia servituros et residentiam in personis propriis bona fide facturos. Ad eorum igitur sustentationem, Elienor, illustris comitissa Viromandie, pro salute domine A.[1] serenissime quondam Francie regine, pietatis intuitu contulit centum marchas argenti, de quibus comparavimus ab abbate et conventu Montis Estivi furnum quem habebant Parisius, qui dicitur furnus Inferni, cum omnibus ad eum pertinentibus, pro centum triginta libris Parisiensibus; de residuo vero, videlicet sexaginta et decem libris Paris.[2] emetur redditus ad opus capellanorum quos prediximus, cum decima Willelmi Buignelli militis redempta fuerit, que pro illis sexaginta et decem libris modo tenetur pignori obligata ad opus ejusdem capelle. Garnerus etiam de Sancto Lazaro, civis Parisiensis[3], et Agnes ejus uxor, domum suam sitam ante portam Sancti Juliani Pauperis, totam sicut comportat se usque in magnum vicum, liberam ab uno denario censuali et omni consuetudine et jure quod Simon de Pissiaco miles in eadem domo habebat, et in manu nostra quittavit, et tres arpennos vinearum in valle Sancti Martini, et unum arpennum et dimidium apud

[1] Alix sive Adela de Campania defuncta 6 jun. 1204.

[2] Hinc colligitur marcam unam argenti, anno 1207, duabus libris Parisiensibus fuisse

[3] Cujus nomen adhuc retinet vicus quidam Parisiensis, nunc corrupte dictus *rue Greneta Saint-Lazare*.

Le Ruel eidem loco misericorditer contulerunt. Et sciendum quod omnes proventus et redditus supradicti quatuor, ut dictum est, in eadem capella servituris portione distribuentur equali; quorum unus pro anima memorate regine, tres vero pro Garnero et Agnete perpetuo celebrabunt; quorum institutio ad solum Parisiensem episcopum pertinebit. Cuicumque autem earumdem capellaniarum vel aliarum in eadem ecclesia futurarum aliqua conferetur, ipse tempore institutionis sue jurare tenebitur se facturum in capella residentiam in persona propria, bona fide, et quod ordinem sacerdotis, si sacerdos non fuerit, suscipiet infra annum; ita quod nichil percipere poterit de fructibus ecclesie donec promotus fuerit ad ordinem sacerdotis, sed interim cedent fructus in necessitates ecclesie. Sciendum etiam quod divina officia sollempniter celebrabuntur in predicta capella in matutinis, missa et vesperis et aliis horis canonicis, et pulsabuntur campane, sicut solet fieri in ecclesia prebendali, ita quod omnes misse, preter conventualem, sine nota et pulsatione campane celebrabuntur. Concessimus preterea ut dictus comes Belli Montis in eadem capella capellaniam unam constituere possit, et liceat ipsi et successoribus suis comitibus Belli Montis eam conferre persone ydonee, nobis et nostris successoribus presentande, que nobis subjecta erit in omnibus. Quociens vero dictarum capellaniarum aliqua per mortem capellani vacaverit, in quibus nullo alio vacationis modo fieri volumus annuale, medietatem annualis fabrice et aliis necessitatibus capelle statuimus deputari, et alteram medietatem percipiet institutus juxta formam predictam. Quod ut ratum permaneat, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum Parisius anno incarnati Verbi MCC° septimo, pontificatus nostri anno X°, mense augusto.

CLXXXV

1208 Hec sunt vasa que emit dominus Willelmus, episcopus Parisiensis, ante perfectionem suam, mediante W. Barbeta.

Viginti quatuor scutellas argenteas, que continent XXVII marchas et dimidiam, minus X sterlingos, que costant XXX et VIII libras, minus XII d. Parisiens.

Item tres scutelle argentee et XXX coclearia, que fecit aurifaber domini

episcopi : continent IIII^or marchas et XV sterlingos, et costant VIII libras et XVI sol. Parisienses.

Item justa una, que continet tres marchas minus V sterlingos, et valet VI libras et XIIII solidos.

Item quatuor ciphi albi plani, qui continent IIII^or marchas minus XXII sterlingos, et costant VIII libras et VI solidos.

Item duo ciphi deaurati : continent duas marchas minus XXIIII sterlingos, et costant IIII libras et XIII solid.

Summa LX et VI libr. et VIII sol.

Item XIII anuli aurei. Primi quatuor costant VII libr. alii quatuor VI libr. et X sol. et alii quinque VI l. et V sol.

Summa decem et novem libr. et XV sol.

Breviarium costitit XVI libr. Parisien.

Capellanus regis habuit X libr.

Item alia V coclearia : continent quinquaginta et tres sterlingos, et costant XIIII sol. qui erant magistri Odonis.

Item alii duo ciphi deaurati plani. Continent duas marchas et dimidiam, qui erant Filiarum Dei, qui valent C et V sol. et alius quem attulimus a Roma continet marcham et dimidiam minus unciam unam.

CLXXXVI.

Hii sunt homines episcopi Parisiensis manentes prope Sezannam[1].

Radulphus de Essart. — Nicholaus de Essart. — Maria de Essart. — Tiecia de Essarz. — Helloisis de Wais. — Iterius de Buignais. — Hugo frater ejus. — Agnes, soror eorum, maritata, et ejus filia, maritata. — Theobaldus de Roillart. — Burgia ejus soror. — Emelota de Chenex, maritata. — Evrardus frater ejus. — Odo de Chenex. — Martinus, filius Renardi de Roillart. — Odinus de Veirie. — Evrardus Judas. — Bonardinus de Pertuiz. — Isembor soror ejus. — Hugo de Changilart. — Ida de Barbone.

Apud Sezannam isti qui secuntur.

Agnes, filia Theobaldi Platarii.

[1] Vide supra, c. CLXXIII.

CLXXXVII.

Isti sunt qui portaverunt dominum Willelmum, Parisiensem episcopum, videlicet :

Dominus Baldoinus de Corbolio, et dominus Theobaudus Macer, milites, destinati a domino rege pro Corbolio et pro Monte Leterici, et pro Firmitate Aalidis.

Dominus Ansellus de Gallanda, pro castro Tornomii.

Dominus Ferricus de Bruneio.

Dominus Johannes de Soiseio, pro domino Guidone de Caprosia, qui infirmabatur; et juravit idem Johannes se habere mandatum.

Dominus Petrus de Buciaco, pro domino Montis Guaii, cujus litteras attulit.

Dominus Adam de Buciaco pro comite Barri; qui juravit se ad hoc habere mandatum.

CLXXXVIII.

Isti fecerunt hommagium[1]

Dominus Montis Gaii. — Dominus Montis Maurenciaci. — Dominus Caprosie. — Ferricus de Bronaio. — Petrus de Bethesiaco. — Johannes de Britiniaco. — Buticularius Silvanectensis. — Dominus Ansellus de Gallanda. — Comes Britannie. — Robertus de Sancta Cruce. — Theobaldus de Bello Monte. — Domina Isabella de Gif. — Adam de Vinoliis. — Gervasius de Glatiniaco. — Gilo de Versaliis. — Decanus. — Cantor. — G. archidiaconus. — St. archidiaconus. — J. archidiaconus. — Decanus Sancti Germani. — Capellanus episcopi. — Andreas matricularius. — Prepositus de Campellis. — Cantor de Campellis.

CLXXXIX.

Sept. 1249. Hec sunt nomina illorum qui fecerunt hommagium venerabili patri Galtero Parisiensi episcopo.

Anno Domini M° CC° XL° nono, die lune post nativitatem beate Virginis, fecit Ansellus miles, dominus Turnomii, homagium ligium vene-

[1] Pleraque de dominorum suprascriptorum hommagiis singulatim inscripta sunt supra, CLXXIV-CLXXVI.

rabili patri Galtero, Parisiensi episcopo, de castro et castellania de Turnomio et omnibus pertinenciis dictorum castri et castellanie, et tam de omnibus hiis que ipse tenebat et possidebat, quam de omnibus hiis que alii quicumque tenebant et possidebant in castro et castellania supradictis, salvo jure sive porcione de qua non fecit idem dominus homagium, quam frater ejus habebat, si quam jam habebat; vel si non habebat, quam habere poterat vel habiturus erat in dictis castro et castellania, et salvis jure et parte, quod jus et quam partem mater ejusdem domini habebat, si quam habebat; vel si non habebat in presenti, quam habere poterat vel habitura erat in dictis castro et castellania, ratione dotis vel dotalicii, aut conquestus aut alio modo, et etiam salvo jure cujuscumque, de quibus similiter idem Ansellus non fecit homagium, cum predicta domina et frater dicti militis de jure quod habent vel habebunt debeant intrare vel facere homagium domino Parisiensi, secundum usus et consuetudines Francie et statutum clare memorie Philippi, quondam regis Francorum. Ad dictum autem homagium admisit ipsum Ansellum dominus Parisiensis, et ipsum investivit de eodem per anulum aureum, in camera ipsius episcopi apud Sanctum Victorem, presentibus et videntibus fratre Johanne de Monte Mirabili, ordinis predicatorum, magistro Natali, canonico et officiali Parisiensi; Henrico dicto Tuebuef, canonico Parisiensi; Simone de Cociniaco, Roberto de Villa Baart, militibus; magistris Roberto, canonico Cameracensi, Petro de Crameillis, Nicolao Metensi; Simone, thesaurario de Braio; Renodo, cambellano domini Parisiensis; Johanne, clerico domini episcopi, et Johanne Alemant, canonico Pruvinensi, et pluribus aliis.

CXC.

Anno Domini M° CC° XL° nono, die mercurii in octabis nativitatis beate Virginis, fecit et intravit Johannes, frater Anselli militis, domini Turnomii, homagium ligium venerabili patri Galtero, Parisiensi episcopo, in camera ejusdem episcopi apud Sanctum Victorem, de omni illa parte et jure quod et quam habebat idem Johannes in castro et castellania de Turnomio, et omnibus pertinentiis castri et castellanie. Ad quod homagium admisit eumdem dominus episcopus, volens ipsum investire per baculum vel festucam, prout moris est, quam investitu-

ram noluit recipere dictus Johannes, dicens quod ipsam non reciperet nisi per anulum aureum investiretur. Quod dominus Parisiensis tunc noluit facere; et obtulit idem dominus Parisiensis dicto Johanni, presentibus et audientibus pluribus qui intererant, se paratum esse reddere jus dicto Johanni in curia ejusdem episcopi, utrum per anulum aureum idem Johannes ab ipso deberet episcopo investiri. Astantibus magistro Natali, officiali et canonico Parisiensi, et Radulpho de Capriaco, canonico Parisiensi; Nicholao Arrodi, cive Parisiensi; Simone de Cocigniaco, milite; Johanne, ecclesie Cathalaunensis archidiacono; Renodo cambellano; Henrico de Jotro; Johanne de Alemant, canonico Pruvinensi, et pluribus aliis.

CXCI.

[illegible] Anno Domini MCC° L.^mo sexto, die sabbati post natale Domini, in domo nostra de Sancto Victore, fecit nobis homagium de feodo nostro, sito apud Sanctum Dyonisium, quod tenet a nobis, Johannes de Galeis armiger, et debet nos certificare infra quadraginta dies quid et quantum tenet a nobis.

CXCII.

[illegible] Contra archidiaconum ecclesie Parisiensis.

Anno Domini millesimo CC° LX° nono, die jovis post festum beati Dyonisii, venit Baudri, clericus archidiaconi Guillelmi ecclesie Parisiensis, apud villam de Serenis, ad domum Johannis, presbiteri de Serenis, et dixit, ex parte et mandato domini sui supradicti, verba que secuntur:

« Mes sires li arcediacres Guilliaumes avoit feit prendre choses en « ceste meison, que il cuidoit que ce poist fere por son droit, et avoit « il reson de prendre. Mes il ne savoit mie que mes sires li évesques « ces choses que il prist eust seisies. Et pour ce que il l'a puis apris, il « resesist ledit leu à mon seigneur l'évesque de ceste chose et le fera « valoir. »

CXCIII.

[illegible] Littera Ludovici regis de presentatione beneficiorum.

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, universis ad quos presentes

¹ Edit. apud G. Dubois, Hist. eccles. Paris., t. II, p. 162.

littere pervenerint salutem. Notum fecimus quod nos existentes in procinctu itineris nostri proficiscendi in subsidium Terre Sancte, personatus, prebendas, ecclesias, capellanias et cetera ecclesiastica beneficia quecumque vacare contigerit citra mare, in hac nostre peregrinationis absentia, ad nostrum patronatum, collationem seu presentationem nostram, tam ratione regalium quam alio quocumque jure, pertinentia, conferendi personis ydoneis et nullum aliud beneficium ecclesiasticum habentibus, ac presentandi ad vacantes ecclesias vice nostra, dilecto et fideli nostro Stephano, Parisiensi episcopo, plenam et liberam committimus potestatem, dum tamen de consilio discretorum virorum cancellarii Parisiensis ecclesie, prioris fratrum Predicatorum et gardiani fratrum Minorum Parisiensium, vel duorum ex ipsis, in hujusmodi collatione vel presentatione procedat, et in litteris donationis vel presentationis specialiter exprimatur quod ex auctoritate et vice nostra sibi commissa collatio vel presentatio ipsa fiat. Hanc vero potestatem eos habere volumus quamdiu absentes in hac peregrinatione fuerimus, vel donec a nobis vel successore nostro, si nos contingat decedere, fuerit aliud super hoc ordinatum: retenta nobis plenaria potestate aliqua beneficia que nobis aliquibus conferre placuerit conferendi. In litteris autem collationis et presentationis que fient ab eis, sigillum predicti episcopi apponi volumus, cum sigillo alterius predictorum. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini MCCLX° nono, mense marcio.

CXCIV.

Statuta edita in concilio Senonensi, quod celebravit archiepiscopus Petrus, Senonis, die sabbati ante festum Symonis et Jude, anno Domini M° CC° LX° nono. 26 oct. 1269

Vulgata in collectt. Concil. sub a. 1269.

CXCV.

Statutum episcopi Parisiensis contra scholares[1]. 11 jan. 1269.

Officialis curie Parisiensis universis ecclesiarum rectoribus, magistris et scolaribus in civitate et suburbio Parisiensi constitutis, ad quos pre-

[1] Statutum illud, in sua *Univ. Paris. Hist.*, t. III, p. 95 editum, Bulæus ad annum 1218 perperam retulit.

sentes littere pervenerint salutem in Domino. Frequens et assidua insinuatio circumstrepit, quod nonnulli clerici et scolares, nec non eorumdem servientes, fatuitate ipsorum clericorum confisi, sue salutis immemores, Deum non habentes pre oculis, sunt Parisius, qui, vitam scolasticam ducere se fingentes, illicitos et facinorosos actus sepe et sepius, armorum confidencia confisi, perpetrant et exercent : videlicet quod de die et nocte multos vulnerant atrociter, interficiunt, mulieres rapiunt, obprimunt virgines, hospicia frangunt, necnon latrocinia et multa alia enormia Deo odibilia sepe et sepius committendo. Et quoniam hec et alia per confidentiam armorum et usum attemptantur, nos, attendentes decretum summi pontificis, quo cavetur quod clerici arma portantes excommunicentur; attendentes etiam quod predecessores nostri sic incedentes, aliquando excommunicaverunt, ideoque hoc sit notorium et manifestum, quod non potest aliqua tergiversatione celari, et eorum sententia non fuerit revocata; volentes occurrere tantis malis, et paci ac tranquillitati studentium et aliorum in pace vivere volencium providere, ad instantiam multorum bonorum et de consilio eorumdem excommunicamus in scriptis clericos et scolares et eorum servientes, qui de nocte seu de die Parisius cum armis incedent, nisi de licentia reverendi patris Parisiensis episcopi vel nostra. Excommunicamus etiam in scriptis raptores mulierum, fractores hospitiorum, oppressores virginum, necnon omnes illos qui ad hec facienda se colligaverunt. Excommunicamus nichilominus omnes illos qui aliquid de premissis sciverint, nisi infra septem dies a tempore sciencie, postquam sententia sic super premissis lata ad eorum noticiam pervenerit, illud quod sciverint dicto domino reverendo episcopo vel nobis duxerint revelandum, et ad emendationem venerint competentem. Absolutionem tamen clericorum pro premissis sic excommunicatorum domino episcopo vel nobis specialiter retinemus. Verum quia nonnulli clerici et scolares ac servientes eorumdem, qui veniendo Parisius de partibus suis vel redeundo ad partes suas arma Parisius detulerunt, necnon et quidam alii scientes clericos scolares ac servientes eorum arma Parisius detulisse, verentur ex causis predictis se predictam excommunicationis sententiam incurrisse, tenore presentium declaramus quod nec est nec fuit intentionis nostre, quod predicta sententia ligentur illi clerici scolares ac eorum

servientes, qui, Parisius causa studii venientes, arma consueta deferentes in via, in primo ingressu civitatis Parisiensis usque ad hospitium suum deferunt, nec etiam illi qui, repatriare volentes, vel pro negociis utilibus et honestis, ultra dietam unam a civitate Parisiensi proficiscentes, eundo ac redeundo, arma similia deferunt, dum exeunt civitatem. Declaramus eciam illam clausulam qua dicitur : *Excommunicamus omnes illos qui aliquid de premissis sciverint, etc.*, quod non intelligimus illud verbum *premissum* ad omnia premissa et singula referri, sed ad clausulas immediate precedentes, videlicet de raptoribus mulierum, fractoribus hospitiorum, obpressoribus virginum et eorum qui se ad hec colligant facienda. Presens autem mandatum ita exequemini quod de inobedientia non possitis redargui vel puniri. Datum anno Domini MCCLXVIII°, die veneris post epiphaniam Domini.

CXCVI.

Anno Domini M° CC° quinquagesimo, dominica post translationem sancti Martini, portaverunt episcopum Reginaldum castellanus de Lupera, Bartholomeus de Codreio et Guido Lupi pro domino rege; dominus de Caprosia. Comes Barri excusavit se per litteras suas, et misit quemdam militem qui portavit [1]. 10 jul. 1250.

CXCVII.

Anno Domini M° CC° LVI° in vigilia sancte Trinitatis, in domo nostra de Sancto Victore, Parisius, fecit nobis homagium Bertaudus Arrodi, civis Parisiensis, de XV libris annui redditus Parisius, quas sibi dedit in maritagium Matheus, matricularius beate Marie Parisiensis, in tranverso de Confluentio, moventibus de feodo nostro. 10 jun. 1256.

CXCVIII.

Anno Domini M° CC° quinquagesimo, die mercurii post octabas translationis sancti Martini, fecit homagium ligium Reginaldo, Dei gratia Parisiensi episcopo, apud Sanctum Clodoaldum, Guido dominus Caprosie, de castro et castellania Caprosie et ipsius pertinentiis, presen- 13 jul. 1250.

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 415.

tibus Petro, Parisiensis ecclesie archidiacono; magistro Philippo, Parisiensi canonico; fratre Gilone de Templo; Petro Origue, milite; domino Anselmo de Insula; Petro de Sancto Martino, canonico Meldensi, et multis aliis.

CXCIX.

4 juin 1263. Anno Domini M° CC° LX° tercio, die lune post octabas Trinitatis, hora vespertina, Parisius, apud Sanctum Victorem, ante capellam episcopi Parisiensis, in presentia magistri Hugonis de Pontisara, canonici Parisiensis, Stephani, capellani Sancti Germani Autissiodorensis Parisiensis, Amalrici et Johannis, Sancti Marcelli canonicorum, clericorum reverendi patris Reginaldi, episcopi Parisiensis, Roberti de Sancto Claro, Guillelmi de Gerineuria militum, et aliorum multorum fide dignorum, fecit homagium et fidelitatem nobilis vir Guillelmus de Bello Monte, miles, de terra sita Parisius que vulgariter nominatur terra Morinensis, dicto domino R. episcopo Parisiensi; que terra movet, ut dicebat dictus Guillelmus, de feodo episcopi Parisiensis, et de sic factus est homo ligius ipsi episcopo in presentia dictarum personarum.

CC.

27 juil. 1253. Anno Domini MCCL° tertio, die dominica post festum beati Jacobi apostoli, fecit homagium domicella Mathildis, relicta Johannis de Versaliis, armigeri defuncti, venerabili patri Reg. episcopo Parisiensi, apud Sanctum Clodoaldum, de nemoribus Versaliarum et de quodam vico ejusdem ville cum pertinentiis. Ad idem vero homagium, admisit eandem et investivit, salvo jure alieno seu etiam cujuscumque.

CCI.

2 mai 1255. Anno Domini M° CC° L° quinto, die dominica ante ascensionem Domini, presentibus magistris Clemente, canonico Parisiensi, et Guillelmo de Rampillone, officiali curie Parisiensis, fecit homagium domina Aalicia de Plesseio, soror Johannis de Nantolio, militis, venerabili patri Reginaldo, Parisiensi episcopo, apud Sanctum Clodoaldum, de feodo de Combis et ejus pertinentiis, et debet dicta domina certificare dominum episcopum, infra quadraginta dies, de valore feodi supra dicti et de hiis que continentur in eodem.

CCII.

Anno Domini M° CC° quinquagesimo quinto, die lune post Trinitatem, mense maio, in aula nostra superiori Parisius, fecit nobis homagium, pro se et uxore sua, nepte quondam defuncti Galcheri de Castellione, Odo, dominus de Bourbonio, filius ducis Burgundie, pro portione uxorem suam et ipsum, ratione uxoris sue, contingente, fecit nobis homagium de feodo castellanie Montis Gaii et ejus appendiciarum. Item, dictis die et loco, fecit nobis homagium idem Odo, tanquam ballus, nomine sororis uxoris ejus quam habet in ballo suo, de predicto feodo et ejus pertinentiis, pro portione ipsam sororem contingente. Hec facta sunt presentibus domino Radulfo de Chevriaco, magistris Luca, Guillelmo de Valle Grignosa, Clemente et Johanne de Porta, canonicis Parisiensibus, et magistro Guillelmo, officiali Parisiensi et pluribus aliis. 24 mai 1255.

CCIII.

Anno Domini M° CC° quinquagesimo quinto, mense junio, die mercurii proxima post festum beati Johannis Baptiste, in domo nostra de Moissiaco, fecit nobis homagium dominus Guillelmus de Edera, miles, de feodo de Cons, quem tenet a nobis, in quo sunt tria retrofeoda. Debet etiam nobis reddere pro racheto XXX libras, et pro quolibet retrofeodo LX sol. De quibus denariis solvet nobis medietatem in Natali et aliam medietatem in Pascha. Et de hiis denariis sic solvendis Petrus de Cramoello, manens apud Cons, se debitorem et redditorem constituit, et etiam Simon Mauduit se debitorem constituit cum eodem. Et etiam idem miles dictum feodum nobis in contraplegium obligavit. 30 jun. 1255.

CCIV.

Anno Domini M° CC° L° sexto, die festo beati Vincentii, in domo nostra de Moissiaco, fecit nobis hommagium Guillelmus de Machou, filius domini Odonis, castellani quondam de Lupara, de feodo nostro de Cons, in quo feodo nemus est quod tenet a nobis, cum aliis ad dictum feodum pertinentibus. 22 jan. 1257

CCV.

17 mart. 1264 Anno Domini M° CC° LX° tertio, die sabbati proxima post dominicam *Letare Jerusalem*, hora vespertina, presentibus domino Gaufrido de Bello Monte, custode Bajocensis ecclesie; magistro Garnero, archidiacono in ecclesia Parisiensi; magistro Hugone de Pontisara, Parisiensi canonico; Bertrando, decano ecclesie Sancti Clodoaldi; Ansello de Remis, Petro presbytero, canonicis Sancti Clodoaldi; domino Stephano Alvernensi, Sancti Germani Autissiodorensis Parisiensis; magistris Johanne, Amalrico, Sancti Marcelli canonicis; Gileberto, capellano dicti G. archidiaconi; Petro, capellano beneficiato in ecclesia Sancti Clodoaldi; Symone de Bromeria et Philippo de Rosseyaco, militibus; Reginaldo de Aurelianis, clerico; Johanne de Valliaco, Suessionensis dyocesis, clerico, et Henrico de Erigniaco, armigero, et multis aliis personis presentibus et ad hoc evocatis, comparuit, apud Sanctum Clodoaldum, coram nobis, Reginaldo, episcopo Parisiensi, dominus Petrus de Bello Monte, miles, et inter cetera proposuit coram nobis amicabiliter, in presentia dictarum personarum, quod super questione mota inter eum ex una parte, item inter dominum Adam dictum Forrei, militem, ex una parte, et capitulum Parisiensis ecclesie ex altera, coram nobis seu mandato nostro, in foro seculari, quantum ad terram quamdam sitam Parisius, que vulgariter vocatur Taroene, feodum episcopi Parisiensis; quam terram sive feodum nostrum Johannes de Morteriaco miles et uxor ejus vendiderant dicto capitulo, pro certo pretio, nobis consencientibus; in quo judicio petebat dictus Adam, ratione proximitatis uxoris dicti Johannis, nomine retractionis, dictam terram seu dominium ejus sibi pro precio eodem liberari infra annum et diem; et dictus Petrus, tanquam heres proximior domini Guillelmi de Bello Monte militis, hominis olim nostri de dicto feodo, ad homagium ipsius feodi recipi et admitti. Erat sententia lata pro eisdem A. et Petro contra ecclesiam Parisiensem, et proposuit quod jam erat satisfactum eidem capitulo ad plenum de pretio ipsius contractus, exhibens litteras ipsius capituli in hec verba :

mart. 1264 « Universis presentes litteras inspecturis, G. decanus totumque capitulum Parisiense salutem in Domino. Notum facimus quod nos, anno

Domini M° CC° LX° tertio, die sabbati ante *Isti sunt dies*, recepimus per manum domini Petri de Bello Monte et domini Ade dicti Forrei, militum, in pecunia numerata, duas mille ducentas sexaginta et duodecim libras Parisienses, ratione retractionis terre que dicitur Taroene, site Parisius; de qua pecunie summa tenemus nos integre pro pagatis. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno et die predictis. »

Petens dictus Petrus cum instantia ut, cum de mandato nostro lata esset sententia contra dictum capitulum pro ipso P. et dicto Adam, et jam esset satisfactum ad plenum de toto precio ipsius contractus, prout liquidum erat per litteras ipsius capituli, quod nos, tanquam dominus feodi, ipsum Petrum, proximiorem heredem ipsius Guillelmi militis, ad homagium et fidelitatem ipsius feodi reciperemus; offerens se paratum facere et adimplere que in facto simili sunt oportuna. Nos vero eundem Petrum, consideratis premissis, ad homagium et fidelitatem dicti feodi recepimus, et idem tunc fecit nobis homagium ligium de dicto feodo ipsius terre que Parisius vocatur Taroene.

Predictam pecuniam mutuavit dictis militibus dominus rex Francie, et nunc tenet dictus rex ipsum feodum in pignus ab ipsis militibus, salvo jure domini episcopi.

CCVI.

[1] Anno Domini MCC° sexagesimo sexto, die jovis proxima post festum beati Andree apostoli, in domibus domini episcopi Parisiensis, Parisius, in aula inferiori, hora prima, comparuit personaliter dominus Johannes dictus de Demmiete, filius illustrissimi regis domini Ludovici, Dei gratia Francorum regis, petens se admitti ad homagium feodi episcopi Parisiensis, scilicet castri et castellanie de Monte Gayo, de quo debebat esse homo et fidelis episcopo Parisiensi, ratione uxoris sue, filie olim bone memorie Odonis ducis[2] Burgundie, qui, priusquam iter arriperet transmarinum, erat homo et fidelis domini episcopi, nomine dicte filie sue, nunc uxoris dicti domini Johannis[3]. Quem reverendus pater Reginaldus, protestatione prehabita de jure suo quantum ad feodum 2 dec. 1266.

[1] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 113.

[2] In codice, *ducati*.

[3] Vide supra, c. CCII.

de Cloia, quod esse solebat de feodo de Monte Gayo et nunc est divisum, de quo habere debet episcopus Parisiensis viginti libras annui redditus super feodum Montis Gaii, quod, nisi dominus J. compositionem istam acceptaverit[1], quod dominus episcopus habeat liberum recursum ad feodum suum de Cloya, ad homagium recepit, et ipsum Johannem per anulum aureum de dicto feodo investivit, salvo racheto suo. Dictus autem Johannes sibi fecit homagium et fidelitatem de dicto feodo, ut dictum est, in presencia multorum, scilicet domini Arnulphi et domini Gaufredi de Villeta, militum de consilio domini regis, et multorum aliorum qui venerant cum ipso Johanne. Item ad hoc vocati fuerunt et presentes fuerunt de ecclesia Parisiensi : magister Gaufridus decanus, Guillelmus Garnerus archidiaconi[2] in ecclesia Parisiensi, Clemens in ecclesia Laudunensi, Petrus precentor Senonensis, Simon de Sepera, Gaufridus officialis Parisiensis, Lucas de Giffo, Hugo de Pontisara et dominus Johannes de Tressolio, canonici Parisienses; magister Stephanus de Ryomo, Sancti Germani Parisiensis Autissiodorensis, Amalricus et Johannes, Sancti Marcelli canonici, et multi alii qui ad hec convenerant in loco predicto. Ante receptionem predicti homagii conventum extitit inter dictos dominum Arnulphum militem et Gaufridum officialem, quod dominus episcopus haberet pro racheto suo feodi et retrofeodorum pertinencium ad ipsum VIII^{c} libras Turonenses.

CCVII.

[illegible] oct. 1268. « Ego[3], talis Parisiensis episcopus, juro super hec sacrosancta evangelia me servaturum jura ecclesie Parisiensis. » Sub hac forma juravit reverendus pater Stephanus, episcopus Parisiensis, anno Domini MCCLX^{mo} octavo, die dominica ante festum beati Dyonisii, presentibus viris venerabilibus et discretis Gaufrido, decano ecclesie Parisiensis, Guillelmo et Garnero, archidiaconis ejusdem ecclesie, Nicholao de Senis, canonico Parisiensi, et Hemerico de Sancto Christoforo, vicario in ecclesia Parisiensi, et pluribus aliis. Quo juramento[4], idem etiam decanus dixit

[1] Mendose in Cod. Chart., [illegible].
[2] Quæ sequuntur nomina testium omissa sunt in Cod. Chart.
[3] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 487.
[4] Suppl. [illegible].

eidem domino episcopo, nomine capituli et suo : « Domine, capitulum « dicit, quod appellatione jurisdictio, libertates et consuetudines approbate comprehenduntur. » Et dominus episcopus respondit : « Bene « volo quod se extendant ad ea que se debent extendere, nec intelligo « me teneri donec scivero. »

CCVIII.

Anno Domini MCCLX° octavo, die lune in vigilia beati Dyonisii, Parisius, in domibus episcopi, in capella superiori, presentibus venerabilibus viris decano Parisiensi; Guillelmo et Garnero, archidiaconis ecclesie Parisiensis; N. cancellario Parisiensi; Guillelmo, subdecano Carnotensi; scolastico Aurelianensi[1]; magistris Roberto de Sorbonna, Simone de Seppara, magistro Guidone de Gastina, canonicis Parisiensibus, et pluribus aliis, fecerunt homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, qui infra scribuntur. 8 oct. 1268.

Dominus Herveus, dominus Caprosie, fecit hommagium de castro et castellania Caprosie et pertinentiis; et fuit investitus per anulum aureum. Hic portat.

Bartholomeus de Meru, dominus Luzarchiarum, fecit homagium de omni eo quod habet apud Luzarches, et debet nominare partes in speciali, et tradere in scriptis infra XL dies continue sequentes, et fuit investitus per anulum aureum; qui portavit dominum episcopum personaliter. Hic portat.

Matheus, dominus Morantiaci, fecit homagium de eo quod habet apud Conflans et de eo quod habet apud Sanctum Marcellum de Sancto Dyonisio, et fuit investitus per anulum aureum. Hic portat. Portavit pro ipso dominum episcopum dominus Galterus de Chevriaco, qui venit cum litteris patentibus ad excusandum eum. Debuisset misisse duos milites, quia tenet duo feoda, Confluentium et Sanctum Marcellum de Sancto Dyonisio. Debet tradere partes in scriptis infra XL dies.

Dominus Guillelmus de Edera, dominus Combisville, fecit hommagium de omni eo quod [habet] apud Combisvillam, et debet tradere in scriptis partes infra XL dies. Hic portat. Et de eodem feodo debet facere homagium Aalidis, sororia sua, ac de feodo de Revegneio. Hic portavit dominum episcopum personaliter.

[1] Nomen abest.

CCIX.

[illegible] Anno Domini MCCLX° octavo, die lune in crastino beati Martini hyemalis, dominus Ansellus de Gallandia, dominus Turnomii, fecit hommagium, die martis post festum beati Martini hyemalis, de castro et castellania de Turnomo et appenditiis, et fuit investitus per anulum aureum. Hic portat. Et pro ipso portavit dominum episcopum dominus Petrus de Combreus[1], et debet tradere partes in scriptis infra XL dies.

Anno et die predictis, Johannes Hecelini fecit homagium de quadam domo que dicitur à L'espée, sita Parisius, inter la Boucherie Parvi Pontis et quadruvium Sancti Severini, cum appenditiis dicte domus.

Anno et die predictis, Isabella, relicta Fouqueti de Compendio, fecit homagium de portione quam habet in toloneo Parisiensi in tertia septimana.

Anno et die predictis, magister Matheus, nepos magistri Odonis de Sancto Dyonisio, fecit homagium de quodam prato, sito apud Gentilliacum, quod fuit Ferrici Bateste.

Anno et die predictis, Johannes de Dugniaco fecit homagium de medietate cujusdam domus, site apud Sanctum Dyonisium, in terra Sancte Crucis, juxta cimiterium, et de quarta parte justicie Sancte Crucis que fuit domini Ade de Dugniaco.

Anno et die predictis, Ferricus de Gentilliaco fecit homagium de omni eo quod habet apud Gentilliacum, de terris, pratis, hostisiis, et de omni eo quod habet in villa de Gentilli, et fecit homagium ligium, et debet tradere in scriptis partes infra XL dies.

Anno et die predictis, decanus Sancti Clodoaldi fecit homagium de decanatu Sancti Clodoaldi et de omni eo quod pertinet ad dictum decanatum.

Anno et die predictis, Robertus clericus, filius Sainctisme de Sancto Dyonisio fecit homagium de portione que ipsum contingit in quibusdam domibus sitis juxta cimiterium Sancte Crucis de Sancto Dyonisio. Item fecit homagium de dono facto sibi a matre sua predicta, de dictis domibus, que dedit eidem Roberto quicquid habebat in eisdem domi-

[1] [illegible] Gerardus Dubois, [illegible] Turnomii, [illegible] *Hist. [illegible]* inter portatores episcopi Stephani [illegible], *[illegible]*, t. II, p. 187 [illegible] dominum Montis Morenciaci, et Ansellum, do-

bus, et de justitia dicti loci; et debet tradere partes in scriptis infra XL dies.

Anno et die predictis, Johannes, archidiaconus Parisiensis, fecit homagium de archidiaconatu suo et de pertinentiis.

Guillelmus, archidiaconus ecclesie Parisiensis en Héripois, fecit homagium de archidiaconatu suo et de pertinentiis.

Archidiaconus Garnerus in Bria fecit homagium de archidiaconatu suo et de pertinentiis.

CCX.

Anno Domini M° CC° LX° octavo, die martis post festum Martini hyemalis, dominus Johannes, filius regis Francie, comes Nivernensis, venit et fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, in domibus episcopi Parisiensis, in aula superiori, de castro et castellania Montis Gaii, sicut feodum debet; et est homo ligius episcopi Parisiensis ratione dicti feodi. Fuit investitus per anulum aureum. Hic portat. Et pro ipso dominus Anjorrandus de S. Remigio portavit dominum episcopum die dominica ante festum S. Dyonisii anno predicto; excusavit enim se idem dominus Johannes per litteras patentes. Quando fecit homagium, fuerunt presentes magister Philippus de Catreco; Bartholomeus de Regio; dominus Petrus, frater dicti Johannis; frater Petrus de Trinitate, capellanus regis; dominus Arnulphus de Courferaut, dictus Boiliaue, prepositus Parisiensis, *etc.* 12 nov. 1268.

CCXI.

Anno et die predictis, dominus Raginaldus de Barro, dominus Torciaci, fecit homagium de Torciaco cum pertinentiis; et est homo ligius, et debet tradere partes in scriptis infra XL dies. Fuit investitus per anulum aureum. Hic portat. Pro ipso domino R., dominus Philippus de Buciaco[1] portavit dominum episcopum, die dominica ante festum beati Dyonisii anno eodem.

Bertaudus Errode fecit homagium, anno et die martis predictis, de LIIII libris redditus quas habet in pedagio : de Turnomio XXIIII libr., in traverso de Confluentio XXX libr.

[1] Hunc etiam Reginaldum de Torciaco inter eos qui episcopum Stephanum portaverunt inscripsit Dubois.

Anno et die martis predictis, Ludovicus, filius defuncti Theobaldi de Pissiaco, fecit homagium de masuris et censibus quos habet Parisius in vico Sancti Germani Autissiodorensis, et circa domo Dei, Sancte Katherine Parisiensis, et alibi Parisius, et de quinque retrofeodis que tenentur ab ipso Ludovico; de quibus Theobaldus cambellanus tenet unum feodum, relicta defuncti Petri Mouton tenet aliud, de medietate cujusdam platee site ad scolam Sancti Germani Autissiodorensis; Guillelmus Bourdon tenet tercium, scilicet pressorium cum vineis sitis ad Fontenetum; Johannes Barbete tenet quartum pro vineis sitis apud Fontenetum; Johannes de Clichi quintum apud Clichiacum. Et debet dictus Ludovicus specificare partes et tradere in scriptis infra XL dies.

Bertaudus dictus Hecelins fecit homagium, anno et die predictis, de XXII libr. cum dimidia quas percipit in traversu de Confluentio.

Anno et die predictis, Johannes dictus Flammains fecit homagium de VI libr. quas percipit in traverso de Confluentio.

CCXII.

[illegible] Anno eodem, die jovis post festum beati Martini hyemalis, apud Sanctum Victorem, presentibus viris venerabilibus, *etc*.... Dominus Johannes, frater domini de Turnomio, fecit homagium domino Stephano episcopo, de omni eo quod habet in castellania de Turnomio; et est homo ligius, et fecit homagium sicut feodum debet, et debet specificare et tradere partes in scriptis infra XL dies. Petiit investiri per anulum aureum[1]; set fuit ei responsum quod haberetur consilium super hoc.

CCXIII.

[illegible] Anno Domini M° CC° LX° octavo, die lune post octabas beati Martini hyemalis, fecit homagium apud Sanctum Victorem Gaufridus, decanus Parisiensis, domino Stephano episcopo de decanatu suo et pertinentiis, salvo jure capituli.

CCXIV.

[illegible] Anno Domini M° CC° LX° octavo, Reginaldus, prepositus de Campellis in Brya, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de pre-

[1] Vide supra, c. c.

positura de Campellis cum pertinentiis, die jovis post octabas beati Martini hyemalis.

Anno et die predictis, Petrus, cantor de Campellis, fecit homagium de cantoria et pertinentiis domino Stephano, episcopo Parisiensi.

CCXV.

Anno Domini M° CC° LX° octavo, die lune ante festum beati Andree apostoli, nobilis mulier Margareta, buticularia Silvanectensis, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, in domibus suis Parisius, in aula inferiori juxta coquinam, de eo quod habet seu tenet apud Lusarchias, ratione tuitionis liberorum suorum; et debet tradere partes in scriptis infra XL dies. 26 nov. 1268.

Philippus, dominus de Bruneio, est homo ligius episcopi Parisiensis de feodo de Gentiliaco et de domibus de Paris quas N. dictus Picca[1]....

CCXVI.

Anno Domini M° CC° LX° octavo, die mercurii ante festum beati Andree apostoli, nobilis vir Theobaldus de Bello Monte fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de eo quod habet apud Lusarchias, videlicet de parte medietatis Lusarchiarum, quam medietatem totam buticularius Silvanectensis solebat tenere; et debet idem Theobaldus tradere partes in scriptis infra XL dies. Hoc fuit factum in domibus episcopi Parisius, in aula inferiori prope coquinam. 28 nov. 1268.

CCXVII.

Anno Domini M° CC° septuagesimo, dominica in passione Domini, domicella Johanna de Bello Monte fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, in domibus episcopalibus Parisius, de parte medietatis Luzarchiarum[2]. 22 mart. 1271

CCXVIII.

Anno Domini M° CC° LX° octavo, die lune post festum beati Andree, fecerunt homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, Nicolaus 3 dec. 1268

[1] Reliqua omissa sunt.

[2] Hoc caput manu recentiore scriptum est.

dictus Heroude et Johannes Herode, quilibet de undecim libr. et quinque sol. quos percipiunt in traverso de Confluentio.

CCXIX.

5 dec. 1268 Anno eodem, die mercurii post festum sancti Andree apostoli, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, apud Sanctum Victorem, in camera domini episcopi, Theobaldus dictus Chambellains; et est homo ligius de quinquaginta libris Parisiensibus, quas percipit in traverso de Confluentio.

CCXX.

9 feb. 1269 Anno Domini MCCLX° octavo, die sabbati ante brandones, Johannes, dominus de Bretigni, fecit homagium de Bretigni domino episcopo Parisiensi Stephano.

Item fecit emendam domino episcopo super eo quod nimis tardaverat venire ad homagium domini episcopi; et debet tradere in scriptis partes feodi quod tenet ab episcopo; et dixit quod debet portare episcopum, sicut audiverat dici a patre suo et aliis predecessoribus suis.

Item petit restitui de eo quod habebat dominus Guillelmus de Bevra apud Baigneus.

Petronilla, relicta Henrici de Dugniaco, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de tribus partibus cujusdam domus site apud Sanctum Dionisium, in terra Sancte Crucis, retro cimiterium, que fuit Petri dicti Pocheron, et de parte quam habet in justitia et la franchise terre Sancte Crucis, et in minutis censibus, dicta die sabbati et anno predicto.

CCXXI.

Veci l'escrit dou fief monseigneour l'esvesque de Paris, de ce que mon segneur Johan Baudoin chevalier tient[1] ... C'est à savoir son herbegement qui est atouchant au [moustier] Saint Pere de Breteigns, et les jardins qui sunt environ, et toutes les roches et les terres qui sunt entour Saint Pere et Saint Filebert, et en tour sa meson v arpenz de vignes, et

[1] Voces aliquot penitus deletæ sunt.

environ.... son LX arpenz de terre gaignable, à la chauciée.... Gui Perreus, entor VI arpenz de pré al saint Remi, ou pou plus ou pou mains. Totes ces choses devant dites sunt ou fief et en la séroignie monseigneur l'esvesque de Paris; et que nus ne puet riens en ces choses devant dites jouticier, mès que monseignour l'esvesque ou monseignour.... Et je mesire Johan chevalier doi porter monseigneur l'évesque quant il est noviaus à ses despens, ausi comme li autre chevalier qui tienent de lui en fief, et doi aler en l'ost quant il i va à ses deniers.

CCXXII.

Anno Domini MCCLX° octavo, die lune post brandones, fecerunt [illegible]
homagium domino episcopo Guillelmus de Corbolio et Ivo brito, capellani Sancti Eustachii, de hiis que possident de redditibus suis ultra XXX libr. Parisienses, secundum quod continetur in litteris officialis curie archidiaconi Parisiensis quas ipsi capellani habent.

CCXXIII.

Anno Domini MCCLX° nono, in die Pasche, fecit homagium dominus 24 mars 1269
Johannes de Maciaco, miles, domino Stephano, episcopo Parisiensi, in camera ipsius episcopi superiori, de decima de Maci et pertinentiis, scilicet quibusdam domibus. Est homo ligius episcopi de dicto feodo. Debet autem tradere partes dicti feodi in scriptis infra quadraginta dies.

CCXXIV.

Anno Domini MCCLX° nono die sabbati post quindenam Pasche, 13 avril 1269
dominus Guillelmus de Balisi, miles, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de septem quarteriis vinearum sitarum apud Sanctum Clodoaldum, et de quodam retrofeodo quem tenet ab eo in feodum dominus Gaco de Bosco, miles, in domibus existentibus apud Sanctum Clodoaldum et in aliis. Et debet tradere partes feodi in scriptis infra XL dies.

CCXXV.

Anno Domini MCCLX° nono, die jovis post festum beati Barnabe apo- [illegible]
stoli, domcella Edelina de Roseio in Teresca fecit homagium domino

episcopo Stephano Parisiensi, de centum solid. Paris. quos percipit in traverso de Conflans, ex dono domine de Monte Moranciaco, salvo jure cujuslibet, in domibus episcopi Parisiensibus.

CCXXVI.

[illegible] 1269 Johannes Popin, civis Parisiensis, anno Domini MCC° LX nono, die jovis ante festum nativitatis beati Johannis Baptiste, fecit homagium domino episcopo Parisiensi Stephano, apud Sanctum Clodoaldum, de X libr. Paris. quas percipit in traverso de Confluentio, ratione Katherine uxoris sue, filie quondam Ade dicti le Flamanc; et est homagium ligium.

CCXXVII.

[illegible] 1269 Anno Domini M° CC° LX° nono, die sabbati ante festum nativitatis beati Johannis Baptiste, recepit dominus episcopus Stephanus ad homagium, in domibus suis Parisiensibus, in aula inferiori, Guidonem de Lavalle sub tali forma: « Recipio vos ad homagium et fidelitatem de tali jure seu dreitura, quod vel quam habetis vel habere potestis in terra seu feodo de Confluentio[1]. »

CCXXVIII.

[illegible] 1269 Anno Domini MCC° LX° nono, in vigilia assumptionis beate Marie, relicta defuncti Bartholomei de Meru fecit homagium, in aula superiori Parisiensi, de castro de Lusarchiis et de medietate castellanie de Lusarchiis.

CCXXIX.

[illegible] Anno Domini MCCLX° nono, in crastino assumptionis beate virginis Marie, in capella superiori Parisius, Rogerus de Villa d'Avrai fecit homagium de eo quod tenet in villa Sancti Clodoaldi in retrofeodum, videlicet de XIX solid. Paris. quos percipit dominus Almaricus de Meudon; item de eo quod magister Simon de Seppara percipit in eadem villa; item de domo de Chavilla cum appenditiis et granchia, sicut se comportant fossata, et de plesseio: que omnia tenet in retrofeodum.

[1] Sequitur eodem verbis homagium [illegible], videlicet Guidonis de La Valle, ratione libe[illegible] [illegible]

CCXXX.

Anno Domini MCCLX° nono, die sabbati post assumptionem beate Marie, in aula inferiori juxta coquinam, Parisius, fecit homagium Anxelmus armiger, filius buticularii Silvanectensis, de portione que ipsum contingit seu habere debet in castro et castellania de Lusargiis. Dominus episcopus recepit eum, salvo jure suo et cujuslibet alterius. 17 aug. 1269.

CCXXXI.

Anno Domini MCCLX° nono, die sabbati ante festum sanctorum Egidii et Luppi, domina Ysabella de Bourguaingnemont, relicta Guillelmi de Maci militis, defuncti, fecit homagium ligium domino episcopo Stephano apud Sanctum Clodoaldum in aula, de decima de Maci, pro illa parte que ipsam contingit, ratione liberorum suorum, quos habet in tuitione sua sive en baill; et debet tradere partes dicti feodi in scriptis infra XL dies. 31 aug. 1269.

CCXXXII.

Anno Domini MCCLX° nono, die martis post nativitatem beate Marie, Philipus de Maci, armiger, fecit homagium ligium domino episcopo Stephano Parisius, in aula juxta cameram officialis, de portione quam habet in decima de Maci, et de hoc quod habet ibi; et debet tradere infra XL dies partes dicti feodi in scriptis[1]. 10 sept. 1269.

Anno, die et loco predictis, Johanna, filia Ade dicti le Flamanc, fecit homagium ligium domino episcopo de quarta parte de XXVI libr. XIII sol. IIII den. Paris. quas percipiebat dictus Adam pater suus in traverso de Confluentio, et de quinto quarte partis dicte summe, quod Perrota, soror dicte Johanne, legaverat Emeline, avuncule dictarum sororum. Quod quintum dicta Johanna habet modo per escambium.

CCXXXIII.

Servon et Viliers.

Johannes presbiter, curatus de Servone, et Johannes, capellanus capellanie de Villaribus fundate de novo, fecerunt homagium domino

[1] Sequitur professio ejusdem Philippi de portione qua fruitur in decima Maciaci

episcopo Stephano de decima que est in territoriis de Bonolio et de Succiaco, quilibet pro medietate; et sic facient episcopis in futurum. Et debet inde quilibet eorum semel in vita sua duas libras cere virginee et successores eorum similiter in prima receptione sua in recognitionem feodi, sicut continetur in litteris infra scriptis super hoc confectis[1].

CCXXXIV.

27 nov. 1269. Notum sit omnibus presentibus et futuris presentes litteras inspecturis et audituris, quod ego Guido de Villaribus miles, ob remedium animarum, mee videlicet, Gile uxoris mee parentumque nostrorum, dedi et concessi donatione perpetua et irrevocabili, ad opus cujusdam capellanie quam in domo mea de Villaribus de novo construxi et fundavi, auctoritate reverendi patris domini Parisiensis episcopi precedente, quatuordecim arpenta terre arabilis, que habebam in territorio de Bonolio, et medietatem decime, quam habebam in dicto territorio et in territorio de Succiaco, a capellano dicte capellanie ex nunc in perpetuum ejusque successoribus in dicta capellania in manu mortua possidenda pacifice et quiete; me et heredes meos et omnia bona mea et heredum meorum mobilia et immobilia presentia et futura et successores meos quoscumque ad garandiam ferendam de premissis obligando. Volens et concedens quod dictus Parisiensis episcopus jus patronatus habeat in eadem. In cujus rei testimonium, presentes litteras mei sigilli munimine, una cum sigillo dicte Gile uxoris mee roboravi. Datum et actum Parisius, die mercurii ante festum beati Andree apostoli anno Domini MCCLX^mo nono.

CCXXXV.

11 déc. 1269. De feodo de Gornayo et de Cauda.

Anno Domini MCCLX° nono, die mercurii post festum beati Nicholay hiemalis, comes Blesensis[2] fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de castro et castellania de Gornayo, et de castro et castel-

[1] Sequuntur litteræ institutionis hujus capellaniæ. Obligatio autem solvendi duas libras ceræ pro recognitione feodi refertur in quadam episcopi Stephani charta, cujus argumentum dedimus supra, c. CCXXVIII.

[2] Abest nomen comitis. Comitatum Blesensem tunc tenebat Johannes, filius Hugonis de Castellione et Mariæ de Blesis.

lania de Cauda, ratione uxoris sue, filie comitis Britannie; et de Gornaio debet cereum de xx^{ti} solidis. Hec facta fuerunt in domibus episcopi, Parisius, in aula inferiori juxta coquinam, presentibus Gaufrido de Ponte Chevron, decano Parisiensi; Nicholao de Chociaco, vicecancellario Parisiensi; magistro Gaufrido de Barro, capellano et primario episcopi Parisiensis et canonico Parisiensi; magistro Guillelmo de Caro Loco, canonico Parisiensi; Petro de Kala, baillivo episcopi; fratre Johanne, de ordine Sancti Victoris Parisiensis, capellano episcopi; item presentibus domino Johanne de Biaumeis et domino le vidame Carnotensi, domino Gervasio de Meun super Ligerim, domino Gueroudo de Quarterio, militibus.

CCXXXVI.

Anno Domini MCCLX° nono, die mercurii in festo beati Vincentii, 22 jan. 1270
magister Reginaldus, nepos domini episcopi Stephani, decanus Sancti Marcelli juxta Parisius, fecit homagium domino episcopo apud Sanctum Victorem, in aula, de decanatu Sancti Marcelli, presentibus magistris Guillelmo de Caro Loco et Guidone de Gastina, canonicis Parisiensibus; magistro Nicolao le Danais, *etc.*

CCXXXVII.

Anno Domini MCC° LX^{mo} nono, die dominica, XIIII kalendas martii, 16 febr. 1270
dominus Stephanus, episcopus Parisiensis, admisit fratrem Guidonem de Valeri ad curam ecclesie de Namtuerre, et fratrem Petrum de Ferreriis ad curam ecclesie de Espinolio, canonicos Sancte Genovefe Parisiensis, ad presentationem abbatis Sancte Genovefe predicte; salvo jure archidiaconorum Parisiensis ecclesie et cujuslibet alterius. Et sic admisit dictos canonicos hac vice de gratia, si gratia dici debeat, vel reputari in hac parte; ita quod per hoc nichil juris accresceret vel decresceret dictis archidiaconis. Presentibus magistris Guillelmo de Caro Loco et Guidone de Gastina, canonicis Parisiensibus, et Garino, camerario Sancte Genovefe Parisiensis; fratre Johanne de Derveio, canonico Sancti Victoris Parisiensis, capellano domini episcopi Parisiensis; magistro Petro de Villa Petrosa, capellano ejusdem domini episcopi; Alano de Spineto et Symone de Aurelianis, clericis ipsius domini epi-

scopi, in capella episcopi apud Sanctum Victorem, sita in appenditio ecclesie seu monasterii Sancti Victoris.

Item, anno et die predictis, apud Sanctum Victorem, in aula episcopi, admisit fratrem Guillelmum de Autisiodoro, canonicum Sancti Victoris Parisiensis, ad curam ecclesie de Aties sub forma predicta, presentibus, *etc.*

CCXXXVIII.

28 febr. 1270

De ecclesia parrochiali Sancte Magdalene.

Anno Domini M° CCLX° nono, die veneris post Cineres, apud Sanctum Victorem, in capella episcopi, juxta cameram suam, dominus episcopus Stephanus contulit altare ecclesie beate Marie Magdalene Parisiensis, quod instituit Andreas de Paci, civis Parisiensis, pro anima sua, pater Radulphi de Paci, domino Tremondo de Parisiis, presbitero, filio Benedicti dicti la Guiète, prehabita diligenti inquisitione quod collatio dicti altaris ad ipsum dominum episcopum Parisiensem pertinebat. Presentes interfuerunt.... magister Guillelmus de Nova Villa, canonicus capelle episcopi;.... Johannes Anselli de Parisius, curatus de Campi Luppo, prope Latiniacum.

CCXXXIX.

16 mart. 1270 Dominus Gilo de Aci, miles, fecit homagium ligium domino episcopo, de tertia parte feodi quod tenet Philippus de Bruncio apud Gentilli et apud Parisius, anno Domini MCCLX° nono, die dominica tertia in quadragesima, apud Sanctum Victorem, ante capellam episcopi.

Eodem die, relicta Johannis Popin, civis Parisiensis quondam, fecit homagium ligium domino episcopo de x libr. Parisiensibus quas percipit in traverso de Confluentio.

CCXL.

[illegible] apr. [illegible] Dominus Robertus de Plesseio, miles, fecit duo homagia ligia domino episcopo, videlicet unum de nemore sito juxta Mayssiacum, et aliud de masuris sitis apud scolam Sancti Germani Autisiodorensis Parisiensis, in die jovis in cena Domini.

CCXLI.

Dominus Johannes dictus Lisiart, de Coudroi, miles, fecit homagium ligium domino Stephano Parisiensi episcopo, de medietate de Limoes, quam tenet in retrofeodum de episcopo Parisiensi, anno Domini MCCLXX° die mercurii in festo beati Barnabe apostoli, Parisius, in aula episcopi inferiori juxta coquinam. 11 jun. 1270

Guillelmus, filius domini Guillelmi de Noisement quondam, fecit homagium domino episcopo Stephano, de censibus, masuris, retrofeodis que habet apud Moyssi, de quibus debet tradere partes infra XL dies. Presentibus Matheo, venerabili abbate Sancti Dyonisii.... Petro de Baugi, clerico Regine, canonico Remensi; domino Radulpho d'Espone, capellano Regine, *etc.*

CCXLII.

Anno Domini MCC° septuagesimo, die jovis post festum beati Martini hyemalis, nobilis domina Iolandis, comittissa Nivernensis, fecit homagium domino episcopo Parisiensi Stephano, apud manerium regale quod vocatur nemus de Vicennis, in quadam aula superiori, de castro et castellania de Monte Gaii et ejus pertinentiis; de hiis videlicet de quibus predecessores sui fecerunt homagium, sicut feodum debet. Et dictus dominus episcopus recepit ibi homagium predictum de gratia, ad preces domine Regine et ipsius comittisse, salvo jure suo et cujuslibet alterius; facta protestatione quod non prejudicaret juri ecclesie Parisiensis nec ipsius episcopi receptio homagii facta ibi, quominus successores ipsius comittisse vel habentes seu habituri causam ab ea vel ab ipsis, dictum homagium facerent in loco debito et a suis predecessoribus usitato. Item facta protestatione de jure suo, videlicet quod idem Parisiensis episcopus pro feodo de Cloia, quod est elongatum a feodo de Monte Gaii[1], debet habere viginti libras annui redditus super feodum Montis Gaii, per compositionem super hoc factam tempore predecessorum episcopi predicti; super qua compositione domina comitissa, requisita utrum vellet eam servare, dixit quod sic. Item investivit eam dictus episcopus per anulum aureum, protestatione prehabita, quod, nisi 13 nov. 1270

[1] Vide supra, c. CCVI.

ipse episcopus qui est pro tempore non deberet investire pluries de anulo aureo, quod de gratia dabat ei anulum hac vice. Item dixit dictus episcopus quod homagium predictum ligium erat. Respondit dominus Gaufridus de Villeta, miles, pro comitissa : « Sive sit ligium, sive non, facit homagium sicut feodum debet[1]. »

CCXLIII.

Dominus Johannes de Maciaco tenet in feodum a domino Parisiensi episcopo quicquid habet in decima de Maciaco.

Item, decimam, quam dominus Matheus de Murellis tenet apud Origniacum, tenet idem dominus Matheus a predicto Johanne; que similiter decima movet de feodo episcopi Parisiensis.

Item, decimam, quam Bochardus de Amblenvillis tenet inter ulmos Sancti Germani et Origniacum et Maciacum, tenet idem B., a domino Johanne; et movet illa decima de feodo domini Parisiensis episcopi.

CCXLIV.

Comes Belli Montis defunctus erat homo episcopi Parisiensis. Tenebat ab episcopo in feodum medietatem traversi de Confluentio, et prata et terras apud Confluentium. Item aliam medietatem traversi tenet comes Montis Fortis a domino Matheo de Monte Maurenciaco, de qua medietate idem Matheus erat homo comitis Belli Montis, et comes Belli Montis erat ex hac homo episcopi Parisiensis. Item due municiones sive *fortereces* de Confluentio sunt de feodo episcopi Parisiensis, et quicquid appendet vel pertinet ad castellaniam de Confluentio est de feodo episcopi Parisiensis. Item quicquid dominus Robertus de Pissiaco defunctus tenebat apud Domos, tenebat a comite Belli Montis, et ipse comes ab episcopo Parisiensi. Sed et Confluencium et illud de Domibus tenebat idem comes ab episcopo ad unum feodum. Item medietas castellanie de Lusarchiis et fortereccia movet et est de feodo episcopi Parisiensis, quia comes Belli Montis illud tenuit a comite Clari Montis, et comes Clari Montis ab episcopo Parisiensi. Hoc dicit dominus Hugo de Ballolio.

[1] Homagium ab ipsa Yolande comitissa factum transcriptum est in magno Chartulario, f. ccxvi

Cum autem decessisset comes Clari Montis, et comitatus devenisset ad regem Phillipum, comes Belli Montis defunctus ad regem accessit, et obtulit ei homagium de medietate de Lusarchiis. Cui rex dixit, quod non reciperet homagium ejus, quia nollet esse homo episcopi Parisiensis: dicens insuper ipsi comiti, ut iret ad episcopum et faceret ei de hoc homagium de Lusarchiis, et quicquid ad eam pertinet.

Aliam medietatem tenet buticularius Silvanectensis ab episcopo Parisiensi.

CCXLV.

Anno Domini MCCLX° nono, mense marcio, pridie idus, die veneris post dominicam qua cantatur *Reminiscere*, Ludovicus, rex Francie, arripuit iter ad partes transmarinas, de Sancto Dyonisio, et ibi accepit peram et baculum peregrinationis sue, quos benedixit et tradidit sibi in ecclesia Sancti Dyonisii Radulphus, episcopus Albanensis, tunc apostolice sedis legatus in Francia et partibus transmarinis. 14 mart. 1270.

Die vero sabbati, in crastino idus martii, accepit licentiam in ultimo suo recessu in ecclesia Parisiensi; et venit ad dictam ecclesiam de domibus suis Parisiensibus discalciatus, et dominus Petrus, filius suus, similiter cum eo nudus pedes. Dominus Philippus, primogenitus suus, et dominus Robertus, comes Attrabatensis, et quamplures alii non discalciati venerunt cum eo. 15 mart.

CCXLVI.

Anno Domini MCCLXX°, die mercurii cinerum, videlicet XII kl. martii, in domibus episcopalibus Parisius, domina Margareta de Plesseio, relicta domini Roberti de Plesseio, fecit homagium domino Stephano episcopo, de Nemoribus de Coms, et du demainne dicti mariti sui, quod situm est in vico Sancti Germani Parisius Autisiodorensis, et de quibusdam aliis que debet tradere in scriptis. 18 febr. 1271.

CCXLVII.

Anno eodem, V° kl. martii, Ansellus de Rochefort, armiger, fecit ibidem homagium de iis que dominus Johannes de Licet tenet apud Mesons super Secanam; item de iis que magister Robertus de Surbona tenet Parisius in vico de Fimo, salvo jure cujuslibet, et facta protestatione a 25 febr. 1271.

domino episcopo, quod, si dictus armiger amortizaverit dicto magistro Roberto dictum feodum, quod homagium dicti feodi immediate veniet et pertinebit ad dominum episcopum.

CCXLVIII.

Dominus Robertus de Plesseio petiit admitti ad homagium trium retrofeodorum, quorum Johannes de Castro Forti tenet unum in rua Porcorum, Johannes Sarracenus aliud, Thiebaut de Granchia de Pissiaco aliud; super hoc asserens esse sibi dies ad crastinum dominice in ramis palmorum.

CCXLIX.

Ista capitula solent vocari ad concilium Senonense :
Capitulum Sancti Marcelli.
Capitulum Sancti Clodoaldi.
Capitulum de Campellis.
Capitulum Sancti Germani Autisiodorensis.
Capitula Beate Marie et Beati Exuperii de Corbolio.
Capitulum de Monte Moranciaco.
Capitulum de Lusarchiis.

CCL.

27 apr. 1270

De domo Sancti Lazari prope Parisius[1]

Anno Domini millesimo cc° septuagesimo, die dominica ante festum inventionis sancte Crucis, decessit dominus Stephanus, canonicus Sancti Clodoaldi, magister leprosarie Sancti Lazari Parisiensis. Die lune in crastino, accessit ad dictam domum dominus Stephanus, episcopus Parisiensis, qui, post recommendationem anime ipsius defuncti, vocatis omnibus fratribus et sororibus dicte domus, tam sanis quam leprosis, in curia dicti loci, dedit eis in magistrum et provisorem dicte domus, dominum Sansonem, magistrum Filiarum Dei Parisiensium. Murmurantibus autem aliquantulum ibidem propter hoc predictis fratribus, accidit, post paucos dies, quod ipsi supplicaverunt domino Stephano, episcopo predicto, ut fratrem Robertum de Villeta Sancti Lazari, fratrem

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. 455.

dicte domus, quem, ut asserebant, nominaverant inter ipsos, auctoritate, immo temeritate propria, in magistrum suum, idem dominus episcopus confirmaret in magistrum seu priorem eorumdem. Et quia, tam de jure communi quam de consuetudine observata, ad ipsum dominum episcopum Parisiensem pertinebat ordinatio et provisio magistri instituendi in dicta domo Sancti Lazari, prout predecessor suus bone memorie R.[1] quondam episcopus Parisiensis usus fuerat, sicut evidenter apparebat per litteras suas patentes, in quibus continebatur quod ipse instituerat magistrum in eadem domo predictum dominum Stephanum, magistrum eorum nuper defunctum; dominus Stephanus episcopus predictus, supplicationem eorum non admisit, et quia etiam non potuerunt docere quod ad ipsos de jure vel de consuetudine pertineret electio seu ordinacio magistri. Postmodum vero nisi fuerunt habere recursum ad magistros curie regis Francie, ipso domino rege Ludovico tunc eunte ad partes transmarinas, fingentes quod dicta domus eorum esset in custodia et protectione regia. Unde accidit quod quadam die sabbati, videlicet ante festum sancti Urbani, dominus Matheus, abbas Sancti Dyonisii in Francia, qui gerebat tunc vices ipsius domini regis, venit apud Sanctum Clodoaldum, et in presentia sua, presentibus domino episcopo Parisiensi predicto, magistro Guillelmo de Nova Villa clerico et consiliario ipsius domini regis, magistro Roberto de Bertencourt officiali Parisiensi, magistro Guillelmo de Caro Loco canonico Parisiensi, ac multis aliis probis et discretis viris, duo fratres dicte domus Galterus et Hugo, presente predicto Roberto de Villeta Sancti Lazari, innovaverunt supplicationem predictam; petentes per quasdam litteras sigillatas, ut dicebant, sigillo domus predicte, quod dominus episcopus admitteret nominationem seu electionem que facta fuerat de predicto Roberto, et quod confirmaret eandem. Demum, quia predictum sigillum nullam fidem faciebat, et quia inauditum erat in partibus istis quod leprosi haberent electionem seu eligerent auctoritate propria magistros in domibus suis; item, cum non docerent quod de jure vel consuetudine habuissent unquam electionem magistri in domo sua; item, quia domus leprosorum et domus pauperum Dei omnes sunt in protectione et custodia epi- 24 mai

[1] Reginaldus III, de Corbolio.

scopi, et curam earum gerit tam in spiritualibus et temporalibus, prenominati fratres Sancti Lazari Parisiensis multum fuerunt reprehensi tam ab abbate quam ab illis qui erant in illo consilio in petitione quam faciebant. Unde mandatum fuit et preceptum propter hoc preposito Parisiensi, ex parte magistrorum curie regis, quod de fratribus et de domo Sancti Lazari Parisiensis predictis se non intromitteret super hoc contra episcopum Parisiensem, occasione predicta, set faceret episcopus super ordinatione et provisione dicte domus quod crederet expedire. Tandem vero supradicti fratres et dictus Robertus ex parte sua et omnium aliorum fratrum dicte domus, quia persona dicti Sansonis, quem dominus episcopus dederat eis in magistrum, non erat eis satis grata, sed aliquantulum odiosa, supplicaverunt quod idem dominus episcopus daret eis alium magistrum ad voluntatem suam. Dominus autem episcopus pacem cordium dictorum fratrum servare cupiens, utendo jure suo et ecclesie Parisiensis, mutavit eis magistrum, et dedit eis in magistrum dominum Symonem, presbiterum Sancte Trinitatis de Castro Forti, quem cum gratiarum actione receperunt, et obediverunt ei unanimiter tam in spiritualibus quam in temporalibus, pacifice et quiete. Qui intravit anno Domini MCC° septuagesimo, in crastino nativitatis beati Johannis Baptiste[1].

CCLI.

1270. Litteræ quibus Sanson de Cristolio presbiter, institutus est magister leprosorum Sancti Lazari Parisiensis[2].

.... Datum anno Domini MCCLXX°, die dominica post inventionem sancte Crucis.

CCLII.

1263. Litteræ Reginaldi, Parisiensis episcopi, quibus præficit leprosariæ Sancti Lazari Parisiensis, Stephanum, olim provisorem domus Filiarum Dei Parisiensium.

Datum anno Domini MCCLX° tertio, die sabbati post Trinitatem

[1] Sequuntur litteræ institutionis Simonis, datæ anno MCCLXX, die mercurii in crastino nativitatis beati Johannis Baptistæ (25 jun.), editæque apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. [illegible].

[2] Vide chartam quæ præcedit.

[3] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. [illegible]. Vide etiam supra, c. [illegible]

CCLIII.

De officiali Parisiensi contra archidiaconum Parisiensem et officialem suum. 14 oct. 1270

In nomine Domini, amen. Cum vir venerabilis Guillelmus, archidiaconus in ecclesia Parisiensi, et magister Guillelmus, ejus officialis, vocati essent ad judicium coram venerabili viro officiali Parisiensi certa die, venerabilibus viris decano et capitulo ecclesie Sancti Marcelli juxta Parisius responsuri; et dictus Guillelmus, officialis dicti Guillelmi archidiaconi, ad defensionem suam et dicti archidiaconi, coram officiali Parisiensi predicto, comparuisset; et magistrum Thomam de Bria, canonicum Insulensem, quondam dicti archidiaconi officialem, secum tanquam consiliarium seu advocatum dicti archidiaconi et suum adduxisset; et dictus magister Thomas, in presentia dicti officialis et plurium assistentium, dixisset gallice, hoc expresso ut omnes intelligerent tam laici quam clerici, coram dicto officiali Parisiensi, quod dictus officialis Parisiensis nec in dictum archidiaconum, nec in dictum Guillelmum officialem ejus aliquam juridictionem habebat, tunc a presentia dicti officialis contumaciter recedendo; propter quod dictus officialis Parisiensis in dictum Guillelmum, officialem dicti archidiaconi, sententiam excommunicationis promulgavit; tandem dictus magister Guillelmus, dicti archidiaconi officialis, in presentia dicti officialis Parisiensis, coram me Rogero, sedis apostolice publico notario et pluribus fide dignis quorum nomina inferius subscribuntur, dixit et asseruit quod dictam prolationem verborum factam a dicto magistro Thoma ratam non habuit nec habebat, et quod ab initio sibi displicuit et adhuc displicebat, et verba predicta que dixerat dictus magister Thomas, quantum in eo erat, revocabat; asserens nichilominus et affirmans idem Guillelmus, officialis archidiaconi, quod propter ejus contumaciam dictus officialis Parisiensis sententiam excommunicationis tulerat in eodem, et ideo supplicavit dicto officiali Parisiensi, coram me Rogero, notario predicto et testibus infrascriptis, ut sententiam excommunicationis in ipsum latam occasione predicta relaxaret. Cujus siquidem magistri Guillelmi, officialis predicti archidiaconi, dictus officialis Parisiensis supplicationem exaudiens, liberaliter et benigne sententiam excommunicationis in presentia mea Rogeri notarii predicti et ibidem assistentium

relaxavit. Hiis autem interfuerunt venerabiles viri magistri Symon de Seppara, Ansellus de Buciaco, Guido de Gastina, canonici Parisienses; magistri Nicholaus Dacus, Matheus de Savigniaco, Petrus de Sacro Cesaris, Symon de Damieta, Symon de Monte Letherico, Johannes de Bertecuria, Johannes de Genesta, Bertaudus de Castris, Odo de Aversis, clerici, ad premissa omnia testes vocati et rogati. Actum Parisius, anno nativitatis Domini MCC° septuagesimo, indict. XIII, apostolica sede vacante, ut publice dicitur, II idus julii in domo domini Parisiensis episcopi, in parva aula per terram, presentibus supradictis testibus ad hec vocatis et Rogero.

Et ego Rogerus, dictus Carnifex, clericus Parisiensis, publicus auctoritate sacrosancte Romane ecclesie notarius, premissis personaliter interfui et premissa, ut superius leguntur, propria manu scripsi, publicavi, in hanc publicam formam redegi, et, rogatus a dicto officiali Parisiensi, me subscripsi et signum meum apposui.

CCLIV.

Aug. 1269. Johanna, comitissa Pictavensis et Tolosana, confirmat fundationem monasterii Sanctæ Mariæ de Gerciaco, Parisiensis diœcesis, a conjuge suo comite Alphonso factam, cumque perceptio quingentarum librarum annui redditus, quas idem comes eidem monasterio dederat in terris suis Alverniæ accipiendas, sit monialibus propter locorum distantiam nimis onerosa, jubet eadem comitissa et præcipit ut tantum vendatur de bonis suis immobilibus, quantum sufficiat ad emendum annuum redditum quingentarum librarum Parisiensium, ad opus ejusdem monasterii, infra metas diœcesium Senonensis, Parisiensis, Meldensis et Silvanectensis [1].

.... Actum anno Domini MCC° sexagesimo nono, mense augusti.

CCLV.

Aug. 1269. Universis presentes litteras inspecturis G.[2] decanus et capitulum Parisiense, ac Garnerus, ecclesie Parisiensis archidiaconus, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum reverendus pater Stephanus, Dei gratia Parisiensis episcopus, fundationi seu constructioni monasterii monialium ordinis Sancti Augustini, in ecclesia parrochiali de Gerciaco fundandi seu construendi a personis illustribus Alfonso, filio regis

[1] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 113. [2] Gaufridus I de Pontechevron.

Francorum, comite Pictavensi et Tholosanensi et Johanna ejus consorte, Pictavensi et Tholosanensi comitissa, salvo jure episcopali et archidiaconali, auctoritatem prebuerit et assensum; ita etiam quod jus parrochiale quod habebat presbiter in dicta parrochia de Gerciaco, quod jus ordinatum est transferri in ecclesiam apud Varennes de novo edificari ceptam, dicto presbitero, cum decimis et possessionibus quas ante habebat, salvum remaneat, exceptis a jure parrochiali dicto monasterio monialium cum toto ejus ambitu et personis ibidem inhabitaturis, nos, quod supradictis translacione ecclesie et juris parrochialis ac exemptione dicti monasterii a jure parrochiali, nec non super ecclesia de Gerciaco dicto monasterio concedenda factum est ratum habemus atque firmum, et, in eis episcopi et archidiaconi juridictione et alio quolibet jure salvis, expresse consentimus. Quod ut firmum et stabile permaneat, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda in testimonium veritatis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, mense augusti.

CCLVI.

Stephanus, Parisiensis episcopus, confirmat chartam superiorem, sibi jus retinens ordinandi numerum monialium et formam inclusionis earum[1]. Aug. 1269

.... Actum anno Domini M° CC° sexagesimo nono, mense augusti.

CCLVII.

Epistola de obitu regis Ludovici IX[2]. 12 sept. 1270

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus suis universis archiepiscopis, episcopis, necnon abbatibus, prioribus, decanis, presbiteris et ceteris ecclesiarum rectoribus, ac universis tam regularium quam secularium conventibus, collegiis et capitulis in regno Francie constitutis, ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem. Cunctis flenda Christi fidelibus, et dolenda specialiter uni-

[1] Editum apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 471, et emendatius t. VII, *Gall. Christ.*, instr., col. 114.

[2] Edit. apud Dubois, t. II, p. 467.

versis et singulis infra regni Francie terminos constitutis, nobis autem precipue continuis ac crebris lamentanda suspiriis, universitati vestre compellimur seva quedam, molesta nimis ac tristia, cum multa cordis amaritudine, nunciare. Nuper quidem, sicut Domino placuit, qui gressus, actus et finem electorum suorum, juxta sue beneplacitum voluntatis, semper dirigit in salutem, ille Deo dilectus, ab hominibus gratiosus, pie ac preclare recordationis Ludovicus, Francie rex illustrissimus, precarissimus dominus ac genitor noster quondam; cujus vita toti ecclesie fructuosa fuisse dinoscitur, cujus memoria in benedictione est, cujus laus in ecclesia predicatur; post tam laudabilia caritatis ac pietatis opera, post tot laboriosos agones quos pro fide Christi et ecclesie dilatatione fideliter ac ferventer indefesso animo toleravit; postquam nuper in portu Tunicii viriliter et sine detrimento suorum applicuit, portum ipsum famosum occupans, et terre introitum Africane quam, si daret Dominus, proposuerat, expulsa barbarie ac nephanda Sarracenice gentis eliminata spurcicia, Christiano cultui dedicare; post captam victoriose Carthaginem, cum jam processurus ulterius tam per aquam quam per terram celeriter ac potenter intenderet expugnare Tunicium, et infidelis regnantis in eo ac suorum totaliter exterminare potentiam et virtutem, inter hec, disponente Domino, labores et agones ipsius consummare feliciter et complere; quadam corporis infirmitate gravatus, lecto decubuit, et, post multas egritudinis ejusdem molestias, tandem christianissime postulatis ac cum omni devocione susceptis omnibus ecclesiasticis sacramentis, in confessione vere fidei, in Dei dilectione et devotione ferventi, feria secunda in crastino beati Bartholomei apostoli, hora illa qua dominus Jhesus Christus Dei filius in cruce pro mundi vita moriens expiravit, ad extremam horam veniens et super saccum et cinerem recubans, felicem spiritum reddidit altissimo Creatori. Nos itaque sauciati tam diri novitate vulneris, tam acutis orbitatis aculeis, nimirum ejulare compellimur, ac plangere deplorandum abcessum et obitum pii patris, in quo non solum nostram irremediabilem plagam et inestaurabilem jacturam comperimus et sentimus, sed et totius christianitatis inestimabile dampnum et lamentabile detrimentum. Lugent pariter universi regem pium, regem pacificum, patrem paupe-

rum, miserorum refugium, solatium oppressorum, totius religionis et innocentie auctorem precipuum, zelatorem justitie, fidei et Ecclesie defensorem. O quis nobis daret, tenentibus locum ejus in terris, talis ac tam laudabilis progenitoris sequi vestigia, et imitari exempla, implere consilia, sacra ejus exequi merita et salubria documenta, de cujus vite meritis et actibus virtuosis nobis esset non immerito gloriandum potiusquam de morte dolendum, si rationem admitteret vis doloris! Profecto gloria magna est talem habuisse parentem, set et dolor irremediabilis tantum et tam dulce patris amisisse solatium, tam suave alloquium, tam efficax consilium et juvamen. Dolor quidem hic inconsolabilis censeretur, nisi de ipso certa spes ab omnibus vitam ejus ac actus sanctissimos agnoscentibus haberetur, quod jam de regni temporalis sollicitudine sit translatus ad eternum regnum et gloriam sine fine. Ut igitur cessemus aliquantulum a lamentis, dolores et gemitus convertamus in arma salutis, in orationum suffragia et subsidia caritatis; impendamus defuncto gratiam quam ad viventem habuimus, ut exinde benedictionis fructum a retributore bonorum omnium reportemus. Sane, juxta predicti piissimi patris nostri supreme voluntatis arbitrium, humiliter postulantis ut, post ejus obitum, mitteretur ad personas et loca religiosa per regnum, pro suffragiis orationum et gratis Deo caritatis subsidiis obtinendis, ecce ad diversa regni loca propter hec dilectos nostros viros religiosos fratres Gaufridum de Bello Loco et Guillelmum Carnotensem, de ordine Predicatorum, ac fratrem Johannem de Montibus ordinis Fratrum Minorum, familiares et caros quondam memorati domini patris nostri, latores presentium, cum aliis de domo nostra et familia destinamus. Quocirca vestram universitatem toto cordis affectu requirimus et rogamus, quatinus, memores existentes illius sincere devotionis ac dilectionis quam ad ecclesiam et personas ecclesiasticas idem pius pater et dominus semper habuit et exhibuit per effectum, ac illius pie sollicitudinis quam ad felicem et prosperum statum regni, quasi pupillam oculi quiete et pacifice conservandam, impendit, pro ipsius anima preciosa, licet, ut a multis creditur, aliena intercessione non egeat, summo Regi precum et hostiarum munera ac cetera caritatis subsidia offerre velitis, illud idem omnibus in locis vobis subjectis fieri facientes. Oretis etiam jugiter, et in locis predictis faciatis orari pro nobis et pro toto exercitu chris-

tiano. Actum in castris juxta Carthaginem, die veneris post nativitatem beate Virginis anno Domini MCCLXX°.

CCLVIII.

30 mai 1271

Anno Domini MCC° LXX^{mo} primo, die sabbati post Pentechosten, domicella Aalipdis, relicta Gazonis armigeri, de Combisvilla fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, in domibus suis Parisius, de hiis que habet apud Combisvillam, et debet tradere partes infra quadraginta dies.

CCLIX.

1 juin 1271

De feodo Confluenti

Anno Domini MCCLXX° primo, in octabis Pentechostes, Matheus miles, dominus Montis Moranciaci, fecit homagium ligium, sicut feodum debet, domino Stephano, episcopo Parisiensi, in domibus suis Parisius, de eo quod habet apud Confluentum; et debet tradere partes feodi infra XL dies; et fuit investitus per anulum aureum. Item fecit aliud homagium ligium de omni eo quod habet apud Sanctum Marcellum de Sancto Dyonisio, et debet tradere partes infra XL dies; et fuit investitus per anulum aureum, hoc salvo quod, si de istis feodis deberet investiri per unicum anulum aureum, quod non prejudicaret domino episcopo, et quod idem dominus episcopus dabat sibi istum secundum anulum aureum de gratia. Et hoc acceptavit dictus dominus Montis Morantiaci.

CCLX.

[illegible] 1271

De decanatu Sancti Marcelli

Anno Domini MCCLXX° primo, die veneris post octabas Pentechostes, Petrus de Condeto, decanus ecclesie Sancti Marcelli, juxta Parisius, fecit homagium ligium domino episcopo Parisiensi Stephano, de decanatu et ejus pertinentiis. Presentibus, *etc.*

CCLXI.

[illegible]

De feodo de Gentilliaco

Anno Domini MCCLXX primo, die jovis post exaltationem sancte

Crucis, in domo episcopi Sancti Victoris, domina Margareta de Gentilliaco fecit homagium ligium, sicut feudum debet, de hiis que solebat tenere a Philippo de Brunay, armigero, videlicet : de turre rotunda de Gentilliaco, de hospitibus quos habet ibidem, de centum solidis annui census vel circa, de sex droituris, de ripparia quam habet ibidem, de uno arpento pratorum, de quodam torculari, de medietate cujusdam furni, de XXVIII sextariis bladi que habet in molendino de Gentilliaco, et quedam feoda que tenentur ab ipsa. Presentibus.... Nicholao, Huberto, Guidone, armigeris domini episcopi, domino Guillelmo de Pocour milite, *etc.* Istud feudum emit dominus Stephanus, Parisiensis episcopus, a dicto Philippo.

CCLXII.

Anno Domini MCCLXX° primo, die veneris post exaltationem sancte Crucis, in domo episcopi Sancti Victoris, Gaufridus de Gehenni, armiger, fecit homagium, sicut feudum debet, de hiis que solebat tenere a Philippo de Brunay, armigero, videlicet : de domo sua de Gentilliaco cum pertinentiis, de sex arpentis pratorum, de tribus arpentis vinearum vel circa, de XIIII arpentis terrarum arabilium, de hospitibus quos habet in villa, de quodam torculari, de medietate cujusdam furni, de ripparia quam habet apud Gentiliacum, de decem libris annui census, des Merries pratorum, de uno feudo quod tenetur ab ipso. Presentibus.... Henrico lu Pevrer, Acelino Navet, civibus Parisiensibus, *etc.* Istud feudum emit Stephanus, episcopus Parisiensis, a dicto Philippo 18 sept. 1271.

CCLXIII.

Anno Domini MCCLXXI, die sabbati post exaltationem sancte Crucis. 19 sept. 1271.

Homagium Guillelmi de Gehenni, armigeri, Stephano, Parisiensi episcopo, factum, pro habergagio, nemoribus, terris, pratis, censibus et aliis redditibus, qua idem Guillelmus tenet apud Gehenni a Philippo de Brunay, armigero.

.... Istud feodum emit Stephanus, episcopus Parisiensis, a dicto Philippo.

CCLXIV.

Anno Domini MCCLXXI, die veneris post festum beati Martini hyemalis. 14 nov. 1271.

Homagium Johannis de Placentia, factum Stephano, Parisiensi episcopo, de quarta parte cujusdam feodi, siti apud Cheneveires, quam eidem Johanni attulerat uxor ejus, filia dominæ de Gehanni; quod feodum idem episcopus emerat a Philippo de Brunay, armigero.

CCLXV.

10 nov. 1271 De feodo de Torciaco.

Anno Domini MCCLXX^mo primo, die martis in vigilia sancti Martini hyemalis, in parva aula domini episcopi Parisiensis, subtus cameram officialis, comes de Barro petiit a domino Stephano, Parisiensi episcopo, ut ipsum reciperet in hominem de terra Torciaci, in qua successerat domino Reginalde de Barro, quondam fratri suo. Cui respondit dominus episcopus, quod sibi prius satisfaceret de racheto. Tandem, post multa verba, dictus comes recognovit se ex ista successione teneri ad rachetum, dicens quod alias, ex quadam alia successione, de racheto dicte terre finaverat bone memorie quondam Reginaldo, Parisiensi episcopo, pro ducentis et sexaginta libris Turonensibus, et in hoc facta sibi fuerat gratia; et petebat a domino episcopo consimilem gratiam vel majorem. Dominus autem episcopus, volens predicto comiti facere gratiam, et ejus acquirere benevolentiam et amorem, quitavit ipsi predictum rachetum, pro ducentis et quinquaginta libris Turonensibus, dicto comite hoc pro gratia acceptante. Quia vero dominus episcopus levaverat de dicta terra, pro defectu hominis, fructus et redditus, ad valorem quatervigenti librarum vel circa, petebat dictus comes, ut computarentur in solutionem dicti racheti. Verumptamen, auditis rationibus domini episcopi, confessus fuit comes predictus, quod dominus episcopus fructus, exitus et redditus quos levaverat poterat facere suos et sibi licite detinere, secundum usus et consuetudines patrie. Tunc dominus episcopus, de dictis fructibus, exitibus et redditibus levatis, dedit liberaliter ipsi comiti quinquaginta libras Turonenses, et illas sibi deduxit de predictis ducentis quinquaginta libris; ita quod debuit dictus comes ducentas libras Turonenses. De quibus solvendis infra octabas Pentechostes proximo venturas, Habertus de Sancto Martino constituit [se] principalem debitorem et redditorem, obligans, quantum ad hoc, se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia. Quibus actis, anno et die

predictis, dictus comes fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, salvo jure cujuslibet, et investitus fuit per anulum aureum. Presentibus ad omnia predicta domino Philippo, Ebroicensi episcopo; Nicholao, archidiacono in ecclesia Parisiensi.... Reginaldo Tempier[1], canonico Parisiensi.... magistro Petro de Kala, ballivo domini episcopi.... Petro Augier, Johanne de Laya, civibus Parisiensibus.

CCLXVI.

Anno Domini MCCLXX° primo, die martis in vigilia beati Martini hyemalis, in parva aula subtus cameram officialis, magister Johannes de Aurelianis, cancellarius Parisiensis, fecit homagium domino episcopo Stephano de cancellaria Parisiensi, presentibus.... Nicolao, armigero domini episcopi. 10 nov. 1271.

CCLXVII.

Anno Domini MCCLXX° primo, die veneris post *Letare Jerusalem*, Johannes de Tilliaco, armiger, fecit homagium ligium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de parte medietatis Lusarchiarum, movente ex parte Johanne de Bello Monte, uxoris sue, in domo episcopali Sancti Victoris, Parisius. Presentibus magistro Vincentio de Darneto, canonico Sancti Marcelli.... Nicholao, armigero, cambellano domini episcopi; Radulpho, preposito dicti Johannis de Tilliaco. 8 apr. 1272.

CCLXVIII.

Anno Domini MCCLXX° secundo, die veneris ante assumptionem beate Virginis, Robertus de Bitunia, filius comitis Flandrie, comes nunc Nivernensis, fecit homagium ligium domino episcopo Parisiensi Stephano, in hospitiis suis, Parisius, in pratello super Secanam, de castro et castellania Montis Gaii et pertinentiis; presentibus abbate Sancte Dyonisii in Francia.... Renaldo Barbou, preposito Parisiensi; magistro Petro de Kala, ballivo domini episcopi Parisiensis, et pluribus aliis. 12 aug. 1272.

[1] Ex eisdem forte parentibus ortus atque Stephanus Tempier, tunc episcopus Parisiensis.

CCLXIX.

1272. Anno Domini MCC° septuagesimo secundo, mense [1].... magister Vincentius de Darneto, decanus Sancti Marcelli, fecit homagium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de decanatu suo predicto, in domo dicti domini episcopi apud Sanctum Victorem, Parisius, in camera dicte domus, videlicet homagium ligium, presentibus magistro Arnaudo de Tholosa, canonico Aurelianensi; fratre Johanne de Darneto; Symone Arnaudi, canonico Sancti Honorati. Omnes de familia dicti domini episcopi.

CCLXX.

1272. Anno Domini millesimo ducentesimo LXX^{mo} secundo, mense.... magister Alanus, decanus Sancti Germani Autissiodorensis Parisius, fecit homagium domino Stephano, Dei gratia Parisiensi episcopo, de decanatu suo predicto et de cantoria dicte ecclesie Sancti Germani, in domo dicti domini episcopi apud Sanctum Victorem, Parisius, in aula dicte domus, presentibus, *etc.* et illud homagium ligium fecit.

CCLXXI.

6 dec. 1272. De feodo cantorie Parisiensis

Anno Domini millesimo CC° LXX^{mo} secundo, mense decembri, in festo beati Nicholai hyemalis, magister Hugo, dictus de Turre, cantor Parisiensis, fecit domino S., Parisiensi episcopo, homagium de cantoria, prout feodum debet, in aula episcopali de Sancto Victore, presentibus magistro Guillelmo de Ermanco, clerico episcopi Claremontensis.... fratre Johanne de Darneto, de ordine Sancti Victoris, capellano domini episcopi, *etc.*

CCLXXII.

17 febr. 1273. De feodo terre de Teroenne site Parisius

Anno Domini MCC° septuagesimo secundo, die veneris ante cathedram

[1] Nomen mensis omissum est in codice. Vincentius vero dignitatem decani nondum adeptus erat 8 april. ut colligitur ex capitulo CCLXVII. Hominium præstitit ante Pascham, scilicet 24 ejusdem mensis april. Decanatum exuerat mense junio 1273. Vide infra, c. CCLXXVII.

sancti Petri, in aula domini episcopi apud Sanctum Victorem, Parisius, dominus Petrus de Bello Monte, comes Cambellani in Apulia, fecit homagium domino S., Parisiensi episcopo, de terra que dicitur la terre de Taroenne, Parisius, et pertinentiis ipsius, secundum quod feodum debebat, presentibus magist. G. de Barro [1], penitentiario, *etc.*

CCLXXIII.

De feodo decani Parisiensis. 20 apr. 1273.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die jovis ante festum beati Georgii, in domo episcopali Parisius, in camera officialis, fecit homagium domino Stephano, Parisiensi episcopo, Gaufridus de Barro, decanus Parisiensis, et fuit illud homagium factum, sub forma videlicet secundum quod antecessores sui facere consueverant, et secundum quod feodum debet. Cui homagio faciendo fuerunt presentes.... Matheus de Clariaco.... Petrus de Media Curia et Julianus, clerici dicti episcopi.

CCLXXIV.

Emendavit dominus Montis Morenciaci quod non misit in exercitu cum episcopo Parisiensi. 1 mai 1273.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die lune in festo apostolorum Philipi et Jacobi, Matheus, dominus Monmorenciaci, miles, recognoscens coram domino episcopo Stephano, et presentibus testibus infra scriptis, quod ipse Parisiensi episcopo, quicumque pro tempore est, tenebatur mittere duos milites in equis et armis sufficienter paratos, quociens ipsum episcopum ire contingeret in exercitu, et hoc ratione feodorum que tenet ab episcopo Parisiensi; quia tamen eidem episcopo non miserat eosdem milites, cum idem episcopus vocatus fuisset et iret in exercitu regis, apud Fussum et Tholosam, licet de mittendo eosdem mandatum habuisset et requisitus fuisset legitime a dicto episcopo, emendam fecit eidem episcopo, in domo episcopali

[1] Idem forte Gaufridus de Barro, qui in charta sequente homagium profitetur de decanatu Parisiensi, cuique successit eodem anno in pœnitentiarii officio Robertus de Frovilla. Vide infra, cap. CCLXXXI. Si vera conjicimus, erraverunt auctores *Gall. Christ.* asserentes eumdem Gaufridum ex archidiaconatu ecclesiæ Parisiensis ad decanatum transisse.

Parisiensi, in camera officialis Parisiensis, de hoc quod eos non miserat, sicut tenebatur. Hiis autem presentes fuerunt Bouchardus, ejusdem domini frater; Philippus de Aqua Bona et Adam de Blemont, milites, *etc*.

CCLXXV.

7 mai 1273 De feodo Lusarchiarum

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die dominica qua cantatur *Cantate Domino*, dominus Lancelot de Sancto Marcho fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de medietate castri et castellanie de Lusarchiis; et fuit homagium ligium; et finavit de racheto suo ad quater centum libras Parisienses pro dicta medietate, quam tenet ratione domine quam duxit uxorem. Hiis autem presentes interfuerunt dominus Petrus de Breteigniaco, miles; magistri Adam, capellanus comitis d'Alencon, canonicus Remensis.... Egidius, capellanus dicte domine.... et debet dictus dominus L. tradere partes in scriptis infra XL. dies.

CCLXXVI.

9 juin 1273 De feodo decani Sancti Thome de Lupara

Anno eodem, die veneris ante festum beati Barnabe apostoli, decanus Sancti Thome de Lupara fecit homagium ligium domino episcopo Stephano de decanatu suo predicto, et hoc apud Sanctum Victorem, in manerio episcopi predicti, presente, *etc*.

CCLXXVII.

10 juin 1273 Anno eodem, die sabbati ante dictum festum beati Barnabe apostoli, magister Petrus de Villa Petrosa, decanus Sancti Marcelli juxta Parisius, fecit homagium ligium domino episcopo Stephano de decanatu Sancti Marcelli, et hoc apud Sanctum Victorem, ante hostium capelle dicti episcopi, presentibus magistris Petro de Grossis, Vincentio de Darneto, canonicis Parisiensibus, *etc*.

CCLXXVIII.

18 juin 1273 Anno eodem, die dominica ante nativitatem beati Johannis Baptiste, Margareta, relicta defuncti Guillelmi de Balisi, militis, fecit homagium,

sicut feodum debet, domino episcopo Stephano, de septem quarteriis vinearum sitarum apud Sanctum Clodoaldum, et de quodam retrofeodo quem tenet ab ea dominus Gaco de Bosco, miles, in domibus existentibus apud Sanctum Clodoaldum et in aliis.... et hoc fuit in prioratu de Atis, in claustro monachorum.

CCLXXIX.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die dominica qua cantatur *Cantate Domino*, dominus Lancelotus de Sancto Marcho, marescallus domini regis in Francia, cum vellet admitti ad homagium domini episcopi Parisiensis, de medietate castri et castellanie de Lusarchiis, ratione uxoris quam de novo duxit, domine dicti loci[1], de racheto suo finavit cum dicto domino episcopo Stephano, ad quatercentum libras Parisienses, solvendas in modum qui sequitur, videlicet : infra instantem nativitatem Domini medietatem dicte summe, et infra sequentem aliam nativitatem Domini, anno revoluto, aliam medietatem residuam. Et fuit ordinatum in hunc modum, quod statim finato de dicto racheto, dominus Petrus de Breteigniaco, miles, fidejussit et se erga dictum dominum episcopum debitorem se constituit de dictis quatercentum libris Parisiensibus solvendis, ut dictum est, dicto domino episcopo, pro domino Lanceloto, fide ab ipso Petro corporali, in manu dicti domini episcopi, prestita : ita tamen quod dictus dominus L., infra instantes octabas Pentechostes, dicto domino episcopo debet tradere et adducere novem alios ydoneos fidejussores, de terra vel castellania Lusarchiarum, aut etiam aliunde, dum tamen ita ydoneos, ita justiciabiles, ita faciles ad conveniendum aut explectandum a domino episcopo vel ejus mandato, qui se constituant erga dominum episcopum fidejussores et debitores dicte summe IIIIc librarum, solvendarum modo seu forma predictis, et per fidem a quolibet prestandam; quibus novem traditis, dictus dominus Petrus de Breteigniaco, miles, primus fidejussor liberabitur in toto ab obligatione predicta. Fuit insuper concordatum ac etiam ordinatum, ipso domino L. volente et consentiente, quod si ipse dominus Lancelotus deficeret in traditione dictorum novem fide- 7 mai 1273.

[1] Vide supra, c. CCLXXV.

jussorum, et, sicut superius est expressum, quod dictus dominus episcopus posset assignare ad feodum et levare et explectare ac fructus suos facere, sicut ante finacionem racheti et homagium receptum faciebat, vel facere poterat. Hiis autem conventionibus presentes fuerunt Petrus predictus de Breteigniaco, miles; magistri Adam, capellanus comitis d'Alencon, canonicus Remensis.... Egidius, clericus dicte domine de Lusarchiis; Petrus de Media Curia, clericus dicti episcopi, et Nicholaus, armiger ejus episcopi.

CCLXXX.

9 aug. 1273 De feodo terre Morinensis Parisius.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die mercurii in vigilia beati Laurentii, in prioratu Sancti Clementis de Castris, Philipa, relicta defuncti Petri de Bello Monte, comitis Cambellani, fecit homagium, pro se et quadam filia de dicto Petro suscepta, domino S. Parisiensi episcopo, de terra Morinensi, sicut feodum debet; que terra movebat ex parte dicti Petri. Et hoc fuit in aula prioris de Castris, presentibus.... Gaufrido Tracerel, Adam de Marcoucis, militibus; Theobaldo, capellano dicte domine, rectore ecclesie de Faveriis, decano de Ledovilla, rectore ecclesie Sancti Clementis de Castris, priore dicti loci, *etc.*

CCLXXXI.

3 oct. 1273 De feodo penitentiarii Parisiensis.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die martis ante festum beati Dyonisii, magister Robertus de Frovilla, penitenciarius Parisiensis, fecit homagium domino Parisiensi episcopo, Stephano, de penitenciaria Parisiensi, et hoc in episcopali aula, apud Sanctum Clodoaldum, hora ante prandium, presentibus fratre Guillelmo de Sancto Victore,.... Juliano de Byssiaco, *etc.*

CCLXXXII.

12 oct. 1273 De feodo archidiaconi Parisiensis.

Anno eodem, die jovis post festum beati Dyonisii, Guillelmus, quondam scolasticus Aurelianensis, nunc Parisiensis ecclesie archidiaconus,

fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de archidiaconatu predicto, et hoc apud Sanctum Victorem Parisius in camera episcopi juxta fenestras, presentibus magistris Vincentio scolastico Aurelianensi..., fratre Guillelmo de Sancto Victore, et pluribus aliis.

CCLXXXIII.

De feodo Confluencii. 13 oct. 1273.

Anno eodem, die veneris post festum beati Dyonisii, magister Rogerus de Castelleto fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de centum solidis annui redditus in transverso de Confluencio, spectantibus ad ipsum ex caduco sororis sue, ut dicitur, et hoc apud Sanctum Victorem in aula episcopi ante fenestras, presentibus.... fratre Guillelmo de Sancto Victore, capellano ipsius episcopi; Nicholao, armigero; Robino, barberio episcopi, et pluribus aliis.

CCLXXXIV.

De feodo Morinensi. 18 nov. 1273.

Item, anno eodem, die sabbati ante festum beati Clementis, Johannes dictus de Monte Forti, comes, fecit homagium domino S. Parisiensi episcopo, de omni jure quod habet in terra Morinensi, Parisius, ratione uxoris sue, filie defuncti quondam Petri de Bello Monte, comitis Cambellani, sicut feodum debet; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, in camera episcopi, presentibus.... Herberto de Stampis, ballivo episcopi, *etc.*

CCLXXXV.

De feodo de Brunay. 27 nov. 1273.

Anno septuagesimo tertio predicto, die lune ante festum beati Andree apostoli, Guillelmus de Gornai, miles, fecit homagium domino S. episcopo Parisiensi, sicut feodum debet et jus exigit, de omni feodo quod ab ipso episcopo tenet apud Brunay, quem emit a Philippo de Brunai armigero; et hoc in domo episcopali Parisius, in camera officialis Parisiensis, presentibus Gaufrido de Barro, decano Parisiensi... Vincentio de Darneto, scolastico Aurelianensi;... Petro de Kala, canonico de Campellis in Bria, et multis aliis clericis et laicis.

Idem autem Guillelmus, processu temporis, obtulit se facturum homagium domino R.[1] Parisiensi episcopo, de premissis, et hoc die jovis ante festum beati Bartholomei.

CCLXXXVI.

1 dec. 1273. Anno eodem, die veneris post festum beati Andree, Odo de Villaribus fecit homagium domino Parisiensi episcopo Stephano, de viginti una libris Paris. quas habet in transverso de Confluencio, moventibus de hereditate Johanne uxoris sue, filie quondam defuncti Ade Flamingi, quondam civis Parisiensis; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, presentibus magistro H. ballivo dicti episcopi, et fratre Johanne Tampier de ordine Predicatorum; et fuit homagium ligium.

CCLXXXVII.

27 febr. 1274. Capicerius Sancti Mederici Parisius tenetur interesse synodo episcopali.

Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, die martis post dominicam qua cantatur *Reminiscere*, in civitate Lugdunensi, existente ibi curia Romana, magister Gaufridus de Gien super Ligerim, capicerius Sancti Mederici Parisiensis, fecit emendam domino S. Parisiensi episcopo, super hoc quod in synodo episcopali, quod idem episcopus celebraverat anno septuagesimo secundo cum aliis curatis de banliva Parisiensi, non venerat nec miserat; et confessus fuit quod bene credebat quod male fecerat de hoc quod ad dictam synodum non venerat, et quod ad hoc se teneri credebat, quia et ejus predecessores ad dictam synodum venire consueverant, sicut alii presbiteri, ut audiverat dici, et per hoc credebat se teneri ad hoc; et pro dicto defectu quem fecerat illam emendam fecit eidem episcopo, et hoc in hospitio reverendi patris archiepiscopi Senonensis, in ipsius archiepiscopi camera, presente ipso archiepiscopo, magistro Petro Rufo ejus medico, ipso episcopo, domino Petro de Petris Grossis canonico Parisiensi, magistro Dyonisio de Falesia, canonico Sancti Sepulcri de Cadomo... Et promisit idem Gaufridus quod, quamdiu esset capicerius dicti loci, de cetero ad dictam synodum veniret. Sed et ibidem episcopus predictus sententiam suspensionis, latam in ipsum propter hoc, relaxavit

[1] Ranulphus de Homblonieria, qui eidem Parisiensis electus est mense junio 1280.

ad ipsius capicerii petitionem. Et dictus episcopus juramentum remisit eidem, ad petitionem ipsius archiepiscopi et ob ipsius favorem de gratia; et hec, salvo jure capituli, fecit idem Gaufridus. Et hiis omnibus etiam cum predictis fuerunt presentes decanus Nivernensis, Guillelmus de Castro Melani, clericus, et Petrus, clericus domini Petri predicti.

CCLXXXVIII.

Anno Domini MCC° septuagesimo quinto, die dominica qua cantatur *Cantate*, mense maio, Symon de Maciaco, armiger, filius Johannis de Maciaco, militis, defuncti, fecit homagium ligium domino S. Parisiensi episcopo, in camera ipsius episcopi, in domo de Sancto Victore, presentibus,... domino Symone de Marchia milite; et de omnibus que a dicto domino episcopo tenet apud Maciacum, quorum partes debet afferre infra quadraginta dies. 12 mai 1275.

CCLXXXIX.

Matricularius ecclesie Parisiensis facit episcopo homagium. 24 nov. 1275.

Robinus de Nealpha fecit juramentum fidelitatis et homagium ligium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de matricularia Parisiensi et ejus pertinentiis, anno Domini M° ducentesimo septuagesimo quinto, die dominica ante festum beati Andree; et hoc in domo episcopi apud Sanctum Victorem, in ipsius episcopi camera, presentibus fratre Guillelmo, dicto de Autissiodoro, canonico Sancti Victoris; Guillelmo de Spissis et Petro de Media Curia, canonicis Sancti Marcelli juxta Parisius

CCXC.

De homagio de Malo Repastu. 30 mart. 1276.

Johannes de Soiseio, armiger, fecit homagium ligium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de feodo castri et castellanie de Malo Repastu [1], quem a dicto Johanne tenet dominus Caprosie; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, in domo episcopali, presentibus.... anno Domini MCC° septuagesimo quinto, die lune ante Pascha.

[1] Hoc feudum idem Johannes de Soiseyo, assentiente uxore ejus Mathilde, vendidit eidem Stephano episc. Paris. anno 1278.

CCXCI.

30 mart. 1276. Johannes de Frusinone, clericus beneficiatus in ecclesia Sancti Eustachii Parisiensis, fecit domino Stephano, Parisiensi episcopo, homagium ligium de redditibus beneficii sui, scilicet terra de Bello Reditu, pertinenti ad dictum beneficium, quod fundavit in dicta ecclesia Guillelmus Pungens Asinum; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, in domo episcopali, presentibus,.... et hoc anno et die predictis

CCXCII.

30 mart. 1276. Dominus Petrus de Villa Nova, miles, fecit homagium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de hiis que tenet apud Sanctum Clodoaldum et ibi prope, ratione Margarete uxoris sue, filie quondam defuncti Mathei de Viri, quorum partes debet afferre; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, in domo episcopali, presentibus magistro H. baillivo episcopi, magistro Hugone de Armenco, socio episcopi.... et hoc anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, die lune ante Pascha.

CCXCIII.

30 mart. 1276. Anno eodem et die predicta, presentibus predictis, Guillelmus de Duigni clericus fecit homagium domino Stephano episcopo, ratione balli nepotum suorum, filiorum quondam Johannis fratris sui, de quadam domo cum quodam jardino, sitis apud Sanctum Dyonisium juxta ecclesiam Sancte Crucis, que est de hereditate dictorum nepotum; et hoc apud Sanctum Victorem Parisius, in domo episcopali predicta.

CCXCIV.

30 mart. 1276. De homagio de Confluencio

Ibidem, anno et die predictis, et presentibus predictis, Odardus Arrodi, filius defuncti Johannis Arrodi, civis Parisiensis, fecit homagium ligium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de xi libr. v sol. Paris. quas possidet in transverso de Confluencio ex successione paterna.

Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, fecit homagium ligium.

CCXCV.

Avelina, relicta defuncti Bertaudi Arrodis, fecit homagium ligium 31 mart. 1278.
Stephano, Parisiensi episcopo, anno Domini MCCLXX° septimo, die jovis ante dominicam qua cantatur *Isti sunt dies*, in aula apud Sanctum Clodoaldum, de triginta libratis annui redditus, quas ex hereditate sua habet et percipit in transverso de Conflancio, presentibus.... magistris Hugone de Hermanco.... Roberto de Magduno.... Hueto de Bleriis, Guillemino de Moissiaco et aliis pluribus fide dignis.

CCXCVI.

De feodo de Turnomio. 31 mart. 1278.

Avelina, relicta defuncti Bertaudi Arrodis, fecit homagium ligium domino Parisiensi episcopo, anno, die et loco predictis, de viginti quatuor libratis annui redditus Paris. quas habet et percipit ex hereditate sua in pedagio de Turnomio, presentibus et ad hoc vocatis testibus supradictis.

CCXCVII.

De loco de Bonolio. 19 apr. 1278.

Resesina facta apud Bonolium prope Gonnessiam, anno Domini MCCLXX° octavo, die martis post Pascha, qua die Robertus de Charronna, prepositus de Gonnessia, et Robertus Manasseri, habentes super hoc mandatum speciale per litteras a Guidone de Masero, preposito Parisiensi, resesierunt, in presentia magistri Herberti de Stampis, baillivi domini episcopi Parisiensis, et ad instantiam ipsius, granchiam domus Johannis de Hermenovilla, existentem apud Bonolium predictum, moventem de feudo domini Montis Gaii, quod feudum immediate tenet ab episcopo Parisiensi, de quodam cervo; et loco dicti cervi restituerunt agnum quendam. Quem cervum ipse R. de Charronna, prepositus predictus, violenter ceperat in granchia predicta, dicens quod illum capiebat, ratione alte justicie, eo quod cervus ille a casu qui vulgariter dicitur *de espave* venerat ad partes illas; et, quia rustici de Bonolio in quodam prato extra villam de Bonolio satis longe illum ceperant et occiderant, et in dictam granchiam detulerant, dicebat idem preposi-

tus quod capiebat eum jure regis, cum rex tam in loco captionis et occisionis quam in tota villa de Bonolio altam justiciam habebat, dicti episcopi baillivo in contrarium asserente. Et cum super hoc inter dictas partes diu fuisset litigatum, cum in nullo constaret de assertione dicti prepositi, et in contrarium liquide constaret quod tota villa de Bonolio, cum omnibus ejus pertinentiis, erat et movebat immediate de feodo et justitia domini Montis Gaii, movente a dicto domino episcopo, propter hoc fuit facta dicta resesina, presentibus Johanne de Hermenovilla, Johanne Dragiée, Martino de Maresiis, Baldoyno de Valle, Odone de Maresiis, Judoco Navet, Petro Meinssant, Guilloto Hoc, Johanne rectore ecclesie de Bonolio, Stephano de Atrio.... Agnete la Moinesse et Margota ejus filia; item presentibus Johanne Guiborée et Johanne de Nemore, qui ad videndam dictam resesinam a domino Montis Gaii erant specialiter destinati, qui omnes fuerunt in testes ad hoc specialiter evocati.

CCXCVIII.

27 jun. 1278.

Feodum de Caprosia.

Relicta domini de Caprosia, ratione custodie liberorum suorum, heredum domini supradicti, anno Domini MCCLXX° octavo, die lune post nativitatem beati Johannis Baptiste, Parisius, in domo episcopali, fecit homagium ligium domino Parisiensi episcopo, de tota castellania de Caprosia et omnium pertinentiarum ejusdem, presentibus.... Egidio, draperio, de Caprosia; Johanne de Castro Forti, canonico Sancti Marcelli... et fecit homagium sub modo et forma sub quibus dictus dominus alias consueverat facere homagium de dicto feodo episcopo memorato.

CCXCIX.

15 febr. 1386.

Feodum decanatus ecclesie Parisiensis.

Anno Domini millesimo CCC° octogesimo quinto, decima quinta die februarii, in camera paramenti domus episcopalis, Parisius, venerabilis et discretus vir, magister Petrus de Paciaco, decanus ecclesie Parisiensis, fecit homagium reverendo in Christo patri ac domino, domino Petro, Dei gratia episcopo Parisiensi, sub modo et forma quibus ante-

cessores sui facere consueverunt, et quod feodum suum requirit. Cum homagio idem dominus episcopus eundem dominum decanum recepit, suo et cujuslibet alterius jure semper salvo, presentibus venerabilibus et discretis viris, magistris Nicolao de Bancia, in utroque jure licentiato; Petro Chanteprime, consiliario domini nostri regis; Johanne Moronis, canonico Autissiodorensi; Johanne Melloti, apostolico notario, cum pluribus aliis ad premissa vocatis et rogatis. NIVELLE. *Ita est.*

CCC.

Feodum de Pompona et Kala. 30 mart. 1275

Maria de Alneto fecit homagium ligium domino Stephano, Parisiensi episcopo, de terra de Pompona, quam emerat a domino Hugone de Pomponna, milite, ecclesia de Kala: sed non fuit permissum quod ecclesia predicta eandem terram teneret. De qua tenet in domanium ipsa Maria IIII arpenta prati cum dimidio, item dimidium terre arabilis et IIII solidos et II denarios census. Cetera vero sunt in retrofeodis. Quorum partes debet afferre infra quadraginta dies. Et hoc homagium facit propter defectum alterius qui dictum homagium intrare deberet, et quousque dominus episcopus de dicto feodo alium hominem haberet. Hoc autem factum fuit apud Sanctum Victorem, Parisius, in domo episcopali, presentibus, *etc.*... anno MCC° LXX° quinto, die lune post *Ramos palmarum*.

CCCI.

Ranulphus de Paciaco, civis Parisiensis, fecit homagium ligium domino Stephano, episcopo Parisiensi, de hiis que tenet apud Kalam de feudis de Pomponna, videlicet de quadam domo sita in claustro de Kala et de quibusdam hostisiis pertinentibus ad eandem; de quodam furno et pertinenciis ejusdem; item de quodam molendino et de quadam alia platea ad molendinum; item de quinque arpentis terre arabilis cum dimidio, cum pertinentibus libertatibus ad hec omnia; et hoc anno Domini MCCLXX° et sexto, die Pasche, hora vesperarum, Parisius, in aula episcopi, presentibus.... magistro Hugone de Hermanco, canonico Autissiodorensi.... et Philippo Pavone, cive Parisiensi. 5 apr. 1276

CCCII.

14 oct. 1276. Narjotus de Fons, armiger, anno Domini MCCLXX^o sexto, die mercurii post festum beati Dyonisii, fecit domino Stephano, Parisiensi episcopo, homagium de toto eo quod habet apud Consvillam, ratione uxoris sue, videlicet Guillelme, filie domini Guillelmi de Hedera, militis, presentibus.... domino Johanne de Aurelianis, presbitero Sancte Crucis de Sancto Dyonisio, et aliis pluribus, in aula episcopi predicti, apud Sanctum Victorem Parisius.

CCCIII.

[illegible] febr. 1277. Richardus Bedellus, Normannus, anno eodem, die mercurii post *Invocavit me*, fecit homagium domino Parisiensi episcopo, de feodo de Gentiliaco et pertinenciis ejus, quod fuit Ferrici dicti Bateste, armigeri, ratione Ysabellis uxoris ipsius R., filie dicti Ferrici, presentibus, *etc*.. in domo episcopi Parisius, ante cameram officialis Parisiensis.

CCCIV.

13 jun. 1277. Feodum situm in vico Sancti Bonniti Parisius.

Johannes Barbete, civis Parisiensis, anno Domini MCCLXX^mo septimo, die dominica post festum beati Barnabe, fecit homagium domino Parisiensi episcopo, de feodo quod fuit Guillelmi Barbete, sito in vico Sancti Bonniti Parisius; presentibus, *etc*... apud Sanctum Clodoaldum, in camera dicti episcopi.

CCCV.

12 nov. 1277. Feodum de Gornayo et Cauda.

Comes Alencionis, videlicet dominus Petrus, frater illustris regis Francie, anno Domini MCCLXX^o septimo, die veneris in crastino beati Martini hyemalis, presentibus scilicet nobili viro domino Roberto, fratre domini regis et ejusdem P., domino Guillelmo de Sandrevilla, domino Guillelmo de Patei, domino P. de Villa Nova, militibus; magistro Guillelmo de Castro Eraudi, clerico illustris regis Francorum, canonico Remensi; Odardo, cambellano ipsius P.; Matheo de Mailli, Guioto de Ruppe Forti, dicto le Baacle; Terrico Meuer, Thoma Tailla-

tore, armigeris ipsius domini P.; item Guillelmo, archidiacono in ecclesia Parisiensi; magistris Gervasio de Clino Campo, *etc*.... fecit in aula domus episcopalis, Parisius, domino Parisiensi episcopo homagium ligium, de feodo castri de Gorneyo et omnium pertinentiarum ejusdem, et de feodo castri de Cauda et omnium pertinentiarum ejusdem, que tenebat in feodum antea comes Blesensis ab eodem episcopo, et de omnibus aliis que dictus comes Blesensis tenebat ab episcopo supradicto, sub eisdem et modo et forma sub quibus idem comes Blesensis erat in homagio episcopi memorati.

CCCVI.

Feodum vici Sancti Bonniti. 27 sept. 1278.

Anno Domini MCCLXX° octavo, die martis, ante festum beati Michaelis, fecit homagium domino Stephano, Parisiensi episcopo, Richardus de Espoliis, civis Parisiensis, de feodo quod fuit Johannis Barbete, sito in vico Sancti Bonniti, Parisius; presentibus.... domino Symone Ernaudi, canonico Sancti Clodoaldi, capellano nostro; Petro Provinciali, clerico nostro, et Petro dicto le Magnan, ac predicto Johanne Barbete. Actum apud Sanctum Victorem, Parisius, in aula. In quo quidem feodo sunt centum et sex solidi Parisienses annui redditus, qui percipiuntur in locis infra scriptis, videlicet : super domo Gileberti de Manla, triginta sol. Par.; item, super domibus quas Homondus de Corbolio tenet ad presens, triginta sol. Paris.; item, super domibus Johanne dicte la Dorelle, quindecim sol. Par.; item, super domibus Richardi de Moreto, duodecim sol. et sex denar.; item, super domibus caveter. [*sive* caneter.] immediate sitis, duodecim solid. et sex denar.; item, super domo Petri dicti Engoulevent et super quadam alia domo immediate sita, duo solid.; item, super domo Johannis dicti Engoulevent, duo sol.; item, super domo Radulphi Flamingi, duo sol.

CCCVII.

Feodum de Moyssiaco. 6 nov. 1278.

Dominus Robertus de Loco Sancto, miles, fecit homagium reverendo patri Stephano, Parisiensi episcopo, in ecclesia de Loco Sancto, de sexaginta arpentis vel circa tam nemorum quam pratorum et terre

arabilis, sitis inter villam de Loco Sancto et villam de Moyssiaco; que quidem sexaginta arpenta tenet in feodum a dicto domino episcopo. Presentes autem interfuerunt dicto homagio faciendo.... Egydius de Jargolio, curatus ecclesie Sancti Sulpicii de Faveriis;.... dominus Guillelmus, curatus de Loco Sancto predicto.... Actum anno Domini MCCLXX° octavo, die dominica post festum Omnium Sanctorum, in loco predicto, post sermonem et missam quam celebravit ibidem, dicta die, dominus episcopus.

CCCVIII.

3 dec. 1278.

Feodum de Maurepast.

Maria domina de Caprosia, relicta defuncti Hervei, quondam domini de Caprosia, fecit homagium reverendo patri Stephano, Parisiensi episcopo, apud Villam Cereris, in capella dicti episcopi, de feodo castri et castellanie de Maurepast, quod castrum et castellaniam dominus de Maurepast tenet ab eadem domina in feodum, et dicta domina tenet illud a dicto domino episcopo immediate, ratione filie sue quam habet in tutela sua. Presentes autem interfuerunt.... Guillelmus de Spissis, canonicus de Capella in Bria, et Petrus Provincialis, clericus dicti domini episcopi, necnon domini Philippus de Villa Faverosa, et Ernulphus d'Antoune, milites; Egydius Draperii, baillivus dicte domine... Actum anno Domini MCCLXX° octavo, die sabbati post festum beati Andree apostoli, in loco predicto.

CCCIX.

25 jan. 1279.

Feodum matricularie ecclesie.

Johannes dictus de Crosene, matricularius in ecclesia Parisiensi, fecit juramentum fidelitatis et homagium ligium reverendo patri Stephano, Parisiensi episcopo, de matricularia predicta et ejus pertinenciis; et juravit, in ejusdem domini Parisiensis episcopi presentia, tenere et fideliter adimplere ea que in instrumento matricularie continentur. Presentes autem interfuerunt dicto homagio faciendo magister Hugo de Hermenco, socius noster; magister Egydius de Jargolio, persona Sancti Sulpicii de Faveriis, socius et capellanus noster;... Huetus de Bleris armiger, et Petrus Provincialis, clericus noster, canonicus Sancti Mederici

de Linais, et multi alii. Actum in prioratu Sancti Johannis de Corbolio, anno Domini MCCLXX° octavo, die mercurii in festo conversionis Sancti Pauli.

CCCX.

Feodum de Conflancio. 26 febr. 1279

Theobaldus dictus de Lorseint, civis Parisiensis, fecit homagium reverendo patri Stephano, Parisiensi episcopo, apud Sanctum Victorem juxta Parisius, ante capellam ejusdem loci, de sexdecim libris Parisiensibus annui redditus, quas habet et percipit super transverso de Confluentio, et quas in parte emit a Johanne Flamingo, cive Parisiensi, et in parte permutavit. Presentes autem interfuerunt dicto homagio faciendo magistri Hugo de Hermenco, canonicus Autissiodorensis; Herbertus de Stampis, canonicus Sancti Germani Autisiodorensis et ballius noster, et Egydius rector ecclesie Sancti Sulpicii de Faveriis, socii nostri; dominus Symon Ernaudi, canonicus Sancti Clodoaldi, capellanus noster; Petrus Provincialis, canonicus Sancti Mederici de Linais, clericus noster, et Huetus de Bleris, armiger noster. Actum die dominica qua cantatur *Reminiscere*, anno Domini MCCLXX° octavo.

CCCXI.

Feodum curati de Servone. 3 febr. 1279

Anno Domini MCCLXX° octavo, die veneris post purificationem beate Marie virginis, fecit nobis Stephano, Parisiensi episcopo, homagium magister Philippus, rector ecclesie de Servone, de quadam decima sita in territoriis de Bonolio et de Suciaco, Parisiensis dyocesis, movente primo de feodo Almarrici de Meullento, domini de Cauda, militis, et secundo de feodo nobilis viri comitis Blesensis, ex parte uxoris dicti comitis, et tertio de feodo nostro. Presentes autem interfuerunt dicto homagio faciendo, *etc.*

CCCXII.

Magister Theobaldus de Verbria, rector ecclesie de Servone, homagium facit domino Stephano Parisiensi episcopo de decima predicta. 27 febr. 1279

... Actum die lune post dominicam qua cantatur *Reminiscere*, anno Domini MCCLXX° octavo, in camera predicta

CCCXIII.

21 mart. 1279 Johannes de Gehenni, armiger, filius defuncti domini Guillelmi de Gehenni militis, fecit homagium reverendo patri Stephano, Parisiensi episcopo, apud Sanctum Clodoaldum, in aula domus episcopalis dicti loci, sicut feodum debet, de hiis que solebat tenere dictus miles, pater ejusdem armigeri, a Philippo de Brunay armigero : videlicet de habergagio suo et nemoribus, terris arabilibus, pratis, censibus et aliis redditibus sitis apud Gehenni. Quod quidem feodum emit idem dominus episcopus a dicto Philippo, et injunxit predictus episcopus dicto Johanni, ut infra XL. dies tradat in scriptis nominatim omnia pertinentia ad dictum feodum. Presentes interfuerunt dicto homagio faciendo magistri Herbertus de Stampis, ballivus dicti episcopi; Robertus, phisicus dicti episcopi, canonicus de Campellis in Bria.... Actum anno Domini MCCLXX° octavo, die martis ante *Ramos palmarum*.

CCCXIV.

Quatuor antiqui debent residenciam et presbiterum. Isti sunt IIII^{or} antiqui :

Dominus Johannes.
Dominus Haymericus.
Dominus Michael.
Dominus Stephanus.

De octo novis, isti debent residentiam. Isti sunt illi octo :

Balduinus, qui manet apud Goletum.
Symon Arcuarius, qui debet esse presbiter, sed non est.
Magister Henricus, organista. Debet esse presbiter
Stephanus de Clamart, presbiter de Fontaneto
Nicholaus, qui manet apud Sanctum Honoratum
Martinus, quondam decanus
Ille qui debet esse decanus.
Nepos Radulphi de Paciaco [1]
Magister Bernardus, succentor Belvacensis

[1] Vide supra homagium Radulphi de Paciaco, a. 1270.

CCCXV.

Adjornamentum in casu appelli contra episcopum Parisiensem, pro fratre regis[1]. Jul. 1279-1282.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli suo episcopo Parisiensi salutem et dilectionem. Cum dilectus et fidelis frater noster P. Alenconiensis et Carnotensis comes[2], et Almarricus de Meulento, valletus noster, asserant se ab audientia vestra ad nostram curiam, super quodam judicio, tamquam a pravo et falso, dato in vestra curia contra eosdem pro Roberto de Haricuria milite, appellasse, mandamus vobis quatinus sitis coram nobis ad instans parlamentum, ad diem octabarum beati Martini hyemalis, et vobiscum habeatis Andream Groingnet, Johannem Augier et Philippum Paon, judicatores vestros, super pravo et falso judicio dictis comiti et Almarrico responsuros, et significetis dicto R. de Haricuria quod ad dictum diem intersit, si sua crediderit interesse; inhibentes vobis ne, pendente hujusmodi appellatione, aliquid innovare presumatis in prejudicium curie nostre et dicte appellationis. Datum Parisius, die jovis post festum apostolorum Petri et Pauli.

CCCXVI.

Nota pro episcopo Parisiensi. Hec que secuntur ex privilegiis Universitatis Parisiensis.

Et si aliquem vestrum indebite incarcerari contigerit, fas sit vobis, nisi monicione prehabita cesset injuria, statim a lectione cessare, si tamen id videritis expedire. Precipimus autem ut Parisiensis episcopus sic delinquentium castiget excessus, quod scolarium servetur honestas et maleficia non remaneant impunita; sed, occasione delinquentium, non capiantur ullatenus innocentes. Immo si contra quemquam suspicio fuerit orta probabilis, honeste detentus, ydonea caucione prestita, cessantibus carcerariorum exactionibus, dimittatur. Quod si forte tale

[1] In superiori parte paginæ legitur hæc notula, eadem manu qua instrumenti corpus exarata: *Hec facta fuerunt die dominica post translationem sancti Benedicti, per quatuor servientes Castelleti.* Translationis beati Benedicti festum celebratur 11 jul.

[2] Petrus, beati Ludovici filius, comitatum Carnotensem acceperat a Johanna de Castellione, quam uxorem duxerat a. 1272. Anno vero 1282, profectus in Siciliam, Carolo fratri suo auxilium laturus, ibidem occubuit 6 apr. 1283.

crimen commiserit, quod incarceratione sit opus, episcopus culpabilem in carcere detinebit. Inhibemus autem expressius, ut scolares per civitatem armati non vadant, et turbatores pacis et studii universitas non defendat; et illi qui simulant se scolares nec tamen scolas frequentant nec magistrum aliquem profitentur, nequaquam scolarium gaudeant libertate.

CCCXVII.

1 dec. 1280. Collatio loci monialis in abbatia de Edera.

Ranulphus, permissione divina, Parisiensis ecclesie minister indignus, dilectis in Christo filiabus abbatisse et conventui de Edera, Parisiensis dyocesis, salutem in filio Virginis gloriose. Volumus et vobis mandamus quatenus Floriam puellam, filiam Homondi dicti le Matin, civis Parisiensis, cui locum monialis primo vacaturum in vestro monasterio, ad nos spectantem, jure nostro, contulimus, cum ad presens ibidem vacet locus ad nos spectans ex morte cujusdam monialis que cognominabatur comitissa de Linolio, recipiatis in monasterio vestro in monacham et sororem jure nostro, et eam sincera in domino caritate tractetis. Valete. Datum anno Domini MCC° octogesimo, dominica prima adventus.

CCCXVIII.

16 dec. 1282. De xv^{xx}[1]

Universis presentes litteras inspecturis, Ranulphus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, salutem in filio Virginis gloriose. Notum facimus quod nos ex gratia speciali concedimus congregationi cecorum Parisiensi licentiam faciendi celebrari divina in oratorio domus cecorum, site Parisius in feodo nostro, quamdiu nostre placuerit voluntati, salvo tamen in omnibus jure nostro et etiam alieno. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud Sanctum Victorem juxta Parisius, anno Domini MCC octogesimo secundo, die mercurii post festum beate Lucie virginis.

[1] Id est de congregatione cecorum a sancto Ludovico rege fundata vulgoque vocata *les Quinze-Vingts*.

ECCLESIÆ PARISIENSIS CHARTULARIUM

PARS SECUNDA

SIVE

PARVUM PASTORALE

LIBER PRIMUS.

APOSTOLICORUM.

I.

Contra exemptos — 20 febr. [illegible]

Honorius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Exigentibus tue devotionis meritis, votis tuis libenter annuimus, et petitiones tuas, quantum cum Deo possumus, favorabiliter exaudimus. Igitur quieti tue paterna volentes sollicitudine providere, ut nullus exemptus civitatis vel diocesis Parisiensis contra te vel Parisiensem ecclesiam, per litteras sedis apostolice, conservator seu executor esse valeat, auctoritate tibi presentium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat, *etc.* Datum Rome, apud Sanctam Sabinam, x kl. martii, pontificatus nostri anno primo.

II.

Bulla Bonifacii VIII papæ, qua decano et capitulo ecclesiæ Parisiensis indulget, ut nullus delegatus vel subdelegatus ab eo, executor aut etiam conservator a sede apostolica deputatus, sive legatus sedis ejusdem, possit in ipsos excommunicationis sive interdicti sententiam promulgare. — [illegible]

.... Datum Anagnie, nonis julii, pontificatus nostri anno primo [1].

Innocentius IIII, idem.

Martinus IIII, idem.

Nicolaus IIII, idem.

III.

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem... Nos, vestris supplicationibus grato concurrentes assensu, vobis, auctoritate presentium, indulgemus, ut, quandiu parati fueritis, coram competenti — [illegible]

[1] Manu [illegible]: *[illegible] nota quod [illegible] Universitatis Parisiensis [illegible] [illegible]*

judice, de vobis conquerentibus de justitia respondere, extra diocesim Parisiensem vos vel aliquis vestrum, per litteras sedis apostolice ac legatorum ejus, non possitis in judicium evocari, absque speciali mandato sedis ejusdem, faciente plenam et expressam de indulto hujusmodi mencionem. Nulli ergo, *etc.* Datum Rome, apud Sanctam Mariam Majorem, VI idus februarii, pontificatus nostri anno quarto.

IV.

[illegible] De sacramentis canonicorum.

Periculis instantibus commoti quibus res ecclesiastice devastantur, ad protectionem ecclesie nostre, ego, Bernerus, Sancte Marie decanus, totusque ejusdem ecclesie conventus, accepto communi consilio, hoc juramentum sub tali conditione, sine malo ingenio, fecimus : quod quicumque quemlibet canonicorum nostrorum, vel eorum clientem justitiam exequi in capitulo nostro non denegantem, sive res canonicorum vel clientum ceperint, aut villas nostras depredati fuerint, vel eas quolibet modo devastaverint, seu terras nostras nobis abstulerint, justitiam super injuria nobis illata, quantum ad nos pertinet, exequemur, et in nostro et in aliis episcopatibus, prout necessarium fuerit, queremus. Ut autem nullus, sub spe condonandi, nobis nostra auferre presumat, idcirco nichil de hiis que ille cujus dampnum erit probare poterit, ultra quinque solidos condonandum, vel reddendi respectum ultra unius anni terminum differendum, sub eodem juramento firmavimus. Si autem forisfactor ad satisfactionem reddendi reddiderit, modum redditionis in re ipsa, si poterit recuperari, reddenda, vel in nummis, vel in nummatis, vel in vadimoniis eque valentibus, definitum esse, nec fidejussorem posse intercedere similiter constituimus. Juravimus etiam quod, si aliquis canonicorum nostrorum, mutato puerili statu, hoc jurare noluerit in choro, communione nostra carebit. Illud vero determinare volumus quod, si aliquis canonicorum nostrorum in alia ecclesia prebendam habuerit, personam quidem ejus sicut et nostram et res ejus ad nostram ecclesiam pertinentes, prout superius prelibatum est, sub pretaxato juramento conservabimus. De rebus autem ejus ad nostram ecclesiam non pertinentibus, vel de servis nostris in villis aliorum

dominorum commorantibus, vel de servis aliorum in nostra terra habitationem habentibus, nichil ad nostrum juramentum pertinet. Constitutio autem hec facta est assensu regis Ludovici et domini Stephani, Parisiensis episcopi, anno Dominice incarnationis millesimo centesimo vicesimo octavo.

V.

De constitutione contra eos qui hominem occidunt in terra Beate Marie. Circa 1155.

Pro continuis molestiarum sollicitudinibus evitandis, pro gravissimis et intolerabilibus injuriis, pro frequentibus homicidiis que in terra Beate Marie contingebant, ex quorum impunitate scelestorum ac nefariorum manus ad consimilia et graviora scelera provocabantur, ego, Clemens, Parisiensis decanus, et universi Parisiensis ecclesie canonici, concorditer decrevimus, et cum juramento sancire dignum duximus, quod quicumque aliquem hominem justitiam non denegantem in terra nostra occiderit, vel servum vel hospitem nostrum ubicumque, bonis omnibus que in terra nostra tunc possidebit privetur, donec judicio ecclesie nostre satisfecerit. Si autem interfector servus vel hospes ecclesie nostre fuerit, bona similiter universa que in terra nostra habebit, vel que rationabili modo ei proventura erunt, irrecuperabiliter amittat, nisi de innocentia sua confidens[1], probare potuerit, aut quod non occiderit, aut quod in defensionem proprii corporis eum occiderit; interim autem universa ejus possessio in proprietatem capituli redigatur. Hoc idem de illis statuimus, qui corporalem presentiam ad illud homicidium perpetrandum adhibuerint. Illud etiam juramento nostro addidimus quod, si quis canonicorum, vel absens vel in canonicum promovendus, per litteras aut per nuntium a decano commonitus, hujus forme juramentum facere noluerit, infra septimum diem commonitionis, ei neque in choro neque in capitulo, donec fecerit, communicabimus.

[1] In Libro Nigro legebatur, *frigide aque* [illegible] *probare potuerit*, sed [illegible] verba [illegible] sunt.

VI.

[illegible] 984.

Preceptum de rebus episcopi et canonicorum, a Romano papa, Lysiardi episcopi precatu, confirmatum[1].

Benedictus episcopus, servus servorum Dei, sanctę Romanę sedis apostolicus, omnibus coepiscopis et omnibus principibus in parte Galliarum residentibus perpetuam in Domino salutem. Convenit apostolico moderamini pia religione pollentibus benivola compassione succurrere, et poscentium animis alacri devotione impertiri assensum. Siquidem etenim potissimum lucri premium apud conditorem omnium reponitur Deum, quando venerabilia loca oportune ordinata ad meliorem fuerint sine dubio statum perducta. Noscat igitur vestrę excellentię laudabilis mansuetudo, quod Elisiardus, Parisiacę sedis episcopus, adiens limina beatorum apostolorum Petri et Pauli Romę instantia, ostendens regalia precepta, quę pro remedio animarum suarum necnon et antecessorum nostrorum, privilegia ęcclesię beatę Dei genitricis et virginis Marie et sancti protomartyris Stephani, prefati loci firma conscriptione, tradiderunt; hac autem ratione commotus, supplici devotione deprecatus est nobis, quatinus apostolica auctoritate ei reconfirmaremus predictas conscriptiones et episcopatum prefatę sedis, cum omnibus pertinentiis vel adjacentiis suis, videlicet abbatiam Sancti Eligii, abbatiam Sancti Germani Rotundi, abbatiam Sancti Marcelli, abbatiam Sancti Clodoaldi atque Sancti Martini, abbatiam Sancti Petri quę dicitur Res Pacis, abbatiam Sancti Saturnini de Cavroza, abbatiam Sancti Petri quę dicitur Nigella, abbatiam Sancti Martini quę est in Campellis, abbatiam Sancti Petri quę dicitur Caziacus super Materna, cum omnibus adjacentiis earum et quicquid tam in presens quam in futurum prefata ecclesia possidenda[2] est. Simili modo, de stipendiis fratrum ipsius loci, scilicet Spedonam potestatem[3] cum ecclesia, ac villulam nomine Macerias cum omnibus inibi juste legaliterque aspicientibus, quam idem prelibatus presul Elysiardus, amore Dei ductus, tam a suo quam a successorum suorum dominio auferens, in fratrum Sanctę Marię prefatę sedis

[1] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 20, ex magno Pastorali, p. 551.

[2] Rectius *possessura*.

[3] Spedonam cum potestate. *Bulla Alex. III*, n° XIII, infra, p. 227.

delegavit usus: Undresiacum cum ęcclesia et altare omnique integritate et suis adjacentiis; Aureliacum cum ęcclesia et altare suisque appendiciis; Civiliacum, Laiacum cum ęcclesia et altare omnibusque inibi adjacentibus; Castenedum cum ęcclesia et altare suisque appendiciis; Baniolum [1] cum ęcclesia et altare et suis adjacentiis; Sulciacum cum ęcclesia et altare, cum omnibus ad usus fratrum pertinentibus; Cristoilum cum ęcclesia et altare, vel quicquid inibi ad predictorum pertinet stipendia. Hęc enim septem altaria, prefatę sedi attinentia, memoratus presul, ex proprio dominio, sine sua suorumque successorum venditione, nullo contradicente, stipendiis perpetualiter ipsorum attribuit fratrum : Eleriacum, Steovillam, Rosetum, Cellas et Vernoii, Machelum et Samesium, Mintriacum, Mauriacum, cum ęcclesiis et universis ad se pertinentibus; Viriacum cum omnibus quę videntur ad predictorum usus fratrum aspicere; sed et medietatem nonę ac decimę, quę de rebus ipsius ęcclesię abstractę fuerant, ab hiis qui eis utuntur accipi solent; Fontenetum cum ęcclesia; Vilcenam cum omnibus inibi adjacentiis. Ob firmitatem tamen religionis, petiit suprataxatus Elysiardus episcopus, ut claustrum ipsius congregationis jure perpetuo confirmaremus, quo, absque ullius inquietudine, tam ipsius loci episcopi quam aliarum personarum, securi viverent, et unusquisque canonicus suam propriam domum cum omni substantia dare vel vendere valeat, cuicumque canonico voluerit ex ipsa congregatione, nullique alio, velut constitutum est a priscis temporibus. Nos vero, inspectis piissimorum auctorum et paternis preceptionibus, libuit nobis petitionibus ejusdem episcopi assensum prebere, ut, sub jure et patrocinio sanctę Romanę et apostolicę matris ęcclesię, omnia firma atque inviolata jugiter maneant, precipientes apostolica auctoritate jam dictis canonicis, eligentes ex semetipsis, per communem omnium assensum, prepositos et decanos, qui et eorum provideant villas, et debita stipendia eis administrent fideliter. Eo namque ordine precipimus, ut nullus episcoporum per successiones subtrahere, minuere, aut ad usus suos retorquere, vel alicui in beneficium tribuere, neque ullum impedimentum ex predictis rebus fratrum inferre; sed nec servitia ex eadem terra exactare neque ullas in aliqua

[1] In bulla Alexandri III a. 1165, infra, p. 227, *Balneolum*

re exactiones inde exigere presumant. Si augere eis aliquid placuerit, licitum habeant. Distrahendi autem vel minuendi ea quę pro Dei amore statuta sunt nequaquam valeant. Statuimus namque, sub divini judicii obtestatione et beatorum apostolorum Petri et Pauli nostręque humilitatis jussione, ut nullus unquam ex imperatoribus, regibus, marchionibus, ducibus, comitibus, principibus, vel ex omni judicaria potestate accinctus, seu in quolibet ordine et ministerio constitutus, in supradictis episcopi vel canonicorum rebus, nec in ipsa insula ubi civitas Parisius videtur esse posita, et de regali via, ex parte Sancti Germani Rotondi, a Sancto Mederico usque ad locum qui vulgo vocatur Tudella, in ruga ejusdem Sancti Germani, nec in aliis minoribus viis quę tendunt ad eundem [*sic*] monasterium, aliquam judicandi potestatem inibi exerceat; nec aliquem censum, neque teloneum, neque ripaticum, neque rotaticum, neque portaticum, neque bannum, freda, nec ullas districtiones faciendas, nec ullas paratas requirendas, nec foraticum, nec pulveraticum, nec ullas leges faciendas, nec de liberis hominibus, albanisque ac colonibus, in supradicta terra commanentibus, aliquem censum vel aliquas redibitiones accipere presumat, nec quamlibet malitiam nec jacture molestiam ibidem, sive pacis sive belli tempore, inferre conetur; dum profecto amodo et usque in finem seculi, [ut] predictum est, firma stabilitate, sub patrocinio et jurisdictione sanctę Romanę matris ecclesię, permanendum cuncta decernimus. Si quis autem, quod non optamus, hec que a nobis, ad honorificentiam sancte Dei genitricis Marię et beati protomartyris Stephani ceterorumque sanctorum qui ibi venerantur, pro ipsius stabilitate episcopatus, statuta sunt transgredi ausu nefario presumpserit, sciat se anathematis vinculo innodatum, et cum diabolo et omnibus impiis eterni incendii atrocissimo supplicio deputatum. At vero qui pio intuitu custos et observator horum preceptorum extiterit, omnimode benedictionis gratiam omniumque peccatorum suorum absolutionem et indulgentiam et celestis vite beatitudinem cum sanctis et electis a misericordissimo domino Deo nostro consequi mereatur in secula seculorum. Amen. † Benevalete. † Data tertia kal. januarias, per manum domini Stephani, episcopi et bibliotecarii sanctę Romanę ecclesię.

VII.

Johannes XVIII papa[1] confirmat chartam qua Ragenoldus, Parisiensis episcopus, ad obtinendam suorum genitorum, scilicet comitis Burchardi ejusque conjugis Elisabeth, veniam delictorum, largitur ecclesiæ Parisiensi alodum quoddam, nomine Largum Campum, situm in pago et comitatu Wastinensi, cum ecclesia in honorem sancti Mathurini dicata[2]. [illegible] 1006

.... Datum IIII nonas decembris, per manus Petri, abbatis et cancellarii sacri Lateranensis palatii, anno III pontificatus domini Johannis, octavi decimi et universalis pape in sacratissima sede beati Petri apostoli, indictione v[a].

VIII.

Preceptum Paschalis pape, ut homines Sancte Marie possint testimonium portare contra liberos homines. [illegible]

Pascalis episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Galoni et capitulo Parisiensis ęcclesię salutem et apostolicam benedictionem. Sicut ex relatione vestra et ex litteris regiis intelleximus, Parisiensis ęcclesia magnum hactenus rerum suarum paciebatur incommodum, pro eo quod ipsius ęcclesię famuli, qui apud vos servi vulgo improprie nuncupantur, in forensibus et civilibus causis vel placitis adversus liberos homines nullatenus admitterentur in testimonium; cui rei dilectus filius noster Ludovicus, Francorum rex, pro utilitate ęcclesiastica ita consulendum arbitratus est, ut, episcoporum ac procerum consilio et assensu, institueret Parisiensis ęcclesię famulos in omnibus causis, placitis et negotiis, adversus omnes homines tam liberos quam servos, liberam et perfectam habere testificandi et bellandi licentiam; ita ut nemo eorum testimonio pro ęcclesiasticę servitutis occasione calumpniam inferat. Nos itaque petitionem vestram rationabilem perpendentes, id ipsum, pro ęcclesiasticę utilitatis et justitię intuitu, decreti nostri assertione, firmamus. Neque enim equum est ecclesiasticam familiam hiisdem conditionibus cohereeri, quibus servi secularium hominum cohercentur. Sicut igitur prenominatus Francorum rex regia benigniiate instituit,

[1] In inferiore codicis ora legitur: *Originale habemus*.

[2] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 2[illegible], ex magno Pastorali, p. [illegible]52.

ita nos ecclesie vestrę familiam, que sub episcopi seu canonicorum jure consistit, hac nostre auctoritatis concessione, donamus, ut in forensibus et civilibus causis vel placitis, adversus quaslibet seculares personas, in testimonium efficaciter admittantur, nec propter ecclesiastice clientele obnoxietatem, si alia non impediunt, eorum testimonium refutetur. Ego Pascalis, catholice ecclesie episcopus, subscripsi. Datum Beneventi, per manum Johannis, sancte Romanę ecclesie diaconi cardinalis ac bibliothecarii, IX kl. febr., indict. VI, incarnationis Dominice anno MCXIII, pontificatus autem domini Pascalis secundi pape anno XIIII.

IX

[illegible] Preceptum quod nullus canonicus alicui persone hominium faciat[1]

Pascalis episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Parisiensis ecclesie clericis salutem et apostolicam benedictionem. Et nobis et vobis gaudendum est, quia, post multa que vestre ecclesię contigerunt adversa, Dei vos misericordia respexit. Personam siquidem idoneam et sacris canonibus congruentem ad vestrę ęcclesię gubernationem sua vobis benignitate concessit. Ipsum igitur ad vos redeuntem litterarum commendatione prosequimur, rogantes ut eum plena affectione diligatis, plena humilitate veneremini. Confidimus enim eum disciplinę ecclesiastice futurum esse custodem, et salutis vestre sollicitum provisorem. Huic sedulis officiis obedite, et gratiam vobis in eo conciliate celestem. Hunc ad recuperanda ecclesie bona, que predecessorum illius tempore, tam in personis quam in prediis, distracta dicuntur, communibus adjuvate presidiis. Ad quam causam, annuente Domino, strenue peragendam, nostrę auctoritatis ei vicem concessimus, quatinus si episcopi, aut quorum parrochiani bona ipsa diripiunt, aut quorum in parrochiis bona eadem habentur, aut nolunt aut desides sunt ecclesie vestre justiciam facere, ipse vel interdicendi vel excommunicandi eos, nisi satisfecerint, habeat facultatem. Illud sane quod apud quosdam clericorum fieri audivimus, ut videlicet majores prebendarii a minoribus hominia suscipiant, et hunc cohibendum precipimus, et, litteris presentibus, ne fiat

[1] [illegible]

ulterius interdicimus. In hujusmodi siquidem conciliatione, et notatur ambitio, et gravius videtur ecclesię scandalum generari. De cenobio Sancti Eligii quid agendum sit ejus provisioni commisimus; dicitur enim et loco importunissimo situm, et inhabitantium desidia tam infamie quam erumpne vehementer expositum. Datum Laterani, VIII idus aprilis[1].

X.

De Sancti Christophori xenodochia exemplar [illegible]

Johannes episcopus, servus servorum Dei. Clara illustrisque priorum et prescia futurorum vigilantia et prolixa antiquitatis diligentia providis prudentie oculis omni auctoritate dignissimum instituit, ut quicquid, pro cujusque commoditatis oportunitate et altioris negotii ratione, novandum aut immutandum videretur esse, scriptis et annalibus sollicite adhibitoque ratum fieret stare [*sic*]. Quapropter ego Raginaldus, pace Superni, ferula pastoralitatis Parisiorum moderator, et dicentis illius non surdus auditor : Quod possumus unusquisque viribus, in domo Dei laboremus; tum vero caulis dominici ovilis non tam preesse quam prodesse sollicitus, premiis et spe retributionis ęternę inductus, notum esse volui omnibus catholicę fidei cultoribus, tam succedentibus scilicet quam et presentibus, primores canonicę religionis Parisiace sedis tribunal numinis vel mansuetudinis convenisse nostri, non indigna pacto rogandi, videlicet quatinus medietatem hospitalis Sancti Cristofori pertinentem hactenus presulum ditioni, ad solvendam unitatis integritatem, illorum medietati adiceremus. Quibus assensum prebendo benigne impendentes favorem, commodum fecimus eorum satisfieri votis; et concedendo eis, spectabilium presentia utriusque ordinis personarum et reipublicę frequentia cetus, ob sempiterne remunerationis vicem, obtulimus predictam hospitalis medietatem, quam, vice beneficii, domnus Lysiernus archidiaconus ex nobis hactenus tenuisse videtur; ut habeant utrasque medietates ad omnem integritatem nunc et deinceps predicti canonici Sancte Marie Parisiacensis ecclesie, post excessum domni Lysierni archidiaconi, absque omni controversitate et

[1] Extat epistola cleri Parisiensis ad Paschalem [illegible] Galonem episcopum habent [illegible] papam, pro gratias illi ob concessum [illegible] fol., t. III, p. 139.

inquietudine ac omni departitione; nec teneantur obnoxii de hac causa cuique successorum nostri, per ullius redibitionem officialitatis aut servicii. Hujus autem ut auctoramenti testificatio inconvulsa et indissolubili sublimitate et frequentia sancte synodi roborari decrevimus, quod et, Deo annuente, peregimus, subsignando et imponendo primitus manus. Si quis vero callidus impositor et ecclesiastice[1] auctoritatis vipereus anfractor adnullare vel testamentum conatus fuerit, ire et maledictioni sanctę et individuę Trinitatis subjaceat, et sulphureis vorticibus Cochiti demersus, profundis inferorum tenebris perpetuo conquiniscat et contabescat; sitque illi pars cum Datan et Abyron, Symone mago, Juda traditore Domini atque Pylato, et cum omnibus qui dixerunt Domino Deo: Recede a nobis; scientiam viarum tuarum nolumus. Datum III nonas decembris, per manus Petri, abbatis et cancellarii sancte apostolice sedis, anno III pontificatus domini Johannis, octavi decimi et universalis pape, in sacratissima sede beati Petri apostoli, indictione V. ✝ Rainaldi, Parisiorum episcopi.

XI.

Epistola Eugenii III papæ ad Senonensem et Rothomagensem archiepiscopos, qua eos monet, ut parrochianos suos, qui damna et injurias Parisiensi ecclesiæ intulerunt, ad eidem ecclesiæ satisfaciendum coerceant.

... Datum Tusculani, XVII kl. junii.

XII.

Preceptum Alexandri pape de rebus canonicorum ordinandis.

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis, C.[2] decano et universo capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Ex litteris quas pie recordationis pater et predecessor noster Eugenius, papa bone memorie, T.[3] quondam episcopo vestro indulsit, agnovimus quod, si in dandis majoriis et aliis beneficiis, que ad communem capituli vestri pertinent dispositionem, possetis minime convenire, sibi liceret eadem, cum assensu sanioris partis capituli, ordinare. Quas utique

[1] In parvo Pastor. : apostolice.
[2] Clemens.
[3] Theobaldus, qui decessit 8 jan. 1157.

litteras nos venerabili fratri nostro M.[1] nunc episcopo vestro, ejusdem predecessoris nostri vestigiis inherentes, post modum innovavimus. Verum quoniam deinceps, ex utriusque partis confessione, quod hoc contra antiquam consuetudinem ecclesię vestre existit, et eos auctoritate litterarum illarum non usos fuisse agnovimus, auctoritate apostolica duximus statuendum, ut supradicti predecessoris nostri litterę, sive nostrę, nullum vobis in posterum valeant prejudicium generare, quominus majorias vestras vel alia beneficia, que ad vestram solummodo spectant dispositionem, secundum antiquam ęcclesię vestrę consuetudinem, possitis libere ordinare. Datum Parisius, xvi kl. maii.

XIII.

Bulla Alexandri III papæ, qua, secutus exemplum prædecessoris sui Benedicti VII papæ[2], omnia bona et privilegia ad sedem et capitulum Parisiensis ecclesiæ pertinentia confirmat. [illegible]

.... Datum[3] Parisius, per manum Hermanni, sancte Romane ecclesie subdiaconi et notarii, xii kal. maii, indict. xiii, incarnationis Dominice anno MCLX° quinto, pontificatus vero domini Alexandri pape III anno vi°.

XIV.

De confirmatione institutionis de residentia canonicorum Parisiensium. [illegible]

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis B.[4] decano et capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem ... Ex litteris autem, quas nobis devotio vestra transmisit, evidenter accepimus quod, quia quidam vestrum, alienis insistentes negotiis, raro ecclesie vestre sui presentiam exhibebant, et ceteri eandem licentiam absentandi se velint habere, communi consilio, illos canonicorum vestrorum forinsecos ordinastis, qui per medietatem anni in ecclesie vestre servitio assidui non fuerint: ita tamen quod circa quatuor marcas argenti de prebenda sua annuatim recipiant: eis exceptis qui in servitio nostro vel regis Francorum permanserint; et hoc sub anathematis interpositione firmastis. Unde nos, paci, quieti et utilitati vestre, sicut diximus,

[1] Mauricius de Soliaco ad Ligerim, vulgo *Maurice de Sully*.
[2] Vide supra, n. VI.
[3] Ex magno Pastorali.
[4] Barba Aurea, seu barbedaurus, vulgo *Barbedor*.

paterna meditatione providere volentes, prescriptam institutionem, sicut a majori et saniori parte capituli facta est, ratam et firmam habemus; et, ne quorumlibet valeat presumptione mutari, eam auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus; statuentes ut nulli omnino hominum liceat, *etc.* Datum Tusculani, II idus decembris.

XV.

[illegible]

De decimis novalium.

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis, ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum; eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, decimas novalium de nemoribus vestris propriis, que habuistis ante concilium generale [1], prout redigentur in posterum ad culturam, vobis de speciali gratia indulgemus; ita tamen ut satisfiat sacerdotibus competenter, in quorum parrochiis sunt ipsa nemora constituta. Nulli ergo, *etc.* Datum Laterani, XII kl. marcii, pontificatus nostri anno tertio.

XVI.

[illegible]

De excommunicandis malefactoribus

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem... Cum igitur ex parte vestra nobis fuerit humiliter supplicatum, ut, super eo quod super possessionibus et aliis ecclesie vestre bonis extra Parisiensem dyocesim constitutis frequentes vobis injurie inferuntur, dyocesanis locorum ad exhibendam vobis justitiam negligentibus et remissis, paterna vobis providere sollicitudine dignaremur; nos devotionem quam ad nos et sedem apostolicam habere noscimini benignius attendentes, vobis auctoritate presentium indulgemus, ut in laicos super predictis injuriam inferentes, si eorum episcopi eos ad exhibendam vobis satis-

[1] Scilicet Lateranense quartum, anno 1215, Innocentio III papa, habitum.

factionem debitam cogere recusaverint, ultra mensem postquam a vobis fuerint cum humilitate debita requisiti, liceat vobis censuram ecclesiasticam, premissa monitione canonica, exercere. Nulli ergo hominum, etc. Datum[1] Alatri, XVI kl. octobr., pontificatus nostri anno secundo.

XVII.

Item de decimis novalium.

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Parisiensi salutem et apostolicam benedictionem. Devotionis vestre precibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus, ut in parrochia vestra, ubi antiquas decimas percipitis et habetis, de novalibus de quibus aliquis hactenus non percepit decimas percipere libere valeatis. Nulli ergo hominum, etc. Si quis autem hoc attemptare, etc. Datum Laterani, II nonas aprilis, pontificatus nostri anno V.

XVIII.

De septem modiis frumenti. Circa [illegible]

Petrus Leonis[2], Dei gratia, sedis apostolicę presbyter cardinalis et legatus, venerabili fratri St.[3], Parisiensi episcopo, et universo Beatę Marię matricis ęcclesię capitulo salutem et benedictionem. Ad hoc a Romana ęcclesia in Gallia destinati sumus, ut stabilienda stabilire et confirmanda, prestante domino, confirmare debeamus. Quapropter constitutionem quam, communi voto et assensu, de septem modiis frumenti sex ecclesiarum, de ecclesia videlicet Orliaci duobus, de Civiliaci uno, de Casteneti uno, de Balneoli uno, de Cristoili uno, de Succiaci uno, pro matricis ęcclesię vestre utilitate atque servitio Dei in ea amplificando, Domino inspirante, fecistis, laudamus et apostolica auctoritate confirmamus; statuentes ut nulli archiepiscopo, episcopo, archidiacono vel alicui ęcclesiasticę secularive personę hanc pii voti constitutionem[4] liceat aliquo modo immutare aut imminuere, sive

[1] Ex magno Pastorali.

[2] Idem qui, ineunte anno 1130, loco defuncti Honorii II, papa a quibusdam cardinalibus electus Anacletusque vocatus est, cum ceteri cardinales Gregorium, Sancti Angeli cardinalem, alio nomine Innocentium II, elegissent.

[3] Stephanus I de Silvanectis.

[4] Vide hanc constitutionem infra, lib. IV, c. XVIII.

eos qui constituerunt aliqua occasione vexare. Si quis igitur, quod absit, hoc tam rationabile institutum a vobis factum, et a nobis laudatum atque auctoritate apostolica confirmatum, disturbare presumpserit, nisi presumptionem suam resipiscens digna satisfactione correxerit, anathematis gladio feriatur.

XIX[1].

[illegible] De ingressu et residentia chori.

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam Dei memoriam.... Sane nuper accepimus quod nonnulli ex canonicis ecclesie Parisiensis, que inter alias regni Francie ecclesias honorabilis multum existit, dum in ea divina celebrantur officia, introitum in choro in principio misse et servicii pro defunctis duntaxat faciunt, et statim exeunt, eundo per ecclesiam invicem obloquentes; ita quod videtur eos eandem ecclesiam et servicium divinum minus debite venerari. Nos igitur in premissis, prout ex debito tenemur pastoralis officii, salubriter providere volentes, auctoritate apostolica, tenore presentium statuimus et etiam ordinamus, ut quilibet ex canonicis dicte ecclesie, qui in missis, a fine introitus usque ad ultimum *Agnus Dei*, et in commemoratione defunctorum que officium mortuorum appellatur, a fine primi psalmi matutinarum usque ad finem ultimi responsorii inclusive, continue non permanserit, distributionibus hujusmodi hore omnino careat, et sit privatus eo ipso, privilegiis apostolicis.... non obstantibus, *etc.* Datum Avinione, IIII idus aprilis, pontificatus nostri anno quinto.

Sic signatum *P. Frontalis.* In plumbo *Gregorius papa XI.*

XX.

[illegible] Bulla Bonifacii pape octavi, qua statum ecclesie Parisiensis, in qua olim nutritus educatusque fuerat, in melius reducere volens, decernit ut decanus, cantor et canonici [illegible] ejusdem ecclesie in ipsa continue residere teneantur[2].

.... Datum Rome, apud Sanctum Petrum, XV kl. januarias, pontificatus nostri anno secundo.

[1] Instrumenta tria que sequuntur [illegible] post [illegible] chartularium, transcripta sunt [illegible] quos primus codex [illegible] [illegible].

[2] Edit. apud Bulæum, *Hist. Univers. Paris.* t. III, p. 511 et 512.

XXI.

Compositio inter Thomam de Courcellis, decanum ecclesiæ Parisiensis, et Johannem Bastardi, ejusdem ecclesiæ cantorem, inita, de nonnullis juribus quæ uterque sibi ipsi vindicabat: nempe utri pertineret 1° delatio thuribuli in festis solemnibus et duplicibus; 2° benedictio cinerum prima die Quadragesimæ; 3° pronuntiatio absolutionis die jovis in Cœna Domini; 4° officium respondendi episcopo, matutinas in pontificalibus celebranti, et dicenti ante nonam lectionem, *Jube, Domine, benedicere*, cui respondetur, *Ora pro nobis pater*; 5° denique inceptio primæ antiphonæ in capitulo illis diebus quibus ante nativitatem Domini dicuntur antiphonæ incipientes per O.

.... Datum in capitulo nostro, die vigesima prima mensis martii, anno Domini MCCCCLVIII ante Pascha.

XXII.

In nomine Domini, amen. Per presens instrumentum publicum pateat universis, quod, anno Domini MCCCXXXV, indictione tertia, mensis julii die vicesima quinta, pontificatus sanctissimi patris ac domini nostri domini Benedicti, divina providentia pape duodecimi, anno primo, viris venerabilibus et discretis dominis et magistris Oliverio Salahadini decano, Vitali de Pruilhaco cantore, Johanne de Aipadella archidiacono Brie, Stephano de Novilla succentore, Petro Casalis penitenciario, Bertaudo Sorelli, Hugone de Pomarco, Petro Barnier, Guidone Coquatricis, Guillelmo de Perellis, Petro de Fayello, Fulcone de Chanaco, Roberto de Vernone, Jacobo Rossoloti ac nonnullis aliis canonicis ecclesie Parisiensis, in capitulo dicte ecclesie, ad capitulandum, ad sonum campane, deversus mane, more solito, congregatis et capitulum inibi facientibus et representantibus; altercataque inter dictum dominum decanum ex una parte, et dictos alios dominos capitulantes ex alia, super eo quod ipsi alii domini capitulantes dicebant et proponebant, quod ipse dominus decanus non habebat nec habere debebat, juxta consuetudinem ecclesie predicte, vocem in capitulo nec partem in commodis capitulorum dicte ecclesie Parisiensis, ex quo adhuc non erat prebendam canonialem in dicta ecclesia assequutus; tandem, post plures altercationes super hoc habitas, in mei notarii publici et testium subscriptorum presentia, dicti domini alii capitulantes, tanquam capitulum dicte ecclesie, concesserunt, de gratia speciali et absque prejudicio consuetudinis dicte ecclesie, ut dicebant, dicto domino decano, quod

admittatur ad tractatus et ad commoda etiam, pro parte unius simplicis canonici duntaxat capitulorum dicte ecclesie, quamdiu carebit prebenda canoniali, nisi in electionibus, que interim in dicta ecclesia eminebunt faciende, et in collationibus beneficiorum interim per capitulum faciendis : quod idem dominus decanus, et pro evitanda discordia, ut dicebat, acceptabat et acceptavit. Acta sunt hec Parisius, in capitulo dicte ecclesie Parisiensis, anno, indictione, mense, die et pontificatu predictis, presentibus discretis viris dominis Petro de Campis et Radulpho de Plaidyer, presbyteris, testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis.

XXIII.

Sententia qua Renodus Bonefoy et Guillelmus de Gyemo, canonici ecclesiæ Parisiensis, arbitri, controversiam dirimunt exortam inter Evenum Bohic, utriusque juris professorem, et Robertum de Vernone, protocapellanum regis Franciæ, canonicos ejusdem ecclesiæ, qui duas dimidias præbendas tenebant in ecclesia Parisiensi, ad capellam Sancti Aniani spectantes, ex una parte, et Stephanum de Novilla, doctorem decretorum, succentorem et canonicum ecclesiæ Parisiensis, et Bertandum Sorelli, doctorem sacræ paginæ, ejusdem ecclesiæ canonicum et executorem testamenti Guillelmi Herches, quondam penitentiarii Parisiensis et canonici, ex altera, qui Stephanus et Guillelmus dictas dimidias præbendas olim tenuerant

... Datum et actum in nostro capitulo generali, ex nostro unanimi assensu, nemine contradicente, anno Domini MCCCXXXV[to], die lune post festum beati Martini hiemalis.

XXIV.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod, cum decanus et capitulum Parisiense peterent justitiam ville sue de Macello, altam et bassam, quam ad se pertinere dicebant, sibi a nobis deliberari et reddi; asserentes quod gentes nostre super ipsa justitia injuriabantur eisdem, gentesque nostre e contrario dicerent quod hujusmodi justitia ad nos pertinebat, et quod a longe retro temporibus pacifice usi fueramus eadem; tandem, per inquestam de mandato nostro inde factam, bassam justitiam ipsius ville dictis decano et capitulo adjudicavimus; altam justitiam ville ejusdem imperpetuum eisdem concessimus, ex mero dono et gratia speciali, salvo in aliis jure nostro in villa predicta ac jure etiam in omnibus alieno. Quod ut perpetue sta-

bilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato fecimus communiri. Actum in abbatia nostra Regalis Montis, anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, mense decembri, regni vero nostri anno tricesimo sexto; astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Johannis buticularii. Signum Alfonsi camerarii. Signum Egidii constabularii. Data vacante cancellaria.

XXV.

Copia carte ville Viriaci in Viromandia super juribus que habet ecclesia Parisiensis ibidem. 6 mai. 1193.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Ego Elienor, comitissa Sancti Quintini et domina Valesie, notum facio tam presentibus quam futuris quod, cum querela inter me et ecclesiam Beate Marie Parisiensis super jure advocatie quam habeo Viriaci diu agitata fuisset, tandem, pro remedio anime mee et antecessorum meorum, cum magna deliberatione et gravitate consilii a viris senibus et discretis, tam militibus quam servientibus meis, et a scabinis Viriaci, fide interposita et juramento ab ipsis prestito, veritate diligenter inquisita, in hunc modum sopita est. Ego habeo advocaciam per totam terram Beate Marie Parisiensis apud Viriacum, excepta mansione Beate Marie, que libera est ab advocatia. Et de jure advocacie habeo sexaginta solidos monete currentis in castro Cauniaci pro pastibus, et censum VII mansorum et dimidii terre : quod totum tenent a me in feodo feodarii mei, hoc salvo quod predictorum mansorum justitia mea est et ecclesie Parisiensis. Latro meus est. Multrarius meus est. Falsa mensura mea est. Raptus est meus. Si tamen a scabinis judicatum fuerit quod exinde debeat dari pecunia, medietas erit mea et alia medietas predicte ecclesie; si vero judicatus fuerit, ego de ipso justitiam faciam pro voluntate mea. Si aliquis homo hominem occiderit in terra Beate Marie Viriaci, et inde pecunia data fuerit, medietas erit mea et alia medietas Beate Marie; si autem judicatus fuerit, ego de ipso justitiam faciam pro voluntate mea. Ubicumque homo Beate Marie Viriaci occisus fuerit, ego jus ecclesie et meum debeo requirere, et quidquid pecunie exinde datum fuerit, com-

mune mihi erit et ecclesie. Omnia forifacta chiminorum extra villam Viriaci sine participatione mea sunt, et forifacta chiminorum infra villam communia sunt michi et ecclesie. Si apes in chiminis, sive infra villam sive extra villam, invente fuerint, medietas erit mea et alia inventoris. Minister Beate Marie debet tenere placita usque ad duellum, et tunc, ab eodem ministro receptis obsidibus duelli, ipse minister duellum et obsides tradit servienti meo qui est prepositus Viriaci, ad conducendum Cauniacum usque ad domum meam. Minister vero Beate Marie et scabini Viriaci debent custodire duellum cum preposito meo et custodibus meis. Medietas emendationum duelli mea est, et alia Beate Marie; ita quod minister meus non potest facere finem duelli sine ministro Beate Marie. Ego habeo in villa Viriaci xx^{ti} IIII^{or} libras de tallia monete currentis apud Sanctum Quintinum, in festo sancti Remigii persolvendas, et c solidos ejusdem monete in Natali, ad lardarium; et duas corveias carrucarum in anno, unam in martio una die, et aliam quando frumenta seminantur una die, et unam quadrigarum in Natali una die, ad faciendum lignarium, et hominum manu operantium ad cedendum ligna. Totum nemus Viriaci est Beate Marie, et homines et hospites Viriaci habitantes habent usuarium suum de mortuo nemore ad comburendum, de vivo bosco ad edificandum super terram Beate Marie. In predicto nemore habeo cinerarium, pedicarium, archiarium, exartatorem. Ecclesia Parisiensis habet tria placita generalia Viriaci in anno: primum in octavis Epiphanie, secundum secunda feria post octavas Pasche, tertium in festo sancti Dyonisii; in quibus nil juris habeo nec minister meus, nec interesse debeo nec minister meus. Sed si querele in aliis diebus terminate fuerint quam in diebus placitorum generalium, forifactorum medietas est mea et alia Beate Marie. Licet autem scabinis super querelis placitorum generalium ipsa die placiti generalis respectum accipere usque ad aliud placitum generale; sed in crastino non licet, nec alia die quam in diebus placitorum generalium. Omnium forifactorum que in dominio Viriaci facta fuerint, medietas est mea, alia Beate Marie, exceptis illis prenominatis que mea sunt sine alterius participatione, videlicet latrone, multrario, falsa mensura, raptu, homicida judicato, forifacto in chemino extra villam facto, cinerario, archiario, pedicario, exartatore; que omnia mea sunt, ut predictum

est, et exceptis placitis generalibus que sunt Beate Marie sine participatione alterius. Sciendum quod, si ecclesia Parisiensis partem suam forifactorum habere non poterit, debeo ei facere reddi. Si homo adventitius moriatur in terra Beate Marie Viriaci, mortua manus est mea. Mulieres Beate Marie Viriaci possunt maritari absque licentia mea, per ministrum Beate Marie, quibuscumque voluerint. Si quis in villa Viriaci in alium violentes manus injecerit, et minister meus in ipsa violentia eum deprehenderit, licite potest eum capere; si autem in facto eum non invenerit, non potest eum capere nec justiciare nisi per ministrum Beate Marie, et forifactum quod inde provenerit mihi et ecclesie Parisiensi erit commune. Minister meus nec ego possumus adducere placita Viriaci ultra Sinicort, nisi res venerit usque ad duellum. Unusquisque hospes Beate Marie Viriaci debet michi, singulis annis in festo sancti Remigii, duos dozetos avene et unum panem et unum pullum et unum denarium; et preter hoc unusquisque qui tenet terram Beate Marie Viriaci, ubicumque maneat, mihi reddit singulis annis, in festo sancti Remigii, unum dozetum avene : hoc totum tenent a me in feodum feodarii mei. Si quis fecerit forifactum in castellania Cauniaci, propter quod velim res illius qui deliquit capere, minister meus poterit submonere quadrigas et homines Beate Marie Viriaci et hospites, ut ipsi veniant in auxilium ministri mei et ad deferendas res illius qui forifactum fecit. Minister meus non potest submonere homines Beate Marie Viriaci quamdiu minister Beate Marie eos submonere voluerit; sed si minister Beate Marie eos submonere noluerit, minister meus per scabinum poterit eos submonere, et scabinus non potest nec debet dimittere quin submonitionem faciat. Ecclesia Parisiensis instituit majorem suum Viriaci, auctoritate sua, et decanum et duos silvarios : isti IIII^{or} sunt liberi a tallia, et a dozetis avene et pullo et pane et denario; et instituit scabinos pro voluntate sua. Scabini vero et major et decanus mihi faciunt fidelitatem de jure meo conservando. Si vero major vel decanus vel aliquis silvariorum terram adquisierit que debebat predictam consuetudinem, de terra adquisita reddetur mihi consuetudo prenominata. Ego habeo Viriaci prepositum meum, qui habet clientem suum liberum a tallia. Homines Viriaci debent mihi tales exercitus et equitationes, quales homines alii Viromandie qui sunt in advocaciis meis.

Debent etiam mihi unam tartam sine farina, singulis annis, quando accipere voluero; ita quod qui caseum habuerit, unum caseum reddet; qui vero non habuerit, unum nummum monete currentis apud Cauniacum, vel nummatam ovorum. Cum autem ea que ad advocaciam quam habeo Viriaci pertinent in presenti carta sufficienter sint distincta et determinata, inibeo firmiter ministris meis tam presentibus quam futuris ne, ultra ea que supradicta sunt, aliquid contra ecclesiam Parisiensem apud Viriacum usurpare presumant. Michael autem decanus et universum ecclesie Parisiensis capitulum, attendentes devotionem meam et ecclesie utilitatem, mihi liberaliter concesserunt quod, cum ab hac luce migravero, diem obitus mei in ecclesia Beate Marie Parisiensi singulis annis celebrabunt. Ut autem hoc ratum et stabile et inconcussum permaneat, sigilli mei munimine confirmo. Astantibus illis quorum nomina sunt hec: Arnulfus, abbas Cauniaci; Petrus, decanus Sancti Thome martiris de Crispeio; Guillelmus, ejusdem ecclesie canonicus et sacerdos; magister Petrus, ejusdem ecclesie canonicus; magister Hescelinus, Meldensis; Droco clericus, de Roseto; Gobertus, miles, de Ribomonte; Gobertus, miles, de Vendolio; Galfridus, de Flavi; Manasses, miles, de Viri; Guillelmus, miles, de Viriaco; Bernardus, miles, de Sinicort; Hugo, frater ejus; Galterus de Brusci; Aubertus, miles, de Faiel; Matheus, miles, de Bez; Stephanus, de Bonolio; Theobaldus, miles, de Seri; Johannes li Faiez; Renardus, prepositus de Crispeio; Odo Tornemont, Hugo de Bolonia, Nicholaus. Actum publice apud Sanctum Quintinum, in die ascensionis Domini, anno incarnati Verbi MC nonagesimo tertio.

XXVI.

20 dec. 1330 — Statutum de collatione beneficiorum[1].

Universis presentes litteras inspecturis Oliverius decanus totumque capitulum ecclesie Parisiensis notum facimus, quod, in nostro capitulo generali, die veneris vigilie festi beati Thome apostoli, ad sonum campane more solito congregati, vocatis, ut est moris, et presentibus in ipso capitulo generali, hora capituli, nobis decano ac omnibus et singulis ipsius ecclesie canonicis qui commode voluerunt et potuerunt

[1] Hoc quodque proxime sequitur instrumentum sunt additamenta codici facta

interesse; nos circa negotia nostra et ecclesie nostre predicte intendentes, inter cetera consideravimus quod diversa statuta varieque observantie erant in dicta nostra ecclesia, super collatione beneficiorum ecclesiasticorum ad collationem seu presentationem capituli nostri spectantium, currencium per turnos inter concanonicos nostros prebendatos in sacris constitutos, et sub nominatione per canonicos eosdem ab eadem, et potissime ex hoc, quod illi qui subdiaconi erant, quando de novo fiebant canonici dicte ecclesie, vel qui se faciebant promoveri ad subdiaconatum durante turno subdiaconorum, volebant conferre antequam turnus reinciperetur; ac eciam similiter novi presbyteri in turno presbyterorum, et novi diaconi in turno diaconorum illud idem volebant; et si taliter observaretur, sequeretur inconveniens, videlicet quod ille qui fieret ultimo canonicus, conferret antequam unus qui fuisset per longum tempus canonicus ante ipsum; quod non esset decens. Et ob hoc, statuta antiqua super collatione et nominatione beneficiorum hujusmodi inspeximus diligenter, et invenimus quod per ea super hoc aliquid certum non declarabatur, et quod varietas et diversitas hujusmodi possent discordiarum materiam seminare. Volentes omnem ambiguitatis materiam circa statuta et observantiam hujusmodi amputare, statuta antiqua interpretando et declarando, et quoad quedam corrigendo et eisdem addendo, ex nostrum unanimi assensu, nostra et ecclesie nostre predicte utilitate pensata, provida deliberatione et diligenti tractatu super hoc inter nos prehabitis, statuimus et ordinavimus ac tenore presentium statuimus et ordinamus in hunc modum : Quod de cetero, incepto turno sub beneficiis a capite, videlicet a decano, in ecclesia Parisiensi predicta, in qua quidem ecclesia turnus hodie incepit ab ipso decano, cum ipse decanus, turnum hodie incipiendo, nominaverit ad ecclesiam parrochialem de Corborosa Carnotensis diocesis vacantem, Alanum de Foresta, presentandum ad hoc reverendo patri domino episcopo Carnotensi, ita quod ipse turnus inceptus residet nunc super personam cantoris existentis tempore inceptionis turni; canonici prebendati dicte Parisiensis ecclesie in sacris ordinibus constituti conferent vicisim per ordinem durante dicto turno, scilicet obtinentes dignitates, personatus et officia primo, deinde presbyteri, postmodum diaconi, ac deinde subdiaconi per ordinem, secun-

dum quod quilibet ipsorum in dictis ordinibus fuit prior canonicus prebendatus Parisiensis. Sed illi qui, turno durante, fient canonici prebendati Parisienses in sacris constituti, et illi qui erant canonici prebendati Parisienses ante inceptionem turni, existentes tamen in minoribus ordinibus, si durante turno se fecerint ad sacros ordines promoveri, nullatenus conferent durante turno; sed turno decurso et alio postmodum reincepto, in ipso reincepto in suis locis per ordinem ad conferendum admittentur. Et quociens turnus in dicta ecclesia Parisiensi incipiet, ordinamus poni in scriptis nomina canonicorum prebendatorum in sacris ordinibus constitutorum, tunc in dicta Parisiensi ecclesia existentium per ordinem, prout ad conferendum debebunt admitti, ad finem quod sciatur qui habeant conferre turno durante, ne per oblivionem contingeret supervenientes canonici vel promoti turno durante in hoc per errorem admitti. Ordinamus etiam quod, prout in statuto antiquo continetur, si canonicus debens conferre fuerit absens, infra viginti unum dies a die vacationis beneficii continue computandos, teneatur venire ad ecclesiam seu capitulum Parisiense, et ibi conferre; et si legitime fuerit impeditus, infra illos XXI dies teneatur capitulum certificare de suo legitimo impedimento; elapsis ipsis XXI diebus, quos in hoc pro peremptorio termino assignamus, alioquin fiat prout in statuto antiquo continetur, et in posterum ordinamus observandum. Et ut sciatur qui erant canonici prebendati Parisienses in sacris constituti in dicta ecclesia Parisiensi tempore inceptionis turni moderni hodie incepti, idcirco nomina eorum tam presencium quam absentium per ordinem prout ad conferendum sunt turno durante admittendi, hic inferius inseruntur et sequuntur in hunc modum : primo de dignitatibus Oliverius Salahadini decanus, Vitalis de Prulhaco cantor, Petrus Beraldi, Petrus de Villanis et Johannes de Arpadella archidiaconi, Stephanus de Novilla succentor, Robertus de Bardis cancellarius, Petrus Casalis penitentiarius. Item de presbyteris, *etc.* — *sequuntur nomina* 10 *presbyterorum*, 15 *diaconorum et duodecim subdiaconorum.* [1] Et ut premissa

[1] Ordinem presentationum renovavit [illegible] quondam capituli Parisiensis, a. 1515, die veneris post dominicam qua cantatur *Letare Jerusalem* 19 mart. [illegible] 1449, 24 jul., quas [illegible] in magno Pastorali p. 743 [illegible] exemplis omittendas censuimus. Ibidem legitur breve quoddam statutum quod hic subjungimus : « Statutum fuit anno Domini MCCCXI [illegible], die jovis in crastino nativitatis beati Johannis Baptiste, in quo crastino semper ha-

firma et stabilia perseverent, sigillum nostrum presentibus fecimus apponi. Datum et actum Parisius, in dicto nostro capitulo generali dicte vigilie festi predicti, anno Domini MCCCXXXVI°.

XXVII.

Charta decani et capituli Parisiensis qua abbati et conventui Sancti Victoris confirmatur jus percipiendi panem capitularem et vinum uniuscujusque canonici Parisiensis defuncti per annum integrum a die sepulturæ ipsius computandum [1]. 17 dec. 1376.

.... Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, die mercurii ante festum beati Thome apostoli.

betur capitulum generale, in capitulo Parisiensi, per omnes et singulos Parisienses canonicos, in dicto capitulo generali existentes; quod si unus intra vicem alterius conferre presumpserit, taliter attentata collatio nullius penitus sit momenti, salvo jure taliter conferenti in suo jure et ordine debito conferendi.

[1] Hanc chartam edidit Duchesne, *Hist. des Cardinaux de France*, t. II, p. 465.

LIBER SECUNDUS.

REGUM.

I.

Circa 795 — De omnibus rebus fratrum.

Karolus, gratia Dei rex Francorum et Longobardorum ac patricius Romanorum, omnibus fidelibus nostris tam presentibus quam et futuris. Si, petitionibus sacerdotum, hoc quod nostris auribus innotuerit, ad effectum, pro Dei amore, mittere studuerimus, procul dubio ęternę vitę remunerationem habituram non dubitamus. Ideoque dum pluris habetur percognitum qualiter ęcclesia Parisiaca, quę est in honore sanctę Marię matris domini nostri Jhesu Christi et sancti Stephani prothomartyris et sancti Dyonisii et sancti Germani et sancti Marcelli et sancti Clodoaldi confessoris, et cęterorum dominorum quorum pignora in ipsa plebe vel in ipsa ęcclesia Parisiaca adunate requiescunt, ubi preest Erkenradus in ipsa plebe episcopus[1], petiit qualiter ad anteriores reges vel a nobis integra immunitate de omnibus villis Parisiaci agros vel territoria habere videntur concessa. Sed hoc nos pro mercedis nostrę compendio, vel pro reverentia ipsius sanctę pignorę quę sunt in ipsa plebe Parisius recondite, tam villis, agris, territoriis, cum omnibus ibidem pertinentibus, quarum nomina sunt hęc : Undresiacum cum omni integritate; Hileriacum cum omnibus ad se pertinentibus; Aureliacum, Civiliacum, Castanedum cum omnibus que illis adjacent; Balneolum, Laiacum, et Steovilla cum universis que pertinent ad eas, insuper et fundos quos fidelium liberalitas stipendiis eorumdem fratrum delegavit : videlicet Sulciacum, quem Stephanus, pie recordationis comes, necnon et uxor ejus Amaltrudis eorum usibus delegaverunt, et adhuc, tam ultra Ligeram quam et citra Ligeram, vel et ubique in regno nostro, propicio Deo, ecclesia Parisiaca possessio esse videtur, tam

[1] Auctores Gall. Christ. [illegible] et Erkenradus episcopus [illegible] ex magno Pastorali, p. 380, [illegible] Vid. Gall. Christ., t. VII, [illegible] Ludovici [illegible] 10
a. 829 [illegible] tempore et Carolus Magnus

pro immunitatis anterioris quondam regibus [*sic*] quam et per reliqua instrumenta, species casfarum[1] ipsius ęcclesię Parisiaci vel undique ibidem delegatum habentur, aut adhuc in Dei nomine a Deum timentibus hominibus additum vel collatum fuerit, per nostram preceptionem plenius confirmamus; et integra immunitate a novo perpetualiter concedimus, ut quicquid fiscus noster de quolibet modo de omnibus liberis hominibus, qui super terram ipsius ęcclesię Parisiacę commanere noscuntur, tam de capitibus quam et de omnibus reddibitionibus quibuslibet, absque ullius judicis introitu aut repetitione, ipsa ęcclesia Parisiaca habeat perhenne successum. Precipientes enim jubemus ut neque vos, neque juniores, neque successores vestri, nec ullus quislibet ex judiciaria potestate accinctus, vel per quemcumque modum nullisque ingeniis in curtis[2], vel in territoriis in insulis positis, vel in aliis locis quod presenti tempore habere vel possidere videntur, aut quod inantea a Deum timentibus hominibus ibidem additum vel collatum fuerit, nec ad causas audiendum, nec freda exigenda, nec districtiones faciendas, nec ullas paratas requirendas, nec ullum teloneum de omnibus causis exactando, nec rotaticum nec foraticum nec pulveraticum prendere nec exigere, nec facere nullatenus presumatis, et pretermissas vestras repetitiones, quasi, aut a vestris temporibus aut successorum regum quasi ibidem fuissent consuetudo[3] ingrediendi supra terram Sanctę Marię, ab hodierna die calcatas fiant. Igitur cognoscat omnium secutura posteritas, presulumque vobis succedentium pia paternitas, quia petierunt a nostra exiguitate fratres nostri sanctę matris ęcclesię cui, miserante Deo, deservimus[4]. Quorum nos petitioni assensum prebentes in ęcclesia quę est in honore sancti Stephani prothomartyris, coram ipso sacrosancto altari, in presentia venerabilium episcoporum concedimus: Ebboni videlicet archiepiscopi, Aldrici episcopi, Rainoardi episcopi, Rantgarii episcopi, Lantdramni episcopi, Jone episcopi, Jesse episcopi, Rothadi episcopi, Adelelmi episcopi, Hildemanni episcopi, Godefredi episcopi, Freculfi episcopi,

[1] In magno Pastorali, *cassarum*.

[2] In margine parvi Pastor. manu recentiori scriptum est *de clausura* [illegible] *potest intelligi*.

[3] Forte leg. *hactenus*, [illegible] *quasi*, *aut vestris temporibus aut successorum regum*, [illegible] *consuetudo*, etc.

[4] Nemo non advertet quantum hec verba [illegible] regia dignitate parum conveniant.

Vuiladi episcopi, Theodiseli episcopi, Amathei episcopi, Alitgarii episcopi, Franconis episcopi, Bernoini episcopi, Ariboldi episcopi, Elie episcopi; item Jone episcopi, Hugberti episcopi, Fulcarii episcopi, Ermenberti episcopi. Si quis vero, quod absit! contra hoc nostrę auctoritatis edictum vel concessum insurgere temptaverit, Dei omnipotentis incurrat maledictionem, et, artatus atque constrictus igneis cathenis profundi inferni, percussione sanctę Dei genitricis Marię et omnium Sanctorum horumque episcoporum sit anathematizatus, atque divina ultione perfossus, animam exspiret vindicationis leprę laniatus. Signum Karoli regis gloriosissimi (*sequitur monogramma Karoli*).

II.

17 jun. 911.

De claustro et domibus extraneis canonicorum [1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, Karolus divina propiciante clementia rex [2]. Si precibus sacerdotum, quando pro suis vel ęcclesiarum sibi commissarum necessitatibus aliquid nobis intimare voluerint, aurem libenter accomodamus, eorumque justas petitiones ad optatum effectum perducimus, non solum regiam consuetudinem in hoc exercemus, sed eosdem sacerdotes ad Domini misericordiam pro nobis exorandam promptiores atque devotiores facimus. Igitur omnium sancte ecclesie Dei fidelium nostrorumque, tam presentium quam et futurorum, noverit industria, quoniam, adiens serenitatis nostre presentiam dilectus noster ac venerabilis Theodulfus, Parisiensis ecclesie Sanctę Marie perpetue virginis episcopus, humiliter deprecatus est, quatinus fratribus ejusdem ecclesię inibi Domino famulantibus ex claustro eorum hoc nostre auctoritatis preceptum fieri juberemus, ita ut illud sine ullius episcopi aut cujuslibet persone inquietudine, sicuti a priscis temporibus, ad cohabitandum eis, pro observando libentius sue religionis proposito, concessum est, perpetim simul possidere valerent, atque cohabitationes domorum suarum inibi constructas, immo etiam in posterum construendas, absque alicujus calumpnia jugiter quiete obtinere possent; insuper et cuicumque consodalium suorum, aut pro sue neces-

[1] [illegible] t. VII, instr., col. 17.
[2] [illegible] apud Dubois, t. I, p. 533.

sitatis negotio aut juste utilitatis arbitrio, singillatim easdem concedere vel vendere vellent, liberalissimam id agendi potestatem haberent. Cujus namque congruam ac necessariam considerantes petitionem, nec non et proavi nostri Karoli[1] imperatoris, cujus edicto optimatum imperii sui consilio exiit, ut universa canonicorum claustra absque census exactione absoluta permanerent; et inclite prolis ipsius, avi nostri scilicet Karoli regis, id precepto roboratum est; insuper et quicquid idem canonici infra claustra edificarent, licentiam haberent inde faciendi quod voluerint, vestigia imitantes; placuit serenitati nostrę ejusdem episcopi Theodulfi adquiescere postulacionibus, et munificencię nostrę precepto concedimus eisdem fratribus Sanctę Marię, ut predictum claustrum illorum, tam ipsi quam successores eorum Domino servientium ab hodierna die et deinceps, absque alicujus senioris vel ullius hominis impulsione, simul cum domibus suis infra et extra existentibus, indesinenter libere ac quiete possideant, et quicquid ex hiis videlicet domibus, ut dictum est, agere voluerint, Christo propicio, in omnibus habeant potestatem faciendi; pro nostra tantummodo salute conjugisque nostre Friderunę ac prolis, totius quoque regni statu Domini clementiam propensius obsecrantes. Ut autem hujus auctoritatis preceptum per futura tempora inviolabilem obtineat firmitatis vigorem, manu propria subter firmavimus et anuli nostri impressione insigniri jussimus. Signum Karoli *monogr.* regis gloriosissimi. Hugo, regię dignitatis notarius, ad vicem Hervei archiepiscopi, recognovi et subscripsi. Datum xv kl. julii, indictione XIIII, anno incarnationis Dominice DCCCCXI, regnante domino rege Karolo XVIIII, redintegrante XIIII. Actum villa Cangiaco, in Dei nomine feliciter, amen.

III.

De Ponte Majori[2] [illegible]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, Karolus, gratia Dei rex. Notum sit omnibus episcopis, abbatibus, ducibus, comitibus, vicariis, centenariis, telonariis, omnem rem procurantibus, fidelibus nostris,

[1] Apud Dubois, [illegible] t. II, col. 1491, et D. Bouquet, t. VIII.
[2] Hoc diploma ediderunt Baluzius, *Capitul.* p. 568.

presentibus scilicet et futuris, quia, inspirante clementia Salvatoris, pro totius utilitate regni nostri ac defensione sanctę Dei ęcclesię atque Normannorum infestatione, una cum assensu et voluntate fidelis nostri Parisiacę urbis Ęneę episcopi, placuit nobis extra predictam urbem, de erarii nostri sceato, supra terram monasterii Sancti Germani suburbio commorantis, quod a priscis temporibus Autisiodorensis dicitur, subjectum etiam matri ęcclesię Sanctę Marię commemorate urbis oportunum majorem facere pontem. Post expletionem vero ejusdem pontis, tactus, ut credimus, rore cęlesti, dignum judicavimus, pro amore Dei et sanctę Dei genitricis Marię sanctique Stephani, ipsum pontem Ęneę, predicti episcopi, successorumque suorum potestati subicere, quatinus tam ipse quam successores ejus ipsum pontem, una cum via quę per terram Sancti Germani ad eundem pontem vadit, Deo propicio, ordinent, absque alicujus comitis ordinatione et in eadem emunitate permaneat, sicut antea fuit, et in preceptis antecessorum nostrorum et nostro de rua Sancti Germani continetur. Qua concessione facta, precellentie nostrę placuit serenitati, tam ex predicto ponte quam ex via Sancti Germani jam predicti, que tendit ad eundem pontem, eidem scilicet Enee episcopo suisque successoribus auctoritatis nostre solidum inconcussumque statuere preceptum, ita ut tam ipse quam successores ejus in posterum sepe memoratum pontem cunctasque areas aquę ejusdem pontis ac molendinos et quicquid ad eum justo ordine et legatione pertinere videtur, absque ullius comitis vel vicecomitis seu cujuslibet judiciarie potestatis contradictione, libero et pacifico teneant arbitrio. Et ut hoc nostre auctoritatis atque largitionis preceptum in Dei nomine per succedentia annorum curricula conservetur verusque ab omnibus credatur, anuli nostri impressione subtersigillari ac decorari jussimus manuque propria nostra affirmare curavimus. Signum (*monogr.*) Karoli gloriosissimi regis. Gislebertus notarius. Data pridie idus julii, indictione iii^a, anno xxii domini Karoli, gloriosissimi regis. Actum palatio Compendio, in Dei nomine feliciter. Amen.

IV.

Diploma Karoli Simplicis regis, quo, deprecante Anscherico, episcopo Parisiensi, confirmat ecclesiæ Parisiensi pontem cum areis et molendinis, quem avus suus Karolus rex eidem ecclesiæ dudum possidendum concesserat[1]. 14 sept. 909.

.... Datum xvi kl. octobris, indictione xii, anno xvii regnante Karolo, rege gloriosissimo, redintegrante xii. Vale feliciter.

V.

Exemplar de Insula[2]. 22 apr. 867.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, Karolus gratia Dei rex.... Notum sit omnibus sanctę Dei ecclesię fidelibus et nostris, presentibus atque futuris, quia, ad supplicem petitionem Eneę, venerabilis Parisii episcopi, reddimus insulam quandam eidem civitati in orientali plaga contiguam, atque viciniorem Ecclesię sanctę Dei genitricis et semper virginis Marię; quę siquidem, preter nonam et decimam, antea usibus habebatur et dominio comitis ipsius civitatis et regionis. Unde etiam precellentię nostrę preceptum hoc restitutionis seu restaurationis fieri jussimus, per quod statuimus atque firmamus, ut memorata insula, sine cujuspiam comitis inquietatione aut sollicitatione, veluti presignatum est, dominio episcopi sedis Parisii civitatis et servorum[3] perpetua lege subjaceat, eorumque dispositioni, sicut alię res dominationis ipsorum, Domino auxiliante, semper subsistat, nemine contradicente aut qualibet inventione repente. Ut autem hec restitutionis sive redditionis nostrę de supradicta insula preceptio semper in Dei nomine meliorem obtineat vigorem, de anulo nostro subter eam jussimus sigillari. Hildeboldus notarius ad vicem recognovit. Datum x kl. maii, indict. xv, anno xxvii regnante Karolo gloriosissimo rege. Actum Compendio in Dei nomine feliciter. Amen.

[1] Edit. in *Script. Franc.*, t. IX, p. 509, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 16.
[2] Edit. a Baluz., *Capitul.*, t. II, col. 1484, et in *Script. Franc.*, t. VIII, p. 601.
[3] Fort. leg. *successorum*.

VI.

[illegible] Diploma Caroli Simplicis regis, quo confirmat ecclesiæ beati Christophori martyris apud Cristolium, mansa xv, cum mancipiis utriusque sexus, sita in pago Parisiensi, in villa Cristoilo, quæ Grimoardus vicecomes eidem ecclesiæ contulerat [1].

... Datum viii kl. maii, indict. iii[a], anno viii regnante et redintegrante regnum Karolo gloriosissimo rege. Actum apud Vermeriam palacium, in Dei nomine feliciter, amen.

VII.

[illegible] Quod servi ecclesiastici possint testificari adversus liberos homines [2].

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, omnibus Christi fidelibus.... Noverint igitur omnes quia sanctę Parisiensis ęcclesię conventus nostrę serenitatis presentiam adierit, conquerendo ostendens et ostendendo conquerens quatinus servi prefatę ecclesię secularibus personis tanto contemptui habebantur, quod in forensibus et civilibus causis vel placitis adversus liberos homines in testimonium nullatenus recipiebantur, et ecclesiastica mancipia secularibus servis fere in nullo preferebantur; unde res ęcclesiastica, ob tanti scilicet dedecoris obprobrium, non solummodo vilescebat, sed maximum diminutionis incommodum de die in diem incurrebat. Cognita vero ęcclesie querela, motus tam ratione quam dilectione, necessarium duxi a Parisiensi ęcclesia, nobis quidem inter alias familiarissima, tantum scandalum omnino removere, et regiam sedem regio beneficio sublimare. Ego igitur Lugdovicus, Dei clementia Francorum rex, communi quidem episcoporum ac procerum nostrorum consilio et assensu, regie auctoritatis decreto instituo et decerno, ut servi sancte Parisiensis ęcclesie, illi scilicet qui proprie ad canonicos pertinent, adversus omnes homines tam liberos quam servos, in omnibus causis, placitis et negotiis, liberam et perfectam habeant testificandi et bellandi licentiam, et nemo unquam, servitutis

[1] Vide apud Baluz., Capitul. t. II, col. 1524, et in Script. Franc. t. IX, p. 48[illegible]. [illegible] Sancti Martini de Campis, [illegible] t. III, p. 481, et in [illegible] t. III, p. [illegible]

[2] Exstant ap. Baluzium, Miscellan. t. II, p. 186; Labbe, [illegible] t. II, p. [illegible] Vide supra, l. [illegible] c. VIII, [illegible] regalis [illegible] a [illegible] II papa [illegible]

occasionem eis opponens, in eorum testimonio ullam dare presumat calumpniam. Hac autem ratione licentiam testificandi ea quę viderint et audierint eis concedimus, quod, si aliquis liber homo in eadem causa de falso testimonio illos contradicere et comprobare voluerit, aut suam comprobationem duello perficiat, aut, eorum sacramentum sine ulla alia contradictione recipiens, illorum testimonio adquiescat. Quod si aliquis temeraria presumptione illorum testimonium in aliquo refutaverit aut calumpniaverit, non solum regię auctoritatis et publicę institutionis reus existat, sed querelam negocii sui vel placiti inrecuperabiliter amittat; ita scilicet ut presumptuosus calumpniator de querela sua, si querat ulterius, non audiatur; et si aliquid ab eo queratur, alterius querele reus et convictus omnino habeatur. Aliud etiam statuimus ut predictus calumpniator, nisi de tanta calumpnię culpa Parisiensi ęcclesię satisfecerit, excommunicationis mucrone feriatur et ad testimonium faciendum interea non admittatur. Ut autem hujus nostrę institutionis edictum perpetuę firmitatis privilegio muniatur, presentem cartam fieri precepimus, quę nostrę auctoritatis effectum posterorum memorię tradat, et totius retractationis occasionem in perpetuum excludat. Ad hęc etiam, in testimonium veritatis, nomina episcoporum, comitum ac procerum nostrorum qui huic cartę assensum prębuerunt inscribi justum decrevimus, et ad extremum sigillo nostrę ymaginis ipsam cartam signavimus, et caractere nostri nominis corroboravimus. Astantibus de palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Anselli de Garlanda, tunc temporis dapiferi nostri. S. Hugonis, cognomine Strabonis, tunc temporis constabularii nostri. S. Guidonis, filii Guidonis de Turre, tunc temporis buticularii nostri. S. Guidonis, camerarii nostri. Signum Galonis, Parisiensis episcopi. S. Yvonis, Carnotensis episcopi. S. Johannis, Aurelianensis episcopi. S. Manasse, Meldensis episcopi. S. Odonis, comitis de Corboilo. S. Mathei, comitis de Bello Monte. Signum *monogr.* Ludovici regis. Actum publice Parisius regio palatio, anno ab incarnatione Domini MCVIII, indict. I, anno regni nostri Iº. Stephanus cancellarius relegendo subscripsit.

VIII.

[illegible] Exemplar de Sancto Eligio[1]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, Karolus gratia Dei rex. Si ęcclesiarum negociis consulendo, eorum statum ad emendationem ob Christi amorem deducimus, ab ipso non dubitamus accipere retributionem pro cujus hęc peragimus honore. Noverit itaque omnium sanctę Dei Ęcclesię fidelium nostrorumque ad presens et subsecutura sagacitas, quoniam Engelvinus, venerabilis sanctę ęcclesię Parisiensis antistes, ad nostrę humiliter accedens sublimitatis mansuetudinem, deprecatus est ut, ob nostre mercedis conjugisque regine nostrę Richeldis, ac virginis intemeratę genitricis Dei Marię emolumentum, abbatiam Sancti Eligii in potestate ęcclesię sibi credite sitam, eique jure beneficiario nostra munificentia concessam, jam dictę ęcclesie genitricis Dei Sancte Marię, sibique et, post se, Dei nutu, futuris pastoribus, in potestatem et jus ęcclesiasticum habendum concederemus et concedendo imprevaricabili nostre auctoritatis precepto confirmaremus. Cujus petitionibus concessimus libentius, quo nostre utilitati profuturum perspeximus amplius, et ob domini nostri Jhesu Christi suęque virginis Marie amorem, atque ob utrarumque ęcclesiarum olim a Paganis devastatarum invicem emeliorationem, et utilissimę nobis in salutem populi Christiani a genitrice Virgine prolis attributionem, hoc nostrę privilegitatis preceptum fieri et sigillari jussimus : per quod supradictam abbatiam, cum omni suarum integritate rerum, jamdicte ęcclesie presenti futurisque pastoribus delegando perpetualiter ad habendum concedimus, et concedendo inviolabiliter manere decernimus, atque de nostro jure in jus ac dominationem dominę mee genitricis Dei mei Marie sollempni more transferimus; taliter ut quicquid exinde statutus a Deo presul secundum Dei suamque voluntatem facere voluerit, quemadmodum ex aliis sibi creditis ecclesiasticis rebus canonico in faciendo potiatur arbitrio. Eo siquidem pacto, ut diem depositionis patris nostri precellentissimi imperatoris Ludovici, quod est xii kal. maii, et matris nostre glorio-

[1] Extat apud Baluz. Capit., t. II, col. 1492, et D. Bouquet, t. VIII, p. [illegible]

sissime imperatricis Judith[1], quod est xiii kal. aprilis; diem quoque nativitatis nostrę, idus junii, necnon et diem a Deo concessę nobis unctionis, qui post obitum in diem ipsum in celebrando transfundetur; nativitatem preterea amabillime conjugis nostrę, Richildis reginę, kalendis augusti et copulam secundum Dei voluntatem nostrę conjunctionis; insuper et ortum prolis nostrę, si a fecunda virgine impetrando data fuerit, sub continua orationum missarumque assiduitate, cum omni clero sibi commisso, presens futurusque antistes celebret, et refectio in utraque congregatione, in die ortus prolis nostrę, si, ut diximus, a genitrice Dei data fuerit, studiosissime peragatur; de cętero vero, pro hac utriusque ęcclesię majorata emendatione, omnis presul pro nobis, conjuge et prole regnique statu Dei misericordiam exorare indesinenter accedat. Ut autem hujus nostrę piissime largitionis auctoritas potiorem in Dei nomine obtineat firmitatis vigorem, de bulla nostra insigniri jussimus, et manu propria eum subterfirmavimus. Signum *monogr.* Karoli, gloriosissimi regis. Adalgarius notarius, ad vicem Gozleni, recognovit. Data iiii idus maii, indict. iiii, anno vi regnante Karolo, gloriosissimo rege. Actum Silvagio palacio, in Dei nomine feliciter, amen.

IX

Exemplar de Restauro[2] [illegible]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Karolus, divina propiciante clementia rex. Si locis, *etc.* Quo circa, omnium sanctę Dei ęcclesię nostrorumque presentium seu futurorum noverit religiositas, quod Askericus[3], Parisiacę urbis presul venerabilis, nostrę adiens presentiam serenitatis, felicibus intimavit vocibus, nostrorum coram presentia fidelium, ęcclesiam Sanctę Marię predictę, videlicet urbis qua isdem presul esse dinoscitur, Normannica penitus infestatione destructam, atque sevitia consueta prope ad nichilum redactam. Unde, interventu quorumdam principum vicinius nobis assistentium, Frederunę videlicet, conjugis karissime, necnon et dilecte Gislę abbatissę atque venerandi comitis

[1] In codicis margine : *Que fuit mater Karlomanni* [illegible]

[2] [illegible] VII [illegible]

Roberti et Adelę comitissę, Altmari quin etiam atque Erchengarii comitum, et Roberti, nobis dilecti, humiliter expetiit, ut, ad supplementum desolatę ęcclesię, abbaciam Sancti Petri Resbacis nomine dictam et quondam Hierusalem cognominatam, in comitatu sitam, quam isdem episcopus in beneficium hactenus habuisse dinoscitur, per nostrę auctoritatis pręceptum, concedere dignaremur; quatinus eidem pręsuli suisque foret augmentum successoribus, quo nostrę liberius possint servitutis explere negotia. Pręfatorum igitur principum cognoscentes consilia esse salubria, eorum acquievimus benigne postulationibus, atque, communi consensu fidelium, jam dictam Sancti Petri abbatiam, quo fiat perpetuum ęcclesię Sanctę Marię, urbis dumtaxat Parisiace, et episcopis ejusdem loci adminiculum, regia concedimus auctoritate. Quapropter hoc preceptum nostrę jussimus fieri auctoritatis, ac memoratę ecclesie Beate Marię, per manus ejusdem loci presulis Askerici, jussimus dari; per quod suprascriptam abbatiam in jus et dominationem illius transfundimus, et perpetualiter possidendam concedimus, cum omni integritate omnibusque legitimis terminationibus juste et legaliter ad se pertinentibus: ea siquidem ratione, ut sepe nominatus presul Askericus necnon et successores ipsius predictas res jugiter habeant, quiete teneant, secure possideant ac libere disponant, et quicquid pro communi utilitate ecclesię facere voluerint, quietam ac firmissimam in omnibus habeant potestatem. Et ut hec nostre auctoritatis concessio firmior habeatur, omnibusque temporibus a nostris conservetur successoribus, continuumque in Dei nomine obtineat firmitatis vigorem, manu propria subterfirmavimus, et de anulo nostro sigillari jussimus. Signum Karoli *monogr.*, regis gloriosissimi. Ernustus notarius, ad vicem Askerici, ejusdem episcopi, recognovit. ✠ Datum xii kl. junii, indict. x, anno xv°, regnante domino Karolo, gloriosissimo rege, redintegrante. Actum in villa Disiaco, in Dei nomine feliciter, amen.

X.

Exemplar de rebus Bationi [1].

[illegible] In nomine sancte et individue Trinitatis. Karolus, gratia Dei rex. Si

[1] Edit. apud Baluz. *Capitul. Reg. Franc.* t. II, col. 1489, et D. Bouquet, t. VIII, p. 807.

sacerdotum, *etc*.... Idcirco notum esse volumus omnibus sanctę Dei Ecclesię fidelibus ac nostris, presentibus scilicet et futuris, quia vir venerabilis Erchenradus, Parisiacensis ęcclesię episcopus, nostrę innotuit serenitati, *etc*.... Nos vero petitioni illius, quia necessaria et rationabilis erat, aurem accommodantes, velut postulaverat fieri adjudicavimus. Quapropter statuimus atque jubemus, et nostra preceptione confirmamus eis villas quas dudum per privilegium habere noscuntur, ad eorum necessitates procurandas et metu futurorum usuum [*f.* casuum] propellendo, videlicet: Onresiacum, cum omni integritate et suis appendiciis; Hileriacum, cum omni integritate omnibusque ad se pertinentibus; Aureliacum, Civiliacum, Castanedum, Baniolum, Steovillam et Lavacum, cum omni integritate et ęcclesiis et universis quę pertinent ad eas, et quicquid inde homines per beneficium aut precarias tenent, et illic pertinere videtur; ut, post eorum decessum, ad usus fratrum revertantur. Insuper et fundos quos fidelium liberalitas stipendiis eorumdem fratrum delegavit, videlicet duas partes de villa que vocatur Sulciacus, et res in Larziaco et in Lotueo villa, quas ipsi modo habere noscuntur; sed et medietatem decimę ac nonę quę de rebus ipsius ęcclesię, ab his qui eis utuntur, exigi solent. Has ergo villas, cum omnibus appenditiis et redditibus suis, ut diximus, ad omnes ejusdem congregationis necessitates et sustentacula mortalis vitę ministranda, regali auctoritate et indulgentia, per hoc preceptum confirmationis nostrę stabili jure eis concedimus ac confirmamus; precipientes ut nullus episcoporum per successiones subtrahere aut minuere, aut ad usus suos retorqueat, aut alicui in beneficio tribuat, aut ullum impedimentum ex predictis villis eis inferat; sed neque servitia ex eisdem villis exactet, nec ullas in aliqua re exactiones inde exigat. Si augere eis aliquid placuerit, licentiam habeant; distrahendi autem aut minuendi ea, quę pro Dei statuta sunt amore, nequaquam presumant. Petimus etiam successores nostros, ut hanc nostram liberalissimam concessionem ita conservent, sicut ea, que ob amorem Dei ęternamque mercedem statuerint, a suis voluerint successoribus esse servanda. Et ut hęc auctoritas, quam ob amorem Dei et animę nostrę remedium statuimus, firmiorem obtineat vigorem, et deinceps inconvulsa valeat perdurare, manu propria subter eam firmavimus, et de anulo nostro sigillari jussimus. Signum Karoli

gloriosissimi regis. Æneas notarius, ad vicem Ludduici, recognovit. Data XIII kl. maii, indict. XIII, in anno XI regni Karoli, gloriosissimi regis. Actum in Silvaico palatio regio, in Dei nomine feliciter, amen.

XI.

[illegible] De villa [illegible], que est in [illegible]. — Diploma Karoli Calvi regis, quo restituit ecclesie Parisiensi, [illegible], ejusque episcopo Enee villam [illegible], sitam in pago Pictavo, [illegible], cum ecclesiis ceterisque edificiis, terris, pratis, silvis, et familia utriusque sexus.

... Data XV kl. aprilis, indict. I[a], anno XXXVII regnante Karolo, gloriosissimo rege. Actum Silvanectis, in Dei nomine feliciter, amen [1].

XII

[illegible] Exemplar [illegible] juxta [illegible]

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Quoniam innumeris adversitatum procellis, multimodis exactionum generibus, sancta Dei Ecclesia frequenter concutitur, nos quidem specialiter, quos Deus aliis voluit preesse et prodesse, ipsis nos periculis opponere debemus, ut quod aut negligentia omissum aut inordinate presumptum fuerit, in meliorem statum, Deo juvante, reformantes, Ecclesiam Dei ex tantis curarum fluctibus ad tranquillitatis portum valeamus perducere, et servitio Dei, cui servire regnare est, liberam et quietam omnino efficere. Volumus itaque [illegible] quamdam a Parisiensibus episcopis antiquitus possessam, sed nostris temporibus a quibusdam temere usurpatam, presenti scripto determinare, et certis eam limitibus ac terminis distinguere, ut jus suum ex integro Parisiensis obtineat ęcclesia, ac de cetero totius altercationis sopiatur molestia. Terra igitur illa que incipit a porta claustri Sancte Marię, ab illa scilicet porta quę proxima est domibus Stephani archidiaconi, illa inquam terra, a sinistro existens latere, sicut publica distinguit via, usque ad domum Ansoldi, et ab illa domo lineatim usque ad caput ęcclesię Sancti Cristofori, et a capite illo usque ad murum veteris ecclesie Sancti Stephani, tota, inquam, terra illa cum edificiis suis, quemadmodum a predicta

[1] [illegible]

circumcingitur et clauditur via, undique usque ad muros claustri Beate Marie, sub potestate Parisiensis episcopi et in viatura tantummodo illius, jure antiquitatis existit: ita scilicet quod, si aliquis in tota terra illa quicquam forisfecerit quod ad viaturam pertineat, remota omnino regis potestate, episcopo tantum, aut his qui per episcopum tenent, debet emendari. Ad removendum etiam totius ambiguitatis scrupulum, consuetudines viarum, quę in predicta terra continentur, distincte et aperte volumus explanare, ut, cognita veritate, quasi quodam rationis freno usurpantium violentia refrenetur. In omnibus ergo viis illis que sunt intra supradictam terram, si quis viaturam infregerit, nulli dubium est ad solum episcopum pertinere. Bannleugam vero tam in viis quam in predicta terra si quis infregerit, quamvis tam ad regem quam ad episcopum forisfactura illa pertineat, tamen, si regi causam illam audire placuerit, et episcopo mandaverit, episcopus, audito regis mandato, placitum illud ante regem convocabit, ibique, rege presente, causa illa tractabitur; rege vero absente, coram episcopo diffinietur. Sciendum autem est quia spacium illud, quod est infra portas veteris ęcclesie, sicut totus interior murorum ambitus continet, sub jure est episcopi, quemadmodum nova ecclesia, regis potestate omnino exclusa. Spacium vero illud, quod est a capite fracti muri veteris ecclesie usque ad Sequanam, transeundo scilicet ante curiam episcopi, hinc et inde, sub viatura est ejusdem episcopi. Banleuga vero ad similitudinem supradicte terre ante regem et episcopum tractari debet et emendari. Notandum quidem est, quia spacium istud et predicta terra idem habent banleuge consuetudinem, que est in burgo Sancti Germani, qui ad episcopum pertinet.

[1] Solebant preterea Parisienses episcopi, ex antiquo ęcclesiasticę consuetudinis usu, tam suos quam suarum ęcclesiarum servos vel ancillas, Sancti scilicet Germani Parisiensis, Sancti Eligii, Sancti Marcelli, Sancti Clodoaldi, Sancti Martini de Campellis, absque ullo regis assensu, absque ulla regis calumpnia, vinculis servitutis omnino absolvere, et privilegio libertatis eos honorare. Ego igitur Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, ęcclesiarum consuetudines, quę pro legibus debent venerari, non solum non violare, sed ab aliorum violentia eas

[1] Quæ sequuntur [illegible] ab eodem [illegible] quod [illegible] rege concessa fuerant ecclesiæ Parisiensi, [illegible] lib. [illegible]

defendere dignum et necessarium ęstimans, supramemoratam illius terre viaturam, quam et locorum spaciis et metarum terminis distinximus, servata quam diximus viarum vetosta consuetudine, servata etiam in omnibus episcoporum antiqua dignitate et potestate, Galoni, venerando Parisiorum episcopo, ejusque successoribus inrefragabiliter habendam et perpetuo possidendam concedo; ita scilicet ut prefatam viaturam cum predictis consuetudinibus tam ipse quam successores ipsius, absque ulla retractatione, sicut determinatum est, de cętero possideant, et servos Sancti Germani et ceterarum quas prelibavimus ecclesiarum, omnes, inquam, tam suos quam suarum ęcclesiarum servos vel ancillas manumittendi licentiam habeant, et, in illa manumissione regis assensum nullatenus expectantes, plenam et perfectam potestatem exerceant. Illud etiam silentio preterire non volumus, quia servi supradictarum ecclesiarum, illi etiam servi qui sub proprietate et potestate Parisiensis sunt episcopi, in judicialibus causis, in forensibus placitis vel negotiis, contra liberos homines testificari minime permittebantur; unde res ecclesiastica cum gravi incommodo, cum magno dedecore, a plurimis plurimum opprimebatur. Ad honorem igitur et utilitatem sancte Parisiensis ecclesie, habito episcoporum ac procerum nostrorum communi consilio, generali statuimus edicto, regia confirmavimus auctoritate, ut, in omnibus causis, placitis et negotiis, contra liberos homines predicti specialiter servi testificandi et bellandi habeant licentiam, nullusque, occasione servitutis ecclesiastice, si alia non impedierit causa, testimonium illorum improbare aut calumpniari pręsumat. Bellandi quidem licentia hac ratione illis conceditur quod, si aliquis liber homo eos de perjurio aut de falso testimonio appellare et comprobare voluerit, probationem illam aut duello perficiat, aut supra sanctas reliquias eorum juramentum recipiens, sine alia contradictione, illorum testimonio plane acquiescat. Quicumque ergo temeraria presumptione secus egerit, eosque a testimoniis et bellis repudiaverit, non solum regie auctoritatis et publice institutionis reus existat, sed querelam negocii sui vel placiti irrecuperabiliter amittat, et, donec episcopo quem offendit et persone quam repudiavit juste et condigne satisfecerit, excommunicationis sententia feriatur, et ad testificandum interea non admittatur. Veruntamen, quia humane fragilitatis est, quod ea etiam que cotidie

sub nostra peraguntur presentia subito a nostra elabuntur memoria, presentem cartam, consuetudines et jura Parisiensis episcopi liquido exponentem, fieri precepimus, ut auctoritate nostra resurgat antiquitas et libertas ecclesiastice possessionis, et, juvante scripto, pervigil memoria casum excludat repentinę oblivionis. Nomina vero episcoporum, comitum ac procerum, nostrorum qui huic institutioni assensum prebuerunt, huic cartę inseruimus, eamque sigillo nostre majestatis corroboravimus: astantibus de palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. ✠ Signum Anselli de Garlanda, tunc temporis dapiferi nostri. S. Hugonis, cognomine Strabonis, constabularii nostri. S. Gisleberti de Garlanda, buticularii nostri. S. Guidonis, camerarii nostri.

XIII.

Preceptum de canonicis Sancte Marie et hominibus, quod nullus, infra ditionem imperii regis Francię, ab ipsis aliquam consuetudinem exigere vel accipere presumat[1].

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. In Christi nomine, ego Ludovicus, Dei dispensante misericordia in regem Francorum sublimatus, omnibus episcopis, abbatibus, ducibus, comitibus, vicariis, centenariis, telonariis, actionariis et universis res nostras procurantibus, presentibus scilicet et futuris, notum fieri volumus, quia venerabilis Girbertus, Parisiorum episcopus, Bernerus decanus, Stephanus cancellarius noster atque ejusdem ęcclesię archidiaconus, totusque Parisiensis ęcclesię communis conventus detulerunt nobis pręceptum prędecessoris nostri, Ludovici, Karoli filii[2]: in quo continebatur, qualiter ipse et antecessores sui, reges videlicet Francorum, rectoribus ęcclesię sancte Dei genitricis et Sancti Stephani prothomartyris atque Sancti Germani confessoris, in quorum honore ipsa sedes Parisiaca dicata est, concessissent, ut quandocumque eis libuisset famulos vel missos suos, in quamcumque partem negociandi gracia dirigere, cum carris videlicet et saumariis,

[1] In ora codicis inferiore legitur: « Die vicesima februarii MCCCCXXXV, facta fuit collatio de originali privilegio isto ad istud exemplar, per me, Stephanum Boussardi, notarium publicum et capituli scribam, presentibus magistris Nicolao [illegible] et Petro [illegible], baccalario in decretis, presbyteris Trecensis et Meldensis diocesium, testibus, etc. St. Boussardi. » Hoc diploma edidit Gerardus Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 20.

[2] Preceptum [illegible] Ludovici [illegible] infra, c. xxvii.

sive de navigio vel quolibet negocio, licentiam pergendi ubicumque vellent, absque alicujus infestatione vel contrarietate, haberent. Pro firmitatis siquidem studio, nostram regiam majestatem deprecati sunt, *etc.*

.... Hoc igitur nostre auctoritatis preceptum tam episcopis quam canonicis Parisiensis ecclesie universis fieri disposuimus, per quod cunctis fidelibus, presentibus scilicet et futuris, nostra auctoritate regia pręcipimus, ut, ubicumque famuli vel missi Parisiensis episcopi et ejusdem ecclesię canonicorum, infra ditionem imperii nostri, negociandi causa directi fuerint, nemo teloneum, neque quod vulgo dicitur ripaticum, nec rotaticum aut portaticum, sive trauticum aut cispiaticum, necnon et salutaticum, aut ullum censum vel ullam redibitionem sive aliquam consuetudinem ab ipsis exigere vel accipere pręsumat; sed liceat eis pacifice discurrere, et illud ad quod missi fuerint libere peragere, et ad quascumque civitates vel portus aut loca accessus habuerint nullam inquietudinem aut detentionem sive contrarietatem ab aliquo patiantur; sed ubicumque ab episcopo vel canonicis directi fuerint, securi et quieti, cum omnibus quę secum detulerint, nostra auctoritate, ire et redire valeant. Quod ne valeat oblivione deleri scripto commendavimus, et, ne possit a posteris infringi, sigilli nostri auctoritate et nominis nostri karactere firmari et corroborari disposuimus. Actum publice Parisius, anno incarnati Verbi MCXIX, regni nostri XI°, Adelaidis regine V°: astantibus in palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Guilelmi dapiferi. S. Hugonis constabularii. S. Gisleberti buticularii. S. Guidonis camerarii. Datum per manum Stephani cancellarii (*monogr.*).

XIV.

[illegible]

In nomine sancte et individue Trinitatis. Quoniam, juxta sanctorum Patrum traditiones, regie incumbit sollicitudini ecclesias Dei earumque possessiones in omnibus et per omnia honorare et sustentare, necessarium est, ut, si qua inoleverit prava consuetudo, regia manu amputetur, regia potestate coherceatur, ne per aliquam exactionis molestiam, sancta mater Ecclesia conturbetur, et caput Ecclesie Christus membrorum suorum offensione offendatur. Ego igitur Ludovicus, Dei

gratia Francorum rex, motus tam ratione quam pietate, quasdam consuetudines, quasdam exactiones quas in terra Beatę Marię apud Balneolum villam diu habueram, scilicet talliam super hospites, ammonitiones hospitum in exercitu, quibus predicta terra plus justo vexabatur, insuper et viaturam et omnia ad viaturam pertinentia, pro salute animę meę et antecessorum meorum supra dictę ecclesię condono et relinquo, totamque terram illam, cum terra capellani episcopi, ab hiis consuetudinibus et exactionibus in perpetuum absolvo. Concedo etiam quod, si aliquis ex hospitibus vel servis Beatę Marię in predicta terra commanentibus aliquid forisfecerit in viatura illa quam rex habet apud prędictam villam, tam in sua quam in aliorum terra, nichil prorsus inde emendabit, nisi homicidium vel incendium fecerit : de his enim duobus tantum modo regi respondebitur; nec tamen, nisi prius facto clamore, apud majorem Beatę Marię emendabitur. Hospites similiter regis, si quippiam forisfecerint in viatura Beatę Marię, nichil nisi de homicidio vel incendio respondebunt, et illa duo per manum sui majoris emendabunt. Determinatum est etiam quod rotaticum tam de regis quam de canonicorum viatura, quod prius erat commune regi et canonicis, proinde dividatur hoc modo : rotaticum enim de viatura regis regi proprium erit, et de viatura canonicorum totum ex integro canonicorum erit. Diffinitum est etiam quod hospites regis apud Balneolum stationarii et commanentes in supradicta canonicorum terra nunquam hospites fient; et similiter canonicorum hospites regis hospites nullatenus existent. Tensamentum vero quod hospites illius terrę regi debent per singulos annos ex consuetudine, avenam scilicet et vinum, insuper et denarios quos debent pro legibus, omnia ista regię potestati, sicut antiqua habet consuetudo, suis terminis persolvant. Quod si terminum transgrediuntur, minister regis clamorem inde faciat apud majorem Beatę Marię; major vero, prius audito clamore, justiciabit hospites et reddere faciet tensamentum et denarios, lege qua debet, ministro regis. Ut autem hęc nostra concessio perpetuę firmitatis vigorem obtineat, presentem cartam sigillo nostro corroboravimus, et caractere nostri nominis eam signavimus. Astantibus de palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Anselli dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Guidonis camerarii. Actum Parisius pa-

blice, anno ab incarnatione Domini MCXVIII, anno regni nostri IX, Adelaidis regine III. Data per manum Stephani cancellarii (*monogr. regis*).

XV.

Circa 1105. De Balneolis villa.

In nomine Domini. Notum fieri volumus quod hominibus nostris de Balneolis in ipsa villa commanentibus, juxta petitionem illorum, pro anima patris nostri annuimus atque concessimus, ne ulterius Parisiensis prepositus ab eis, occasione qualibet, toltas faciat, nec exactiones aliquas ab eis requirat per violentiam; immo vero soluti et quieti permaneant ab omni violenta exactione, sicut fuerunt in tempore patris nostri; nec aliquid ab eis exigatur a preposito Parisius violenter, nisi forisfecerint, et tunc quod recte judicatum fuerit ab eis tantum accipiat. Condonamus etiam illis ne ulterius in hostes nostras vel expeditiones et equitatus ire compellantur tempore nostro nec in tempore successorum nostrorum : tantummodo justas redditas reddant et justas consuetudines nostras. Et ut hoc firmum permaneat memoriale istud inde fieri et nostri nominis caractere et sigillo, sub testimonio subtitulatorum, signari et corroborari precepimus. Waltero preposito, Frederico camberlano, Gosmaro, Henrico Lotariænsi, Frederico, Giraldo de Balneolis majore, et Hugone, Stephano, Richardo, Alrico, Heimardo, Gisleberto et ceteris quamplurimis (*monogr. Philippi I regis*). Gislebertus cancellarius relegendo subscripsi ☧.

XVI.

11[illegible] Preceptum de nemore Corberose.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Si precibus ecclesiasticis, quando pro suis vel pauperum molestiis ab aliquibus illatis nos appetunt, diligenter obtemperamus, et ecclesiam, Domini nostri Jhesu Christi sponsam nostramque matrem, in prosperitate sua, in dignitate ab adversantium impetu custodimus, honoramus atque defendimus, non solum in hoc regiam consuetudinem exercemus, verum etiam ipsum sponsum ad nostri misericordiam summopere coartamus. Ego igitur Ludovicus, Dei miserante providentia in regem Francorum sublimatus, notum fieri volo tam futuris quam et instantibus, quoniam serenitatis nostre

presentiam domnus Stephanus, fidelis et cancellarius noster, totusque sanctę Parisiensis ęcclesię conventus adierunt, humiliter deposcentes quatinus, pro animarum patris mei et matris meę predecessorumque nostrorum remedio, quandam prefatę ęcclesiæ villam nomine Corberosam, a ministris et servientibus nostris illicitis angariis variisque vexationibus graviter afflictam, ab ipsorum calvis[1] occasionibus et impulsioninbus, quas pro nemore ejusdem ęcclesię ipsis pauperibus inferebant, imperpetuum liberaremus. Quorum petitionem misericorditer amplexus, omnibus prefatę villę habitatoribus et ad eandem potestatem pertinentibus concedimus, quatinus, omni tempore, de nemore Beatę Marię, sive ad domos construendas sive ad alia opera sua omnia necessaria, sola tantum venditione excepta, sine inquietatione accipiant. Concedimus etiam incoli omnes terras Beatę Marię, ubicumque sint, quas tempore patris nostri Philippi regis vel nostro coluerunt; ita tamen ut ante prepositum nostrum, apud Dordentium, per quatuor legitimos ejusdem potestatis homines eas cultas fuisse sacramentis planis, sine contradicto, ostendant. Precipimus et hoc ut in eodem nemore Beatę Marię intus coloni suas faciant extirpationes quę exsarta vulgo appellantur, et solummodo duabus messibus colant et fructum colligant: postea vero ad alias nemoris partes secedant, ibique similiter duabus messibus in suis extirpationibus sata colligant. Ut autem hujus auctoritatis nostrę preceptum per futura tempora inviolabilem obtineat firmitatis vigorem, sigilli nostri impressione insigniri disposuimus. Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCXVI°, regni nostri octavo, Adelaidis regine, secundo. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Anselli dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Guidonis camerarii (*monogr.*). Datum per manum Stephani cancellarii.

XVII.

De ruga Sancti Germani[2].

19 oct. 820.

In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jhesu Christi, Lugdovicus, divina ordinante providentia imperator augustus. Notum sit omnibus

[1] Sic codices.

[2] Edit. apud Baluz., *Capitul.*, col. 1418, et D. Bouquet, t. VI, p. 521.

fidelibus sancte Dei Ęcclesię et nostris, presentibus scilicet et futuris, quia vir venerabilis Inchadus, Parisiacę ecclesię episcopus, detulit serenitati nostrę quasdam auctoritates, quas domnus avus noster Pipinus et genitor bone memorie Karolus, piissimus imperator, ad petitiones prędecessorum suorum ipsius civitatis fieri jusserunt; in quibus continebatur insertum qualiter, pro mercedis eternę augmento et firmitatis studio, eidem jam nominatę Parisiacę ęcclesię per eorum auctoritates firmaverunt, ut res et mancipia ac telonea quę ex liberalitate regum vel imperatorum vel per strumenta cartarum eidem prefatę tradite fuerunt ecclesię deinceps securius possidere potuissent. Nos vero, per hanc nostram auctoritatem, easdem res et mancipia ac telonea ipsius ęcclesię confirmavimus ac roboravimus, ut in posterum rectores ipsius ęcclesię, absque ullius inquietudine vel injusta interpellatione, quiete teneant et secure possideant. Insuper etiam eidem jam nominato Inchado, episcopo, suisque successoribus concessimus, atque, more paterno, per nostram auctoritatem confirmavimus, ut nullus comes neque ulla judiciaria potestas in terra Sancte Marie in ipsa insula consistente ullum censum de terra Sancte Marie accipiat, nec de familia ipsius ecclesie neque de aliis liberis hominibus vel incolis, que rustice albani appellantur, in ipsa terra Sancte Marie manentibus, hoc agere presumat, nec etiam eis quislibet ullam inquietudinem vel dominationem seu ullum bannum contra legem vel illicitam occasionem facere studeat, neque censum quem dicunt foraticum, neque ripaticum, neque salutaticum seu ullam redibitionem de terra Sancte Marie vel desuper manentibus accipere aut exactare audeat; sed liceat sepe nominato episcopo Inchado ac successoribus suis quiete ipsam insulam secundum propriam voluntatem ordinare atque gubernare, et in ipsa terra Sancte Marię tam tabernas quam alias suas necessitates sine alicujus redibitione exercere. Precipimus etiam atque jubemus ut de regali via ex parte Sancti Germani, a Sancto Mederico usque ad locum qui vulgo vocatur Tudella, in ruga Sancti Germani neque in aliis minoribus viis quę tendunt ad monasterium ejusdem prenominati Sancti Germani, ullus missus dominicus aliquam judiciariam potestatem ibi exerceat, neque aliquem censum, neque ripaticum, neque foraticum, neque ullum teloneum recipiat; sed missus episcopi, secundum propriam voluntatem, ordinet, et advoca

tus ejusdem ęcclesię tam de ipsa terra Sancti Germani quam de predicta terra Sanctę Marie in insula posita rectam ac legalem rationem reddat, sine aliqua judiciaria potestate inibi vel banno, nisi in mallo legitimo vel regali placito, sicuti lex ęcclesiarum pręcipit. De liberis autem hominibus qui super terram ipsius supradictę ęcclesię Parisiacę commanere videntur ac eam proservire noscuntur, volumus ut, sicut in precepto Pipini, avi nostri, continetur, nullus in hostem pergat, nisi una cum episcopo ipsius ęcclesię, vel secundum suam ordinationem remaneat, et neque de ipsis hominibus super terram Sanctę Marię manentibus aliquem censum vel aliquam redibitionem aliquis de capite eorum accipere pręsumat, quę a longo tempore dare consueverant et futuris temporibus persolvere debent; sed quicquid inde fiscus noster exigere aut sperare potuerit per omnia, pro amore Dei et sanctę Dei genitricis Marię, prefato Inchado, episcopo, suisque successoribus libenter concedimus; et gratuito animo auctoritate nostra confirmamus, ut nullam etiam districtionem de hominibus super terram Sanctę Marię manentibus judiciaria potestas exercere pręsumat, nisi, ut supradiximus, in mallo legittimo comitis, et ibi una cum advocato Parisiacę ęcclesię venire non differant, et rectam rationem ac legalem justitiam adimplere cogantur. Hęc vero auctoritas, ut firmior in Dei nomine habeatur et a fidelibus sanctę Dei Ęcclesię et nostris diligentius conservetur, manu propria eam subter firmavimus et anuli nostri impressione signari jussimus. Durandus notarius, ad vicem Fridugisi, recognovi et subscripsi. Datum VIIII kl. novenbris, anno, Christo propicio, VII imperii domni Ludovici, piissimi imperatoris. Actum Aquisgrani palacii publiciter, in Dei nomine feliciter, amen.

XVIII.

De Genthiaco[1], quę est nostra. [illegible]

In nomine Domini Dei ęterni et Salvatoris nostri Jhesu Christi. Hludovicus, misericordia Dei rex. Si ęcclęsiasticis negociis, *etc.* Noverit igitur omnium fidelium sanctę Dei Ęcclesię nostrorumque presens et futura sagacitas, quoniam Adelaidis, karissima nostra conjunx, et Gauzlinus,

[1] Edit. apud *Scriptor. Franc.* t. IX, p. 402, et Baluz., *Capit.*, col. 1501

venerabilis abbas, ad nostram accedentes mansuetudinem, deprecati sunt, ut, in nostrę mercedis augmentum semperque virginis intemeratę genitricis Marię emolumentum, Ingelvino, venerabili Parisiacensis urbis episcopo, et suę ęcclesię, quę est in honore sanctę Marię matris Domini edificata, per nostrum denuo pręceptum, patris nostri imitantes liberalitatem, abbatiam Sancti Eligii, quę est infra muros Parisii civitatis, ad jus ęcclesiasticum habendam et ab ipso et ab omnibus successoribus suis ęternaliter possidendam reconderemus. Quorum precationibus adquiescentes, et libentius id concessimus quo nostrę utilitati amplius profuturum perspeximus. Sed et jam dictus venerabilis episcopus Ingilvinus deprecatus est, ut, ex ipsa abbatia quandam villulam quę vocatur Gentiliacus, cum ęcclesia et omnibus ad eandem villulam pertinentibus, memoratę suę matri ęcclesię, ad luminaria, per hoc ipsum nostre auctoritatis pręceptum, perpetualiter habendam concederemus; cujus etiam preces spernere noluimus. Unde, ob Domini nostri Jhesu Christi sueque genitricis amorem, nostrę concessionis iterum fieri pręceptum et jam dicto Ingilvino, venerabili episcopo, atque suę matri ecclesie dari jussimus, per quod supradictam abbatiam cum omnium suarum rerum integritate, tam ipse quam et omnes post eum futuri pontifices libere teneant, sicut a genitore nostro institutum est, et more ecclesiastico perhenniter possideant; eo scilicet ordine sicut et alias res que eidem matri ecclesię concessę habentur. Verum pręfatam villulam Gentiliacum proprie ad luminaria jugiter teneat. Quam volumus ut nullus episcoporum per accedentia tempora ad suam proprietatem detentet, aut alicui dare pręsumat, sed tantum ad luminaria deserviat, eo siquidem pacto, ut diem a Domino nobis concessę unctionis, quę est, VI idus decembris, et diem nostri futuri obitus presul memoratus atque sui successores, sub continua orationum missarumque assiduitate, cum omni clero sibi commisso, celebret, et refectiones in jam dictis diebus in utraque congregatione studiosissime peragantur. Ceterum, pro presenti utriusque ecclesię emolumento, a nobis restabilito, omnis presul pro nobis, conjuge et prole, regnique statu Domini misericordiam indesinenter exorare procuret. Et ut hec nostre denuo reconfirmationis auctoritas per omnia tempora inviolabiliter conservetur, manu propria subterfirmavimus et anulo nostro insigniri jussimus. Wlfardus

notarius, ad vicem Gozlini, recognovit et subscripsit pręceptum hujus exemplarię. Datum IIII nonas aprilis, indict. XI, anno I regni domini Hludovici, gloriosissimi regis. Actum Parisius civitate, in Dei nomine feliciter, amen.

XIX.

Exemplar de omnibus rebus ęcclesię Sanctę Marię Parisiacę sedis[1]. 29 oct. 820.

In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jhesu Christi, Hludovicus, divina ordinante providentia, imperator augustus. Si petitionibus, *etc.* Proinde notum sit omnibus fidelibus sanctę Dei Ęcclesię et nostris, pręsentibus scilicet et futuris, quia vir venerabilis Inchadus, Parisiacę urbis ęcclesię episcopus, detulit serenitati nostrę quandam auctoritatem, quod domnus et genitor noster bonę memorię Karolus, gloriosissimus imperator, ad petitionem predecessoris sui Erchenradi, ipsius civitatis episcopi, fieri jussit; in qua continebatur insertum quod, per incuriam et negligentiam custodum ipsius ęcclesię, strumenta cartarum exusta vel concremata sive perdita fuissent, per quę scilicet quod plures nobiles viri, pro remedio animę suę, res et mancipia ad ipsam delegaverant ęcclesiam, et quod idem genitor nostri per eandem confirmasset auctoritatem, ut res et mancipia quę in eisdem instrumentis inserta fuerant, et unde predicta ęcclesia eo tempore legibus vestita erat, jure ęcclesiastico, secure et quiete rectores ipsius ęcclesię futuris temporibus tenerent atque possiderent. Peciit etiam prędictus Inchadus serenitatem nostram, ut, pro mercedis nostrę augmento et firmitatis studio, eidem ęcclesię, more paterno, nostram auctoritatem super hoc negotio fieri juberemus, per quam modernis et futuris temporibus res et mancipia quę per prefata strumenta cartarum eidem traditę fuerant ęcclesię firmiter, quiete ac secure a prelatis ipsius ęcclesię haberentur vel possiderentur. Nos itaque, inspecta eadem auctoritate domni et genitoris nostri, libuit nobis ejusdem venerabilis viri petitionibus adsensum prebere et paternę auctoritati hanc quoque nostram jungere auctoritatem. Precipimus ergo atque jubemus ut omnes res et mancipia quę ex liberalitate eidem collate fuerunt ęcclesię nostris et futuris temporibus, per

[1] Edit. apud Baluz., *Capitul.*, col. 1419, D. Bouquet, t. VI, p. 522; Felibien, *Hist. de Paris*, t. V, p. 596, etc.

hanc nostram auctoritatem, rectores ipsius ęcclesię, absque ullius inquietudine vel injusta interpellatione, quiete et secure habere vel possidere valeant. Quod si forte super eisdem rebus ante prędictam exustionem a pręlatis ipsius ęcclesię jure possessis questio orta fuerit, ut pro eis legaliter in foro disceptari necesse sit, ita per hanc nostram auctoritatem eisdem res et mancipia ipsius ęcclesię defendantur, sicuti per eadem strumenta, si igni absumpta non fuissent, legibus defendi poterant. Hec vero auctoritas, ut firmior in Dei nomine habeatur, et a fidelibus sanctę Dei Ęcclesię et nostris diligentius conservetur, manu propria subterfirmavimus et anuli nostri impressione signari jussimus. Signum Hludovici, piissimi imperatoris. Durandus diaconus, ad vicem Fridugisi, recognovit. Data iii kl. novembris, anno, Christo propicio, vii imperii domni Ludovici imperatoris. Actum Carisiaco palatio publiciter, in Dei nomine, amen.

XX.

1112 De domo Silvanectensis episcopi et domo Algrani. — De claustri immunitate usque ad fluvium Secane[1].

In Christi nomine. Ego Luedovicus, Dei miserante providentia, Francorum rex. Cum, juxta sacratissimarum legum instituta, *etc.* Noverint igitur omnes, tam presentes quam futuri, quoniam domnus Gerbertus Parisiorum episcopus, domnusque Stephanus, cancellarius noster et Parisiensis ęcclesię archidiaconus, serenitatis nostre presentiam adierunt, ac domni Karoli, prędecessoris nostri, gloriosi Francorum regis, de immunitate et confirmatione claustri Parisiensis ecclesie preceptum celsitudini nostre obtulerunt, humili petitione deprecantes, quatenus et illud auctoritate regia confirmaremus, et ad sancte Dei genitricis honorem et exaltationem eidem claustro et ipsius libertati aliquid ex nostra parte superadderemus. Nos vero, humilem et congruam eorum petitionem indignum repellere judicantes, preceptum claustri et canonicorum libertatem, a prędecessoribus nostris et a predicto Karolo rege collatam et confirmatam, in perpetuum confirmavimus, et ut ex liberalitatis nostre munificentia benignius ageremus, domos Huberti Silvanectensis

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. eccl. Paris.* t. II, p. 21, et in *Gall. christ.* t. VII, instr. col. 48, ex magno Pastorali.

et Algrini Stampensis ejusdem ęcclesię canonicorum, quę antea de claustro non erant, ante portam ęcclesię ad occidentalem videlicet plagam sitas, cum earum appenditiis et omnibus quę infra ipsarum muros usque ad fluvium Secanę continentur, claustro Beatę Marię et ipsius libertati superaddimus, et in claustrum perpetua stabilitate confirmamus; ita scilicet ut neque rex, neque episcopus, neque prorsus alia quęlibet persona, in ipsis sive in earum appenditiis exactiones vel consuetudines aliquas ulterius requirere vel accipere pręsumat; sed in eadem libertate et tuitione alterius claustri perpetuo et inviolabiliter persistant. Ut autem hoc nostrę auctoritatis pręceptum per futura tempora inviolabilem obtineat firmitatis vigorem, sigilli nostri actoritate et nominis nostri karactere firmari et coroborari disposuimus. Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCXIX°, regni nostri XII, Adelaidis regine VI. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Willelmi dapiferi. S. Hugonis constabularii. S. Gisleberti buticularii. S. Guidonis camerarii. Data per manum Stephani cancellarii (*monogr.*)[1].

XXI.

Pręceptum Steovillę. 1121

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ego Lugdovicus, Dei gratia Francorum rex, notum fieri volo cunctis fidelibus, tam futuris quam et instantibus, quod Guido de Firmitate et uxor ejus Adelaida, pro remedio animarum suarum, omnes consuetudines justas vel injustas quas habebant in tota terra Steovillę et Boschet et Alben, et guarennam et viatoriam, cum vineis quę sunt in supradicta villa Boschet, ęcclesię Sanctę Marię Parisiensi dederunt. Nos autem eorum donum et volumus et approbamus, et, quantum ad regiam pertinet majestatem, auctoritate nostra in perpetuum confirmamus. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, et, ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri actoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXX° I°, regni nostri XIII°, Adelaidis regine VII°. Astantibus in palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Stephani dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii.

[1] In inferiore codicis ora legitur : *Originale habemus.*

S. Guidonis camerarii. (*Monogr.*) Data per manum Stephani cancellarii.

XXII.

1123. Clausus vinearum de Ybriaco.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, amen. Ego Lugdovicus, Dei dispensante misericordia, in regem Francorum sublimatus, notum fieri volo cunctis fidelibus, tam futuris quam et instantibus, quod clausum vinearum de Ivriaco, cum torculari et domo, cum omnibus appendiciis, quę Girbertus, venerabilis Parisiorum episcopus, habuit et possedit, Deo et Beatę Marię Parisiensis ęcclesię et ejusdem ęcclesię capitulo ita jure perpetuo habendum et possidendum concedimus, ut nullus episcopus, nulla quęlibet persona ibi quicquam amplius habeat, vel ibi aliquid ulterius requirat; sed in potestate decani et capituli habeatur. Quod vel clausum illud, cum torculari et domo et cum omnibus, ut diximus, appendiciis, in manu capituli retineatur, vel cuilibet ejusdem ęcclesię canonico, in vita illius ab eo possidendum et post mortem illius ad capitulum rediturum, ab eodem capitulo canonice pręstetur. Omnibus etiam innotescere volumus, quod similiter prędicti capellam episcopi, cum omnibus ad eam pertinentibus, predicto capitulo jure perpetuo habendam concedimus; ita quod capella illa hoc modo in manu capituli perpetuo integre habeatur, quod a nullo episcopo ibi deinceps aliquid requiratur. Pręcipimus etiam et concedimus ut capę et pallia ęcclesię ita in manu perpetuo capituli habeantur, quod a nullo episcopo ibi manus mittatur. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, et, ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri actoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXXIII°, regni nostri XVI°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitula sunt et signa. S. Stephani dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Alberici camerarii. Data per manum Stephani cancellarii. (*Monogr.*)

XXIII.

1124. Preceptum coopertupę ecclesie Beate Marie

In nomine sancte et individuę Trinitatis. Justicię et rationi, *etc.* Ego igitur Lugdovicus, Dei gratia Francorum rex, hac ratione ammo-

nitus, notum fieri volo cunctis fidelibus, tam futuris quam et instantibus, quod Bernerus, Beatę Marię Parisiensis ęcclesię decanus, et capituli ejusdem ęcclesię conventus universus, dum in manu nostra Parisiensis episcopatus beneficia teneremus, a majestate nostra humiliter petierunt, ut, super ęcclesiam sanctissimę Dei genitricis misericordia moti, de rebus episcopalibus aliquid eidem ęcclesię, unde in perpetuum cooperiri posset, jure perpetuo et annis singulis habendum donaremus. Nos autem dignę et humili eorum petitioni condescendentes, regia actoritate nostra statuimus et pręcipimus ut, ad eandem ęcclesiam cooperiendam, decem librę de redditu altaris in octavis Edicti annuatim sumantur. Et si ad hoc altaris redditus non suffecerit, ille decem nummorum libre de cereis qui in purificatione sanctę Marię a casatis redduntur ad plenum suppleantur, et posite in custodia capicerii et unius ejusdem ęcclesię canonici, quem decanus et capituli conventus ad hoc elegerint, solummodo in essillis et clavis et tegulis penitus expendantur, et ubi et quomodo expense fuerint decano et capitulo ab earum custodibus computabitur. Trabes autem et tigni, immo omnia alia ęcclesię necessaria ab episcopo ęcclesię ministrentur. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, et, ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri actoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXXIII°, regni nostri XVI°. Astantibus in palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Stephani dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Alberici chamerarii. Data per manum Stephani (*monogr.*) cancellarii.

XXIV.

Preceptum de sacramento Lugdovici regis[1]. 1127

In nomine sanctę et individuę Trinitatis, amen. Dilectio et reverentia, *etc.* Ego igitur Lugdovicus, in regem Francorum Dei misericordia sublimatus, et Adelaidis regina, uxor nostra, notum fieri volumus cunctis fidelibus, tam futuris quam instantibus, quod fidelibus nostris Bernero, decano, et personis et capitulo Beatę Marię Parisiensis ęcclesię universo,

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 25. — In ora codicis inferiori: *Hujus originale vidimus sigillatum sigillo Ludovici.*

fide et sacramento nostro, Philippo primogenito nostro annuente, confirmavimus, quod Parisiensem ęcclesiam ab antiquo statu et ordine removeri, vel antiquas illius dignitates aut consuetudines in aliquo minui aut mutari nullo modo tolerabimus. Adjunximus etiam quia, quod canonici regulares prębendam aut personatum aliquem aut honorem in eadem ęcclesia unquam habeant, vel in eam modo quolibet inducantur, nullo unquam instinctu, nullo consilio patiemur. In fide prętereа et sacramento nostro posuimus, quia nunquam a nobis tolerabitur quod Parisiensibus personis et canonicis, excepto Stephano Garlandensi, possessio aut consuetudo aliqua, quam ipsi nostro vel predecessorum nostrorum temporibus possederint aut in pręsenti possideant, ab aliquo minuatur aut auferatur, exceptis annonis et exactionibus que ab ejusdem ęcclesie archidiaconis per archidiaconatus suos presbiteris exigebantur. Sacramenti preterea et fidei assertione confirmavimus, si contra prędictam confirmationem nostram aliquis forte quid egerit, nostrum pro posse nostro consilium et auxilium pęrdictis canonicis in aliquo non defuturum. Hoc autem, ne oblivione possit deleri, aut a posteris permutari, *etc.* Actum publice Parisius, in capitulo Beatę Marię, anno incarnati Verbi MCXXVII°, anno vero consecrationis nostre XX°.

XXV.

1134 Privilegium terre Stephani Garlandensis.

In nomine Domini. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum fieri volumus tam futuris quam et instantibus, quod terram Stephani Garlandensis, in qua vinee ejus habebantur, quando eas extirpari fecimus, cum vicaria et omni justitia et omnibus consuetudinibus ejusdem terre ad nos pertinentibus, exceptis x et octo denariis de censu, Beatę Marię et duobus canonicis in domo prędicti Stephani constitutis ita perpetuo jure habendam concedimus, quod in ea nichil omnino nobis aut heredibus nostris, excepto predicto censu, retinemus. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendari precipimus, et, ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate et nominis nostri caractere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXXXIIII°, regni nostri XXVII°. Astantibus in palatio nostro quorum

nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulfi, Viromandorum comitis. S. Guillelmi buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Hugonis camerarii. Data per manum Stephani cancellarii (*monogr.*).

XXVI.

De fossato Campelli[1]. 1136.

Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum fieri volumus cunctis fidelibus, tam futuris quam instantibus, quod, in loco qui in suburbio Parisiensi Campellus appellatur, ejusdem loci fossatum ad Beatę Parisiensis Marię ęcclesiam et ad Parisiensem pertinet episcopatum. Fidelis vero noster Stephanus, venerabilis Parisiorum episcopus, totius capituli Beatę Marię communi consilio et assensu, hoc tenore et hac pactione sibi nos associavit, et participes et consortes prędicti fossati nos ita fecit, ut de censu illius terrę, de talliis, de forisfactis, de venditionibus, emptionibus, de questibus, insuper de omnibus illius terrę redditibus, quocumque modo, sive juste sive injuste, habitis et habendis, tertiam partem prędictus Stephanus et omnes ejus in episcopatum successores in perpetuum quiete et libere possiderent; nos vero et heredes nostri de omnibus prędictis redditibus supra neminati fossati duas reliquas partes in perpetuum haberemus. Nichil autem omnino vel nos vel ministeriales nostri de illa terra caperemus, de qua vel episcopus vel ministeriales sui tertiam partem non haberent. Pręterea constituimus ut prępositus noster de illa terra episcopo Parisiensi, quicumque esset, fidelitatem faceret. Similiter prępositus episcopi de illa terra nobis vel heredi nostro, quicumque esset, fidelitatem faceret, et neque prępositus noster sine prępositi episcopi, neque prępositus episcopi sine nostro prępositu in illa terra aliquid ageret. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, *etc.* Actum publice Parisius, annuente filio nostro Ludovico, jam in regem sublimato, anno incarnati Verbi MCXXXVI°, regni nostri vicesimo nono, regni Ludovici, filii nostri, anno IIII°. Astantibus in curia nostra quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi, Viromandorum comitis et dapiferi nostri. S. Willelmi buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Hugonis camerarii. Data per manum Stephani cancellarii.

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 39. Vide hujus diplomatis confirmationem ab Innocentio II papa factam, supra, Chart. Episcopi, c. I.

XXVII.

1137-115[illegible] De molendino apud Mebrai sito.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum, notum fieri volumus tam futuris quam presentibus, quod Fredericus, filius Hugonis, filii Garneri, canonicos Beate Marie Parisiensis ecclesie adiit, et molendinum eorum quod apud Mebrai situm est, per manum nostram, eo tenore ab eis suscepit, ut singulis annis IIIIor modios frumenti ad minam regis censualiter ipsis persolveret, medietatem in natali Domini et medietatem in festo Ascensionis; eo pacto videlicet ut, si molendinum illud vel redditus ejus in aliquo deficeret, de proprio molendino ipsius Frederici, quod prope molendinum canonicorum situm est, eis restitueret. Et quia molendinum Frederici de feodo meo erat, me ipsum obsidem dedit canonicis quod pactionem hujusmodi tam ipse quam heres suus persolveret canonicis in perpetuum.

XXVIII.

1157 De immunitate villarum ecclesie Parisiensis[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Si servorum Dei, *etc.* Ideoque notum esse volumus omnibus sancte ecclesie fidelibus, tam futuris quam presentibus, quod Theobaldus, Parisiensis ecclesie venerabilis episcopus, et Clemens decanus, aliique canonici nostre supplicaverunt serenitati, quod, pro Dei omnipotentis amore et ejusdem ecclesie in postmodum cavendo periculo, ne aliqua malorum hominum suggestione seu machinatione aliquo modo turbaretur ecclesia, emunitate immutabili, possessiones, consuetudines et jura quę in villis quarum nomina adscripta sunt, Orliacum, Civilliacum, Laiacum, Castanedum, Bagneolum, Rosetum, Yvriacum, Steovillam, Vernou, Machelum, Cellas, Thaver, Mintriacum et Moriacum, Viriacum, Christolium, Sulciacum et in omnibus earumdem appendiciis habent, auctoritate regali communiremus. Inter que precipue postulavere ut, nec nostro nec aliorum tempore, nec a nobis nec a ministerialibus

[1] Edit. in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 66.

nostris seu a successoribus nostris regibus, quędam convivia, que vulgo corredę vel gistę vocantur, in predictis villis exigere, vel quęrere vel accipere liceret. Nos ergo ęcclesiam Parisiensem, in cujus claustro, quasi quodam maternali gremio, incipientis vitę et pueritię nostrę exegimus tempora, antecessoribus nostris cariorem et inter regni ecclesias eminentem considerantes, inito consilio cum fidelibus nostris, petitionibus jam dicti cleri assensum prębentes, velud postulaverunt fieri, id est quod convivia illa, seu corredę vel gistę, in predictis villis nullatenus de cętero exigantur, pręcipimus atque, pro peccatorum nostrorum remissione et prędecessorum nostrorum Francię regum salute, confirmamus. Quod, ne valeat infringi, et in futuro ratum et prorsus inconcussum permaneat, auctoritate sigilli nostri communiri, nostrique nominis karactere consignari pręcepimus. Actum publice Parisius, anno ab incarnatione Domini MCLVII°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. comitis Blesensis, Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathęi camerarii. S. Mathęi constabularii. Data per manum Hugonis cancellarii (*monogr.*).

XXIX.

De quitatione decanatus de Corborosa. 1173.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod David de Corborosa et Johannes, ejusdem filius, in presentia nostra constituti, predicte ville decanatui, quem jure hereditario vendicare sibi prius intendebant, coram decano et capitulo Parisiensis ecclesie, sponte sua penitus renunciaverunt, et prenominate ecclesie hominium, quod prius negaverant, precise recognoverunt. Tactis etiam sacrosanctis, juraverunt quod, sicut homines corporis, erga ecclesiam Beate Marie et canonicos omni tempore se exhibebunt, et deinceps in decanatum jus aliquod non reclamabunt, neque Parisiensis ecclesie canonicis vel ipsorum rebus, neque illis quicumque decanatum predicte ville per canonicos habuerint, aliquid dampnum inferent vel inferri permittent; sed pro posse suo, ne illud incurrant, advertent. Nos vero, ad ipsius David et Johannis petitionem, capitulo Parisiensi concessimus, quod, si ipsi supradicta omnia fideliter non servaverint, nos ecclesie Parisiensi contra ipsos eri-

mus adjutores. Hec igitur que diximus universa, ut perpetue mancipentur stabilitati, scribi et sigilli nostri auctoritate precipimus confirmari. Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCLXXIII°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina et signa supposita sunt. S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Mathei camerarii. S. Guidonis buticularii. S. Radulphi constabularii. Vacante cancellaria.

Circa a. 1045

XXX.

Pręceptum de Sancto Stephano, Juliano, Bacho, Severino[1]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ego Henricus, gratia Dei Francorum rex. Cum in exhibitione temporalium rerum, *etc.* Noverit ergo posteritas omnium sanctę matris Ęcclesię fidelium et nostrorum, quod quidam Imbertus, Parisiensis ęcclesię episcopus, nostrę serenitatis adierit presentiam, rogans et obnixe postulans, ut quasdam ęcclesias in suburbio Parisiacensi, nostrę potestati et antecessorum nostrorum antiquitus mancipatas, sancti Stephani scilicet, Juliani martyris, Severini solitarii, nec non et sancti Bacchii, quarum quędam olim abbatiarum dignitate sublimatę, et ideo receptaculum et stationem congregationi canonicorum prębentes Sanctę Marię, sed propter regni perturbationem, rebus concessis spoliatę solitudini vacantes, parvum aut nullum antiquę possessionis retinuerant statum, prędictę congregationi concederemus. Sed, quia apud nos pro suis meritis prędictus episcopus erat magnus, ejus voluntati nolentes aliquid derogare, concessimus ejus petitioni prędicta loca regali pręcepto et liberalitate; eo pacto et conditione ut, quamdiu Giraldus clericus earum possessor vixerit, sine inquietudine, per assensum canonicorum totius congregationis, teneat, et post ejus excessum, usibus canonicorum sine reclamatione mancipantur, et ibi, pro remedio animę meę vel parentum meorum, canonici agregentur, qui, pro statu et incolumitate regni nostri exorantes, ad utrumque sufficiant, scilicet et ad stationem more solito reddendam ęcclesię, et ad serviendum canonice valeant communiter degere.

[1] Edit. a Felibiano, *Hist. de Paris*, t. III, p. 49; in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 31, et in *Script. Franc.*, t. XI, p. 578.

XXXI.

De Sancto Germano in Leia, de altari Treti, de altari Boreti, de altari Auree Vallis, de Sancta Marina de terra Filioli Curti, Culti sive Cuiti[1]. Circa 1045

Cum vere gaudia immortalitatis, *etc.* His igitur accessus monitis, ego Henricus princeps, licet non idoneus, in regnum Francorum, Deo volente, constitutus, cuidam domini Imberti, Parisiorum presulis, adquievi petitioni, quam christicolis omnibus, tam futuris quam presentibus, reverentiam christianę religionis debita nec non condigna veneratione colentibus, sanctę matris supradictę feliciter a cunabulis educatis uberibus, innotescere decrevi, ut abbatiolam quamdam, in silva que Lea dicitur, patris mei Roberti clementia, in honore sancti Germani fabricatam, sanctę Parisiacensi ęcclesię concederem. Quod, quia dignum videbatur, annuens, orataque corde benigno suscipiens, cum consensu ac voluntate episcoporum atque abbatum seu omnium comitumque, militum meorum, sanctę Dei genitrici, cum omnibus quę ad eam pertinent, ipsam abbatiolam contuli, ut, quamdiu loci illius pręsules vivent, teneant, regant, nulloque nostrorum successorum auferente, possideant, videlicet : terram Filioli Curti, et in pago Pintiaco altare Aureę Vallis, et in pago Vilcasino altare Treti, in pago Belvacensi altare Botreti, et ęcclesiam Sanctę Marinę in insula Parisii; item pręfato pręsuli, quę ad ęcclesiam ipsam non pertinent in suburbio Parisii, quatuor arpennos vinearum. Sed, ut hoc nostrę clementię donum nostris futurisque temporibus firmum habeatur, placuit nobis quatinus exinde preceptum fieri juberemus, videlicet ut, nec nostris nec reliquis postfuturisque temporibus, aliquis hominum quodlibet ei impedimentum de eisdem rebus inferre pręsumat. Et, ut hęc nostri pręcepti auctoritas firmior habeatur, manu nostra subterfirmavimus et sigilli nostri impressione signavimus.

XXXII.

Exemplar de omnibus potestatibus fratrum [illegible]

In nomine sancte et individue Trinitatis. Hlotharius genitor, genitusque ejus Hlodovicus, utrique, opitulante gratia Dei, Francorum reges.

[1] Edit. apud *Script. Franc.*, t. XI, p. 567, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 31.

Si sacerdotum, *etc.* Icciro notum esse volumus omnibus sanctę Dei Ecclesie fidelibus, tam nostris presentibus quam scilicet et futuris, quia vir venerabilis Elisiardus, Parisiensis ęcclesię episcopus, nostrę innotuit serenitati, suggerentibus itaque ac intervenientibus dilectis fidelibus nostris, videlicet dulcissima conjuge Emma, atque Hugone, excellentissimo duce [1], egregiisque pręsulibus Alberone Remensis, Gibuino Cabilonensis, quod, pro Dei omnipotentis amore et futuro ejusdem congregationis cavendo periculo, ne, aliqua successorum suorum aut secularium personarum negligentia vel parcitate, ordo in ea sede commemorata futuris temporibus perturbaret [2] canonicus, quandam potestatem, Spedonam nomine, cum ęcclesia in honore sancti Beati dicata, ac villam vocabulo Macerias, cum terris cultis et incultis, vineis, silvis, molendinis, pratis, pascuis, piscariis, aquis, aquarumve decursibus, et cum omnibus inibi juste legaliterque aspicientibus, quam idem pręlibatus pręsul Elisiardus, amore Dei ductus, tam a suo quam a successorum suorum dominio auferens, in fratrum Sancte Marię prefatę sedis delegavit usus, per hoc regale pręceptum stabili jure eis concederemus. Preterea, humiliter exorantes, petierunt ut, pro divino intuitu et pro ipsius congregationis cavenda necessitate, avorum nostrorum precepta regum, ex stipendiis ipsorum fratrum, que in membranulis vetustissimis continebantur inserta, in hujus corpore precepti breviter accumulata, regali auctoritate, reconfirmaremus ad integrum. Ob firmitatem tamen religionis peciit memoratus Elisiardus episcopus, ut et claustrum ipsius congregationis, sicut ab avo nostro rege Karolo, supplicante Teudulpho, ejusdem loci episcopo, confirmatum est, jure perpetuo ac stabili ordine corroboraremus, quo, absque ullius inquietudine tam ipsius sedis episcopi quam aliarum personarum, securi viverent et unusquisque canonicus suam propriam domum cum omni substantia dare vel vendere valeat cuicumque voluerit, tantum ex fratribus, velut constitutum est a priscis temporibus. Nos vero petitioni eorum, quia necessaria et rationabilis erat, assensum prebentes, velut postulaverunt fieri adjudicavimus, quatinus, nulla occasione nec rei publicę servitio, quisquam ex successoribus seu secularibus personis impedimentum in futuro eis inferre potuisset, pro quo a

[1] In ora codicis: [illegible] — [2] [illegible]

via rectitudinis et observatione canonica eos oberrare necesse foret; sed, de rebus sibi deputatis contenti, absque necessitate et inopia, canonicum ordinem tenere et sine prevaricatione, quantum humana sinit fragilitas, observare quivissent; ex semetipsis semper per communem omnium assensum eligentes prepositum et decanum, qui et eorumdem provideant villas et debita stipendia fratribus fideliter administrent. Quapropter statuimus atque jubemus, et nostra preceptione confirmamus eis villas quas dudum per privilegia et per precepta regum habere noscuntur, ad eorum necessitates procurandas, et metu futurorum casuum propellendo, videlicet : Ondresiacum cum ecclesia et altare omnique integritate et suis adjacentiis; Aureliacum cum ecclesia et altare suisque appenditiis; Civiliacum cum ecclesia et altare et omnibus inibi adjacentibus; Lavacum, Castanedum cum ęcclesia et altare omnibusque adjacentibus; Baniolum cum ęcclesia et altare cęterisque appendiciis; Sulciacum cum ęcclesia et altare, et res in Larziaco et in Lotueo Villa, cum omnibus ad usus fratrum pertinentibus; Cristoilum cum ecclesia et altare, vel quicquid inibi ad predictorum stipendia pertinet. Hęc enim septem altaria, Parisiacę sedi attinentia, prędictus pręsul Elisiardus ex proprio dominio, sine sua suorumque successorum venditione, nullo contradicente, stipendiis perpetualiter attribuit ipsorum fratrum : Eliriacum videlicet, Steovillam, Rosetum, Cellas et Vernou, Machelum et Samesium, Mintriacum et Mauriacum, cum ecclesiis et universis ad se pertinentibus; Viriacum cum omnibus quę videntur ad predictorum usus fratrum aspicere; sed et medietatem nonę ac decimę quę de rebus ipsius ęcclesię abstracte fuerant, ab his qui eis utuntur, accipi solent. Hanc ergo prędictam potestatem Spedonam, et has nominatas villas cum omnibus appenditiis et redditibus suis, ut diximus, ad omnes ejusdem congregationis necessitates et sustentacula mortalis vitę ministranda, vel quod a longo tempore ibidem sunt aspiciencia, vel ad pręsens aspicere videntur, aut deinceps a Deum timentibus additum vel collatum fuerit, regali auctoritate et indulgentia, per hoc preceptum confirmationis nostre, stabili jure eis concedimus ac confirmamus; pręcipientes ut nullus episcoporum per successiones subtrahere, minuere aut ad usus suos retorquere, vel alicui in beneficium tribuere, neque ullum impedimentum ex predictis rebus eis inferre, sed nec servitia ex eisdem

villis exactare, neque ullas in aliqua re exactiones inde exigere presumant; si augere eis aliquid placuerit, licitum habeant: distrahendi autem vel minuendi ea que pro Dei statuta sunt amore, nequaquam valeant. Eo namque ordine precipimus et corroboramus pro salutis nostre remuneratione, et pro sancte Dei Ecclesie statu reique publice gubernatione, velut ab antecessoribus nostris confirmatum est, ut nullus unquam ex judiciaria potestate accinctus, vel quocumque modo nullisque ingeniis, in predictis villis aliquam judicandi potestatem inibi exerceat: neque aliquem censum, neque teloneum, neque ripaticum, neque rotaticum, neque portaticum, neque bannum, nec freda, nec ullas districtiones faciendas, nec ullas paratas requirendas, nec foraticum, nec pulveraticum, nec ullas leges faciendas, nec de liberis hominibus albanisque ac colonibus, in supradicta terra commanentibus, aliquem censum vel aliquas reddibitiones accipere presumat, seu quicquid fiscus noster exigere aut sperare presentialiter potuerit, requirere non presumat. Et si forte, calliditate judicis aut alicujus persone, ipse emunitates alicubi irrupte fuerint, priscorum lege, id est solidis DC, multetur. Petimus ergo successores nostros, ut hanc nostram liberalissimam ita conservent concessionem, sicut ea que, ob amorem Dei eternamque mercedem, statuerint a suis voluerint successoribus esse servanda. Et ut hec auctoritas, quam ob dilectionem Dei et animarum nostrarum remedium statuimus, firmiorem, in Dei nomine, obtineat vigorem, et deinceps perpetualiter inconvulsa permaneat, manibus propriis eam subterfirmavimus. Signum Hlotarii gloriosis (*monogr.*) simi regis filiique ejus (*monogr.*) Hludovici. Ernulfus, cancellarius, ad vicem Alberonis archiepiscopi, recognovit. Actum Compendio palatio.

XXXIII.

Ann. 528 In pago Mildunense de Cellas[1]

Childebertus, rex Francorum. Maximum nobis generare premium ad eterne retributionis beatitudinem confidimus, si ad loca sanctorum oportuna beneficia concedimus. Igitur apostolicus vir domnus et pater

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccl. Paris.*, t. I, p. 82, et D. Bouquet, t. IV, p. 621.

noster Germanus, Parisiacę urbis episcopus, nobis innotuit prędicatione sua, quia, dum in seculo hoc habitamus, semper de futuro cogitare debemus, et admonuit nos ut sanctarum ęcclesiarum memoriam haberemus, et semper bonis illorum pociora adderemus, ut in augmentum nobis proficeret; admonens etiam elemosinarum largitionem non omittere, ut consuetudo erat illius. Accidit etiam ut quodam tempore domnus pontifex invenisset nos in pago Milduninse, in villa Cellas nominata, gravi egritudine correptum, unde multorum medicorum adhibita est corpori meo cura, sed nullatenus aliquod vestigium sanitatis inmittere potuerunt. Demum ipse domnus sacerdos tota nocte vigilans in oratione stetit, et crastina manuum suarum sanctarum impositione tetigit corpus graviter infirmatum, et continuo sumpsi sanitatis donum, quod a nullo percipere potui medicorum. Ideo nos, pro tam magna justitia quam Dominus per manus sacerdotis pro stabilitate regni nostri et ęterna retributione ministravit, donamus ad sanctam matrem ęcclesiam Parisiacam, ubi ipse domnus Germanus pręesse videtur, hoc est ipsam villam Cellas nominatam, ubi sanitatem recuperavimus, sitam in pago Milidunense, super alveum Sequane, ubi Iona illam ingreditur, cum basilicis, appendiciis, territoriis, mancipiis, vineis, silvis, pratis, cultis et incultis, omnia et ex omnibus totum, et, ad integrum, quicquid ad ipsam villam aspicit et fiscus noster continet cum integritate, a die pręsenti ad memoratam casam Dei sive ad dominum sacerdotem donamus et confirmamus. Sed et ipse domnus pontifex petivit nobis in Provincia locellum nostrum, in pago Furjurinse, cui vocabulum est Cella, propter arbores oliviferas ad luminaria facienda; quod nos, pro mercedis nostrę augmento, concedimus et condonamus: hoc est memoratam cellam cum basilica sancti Romani, una cum terminis suis et mancipiis, cum integritate seu et appenditiis suis in alia villę, super fluvio Caramio, a termino Broniolacinse usque ad Fontem Campinam, quicquid fiscus noster continet ibidem totum cum integritate ad ipsam matrem ęcclesiam Parisiacam concedimus et per instrumentum firmamus. Condonamus etiam et salinas et in Masilia, cum edificio qui super est edificatus, omnia et ex omnibus, sicut superius insertum est, a die pręsenti, ut supra, matri ecclesię Parisiacę, quę est dedicata in honore sanctę Marię, matris domini nostri Jhesu Christi, seu et ęcclesię sancto-

rum martirum Stephani atque Vincentii, nec non et apostolorum XII ac reliquorum sanctorum dominorum quorum inibi pignorum [1] continentur, sub manu domni pontificis; ipse res per longitudinem dierum et multorum annorum spatium habeat, teneat, possideat, et quicquid exinde elegerit liberam in omnibus habeat potestatem faciendi, per presentem auctoritatem nostram, quam perpetualiter mansuram esse decrevimus. Et ut hec auctoritas firmior habeatur, et per tempora conservetur, manu nostra eam firmamus et roboramus. Actum anno XVII regni nostri, in mense januario. Childebertus, rex Francorum.

XXXIV.

Circa a. 1090

De rotatico Spedone

Philippus, Dei gratia Francorum rex, omnibus fidelibus in Christo salutem. Noverint omnes, tam posteri quam presentes, canonicos Beate Marie Parisiensis ecclesie nostram adiisse presentiam, et maximam apud nos fecisse querimoniam de vinitoribus vinum de potestate Spedone ville per aquam deferentibus, qui rotaticum, quod alii vinitores, vinum per terram deferentes, reddebant, ad plenum reddere recusabant. Nos vero justitie condescendentes, et justam ecclesie querelam terminantes, regia potestate precipimus nos et Lucdovicus, filius noster, et regina, quatinus idem rotaticum, quod ipsi reddunt qui de predicta potestate vinum per terram deferunt, illi similiter qui per aquam deferunt ex integro reddant, videlicet de carro quatuor nummos, de quadriga duos, de asino unum obolum. Et ut hoc ab hodierno ratum et inconcussum maneat, auctoritate nostra et sigillo nostro firmamus.

XXXV.

Circa a. 1105.

De domibus circa claustrum

Philippus, Dei gratia Francorum rex, B. [2] decano et toti conventui Parisiensis ecclesie salutem et gratiam nostram. Pervenit ad aures nostras querimonia vestra de Durando et de filiis ejus, qui super claustrum vestrum domum quandam edificare volunt, quod ego nullatenus volo, immo prohibeo et defendo ne fiat. Prohibeo etiam et defendo ne aliquis

[1] Sic in omnibus codicibus.

[2] Bernerus in decanum electus circa 1105.

circa claustrum vestrum in aliqua parte aliquid faciat aliter quam in tempore patris mei sit factum, et insuper vobis precipio ut inde excommunicetis, ne ab istis vel ab aliis fiat.

XXXVI.

De atrio Steovillę. 1076

Cum, in exordio christianę religionis, fidelium devotio facultatum donationibus sanctam cępit ęcclesiam venerari, talem sanctorum patrum decrevit auctoritas consuetudinem propagari, quatinus in hujusmodi donationibus daretur opera propterea litterarum testimonio comprobari, ne forte, insurgente calumpnia, quandoque possent aliquatenus infirmari. Eorum[1] igitur exemplis fidelibus et vestigiis adherentes, presentibus pariter ac futuris notum fieri volumus, qualiter Adelais de Firmitate Balduini, cum maritus ejus Evvrardus monachicam vitam expetisset, et ipsa in viduitate maneret, sancte matri ęcclesię Parisiensi IIIIor arpennorum terrę consuetudines donaverit, eosque omni consuetudinaria inquietudine perhenniter absolverit, in villa videlicet quę Steovilla nominatur, circa ejusdem villę ęcclesię ambitum, propter atrium ejus villę, quod, admodum strictum, videbatur amplificandum. Talis beneficii dono supradictę matronę convenimus repensandum, ut et ad presens ei decem libras daremus, et unum pauperem semper pro ejus anima in hospicio fratrum victu et vestitu reficeremus, et post obitum ejus quotannis anniversarium suum faceremus[2]. Hanc itaque conventionem, sanctorum patrum exemplis, ut dictum est, litterarum testimonio memorię commendamus. Ut autem conventio nostra firmior permaneret, Burchardi de Corboilo comitis assensum impetravimus, de cujus beneficio supradictę villę vicarietas pendet. Cui conventioni quicumque presumpserit adversari, dampnatum se noverit ana hemate, cum traditore Juda, suppliciis infernalibus deputari. Anno siquidem ab incarnatione Domini millesimo septuagesimo VIto, regni vero Philippi, regis Francorum, et Goiffredi episcopatus episcopi Parisiorum VIto Xmo hec carta facta est. S. comitis Burcardi de Corboilo. Ex parte

[1] In parvo Chartul. sic incipit idem diploma: *Ph. Dei gratia Francorum rex. Notum fieri volumus presentibus pariter et futuris qualiter, etc.*

[2] Ex sequentibus clausulis liquet hoc instrumentum in parvo Chartulario perperam Philippo regi Francie esse attributum.

comitis testes affuerunt isti : S. Frederici, filii Balduini. S. Ingenulfi. S. Tebaldi Gaulteri. S. Burchardi. S. Petri Tosardi. S. Galteri Tosardi. S. Balduini de Belvaco. S. Galteri Postelli. S. Helię de Seiziaco. S. Haganonis. S. Odonis dapiferi. S. Herberti Pinelli. S. Tebaldi Fratrini. S. Harduini butellarii. S. Rainerii cellerarii. S. Hugonis cubicularii. Ex parte Sanctę Marię testes hi sunt clerici : S. Waleranni pręcentoris. S. Fulcoi. S. Odonis de Cretoilo. S. Wlgrini Reinardi. S. Haimonis Girardi. S. Isembardi prępositi. S. Sevini Postelli. S. Hermenardi majoris. S. Osberti, generi ejus. S. Hermenoldi. S. Goffredi Isnelli, laicorum. S. Adelaidis de Firmitate Balduini, ex cujus parte hi testes fuerunt : S. Godefridi archipresbiteri. S. Humbaldi presbiteri. S. Algeri presbiteri. S. Bernoali. S. Warini Excommunicati. S. Renardi Torticolli. S. Menardi Prefecti. S. Maurini Potini. S. Milonis Rainardi. S. Adelelmi. S. Ingelberti. S. Haimerici Bobini. S. Radulfi de Riis. S. Anselmi. S. Teudonis. S. Constancii. S. Amalrici. S. Hugonis. S. Johannis Silvani. S. Gosfredi. S. Ulgeri. S. Alberti, laicorum. Ego Wlgrinus cancellarius scripsi

XXXVII.

1200 De usuariis in marisiis canonicorum

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ph. Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod contentio que inter Hugonem Parisiensis ecclesie decanum et capitulum ejusdem ecclesie et homines eorum de Theovilla ex una parte, et milites de Sancto Verano et hospites suos de Bractel erat ex altera, super usuario quod hospites sui de Bractel dicebant se habere in marisiis canonicorum que sunt super Yoniam, composita est in hunc modum. Capitulum Beate Marie Parisiensis, ad preces Philippi et Balduini militum, hospitibus eorum de Bractel decem arpennos marisiorum inter Yoniam et magnum fossatum sub annuo censu pro bono pacis concesserunt : ita quod unus ex predictis hospitibus, investitus a preposito vel majori Theoville, in die Purificationis beate Marie tres denarios Parisienses pro unoquoque arpenno servienti canonicorum apud Theovillam reddet. Si autem ad diem predictum non reddiderit, preposito proinde emendationem faciet. Quam si facere noluerit, preposito vel servienti Theoville jam dictos decem arpennos seisire et in manu canonicorum tenere,

donec eis satisfactum fuerit super censu et emendatione, licebit. Et si investitus decesserit vel aliquo alio modo mutatus fuerit, homines de Braetel alium de seipsis preposito vel majori Theoville presentabunt, qui ab altero eorumdem de predicta censiva investietur; ita tamen quod major inde investituram, sicut de aliis censibus Theoville, habebit, qui censum pro ipsis, eodem die et eodem modo, persolvet. Licebit autem hominibus de Braetel in decem predictis arpennis marisiorum motas trahere, vel ortos facere, vel ad pascua redigere; ita tamen quod, pro marisiorum nimia vastatione, canonici censum suum non perdant. Retinuerunt etiam sibi canonici omnem justitiam in x arpennis, omnes proventus et omnem jurisdictionem; et de censiva ista non justiciabuntur homines, nisi apud Theovillam; nec motas illorum marisiorum licebit hospitibus extra villam mittere, vel vendere, vel etiam commodare. Licebit etiam militibus memoratis, si herberiagia sua apud Braetel habuerint et ibidem manserint, motas in decem arpennis, ad usuarium suum, extrahere. Super contentione etiam piscationis in Yunia, in illa parte Yunie, in qua una ripa est in fundo Beate Marie vel in censiva ejus, alia ripa in fundo militum vel in censiva eorum, ita compositum est : canonici Beate Marie, quicunque presentes fuerint apud Theovillam, piscationem exercere, per se vel per alios, in Yunia poterunt ex utraque parte, quibuscumque voluerint instrumentis. Prepositus autem Theoville et canonici ibidem prebendas habentes, sive presentes sive absentes, ibi piscabuntur per se vel per alios, ad opus suum tantum. Homines vero Theoville ad opus suum in neutra parte piscari poterunt. Et si a servientibus militum vel a militibus ipsis in ripa Beate Marie piscantes inventi fuerint, ipsi preposito vel servientibus Theoville significabunt, et prepositus vel servientes Theoville eos justiciabunt; ita tamen quod de emenda nichil percipient milites. Si vero alii qui non sint de potestate Theoville in ripa Beate Marie piscantes inventi fuerint, et non sit ibi aliquis de eadem potestate Beate Marie qui eos capere possit vel velit, milites vel servientes eorum eos capere poterunt, et captos servientibus Beate Marie tradent, et inde emendam habebit prepositus. Similiter, si aliqui in ripa militum deprehensi fuerint piscantes absque mandato prepositi vel canonicorum, emendatio erit militum. Quod si ad ripam canonicorum confugerint et ibi comprehensi fuerint, tradent eos preposito vel servientibus

Theoville, qui eos justitiabunt, et militibus facient habere emendam suam. Aquam vero dare, vel commodare, vel vendere ad piscandum, nec canonicis nec preposito licebit. Quod si facerent milites, partem suam haberent quantam et canonici. Milites etiam in utraque ripa ad opus suum, per se vel per alios, ubicumque sint, piscabuntur. Eis tamen vel heredibus eorum aquam dare, vel commodare, vel vendere ad piscandum non licebit, sicut nec canonicis. De hominibus militum, absque licentia eorum piscantibus, eadem lex erit, que et de hominibus canonicorum determinata est. Similiter et de extraneis in ripa militum piscantibus, vel de ripa canonicorum ad ripam eorum confugientibus, erit. Milites autem, scilicet Ph. de Moressart, Aupes, uxor ejus, et filius eorumdem, Hugo; Baldoinus quoque de Sancto Verano, Aaliz, uxor ejusdem, et omnes hospites de Braetel, hiis solis contenti, quittaverunt canonicis herbagium et usuarium pascuorum, motas quoque et piscationes, sive in motariis, sive in aqua mortua, sive in magno fossato, et quicquid vendicabant in marisiis canonicorum, preter quam in motariis decem arpennorum, in quibus ipsi et hospites de Braetel licite piscari poterunt. Canonici vero quitaverunt illud quod vendicabant in duobus molendinis, et unam masuram, que est in ripa canonicorum juxta molendinos illos; ita tamen quod illos molendinos ad alium locum in ripa canonicorum transferre, vel de novo alios edificare militibus vel heredibus eorumdem, absque consensu et voluntate canonicorum, non licebit. Ad noticiam etiam futurorum pervenire volunt canonici, quod servientes militum, quotiens mutabuntur et requisiti fuerint a preposito vel servientibus Theoville, de mandato militum vel heredum suorum, hanc jurisdictionem, sicut in hoc scripto continetur, pro posse suo et bona fide se observaturos canonicis jurabunt. Et hoc idem major et decanus Theoville militibus et eorum heredibus facere tenebuntur. Nos autem predictas conventiones, ad petitionem utriusque partis, precepimus confirmari; ita quod, si predicti milites vel heredes eorum presumpserint de eis resilire, nos, per captionem suarum rerum et ejectionem de nostra terra, ipsos ad eas tenendas compelleremus. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam precepimus confirmari. Actum Loriaci, anno incarnati Verbi MCC°, regni nostri anno XXI°. Astantibus in

palatio nostro quorum nomina subposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Drochonis constabularii (*monogr.*). Data vacante cancellaria.

XXXVIII.

De immunitate claustri[1]. 1200.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos libertatem et immunitatem, quam ecclesia et claustrum Parisiense, temporibus predecessorum nostrorum et nostro, habuerunt, ratam habemus, approbamus, et eidem ecclesie et claustro confirmamus; ita quod quicumque predictam ecclesie vel claustri libertatem vel immunitatem infregerit, id centum libris Parisiensis monete ecclesie Parisiensi emendabit, vel si centum libras reddere non potuerit, nos personam illam que forisfactum fecerit, si tamen inveniri possit, dicte ecclesie reddemus; sin autem, universas res illius, salvis tamen servitiis et consuetudinibus quas terre debent dominis in quorum feoda sunt, et de quibus movent, quas ille tenebat qui forisfactum fecerit, eidem ecclesie, ratione predicte pene, trademus et exponemus, absque contradictione, ad capiendum, donec ipsi ecclesie sit satisfactum. Quod ut ratum firmumque permaneat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam precepimus confirmari. Actum Parisius, anno incarnati Verbi M ducentesimo, regni vero nostri anno vicesimo primo, *etc.*

XXXIX.

De majoria de Viriaco[2]. circ. 1208.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod Galterus de Viriaco et Robertus, ejusdem filius, in presentia nostra Parisius constituti, recognoverunt se nullum jus

[1] Edit. apud Dubois, t. II, p. 219, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 79.

[2] Extat in magno Pastorali, p. 433, charta alia, scripta Parisius a. 1208, qua Alienor, comitissa Sancti Quintini et domina Valesiæ, testatur dictos Galterum et Robertum de Viriaco, coram baillivis suis, majoriam de Viriaco ejurasse. Quam abjurationem confirmatam fuisse a dicto Roberto, Ludovicus rex testatus est mense decembri 1224. *Magn. Past.*, p. 44[illegible].

hereditarium habere in majoria de Viriaco, et juraverunt quod de cetero in majoria predicta nichil jure hereditario reclamabunt. Quod ut firmum sit et stabile, huic rei testimonium perhibemus. Actum Parisius, anno Domini MCC° octavo, mense januario.

XL.

1189 De compositione facta inter capitulum Parisiense et Colinum de Andresiaco.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod capitulum Beate Marie Parisiensis et Colinus de Andresiaco et fratres sui, in presentia nostra constituti, composuerunt in hunc modum. Quod illi omnes possessiones et omnia jura que in valle Andresiaci et Joyaci et in terra circumjacenti habebant, capitulo quita clamaverunt in perpetuum tenenda, tam illa que ab ecclesia Parisiensi tenebant, quam illa que ad extranea dominia pertinebant, sive in feodo sive ad censum a nobis vel ab aliis dominis illa tenerent. In conditione etiam pacis est, quod nullo modo ipsi vel heredes eorum poterunt hereditare in tota terra que protenditur a loco ubi Hesia et Secana confluunt, usque ad villam que dicitur Curia Dominica et villam que dicitur Trelum, et usque ad portum Pissiaci; et ex altera parte usque ad villam que vulgo dicitur Leus, sicut ambo fluvii Hesia scilicet et Secana disterminant; nec per emptionem vel per venditionem, nec per donationem aut per caducum vel per alium quemcunque titulum, aliquam possessionem vel jus infra determinatam terram poterunt acquirere; sed quicquid juris ad ipsos vel heredes eorum, tam ex parte sua quam ex parte uxoris Colini et aliarum uxorum, ex caduco vel alio modo, infra prescriptos terminos proventurum esset, ad proprietatem canonicorum devolvetur. Quicquid etiam sorores ipsorum et cognati vel affines, aut alii quicumque ab eis tenebant, in eumdem modum quo ab eis tenuerant, a canonicis tenebunt. Super nos etiam accepimus quod quicquid illi sine placito tenuerant per mensem, antequam monachus vulneratus esset ab Amalrico, uno ex fratribus, canonicos in pace tenere faciemus. Prelatum autem capitulum tam ipsos quam sorores eorum et heredes de ipsis proventuros ab hominio corporis sui, super quo eos

querelabat, liberos et quitos in perpetuum clamavit; et concessit quod de cetero nullam questionem, unde tale opprobrium oriatur, eis movebit: et insuper terram suam de Chambort et trecentas quinquaginta libras eis donavit. Hanc compositionem, fide interposita, se servaturos promiserunt predicti fratres, videlicet Colinus, Amalricus, Robertus, Odo, Yvo, Henricus, et tam sorores ipsorum, Margarita scilicet et Idonea, quam mariti earum; et preterea mater ipsorum fratrum Mabilla et uxor Colini Maria hoc ipsum fiduciaverunt, et quicquid per dotalicium infra predictas metas habebant quitum capitulo clamaverunt. Hujus etiam compositionis, fide data, fidejussores sunt, ex parte fratrum: Richardus Teutonicus, Paganus, filius ejus; Petrus de Haraviler, Droco de Herovilla, Hugo de Vallibus, Willelmus, major de Boissi. Nos autem super prefatis conventionibus hinc inde observandis, ad petitionem utriusque partis, nos ipsos fidejussores constituimus. Que omnia ut perpetuam sortiantur stabilitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum apud Sanctum Germanum in Loia, et postea Parisius in presentia nostra recognitum, anno incarnati Verbi MC° LXXX° IX°, regni nostri anno XI°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Radulphi constabularii (*monogr.*). Data vacante cancellaria.

Sub simili forma habuerunt predicti Colinus et fratres ejus litteras capituli nostri.

XLI.

De confirmatione Philippi, regis Francie, super beneficiis ab ipso et patre suo Parisiensi ecclesie concessis[1]. 1190.

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos, predecessorum nostrorum vestigiis inherentes, et ecclesie Parisiensi, quam nos, sicut et idem predecessores nostri, inter regni nostri ecclesias familiarius diligimus, jus suum illesum conservare volentes, fidelibus nostris decano et capitulo Beate Marie Parisiensis universo confir-

[1] Edit. a D. Moricio in instr. Historiæ Britannicæ, t. I, col. 719, ex magno Pastorali, p. 578.

maximus, quod Parisiensem ecclesiam ab antiquo statu et ordine removeri, vel quod canonicus regularis aut monachus prebendam aut personatum aliquem aut honorem in eadem ecclesia unquam habeat, vel in eam modo quolibet inducatur, nullo unquam instinctu, nullo consilio patiemur. Privilegia quoque felicis memorie patris nostri, domni Ludovici, nec non possessiones, consuetudines, libertates et jura que, tempore ejusdem, ipsa Parisiensis ecclesia tenuit, eidem confirmamus; sub eodem munimento ponentes mercatum Spedone, quod, pro remedio anime nostre, eidem ecclesie concessimus, et quatuor capellanias, quarum duas pro anima quondam uxoris nostre Elisabeth, Francorum regine, alias vero pro anima dilecti nostri Gaufridi, quondam Britannie comitis, ibidem in perpetuum constituimus, singulis eorum duodecim libras et dimidiam annuatim percipiendas, in redditibus Parisiensibus assignantes. Ipsorum etiam institutionem post decessum nostrum ad capitulum ejusdem ecclesie concedimus pertinere. Volumus etiam ut aquam Liricanti, sicut mete posite a nunciis nostris, Johanne de Curci et Buchardo de Valgrinosa, eam ab aqua nostra separant, liberam in perpetuum teneant et quietam ejusdem ecclesie canonici. Emptiones etiam, quas, tam apud Andresiacum quam alibi, tempore nostro, rationabiliter fecerunt, confirmamus, et alia que deinceps, procedente tempore, rationabiliter poterunt adipisci. Que omnia ut perpetuam sortiantur stabilitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere inferius annotato precepimus confirmari. Actum Parisius, anno incarnati Verbi M° C° X C°, regni nostri anno XI. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Radulfi constabularii (*monogr.*). Data vacante cancellaria.

XLII

7. De compositione pacis inter capitulum Parisiense et homines de Mintri et de Meri et de Moncello et de Trembler.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod Mychael, quondam decanus Parisiensis, et totum Beate Marie Parisiensis capitulum

controversiam moverant contra homines de Mintri et de Moiri et de Moncello et de Tremblei, de hominio corporis quod decanus et capitulum ab eis exigebant. Tandem composuerunt cum eis tali pactione, quod decanus et capitulum quitaverunt homines illos et heredes eorum de hominio et de tota illa querela, omnibus diebus. Homines autem illi, pro hac quitatione, terras, quas prius tenebant ad terciam partem a decano et capitulo, susceperunt ad medietatem solvendam, possidendas ab hominibus illis et eorum heredibus, et jure hereditario colendas. Et hac conditione tenendi et colendi terras illas ad medietatem, a decano et capitulo quitati sunt prefati homines, salvis quidem decano et capitulo omnibus redditibus suis, quos prius in hostisiis vel censivis vel in aliis rebus ibi percipiebant decanus et capitulum. Illud etiam adjunctum est, quod pro nulla citatione vel querela aliqua quam decanus et capitulum vel aliquis ex eis faciant, exibunt de potestate Mintri vel Moiri; hoc excepto, quod ballivi sui, quamdiu ballivias eorum habebunt, Parisius se exhibebunt decano et capitulo, pro hiis que ad ballivias pertinent citati; si vero balliviam dimiserint, consuetudines aliorum hominum tenebunt. Ad hec istud adjunctum est, quod decanus et capitulum plenitudinem habent justitie in atrio de Moiri libere et quiete, et nos id, salvo jure alieno, confirmamus. Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCXCIII°, regni nostri anno XV°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria.

LIBER TERTIUS.

COMITUM.

I.

[illegible] De Mauriaco et de Mintriaco.

Inter canonicos Sancte Marię Parisiensis et Hugonem, comitem Domni Martini, talis conventio facta est. Iste Hugo terrę nostrę quę dicitur Mauriacus [1] et Mintriacus, ejusdemque terrę nostris hominibus multas injuste consuetudines imposuerat, et diu possederat, pro quibus eum excommunicavimus. Tandem vero inter nos et illum talis concordia facta est. Vicarietatem extra atrium ęcclesie Mauriaci et tensamentum juste mensure, et hoc de hospitatis arpennis accipiendum, et corveias semel in anno, et has mense marcio, et pedaticum, preter canonicos et eorum homines: que, quia sui juris cognovimus, in pace dimisimus. Cetera omnia, quecumque et occasionum esse possunt et consuetudinum, penitus nobis in pace dimisit, exceptis duobus his: videlicet comessationibus quas in prefata villa frequenter accipit, et carrucariis quibus sepe pauperes nostros affligit. Hec solummodo duo nec ille dimisit, nec nos dimisimus; sed in querela et in calumpnia relinquendum esse decrevimus, ita tamen ut, si quid nimis de his duobus ageret, eum conveniremus, et ad emendandum vel ad justiciam faciendam moneremus: quę si neglexerit, eum denuo excommunicaremus [2]. Hanc concordationem firmiter tenendam in fide sua promisit, et filio suo annuere fecit.

II.

[illegible] De Roseto

In nomine unius et individuę Trinitatis, *etc.* Ego igitur Stephanus comes

[1] In parvo Pastor., *de Mauriaco*.
[2] Hugo I, Domni Martini comes, bona episcoporum capitulique Parisiensis invadit et excommunicationes contempsit. Nam idem capitulum Hugonis excessus ad Urbanum papam II referens, solemnem anathematis sententiam in comitem provocavit. Vide [illegible] t. III, in-fol., p. 430.

omnibus notificari cupio quod quasdam consuetudines, quas in villa Beatę Marię Parisiensis quę vocatur Rosetum sibique villulis adjacentibus in dominio mihi tenendas jus hereditatis attulerat, cuidam Odoni de Braico aliquantulum inconsulte consensi. Consuetudinis autem erat quod, unoquoque anno, in festivitate beati Martini, quę est in novenbrio, xxv solidos Proviniensis monetę pro tensamento ville pater meus habebat. Quod si aliquotiens voluisset in villa comedere, quod necessarium esset sumptui sibi credebatur; si precium crediti solveretur, iterum credebatur; sin autem, non amplius quicquam, donec redderet, credebatur. Ad hęc de porcis in silvam Beatę Marię missis ad pascua dimidium habebat pasnaticum: si vero non essent pascuę, nec porci ad pascendum mitterentur in silvam, non habebat. Si de porcis villę pro pasnatico clamaretur, majori Beatę Marię erat tota justicia; si de alienis, communis ut pasnaticum. Hęc patris mei fuerunt ex consuetudine. Horum siquidem occasione, totam villam indesinenter et inhumane prędictus Odo vastabat. Ego vero, karitati, quę Deus est, placere desiderans, mihique et ęcclesię Parisiensi melius quam in Odone consulens, omnem illam consuetudinem, precibus canonicorum ejusdem ęcclesię, de manu predonis illius abstraxi, mihique ac posteris meis, quemadmodum pater meus et antecessores mei in dominio eam possederant, propriam in perpetuum habere decrevi. Et ne hoc aliqua vetustate posset deleri, scripto mandavi, sigillo meo signavi, manuque propria, uxore mea filiisque meis unanimiter annuentibus et hoc idem ex voto confirmantibus, in perpetuum roboravi. Totam villę justitiam faciet major Beatę Marię; quod si noluerit, vel non poterit, de alieno clamore veniet in manu mea. Testes Botardus, Guibaldus, Andreas filius Leteri, Albertus Rufus, Lantbertus prępositus, Hermannus, Giraudus, Hemelinus, Isembardus Villę Novę, Hugo Panificus, Josbertus Jomi, Erardus Coropalatius, Walerannus Paner. † S. comitis Stephani. † Comitissę A.[1] † S. Wilelmi, filii comitis. † S. Tebaldi, filii comitis. † S. Stephani, filii comitis.

[1] Amultrudis. Vide chartam quæ sequitur.

III.

811. Exemplar de Sulciaco[1].

Domino sancto et in Christo apostolico sacrę sanctę Marię ęcclesię Deique genitricis et sancti Stephani prothomartyris seu et domni Germani, ubi Inchadus, Parisiacę urbis episcopus, rector pręesse videtur, quę est infra murum Parisii civitate constructus. Ideoque, in Dei nomine, ego Stephanus, Christi humilis gratia Dei comes, nec non et Amaltrudis comitissa, pariter ob amorem invicem dilectionis, donamus res nostras quę sunt in pago Parisiaco, in loco qui vocatur Sulciacus : ęcclesia quę est in honore sancti Martini structa, cum omni appenditia suisque adjacentiis, manso indominicato, cum aliis mansis et mancipiis ibi pertinentibus, cum vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis, farinariis, aquarumque decursibus, mobile et immobile, totum et ad integrum, rem inexquisita. Similiter in alio loco, in ipso pago, in loco qui vocatur Nocetus, mansum dominicatum, cum aliis mansis et mancipiis ibidem aspicientibus, vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis, aquarumve farinarium decursibus, mobile et immobile, totum et ad integrum, inexquisita. Et in tertio loco qui vocatur Molinis, manso dominicato, cum omni integritate. In quarto vero loco qui vocatur Buxidus, manso dominicato, cum omni integritate; et quicquid ad ipsas res superius nominatas aspicit, tam in rebus quamque in mancipiis, vel terris, vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis, farinariis, decursibus, mobile et immobile, totum et ad integrum, rem inquisita, litis, libertis, cultis et incultis, servis et ancillis, et omnia merita colonorum, tam inibi oriundi quam qui aliubi translati sunt; quę nos, ante hos dies, per jussionem domni imperatoris Karoli, de partibus sanctę Marię et sancti Stephani vel domni Germani, de rebus nostris propriis excamiavimus. Igitur ipsas res superius nominatas ad ipsam sanctam matrem ecclesiam superius nominatam, a die presente, perpetualiter tradidimus ad possidendum : duabus vero partibus ad stipendia ipsos canonicos qui ibidem deserviunt, ut quamdiu illi advivunt, seu successoresque eorum, usque in finem seculi, pro salute animę nostrę, psalterium unum et missas tres cotidie

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. I, p. 304.

implere studeant; tertia vero parte ad luminaria, sive ad restaurandam ipsam ęcclesiam. Et de ipsa tercia parte sint nostra luminaria et oblatio vel vinaticum, cotidie usque dum, Domino jubente, ipsa ęcclesia usque in finem seculi consistit. Et quando quidem anniversarium nostrum evenerit, misi ex ipsis canonicis partibus Sancti Dyonisii et Sanctum Germanum vel Sanctam Genovefam et Sanctum Marcellum vel Sanctum Germanum novum seu ad Sanctum Clodoaldum et ad Kala vel Fossatis pergant, et pro animarum nostrarum commemorare ipsas congregationes faciant cum luminaria et oblationem vel vinaticum, ut omnes fratri qui in istas consistunt congregationes, tam qui modo vivunt quamque successores eorum, unanimiter Domini misericordia, pro salute animarum nostrarum, deprecari faciant. Et ipsas prędictas res, si fuerit aliquis rector qui alicui aut in beneficio aut in aliquo ingenio a vobis abstrahere presumpserit, nisi, sicut diximus, duas partes ad stipendia fratrum, tertiam vero partem ad luminaria, vel oblationem et vinaticum, seu ad ipsam ęcclesiam restaurandam, tunc ipsas res ad proximos heredes vertere faciant, nisi istud fuerit adimpletum; ita ut, ab hodierna die, quicquid de ipsis rebus facere volueritis, habendi, tenendi, possidendi, ad ipsam ęcclesiam, pro salute animę nostrę, firmiter teneatis. Si quis vero, quod minime fieri credimus, si fuerit, aut nos ipsi aut aliquis de hęredibus vel prohęredibus nostris, vel quislibet emissa persona qui contra hanc donationem aliquid agere cenaverit, quę nos spontanea voluntate vobis, pro remedium animarum nostrarum, ad ipsam ecclesiam donamus, aliquis calumpniare pręsumpserit, post nostrum quoque discessum, auro libras decem, argento pondera centum coactus persolvat, et quod repetit vindicare non valeat: sed pręsens donatio omnique tempore firma et inviolabilis permaneat, cum stipulatione subnixa. Actum Bonoilo villa, ubi facta et firmata fuit, in anno XI° imperii domni nostri Karoli gloriosique augusti, XLIII° regni ejus in Francia, et XXXVI° in Ytalia, sub indictione III. S. Stephani comitis et Amaltrudis, conjugis ejus, necnon et comitissę, qui hanc donationem scribere vel firmare rogaverunt. S. Leutardi, germanum Stephani comitis..., *etc.* Elisachar cancellarius subscripsit.

IV.

[illegible]

Spedone.

Notum sit omnibus christianis, quoniam Hugo, comes de Mellanto, consuetudines quasdam, quas injuste invaserat in Spedona, terra Sanctę Marię, scilicet de villanis qui emunt annonam ad vivendum, boves ad arandum, oves, porcos et cętera peccora, sive etiam pecudes ad nutriendum, vel aliqua instrumenta sive indumenta, de omnibus his solitus erat minister comitis accipere pulveraticum. Quapropter Hugo comes, recognoscens injustam esse istam consuetudinem, condonavit canonicis Sancte Marię, pro remedio animę suę, et pro amore Almanni, filiorum filiarumque suarum, quorum et quarum libertatem ea die canonici firmaverunt; hoc modo, ut nullus hominum sive feminarum manentium in Spedona ulterius det pulveraticum Hugoni comiti, seu suo ministro, nisi de his rebus quę forte emerit propter revendendum. Hoc autem, ne a memoria cadat, scripsimus et scriptum in sempiternum tenemus.

V.

[illegible]

Preceptum in Trissi villa.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Notum fieri volo omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Helduinus, Matriolarum dominus, consuetudines quas accipiebam juste vel injuste in terra Sanctę Marię Parisiensis quę dicitur Trissiacus, precibus domni Ivonis, archidiaconi prepositique Vernoili, ac cęterorum canonicorum supradictę ęcclesię, pro salute animę mee ac parentum meorum, eis concessi, annuente uxore mea filiisque meis, et servos et ancillas quos illis violenter auferebam libenti animo dimisi; excepto uno, videlicet filio Rotberti, filium quem, ex dono ejusdem prepositi et assensu aliorum clericorum, accepi, exceptisque quibusdam in ipsa villa commorantibus michi debitis. Qua conventione x libras nummorum ab illis accepi, uxorque mea unciam auri. Et ut hec conventio firma permaneat, hanc cartulam manu mea firmavi, uxorique mee et filiis meis firmandam tradidi. Si quis vero huic scripto contradicere voluerit, dampnetur cum diabolo et angelis ejus in stagno ignis ardentis. Testes hujus rei sunt hi, eo tenore

quod nulli ad custodiendum dabunt. Signum Hilduini comitis. S. Adelaidis et cęterorum. Ego Nivelo, monachus Sancti Germani, scripsi, regnante Philippo rege, et archiepiscopo Richero [1], Thebaldoque comite [2].

VI.

De molendinis de Charment. 1138.

Existentium pręsentię et futurorum posteritati notum sit, quod Teobaldus, Blesensis comes [3], et canonici Beatę Marię Parisiensis fecerunt tres molendinos apud Charment communiter, duos ex hiis ad annonam et tercium ad tannum; ea conditione, quod mulnerium communiter ponent comes videlicet et canonici, et lucrum molendinorum, tam in annona quam in nummis, et piscatura et forifactum, commune eis erit. Quod si vel pejorati vel destructi fuerint, communiter meliorabuntur seu restituentur. Ut autem hoc stabile et inconvulsum in perpetuum permaneret, ego Teobaldus, Blesensis comes, hanc cartulam sigilli mei autoritate confirmari pręcepi. Hujus rei testes fuerunt: Radulfus, capellanus meus, qui hanc cartulam sigillavit; Guillelmus, clericus meus; Durandus et Herbertus, canonici Parisienses; Johannes de Insulis, Nichol de Breis, Nevelo, camerarius meus; Hugo, tunc prępositus Monsterolii. Actum est hoc apud Insulas, anno ab incarnatione Domini mcxxxviii°, regnante Ludovico, rege Francorum.

VII.

De villa quę est super Charment. [illegible]

Sciant presentes et eorum subsequaces, quod canonici Beatę Marię Parisiensis, consilio et auxilio Teobaldi, Blesensis comitis, in quadam terra ecclesię Parisiensis quę est super Cherment, villam quandam fecerunt, quam in taxamento comitis Teobaldi posuerunt. Hoc autem hoc modo factum est, quod comes Teobaldus, in festo sancti Dyonisii, de unoquoque igne illius villę, pro taxamento, unum sextarium avenę ad mensuram Monsterolii habebit. Si vero aliquis ignium defuerit, comes

[1] Richerus, Senonensis archiepiscopus consecratus a. 1062, mense martio, obiit mense decembri 1096.

[2] Theobaldus I, comitatu Campaniæ potitus a. 1048, vita functus est a. 1089.

[3] Theobaldus, dictus Magnus, nomine VII comes Blesensis et II Campaniæ.

nec de terra, si sine domo remanserit, nec de domo, si sine igne fuerit, prędictum taxamentum habebit. Si autem in prędicto termino hoc taxamentum comiti redditum non fuerit, prępositus Monsterolii monstrabit hoc ministeriali Beatę Marię Parisiensis de terra illa, et ille ministerialis faciet reddi pręposito taxamentum per legem, ab illis tamen a quibus illud non esse redditum prępositus monstrabit. Pręfatus etiam comes pactus est quod hoc taxamentum nunquam de manu sua propria eiciet. Ut autem hoc stabile et invulsum in evum subsecuturum permaneret, ego Teobaldus, Blesensis comes, hanc cartulam sigilli mei auctoritate confirmari pręcepi. Hujus rei testes, *etc., ut supra.* Actum est hoc apud Insulas, anno ab incarnatione Domini MCXXXVIII°, regnante Ludovico, Ludovici filio, rege Francorum.

VIII.

1182 De LX solidis Parisiensibus in elemosinam perpetuam canonicis Parisiensibus datis[1].

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Noverint universi, tam presentes quam futuri, quod ego, Elisabeth, domina de Curteneto, mater P.[2], comitis Nivernensis, pro remedio anime mee, canonicis Beate Marie Parisiensis dedi LX solidos Parisiensis monete, in perpetuum, singulis annis persolvendos, in octavis sancti Johannis Baptiste, de redditibus meis quos habeo apud Chantecoc. Volo autem et constituo ut denarii illi distribuantur canonicis et vicariis ecclesiarum et canonicis Sancti Dionysii de Passu, matutinali officio, singulis noctibus, deservientibus: volo siquidem quod denarii isti, tam in vita mea quam post mortem meam, dentur. Preterea concessi pauperibus hospitalis Beate Marie Parisiensis XL solidos, singulis annis persolvendos, ad prefatum terminum, de redditibus ejusdem castri. Prefati vero canonici liberaliter concesserunt mihi quod anniversarium P.[3], mariti mei, in vita mea, singulis annis, fieret. Post mortem vero meam, predictum anniversarium et meum, una eademque die, fieret. Dedi etiam fratribus hospitalis Jerosolimitani centum solidos, singulis annis

[1] Hanc chartam et sequentem edidit Du Bouchet, *Généal. de la maison de Courtenay*, pr. p. 12.

[2] Petrus II de Curteneto, comes Nivernensis.

[3] Petrus, dominus de Curteneto, regis Ludovici VI filius.

percipiendos apud Puifonz. Quod, ut ratum permaneat et inconcussum, litterarum stabili testimonio et sigilli mei munimine duxi confirmandum. Actum Parisius, in claustro Beate Marie, anno ab incarnacione Domini M° C° LXXX° IX°. Presentibus Herveo decano, Petro cantore, Hilduino cancellario, Stephano decano Silvanectensi, Petro de Campellis, Willelmo de Nuel, et multis aliis bonis viris et canonicis Parisiensibus.

IX.

Litteræ Petri, comitis Nivernensis, quibus Herveo, decano Parisiensi, annuum redditum, a matre sua Elisabeth ecclesiæ Parisiensi collatum, se soluturum esse pollicetur. Circa a. 1189.

X.

Petrus, Nivernensis comes, annuente Agnete, uxore sua, præfatam donationem ratam habet[1]. 1189.

.... Hoc autem factum est anno ab incarnatione Domini M° C° LXXX° IX°.

XI.

De denariis pro anniversario Galteri, domini regis camerarii. 1189.

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod ego Galterus, domini regis Francorum camerarius, ob animarum predecessorum nostrorum et anime mee remedium, capitulo Beate Marie Parisiensis dedi in perpetuum quatuor libras census, duobus solidis et dimidio minus, quas habebam Parisius in censu communi annuatim percipiendas, et id quod habebam in insula que est pone claustrum Parisiense. Ad quod idem capitulum, devotionem meam non ingratanter respiciens, concessit quod, quando ego et Avelina, uxor mea, debitum humane carnis solverimus, anniversarium nostrum Parisiensis ecclesia tenebitur celebrare. Quod ut perpetuam optineat firmitatem, presentem cartam super hoc conscriptam, de assensu uxoris mee et filiorum meorum, feci sigilli mei[2] appositione muniri. Testes sunt Philippus, filius meus; Matheus de Belvaco, clericus; Theboldus Dives; Gaufridus, prepositus Silvanectensis; Petrus

[1] Edit. apud Du Bouchet, loco citato, et *Hist. de la maison de Dreux*, pr., p. 229.

[2] Hæc charta confirmata a Philippo Augusto, rege Francorum, apud Fontem Blaudi, anno MCXC°, regni ipsius XI°, exstat in magno Pastorali, lib. XIX, cap. IX, p. 583. Ipsa autem Galteri donatio in eodem Pastorali transcripta legitur, p. 680.

Tiboldi, Henricus Tiboldi. Odo de Sancto Mederico. Actum puplice in capitulo Parisiensi, anno incarnati Verbi MC° LXXX° IX°.

XII.

Sept. 1200 De centum solidis quos comitissa Blesensis legavit ecclesie Beate Marie Parisiensis.

Ego Ludovicus, comes Blesensis et Claremontensis, omnibus, tam futuris quam presentibus, notum facio, quod domina mater mea karissima A. Blesensis comitissa, pro amore Dei et pro remedio anime Gaufridi, comitis Britannie, fratris sui[1], karissimi avunculi mei, et anime comitis Theobaldi Boni, patris mei, felicis memorie, et sue anime remedio, dedit ad vitam suam ecclesie Beate Marie Parisiensi centum solidos Parisienses annui redditus, reddendos in Assumptione beate Marie, et in molendinis meis fullonariis Carnotensibus assignatos. Ego autem, ad preces et petitionem ipsius, amore Dei, et anime mee et animarum predictorum et antecessorum meorum remedio, laudantibus et concedentibus Katerina, uxore mea, filio meo Theobaldo, Johanna filia mea, fratre meo Philippo, et sororibus meis Margareta, Ysabella, eosdem centum solidos eidem ecclesie, ad predictum terminum reddendos, et in predictis molendinis singulis annis capiendos, in perpetuum dono et concedo. Quod, ut ratum semper sit et firmum, litteris commendo et sigilli mei munimine confirmo. Testes sunt Milo, comes Barri; Gaufridus de Brullone, Petrus de Ville Beton,... Johannes de Friesia,... Raginerus de Soher, Ragerus de Orrevillis, Ragerus de Milliaco.... Actum Castriduni, anno ab incarnatione Domini MCC°. Data per manum Theobaldi, cancellarii mei, mense septembri.

XIII.

[illegible] De XV libris Pruvinensibus quas Domina Maria, Trecensis comitissa, legavit cuidam capellano in ecclesia Beate Marie Parisiensis pro anniversario G. comitis Britannie celebraturo.

Ego Maria, Trecensium comitissa, notum facio presentibus et futuris.

[1] Gaufridus ille filius erat Henrici II, regis Anglorum, et Alienoris, filie ducis Aquitanie. Alix vero Blesensis comitissa, et Maria, comitissa Trecensis [illegible] dedit, predicti comitis Gaufridi [illegible] sorores [illegible] Nempe [illegible] Alienoris nuptis, cum Ludovico VII, rege [illegible] per chartam sequentem [illegible] Francorum, constituta.

quod, de assensu et voluntate karissimi filii mei Henrici, ecclesie Parisiensi, in qua sepultum est corpus pie recordationis, Gaufridi, comitis Britannie, fratris mei, assignavi xv libras Pruviniensis monete in annuis redditibus, scilicet ad opus capellani qui ibi, pro anima dicti comitis, officia mortuorum celebrabit in perpetuum. Harum itaque xv librarum centum solidos assignavi in pedagio de Columberio, singulis annis, in octavis Purificationis beate Marie, persolvendos : tali siquidem conditione, quod, si ipsius pedagii receptor eadem die nuncio dicti capellani centum solidos non reddiderit, singulis diebus quibus ultra terminum illum eos detinuerit quinque solidos ipsi capellano de lege persolvet. Decem vero libras ei assignavi in redditu centum librarum quas habeo in nundinis Latiniaci, de primis nummis qui inde habebuntur persolvendas, et in pagamento ipsarum nundinarum reddendas. Capellanum autem ad hoc assignatum ibidem statuemus ego et dictus filius meus in vita nostra, et post decessus nostros, capitulum dicte ecclesie eum pro voluntate sua assignabunt. Hec itaque, ut nota permaneant et rata teneantur, litteris annotata sigillo meo confirmavi. Affuerunt autem hujus rei testes, *etc.* Actum anno ab incarnatione Domini MCLXXXVI°. Datum apud Castrum Theodorici per manum Haicii cancellarii. — Nota Willelmi.

XIV.

Charta Theobaldi Trecensis comitis Palatini, qua notum facit se ratam habere donationem quindecim librarum Pruviniensium, quam Maria comitissa, mater ipsius, pro anniversario Gaufridi, comitis Britanniæ, ecclesiæ Parisiensi contulerat. 1198.

.... Actum anno incarnationis Domini M. centesimo nonagesimo octavo. Datum apud Columbare, per manum Gualteri cancellarii. — Nota Petri.

XV.

De sexaginta sol. paris. pro anniversario Guillelmi, quondam Parisiensis canonici. Nov. 1221.

Ego Bocardus, dominus de Marliaco, et Matheus, frater meus, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, nos concessisse capitulo Parisiensi, pro faciendo anniversario Willelmi, fratris nostri[1], quondam

[1] Trium horum fratrum pater erat Matthæus de Monte Morenciaco, dominus Marliaci, avus autem Matthæus ille qui, regnante Ludovico VII, Franciæ constabularius fuit.

canonici Parisiensis, sexaginta solidos Parisienses, singulis annis reddendos a majore nostro de Sancto Mederico, quicumque fuerit, de censu nostro quem habemus apud Sanctum Medericum, in festo sancti Johannis Baptiste. Et si major, quicumque fuerit pro tempore, cessaret in solutione dicto termino facienda, solveret per justiciam nostram, nomine pene, duodecim denarios singulis diebus quibus deficeret a solutione. De quibus duodecim denariis nos haberemus medietatem, et capitulum Parisiense aliam; ut saltem timor pene majorem arctaret ad debiti solutionem suo tempore faciendam. Sciendum autem est quod in distributione dicti anniversarii, de voluntate fratris nostri Willelmi et assensu decani et capituli, ad petitionem nostram, accepturi sunt sacerdotes matricularii in eadem quantitate in qua et canonici; laici vero matricularii omnes insimul duodecim denarios. In cujus rei testimonium, nos presentes litteras sigillorum nostrorum impressionibus roboravimus. Actum anno gratie MCC vigesimo primo, mense novembri.

XVI.

Ante a. 887

Preceptum de Karenton

Fine mundi appropinquante, ruinis crebrescentibus, jam certa manifestantur signa. Qua de causa Scriptura sacra nos ammonet, dicens : *Date elemosinam, et omnia munda sunt vobis.* Quocirca ego, in Dei nomine, Odo, Parisiorum pagi humillimus comes[1], cognoscens sarcinam meę malę conscientię atque molem peccaminum meorum, quorum pondere fessus premor, ignorans viam evadendi, nisi totis nisibus ad suffigium perhennę beatitudinis gressus figere destinavero, quicquid ab antecessoribus meis, per vim atque inaudita aviditate, a Parisiacensis sanctę matris ęcclesię possessionibus ablatum fuit, totum, secundum priscam consuetudinem, reddere paratus existo, ut pro hoc facto apud piissimum judicem ęternam possim consequi beatitudinem. Reddo igitur ad luminaria alme Dei genitricis Marię et beati prothomartyris Stephani, ea quę ab antecessoribus meis male fuerunt abstracta : hoc est ex villa Fontaneto, unde ad vinationem prefatę ecclesię debebant omni anno exire, de vino modios C, ut liberius, et postposita omni lite, nulla

[1] Idem qui anno 887 rex Francorum electus est, obiitque anno 898

deinceps occasio habeatur in recompensatione hujus meriti. Dono etiam, in villa quę vocatur Pressorius, mansa III[a], et ex vinea arpennos x, quia vinum dare nequeo, et pontem Karenton, unde debebant omni anno exire solidi c, ad luminaria sepefate ęcclesię, et ex prefata villa mansum unum, et ex porta Parisiaca tertiam partem. Matriculariis vero qui in jamdicta ęcclesia excubant dono, in villa quę vocatur Tres Molendinos, modios vini LX, de Villa Nova modios x, de Verno modios xx, de Wasiringo modios xx; eo ordine ut, in die obitus mei, custos ejusdem ęcclesię, pro absolutione animę meę, fratribus ipsius ęcclesię dare studeat ex vino modios vini LX. Si quis vero hoc scriptum meum infringere voluerit, sicut Dathan et Abyro vivi absorbeantur. Et ut hęc scedula rigidiorem per tempora obtineat vigorem, manu propria eam subterfirmavi et relegi. S. Odonis comitis. S. Roberti comitis. S. Altmari comitis et plurimorum aliorum.

XVII.

De terra Braye et de justitia quam habet ibidem ecclesia Parisiensis. 1208.

Ego Robertus[1] comes, dominus Drocarum et Braye, et Yolendis comitissa, uxor mea, notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, cum esset controversia inter nos et ecclesiam Beate Marie Parisiensis super hiis que habet apud Brayam, tandem, pro bono pacis, assensu Roberti, filii nostri, composuimus in hunc modum: in molendino quod habet vel habebit ecclesia Parisiensis in partibus illis, ad quod bannarii sui de Braya ire tenebuntur, habebit ecclesia duas partes, et dominus Braye tertiam partem. Et si plura molendina habuerit ecclesia, ad melius ire tenebuntur bannarii sui; dominus autem Braye nichil habebit in altero, cum illud possit sufficere. Et si molendinum non habuerit ecclesia, nisi partionarium, similiter erit de partionario. De omnibus proventibus et de justitia molendini vel molendinorum ad quod vel ad que ire tenebuntur bannarii ecclesie, similiter habebit ecclesia Beate Marie Parisiensis duas partes, et dominus Braye tertiam partem; ita tamen quod, si serviens ecclesie vel domini Braye vel alius

[1] Robertus II, comes Drocarum, cujus pater Robertus I, Ludovici VII regis Francorum frater, condidit urbem Brayam; unde nomen *Braya comitis Roberti*, gallice *Bray-Comte-Robert*, hunc urbi in veteribus membranis sæpe impositum.

invenerit bannarium ecclesie ad aliud molendinum euntem vel redeuntem, eum capiet, et in molendino, per servientem ecclesie et per servientem domini Braye, judicabitur hoc modo : Si ille qui eum cepit ydoneum testem habuerit super forisfacto, cum juramento sui et illius, tres solidos persolvet pro emenda et multuram, de quibus duas partes habebit ecclesia, et dominus Braye tertiam partem; si testem non habuerit, per juramentum suum accusatus liberabitur. Quod si, cessante molendino ecclesie, ad aliud molendinum bannarios suos ire contigerit, secundum quod serviens ecclesie cum consilio servientis domini Braye sibi viderit expedire, de proventu pertinente ad ecclesiam et dominum Braye, duas partes habebit ecclesia, et dominus Braye tertiam partem. Si etiam servientes domini Braye, bona fide, in alio molendino competenter majus commodum ecclesie repererint, dummodo non sit domini Braye, requisito serviente, ad illud ibunt bannarii ecclesie molendino ecclesie, et de proventu pertinente ad ecclesiam et ad dominum Braye, duas partes habebit ecclesia, et dominus Braye tertiam partem. In omnibus expensis molendini vel molendinorum in quo vel in quibus dominus Braie sumet tertiam partem, ponet dominus Braye tertiam partem, quociens erit necessarium; ecclesia vero duas partes. Si molendinum, aut partem vel partes molendini vel molendinorum ab alio vel ab aliis conduxerit ecclesia, vel ad firmam receperit, quod cum consilio domini Braye vel servientis ejus facere tenetur, dominus Braye tertiam partem ponet, et ecclesia duas partes; et sumet dominus Braye tertiam partem proventuum, ecclesia vero duas partes; et si alibi invenerit serviens domini Braye commodiorem firmam vel locationem, illam tenebit ecclesia, dummodo non sit domini Braye. Preterea in terra Beate Marie apud Brayam, justicia et in domibus et extra plenarie est ecclesie, et sanguis, et latro, et rotagium, et foragium et omnis justitia. De salinariis vero et merceriis, composuimus in hunc modum : videlicet quod de omnibus redditibus eorum et forisfactis medietatem habebit ecclesia, et dominus Braye alteram medietatem; et de redditu gallinarum quas regratarii debent, et de forisfactis eorum habebit ecclesia medietatem, et dominus Braye alteram medietatem. Forisfacta vero eorum in communi curia levabuntur, pro omnibus hiis in quibus ecclesia et dominus Braye participes sunt. Serviens ecclesie domino Braye prestabit jura-

mentum fidelitatis observande; et ejus serviens ecclesie, quotiens fiet permutatio alicujus servientis ecclesie vel domini Braye. In terra vero ecclesie, nec dominus Braye nec alius extra domum poterit staullum levare. In domibus et in fenestris domuum suarum poterunt hospites ecclesie panem vendere qualibet die et in die fori, nec inde theloneum habebit dominus Braye. In quacumque terra fuerit apud Brayam mina, vel extra infra banleugam, ecclesie est, et minagium est ecclesie. Ubicumque fuerit venditio bladi, a nona hora diei mercurii usque ad horam primam diei veneris ecclesie est minagium. In quacumque terra falsa mina reperta fuerit et quandocumque, justicia est ecclesie. Serviens ecclesie minam tauliabit, et inde sextarium vini habebit, nec ad eam mensurabitur antequam tradita sit servienti ecclesie, et ab eo approbata. Similiter ecclesia habebit teloneum in foro domini Braye, de quolibet animali empto vel vendito a nona hora diei mercurii usque ad horam primam diei veneris. Teloneum lane crude, videlicet non in filo, est ecclesie; et teloneum merremii operati vel non operati est similiter ecclesie, in quacumque hora vendita sint, a nona hora diei mercurii usque ad primam horam diei veneris; excepto quod scriptum est de merceriis et cyphis de madre. Justitie sunt ecclesie de quibuscumque rebus; teloneum suum est et minagium, salvo eo quod scriptum est de salinariis, de merceriis et regratariis. Si serviens ecclesie inveniat hominem qui portet redditus ecclesie ad presens forisfactum, ipsum capiet, et emendabit ecclesie; et si portet redditus ecclesie, serviens ecclesie eum sequi poterit usque ad banleugam, et si poterit, eum capiet; et quando eum ceperit, si forisfactum recognoverit, ipse ecclesie redditus reddet et ecclesie emendabit forisfactum; et si non confiteatur, per sacramentum suum se liberabit. Apud Brayam, in terra Beate Marie has corveias habebit tantummodo dominus Braye: De unoquoque homine habente bestiam trahentem ad carrucam, ter in anno habebit dominus Braye corveiam, in unaquaque saison, una die; et qui bestiam trahentem ad carrucam non habuerit, nichil persolvet pro corveiis illis. Dominus autem Braye pro singulis carrucis duos denarios dabit servientibus carrucarum. Et preterea omnes hospites de Braya ecclesie insimul, propriis expensis suis, singulis annis, adducent triginta septem modios vini de Villa Nova Sancti Georgii usque ad Brayam, ad cellarium domini Braye.

ad modium Ville Nove; et ab initio vindemiarum usque ad quindenam Beati Dyonisii, adducetur vinum determinatum, et ex tunc non tenebuntur adducere eo anno. Serviens domini Brave submonebit hospites Beate Marie de corveya vini, et crastina die poterunt remanere ad preparandum se; tertia vero die ibunt ad corveyam, et si presto invenerint vinum illa die, adducent illud; sin autem, liberi a corveya vini, de tot modiis pro quot fuerint submoniti, usque ad annum revertentur. Item nec domino Brave nec servientibus ejus culcitras commodare tenebuntur hospites Beate Marie. Item meta que dividit terram ecclesie a terra domini Brave, que communi assensu posita est, a neutra partium poterit removeri. Item hospites ecclesie bannum quod dominus Brave habet apud Bravam, de vino vendendo quolibet anno, per tres menses nominatos, observare tenebuntur. Ad communem clausuram ville de suo ponere tenebuntur hospites ecclesie rationabiliter, sicut alii homines ville, per videntiam et per manum servientis ecclesie. Debent etiam hospites ecclesie armaturas competentes habere, sicut alii homines ville, et cum armis illis ire cum domino Brave, vel cum servientibus ejus, in chevalcheiam vel in alias necessitates ejus, cum communi ville; ita quod ipsa nocte ad hospitia sua possint reverti; et si de hoc forisfacerent, emendarent ei; et si negaverit quis se audisse clamorem vel submonitionem, juramento suo liberabitur. Pro hiis corveiis que nominate sunt in presenti carta, quas tenentur facere hospites ecclesie de Brava domino Brave, dominus Brave, si ipsi capti fuerint ab aliquo vel detenti, vel modo quolibet impediti, tenetur eos requirere et juvare bona fide, sicut alios homines Brave. Tenetur etiam quilibet hospitum ecclesie reddere servienti domini Brave, singulis annis, in crastino natalis Domini, unum tortellum, vel unum obolum pro tortello, si maluerit hospes; et hospites ecclesie habebunt omnia eissiamenta ville, sicut alii homines de villa. Si aliquis hospitum de Brava ecclesie, a prima die adventus Domini usque ad natale Domini, inventus fuerit extra Bravam adducens boscum cum quadriga vel cum summario, tenetur reddere denarium unum servienti domini Brave, sine emenda; et si inventus fuerit afferens ad collum, tenetur reddere obolum unum, sine emenda. Et sciendum est quod circata ista non poterit fieri, nisi in adventu Domini et una sola die. Si vero hospites ecclesie

venerint de bosco de Cotigni, nichil reddent; et de hoc credetur eis per interpositionem fidei sue. Hospites ecclesie debent facere fidelitatem domino Braye, cum communi ville, quotiens mutabitur dominus Braye, et sicut alii homines ville. Debent eciam hospites ecclesie excubias ville, per ordinem, sicut alii homines ville. Habet etiam ecclesia pictavinam in teloneo bladi, in foro domini Braye; videlicet de quolibet sextario empto pictavinam unam. Quicumque autem de villa Braye bladum emerit, non causa mercature, illis quitat ecclesia pictavinas illas in perpetuum. Quicumque autem emerit bladum ad seminandum infra decimariam Braye, nichil solvet pro illo blado. Mensure vini in terra de Braya ecclesie sunt domini Braye, quas serviens ejus capere poterit cum voluerit, vocato serviente ecclesie ad illas capiendas; sed si serviens ecclesie vocatus non ierit, vel si inventus non fuerit, vocatis duobus de hospitibus ecclesie; et si vocati non ierint, poterit illas capere sine illis; et si false fuerint, emenda erit domini Braye. Si autem non credatur servienti ejus quod illos vocaverit, per juramentum suum ei credetur quod illos vocaverit. Quod si jurare noluerit, mensuram reddet, et in pace remanebit ille cujus erat mensura. Omnes albani de terra de Braya ecclesie sunt domini Braye. Sed si in terra ecclesie forisfecerint, justitia est ecclesie, si ad presens forisfactum capti fuerint, vel si forisfactum appareat, et in villa Braye judicabuntur. Hospites ecclesie, si submoniti fuerint pro hiis que debent, de quibus mentio facta est in hac carta, submonitionem domini Braye vel servientis ejus non obmittent, etiam si serviens ecclesie eos prius submonuerit: et si de hoc forisfacerent, emendarent ei. Judeos non potest habere ecclesia in terra sua apud Brayam. Item nec furnum ecclesie tenentes, pro furno ecclesie calefaciendo, nec hospites terre ecclesie, per bannum, ad boscum domini Braye emendum ire tenebuntur. De unoquoque vendente ciphum ligneum, habet ecclesia Parisiensis unum per annum apud Brayam, in foro domini Braye; et in ciphis de madre nichil habet ecclesia. De hiis qui vendunt scutellas, habet ecclesia, singulis mercatis, unam scutellam de unoquoque; et si alicui fuerit residuum de scutellis in aliquo mercato Braye, de quibus solutum fuerit teloneum, pro illis residuis de cetero quicquam reddere non tenebitur. De vendentibus palas vel furcas, singulis annis, habet ecclesia palam vel furcam de unoquoque. Conductus fori

est domini Braye, quocumque duxerit vel fecerit forum suum, salvo jure ecclesie in hiis que scripta sunt in hac carta. Quocumque dominus Braye duxerit vel fecerit forum suum, omnia que habebat ecclesia in foro illo ubi prius situm fuerat, habebit eadem ecclesia Parisiensis ubi ductum vel factum fuerit in posterum. Quod ut ratum et firmum sit, presentem paginam sigillorum nostrorum appositione confirmavimus. Actum anno 1208[1].

[1] Sic scriptum in codice notis arabicis et recentiore manu.

LIBER QUARTUS.

EPISCOPORUM.

I.

De ecclesia Roseti. 29 apr. (circa 110[illegible])

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Notum sit tam presentibus quam futuris, quod Galterus, Meldensis episcopus, et Manases, archidiaconus ecclesię Sanctę Marie Parisii, in perpetuo possidendum concesserunt dimidiam partem presbiterii ecclesiarum Roseti, id est dimidiam partem redditionis quę pertinet ad presbyterium. Quod ne valeat ad irritum deduci, litteras has inde fecerunt, easque, in presentia canonicorum Meldensium, in capitulo Sancti Stephani, firmaverunt sic. Signum Galteri episcopi. S. Manasse archidiaconi. S. Arnulfi decani. S. Adam archidiaconi. S. Ollandi cantoris. S. Oilandi prępositi.... A parte canonicorum Parisii : S. Stephani archidiaconi. S. Arnulfi.... Laicorum : S. Guillelmi de Garlanda. S. Hatonis, ejusdem ville majoris S. Petri de Cornelio. S. Guidonis Butati. S. Bartholomei de Darnestalla.... S. Haganonis de Jotro. Actum est hoc Meldi publice, sub Stephano comite, regnante Philippo rege, III kl. maii. Guillelmus cancellarius scripsit et subscripsit.

II.

De Sancto Christophoro preceptum[1] 1097

In nomine sancte et individuę Trinitatis. Divinarum Scripturarum auctoritatibus informamur, *etc.* Ego igitur Willelmus, Dei misericordia Parisiorum episcopus, ante mentis oculos diem illum reducens, et periculum animę meę, accusante conscientia, metuens, canonicis beatę Dei genitricis Marię quandam ecclesiam, infra muros civitatis Parisii

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. I, p. 727, et in *Gall. Christ.*, t. VII, instr. col. 40.

sitam, et in honore beati Christophori martyris Deo consecratam, precibus nostrorum amicorum, et assensu domni Wlgrini, ejusdem civitatis archidiaconi, liberam et quietam episcopali auctoritate concedimus, et quecquid juris in ea obtinuimus, perpetuo eis habendum donamus. Ut autem hoc donum firmum inconvulsumque permaneat, cartam istam fieri precepimus, manuque propria firmavimus, manibusque canonicorum nostrorum firmandam tradidimus. Actum Parisius in capitulo Sancte Marie, anno ab incarnatione Domini MXCVII°, regnante Phylippo rege anno tricesimo octavo, Wilelmo vero anno primo, indictione V, concurrentes III, epacte IIII. S. Wilelmi episcopi. S. Fulconis decani. S. Gualeranni precentoris. S. Wlgrini archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.... Anselmus cancellarius scripsit.

III.

Exemplar precepti de Viriaco.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Quoniam ea que ad honorem Dei et pacis custodiam pertractantur, *etc.* Ego igitur Lambertus, Dei gratia Noviomensis episcopus, notum facio tam posteris quam presentibus, quia Parisienses canonici nostram adierint ecclesiam, graviter conquerentes de Mathildi, Cauniacensi domina et advocata de Viriaco, eorum villa, rogantes etiam quatinus, super injuriis quas rebus et hospitibus eorum inferebat, ad justitiam vocaretur, et tam illi quam ipsis dies placitandi denominaretur. Die igitur denominata juxta eorum petitionem, predicta Mathildis venit in capitulum nostrum, supradictis canonicis responsura, et, judicio ecclesie nostre, quod ratio exigeret executura. Opposuerunt autem ei prelati canonici, quia Viriacum, eorum villam, de qua erat advocata, multis urgebat injuriis, super eorum hospites tallias faciendo, annonam, tam vi quam precibus, ab eis exigendo, novas et indebitas consuetudines eis imponendo. Ostenderunt etiam cartam exogrOpho signatam, in qua distincte et aperte jura, redditus et consuetudines ad advocationem pertinentes continentur; que quidem carta, sicut ipsa eadem testatur carta, antiquitus in ecclesia sancti Quintini martyris publice fuit recitata, presente scilicet Herberto, Vermandensi comite, de cujus feodo erat advocatio illa, presente quoque Guaselino.

Cauniacensi domino, supradicte ville advocato; presente etiam Balduino, Noviomensi episcopo, et aliis quampluribus episcopis qui ibidem convenerant. Prefatus autem comes Vermandensis et Guascelinus Cauniacensis cartam illam approbantes confirmaverunt, et supradicti episcopi omnes illos qui eam infringerent excommunicaverunt. Predicta vero M., audita carta, audita excommunicatione, timens ne sententiam tante portaret excommunicationis, accepto consilio, cartam illam, tempore G. Cauniacensis domini, ut diximus, factam et confirmatam, coram clero et populo nostro, ex parte sua confirmavit, promittens et asserens quia, juxta tenorem carte, consuetudines advocationis et jura de cetero exigeret, et in nullo cartam illam excederet seu violaret. De his autem que ultra cartam usurpaverat, et ideo excommunicationem incurrerat, culpam suam publice dixit, et Bernero, Parisiensi decano, rectum inde fecit, et ab ecclesia nostra veniam et absolutionem quesivit et impetravit. Interfuerunt autem huic facto, tam clerici quam laici, quorum nomina, in testimonium veritatis, huic carte inserere decrevimus. Affuerunt enim de ecclesia nostra clerici: Rorigo, archidiaconus; Hagano, precentor; Landricus, succentor; [Petrus Rufus,... Rogerus Milvus, presbyteri. Laici vero de civitate nostra: Hugo Peronensis, Helinandus, frater archidiaconi; Robertus Malus Vicinus,... Landricus, prepositus; Robertus de Noviol; Robertus, major; Robertus, corduanarius; Radulfus Salatus. De Terota: Rogerus, filius episcopi, et mater ejus et uxor ejus et uxoris nepta; Hugo Normannus. De Cauniaco: Martellus; Iterus, castellanus;... Robertus Crepatus, Hugo Tortus, Petrus Coisnun, Herbertus Peccabilis, Balduinus de Ham, Pisellus de Plessiaco, Radulfus Sotus, Stephanus Rapina, Paganus Hapatarta.... De Vendoilo: Hugo Malvesus, Petrus China, Isembertus, clericus. De Viriaco villa: Galterus, major; Nivardus, Robertus, scabini;... Odo, bolengarius;... Parisienses canonici: Bernerus, decanus; Girbertus, archidiaconus;... Laici Parisienses: Alardus et Leonoldus. Omnes, inquam, isti quorum pretitulata sunt nomina][1] supradicto interfuerunt negocio, prefata M., coram omnibus istis, de preterita culpa absolutionem querente, et cartam antiquitus

[1] Omnia nomina uncinis inclusa desunt in [illegible] Pastorali, ubi tantum legitur: [illegible]

firmatam confirmante; cujus scilicet cartę series subteriori pagina demonstratur, ut ambiguitatis scandalum omnino removeatur.

1067 [1] Notam volumus esse omnibus christianis conventionem quam habuit Gascelinus, advocatus de villa Sanctę Marię, quę dicitur Viriacus, cum Odone decano et Rodulpho preposito et aliis canonicis Sancte Marię, in festivitate Omnium Sanctorum, ante altare sancti Quintini martyris. Injustas enim et advocationi indebitas consuetudines, quas sibi injuste vendicabat, annuente libenter Heriberto comite, filio Otonis, guerpivit; quę sunt scilicet caballi, quos, in hostilitatis expeditionem iturus, sive pro voluntate quodlibet acturus, violenter accipiebat; et, in agendis placitis et legibus, unum suum tantum ministrum cum ministro Sanctę Marię ut constitueret confirmavit, ita ut vademonium legis recipiat homo Sanctę Marię, et eo tenore, ut nulla deprecatio sit facta, nisi communi consilio amborum, id est hominis Sanctę Marię et hominis Guascelini; et quod non amplius quam tres pastus in anno, et hos cum tali mensura, ut homines non sint oppressi. Insuper omnes injuriosas consuetudines, quas sibi rapiebat, guerpivit, nisi viam publicam et latronem et injustam mensuram. Pro salvimento, nisi de habitatis domibus, nichil accipiet. Hominem Sancte Marie in nullo loco justitiabit, nisi in Viriaco villa, et ibi sicut scabini judicabunt et in castello Cauniaco. Ab ullo homine Sanctę Marię teloneum non exiget, et de nulla re justitiam faciet. Et de foro ejusdem castri Cauniaci, Sanctę Marię xx solidi in festivitate sancti Remigii persolvantur. Hanc conventionem Herbertus comes confirmavit, presentibus episcopis qui sollempnitati affuerunt, et eum excommunicantibus qui eam infregerit: Balduino, Noviomensi episcopo; Elinando, Laudunensi episcopo; Guidone, Belvacensi episcopo; Leoberto, Cameracensi episcopo; Adelardo, Suessionensi episcopo. Hujus conventionis testes affuerunt clerici: Elfredus, decanus Sancti Quintini; Vivianus, prepositus; Rogerus, cancellarius: laici: Robertus de Perona, Godefridus, Arnulfus, Albericus de Cociaco. Actum anno incarnationis Domini M° sexagesimo VII°, regnante Philippo rege VII° anno.

Sciendum vero est quia novam cartam, in qua confirmatio veteris

[1] Edit. apud [illegible], *Hist.* [illegible] t. I, p. 70.

quam modo scripsimus cartę, et actio supradicti continetur negotii, fieri dignum censuimus, et sigillo nostro corroboravimus; ut, si quando, aut de confirmatione cartę aut de supradicto negotio, questio oriatur[1], auctoritate presentis scripti terminetur. Confirmata est autem hec carta Suessionis, in presentia domni Cononis, legati, et archiepiscoporum et episcoporum quorum nomina subtitulata sunt et signa, et coram quibusdam testibus, quorum nomina subterscripsimus. ✝ Cononis, legati, signum. ✝ Radulphi, archiepiscopi Remensis, signum. ✝ Signum Lysiardi, Suessionensis episcopi. ✝ S. Guillelmi, Catalaunensis. ✝ S. Lamberti, Noviomensis. ✝ S. Galonis, Parisiensis. Testes vero sunt isti : Rorigo, archidiaconus; Clarembaldus, Attrebatensis archidiaconus; Anselmus, Cameracensis archidiaconus; magister Symon de Dorlenz; Drogo, Attrebatensis decanus; Haimo, Silvanectensis canonicus; Lisiardus et Rainaldus, Parisienses canonici; Hugo Pipardus; Radulfus, abbas Sancti Quintini Belvacensis; Hugo et Robertus, ejusdem ecclesie canonici. Actum publice Suessionis, anno incarnationis Dominice MCXV, indictione VIII, epacta XXIII, concurrentibus III, regnante rege Ludovico anno VIII°, anno vero episcopatus Lamberti, Noviomensis episcopi, I°.

IV.

De Orliaco. — Circa a. 11[illegible].

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Plerumque, Fratres, quibusdam occupationibus multorum caritas prepedita, et integra flagrat in corde, et tamen non monstratur in opere. Monstratur autem, cum Deus peccatoris mentem, secundum propositum voluntatis sue, illuminaverit, et, gratuita miseratione, ad effectum usque perduxerit, qui vult omnes homines salvos fieri, qui cui vult miseretur, et quem vult obdurat. Est ergo caritas que operit multitudinem peccatorum, in qua celestium finis est preceptorum, sine qua nulla fiunt merita beatorum. Excellentior itaque via non potest demonstrari, sine qua, etsi virtutum semitis gradimur, errare tamen possumus confiteri. Non habet igitur

[1] Questio iterum orta est de juribus advocati Viriaci [illegible] jam sæculo duodecimo, et necesse fuit, anno 1193, aliam condere chartam, ad jura advocati Viriaci et jura Parisiensis ecclesiæ expressius definienda. Quam novam chartam vide supra, lib. I, cap. XXV.

ramos boni operis qui non manet in radice caritatis. Hęc autem operatur unus atque idem Deus et Dominus per Spiritum Sanctum, voluntatis bone benignissimum preventorem, gratię largitorem, certum glorie promissorem, anime purgatorem, bonis inaudita premia misericorditer disponentem, qui cotidie ad vineam excolendam nos invitat, et ad horam undecimam venientibus vite denarium non retardat. Exeamus igitur ad Deum et Dominum nostrum extra castra, nec ulterius tabernaculo serviamus. Ego itaque Goiffridus, Dei gratia Parisiorum episcopus, in capitulo Parisiensis ęcclesię inter canonicos nostros residens, diemque judicii mentis oculis considerans imminentem, verumque judicem, triticum suum ventilabro justitię ad liquidum a paleis in judicio permundantem, et triticum quidem in horreo, paleas vero igni inextinguibili tradentem, decrevi quasdam consuetudines, quas in vico qui dicitur Orliacus, non secundum caritatem, diu possederam, necessarium esse et utile penitus dimittendas; quod et feci, et nunquam ab aliquo successorum meorum repetendas anathemate confirmavi. Habebant autem et canonici in eadem villa consuetudines quas, socia caritate, me sequendo, nunquam ab aliquo repetendas, similiter dimiserunt. Erat autem consuetudinis Parisiensi episcopo, quod, secundum possibilitatem uniuscujusque rustici prefate villę, quot septim denarii, vellet, nollet, sibi dabantur mense marcio, totidem vini modios in subsequentibus vindemiis reddere cogebatur episcopo. Erat et canonicorum similis, sed octonis denariis vini coemptio. Erat etiam quod, sine communi ministrorum concordia, usque ad festivitatem beati Martini, que est mense novembri, vendendi vinum nulla dabatur ex consuetudine licentia. Preterea requirebantur, ex consuetudine, in vindemiis, lumbi porcorum in macello venalium; requirebantur et episcopo moissinę uvarum due. Hec igitur omnino destruenda precepi, et precepto destruxi, et ne amplius ibi fieret talis, ex consuetudine, vini coemptio, nec hujusmodi vendendi detentio, nec ista lumborum et uvarum fęda repetitio, modis omnibus interdixi. Si quis autem successorum meorum, seu canonicorum hoc preceptum violare quoquo modo presumpserit, sit anathema in adventu Domini, vermis ejus non moriatur, et ignis anime et corporis illius non extinguatur in secula. ✠ Signum Goifridi episcopi. Signum Fulconis decani. S. Walerannı precentoris. S. Drogonis archi-

diaconi. S. Joscelini archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi. S. Walterii, Meldensis episcopi. S. Goderanni sacerdotis. S. Roberti sacerdotis. S. Haimonis levitę. S. Girardi levitę. S. Arnulfi levitę. S. Widonis subdiaconi. S. Wilelmi subdiaconi. S. Stephani. S. Rainaldi pueri. S. Walteri pueri. S. Hugonis pueri. Wlgrinus cancellarius scripsit.

V.

De Sancto Eligio[1]. [illegible]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ratio quidem et sanctarum Scripturarum monet actoritas, *etc.* Omnibus igitur notum fieri volumus, monasterium Sancti Eligii Parisiensis ordini quidem monacharum antiquitus fuisse deputatum; sed tandem, diabolico instinctu, fragilis ille sexus ad tantam turpitudinis prolapsus est miseriam, ut publice secularitati impudenter adhęrens, voto castitatis rupto, proposito religionis penitus abjecto, templum Dei speluncam fornicationis effecerit, et vocem nostrę ammonitionis et correptionis nullatenus audierit. Ego igitur Galo, Dei gratia Parisiorum episcopus, et Guillelmus archidiaconus tantum scandalum, tantam pestem minime ferentes, ex pręcepto quidem domini papę Paschalis, ex consilio regis nostri Philippi et filii sui Lugdovici, hortatu etiam canonicorum nostrorum, infames et incorrigibiles personas, pro turpitudine vitę, a prędicto monasterio eliminavimus et omnino alienavimus, et altiori religionis ordine, cum Dei auxilio, sanctum locum decoravimus. Noverint igitur omnes, tam posteri quam pręsentes, quia monasterium Sancti Eligii, cum omnibus ad illud pertinentibus, ęcclesię Beati Petri Fossatensis, salvo quidem jure Parisiensis ęcclesię, perpetuo habendum concedimus; ita scilicet ut abbas Fossatensis prędictum monasterium tanquam cellam suam possideat, et in monachos illic Deo militantes plenam ac perfectam abbatis potestatem exerceat. Institutum tamen est, ut duodecim ad minus monachi, cum suo priore, ad serviendum Deo illic apponantur, qui, juxta regulam sancti Benedicti, ad ordinem tenendum sufficere videantur. Sciendum vero est quia illam eandem potestatem, quam pre-

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. I, p. 765, in *Gall. christ.*, t. VII, instr. col. 42, etc.

decessores nostri in monasterium Sancti Eligii et in abbatissam illius loci antiquitus habuerunt, nos in abbatem Fossatensem ex integro habemus, et in perpetuum retinemus, quantum scilicet ad cenobium Sancti Eligii et ad res illius monasterii pertinere videtur. Sed, ut totius altercationis molestia in posterum excludatur, quid potestatis episcopus, quid juris aut consuetudinis canonici Sancte Marię, tam in abbatissam quam in monasterium illud, prius possederint et modo possideant, evidenter et aperte distinximus. Sciendum igitur est quia, quotiens Parisiensis episcopus abbatissam ad justitiam vocavit, illa, procul dubio, omnem exequutura justitiam ante episcopum se pręsentavit. Si autem vel servus, vel ancilla, vel hospes illius monasterii contra personam episcopi aut contra proprias res illius aliquid forifecisset, abbatissa, audito prius episcopi mandato, in pręsentia episcopi illos ad justitiam faciendam adduxisset, et, post justitiam episcopi, abbatissa suos districtus accepisset, si voluisset. Quod si abbatissa servos vel ancillas illius monasterii libertate donare, aut terram alienare, aut manufirmam facere voluisset, nullam potestatem, nullam id faciendi licentiam habuisset absque assensu episcopi, et absque carta sigillo ejus et cancellarii firmata. Hanc ergo potestatem in abbatissam et in monasterium Sancti Eligii antecessores nostri habuisse dinoscuntur, et nos quoque in abbatem Fossatensis ęcclesię eandem potestatis dignitatem, ut superius determinatum est, obtinemus; nichil scilicet nostri juris relinquentes vel relaxantes, sed tantummodo abbatiam in cellam commutantes. Canonicis vero Beatę Marię predictum monasterium Sancti Eligii per singulos annos duos pastus, ex debita consuetudine, persolvit; unum scilicet in festivitate sancti Pauli, alterum in festivitate sancti Eligii; ita scilicet quod uterque pastus in refectorio canonicorum recipitur. Consuetudo etiam est, ut conventus prefati monasterii, una cum canonicis Beatę Marię, processiones faciant et in diebus Rogationum, et in die Ascensionis, et in funeribus canonicorum. Alias etiam processiones aut pro aeris serenitate, aut pro aliqua tempestate sive necessitate, si canonici facere disposuerint, necesse est predictum conventum canonicorum instituta sequi, eosque, si mandaverint, in his processionibus semper comitari. Illud etiam silentio preterire nolumus quia, quotiens mater ęcclesia a divino officio cessaverit, cenobium Sancti

Eligii ex necessitate cessare et tacere oportebit. Sub hac igitur distinctione, potestatem, jura, consuetudines, tam episcopi quam canonicorum, breviter comprehendimus, ut nulla de cętero controversia oriatur, et jus et consuetudo utriusque ęcclesię presenti privilegio defendatur. Salvo igitur, ut dictum est, jure Parisiensis ęcclesię, assensu quidem regis nostri, Philippi, et filii ejus, Lugdovici, comuni etiam canonicorum nostrorum concessu, ęcclesię Beati Petri Fossatensis monasterium Sancti Eligii in cellam possidendum concedimus : ea videlicet ratione, ut, quotiens Fossatensis abbas debitam professionem in Parisiensi ęcclesia fecerit, ibidem, in presentia episcopi, profiteatur monasterium Sancti Eligii, ex dono episcopi, ex beneficio Parisiensis ęcclesię, se habere et possidere. Volumus etiam illud determinare, quia homines prędicti monasterii in exercitum regis, inconsulto episcopo, nullatenus debent ire, sed abbas aut prior, ex consilio et mandato episcopi, illos debent monere et in exercitum mittere. Diffinitum est etiam quatinus, in festivitate sancti Eligii, canonici Sanctę Marię dextrum chorum, monachi vero sinistrum teneant; ita scilicet ut, cum canonico illo qui chorum tenuerit, aut prior aut cantor monachorum ad chorum tenendum recipiatur, et nulla alia persona ad id faciendum admittatur. Missam vero aut abbas aut prior cantabit; et si neuter interfuerit, aliquis ex clero nostro illam celebrabit. Sciendum vero est quia, illo die, predictus pastus reddetur, scilicet ex sex porcis vivis et sanę carnis, ex duobus modiis vini et dimidio, ad mensuram nostri claustri, et ex tribus sextariis frumenti bene vanati. Pastus vero, qui redditur in festo sancti Pauli, de octo constat arietibus, et duobus modiis vini et dimidio sextario, et ex duobus sextariis et dimidio frumenti bene vanati, et ex sex denariis et obolo. Ut autem hec concessio et institutio inconcussa permaneat, presentem cartam fieri precepimus, et in signum perpetue firmitatis sigillo nostro illam signavimus, et manibus canonicorum nostrorum firmandam tradidimus. ✠ Signum Galonis, episcopi. S. Berneri, decani. S. Adę, precentoris. S. Guillelmi, archidiaconi. S. Stephani, archidiaconi. S. Rainaldi, archidiaconi.... *etc.* Actum publice, in capitulo Sanctę Marię, anno incarnationis Dominicę M° C° VII, indict. XV, epacta XXV, concurrente I, Philippo rege regnante anno quadragesimo VII°, anno episcopatus Galonis III°. Girbertus cancel-

larius scripsit. Si quis hanc diffinitionem violare presumpserit, anathema sit.

VI.

Sept. 1005. De altaribus Vernolii, Machili, Cellis et Steoville.

Imperante auctoritatis summę serenissimo favore, Leotericus, Senonum archipresul illustrissimus, christicolis in orbe degentibus universis pignus pacis cum felicibus incrementis gemine salutis. Noverit cętus rei publice, immo cunctorum concio sedis nostre fidelium, quoniam, divini judicii et inexorabilis memores periculi, pietatis utiliter cogimur immorari preceptis, scilicet ut quicquid supplicii, pro humana fragilitate, sumus obnoxii, per officia debitę charitatis et alterna fraternę dilectionis impendia sanctorum, precipue per amoris et servitutis incendia, facile sit expurgatum, et quicquid dignum queritur venię nichil negari nostrę detur fragilitati. Unde sentiat amplitudo christiani nominis munificentiam nostre serenitatis ordinanter, privatis etiam et publicis cum pluribus conventam negotiis, erga frequentiam provide dilectionis domni et karissimi nobis Ragnoldi, Parisiorum pontificis, nec non et congregationis sancte Marie, gloriose cultricis jam dicte sedis, et nichil nostris dignius fieri votis, quam ubi eorum obsequi studiis. Qua spe roborati et precum sub arma collecti, prenominate sedis Parisiorum canonici, oborta humilitate, Senonum presidia subeuntes, nostram accesserunt presentiam, rogantes sibi optata concedi de quatuor altaribus nostre diocesi subjacentibus. Quorum orata cordis sereno suscipientes et celestis curie palacia nobis quam successoribus nostris mercari curantes, in amore agni divini et in devotione sancte Dei genitricis Marię omniumque supernorum civium, et pro ambarum utilitate partium, concessimus, in publica Senonensis ecclesie synodo, cum assensu Ragenoldi, archidiaconi nostri, ex cujus ministerio esse videntur, prenominatis canonicis, quatuor altaria: videlicet, altare de Cellis, in honore sancti Germani dedicatum, et aliud in Vernoilo, in nomine sancti Petri; aliud quoque in Steovilla, in nomine sancti Germani; aliud quoque Machelo, in nomine sancti Germani. Et hec quidem altaria, per interventum domni pontificis Ragenoldi, tali tenore obtulimus canonicis Parisius, Sancte Marie servientibus, ut, pro habenda inibi jugiter nostri nostrorumque successorum memo-

ria, finetenus teneant, regant, atque possideant, sine alicujus repetitionis infestatione et calumpnia, et ut nunquam de cetero, nobis vel posterioribus, aliquod debitum vel servitium profiteatur, preter annotinas et sinodos, et circadas etiam et nostris ordinibus debitas subjectiones, et ut, absque ulla controversatione aut inquietudine quorumquam successorum nostri, archimandritarum videlicet seu archidiaconorum, ab hinc in reliquum, canonici Sancte Marię prelibata altaria et omnia sibi pertinentia secure teneant atque possideant. Et ut hec conscriptio majorem per succedentia nobis tempora vigorem obtineat, coram nostris fidelibus et sancta sinodo, manu propria eam subterfirmavimus, nostrisque fidelibus roborandam obtulimus. Si quis autem, post nostri excessum, quod non speramus futurum, aut archiepiscopus, vel archidiaconus seu aliqua persona, contra hoc decreti cyrographum consurgere temptaverit, et id adnullare vel infringere conatus fuerit, noscat se anathematizatum esse et perpetua maledictione obligatum sancte ac individuę Trinitatis, videlicet Patris et Filii et Spiritus Sancti, nostro conficiente officio, sitque sociatus claustris infernalibus, cum diabolo et angelis ejus, cum Juda, traditore Domini, et cum Dathan et Abiron et hiis qui in seditione Chorę perierunt, nisi resipuerit, et ad dignam emendationem vel satisfactionem altari et canonicis Sancte Marię, quibus justum debetur, penitendo oppetierit. [1] Leotericus, miseratione Dei archiepiscopus. S. Raginoldus, archidiaconus. S. Ragenardus, archidiaconus. S. Anstasius, archidiaconus. S. Fromundus, archidiaconus. S. Frodo, archidiaconus. S. Hugo, archidiaconus. S. Bernardus, archipresbiter. S. Rodulfus, archipresbiter. S. Salo, archipresbiter. S. Robertus, archipresbiter. S. Berengerius, archipresbiter. S. Fulco, archipresbiter. S. Euvrardus, archipresbiter. Data mense septembris, regnante Roberto, rege Francorum, anno VIII. Isembardus, cancellarius, subscripsi.

VII.

De terra Caisilis Sancto Marcello data [illegible]

Quoniam in pręsentis sęculi vertigine multa subverti vel in diversa videntur mutari, *etc.* Quia ergo plures, plurima subversione eorum quę

[1] In parvo Pastorali legitur solummodo: *Signum Leoterici, archiepiscopi. S. Raginoldi, archidiaconi et aliorum canonicorum.*

bene facta putabantur, male frustratos cognovimus, dignum duximus, ego videlicet, Rainaldus, episcopus, et W.[1], decanus, per assensum congregationis nostrę sedis, ad notitiam futurę successionis, scripturę testimonio, commendare qualiter quandam causam determinavimus, quam cum Huberto, Sancti Marcelli decano, ejusque congregatione habuimus. Hic siquidem nostram prȩsentiam adiens, humiliter expetivit, ut sibi quandam terram de indominicatura fratrum concederemus, quę jacet in villa Cansilis nuncupata. Est enim unus mansus terrę cum vineis, hospitibus et terra arabili. Quorum petitioni faventes, eis prefatam terram concessimus, ut eam ex integro in perpetuum teneant; eo tenore scilicet ut, pro unoquoque nostro canonico, postac morituro, tricesimum exequiarum expleant. Cujus causę, quemadmodum dictum est, diffinitę presens scriptum sub cyrographo fecimus. Quod quicumque subvertere vel immutare voluerit, a Deo et a sanctis ejus alienatus et excommunicatus sit, sine fine cum diabolo periturus.

VIII.

[illegible] De torcularibus Spedone

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Scire volumus omnes, tam posteros quam presentes, quoniam hominibus de Spedona villa et eorum hȩredibus torcularia sua in perpetuum habenda concessimus; ea quidem conditione semper servata, quod nullus eorum alterius vindemiam, sed propriarum dumtaxat vinearum racemos, unusquisque proprio premat torculari. Quod si, ut sepe contingit, vineas suas aliquis, per fratres aut sorores, aut filios aut filias, aut cȩteros heredes, dotali lege aut hȩreditario jure, distribuerit, a quo hȩreditas vinearum descenderit, racemos vinearum ita distributarum ad torcular ejusdem hominis dividentis asportari et comprimi inrefragabiliter permisimus. Et, ne longo temporum spatio hujus pauctionis intercurreret oblivio, litteris presentibus memorie commendavimus, et eorum nomina, quibus hoc annuimus, in hac carta subscripsimus. Buchardus, filius Petri. Harnulfus, major. Legardis, cum participe suo. Barnardus, cum Alberto, participe suo. Guillelmus de Minardi Villa. Petrus, clericus, cum fratribus

[1] W[illegible]

suis. I[1]. Monachi de Sancta Trinitate. I. Guilelmus, filius Loscionis. I. Hubertus, filius Iteburgis. Alberga, cum Goifrido, participe suo. I. Alberga, uxor Odonis. Odo, frater Vitalis. Hersendis, uxor Tebaldi. Beliardis et filii ejus. I. Ermenfredus. I. Garinboldus. I. Radulfus, presbiter. I. Noe, filius Iteburgis. I. Orioldis, uxor Hatonis. Avelina, uxor Guillelmi. Garinus Botisparra. Iteburgis, uxor Roberti. Guido, cum Grimoldo. Odo de Cruce. Albereę vero et ejus hęredibus concedimus ut racemos suos nostris premat torcularibus, et pressura sit sua propria.

IX.

Sancti Mederici preceptum. Circa an. 1006.

Inter cętera apostolorum prędicamenta, *etc.* Rainoldus, non meis exigentibus meritis, sed gratia pręveniente Redemptoris, Parisiacensis episcopus, notum fieri volo omnibus coepiscopis nostris, presbiteris, diaconibus, seu cunctis utriusque ordinis, clericorum scilicet ac monachorum, tam pręsentibus quam et futuris per ventura tempora succedentibus, qualiter canonici Sanctę Marię Parisiacę sedis nostram serenitatem adierunt, humiliter deprecantes ut, ob amorem Dei omnipotentis et sanctę Marię ejus genitricis atque sancti Petri apostoli et sancti Mederici confessoris, et ut memoria nostra ac successorum nostrorum in eorum loco perpetualiter habeatur, quoddam altare in honore sancti Petri et sancti Mederici dedicatum, in suburbio Parisius, eis in perpetuum possidendum concederemus; quod ita et fecimus, archidiacono nostro Elisiardo, ex cujus ministerio est, assensum prębente; eo videlicet ordine ut, quamdiu Herbertus, noster canonicus, advixerit, pręfatum altare teneat; post discessum vero ejus, canonicis Sanctę Marię perpetualiter concedo, absque alicujus contradictione vel donatione seu venditione, et ut nunquam amplius nobis seu posterioribus nostris aliquid debitum vel servitium persolvent, nisi tantum eulogias, sed absque ulla inquietudine alicujus episcopi seu archidiaconi, ab hodierna die et deinceps, supradicti canonici Sanctę Marię pręfatum altare cum ecclesia, et quicquid ad eum pertinere videtur, secure teneant atque possideant. Et ut hec descriptio majorem per tempora obtineat vigorem,

[1] Hic et postea subaudiendum videtur *[illegible]*

coram nostris fidelibus et sancta sinodo, manu propria eam subterfirmavimus, manibusque archidiaconorum nostrorum ceterorumque clericorum corroborandam tradidimus. Si quis autem, quod futurum non credo, post mortem nostram, aut episcopus loco nostro succedens, seu archidiaconus vel aliqua persona, contra hoc scriptum surgens, infringere conaverit, sciat se, ex auctoritate Patris et Filii et Spiritus Sancti et sanctorum Patrum nec non et ex ministerio nostro, excommunicatum, sitque ei pars cum Dathan et Abiron in inferno exteriori, ibique claudatur picæo caverno, nisi resipuerit, et ad emendationem seu satisfactionem, ante altare Sancte Marie cujus dominio traditus est, penitendo confugerit. S. Rainoldi, Parisiorum episcopi.

X.

[illegible] De villa Compensi.

Inter canonicos Beatę Marię Parisiensis et Robertum, Anseisii filium, talis conventio facta est. Post multa mala nobis a Roberto illata, cum ipse nobis conciliaretur, in vico qui vocatur Compensis, atrium nostrum ab omnibus consuetudinibus absolutum nobis concessit. Nos vero quinque arpennos terrę arabilis, quorum quisque censu sex denariorum accensitur, in eodem vico habere sibi concessimus. Hoc annuente Hugone, comite Domni Martini, et uxore et filio ejus; hoc idem concedente vice comite Letaudo, uxore et filio ejus; hoc etiam eodem Roberto et uxore sua per omnia deprecantibus et annuentibus. Bernardo, Gisleberto et filio ejus; Ansoldo, filio Forlignei; Radulfo, pincerna; Lantberto; Nicholao; Odone, majore; Alberto et filio ejus, concessionis hujus testibus existentibus.

XI.

[illegible] De altari Spedonę.

In nomine unius et individuę Trinitatis. Cum in cupiditatis tyrannide, *etc.* Quia vero caritati, que Deus est, humilitatem nostram placere speramus, si caritatis opera faciamus, indignum est necessaria petentibus abundantes petita negare atque eorum precibus aurem misericordie non prebere, cum ipse nos petere imperet, ac se promittat

daturum, pulsare et se aperturum. Ego igitur Agobertus, Carnotensium episcopus, Dei gratia, ejus vestigiis inhęrere utile esse et honestum intelligens, Parisiensium canonicorum et eorum pręsulis, domni Ymberti, precibus aures exauditionis aperio, ut quos, consulendę ecclesię nostre hactenus, Dei gratia et sua, non defuisse sensimus, beneficio nostro, quia digni sunt obligati, amodo ingrati nusquam appareant, sed quod prius nullisque pręcedentibus meritis dabant, jam debitores facti, liberius exsolvant. Do ergo fratribus prędictis in communi habendum altare Spedonensis ęcclesię, ut nunquam, vel a me vel ab aliquo successorum meorum, aliqua ejus redemptio exigatur, sed id teneant atque possideant, sine alicujus repetitionis infestatione et calumpnia: solvere tamen inde sinodum ac circadam non negligant, ne res ęcclesiastica omnino a manu episcopi remota videatur. Si quis vero hoc donum, quod bonum esse pauci nesciunt, qui sciant quia quorum finis bonus est ea etiam bona sunt, si quis, inquam, adnichilare ac destruere temptaverit, auctoritatis divinę et pusillitatis meę anathemate jure percussus, quia quod bonum est destruens a nullo negatur esse malus, sciat se pęnis affligendum infernalibus, atque ęterno dampnandum incendio. Ut autem hoc donum per succedentia tempora firmum et stabile permaneat, archidiaconi Sygonis manibus roborandam obtuli cartulam, cęterisque ęcclesię nostrę pręfectis, quorum hęc sunt nomina. ✝ S. Agoberti, pręsulis. S. Guillelmi, pręcentoris. S. Hugonis, Carnotensis. S. Ascelini, presbiteri. S. Huberti, sacerdotis. S. Landrici, abbatis. S. Fulcherii, archidiaconi Carnotensis. S. Hugonis, decani. S. Fulcherii, archidiaconi Dunensis. S. Ernulfi, cantoris. S. Ivonis, prępositi. S. Hildegarii, subdecani. S. Gerogii, prępositi. S. Rotberti, subcantoris. S. Guidonis, prępositi. S. Sygonis, archidiaconi. S. Ingelranni, signatoris. Et, ne ab aliquo successorum meorum hoc donum evertatur, sciant fideles ecclesię hoc sibi me eo tenore dedisse, ut illi et successores sui mihi meisque successoribus solvant, unoquoque anno, Parisius, si requisierint, c albos panes, duos modios boni vini Parisiacenses, quinque friscingas; aut, si tempus fuerit, decem arietes, gallinas duodecim, avenę modium unum Parisiensem.

XII

Circa 1041

De altari Liricantus.

In nomine summę et individue Trinitatis. Divina propitiante clementia, Helduinus [*al.* Gelduinus], Senonum archipręsul, christicolis omnibus in orbe degentibus pacis pignus incrementaque totius salutis. Noverit omnium sanctę matris Ęcclesię nostręque sedis concio fidelium, clericorum videlicet atque monachorum nec non etiam laicorum, munificentiam nostrę serenitatis, qualiterque domni et karissimi nobis Imberti, Parisiorum ęcclesiam decenter moderantis, necnon et congregationis sanctę et gloriosę Dei genitricis Marię, tremendi memores judicii, petitionibus jure justis acquieverimus. Pręnominatus etenim pręsul, sibi subditi jam dictę sedis canonici, nostram accesserunt pręsentiam, rogantes sibi optatam litterarum fieri annotationem, de quodam altari nostrę subjacenti diocesi, dedicatum in honore sancti Petri atque sancti Maturini, in villa quę dicitur Liricantus, sive quidem Largus Campus. Quod quidem beatę memorię domnus antecessor Leotericus, pluribus acceptis se facturum pollicitus beneficiis, pręventus morte, nequiverat, cum primum jam illud altare pręlibatis concessisset fratribus, perficere. Nos autem illorum orata corde benigno suscipientes, curiamque patrie celestis, tam defuncto patri Leoterico quam nobis nostrisque successoribus, mercari cupientes, concessimus, in amore Dei sueque genitricis, pretitulatum altare, sub litterarum annotatione, interventu domni Imberti, presulis, canonicis sepe dictis Sanctę Marię Parisius probabili obsequio famulantibus; tali vero tenore ut, pro habenda inibi domni Leoterici, necnon nostri nostrorumque successorum, memoria, jugiter teneant, regant, regendoque possideant, nullumque nobis amodo vel successoribus nostris debitum aut servitium, exceptis sinodis et circadis, exolvant. Si quis autem, post excessum nostri, quod minime credimus futurum, archiepiscopus vel archidiaconus seu aliqua persona, contra hoc nostri decreti cyrographum consurgere temptaverit, vel infringere conatus fuerit, anathematis jaculo percussus, cum Dathan et Abiron, Juda quoque, Domini traditore, dampnetur, nisi resipuerit et ad dignam emendationem vel satisfactionem venerit. ✝ Signum Hilduini, archiepiscopi Senonensis.

XIII.

Preceptum de altaribus Roseti et Moreti a Machario, Meldensi episcopo, interventu Raginaldi, episcopi, Sanctę Marię collatis[1]. 17 jan. 1011

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ego Macharius, Sanctę Meldensis ęcclesię, non meis exigentibus meritis, sed divina miseratione prędestinatus, pontifex, notum fieri volo omnibus sanctę Dei Ęcclesie fidelibus, tam futuris quam etiam presentibus, quia nostram pręsentiam convenit domnus et in officii munere socius pontifex Rainaldus cum Alberico decano et cęteris Sanctę Marie senioribus mihi in canonicatu confratribus, petens et postulans ut Sanctę Marie canonicis duo altaria sub precepti testamento in perpetuum habenda in nostro episcopatu concederemus, unum videlicet in loco qui dicitur Rosetum, in honore sanctę Marię dicatum, alterum apud Moretum, in honore sancti Petri pretitulatum. Quorum petitioni aurem favoris accomodans, per deprecationem Fulconis, archidiaconi nostri, et Gisonis, vice Lisiardi archidiaconi in archidiaconatu residentis, et per assensum cleri nostri reliquorumque fidelium, eis prędicta altaria contulimus perpetuo possidenda, ita ut circada et synodus jure debito persolvatur. Et ut hęc pręcepti assercio per cuncta tempora rata permaneat, manu propria subterfirmavimus, fidelibusque nostris clericis et laicis roborandam dedimus, sanctęque synodo eciam ad firmandum offerendam decrevimus. Quod si quis, *etc*.... Actum Meldis publice sub die sexto decimo kal. februarii, regnante Roberto rege, anno II° episcopatus nostri. ✝ Signum Macharii pręsulis. S. Fulconis archidiaconi.... S. Alcheri, archipresbiteri et eunuchi. Hoc pręceptum Walterus episcopus, Ymberti pręsulis petitionibus, in Meldensi refectorio firmavit, cum Hugone decano et cęteris fratribus, nec non etiam aliis suis fidelibus. ☧ Signum Henrici cancellarii.

XIV.

Exemplar de omnibus villis[2]. 829.

Omnium quidem maximeque domesticorum curę esse episcopo

[1] Hanc chartam, ad annum 1017 relatam, edid. Duplessis, *Hist. de Meaux*, t. II, p. 7.

[2] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. I, p. 349.

necesse est, *etc*. Ego Inchadus, divina ordinatione Parisiace civitatis episcopus, *etc*. Igitur cognoscat omnium secutura posteritas presulumque nobis succedentium pia paternitas, quia petierunt a nostra exiguitate fratres nostri sanctę matris Ęcclesię, cui, miserante Deo, deservimus, ut, metu futurorum casuum propellendo, attribueremus eorum stipendiis quasdam villas de rebus ipsius matris Ecclesię, quarum reditibus et ipsi suam necessitatem propellerent, et episcopum multorum molestiis assidue exagitatum non inquietarent. Quorum nos petitioni assensum prebentes, in ecclesia que est in honore sancti Stephani prothomartyris, coram ipso sacrosancto altari, in pręsentia venerabilium virorum ob Dei causam ad synodale concilium apud Parisiorum urbem convenientium [1], Ebonis videlicet archiepiscopi, Aldrici archiepiscopi, Ragnoardi archiepiscopi, Landranni archiepiscopi, Jone episcopi, Jesse episcopi, Rantgarii episcopi, Rothadi episcopi, Adalelmi episcopi, Hildemanni episcopi, Godofredi episcopi, Freculfi episcopi, Wiladi episcopi, Theodiscli episcopi, Amathei episcopi, Altgarii episcopi, Franconis episcopi, Bernoini episcopi, Haribaldi episcopi, Helie episcopi, item Jone episcopi, Hugberti episcopi, Fulcharii episcopi, Hemberti episcopi, quasdam villas cum earum reditibus eorum stipendiis dedimus vel delegavimus, quarum nomina sunt hec : Ondresiacum cum omni integritate, Hileriacum cum omnibus ad se pertinentibus, Aureiacum et Caviniacum et Castanedum cum cunctis quę illis adjacent, Bamolum et Lagiacum et Steovilla cum universis que pertinent ad eas, insuper et fundos quos fidelium liberalitas stipendiis eorumdem fratrum delegavit, videlicet Sulciacum, quem Stephanus, illustris vir et pie recordationis comes, nec non et uxor ejus Amaltrudis eorum usibus delegaverunt; ita tamen ut tertia pars ejusdem villę luminaribus ecclesie cederet; sed et medietatem nonarum eis attribuimus, que de rebus ecclesie nostrę ab eis qui eis utuntur nostre ęcclesie conferuntur. Hec ergo omnia, paterna caritate devinctus, petitioni fratrum nostrorum ego Inchadus promptissime favens, ut jam prelibavimus, eorum usibus deputamus, ob Dei omnipotentis servitutem propensius exhibendam et ut caritatem uberius proferendam, quatinus non solum pro statu sancte

[1] Concilium quod indixerat Ludovicus Pius. Vide Labbe, *Concil.* t. [illegible], col. [illegible]

ecclesię, sed et pro pace et incolumitate domni Ludovici regis, prolisque ejus totiusque regni ejus statu, necnon et pro meę absolutione animę, fidelissime ac devotissime Domini misericordiam exorent. Insuper et tectorum curam fratribus deputatorum, ne conlapsa depereant, ad se pertinere noverint. Statuimus etiam ut supervenientes fratres, tam canonicos quam monachos, de aliis congregationibus, hoc summopere provideant, ut cum caritate eos suscipiant, eosque in cibo et in conlatione sibi participes faciant. Decima quoque earumdem villarum, id est de indominicato tantum, detur ad integrum ad illud hospitale pauperum quod est apud memoriam beati Christofori, ubi fratres tempore statuto pedes pauperum lavandi gratia contiuant. Petimus autem successores nostros, in domini nostri Jhesu Christi amore et fraterne intuitu dilectionis, ut hoc nostrum statutum inviolabiliter manere permittant, quatinus et nos studii nostri atque devotionis remuneremur mercede, et vos pro parilitate operis donemini ęterna felicitate; credimus enim non minorem retributionem manere bene inchoantes quam bene inchoata studio propensiore felicibus votis atque nisibus prosequentes. Hoc autem nostrum statutum, ut pleniorem in Christi nomine obtineat firmitatis vigorem, manus nostrę signaculo subsignavimus, manibusque spectabilium personarum roborari decrevimus. † Signum Inchadi, Parisiacę civitatis episcopi, qui hoc privilegium pontificali auctoritate fieri jussit, et, ob amissionem luminum, scribere nequivit. Ebbo, divino munere sanctę Remensis ęcclesię archiepiscopus, huic constituto a nobis canonice promulgato subscripsi. Aldricus, sanctę Senonicę sedis archiepiscopus, hoc decretum subterroboravi. Raginoardus, sanctę Rodomensis ęcclesię archiepiscopus, id statutum roboravi. Landrammus, Turonensis archiepiscopus, huic constituto subscripsi. Amatheus, episcopus, id statutum subterroboravi. Alitgarius, episcopus indignus, huic decreto subscripsi. Franco, episcopus, hanc consensionem inferius roboravi. Bernoinus, episcopus, hoc statutum subscripsi, *etc.*

XV.

De Stevilla — Circa [illegible]

Hęc est conventio quam fecit Imbertus episcopus contra Albertum militem et uxorem ejus de potestate Steuville. Omnes consuetudines

dimisit, nisi illas quę ad vicariam pertinent, scilicet sanguis, bannus, captura, incendium, latro; excepta trossa una straminis de unaquaque domo, et hoc semel in anno, et talem trossam quam portet caballus vel asinus. Ad hoc, de nullo forisfacto aliquem hominem non justiciabit, nisi de illis forisfactis que superius sunt scripta, et illa per testes idoneos, qui vel viderint vel audierint hoc unde ille appellabit. Hec autem justicia in potestate et non in castello aut alio loco fiat. Quod si homo ille qui appellatus fuerit se per bellum defendere voluerit, respectum septem dierum habeat, et interim Parisius ad canonicos veniat, ut illis et preposito notum faciat, et sic in spacio septem dierum cum preposito vel cum misso ejus ad castellum ad legem faciendam redeat. In atrio nullam consuetudinem habeat omnino.

XVI.

Circa an. 108.

De consuetudinibus Steovillę

Notum fieri volumus omnibus christianis fidelibus, quod domnus Guido de Firmitate et uxor ejus Adeleisda, pro remedio animarum suarum, omnes consuetudines justas vel injustas quas habebant in tota terra Steoville et Boschelt et Alben, et viatoriam cum vineis que sunt in supradicta villa Boschet, ecclesię Sanctę Marię Parisiensi dederunt. Quod si aliquis infringere, quod non credimus, temptaverit, auctoritate beatorum apostolorum Petri et Pauli et omnium sanctorum excommunicamus et anathematisamus, et a liminibus sanctę matris Ęcclesię sequestramus, ut sit pars ejus cum Dathan et Abiron, quos vivos terra deglutivit. ✠ Signum Guidonis. S. Adelaisdę. De qua re sunt testes ex nostra parte: Johannes decanus, cujus prudentia et auxilio hoc fuit factum; Ysembardus, prepositus Steoville.... Benedictus de Dravel. Odo de Jamcullul.... Landricus, major Steoville.... Et ex parte domni Guidonis et uxoris ejus Adelaisdę: Bernodalius Potinus.... Ansellus de Brueries.... Roscelinus de Muro, Girardus de Neneleia.... Garinus viator.

XVII.

De foro Roseti. (Circa a. 102[illegible])

He sunt conventiones quas habuerunt Franco, Parisiorum episcopus, et sui canonici contra Hilduinum comitem, a comite Odone[1] Parisius missum, de advocatione ville que Rosetus dicitur, quem misit ut annueret quod judices recte judicassent. Est judicatum quod advocatus debet habere in Roseto unum mansum terre et unum receptum semel in anno, a Pascha usque ad Pascha, cum xxx^ta hominibus, et sui equi annonam et farraginem, quem recipiet in domo majoris Sancte Marię; de pasnahio silve medietatem. Et si quis, a die istarum conventionum, silvam extirpaverit et agriculturam ibidem fecerit, precepto canonicorum, dimidiam partem census qui inde exierit advocatus habebit. Si vero sine voluntate canonicorum hoc factum fuerit, medietatem forisfacti; et postea silva recrescat. Deinde dederunt episcopus et sui canonici Gozberto, tunc temporis ejusdem villę advocato, medietatem telonei et justitie ex forensibus ad mercatum venientibus, exceptis hominibus Sancte Marie ejusdem ville et quacumque ex parte venientibus; tali scilicet conventione ne postmodum in predictam villam indignas consuetudines mittat, neque in mercato cuiquam aliquid tollat, nec etiam suis hominibus dum in mercato fuerint. Et si in foro aut in villa ipse idem aliquid ceperit, et per sacramentum comprobare poterit se sciente illud non factum esse, infra mensem quo monitus fuerit a preposito Sancte Marię, capitale solvat et legem. Si quis vero suorum, infra prescriptum terminum quo a preposito amonitus fuerit, eum justificabit, et capitale cum lege reddi faciet. Quod si noluerit, donum mercati forfactum absque emendatione habebit. Episcopus Franco, Ingelardus decanus, Lisiardus archidiaconus et prepositus, Radbodus archidiaconus.... Hilduinus, Manasses, Ivo comites....

XVIII.

De Undusi[2]. (31 mart. [illegible])

In nomine regis ęterni, Rainoldus, Dei clementia Parisiorum episco-

[1] Fort. Odo II, Campaniæ et Briæ comes. — Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. I, p. 606, et
[2] Alias, *De Andresiaco*. Hanc chart. ediderunt auct. *Nov. Gall. Christ.*, t. VII, instr., col. 24.

pus. Notum fieri volumus omnibus sancte Dei Ecclesie fidelibus, tam presentibus quam et futuris, quia, per deprecationem fratrum congregationis sancte Marie, cuidam femine, cujus vocabulum est Oda, quandam terram, consistentem in pago Vilgasino, ex Undrisiaca potestate, videlicet dimidium mansum cum suis appendiciis, terris cultis et incultis, una cum assensu canonicorum nostrorum, jure censuali concessimus, et litteras manus firmitatis exinde fieri ei jussimus; eo videlicet ordine ut, quamdiu supradicta mulier Oda et filia sua Ermengardis uniusque eorum heres, quemcumque elegerint, advixerit, omnia supradicta secure teneant atque possideant, sed omni anno in festivitate sancti Remigii partibus supradictorum fratrum solidos II persolvant; et si negligentes ex ipso censu extiterint, legaliter emendent et quod tenere videntur nullatenus perdant. Habeant etiam licentiam plantandi, edificandi, sive excolendi. Et ut hec carta majorem habeat vigorem, manu propria eam corroboravimus, manibusque canonicorum nostrorum ac fidelium laicorum roborandam tradidimus. Actum Parisius, pridie kalendas aprilis, anno V regnante Hugone serenissimo rege, episcopatus nostri primo. ℟ Ego Rainaldus, Parisiorum episcopus, subscripsi. Signum Hilarii decani. S. Adelelmi cantoris. S. Albrici archidiaconi, etc. Ego Heldandus cancellarius me presente fieri jussi.

XIX.

[illegible] De Buxis villa et Cabiosis[1]

In nomine regis eterni. Ego Franco, annuente Dei clementia, Parisiorum humilis episcopus, notum fieri volumus tam presentium etati quam futurorum posteritati, quia domnus Rainaldus episcopus, noster predecessor, dedit quasdam villas, inconsulte et absque consilio regalis potestatis, de mensa episcopi, videlicet Buxas et Cabiosas, sitas in comitatu Vuastinensi, Gosfredo, comiti Landonensis castri[2]; quod et factum est pro nulla utilitate ecclesie, sed propter vuerram et discordiam que tunc temporis erat inter patrem suum nomine Burchardum et comitem Odonem, que et ita longo tempore permansit. Postea vero, auxiliante Domino nostro atque genitrice ejus Maria, necnon patrocinante juvamine domini nostri piissimi regis Roberti atque Constantie,

[1] [illegible] [2] [illegible]

ejus conjugis, nobilissime regine, et per nostram apud eos humilem deprecationem, talis facta est conventio inter nos et Albericum, illius supradicti Gosfredi filium et heredem, et insuper, faventibus fratribus ipsius Alberici, filiis Hugonis Pertice, scilicet Gosfredo et Letoldo, quia unam ex ipsis potestatibus nomine Cabiosas, cum ecclesia que est in illa villa, reddiderunt; alteram vero ecclesiam, que est in villa que dicitur Buxas, similiter reddiderunt, ea videlicet ratione ut, quamdiu Adraldus clericus advixerit, eandem ecclesiam teneat nobisque censum de ea reddat, et post ejus ab hac vita discessum, ad jus Sancte Marie et nostrum redeat. Cetera autem ad easdem villas pertinentia, ipsi Alberico et duobus heredibus ejus per manus firmitatem concedimus: eo videlicet tenore ut omni anno, in festivitate sancte Marie, que est vi idus septembris, in censum x solidos denariorum ad mensam nostram persolvant. Quod si inde negligentes apparuerint, legaliter emendent et minime perdant. Ut autem hec manus firmitas vigorem per omnia teneat, auctoritate domini nostri regis et regine atque prolis eorum, manu propria eam firmavimus, fidelibusque nostris clericis ac laicis corroborandam tradidimus. Actum apud monasterium Kalas, vii kal. junii, regnante serenissimo rege Roberto anno xxx°, Henrico autem ejus filio ii. S. Rotberti regis. S. Henrici regis. S. Constantie regine. S. Rotberti ejus filii. S. Franconis episcopi. S. Gosfredi decani. S. Olrici archidiaconi. S. Lisierni archidiaconi. S. Alberti archidiaconi.... S. Waleranni comitis. S. Drogonis comitis... Harduinus scripsit atque recensuit vice Lantberti cancellarii.

XX.

Preceptum Guillelmi episcopi, de Orleio et Sancto Clodoaldo [illegible]

✝ In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Quisquis in episcopatus dignitate constitutus, *etc.* Ego Guillelmus, Dei gratia Parisiorum episcopus, percipiens in ecclesia Parisiensi quoddam seminarium malivolentie pullulare, toto benignitatis studio conatus sum illud penitus amputare. Namque quidam servorum qui ad episcopi jura pertinebant Orliaci, in villa canonicorum, habitabant. Iterum de servis ad dominium canonicorum pertinentibus quidam morabantur in villis episcopi, apud

Sanctum Clodoaldum videlicet necnon et Villedori. Unde multotiens inter episcopum et canonicos dissentio vel odium latenter oriebatur, dum aut episcopus eorum servos nolentes eis obedire, quia in villis ejus manebant, contra voluntatem eorum tuebatur, vel etiam servos suos, apud Orliacum villam canonicorum habitantes, ultra modum gravare canonicis videbatur. Quem malicie fomitem postquam cognovi, citissime taliter composui: omnes servos meos qui manebant Orliaci in perpetuum eis et successoribus eorum habendos donavi; illi vero mutuatim servos suos qui habitabant apud Sanctum Clodoaldum vel Vicedorum[1] mihi successoribusque meis episcopis concesserunt possidendos in seculum. Quod ne valeat oblivione deleri, precipimus scribi et sic memorie commendari. Et ne aliquis posteriorum presumat hoc violare, placuit nobis sub anathemate confirmare et nomina nostra ad corroborandum subscribere. Actum publice Parisius, in capitulo Sancte Marie, MC° anno a Domini incarnatione, regnante rege Philippo XL° regni sui anno, V° vero episcopatus Guillelmi episcopi, indictione XI, epactis et concurrentibus VII. S. Guillelmi episcopi. S. Fulchonis decani. S. Galerann precentoris. S. Wlgrini archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.·.·. Ego Richardus cancellarius subscripsi.

XXI.

Circa a. 1120

Preceptum de capella Stephani archidiaconi[2]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Girbertus, Parisiorum episcopus, tam pręsentibus quam futuris. Scire volumus omnes, tam posteros quam presentes, quod Stephanus, archidiaconus noster, aures nostrę parvitatis sepe pulsaverit, rogando et supplicando quatinus prebendam suam duobus presbyteris habendam concederemus, et duos canonicos Beate Marie inde faceremus. Proposuerat enim idem Stephanus quod in ecclesia quam domibus suis contiguam edificaverat, ministros sacerdotalis ordinis constitueret, qui, tam pro remissione peccatorum suorum quam pro salute antecessorum suorum, Deo ibi ministrarent et memoriam fratrum sanctę matris Ecclesie debitis horis celebrarent. Duxerat

[1] Sic in codice...

[2] Edit. apud Dubois, t. II, p. ...

etiam in ejus voto et petitione quatinus, in electione et in impositione presbiterorum ibi ministrantium et in investitura predictę prębendę, capitulo Beatę Marię vices nostras ex integro concederemus, et episcopali auctoritate in perpetuum firmaremus, omnesque qui pro investitura illa pecuniam, pastum vel aliquid ullo tempore promitterent, darent vel acciperent, sub perpetuo anathemate poneremus. Voluit etiam ut nos de presbiteris illis hoc ordinaremus, quatinus et in claustro, et in capitulo, et in choro, et in altaris servitio, et in omnibus sicut et cęteri canonici inrefragabiliter haberentur, pariterque et alternatim per singulas septimanas, tam in matre ecclesia, sicut integri canonici, quam in predicta capella Deo ministrarent. Nos igitur, justam et honestam in omnibus petitionem ejus considerantes, moti tam ratione quam ecclesię utilitate, assensu tocius capituli nostri, preces illius benigne suscepimus, et petitioni tam juste per omnia diligenter adquievimus, sub anathemate totum confirmando. Reliquit autem his duobus sacerdotibus duos clausos vinearum, unum ad radicem montis Beatę Genovefę, alterum vero apud Ivri; ita ut communiter eos excolerent et fructus eorum communiter colligerent. [1] [Domus autem prefati Stephani duobus presbiteris illis sic dividitur, ut, ab aresta illius macerie que media est inter majorem domum et illam in qua cellarium continetur, recta linea ducatur murus usque ad illum murum qui curtim claudit et vie adjacet. Et qui majorem domum habebit, et turrim habebit; qui vero alteram domum habebit, habebit et viridarium. Constituit etiam predictus Stephanus quatinus duo prefati presbiteri per singulos annos, die scilicet sui anniversarii, stationem de quatuor ferculis redderent; de qua statione, tam canonici quam vicarii reficerentur.]

[1] Quæ sequuntur in parvo Pastorali et in Libro Nigro desiderata e magno Pastorali suppleta sunt, ubi preceptum illud bis exaratum est p. 667. In eodem codice exstant litteræ episcopi Stephani et Alberici, Ostiensis episcopi apostolicæque sedis legati, quibus confirmatur institutio duorum capellanorum Sancti Amani

XXII.

1123 Garbertus, Parisiensis episcopus, assentiente Theobaldo archidiacono, concedit Bernero decano et capitulo Parisiensi duas partes oblationum altaris Christoli, in quatuor solemnitatibus anni, videlicet in Natali Domini, in Purificatione beatæ Mariæ, in festo sancti Christophori[1], in festivitate Omnium Sanctorum[2].

.... Actum Parisius, anno incarnati Verbi MCXXIII°, regnante Lugdovico rege anno XVI, episcopatus nostri anno VII.

XXIII.

Circa 1006 De Cellis et Grisiaco et Exarto Calvo[3].

In nomine Dei ęterni. Ego Raginaldus, Parisiorum episcopus, notum fieri volo omnibus sanctę Dei Ęcclesię fidelibus, tam futuris quam pręsentibus, quia dedimus, per assensum Warini decani et ceterorum fratrum nostre sedis, cuidam viro nomine Hugoni et uxori sue Hervidi, quam modo habet, quandam terram sub litteris manus firmitatis, scilicet sex mansorum et decem et novem arpennorum in potestate Cellas, videlicet Grisiacum, et Exartum Calvum, et Montem Radulfi, et Exartum Rotlandi; eo tenore scilicet ut, quamdiu hii duo heredes vixerint, teneant; sed post mortem eorum, cum omni integritate et emelioratione, ad proprium locum Sancte Marie Parisiace sedis, absque calumnia et reclamatione alicujus utriusque parentis, revertatur; eo ordine ut decem solidos, si voluerimus, persolvant, et viventes sine herede teneant. Actum Parisius, regnante Rotberto rege. Giraldus cancellarius scripsit. S. Warini decani. S. Fulconis archidiaconi. S. Ulrici archidiaconi. Sic attenden[illegible]um sacramento idem confirmavit Hugo.

XXIV.

De V[illegible].

In potestate Vernoili Beatę Marie Parisiensis ecclesia habet medietatem decimę Molenmaci, medietatem decimę Campaniaci, medietatem

[1] [illegible] Christoforus patroni, [illegible] p. 21, [illegible] Gall. Christ. t. VII, [illegible] num 25 ju[illegible]. [2] Vid. Guérard, [illegible]

[3] Edit. apud Dubois, Hist. Eccles. Paris. t. II, [illegible]

decimę Prisciaci : de terra Sanctę Marię de Forgiis, de mansione Hildecarii sex denarios, unum arpennum terrę juxta atrium, quatuor modios vini de decima Sanctę Marię, quartam partem unius arpenni vineę Galteri. Regis, dimidium arpennum vineę de terra Lisogii, tres partes unius arpenni de vinea quam Fulcherius dedit sancto Fortunato.

XXV.

De Verno[1]. 1032-33.

Imbertus, Dei gratia Parisiorum presul, notum fieri volumus omnibus matris ęcclesię fidelibus, tam futuris quam pręsentibus, quoniam vicecomes Fulco nostram adiit pręsentiam, prece suplici postulans, uti suo filio nomine Goffrido, necnon suo nepoti Fulconi nomine, atque uni eorum hęredi, terram illam quam Odo Crassus de Lisierno clerico tenuerat, quę quidem apud Mansingiacum conjacet, aliamque item terram apud Virsiacum conjacentem, quam idem similiter Odo tenuerat juste de Lisiardo, concederemus sub litterarum annotatione. Cujus petitione suscepta, prout exorabat fecimus, consensu ac voluntate Lisierni, nostri decani atque archidiaconi, necnon cunctorum communi consilio fratrum; eo vero pacto ut singulis annis, in festivitate sanctę Columbę, quę est in septembri[2] mense, solidos v censualiter persolvant : de quo si forte neglegentes quandocumque extiterint, emendent, et post minime perdant. Ut vero cercior existat, manu nostra firmavimus, fratrumque manibus corroborari fecimus. Signum Imberti pręsulis. S. Lisierni decani.... S. Ulrici archidiaconi. S. Adelmi cantoris.... Regnante rege Henrico anno secundo.

XXVI.

De allodio quod est in Verno[3]. Circa [illegible]

Ego Imbertus, Dei gratia Parisiorum episcopus, notum fieri volo omnibus sanctę Matris Ecclesię fidelibus, tam pręsentibus quam futuris,

[1] Titulus mendosus.

[2] Die 17ª septembris celebratur festum sanctæ Columbæ Cordubensis, quæ a virgine Senonensi ejusdem nominis, cujus festum mense decembri colitur, discernenda est.

[3] Edit. apud Dubois, t. I, p. 644, et in *Pœnitent. Theodor.*, t. II, p. 556.

quod Hugo miles de donjone Musterelli dicto Bello Videre, Lisiardo decano et cęteris canonicis Sanctę Marię [de] Vernoilo quendam alodum prope atrium pro sex libris opigneravit, eo videlicet conventu ut nunquam, nisi de proprio censu, redimeretur: quod si quandoque vendere disponeret, conventum cum nullo mortalium, nisi cum canonicis, haberet. Quo facto atque decem post annis sinẽ ulla inquietudine possesso, injuste vassallo cuidam dedit Lisiardo. Hoc audito, decanus Sanctę Marie cum cęteris canonicis, tam pro hoc quam pro ceteris malefactis que Sanctę Marie faciebat, apud Mainardum archiepiscopum clamorem fecit. Quem archiepiscopus iterum et iterum ad justiciam vocans, cum nullatenus ejus auctoritati vellet obedire, excommunicavit, nobisque licentiam excommunicandi dedit. Diabolico instinctu ejus corde obdurato, cum minime resipisceret, morte preventus, exitu miserabili anathematizatus vitam finivit. Cujus corpus insepultum atque in concavo trunco repostum, cum per tres menses avibus et feris esset expositum, conjunx ejusque parentes, miseratione moti, Odonem decanum ceterosque canonicos adierunt, et ut terre commendare liceret, per omnia satisfaciendo quicquid forisfecerat sese emendaturos promiserunt. Constituto autem loco et termino, ad ulmum ville que dicitur Etman, quo stabilitum fuerat, convenimus: atque, sub presentia Mainardi archiepiscopi et Richerii sui archidiaconi, militumque suorum Arelaii, Tebaldi, Herberti, Arnaldi, Rotberti, Walterii, Odoni predicto decano nostrisque canonicis Landrico et Lancelino nec non Aiulfo, sicut promiserant, emendaverunt, de alodo videlicet censuales solidos duos de decem annis, et de unoquoque anno suam legem; item de mansione quam habebat in atrio, quatuor denarios de xvi annis, et de unoquoque anno legem; item infracturam atrii; item modium et dimidium vini de villa Celle de xvi annis, et de unoquoque anno legem; item novem libras denariorum de excommunicatione archiepiscopi, quas pro defuncto eidem archiepiscopo persolvimus; item predicti alodi pervasionem, et unumquodque capitale cum sua lege.

Post hec ad portum Taxer convenientibus in unum, me videlicet Imberto, Parisiensi episcopo, cum Odone decano et Ivone, Vernoili preposito, domno quoque Mainardo Senonensi archiepiscopo, cum Gosceline precentore et archidiacono, ceterisque archidiaconis Richerio et

Bernuino, prędicti excommunicati uxor Sancelina, cum parentibus et amicis, inibi devenit atque, sub presentia omnium, pro absolutione mariti sui, adhuc in trunco repositi communique sepultura carentis, pręnotata forisfacta ad integrum vadavit. Accepta hac satisfactione, sub pręsentia archiepiscopi suorumque fidelium, per nostrum assensum, decanus et canonici summam prędictorum forisfactorum tali conventu uxori et parentibus condonaverunt, ut pręnotatum alodum perpetuo sine ulla inquietudine Sanctę Marię canonici possiderent, tam pręsentes quam futuri. Quod si quis hęredum hunc conventum vellet subvertere prędictumque alodum sibi remancipare, omnia forisfacta ad integrum persolvere studeret. Huic audientię interfuit Mainardus archiepiscopus, cum archidiaconis suis Joscelino, Richerio, Bernuino; vassallis autem suis Goiscelino Hatonis filio, Stephano et Hadono fratribus, Rogerio, Teobaldo, Hugone Ferlo. Ex parte Sanctę Marię, ego Imbertus episcopus, Odo decanus, Ivo prepositus, Ivo archidiaconus, Lanscelinus et Goiscelinus canonici, Walterus et Gunterus fratres, Lisiardus et Goisbertus.

XXVII.

Charta Stephani, Parisiensis episcopi, qua, rogante Stephano archidiacono, confirmat episcopi Girberti, praedecessoris sui, statuta ad capellam sancti Aniani spectantia [1]. Circa a. [illegible]

XXVIII.

De institutione quadragesimalis annonę [2]. [illegible]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis.... Ego igitur Stephanus, humilis Dei gratia minister Parisiensis ęcclesię.... notum fieri volo cunctis fidelibus, tam futuris quam et instantibus, quod de rebus ad presbiteratum sex ecclesiarum, ęcclesię videlicet de Orliaco, et de Civiliaco, et de Castaneto, et de Succiaco, et de Balneolo, et de Cristoilo, pertinentibus, Beatę Marie capitulo Parisiensis ęcclesię in ecclesia de Orliaco duos, et in singulis predictarum villarum ęcclesiis singulos frumenti modios, singulis annis habendos, pro remissione omnium peccatorum et pro servicio Dei amplificando, jure perpetuo et donamus et concedimus. Sta-

[1] Girberti statuta edidimus supra, cap. XXI, p. 53, et auctores *Gal. Christ.*, t. VII, instr.
[2] Institutionem istam edid. Dubois, t. II, col. 51.

tuimus etiam et pręcipimus ut, tempore quadragesime, a capite jejunii usque in quantum annona illa ad hoc durare et sufficere poterit, singulis canonicis in claustro Beatę Marię mansiones habentibus panes inde singuli diebus singulis tribuantur. Nos autem, sicut et cęteri canonici, nobis singulos panes singulis diebus inde habebimus. Canonici vero annuales quęstas quas a predictarum ęcclesiarum sacerdotibus exigere annuatim et habere consueverant, ab eis amplius nec exigent nec habebunt. Sub anathematis autem periculo interdicimus, ne ulli episcope, ulli archidiacono, ulli ecclesiasticę vel seculari personę hanc pii voti nostri institutionem aliquo modo liceat immutare aut imminuere, sive eos qui hoc nobiscum instituerunt aliqua occasione in posterum vexare. Et si quis, quod absit, hoc tam rationabile institutum a nobis et factum et firmatum disturbare presumpserit, nisi presumptionem suam resipiscens digna satisfactione correxerit, noscat se anathematum esse et sui ordinis periculum procul dubio incurrisse. Hec autem omnia que supradiximus, assensu et voluntate archidiaconorum nostrorum, Thebaldi videlicet et alterius Thebaldi, in quorum archidiaconatibus predicte habentur ecclesie, et fecimus et instituimus. Verum ut hoc ratum et firmum permaneat in sempiternum, presentem cartam fieri disposuimus, et sigilli nostri auctoritate firmari et corroborari precepimus. Actum Parisius publice, in capitulo Beate Marię, anno incarnati Verbi MCXXIII°, Lugdovico rege anno XVI, Stephano episcopo anno I°. S. Stephani episcopi. S. Berneri decani. S. Ade pręcentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Tebaldi archidiaconi. S. Tebaldi archidiaconi.... Datum per manum Algrini cancellarii.

XXIX

De Sancto Johanne[1]

In nomine sancte et individue Trinitatis. Antiquorum patrum et sanctarum Scripturarum docet auctoritas, *etc.* Ego Stephanus, Parisiensis episcopus, notum fieri volo tam futuris quam et instantibus quoniam, communi assensu ac petitione Berneri decani totiusque capituli Beate Marię, anniversaria canonicorum, que videlicet ęcclesia Sancti Johannis

[1] Vide Dubois, *Hist. Eccl. Paris.* t. II, p. 23.

hucusque habuerat, ecclesię Sancti Victoris et canonicis regularibus inibi Deo famulantibus, concedentibus ejusdem ecclesię presbiteris, Guillelmo videlicet et Hugone, in perpetuum concessimus, et, in commutationem anniversariorum, ecclesię Sancti Johannis prębendam unam donavimus et donando confirmavimus. Hoc autem sub silentio pręterire nolumus, quod neque in visitationibus infirmorum, neque in sepeliendis canonicis, neque in processionibus, neque in quibuslibet servitiis quę antiquitus facere consueverant, vel nos vel canonici Beatę Marię eos absolvimus vel relaxamus; imo in eodem servitio, in eodem debito et in eodem statu in quo antea fuerant, solummodo anniversariis exclusis, eosdem relinquimus, nec eos Beatę Marię canonicos, sed Beati Johannis esse volumus et confirmamus. Decano etiam et Beatę Marię capitulo liberam potestatem ponendi vel removendi ejusdem ecclesię sacerdotes jure perpetuo concedimus; et ne quid in eorumdem substitutione detur vel accipiatur sub anathemate prohibemus. Statuimus etiam ut unusquisque sacerdotum Sancti Johannis integram, sicut canonicus, septimanam faciat, et integrum servitium persolvat. Verum, ut hoc ratum et firmum permaneat in sempiternum, presentem kartam nostri auctoritate sigilli firmari disposuimus, et nominibus canonicorum nostrorum subterfirmavimus. Actum publice Parisius, in capitulo Beatę Marię, anno incarnati Verbi MCXXXIV°, regnante Ludovico rege anno XXVI, Stephano episcopo anno I°, *etc.* Si quis autem contra hanc nostram dispositionem agere presumpserit, anathema sit. Datum per manum Algrini cancellarii.

XXX.

De monachis Sancti Eligii Parisiensis et de his que debent capitulo Parisiensi [1]. [illegible]

Exempla Patrum, *etc.*... Ego igitur Stephanus, Dei gratia Parisiensis episcopus, notum fieri volo cunctis fidelibus, tam posteris quam pręsentibus, monasterium Sancti Eligii Parisiensis ordini sanctimonialium fuisse antiquitus deputatum. Verum, pro nimia illius sexus fragilitate qui, voto castitatis rupto et proposito religionis abjecto, ad intolerandam turpitudinis prolapsus erat miseriam, ita ut templum Dei effecisset

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. eccles. Paris.*, t. II, p. 48, et in [illegible], t. II, p. 670.

fornicationis speluncam, venerabilis et bonę memorię predecessor noster Galo, Parisiensis episcopus, tantam pestem non ferens, infames et incorrigibiles personas pro turpitudine vitę a prędicto eliminavit et prorsus alienavit monasterio. Volens etiam sanctum locum altiori religionis ordine decorare, predictum Sancti Eligii monasterium cum omnibus ad illud pertinentibus ecclesie Beati Petri Fossatensis jure perpetuo habendum, minus tamen canonice quam deceret, donavit et concessit [1]. Quod siquidem donum, quia inordinate nec ita ut oporteret secundum Deum actum est, abbas ęcclesie Fossatensis, Teobaldus, vir quidem discretus et honestus, sue et subditorum famę consulens et saluti, prędictum Beati Eligii monasterium nobis in manu nostra reddidit et dimisit, et se et monacos Fossatenses predictum monasterium nec secundum Deum adeptos esse, nec bene possedisse cognovit. Cum vero idem monasterium in manu nostra diu tenuissemus, tandem misericordia, quę omnino humilitatis amica est, oculis nostris se offerens, visa est nobis exigere ut quod predictus abbas nobis dimiserat, timore Dei et humilitate compulsus, ecclesie Fossatensi misericorditer donaremus. Dignum enim non erat ut ex hoc quod gratia humilitatis fecisse videbatur, aliquod ei dampnum vel incommodum sequeretur; immo quod amor humilitatis videbatur, ut ita dicamus, abstulisse, misericordia, que illius amica est, debebat restituere. Amore itaque misericordie inclinati et petitione domni pape Innocentii, et prece domni Ludovici illustris et gloriosi Francorum regis inflexi, et religiosorum virorum consilio inducti, assensu etiam Berneri decani et capituli nostri, prędictum Sancti Eligii monasterium, cum omnibus ad illud pertinentibus, Ascelino abbati et ęcclesię Beati Petri Fossatensis perpetuo habendum, salvo quidem in omnibus jure nostro et successorum nostrorum, et salvis in omnibus et per omnia consuetudinibus ęcclesię Parisiensis, donamus et concedimus, ita scilicet ut abbas Fossatensis

[1] [illegible] 1107 [illegible], vide supra, lib. iv, cap. v, p. 311 [illegible] novam [illegible] a Stephano [illegible] [illegible] monasterium Fossatensi [illegible]

prescriptum monasterium tanquam cellam suam possideat, et in monacos ibi Deo militantes plenam et perfectam abbatis potestatem exerceat, dum ipse et successores sui abbates et monachi Fossatenses in nostra et successorum nostrorum episcoporum Parisiensium subjectione permanserint, et Parisiensi ecclesię et nobis jus et honorem nostrum et consuetudines nostras in omnibus conservaverint et reddiderint. Institutum tamen est, *etc.*[1] Ut autem hoc ratum et inconcussum permaneat, pręsentem cartam fieri pręcepimus et sigillo nostro signavimus et manibus canonicorum nostrorum firmandam tradidimus. Signum Stephani episcopi. Signum Bernerii decani. S. Ade precentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Theobaldi archidiaconi... Actum publice in capitulo Sanctę Marię, anno incarnati Verbi MCXXXIII°, regnante Ludovico rege anno XXVII°, Ludovico juniore in regem sublimato anno III°, anno episcopatus Stephani XI°. Data per manum Algrini cancellarii.

XXXI.

De altario dato ab Imberto, Parisiensi episcopo, capitulo ejusdem loci [illegible]

Imbertus, nullis promerentibus meritis, immo solita solius faciente clementia domini Jhesu, Parisiacę sedis, Dei videlicet genitricis, episcopus, innotescimus christicolis omnibus, dicatam sibi normam christianę religionis debita veneratione colentibus, munificentiam nostrę serenitatis, mitissimamque petitionem Lisierni nostri, nostrę sedis decani atque archidiaconi, necnon nostrorum omnium canonicorum. Prędictus namque Lisiernus ceterique fratres, sepenumero quibusdam in necessariis, uti par fuerat, nostram experti serenitatem, prece supplici petierunt litterarum optatam sibi fieri annotationem de quodam nostro altario in nostro situm episcopio. Quorum oratibus corde benigno condescendentes, curieque celestis, tam nobis quam ipsis, ultimi memores examinis, mercari cupientes, satisfecimus petitioni nostrorum canonicorum, altare concedentes, oratu Lisierni, nostri ejusdemque altaris archidiaconi. Situm est autem altare in nostro episcopio, et in potestate quę dicitur Villa Pirosa, dedicatumque in Sancti Germani Autissiodorensis honore. Contulimus autem pretitulatis fratribus supradictis

[1] Ut supra, in charta episcopi Galonis, lib. IV, cap. V, p. 311.

dictum altare per istud nostri decretum pręcepti; eo pacto talique ratione uti semper teneant, possideant absque ulla alicujus repetitionis infestatione vel calumpnia, tantum debitas sinodos annuatim et circadas persolvendo. Si quis autem, post excessum nostri, quod absit, minimeque futurum credimus, hoc nostrę decretum donationis quoquomodo infringere temptaverit, anathematis jaculo percussus, cum Dathan et Abiron, Juda quoque, Domini traditore, dampnetur, nisi penituerit inde condigna satisfactione. ℟ Durandus cancellarius subscripsit [1].

XXXII.

Quando Sanctę Marię canonicus factus est monachus Gilo, domum quam in claustro Beatę Marię habebat canonicis eo tenore dedit, ut eam fratres ejus Petrus et Girardus, unus post alium, possiderent in vita sua, nec tamen eam vendendi aut in vadimonium dandi licentiam haberent, sed eis decedentibus capitulum eam haberet.

Circa a. 1127 De pace reformata inter domnum Stephanum, Parisiensem episcopum, et beate Marie Parisiensis ecclesie capitulum.

Hujus autem dissensionis et controversie inter domnum Stephanum [2], Parisiensem episcopum, et Beatę Marię Parisiensis ecclesie capitulum, sicut supradictum est, agitate, talis extat reformatio pacis et concordie a venerabilibus et religiosis viris domno videlicet Suggerio [3], abbate Sancti Dionisii, et domno Gilduino abbate, cum Thoma, priore Sancti Victoris [4], et cum domno Roberto, salvis semper et ubique retentis ecclesie consuetudinibus et privilegiis, maloque et versuto ingenio omnino remoto, sic disposita. Statutum quippe est, ex assensu et conniventia domni Stephani episcopi et capituli, si canonicus servitium ecclesię suę debitum non persolverit, vel in aliquo alio quod sit dignum emendatione deliquerit, vocatus semel, vel bis, vel ter, ad arbitrium capituli delictum emendaverit, condonabitur ei. Si vero ter vocatus per

[1] Hujus compositionis fragmentum edidit Dubois, *Hist. Eccles. Paris.*, t. II, p. 31.

[2] Stephanus I, Silvanectensis, Parisiensem rexit ecclesiam ab a. 1124 ad a. 1142.

[3] Sugerius factus est abbas a. 1122.

[4] Guillelmo Campellensi, monasterii Sancti Victoris fundatori et priori, successit, anno 1113, Gilduinus Parisiensis, primus abbatis titulo insignitus. Quo regente Victorinum cœnobium, anno 1133, uti probavit Mabillonius in notis ad epistolam sancti Bernardi 158, Thomas Sancti Victoris prior, a nepotibus Theobaldi, archidiaconi Parisiensis, quem simoniæ redarguerat, occisus, in complexu Stephani I episcopi animam efflavit.

capitulum, ad justitiam non veniens, canonicam excusationem non pretenderit, tum demum canonica ejus saisita a capitulo, redditus illius canonice ad arbitrium episcopi tradentur, donec reus canonicus ille, emendando excessum, episcopo reconcilietur. Sanccitum etiam et confirmatum ab utraque parte ibidem fuit, quoniam, si conventus capituli secundum majorem partem, videlicet personas et sacerdotes et levitas et assiduos claustri, aliquid de rebus ecclesiasticis disposuerint vel donaverint, pro septem aliis contradicentibus, nisi ratio obviet, non remanebit. De claustro vero canonicorum, pro pace confirmanda, et lite et inquietatione evitanda, placuit utrique parti in hac pacis compositione ad plenum diffiniri quod in causa et controversia inter Parisiensem episcopum, illustrissime recordationis Girbertum, et Beate Marie capitulum collata sententia judicii minus plene diffinivit. Discreta etenim providentia tam venerabilis Stephani, Parisiensis episcopi, quam conventus Parisiensis ecclesie, evitando molestiam et inquietationem claustro inferri, statuendo concessit, ut neque scolares extranei in domibus claustri ulterius hospitarentur, neque in illa parte claustri quę vulgo Tresantię nominantur deinceps legerent neque scole haberentur; sed amore et gratia domni Stephani presulis, infra ambitum claustri, quidam locus adherens episcopali curie, per quam introitum et exitum scolares habebant, ex communi assensu episcopi et capituli electus et coopertus est, in quo scole ecclesie deinceps tenerentur et regerentur. Firmatum quoque et ab omnibus ibidem concessum est, ut omnes canonicorum possessiones ad capitulum pertinentes et in omnibus et per omnia et semper ad arbitrium voluntatis canonicorum inconsulto episcopo disponantur, et in eisdem possessionibus, sive in ecclesiis, sive in hospitibus et servis, sive in domibus, sive in vineis et terris, et in ceteris, tallie et rogationes et cetera auxilia, quotienscumque opus fuerit, libere et absolute, et sine impedimento alicujus persone, a communi capitulo ubique accipiantur. Archidiaconi vero qui oculi et asecretes episcopi dicuntur, et ecclesie Dei provisores, et episcopalis domus et mense procuratores et dispensatores ab apostolis et eorum successoribus substituti inveniuntur, in eo puncto et tenore jussi sunt et concessi a domino episcopo dignitates omnes et redditus suorum archidiaconatuum sic deinceps ex integro habere et possidere, sicut in reditu, quando Roma

redierunt, dinoscuntur habuisse et possedisse. Hujus autem pacis et concordie tam desiderabilem et amplectendam reintegrationem inter venerabilem Stephanum, Parisiensem episcopum, et Beate Marie Parisiensis ecclesie canonicos, sicut superius determinatum est, reformatam, idem venerabilis Stephanus episcopus, omni fraudulenta versutia et omni malo et doloso ingenio remoto, in osculo pacis sancto et vero confirmavit; accipiens de quibusdam canonicorum excusationem per sacramentum de excessu qui, eis negantibus, imponebatur, condonando eisdem canonicis omnibus, si quid contra eum antea deliquissent, cooperante et conservante Jhesu Christo domino nostro, qui, vera pax vitaque, unum faciens cum Deo, Patre et Spiritu Sancto, vivit et regnat Deus in secula seculorum. Amen.

XXXIII.

[illegible] De actione Manases, Meldensis episcopi, contra canonicos Parisienses.

Habuit hujusmodi actionem Manases[1], Meldensis episcopus, contra Parisienses canonicos. Prędictus quidem episcopus pastum unum a pręfatis canonicis jure consuetudinis exigebat, quem scilicet pastum sui antecessores, videlicet Galterus Sapientia[2] et alter Galterus[3], successor illius, ex debita consuetudine, a prędictis canonicis, pro altari de Moriaco et pro altari de Roseto, de anno in annum habuerant[4]. Dicebat etiam quod quodam tempore, cum domnus Galterus episcopus, antecessor et avunculus suus, pręnominatum pastum a Parisiensibus canonicis habere non potuit, altaria predicta in calumpnia posuit; quare domnus Fulco, Parisiensis decanus, ipse et pars quedam capituli Parisiensis, contra pręfatum episcopum pro pastu illo placitavit, et in placito ipso quomodo a pastu illo liberi esse deberent ostendit. Dixit enim quod pastum illum domnus Galterus Parisiensi ecclesie condonaverat, et cartam condonationis ei dederat, quam scilicet cartam idem Fulco in ipso placito coram omnibus ostendit. Predictus vero Galterus ad hęc res-

[1] Manasses I, episcopus a. 1103-1120.

[2] Galterus I, cognomine [illegible], Meldensis episcopus ab a. [illegible] ad a. [illegible].

[3] Galterus II de [illegible], episcopus ab a. [illegible] ad a. 1102.

[4] [illegible]

pondit quod nec pastum illum condonaverat, nec cartam inde dederat, videbatur etiam carta illa non recipienda, quoniam nullo sigillo firmata fuerat, nec assensum Meldensis capituli habuerat. Dixit etiam idem Galterus quod secundum omnia ista finitivam sententiam daret, et causam illam judicio terminaret. Assensu vero utriusque partis, dilatum est judicium illud usque in competentem diem et congruam submonitionem. Interim autem domnus Galterus obiit, multisque utrique ecclesie intervenientibus negociis et necessitatibus, causa ista diffiniri nequaquam potuit. Nunc vero ipse Manasses episcopus causam istam sic processisse probare volebat, et dilatum illud judicium modo faciendum offerebat. His verbis peroravit Meldensis episcopus. Ad quę responderunt Parisienses canonici : « Quod antecessores vestri pastum « istum, ut dicitis, ex consuetudine a nobis habuerint negamus. Quod « Fulco decanus et pars nostri capituli unquam inde placitaverit iterum « negamus. Nec de personis capituli nostri aliquam quę illi placito « interfuerit scitis nominare, pręter domnum Fulconem, qui mortuus « non potest reclamare. Illud autem scimus quod, si forte domnus « Fulco inde placitare presumpserit, assensus nostri capituli omnino « defuit, et hoc pro nobis et pro reliqua parte capituli nostri quę hic « pręsens non est respondemus, et sumus parati quod comprobemus. « Habemus autem honestas ac venerabiles personas quę, antequam « Fulco canonicus vel decanus fieret, canonici et in ęcclesia nostra viri « authentici habebantur, qui causam et actionem istam penitus igno« rant, qui etiam, pro pace utriusque ecclesie, juramento asserere volunt « se nescire quod ecclesia Meldensis pastum consuetudinarium a nostra « ęcclesia habuerit, vel habere debuerit, vel nostra ęcclesia ullo tem« pore justiciam inde negaverit. Verum est autem quod nostra ęcclesia, « non condonatione Galteri episcopi, sed dono Macharii episcopi et « assensu Meldensis capituli, predicta possederit altaria, litterasque auc« toritatis illius penes nos habemus[1], in quibus altaria illa nobis perpetuo « habenda concessit, nichil sibi in eis retinens, pręter sinodum et cir« cadam. Possedimus etiam altaria illa, post donum Macharii, pacifice et « quiete, absque ulla pastus reclamatione vel rectitudinis repulsione, per

[1] Has litteras vide supra lib. IX, cap. VIII, p. 321.

annos triginta et eo amplius, quod etiam probare parati sumus. » Contra Meldensis episcopus : « Placitum, inquit, domini Fulconis quod negastis, per eos qui placito interfuerunt probare parati sumus. Personas vestri capituli adhuc viventes, quę cum Fulcone illi placito affuerunt, si justum fuerit, nominabimus; aliter nominare non volumus. Possessionem triginta annorum, quam pretenditis, ita infringimus. Habuit enim Galterus episcopus pastum illum, qui, nondum transactis triginta annis, Jerosolimam perrexit[1]. Et ex altera parte, dum placitum Fulconis infra triginta annos factum fuisse perhibemus, possessionis vestre interruptionem nos ostendere putamus. » Ad hec Parisienses : « Altarium donationem, litterarum nostrarum auctoritatem in nullo minuistis, in nullo contradixistis. Placitum Fulconis assensu nostri capituli factum fuisse, quod omnino negavimus, nec probare vos proponitis, nec testes aliquos inde adducitis. Possessionem altarium, absque ulla pastus redditione vel rectitudinis repulsione, in nullo violastis. Dixistis enim quod Galterus episcopus pastum illum habuerit, non quod infra triginta annos habuerit, sed quod infra triginta annos ipse Jerosolymam abierit, et hoc vos ita dixisse multorum testimonio probare parati sumus, et secundum hoc judicium fieri exigimus. » Contra Meldenses : « Quod Galterus episcopus pastum illum infra triginta annos habuerit plane respondimus, nostreque responsionis testes habemus, et sic vestre possessionis integritatem interrupimus. » Mota autem ex hujusmodi verbis dissensione, tandem in judicio positum est, dies etiam judicii denominatus est in quo judiciali sententia terminaretur que pars justiorem causam habere videretur. Die autem constituto pars utraque convenit. Cumque Meldensis conventus super his que in controversia remanserant, et de quibus judicii dies statutus fuerat, dare judicium deberet, ea tacendo, Rebbensis abbas et quidam alii non Meldenses canonici hoc rectum esse judicium dixerunt, si Manases, Meldensis episcopus, pastum illum infra triginta annos, per legitimas personas, que illi pastui, quando redderetur, interfuissent, Galterum episcopum ex consuetudine comprobare potest habuisse, et de pastu illo, per eos legitimos viros qui ipsi placito

[1] [illegible]

interfuerint, confirmare valet dominum Fulconem placitasse. Parisienses pastum illum debent reddere vel ad judicium placiti domini Fulconis redire. His vero Parisienses non acquieverunt, et hoc non recte esse judicatum dixerunt. Causam etiam contradictioni competentem subjunxerunt, quoniam scilicet de eis non judicaverant de quibus statutum fuerat; de illis enim judicasse deberent quę Parisienses dixerant, scilicet de altarium donatione non diminuta; de litterarum auctoritate non contradicta; de eo etiam quod, si placitum domini Fulconis fuerit, assensum Parisiensis capituli non habuit; de viventibus etiam personis Parisiensis capituli, quas illi placito Meldenses interfuisse dixerant, non nominatis; de possessione triginta annorum non violata per hoc quod Meldenses dixerant Galterum episcopum pastum illum habuisse qui, nondum transactis triginta annis, Jerosolimam abiit, quod eos ita dixisse obtulerunt Parisienses se comprobare; de eo etiam quod Meldenses responderunt Galterum episcopum pastum illum infra triginta annos habuisse, et hoc se ita dixisse promiserunt se probare; de eo etiam quod ipsis videbatur possessionem Parisiensium interruptam esse, si placitum domini Fulconis infra triginta annos fuisse ipsi poterant comprobare. Cum igitur de istis, in quibus totius causę et controversię vis et summa dependebat, judicium fieri debuisset, et, his pretermissis, de aliis judicassent, et tales etiam persone que canonici Meldenses non erant hoc judicassent quod ab ipsis Meldensibus canonicis judicari debuisset, ob hęc hujusmodi judicio Parisienses contradixerunt, et tam Meldense capitulum quam ipsos judices ad utrorumque metropolitani audientiam, prout ordo et ratio exigebat, invitaverunt, certi a tantę curię justis et discretis personis sanum judicium depromendum, et hujus negotii rationabilem finem decisionis imponendum. Quod Meldenses, frivolas et meticulosas de regia et Teobaldi comitis guerra[1] pretendendo causas, subterfugerunt, et ad apostolicam presentiam ad medium quadragesime Parisienses invitaverunt. Parisienses autem, pro ratione et ordine agere volentes, causas hujusmodi, pro dignitate et reverentia sancte metropolitane ecclesie, penitus recidere cupientes, eis ex parte regis, cujus clerici et Parisienses et ipsi erant, securum conductum obtulerunt. Quod

[1] Hujus belli, quod toto anno 1112 conflagravit, originem et causam refert Sugerius in Vita Ludovici Grossi, apud Rer. Gallic. et Franc. Script. t. XII, p. [illegible]

cum Meldenses suscipere neglexissent, Parisienses Romanam illam invitationem receperunt, et in cause sue justitia confidentes, concesserunt.

XXXIV.

De residentia cancellarii.[1]

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, Hugo decanus et universum capitulum Parisiense omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus universis quod nos, residentiam cancellarii Parisiensis attendentes necessariam esse nostre Parisiensi ecclesie et communitati scolarium, de bonorum virorum consilio et communi assensu, statuimus in capitulo Parisiensi ut quicumque de cetero cancellarius Parisiensis fuerit, teneatur in persona propria, bona fide, Parisius residere, et, post institutionem suam, teneatur juramentum in capitulo exhibere se facturum residentiam, bona fide, in ecclesia Parisiensi, quamdiu cancellariam tenuerit, et quod per se vel per alium nullatenus procurabit quod relaxetur a juramento predicto. Statuimus etiam quod nichil de fructibus cancellarie percipere possit, donec pretaxatum exhibuerit in Parisiensi capitulo juramentum. Postquam autem magister Prepositinus factus est cancellarius, rogavimus eum ut dictum faceret juramentum, et ad necessitatem residentie faciende se astringeret. Qui libenter et benigne suum ad hoc inclinavit assensum, et primus juravit in forma predicta, in qua successores sui cancellarii de cetero jurare similiter tenebuntur. Quod ut ratum, *etc.* Actum anno MCC° septimo.[2]

XXXV.

De donatione decimarum omnium novalium in prepositura de Roseto constitutorum.

Willelmus, Dei gratia Meldensis episcopus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit salutem in Domino. Notum facimus quod nos, pro salute anime nostre et animarum predecessorum nostrorum Meldensium

[1] Vide Du Boulay, *Hist. Univ. Paris.* t. III, p. 36; Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. 302.

[2] Hanc chartam legimus iterum in magno Pastorali, [illegible] in quo etiam, p. 607, exstant litterae Petri episcopi et J. abbatis S. Victoris ad Innocentium III, quibus testantur se vidisse institutionem ab Odone factam de residentia cancellarii.

episcoporum, concedimus et confirmamus ecclesie et canonicis Parisiensibus decimam omnium novalium que fient ex nemoribus pertinentibus ad preposituram de Roseto, quandocumque vel ubicumque in nostra diocesi eadem nemora vel partem eorum contigerit extirpari. Ut autem hec nostra concessio perpetuam obtineat firmitatem, presentem cartam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno incarnati Verbi MCC° sexto decimo, mense decembri.

XXXVI.

De decimis nemorum ad culturam redactorum, in prepositura de Verno constitutorum. Dec. 1218.

Petrus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, dilectis in Christo filiis Stephano decano et capitulo Parisiensi salutem et dilectionem. Attendentes et vestram erga nos devotionem et preces humiles quas nobis, per dilectos filios Gaufridum archidiaconum et magistrum Galterum, canonicum Parisiensem, porrexistis, voluimus et, de consensu presbiterorum de Verno et de Cellis, concessimus et concedimus, tam vestra quam dictorum presbiterorum utilitate pensata, ut, si qua nemora ad preposituram vestram de Verno pertinentia redacta fuerint ad culturam, decimas ibidem vos et ecclesia vestra Parisiensis integre possideatis in perpetuum et habeatis. Dabitis autem de blado ejusdem decime presbitero de Verno, singulis annis in perpetuum, octo sextarios bladi, duos videlicet sextarios frumenti, et duos ordei, duos siliginis et duos avene. Similique modo presbitero de Cellis sex bladi sextarios inter frumentum, ordeum, siliginem et avenam, solvetis in perpetuum annuatim. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno Domini millesimo ducentesimo octavo decimo, mense decembri.

XXXVII.

De compositione pacis super decimis novalium de Liricantu. Mai. 1228.

Galterus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum Robertus, presbiter de Lirycantu, peteret a capitulo Parisiensi decimas novalium sitorum in parrochia Liricantus, et quod claves et custodia ecclesie de Liricantu ei libere traderentur, tandem, bonis viris mediantibus,

talis inter eos compositio intercessit, videlicet, quod idem presbyter quitavit capitulo et ecclesie Parisiensi decimas omnium novalium sitorum in parrochia Liricantus, tam factorum quam faciendorum, quiete et libere in perpetuum possidendas. Capitulum autem concessit eidem presbitero et successoribus suis claves et custodiam ecclesie supradicte, et omnes oblationes quas in eadem ecclesia percipere consuevit; ita tamen quod exinde reddet, annis singulis, capitulo Parisiensi, viginti et duas libras Parisiensis monete, scilicet septem libras in crastino Omnium Sanctorum, septem libras in Ascensione Domini, et octo libras in nativitate beati Johannis. Si vero predictis terminis dictam pensionem non solveret, pro singulis diebus quibus in solutione deficeret, duos solidos Parisienses capitulo pro pena solvere teneretur. Et ad hec observanda, obligavit capitulo quicquid tenet ab eo, tam in terris quam in vineis et domibus, et quicquid percipit in granchia capituli. Capitulum etiam concessit eidem presbitero et successoribus suis duos arpennos vinearum et unum quarterium, quorum unus arpennus et dimidius siti sunt in rollo Mali Temporis, unus quarterius apud Clotaufart, dimidius arpennus in via Castri Nantonis; et preterea dimidium arpennum terre arabilis site in Grois, et appentitium etiam quod est juxta domum presbiteri, quod emit a Terrico cementario; et quinque solidos quos percipit in domo Hugonis majoris, sita juxta domum presbiterii; et quinque solidos quos percipit in domo Auberti carnificis; ita quod supradicta vendere seu distrahere non cogetur; retenta tamen omni justitia, jure et censu capitulo Parisiensi, in domo, vineis et terra supradicta; nec justitiam aliquam habebit sacerdos in predictis domibus que debent decem solidos. Preterea quicumque erit prepositus Liricantus habebit annuatim septem solidos super appentitium et terram et vineas supradictas, in festo Omnium Sanctorum. Quos si presbiter Lyricantus non solveret supradicto termino, posset saisire prepositus auctoritate propria vineas, terram, appenticium et decem solidos supradictos, et tenere quousque predicti septem solidi redderentur, et quinque solidi pro emenda. Nos autem, predictam compositionem ratam et firmam habentes, eam sigilli nostri munimine duximus confirmandam. Actum Parisius, anno Domini MCC° vicesimo octavo, mense mayo.

XXXVIII

De quatuor modiis hybernagii quos Petrus, Parisiensis episcopus, pro anniversario suo legavit capitulo.

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus, quod nos dedimus et concessimus ecclesie Beate Marie Parisiensis, pro nostro anniversario annuatim in ipsa ecclesia celebrando, quatuor modios melioris hibernagii quod episcopus percipiet de molendinis, tam illis videlicet quos apud Sanctum Clodoaldum de nostro proprio edificavimus supra pontem, quam veteribus molendinis, annuatim in ipsis molendinis, tam novis quam veteribus, in Purificatione beate Virginis ad mensuram Parisiensem percipiendos: ita quidem quod singulis canonicis, qui servitio intererunt, in sero distribuentur duodecim denarii, et similiter duodecim ad missam. Clerici quoque qui presentes fuerint in sero tres nummos habebunt, et similiter tres ad missam. Ut igitur hec nostra donatio non possit processu temporis irritari, presentes litteras notari fecimus et sigilli nostri testimonio communiri. Actum anno Domini MCC° decimo, mense januario.

XXXIX

De quadam terra sita juxta molendinum de Crollebarbe.

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Notum facimus quod, cum contentio verteretur inter dilectos nostros M.[1] decanum et capitulum Sancti Marcelli Parisiensis ex una parte, et Ph. Matricularium, canonicum Parisiensem, ex alia, super commutatione sex denariorum de censu cujusdam terre, quam idem Ph. ab ecclesia Sancti Marcelli tenebat, juxta molendinum Beate Marie Parisiensis qui appellatur Crollebarbe, tandem, nobis mediantibus, inter eos talis compositio intercessit: quod illum totum quod inclusum est muris, ex parte molendini, cum ipsis muris, quitum et liberum, quantum pertinet ad prefatam ecclesiam, remanet prefato Ph.; ita quod ex hoc Ph. suam poterit per omnia facere voluntatem, et ecclesia Sancti Marcelli nichil ibidem ...

[1] M. [illegible]

censu, justitia, dominio seu jure quolibet poterit de cetero reclamare. De toto autem residuo terre que est extra muros sex denarios c·nsuales ecclesie Sancti Marcelli persolvet dictus Ph. et quicumque terram illam post ipsum tenebit. Justitia quidem et dominium et etiam quicquid juris in illo residuo habebat prius ecclesia Sancti Marcelli, penes ipsam penitus remanebit. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno Domini MCCXIII°, mense decembri, pontificatus nostri anno septimo.

XL.

Mart. 1223 De domo magistri Stephani Berout in vico Fimarii.

Willelmus, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Notum facimus quod magister Stephanus Berout, in nostra presentia constitutus, concessit ac, fide interposita, promisit quod domum suam de vico Fimarii, in censiva domini regis et capituli Beate Marie Parisiensis, non levabit nec poterit levare super altitudinem muri altioris ejus domus ultra sex pedes in altum, nisi de licentia capituli hoc fecerit, et secundum hanc elevationem modo competenti domum pignaculabit; ita tamen quod, in anterioris pignaculi elevatione, nullam fenestram sive aliam aperturam facere poterit, preter unum ostellum, quod ita sit ferratum, vitreatum et altum, ut nullus per illud possit haberi prospectus in aliquam partem claustri Parisiensis. In lateribus etiam novi edificii dicte domus non fiet fenestra sive alia apertura, q·in ita sit ferrata et vitreata, quod in claustrum Parisiense non possit prospectus haberi. Recognovit insuper quod, ob gratiam a capitulo sibi factam, de totius domus elevatione usque ad predictos sex pedes, in recompensationem eidem capitulo contulit centum solidos Parisienses ad redditus comparandos, salvo capituli censu prefate domus. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno gratie MCCXXII, mense martio.

XLI.

Apr. 1223 De duodecim denariis quos debet capitulum presbytero Sancte Marine[1].

Willelmus, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Noverit universitas

[1] Edit. apud Du Breul, *Théâtre des antiq. de Paris*, p. [illegible]. [illegible]

vestra quod, cum controversia esset inter venerabiles viros decanum et capitulum Parisiense ex una parte, et Ansellum, presbyterum Sancte Marine, ex altera, super duodecim denariis annui redditus, quos petebat, nomine ecclesie sue, pro domo sita juxta ecclesiam suam, que fuit defuncti Maspini, tandem amicabilis compositio inter dictos decanum et capitulum, et dictum presbyterum intercessit in hunc modum, quod ipse, pro se et ecclesia sua, de assensu et voluntate nostra, quitavit prefatis decano et capitulo penitus dictam querelam; et illi, pro bono pacis, assignaverunt ei et successoribus suis duodecim denarios, singulis annis persolvendos de camera sua, infra octabas beati Johannis Baptiste. In cujus rei testimonium, *etc.* Actum anno Domini MCCXXVIII°, mense aprili.

XLII.

De denariis sex stationum quos debet episcopus capitulo Parisiensi. Mai 1229.

Willelmus, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire quod nos, ex antiqua et longa consuetudine, debemus nostro Parisiensi capitulo sex de porcinis carnibus stationes, quatuor videlicet que dicuntur pastus, scilicet in nativitate Domini, et in Purificatione beate Virginis, et in Pascha, et in Assumptione beate Marie; et duas alias stationes, scilicet in die Penthecostes et in nativitate beate Marie a nobis annuatim reddendas. Verum quia servientes predicti capituli stationes illas minus juste et minus rationabiliter dividebant, necnon et equalitas in distributione, sicut fratres et concanonicos decebat, non poterat observari; nos volentes et animabus servientium providere, et ut inequalitas ad equalitatis regulam redigatur, ad preces et instantiam predicti capituli, concessimus semper et imperpetuum observari ut, pro carnibus singularum stationum que dicuntur pastus, duodecim libre et tres solidi et sex denarii et unus obolus a nobis et successoribus nostris annuatim predicto capitulo persolvantur; pro carnibus vero stationis Penthecostes, decem libre et quatuordecim solidi et septem denarii et unus obolus a nobis et successoribus nostris annuatim eidem capitulo persolvantur; pro carnibus quoque stationis in nativitate beate Marie, decem libre et septem solidi et tres oboli a nobis et successoribus nostris annuatim memorato capi-

tulo persolvantur, preter panem et vinum que in predictis sex solempnitatibus annuatim imperpetuum, sicut consuetum est, dicto capitulo a nobis et nostris successoribus persolventur. Denarii vero de predictis sex stationibus debiti, sicut predictum est, in supervigiliis predictarum sex solempnitatum, sine mora et sine difficultate qualibet, persolventur annuatim predicto capitulo vel ejus mandato. In cujus rei memoriam, nos et capitulum memoratum presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXX nono, mense mayo.

XLIII.

[illegible] De scolaribus Sancti Thome de Lupera[1]

Wuillelmus, Dei permissione episcopus Parisiensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos, ad domum pauperum scolarium Sancti Thome de Lupera venientes, ut in ea, auctoritate diocesiana, corrigeremus et reformaremus que correctione et reformatione videremus indigere, inter alia invenimus quosdam scolares, qui longis retro temporibus de bonis ejusdem domus vixerant, in tantam se insolentiam extulisse quod de nocte nisi sunt hostia domus fratrum frangere et violenter intrare; alii, quasi de cibo securi plusquam expediret, longis temporibus studentibus collata comedentes, minus proficientes et studere nolentes, studentibus onerosi, quietem et studium aliorum multifarie molestabant. Sunt et alie cause quas presentibus inserere nolumus, ne certas personas notare vel tangere videremur. Propter quas, de bonorum virorum consilio, auctoritate predicta, statuimus ut qui ibi modo sunt ab instanti festo beati Remigii per annum tantum ibi consuetas distributiones habeant, in fine anni domum exituri et sibi aliunde provisuri, nisi post octo dies ab egressu suo laudabili sua conversatione et evidenti profectu in studio commendandi, ab hiis quibus nos vel successores nostri hoc specialiter duxerimus committendum fuerint revocati. Statuimus preterea quod nullus scolaris de cetero ibi recipiatur facturus moram ibi ultra annum a die receptionis sue, qui predicto modo, in fine anni, dictam domum

[1] [illegible]

egrediatur, non reversurus, nisi, prescripta forma, ab hiis quibus nos vel successores nostri hoc specialiter duxerimus committendum fuerit revocatus. Hec autem, ad conservationem humilitatis et quietis studere volentium, et ad vitanda multa inconvenientia et onera dicte domus que non expedit presentibus inserere, habito bonorum virorum consilio, duximus statuenda. Actum anno Domini MCC vicesimo VIII°, mense julio.

XLIV.

De domo Ermengardis de Porta non elevanda. 28 ad 1228

Guillelmus, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Noverit universitas vestra quod Ermengardis de Porta et magister Johannes, filius ejus, et Aaliz, ejusdem Ermengardis filia, in nostra presentia constituti, recognoverunt quod, cum, vacante decanatu Parisiensi, cantor et capitulum Parisiense vellent et possent, per privilegia sua, eos cogere ad diruendum quicquid in domo sua, sita prope portam claustri Parisiensis, de novo edificaverant, ex parte claustri, ultra illam altitudinem quam dicta domus solebat habere, ex parte illa, antequam, causa meliorandi et elevandi, dirueretur ab eis, tandem, multis eorum precibus devicti, de sola gratia, eis concesserunt quod murus dicte domus, ex parte claustri, de novo edificatus, remaneret in eo statu in quo nunc est; ita quod dicta domus, ex parte claustri, ulterius non elevetur de cetero, nec aliqua fenestra fiat in posterum, ex parte claustri, in eodem muro. Et cum de hiis inviolabiliter observandis caveri sibi postularet capitulum, dicti Ermengardis, Johannes et Aeliz, coram nobis fide corporaliter prestita, promiserunt, sub pena centum librarum, se predicta inviolabiliter observaturos. Obligaverunt etiam omnes heredes suos et alios quoscumque post ipsos dictam domum habituros, sub predicta pena, ad predictorum observationem; et etiam dictam domum eidem capitulo obligaverunt, ad hoc quod, si elevatio domus vel fenestre in muro, contra predictas conventiones, quandocumque facte fuerint, liberum sit capitulo compellendi quemlibet ejusdem domus possessorem ad obstruendas fenestras, et ad diruendum quod de cetero elevabitur ultra illam altitudinem quam modo murus habet, et etiam compellendi possessorem dicte domus ad solvendam sibi penam predictam, si contra

predictas conventiones fuerit attemptatum. Quod ut ratum et firmum maneat in perpetuum, ad petitionem dictorum Ermengardis, Johannis et Aelis, fecimus presentem paginam sigilli nostri munimine roborari, ipsis, fide prestita, asserentibus quod Thomas, filius ejusdem Ermengardis, jamdudum eis quitaverat quicquid juris ei in predicta domo competebat. Actum anno Domini MCC vicesimo octavo, mense julio, die veneris proxima post festum beate Marie Magdalene.

XLV.

De xv libris annui redditus apud Conflans percipiendis.

Bartholomeus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, *etc.* Notum facimus quod, cum quindecim libras annui redditus acquisissemus, apud Confluentium, in traverso aque, singulis annis percipiendas, videlicet in crastino Omnium Sanctorum septem libras et dimidiam Parisienses, et in crastino Purificationis beate Virginis septem libras et dimidiam Parisienses, nos easdem quindecim libras Parisienses annui redditus, ob remedium anime nostre ac benefactorum nostrorum, donavimus et concessimus ecclesie Parisiensi, annis singulis in perpetuum possidendas et percipiendas; hoc videlicet modo : centum solidos de cetero percipiendos ad distributionem horarum, que fiet tantummodo illis canonicis qui horis presentes fuerint, secundum constitutionem a capitulo factam, et centum solidos ad distributionem que fit clericis matutinalibus de cetero similiter percipiendos. Residuos vero centum solidos donavimus ad anniversarium nostrum faciendum; quos dum vixerimus retinemus, sed post mortem nostram ipsos habeat capitulum distribuendos in nostro anniversario, in vigiliis et in missa, canonicis et majori altari servientibus qui presentes interfuerint. Volumus autem ut quilibet matriculariorum clericorum qui presens affuerit, eandem ibi percipiat portionem quam in anniversariis predecessorum nostrorum, in quibus percipiunt, percipere consuevit. Quilibet etiam puerorum de choro, unum denarium in vigilia et unum in missa. Et matricularii laici, omnes insimul, duodecim denarios ibidem percipient et habebunt. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno Domini MCC vicesimo sexto, mense octobri.

XLVI.

De cereis quos episcopus Parisiensis debet cancellario, succentori et capitulo Parisiensi. 1226

Bartholomeus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, *etc.* Cum dilecti filii cancellarius, succentor et capellanus Parisienses a nobis et predecessoribus nostris habere consueverint quilibet unum cereum, singulis annis, in festo Purificationis beate Marie, quos ad majorem missam eadem die offerre debebant, nos, ad preces ipsorum, prefatos cereos, a nobis et successoribus nostris singulis annis in perpetuum reddendos, eis et successoribus suis donavimus, et concessimus ut eosdem retinere valeant, et ex eis de cetero suam facere voluntatem, hoc tamen adhibito moderamine, quod cujuslibet cereus contineat dimidiam cere libram. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno Domini MCCXXVI.

XLVII.

Ernaudus decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, *etc.* Notum facimus quod nos donationem et concessionem quam fecit venerabilis pater Bartholomeus, Dei gratia Parisiorum episcopus, dilectis fratribus et concanonicis nostris, cancellario, succentori et capellano Parisiensibus et eorum successoribus, de cereis dandis in festo Purificationis beate Marie, sicut in litteris ipsius episcopi vidimus contineri, ratam habemus et presentibus litteris, sigilli nostri appositione munitis, confirmamus. Actum anno gratie MCCXXVI, mense octobri [1]. [illegible]

XLVIII.

De quindecim libratis Parisiensibus annui redditus, a Willelmo Barbete percipiendis. [illegible]

Bartholomeus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister humilis, *etc.* Notum facimus quod Johannes de Buxeria miles, in nostra

[1] Concessionem hujusmodi eadem fere verba [illegible] fecerat Bartholomeus episcopus decano, cantori et toti capitulo ecclesie Parisiensis, qui ab eodem episcopo cereos accipiebant, [illegible] decanus et cantor [illegible] et dimidiam, [illegible]. Concessionem Bartholomei, anno 1226 factam, [illegible] firmaverunt decanus et capitulum anno 1226. Utriusque chartas, scilicet concessionis et confirmationis, continet Magnum Pastorale, f. [illegible], 606.

[2] Edit. apud Dubois, t. II, p. 302.

presentia constitutus, recognovit se vendidisse, de quinquaginta quinque libratis Parisiensibus annui redditus quas tenebat a nobis in feodum, in traverso aque de Confluentio, et pro quibus homo noster erat ligius, Wuillelmo Barbete juniori, civi Parisiensi, quindecim libratas annui redditus, ab eodem Wuillelmo ejusque heredibus ita quiete et libere sicut et ipse Johannes eas habebat hiis terminis percipiendas, scilicet in Ascensione Domini centum solidos, in festo Omnium Sanctorum centum solidos, et in Purificatione beate Marie centum solidos; ita quidem quod ipse Wuillelmus et heredes sui predictas quindecim libratas annui redditus a nobis nostrisque successoribus Parisiensibus episcopis tenebunt in feodum, et exinde facere homagium tenebuntur. Ipse vero Wuillelmus, de consensu prefati Johannis militis, de dictis quindecim libratis annui redditus nobis homagium ligium fecit, et eum recepimus in hominem ligium. Prefatusque Johannes de residuo, videlicet quadraginta libratis annui redditus, homo noster ligius remansit, promittens quod predictas quindecim libratas annui redditus eidem Wuillelmo garentizabit bona fide. Et de hiis omnibus tenendis ipse Johannes miles in manu nostra fidem prestitit corporalem. Theobaldus vero, ejus filius, venditionem hanc, fide data, concessit pariter et laudavit coram nobis. Domina etiam Ysabellis, dicti Johannis uxor, et domina Ysabellis, dicti Theobaldi uxor, coram dilecto filio Nicholao, priore nostro de Confluentio, ad hec a nobis specialiter destinato, sicut ipse prior nobis rescripsit, venditionem predictam, fide data, concesserunt pariter et laudaverunt. Et nos, tanquam dominus feodi, venditionem illam, salvo tamen omni jure nostro, concedentes et approbantes, in hujus rei testimonium, presentes litteras, ad petitionem partium, sigilli nostri fecimus inpressione muniri. Actum anno Domini MCCXX° quarto, mense martio.

XLIX.

[illegible] De decem libratis annui redditus quas Wuillelmus Barbette emit a domino Galtero de Vilers.

Bartholomeus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, *etc.* Notum facimus quod, constitutus in nostra presentia, dominus Galterus de Vilers, miles, decem libratas annui redditus, quas a domino Radulfo milite et Adam de Maralio clerico, fratribus, receperat, in tra-

verso de Confluentio, de quibus decem libratis nobis homagium fecerat, vendidit Wuillelmo Barbette, civi Parisiensi, pro centum et quadraginta libris Parisiensibus, ab ipso Wuillelmo suisque heredibus hiis terminis in predicto traverso percipiendis, sexaginta videlicet et sex solidos et octo denarios in crastino Ascensionis, totidem in crastino Omnium Sanctorum, et totidem in crastino Purificationis beate Marie. Et de hac venditione tenenda et recta garentia super hoc ferenda, idem Galterus coram nobis prefato Wuillelmo fidem prestitit corporalem, ad hoc sub eadem fide se astringens, quod, si predictas decem libratas annui redditus infra annum et diem per prenominatos Radulfum et Adam, fratres, evinci contingeret, ipse predicto Wuillelmo viginti libras Parisienses, nomine pene, reddere teneretur; et si per alios quam per illos duos dicta venditio evinceretur, decem libras Parisienses, pro pena, eidem reddere teneretur Wuillelmo. Hanc autem venditionem et alia que superius sunt expressa voluit et concessit domna Helvisis, uxor prenominati Galteri, fide data coram dilecto filio A. priore de Confluentio, ad hoc a nobis specialiter destinato, sicut idem prior nobis per suas litteras patentes rescripsit. De recta vero garentia ferenda super hoc, et de pena, si committeretur, ut dictum est, persolvenda, domnus Adam de Vilers constituit se plegium coram nobis. Nos autem, ad petitionem supradicti Galteri, de illis decem libratis annui redditus Wuillelmum investivimus memoratum, in hominem nostrum recipientes eundem. In cujus rei memoriam, *etc.* Datum anno Domini MCC° vicesimo sexto, mense junio.

L.

De compositione facta inter capitulum Parisiense et cancellarium super sigillo [1]. ([illegible])

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, et Hugo decanus totumque capitulum, *etc.* Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire quod, cum de redditibus pro sigillo Parisiensis capituli proventuris nichil esset certitudinis diffinitum, et super hiis contentio aliquando mota fuisset, nos ad sopiendam totius contentionis materiam, et pacem inter capitulum et cancellarium Parisiensem perpetuis temporibus firma

[1] Edit. sine mensis indicatione, apud Bulæum, *Hist. Univ. Paris.*, t. III, p. 79.

stabilitate servandam, pari consensu et communi voluntate, sollempniter in capitulo Parisiensi duximus statuendum, quod super nullo contractu quem faciet capitulum cum aliquo canonico vel aliquo alio, sive canonicus cum capitulo vel aliquo alio, seu aliquis alius cum capitulo vel canonico, pro litteris super hoc conficiendis, vel pro sigillo habendo nichil recipiet vel exiget cancellarius Parisiensis, quicumque fuerit pro tempore substitutus. Idem etiam statuimus pro ecclesiis specialiter ecclesie Parisiensi subjectis, videlicet pro ecclesia Sancti Johannis Rotundi, Sancti Stephani, Sancti Dyonisii de Passu, Sancti Benedicti, Sancti Mederici, Sancti Cristophori, et pro canonicis earumdem ecclesiarum, et pro hospitali Beate Marie, ut similiter de nullo contractu quem aliqua istarum ecclesiarum vel aliquis canonicus earumdem faciet cum aliquo, vel aliquis cum eis, aliquid inde recipiet cancellarius pro privilegio, vel pro carta, vel litteris, vel etiam pro sigillo. Si vero aliqua extranea persona, super rebus que ad aliquam personarum vel ecclesiarum predictarum pertineant, litteras seu cartam vel aliud instrumentum petierit, quatuor tantummodo denarios inde habebit cancellarius, tam pro scriptura quam pro cera et sigillo. Similiter autem de nullo contractu quem clericus beneficiatus in ecclesia Parisiensi faciet cum aliquo, super rebus ad ipsam ecclesiam pertinentibus, cancellarius nichil habebit. Si vero capitulum Parisiense aliquem de servis suis gratis manumiserit, et littere inde fiant, cancellarius nichil inde exigere poterit, nisi tantummodo duos solidos; si autem pro precio, pro qualibet libra precii duodecim denarios inde percipiet, donec summa precii pervenerit usque ad summam XL librarum; si tamen pretium manumissionis quadraginta libras excesserit, nichil inde ultra XL solidos habere poterit cancellarius. Ceterum pro singulis litteris obolatam cere, et pro chartis denariatam recipiet cancellarius a capitulo Beate Marie. Libros quidem Parisiensis ecclesie sine cantu corrigere, ligare et in bono statu tenebitur conservare, et talem instituere magistrum in claustro qui sufficiens sit ad scolarum regimen, et ad officium quod debet facere in ecclesia, et ad litteras capituli, si opus fuerit, faciendas. Profecto omnia ista se bona fide facturum et servaturum cancellarius, quicumque fuerit, in institutione jurabit. Nichilominus etiam sub eodem juramento faciet fidelitatem capitulo de sigillo ipsius

capituli fideliter observando. Magister vero Stephanus, Parisiensis cancellarius, in sua institutione omnia supradicta benigne concessit, et propria voluntate fideliter observanda juravit, et in majorem sue concessionis noticiam hiis litteris suum fecit sigillum apponi. Nos autem hanc ordinationem volentes semper stabilitate perpetua firmiter observari, presentes litteras fecimus sigillorum nostrorum auctoritate muniri. Actum anno Domini MCC quinto decimo, mense octobri.

LI.

De decima de Fraxinis empta. An. [illegible]

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus, *etc.* Ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire quod Stephanus de Fraxinis, in nostra presentia constitutus, vendidit, pro quingentis et decem libris Parisiensis monete, ecclesie Beate Marie Parisiensis totam decimam suam de Fraxinis in blado, et totam decimam suam ejusdem loci in vino, preter illud quod dederat ecclesie Sancti Honorati. Sciendum quidem est quod hec decima libera est et penitus absoluta a synodo et circata. Promisit etiam dictus Stephanus se dictam venditionem servaturum et in perpetuum defensurum, et super hoc in manu nostra corporaliter prestitit fidem suam. Domina vero Philippa, mater ipsius Stephani, et Petronilla et Heloidis, sorores sue, et Margarita, filia dicte Petronille, et domina Maria de Palesel et filii ejus, et domina Haois de Fraxinis, sororie dicti Stephani, hanc venditionem concesserunt et, fide interposita, laudaverunt. Preterea Johannes Paumerius et Johannes de Brueriis et Petrus, frater ejus, de quorum feodo due partes decime memorate movebant, ipsum feodum quitaverunt, et, fide mediante, venditionem laudantes, se laturos garantiam promiserunt. Nicholaus quoque de Campania et Odo de Balisi et Fulchaudus de Ler, de quorum feodo tertia pars decime predicte movebat, ipsum feodum quittaverunt, et, venditionem ipsam laudantes, fide interposita, promiserunt se garantiam inde laturos. Super hac autem venditione tenenda et firmiter in perpetuum observanda, se plegios constituerunt Ferricus de Palesel et Baldoinus de Castaneto et Hugo de Alneto et Guillelmus de Villa Faverous, unusquisque in solidum et per fidem. Ne igitur hec venditio possit.

procedente tempore, aliquorum malitia enervari, ad petitionem partium, has litteras conscribi fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC tercio decimo, mense aprili, pontificatus nostri anno quinto.

LII.

[illegible] Confirmatio Petri episcopi de beneficiis collatis ecclesie nostre ab Odone episcopo[1].

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, dilectis filiis Hugoni decano et capitulo Parisiensi.... Ad universorum itaque notitiam volumus pervenire, quod felicis memorie domnus Odo, Parisiensis quondam episcopus, predecessor noster, enormitates quasdam eliminare desiderans, que, sub pretextu prave consuetudinis, in Parisiensi ecclesia pullulabant, festum dominice Circumcisionis et natale beati Stephani prothomartiris ad statum decrevit reducere regularem, et sollempniter instituit celebrari. Singulis autem canonicis et clericis majori altari servientibus, qui in natali beati Stephani matutinis intererunt, sex denarios Parisienses; singulis vero clericis chori non canonicis, IIII^or denarios; singulis etiam pueris chori, duos denarios, et singulis clericis, qui in missa responsorium vel alleluia in organo triplo seu quadruplo decantabunt, sex denarios benigne contulit et concessit, in prepositura nostra Parisiensi annuatim quiete et libere percipiendos. In festivitate autem Circumcisionis, singulis clericis chori non canonicis tres denarios Parisienses, et singulis pueris duos denarios, in redditibus capicii perpetuo percipiendos liberaliter assignavit. Dedit etiam in perpetuam elemosinam capitulo Parisiensis ecclesie stationem de pane et vino et carnibus porcinis, annuatim in festo Pentecostes a Parisiensi episcopo, qui pro tempore fuerit, persolvendam, et statuit ut quilibet canonicorum Sancti Dyonisii de Passu eadem die dimidiam percipiat stationem. Contulit insuper et concessit capitulo Parisiensi sexaginta solidos Parisienses, in censu de Bruzello singulis annis percipiendos, et in die anniversarii sui, prout ordinavit, distribuendos. Ad hec prebendam et vicariam quam ecclesia Sancte Genovefe in ecclesia Parisiensi habere solebat, quam idem episcopus acquisivit, capitulo Parisiensi concessit

[1] Vide *Gall. christ.*, t. VII, [illegible], col. 87.

pariter et quitavit[1], ut tam de prebenda quam de vicaria pro sua disponerent voluntate. Preterea octo matricularios, de assensu et voluntate capituli, in ecclesia Parisiensi instituit, et ad eorum sustentationem, tam ipse quam capitulum, certa et perpetua beneficia deputavit. Decimas etiam omnium novalium faciendorum seu jam factorum, que nondum erant aliis assignate, in omnibus locis Parisiensis diocesis in quibus ecclesia Parisiensis decimationem habebat vel habitura erat, capitulo et ecclesie in perpetuum quiete et libere possidendas concessit et liberaliter erogavit, salvo jure alterius ecclesie que in eodem territorio partem decimationis haberet. Preterea decimam, quam emerat apud Bue, in jus et proprietatem capituli pia donatione transfudit, ad denarios matutinales in festo beati Bernardi distribuendos. Ceterum assignavit ecclesie et succentori Parisiensi, et contulit ad mandetum faciendum in cena Domini, unum modium bladi ad mensuram Parisiensem, medietatem hyvernagii et medietatem mareschie, apud Erebleyum, in blado quod acquisierat et habuerat a monachis Beati Dyonisii; ita quod, si abbas et monachi Beati Dyonisii bladum illud episcopo Parisiensi alibi assignarent, succentor predictum modium bladi ibi perciperet ubi bladum episcopi assignaretur. Donavit insuper clericis matutinalibus partem illam quam percipiebat in oblationibus crucis, que proveniunt sexta feria in passione Domini, videlicet medietatem omnium oblationum. Nos itaque prescriptas donationes, concessiones et institutiones approbantes et ratas habentes, ipsas per presentis scripti paginam confirmamus et sigilli nostri munimine roboramus, easque perpetuo manere decrevimus et precipimus inconcussas. Datum Parisius anno incarnationis dominice MCC octavo, pontificatus nostri anno primo.

LIII.

De vicaria Beate Genovefe. 1208.

Odo, Dei gratia Parisiorum episcopus, etc. Ad universorum notitiam volumus pervenire, quod, cum venerabiles viri abbas et capitulum Sancte Genovefe prebendam et vicariam, quam in ecclesia Beate Marie

[1] Hanc concessionem vide in charta que proxime sequitur.

Parisiensis habebant, nobis et successoribus nostris, ratione compositionis que inter nos et ipsos intercesserat, contulissent penitus et quitassent, nos postmodum tam prebendam quam vicariam memoratam dilectis fratribus nostris Hugoni decano et capitulo Parisiensi concessimus et quitavimus perpetuis temporibus possidendam, ut tam de prebenda quam vicaria eisdem, prout voluerint, liceat ordinare; ita tamen quod capitulum supradictum, preter decem libras Parisiensis monete, quas matriculariis sacerdotibus, in ecclesia nostra a nobis noviter instituti, habendas perpetuo contulerunt, eisdem matricularis septem libras Parisienses, et, post cessionem vel decessum magistri Alberti, sexaginta solidos ejusdem monete annuatim solvere tenebuntur. Ut igitur donatio ista et concessio perpetuo robore convalescat, presentem cartam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno incarnati Verbi mcc quarto, pontificatus nostri anno vii°.

LIV.

1211. De quinta parte decime de Fresnes.

Petrus, Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod, cum esset contentio inter nos ex una parte, et abbatem et conventum Sancte Genovefe ex altera, super quinta parte decime de Fraxinis, quam Stephanum de Fraxinis asserunt in elemosinam sibi donasse, a quo quatuor partes ipsius decime compararunt, tandem, mediantibus bonis viris, pro bono pacis, sub pena viginti marcarum, compromisimus in dilectos nostros Hugonem, decanum Parisiensem, et Michaelem, decanum Sancti Marcelli, ratum habituri et firmiter servaturi quicquid ipsi duo inter nos super hiis decreverint statuendum. Si vero isti duo fortassis in unam sententiam convenire non possent, tertium poterunt eligere, qui cum ipsis vel cum eorum altero poterit arbitrari, ita quod arbitrium illius tertii et illius cum quo conveniet prevalebit. Actum anno Domini mccxi°.

LV.

[illegible] De eadem decima ecclesie Beate Marie concessa.

Petrus, Dei gratia Parisiorum episcopus, etc. Notum facimus quod

dilecti nostri abbas et conventus Sancte Genovefe quintam partem decime de Fraxinis, quam a Stephano de Fraxinis asserebant sibi in elemosinam collatam fuisse, nobis liberaliter quittaverunt. Nos vero illam quintam partem decime et alias quatuor portiones concessimus ecclesie Beate Marie Parisiensis habendas in perpetuum pacifice et quiete. Actum anno Domini MCCXI°, mense martio, pontificatus nostri anno quarto.

LIBER QUINTUS.

ABBATUM.

I.

Circa a. 1030.

De Britiniaco.

Odo, bonę memorię, abbas Fossatensis monasterii, et Ingelardus, Sanctę Marię Parisiorum decanus, totaque congregatio monachorum et clericorum utriusque ecclesię, volumus notas fieri convenientias fidelibus nostris, pręsentibus et futuris, quas inter nos, concordi sententia, habemus de quibusdam rebus unde antea contendebamus; quarum convenientiarum series et ratio in hunc modum se habent. De omnibus arpennis qui conjacent apud Britiniacum, medietatem decime Sulciacus habeat, item medietatem minutarum decimarum et oblationum et sepulturę; eo tamen pacto, ut minister Sanctæ Marię de Sulciaco quantitatem precii illius sepulturę ex sua voluntate determinet, sub pręsentia ministri Sancti Petri. Item si hospites Sancti Petri de Britiniaco laboraverint in parrochia Sulciaci, totam decimam Sancta Maria habeat. Quod si extra parrochiam Sulciaci seminaverint, nichil de decima Sulciacus habeat. Rursus medietatem rogationum et confessionum et trium festivitatum, singulis annis, Sancta Maria habeat. De portu autem villulę taliter conventio nostra se habet. Pro ripatico ipsius portus ex parte Cristoili, qui pertinebat ad ipsum Cristoilum, accepimus in excambium terram Sancti Petri, que est non longe a portu, juxta culturam Sanctę Marię; eo tenore, ut custos ipsius portus, queque ad usum Sancte Marię canonicorum necessaria, undecumque venientia, sine ullo pretio transire faciat.

II.

Venditio prioris Sancti Eligii super censu et justitia quam habebat in hiis que ecclesia Parisiensis possidebat in fundo suo. 1201.

Ego G.[1] Sancti Eligii Parisiensis prior, totusque ejusdem monasterii conventus, notum facimus tam presentibus quam futuris, quod, de voluntate et assensu domni G.[2] Fossatensis abbatis, totiusque ejusdem monasterii conventus, vendidimus, pro xl libris Parisiensibus, ecclesie Beate Marie Parisiensis quicquid in fundo nostro ecclesia Beate Marie tunc temporis possidebat, tam in domibus quam in aliis censivis. Que omnia propriis nominibus duximus exprimenda, videlicet : censum domus Johannis, nepotis episcopi, que sita est juxta portam claustri Beate Marie, censum domus Guillelmi matricularii, censum domus Balduini Chotardi, et, preterea, censum domus quam eo tempore Milo de Curtiriaco tenebat; apud Orliacum et Villam Novam, censum vinee que dicitur Barbelene, censum de vineis Roberti de Gonseinvilla et de terra que dicitur de la Baate; apud Vitriacum, censum de vinea Theobaldi de Viriaco, et censum de vinea thesaurarii Turonensis, que dicitur Rugrant, et censum de vinea Guillelmi de Melloto, scilicet de duobus arpennis vinearum et de duobus arpennis terre, et censum de vinea quam Avelina de Noeraico et Guillelmus, ejusdem filius, ecclesie Beate Marie Parisiensis vendiderunt. Vendidimus etiam et imperpetuum quitavimus predicte ecclesie Beate Marie Parisiensis omne dominium et omnem justitiam et quicquid juris in supradictis possessionibus ad nos pertinebat vel pertinere poterat. Et ne aliqua sepedicte ecclesie Parisiensi super hoc in posterum possit oriri calumpnia, presens scriptum fieri fecimus, et sigilli nostri munimine precepimus roborari. Actum Parisius, in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini MCCI.

III.

Confirmatio ejusdem venditionis a Guidone, abbate Fossatensi. 1201

.... Actum Fossati, in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini MCC primo.

[1] Neque hunc priorem neque illum quem infra, cap. IV, videbimus initiali et littera designatum cognoverunt auctores *Gall. Christ.*

[2] Guido.

IV.

Nov. 1216. De domibus Malpini.

Ego R.[1] abbas et conventus Fossatensis, et A. prior Sancti Eligii Parisiensis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod, cum domus que fuerant Malpini de Lavaco, site Parisius juxta capellam Beate Marine, spectantes ad censum Beati Eligii Parisiensis, essent ad Parisiense capitulum devolute, et nos ad distrahendum predictas domos dictum capitulum compelleremus, quod dicebamus nos posse de jure per consuetudinem terre, tandem, ad petitionem dicti capituli, familiariter et benigne permisimus eidem predictas domos in perpetuum possidere, censum solitum augmentando. Cum enim dicte domus non soleant dare, nomine census, nisi octo denarios, dictum capitulum quolibet anno, in festo beati Andree, quinque solidos, nomine census, pro dictis domibus de capitali censu priori Beati Eligii Parisiensis solvere tenebitur. Concessimus etiam dicto capitulo predictas domos ad incrementum census, si voluerit accensare. Capitulum vero nichilominus dicto priori Beati Eligii, in festo beati Andree, dictos quinque solidos, nomine census, persolvet annuatim. Si vero dictas domos a dicto capitulo distrahi contigerit, tali modo quod essent extra manum mortuam, eedem domus redirent ad pristinum censum, scilicet octo denariorum tantum, salvis venditionibus prioris Sancti Eligii; et quicquid juris in eisdem domibus habebamus eo tempore quo Malpinus eas tenebat, idem jus habebimus in eisdem. Si autem forte contigerit incrementum census vendi, voluit capitulum ut salvis venditionibus Sancti Eligii vendatur. In cujus rei memoriam, presentes litteras fieri fecimus, et sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum anno Domini MCC sexto decimo, mense novembri.

V.

[illegible] De emptione granchie et census in parrochia Viriaci.

Ego frater W.[2], prior Sancti Martini de Campis ac Longi Pontis, et ejusdem Longi Pontis conventus, notum facimus universis ad quos pre-

[1] Radulfus II.
[2] Willelmus II, postea prior et abbas Cluniaci.

sens scriptum pervenerit, quod, cum commutationem fecissemus cum venerabilibus viris H. decano et capitulo ecclesie Beate Marie Parisiensis, super decima quam ab Hugone milite de Merrolis, apud ipsas Merrolas, comparaverant, et decima nostra de Viriaco[1], ipsi, pro granchia et censu que in eadem parrochia Viriaci habebamus, centum et septuaginta libras Parisiensis monete numeraverunt nobis et dederunt, quas nos ab eis accepisse presenti scripto, cum impressione sigilli prefati conventus, prout est in evidenti, profitemur. Actum anno Verbi incarnati M° ducentesimo tertio.

VI.

De commutatione decimarum de Viriaco et Merrolis.

Ego frater Willelmus, prior Sancti Martini de Campis ac Longi Pontis, et ejusdem domus Longi Pontis conventus, omnibus qui hec legerint seu audierint notum fieri volumus, nos talem commutationem fecisse cum venerabilibus dominis Hugone decano et universis canonicis capituli ecclesie Beate Marie Parisiensis, quod quicquid decime majoris bladi et vini in tota parrochia Viriaci, et quicquid minute decime et quicquid juris apud idem Viriacum monasterium Longi Pontis habebat, ipsi perpetuo possidenda concessimus. Ipsi vero, propter hoc, totam decimam quam ab Hugone milite de Merroliis, apud eandem villam de Merroliis, comparaverant jam dicto Longi Pontis monasterio perpetuo jure et integro possidendam, pari assensu, concesserunt. Necnon et pro grangia quam in predicta parrochia Viriaci sepedictum monasterium Longi Pontis habebat, pariter et pro censu, centum et septuaginta libras Parisiensis monete nobis donaverunt. Quod, ne possit in posterum oblivione deleri, presenti scripto commendavimus, et sigillo prefati conventus Longi Pontis et nostro confirmavimus. Actum anno ab incarnatione Domini MCCIII°.

VII.

Charta Hugonis, Cluniacensis abbatis, commutationem in charta præcedenti inclusam confirmantis. [illegible]

. . . Actum anno incarnationis Domini MCC tertio.

[1] Vide hanc commutationem in charta proxime sequenti.

VIII.

1198 De quitatione rerum quas habebat ecclesia Sancti Petri Meledunensis apud Liricantum.

Ego P.[1], abbas Sancti Petri de Monte Sancti Petri Meledunensis, totusque ejusdem monasterii conventus, notum facimus presentibus et futuris quod nos, in capitulo nostro, de communi assensu ecclesie Beate Marie Parisiensis, pro sex libris Parisiensibus, vendidimus et in perpetuum habendum quitavimus quicquid censive monasterium nostrum habebat apud Liricantum, eo quod non bene sedebat nobis, cum remotum esset, et absque difficultate census hinc percipi non valeret. Quod, ut majorem obtineat firmitatem, sigillorum nostrorum auctoritate roboravimus. Actum anno Domini MC° nonagesimo octavo.

IX.

Circa 1196 De promissione suffragiorum facta ab abbate et conventu de Claro Fonte.

Ego Radulfus abbas, et totus conventus Beate Marie de Claro Fonte[2], ad omnium volumus notitiam pervenire, quod, cum venerabiles fratres et amici nostri B.[3] decanus et canonici Parisienses, pietatis intuitu, petitionem quam eis fecimus super fructu quarumdam vinearum, in terra ipsorum apud Spedonam constitutarum, benignius recepissent, nos, eis vicem quam possumus rependentes, concessimus ut, ex hoc nunc et usque in seculum, ipsa die qua per eorum aut alium certum nuncium audierimus aliquem eorum decessisse, missas, servitia et alias que fidelibus debentur exequias, in conventu publico, sicut pro aliquo canonicorum nostrorum, faciemus. Quod ut ratum permaneat, etc.

X.

1225 Compositio decimarum de Caconellis cum abbate de Chalmis.

Universis presentes litteras inspecturis, abbas totusque conventus de Chaumes, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum esset

[1] Petrus I.

[2] Canonici regulares ordinis sancti Augustini in diocesi Carnotensi.

[3] Barba Aurea, sive Barbedaurus.

controversia inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Parisienses, ex altera, super decimis quarumdam vinearum, que site sunt in decimatione sua de Cyconellis, in parrochia de Corbehart, in hanc formam pacis convenimus, habito bonorum virorum consilio, quod concesserunt nobis ut, pro omnibus decimis vinearum totius parrochie et terragii de Cychonellis et parrochie de Corbehart, habeamus de cetero et percipiamus decimam arpenti et dimidii vinee site ex altera parte chemini, quam tenent Bartholomeus de Chemino et Ferricus faber, et unius arpenti et dimidii vinee site ex altera parte chemini, quam tenent heredes defuncti Theobaldi et heredes defuncti Henrici et Aubertus Joete : ita tamen quod, si ad terram arabilem contigerit redigi dictas vineas vel aliquam partem earum, ipsi decimam de eo quod ad terram arabilem redigetur, sicut de aliis terris decimationis sue, habebunt. Si vero contigerit quod alique alie terre de quibus decimam habere consueverunt in vineas plantarentur, ipsi etiam de illis vineis, sicut de aliis terris decimationis sue, decimam habebunt, sine contradictione et diminutione aliqua. Quod ut ratum, *etc.* Actum anno Domini MCCXXV.

XI.

Littere Sancti Victoris de annualibus. 1216.

Ego Johannes, dictus abbas Sancti Victoris Parisiensis, et ejusdem ecclesie capitulum, omnibus, tam futuris quam presentibus, notum fieri volumus, quod nos, sana consideratione inducti, pieque ac prudenter curantes ut omnis ambiguitas et contentio que poterat emergere de termino annualium Beate Marie Parisiensis a nobis percipiendorum imperpetuum sopiretur, consilio et una voluntate capituli nostri, et capituli Sancte Marie Parisiensis assensu, sollempniter instituimus quod, si canonicum Beate Marie ipso die nativitatis sancti Johannis decedere contigerit, vel quoquo modo prebendam suam dimittere, fenum pratorum et bladum instantis messis integre percipiet. Similiter, si ipso die exaltationis sancte Crucis canonicum mori contigerit vel quoquo modo prebendam suam dimittere, bladum quartarium et vinum vindemiarum integre percipiet. Cum vero, secundum hoc statutum, canonicus predicta perceperit, nos omnes alios redditus ejusdem anni percipiemus

In sequenti etiam anno fenum pratorum, bladum messis, bladum quartarium et vinum vindemiarum, prout canonicus Beate Marie perceperat, integre, sine omni contradictione, percipiemus. Si autem canonicus ante diem predictorum festorum decesserit, vel quoquo modo prebendam suam dimiserit, omnes redditus ejusdem anni, pro annuali nostro, integre, sine diminutione, percipiemus. Si vero canonicus absens ante diem nativitatis sancti Johannis, vel ante diem exaltationis sancte Crucis decesserit, vel quoquo modo prebendam suam dimiserit, omnes redditus ejusdem anni, sicut supradictum est, pro annuali nostro, integre, sine diminutione et contradictione, percipiemus. Si autem de fructibus prebende, nomine predicti canonici, aliquid perceptum fuerit et non distractum, ita quod ad requisitionem nostram, per jurisdictionem capituli Parisiensis, commode possit recuperari, illud cum toto residuo nos, sine diminutione et contradictione, percipiemus. Quod autem, nomine ipsius canonici, de fructibus prebende perceptum fuerit, et ita distractum quod ad requisitionem nostram, per jurisdictionem capituli Parisiensis, commode recuperari non possit, de fructibus sequentis anni ejusdem prebende ecclesie nostre in integrum restituetur. Hujus autem institutionis paginam sigillis nostris confirmantes, statuimus ne quis in posterum hoc attemptet infirmare vel ausu temerario contraire. Actum anno gratie MCC sexto decimo.

XII.

Compositio inter capitulum Parisiense et abbatem Tyronensem super quadam terra.

Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus, Tyronensis monasterii dictus abbas, et totus conventus, salutem in Domino. Notum facimus quod ecclesia Beate Marie Parisiensis tenet quandam terram in valle Parisius, scilicet extra muros, que adhuc est in vineis, et infra muros in qua jam vinee non sunt, et, pro singulis arpennis tocius illius terre, reddit nobis singulis annis, in festo sancti Remigii, duodecim denarios Parisienses de censu capitali. Cum igitur dicta ecclesia Parisiensis terram illam que est infra muros, videlicet tres arpennos et dimidium et dimidium quarterium, pro quibus reddebat nobis annuatim, in prenominato festo, tres solidos septem denarios et obolum de

censu capitali, vellet tradere ad domos edificandas, ne in posterum inter jam dictam ecclesiam et nos posset questio aliqua suboriri, pro bono pacis talis inter nos pactio intervenit, quod, salvo nobis censu supradicto de dicta terra, totus super excrescens census erit ecclesie Parisiensis: proventus vero de venditionibus, sive de forisfactis, sive de furno, sive justiciis, sive de quocumque alio quod provenerit, per medium inter prenominatam ecclesiam et nos penitus dividentur. Et ad hec fideliter et communiter exequenda et justiciam faciendam, memorata ecclesia majorem suum, et nos majorem nostrum habebimus, qui jurabunt quod omnia supradicta, tam pro sepedicta ecclesia quam pro nobis, fideliter exequentur. Hoc tamen addito, quod si quis hospes vel hospites, statuto termino, super excrescentem censum eidem ecclesie, aut ei vel eis qui per eandem ecclesiam jam dictam terram tenuerint, non redderent, liceat eidem ecclesie, vel eis qui nomine ipsius sepedictam terram tenuerint, quolibet irrequisito, plenariam super hoc justitiam exercere: salvo nichilominus nobis censu capitali quem debet nobis eadem ecclesia pro terra illa que extra muros est, videlicet quatuor solidis et quatuor denariis et obolo. Quod ut stabile sit et perpetua vigeat firmitate, presentes litteras annotari et sigilli nostri appositione fecimus confirmari. Actum anno gratie MCCXIII°.

XIII.

De XL solidis augmentati census in elemosinam capitulo Beate Marie concessis[1]. (M[illegible] 12[illegible])

Omnibus presentes litteras inspecturis, Odo, divina miseratione Sancti Germani de Pratis Parisius humilis abbas, et totus ejusdem loci conventus, eternam in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus quod, in nostra presentia constituta Beatrix dicta La Bégane[2], civis Parisiensis, recognovit se dedisse in puram et perpetuam elemosinam venerabilibus viris decano et capitulo Parisiensi et ecclesie eorumdem quadraginta solidos census augmentati, distribuendos in anniversario Belini, quondam fratris ipsius, reddendos eisdem singulis annis, infra festum nativitatis beati Johannis Baptiste, et percipiendos super quandam domum quam ipsa Beatrix habebat, sitam Parisius

[1] Vide D. Bouillart, *Hist. de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, p. 120, [illegible]

[2] Alias, *[illegible]*

prope Parvum Pontem, in censiva thesaurarie monasterii nostri, in fronte vici qui dicitur Vicus Novus, solvendos annuatim ab illo vel ab illis qui dictam domum tenebunt. Nos autem dictam elemosinam et ipsius assignationem super dictam domum, ab ipsa Beatrice factam, volumus et laudamus; libere concedentes dictis decano et capitulo et ecclesie ipsorum, quod ipsi dictos quadraginta solidos Parisienses teneant, et super eamdem domum singulis annis percipiant atque in perpetuum pacifice possideant, absque aliqua coactione distrahendi; salva nobis justitia nostra, et salvo nobis omni alio jure nostro quod de censiva illa potest et debet provenire. Quod ut ratum permaneat, etc. Datum anno Domini MCCXXX°, mense maio.

XIV.

[illegible]

Littera Sancti Martini de compromissione.

Universis presentes litteras inspecturis, frater B.[1] humilis prior Sancti Martini de Campis Parisius, et ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Cum esset controversia inter nos, ex una parte, et decanum et capitulum Parisiense, ex altera, super omnibus terris et vineis quas tenemus in censiva dicti capituli que dicitur census communis, et super possessione cujusdam decime, que est in terra Petri de Asneriis, in feodo domini Laurentii de Castaneto, et super undecim arpentis terre, sitis apud Savies, in censiva supradicti capituli, et super duobus arpentis terre, que sunt in territorio de Bonolio, juxta Pontem Eblon, in quibus habet campipartem et decimam; in qua terra dicunt nos fecisse fossata, ad dampnum eorum; que omnia debemus distrahere, sicut dicunt; preterea super quodam molendino nomine Cyllebarbe, et super quibusdam terris, pratis et vineis, quas dicti decanus et capitulum tenent in censiva nostra, apud Sanctum Marcellum Parisius, Pentinum et Yvriacum sitis; que omnia ipsi debent distrahere, sicut dicimus; tandem super hiis omnibus, tam nos quam dicti decanus et capitulum Parisiense, in venerabiles viros magistros Bartholomeum de Monceio, canonicum Carnotensem, Jordanum, canonicum Parisiensem, et Ardengum, canonicum Legionensem, de consensu partium, com-

[1] [illegible]

promisimus; promittentes, sub pena centum librarum Parisiensium, ab illa parte que ab arbitrio resiliret parti alteri solvendarum, nos firmiter servaturos quicquid ab illis tribus vel a duobus illorum pace vel judicio fuerit ordinatum. Debet autem proferri arbitrium infra octabas assumptionis beate Marie, nisi de consensu partium fuerit terminus prorogatus. Si autem tempore medio aliquem illorum trium forte, quod absit, mori contingeret, vel aliquo legitimo impedimento teneri, propter quod cognitioni querele interesse non posset, alius substitueretur loco ejus, qui, in predicta forma, in negocio ipso procederet secundum retroacta. Si vero contingeret arbitrium minime terminari, ea que acta forent in arbitrio, in judicio locum haberent. Actum anno Domini MCCXXVI, mense martio.

XV.

Littere fratrum ordinis Sancte Trinitatis[1]. (An. 1230.)

Frater Michael, ordinis Sancte Trinitatis et captivorum dictus minister major, licet indignus, ceterique ministri et fratres ejusdem ordinis in generali capitulo apud Cervum Frigidum congregati, universis presentes litteras inspecturis, salutem et devote orationis hostiam salutarem. Noveritis quod fratres nostri receperunt a venerabili patre Guillelmo, episcopo Parisiensi, et a venerabili viro decano et capitulo Parisiensi, ecclesiam et domum Sancti Maturini Parisiensis in omnimoda obedientia, subjectione et reverentia, in qua antecessores eorum dictas ecclesiam et domum tenuerant et possederant; promittentes etiam se bona fide dictis episcopo, decano et capitulo omnimodam obedientiam, subjectionem et reverentiam super predictis in perpetuum servaturos, renunciantes omnibus privilegiis et litteris impetratis et impetrandis super premissis. Nos vero, de consensu totius capituli nostri generalis, consentimus omnibus predictis, et ea rata habemus et approbamus. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri generalis capituli munimine roboravimus. Datum apud Cervum Frigidum, anno Domini MCCXXX°, feria III° post Trinitatem[2].

[1] Edit. apud Menage, [illegible], t. I, p. 83, verbo [illegible].

[2] Hoc decreto [illegible] mense augusto, frater Simon, minister domus Sancti Mathurini, obtinuit a Parisiensi episcopo confirmationem concessionis episcopi Guillelmi. Chartam dicti Simonis, quam bis continet Magnum Pastorale, p. 665 et 774, omisimus.

LIBER SEXTUS.

DECANORUM.

I.

Circa a. 1101. De Moiri.

In nomine sanctę et individue Trinitatis. Ego Fulco, Parisiacensis ecclesie decanus, et omnis congregatio canonicorum ęcclesie Sanctę Marię, notum volumus fieri omnibus, tam presentibus quam futuris, quod quidam, Radulfus nomine, adiit pręsentiam nostram, postulans et obsecrans ut ei misericordiam faceremus, eique quandam terram, quę est apud Moiriacum, firma manu ad censum concederemus. Nos autem, petitioni ipsius precibusque suorum amicorum obsequentes, eo tenore illi et filio ejus, eodem nomine Radulfo, et tercio heredi sine nomine illam terram concessimus, ut unoquoque anno xx solidos census solvat, et, hiis tribus heredibus defunctis, terra redeat ad proprietatem ecclesię. Actum Parisius in capitulo Sanctę Marię. S. Fulconis decani. S. Gualeranni pręcentoris. S. Wlgrini archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi, *etc.*

II.

1100. De terra in territorio Laiaci sita.

Ego Fulco, decanus, et Sanctę Marię Parisiensis ęcclesie conventus, notum volumus fieri nostris successoribus, quod quidam noster homo, videlicet Evrardus, major Laiaci, venit in capitulum nostrum cum quibusdam familiarium nostrorum et illius amicorum, qui, supplicantes, petierunt a nobis multis precibus quatinus quandam terram, quę est apud villam Laiacum, illi manufirmaremus. Est autem illa terra in territorio Laiaci, quę Manus Firma appellatur ab ipsius villę incolis, in qua est molendinus unus, et pratorum arpennus unus et dimidius, et alia terra aratrorum cultibus apta. Quorum supplicationibus nequa-

quam refragati sumus; sed, quia nobis fidelis semper extiterat, non difficulter obtinuit a nobis quod petebat. Concessimus igitur illi supradictam terram sub tribus heredibus habendam, quorum ipse Evrardus est primus, Renaldus, filius ejus, secundus; quibus defunctis, tercius in capitulum adducetur, et, ibi nominatus, conventui fratrum presentabitur. Quod, ut firmum maneat, scribi precepimus, et scriptum roborando manibus nostris tetegimus, signa quoque nostra subnotavimus. Actum Parisius publice, anno incarnationis Domini MC°, indictione XI, concurrentibus et epactis VII, regnante Philippo, anno sui regni XL°, episcopatus Guillelmi V°. S. Fulconis decani. S. Waleranni precentoris. S. Vulgrini archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi, *etc.*

III.

Fulco decanus et totus clerus Parisiensis ecclesiæ concedunt ad manum firmam Hugoni de Orliaco et Girardo fratri ejus terram dictam Alodium Roissiaci, quæ ecclesiæ Parisiensi obvenerat morte Roberti, in Jerosolymitano itinere defuncti, ita ut Hugo et post eum hæres ejus, Girardus et post eum hæres ejus, singuli medietatem hujus terræ possideant, et, illis mortuis, utraque pars ad ecclesiam Parisiensem revertatur. 1100.

.... Actum publice Parisius, in capitulo Beate Marie, anno ab incarnatione Domini MC, regnante rege Philippo, XL regni sui anno, episcopatus Guillelmi episcopi V° anno, indictione XI, epactis et concurrentibus VII. S. Fulconis decani. S. Galeranni precentoris. S. Vulgrini archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.... Ego Ricardus cancellarius scripsi.

IV.

Charta Fulconis decani et totius ecclesiæ Parisiensis conventus, qua conceditur Evrardo, majori Laiaci, Isabelli, uxori ejus, Petro et Rainaldo, filiis ejus laicis, et, illis defunctis, eorum hæredi, qui capitulo repræsentabitur, conquestus Roberti, fratris dicti Evrardi, absque hærede defuncti. 1101.

.... Actum publice Parisius, anno MCI, indictione IX, epacta XVIII, concurrente I, regnante rege Philippo anno XLII, episcopatus Guillelmi anno VI. S. Fulconis decani. S. Reinaldi archidiaconi. S. Waleranni precentoris, *etc.*

V.

[illegible]

De molendinis Spedone

Ego Bernerus[1] decanus et Stephanus archidiaconus, Spedone prepositus, et totus sancte Parisiensis ecclesię conventus, tres molendinos apud Spedonam, duos videlicet Sancte Marie et tertium Sancti Christophori, Roberto, majori de Spedona, et Fescie, uxori sue, et uni heredi suo tantum, Roberto videlicet, eorumdem filio, habendos et possidendos concedimus; ita videlicet ut sexdecim modios annone, medium frumenti et medium molturengie, singulis annis, in istis terminis, ad natale Domini septem modios, et septem ad Pentecosten, et duos ad festum sancti Petri, in principio augusti, nobis persolvant. Si vero dominus Stephanus, qui in vita sua prędictos molendinos possessurus est, obierit, vel ecclesie nostre eos habendos in vita sua concesserit, ęcclesia nostra duos modios et dimidium annonę, medium frumenti et medium molturengie persolvet, singulis annis, hospitali Sancti Christofori. Ad predictos autem molendinos omnes hospites terre nostre, que ad Spedonam pertinet, per bannum ire jubemus.

VI.

[illegible]

De Isembardo, fratre Severici

Notum sit omnibus, tam posteris quam pręsentibus, quod canonici Sanctę Marię, in capitulo ejusdem ęcclesię, Isembardo, fratri Severici militis, censum quindecim denariorum ex suis hospitibus cum justitia dimiserunt; ita ut prędicti canonici augmentum census hospitorum viginti et unius denariorum et justitiam ad censum pertinentem amodo secure possideant[2]. Omnes isti interfuerunt. Ansoldus, frater episcopi de Mezs; Hugo de Monte Gaio; Guido Silvanectensis de Turre, et Guilelmus, filius Guidonis de Turre; Teodericus, filius Roberti; Adam de Calenbezs; Robertus, frater ejus; Frotmundus camerarius; Albricus, major de Christolio, et Rasinus, frater ejus; Rogerus de Christolio; Dagobertus, filius Frodonis; Odo de Sancto Marcello; Vivianus gra-

[1] [illegible] Parisiensis [illegible] ab a. [illegible] ad a. 1140.

[2] Hoc [illegible] in Libro Nigro [illegible]

netarius; Teboldus cellerarius; Petrus panetarius Sanctę Marię; Malgoldus; Guerricus de Sancto Marcello; Robertus famulus.

VII.

De Arenvilla. 1117.

Tam presentium quam posterorum memorie certum fieri volumus, quod ego Bernerus decanus et totus Parisiensis ęcclesię conventus, utilitati nostrę ęcclesie providentes, cujusdam terrę, quam in Belsa habemus, Arenvillę nomine, que de potestate Corberosę, villę nostrę, est, medietatem Balduino de Dordentio ejusque heredibus imperpetuum habendam et possidendam concedimus : tali quidem tenore, quod terram illam cultoribus et hospitibus vestiat, ita quod suam vel nostram partem discernere nesciat, sed omnium redituum totius illius terrę et hospitum nos unam obtineamus medietatem, ipse vero vel sui heredes alteram. Carruca vel carrucę etiam, si volumus, de nostro et eorum communi statuentur, et ejus vel earum fructus communis habebitur. Major quoque ipsi terrę a nobis et a preposito Corberosę, sine Balduini vel suorum successorum assensu, communem tamen faciens fidelitatem, statuetur. Hanc autem terram sub predicti tenoris determinatione a nobis in feodo habebunt, et mihi aliisque decanis mihi successuris, et Thebaldo, preposito Corberose, suisque successoribus hominia et fidelitates inde facient. Quod ut ratum, *etc*. Actum publice Parisius, in capitulo Beatę Marie, regnante rege Ludovico anno nono, Girberto Parisiensi episcopo anno secundo. S. Berneri decani. S. Ade precentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Hanrici archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.... S. Gauteri, sacerdotis Corberosę. S. Hemerici, majoris Corberosę.... S. Pagani de Angelviler.... S. Vaslini de Vileriaco S. Erardi de Supplevilla.... Tebaldus cancellarius scripsit.

VIII.

De hominibus Sancte Marie de Corbolio. 1109.

In nomine sanctę et individue Trinitatis. Omnibus notum fieri volumus, quia servi Sanctę Marię Parisiensis, illi scilicet quorum domus aut

familię sunt apud castellum Corboilum, nostram adierint presentiam, humiliter petentes quatinus, postquam aliquis eorum vitam finiret, res et possessiones illius propinquiores ejus parentes, hereditario jure, possiderent, scilicet filius aut filia, frater aut soror, nepos aut neptis, pater aut mater, avunculus aut matertera, et, remotis omnibus aliis parentibus, parentes tantę propinquitatis in hereditatem sibi invicem succederent: quod si nulla nominatarum personarum superstes existeret, ad cognatos et ad alios parentes hereditas nequaquam procederet, sed Parisiensis ecclesia statim illius heres fieret. Ego igitur Bernerus, decanus Sanctę Marię Parisiensis, et ceteri fratres eorum petitioni assensum prebuimus: et ut prenominate tantum personę, sicut determinatum est, in hereditate sibi subponantur imperpetuum annuimus, et cartam hujus concessionis, cyrographo firmatam, eis tradidimus. S. Berneri decani. S. Ade precentoris. S. Guillelmi archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Ranaldi archidiaconi.... Actum publice Parisius, in capitulo Sanctę Marie, anno ab incarnatione Domini MCVIII°, indictione II°, epacta XXVIII°, concurrente IIII°, rege Lugdovico regnante anno II°, anno episcopatus Galonis V°. Girbertus cancellarius subscripsit.

IX.

[illegible] 1117 De Campinaco.

In Christi nomine, ego Bernerus, decanus Sanctę Marię Parisiensis ęcclesię, omnisque congregatio canonicorum, gratia memorię tam presentium quam futurorum, scriptum mittimus, quoniam, cum disceptatio esset de terra de Campinaco, que nostra est, inter nos et Fulcaldum, Senonis, ante presentiam domni Demberti [1], Senonensis archiepiscopi, ad placitandum de supradicta terra convenimus. Ibi multis utrimque habitis rationibus, tandem placuit tam nobis quam ipsi Fulcaldo, quatinus adquiesceremus his quę juraret Galterus, Burchardi filius, de supradicta terra et de consuetudinibus quas in ipsa terra ipse Fulcaldus habere debet, ne amplius disceptatio sit inter nos et ipsum de terra. Statutum est autem ut sacramentum illud fieret apud Vernoum, in presentia nostra et nostrorum hominum. Hoc autem constitutum sacra-

[1] Dembertus, [illegible]

menti predicti fuit domnus Dembertus archiepiscopus, Stephanus prepositus, Ansellus archidiaconus, Girardus archidiaconus, Galterus archidiaconus, Hugo pręcentor, Hilduinus noster concanonicus.... Laici etiam isti ex parte nostra fuerunt : Manasses de Serginniaco, Galterus prępositus... Godefridus noster major, Stephanus de Cellis. Ex parte autem Fulcaldi fuerunt Deimbertus, Havinus, Wibertus de Campiniaco,... Paganus de Varennis, Hilduinus de Campellis. Cum autem a Senonis apud Vernoun convenissemus, pro sacramento supradicto, disratiocinatum est primitus ab ipso Galtero supradicto quid ipse juraret. Dixit autem quia in manu firma nichil ipse Fulcaldus habere debet in terra prędicta, nisi minam avenę pro salvatione, si hospes ibi fuerit aut ad hospitalitium aliquis eam tenuerit. Si de hoc Fulcaldo injustitia fiat, faciet clamorem ministro canonicorum Sanctę Marię, et si ipse minister de hoc sibi justitiam facere noluerit, ipse Fulcaldus sibi postea justitiam faciet. In terra de vineis Grimaldi et Nerberti nichil prorsus habet ipse Fulcaldus. In alia terra de Campiniaco, si hospes ibi fuerit aut ad hospitalitium aliquis eam tenuerit, de hospite vel de hospitalicio habebit Fulcaldus duos panes et duos capones et duas minas de avena et duos denarios. Et ubi ipse hoc capiet, canonici Sanctę Marię capient quatuor denarios de censu, duos in festo sanctę Columbę et duos in medio marcio. In ista etiam terra si latro captus fuerit, erit Fulcaldi, et sanguis et incendium et justitia sua; et terraticum erit Sanctę Marię, et decima inter sacerdotes de Vernoo et de Cellis. Ab ipsis etiam hospitibus et ab eis qui terram ad hospitalicium tenuerint, corveas et quadrigatum et talliones et demandationes habebimus, et ipse Fulcaldus. Hanc autem terram dabit Fulcaldus aut minister ejus ad hospitalitium aut ad laborandum, nec pro dono aliquid habebit, nisi denarium, ad emendam denaratam vini. Si autem cupiditate majoris precii terram dare noluerit, reddet canonicis Sanctę Marię terraticum; fructum autem terre habebit ille in cujus hospitalitio erit, et fructus, qui non erit in hospitalitio, erit canonicorum Sanctę Marię. Et si latro ad fructum captus fuerit, erit Fulcaldi, et justitiam faciet. Hoc autem juravit ipse Galterus, vidente et audiente Fulcaldo et his qui nobiscum et qui cum eo erant apud Vernoun.

X.

Circa a. 1112

De Guillelmo Marmerello et de Succeio.

Parum est aliquid utiliter statui, nisi id etiam laboretur, ne quod statutum est possit convelli, *etc.* Hoc itaque ego Bernerus decanus et congregatio Sanctę Marię Parisiensis veraciter attendentes, concordiam, quę inter nos et Guillelmum Marmarellum facta est, de hominibus et hospitibus nostris apud Succeium villam commorantibus, litteris et per litteras memorię mandare curavimus, ut deinceps, omni de hac re exclusa contentione, omnis locus injustis tolleretur calumpniis. Cujus rei ordo sic se habet. Cum modo dictus Guillelmus prędictos homines et hospites nostros injustis vexaret exactionibus, factumque suum quasi jure defensurus, statuta die, in aula domini Gualonis, Parisiensis episcopi, justitiam tenente Ansello dapifero regis [1], ad duellum contra unum de hominibus nostris convenisset, consilio eorumdem, Gualonis scilicet episcopi et Anselli dapiferi, concordia inter nos et ipsum Guillelmum facta est, non sine ipsius et nostra assensione; cujus tenor sic est. Diffinitum est ne liceat ipsi Guillelmo, vel successoribus ejus, jam dictos homines et hospites nostros, pro aliquo forisfacto, in jus per suam justitiam cogere, nisi adversus eos querelam habuerit, de his quę sibi ab illis rusticis ex antiqua consuetudine debentur, videlicet de denario et tortello et corvata. Quod si de his adversus eos querelam habuerit, tunc illos per suam justitiam ad placitandum cogere poterit, vel apud Succeium tantum, vel apud Bonoilum, in eo scilicet loco quem rustici Mallos vocant. Determinatum est etiam quod si idem Guillelmus boves vel quęlibet pecora eorum, sub pastorali custodia pascentia, in loco ubi sibi dampnum faciant, acceperit, et se sic accepisse per aliquem de servientibus suis probaverit, non a dominis, sed a pastoribus, emendationem expostulet; ita videlicet ut singuli pastores singulas illi emendent leges. Quod si idem Guillelmus, vel per se vel per servientem suum, in proxima ante natale Domini ebdomada nemus suum circuire voluerit, licebit ei hoc semel facere, et tunc ab omni homine, quemcumque intra nemus illud ligna portantem vel secantem invenerit, debebit

[1] Ansellus de Garlandia, senescalli seu dapiferi officium adeptus post annum 1108, occisus est ab Hugone, domino Puteoli, anno 1118.

tantum unum obolum accipere. Statutum est autem ut non liceat prȩdictis rusticis quicquam vendere, sive de illo nemore, ubi habent jus suum in vivo et in mortuo, sive de illo, ubi habent tantum in mortuo. Nec vero inde dare quisquam aliquid audebit, nisi vicinis suis in eadem villa commorantibus. Quod si idem Guillelmus ab aliquo illorum hanc injuriam expostulaverit, quod ille ligna sui nemoris vel alicui vendiderit vel extra villam suam alicui dederit, licebit illi qui impetitur sola manu hoc negare, aut si hoc non poterit, secundum legem debebit emendare. Tortellum autem quem unusquisque pro eodem nemore debet, de meliori pane quem sibi in natale Domini paraverit, persolvet. Aliunde autem quȩrere non cogatur. Ex parte canonicorum hi testes : Arnulfus miles, Leonoldus major de Succi, Guido decanus, Albericus major, Hugo decanus, Haimericus major.... Rainoldus de Lisinni, Robertus de Braia, Radulfus de Porta. Ex parte Guillelmi hi testes : Anselmus dapifer, *etc.*

XI.

De domo Stephani archidiaconi. 1108

In nomine sanctȩ et individuȩ Trinitatis. Scire volumus omnes, tam futuros quam prȩsentes, quod Stephanus [1], archidiaconus, domum suam quam habet in claustro Sanctȩ Mariȩ, cum duabus tonnis et duobus scannis et duobus lectis, culcitram et capicerium habentibus, quidem nobis canonicis et confratribus suis, post decessum suum, pro remedio animȩ suȩ, concessit habendam; ea videlicet conditione ut, si in vita sua aliquem canonicum vellet eligere, qui post mortem suam vel decessum suum domum illam possideret, ex beneficio electionis suȩ, domum illam canonicus ille obtineret, et, post obitum illius, ad ȩcclesiam penitus rediret. Constituit etiam prȩdictus Stephanus quatinus, per singulos annos, die scilicet sui anniversarii, statio de quatuor ferculis nobis redderetur, de qua statione tam canonici quam vicarii reficerentur. Diffinivit etiam se ostensurum et daturum nobis in vita sua vineas vel

[1] Stephanus Garlandensis, quem sanctus Bernardus, Clarevallensis abbas, ad Sugerium abbatem Sancti Dionysii scribens, vocat, *diaconum contra evangelium Deo et Mammona pariter ministrantem, sic sublimatum honoribus ecclesiasticis, ut nec episcopis inferior videatur, sic implicatum militaribus officiis, ut preferatur et ducibus.*

alia hujusmodi, unde statio vel refectio illa quotannis sufficienter possit fieri. Quod si, vel infirmitate detentus, vel insperata morte occupatus, diffinitionis votum adimplere non posset, instituit et injunxit ut de supellectili domus suę et variis utensilibus et aliis suis rebus, quod valeret XV^cim marcas argenti, acciperemus unde prędictam stationem, per singulos annos, plenarie faceremus. Ego autem Bernerus, decanus Parisiensis ecclesie et totus ecclesię conventus, elemosinam et beneficium fratris benigno animo attendentes, ejus institutioni et voluntati assensum prebuimus, et quandam aliam domum quę stationem reddit, affinem scilicet et contiguam domui illius, necessariam et perutilem usibus ejus, illi habendam concessimus; ita scilicet ut utriusque domus possessor existat, et stationem sibi concesse domus per singulos annos reddat, et nulla ulterius persona duas domos ad duas stationes possideat. Facta est autem hec concessio et institutio in capitulo Sanctę Marię, anno ab incarnatione Domini MCVIII°, indictione I^a, epacta VI^a, concurrente III°, regnante rege Ludovico anno I°, anno episcopatus Galonis IIII°. Gerbertus cancellarius subscripsit.

XII.

Circa a. 1120 — *Preceptum de molendinis et furnis de Spedonis et de Roseto.*

Ego Bernerus decanus et ceteri canonici omnibus notum facimus, et presenti scripto determinare decrevimus ea quę Stephano archidiacono cum censu vel reditu, et ea quę sine censu vel aliquo reditu, canonice quidem, habenda concessimus. Concessimus enim ei molendinum et furnum nostrum, quos apud Rosetum habemus, de quibus per singulos annos debet nobis persolvere tres modios frumenti et dimidium, et totidem de multurenga. Habet etiam apud Spedonam molendinum nostrum, de quo debet reddere annuatim duos modios frumenti et totidem de multurenga; quos tamen in augusto mense debet persolvere, scilicet ad tallias nostras faciendas. Habet etiam apud eandem villam duos furnos nostros, de quibus per singulos annos persolvere debet XL solidos Medantensis monete. Concessimus autem ei, sine censu vel aliquo reditu, conjunctum oblationum nostrarum apud Spedonam villam exeuntium, et apud eandem villam X modios vini, de pressura torcula-

rium. Fecit autem de proprio suo molendinum unum apud Rosetum et duos furnos apud Spedonam, quos, sine censu vel redditu, ei habere permisimus, eosque, post ejus excessum, habebimus. Sciendum vero est quia predictus Stephanus, de molendino nostro qui apud Rosetum est, sicut superius dictum est, septem modios annonę nobis persolvit. Ipse autem octo inde recipit, octavum enim modium superaccrevit; quos quidem octo, post decessum ejus, habebimus, cum molendino illo quem ei facere permisimus. Sciendum etiam est quia de molendino Sancti Christofori, qui est apud Spedonam, duos modios et dimidium annonę hospitio pauperum reddit; nobis vero, de nostro molendino, IIII^or persolvit; ipse vero XVI modios inde recipit : quos quidem omnes, post ejus decessum, recipiemus, et de molendino Sancti Christofori duos modios et dimidium hospitio pauperum, sicut ipse persolvit, persolvemus. Omnia quidem ista, et quę cum censu et quę sine censu sunt, predicto Stephano, sicut superius determinata sunt, canonice possidenda concessimus; ita scilicet ut, post decessum illius, ad nos ex integro redeant, et in nostra communitate perpetuo existant. Et hęc est summa eorum, quę domnus Stephanus superaccrevit ultra ea quę prius inde habebantur : nam supra septem modios annonę, quę recipere solebat inter furnum et molendinum apud Roseium, unum modium superaccrevit; et in eadem potestate superaccrevit molendinum trium modiorum et dimidii, medietatem frumenti et medietatem multurengię. Apud Spedonam vero, sicut superius dictum est, duos modios et dimidium annonę hospitio pauperum reddit, de molendino Sancti Christofori, et nobis, de nostro, IIII^or persolvit; ipse vero sedecim modios inde recipit. In molendinis quippe Beatę Marię, novem modios et dimidium superaccrevit, medietatem frumenti et medietatem multurengię. Furni quoque de Spedona erant ad quadraginta solidos : domnus vero Stephanus levavit eos ad triginta modios vini, et torcularia ad viginti modios vini, et conductum oblationum ad triginta solidos. Et rotagium, sive per terram sive per aquam, non reddebat prius nisi duodecim solidos, quia navis non reddebat nisi quatuor denarios tantum; ipse vero ad hoc levavit, ut de unoquoque modio vini unum denarium redderet. Et, in capitulo Parisiensis ecclesię, domni Stephani consilio, hoc etiam constitutum est ut, post mortem Roberti.

majoris de Spedona et unius heredis sui, quicumque ejus villę major fieret, ad eandem censam furnos et molendinos haberet, et, quicumque decaniam ejusdem villę haberet, conductum oblationum ad eandem censam retineret. Similiter et major de Roseio, post decessum domni Stephani, ad eandem censam retineat et furnum et molendinos de eadem villa. Et ut hoc firmum et inconcussum in perpetuum maneret, Girbertus ejusdem ęcclesię episcopus, cum ceteris presbiteris ejusdem ęcclesię, in capitulo excommunicavit omnes illos qui, post decessum domni Stephani, vel prece, vel pretio, vel quocumque malo ingenio, ea quę superius memorata sunt de communitate canonicorum ęcclesię Parisiensis auferre presumerent.

XIII.

[illegible]

De Theoderico de Miliaco.

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ego Bernerus, decanus Sanctę Marię Parisiensis ęcclesię, omnisque congregatio canonicorum, ad memoriam, tam presentium quam futurorum, patefieri volumus, quoniam Theodericus de Miliaco nostram presentiam adiit, et, quoniam injuste et absque ratione pedagium de rebus nostris et de rebus famulorum nostrorum acceperat, super hoc commisso veniam et absolutionem a nobis expeciit. Ut autem quod suppliciter expetebat a Deo mereretur accipere, gratia rectitudinis exequende, in presentia tam clericorum quam laicorum, quorum nomina subscripta sunt, vadimonium super altare posuit, promittens nec se nec aliquem de heredibus suis in posterum, de rebus supradictis, pedagium accipere. Bernerus decanus, Ramaldus archidiaconus, Adam precentor.... Girbertus succentor, Hugo de Creeil, Hugo dapifer.... Ex parte Theoderici fuit Terricus de Danemeis, Symon de Sparnai. Ex parte autem nostra: ... Henricus de Ivri,... Petrus de Furno, Tecerius de Moncello....

XIV.

[illegible]

De ecclesia leprosorum.

Notum sit tam presentibus quam futuris, Bernerum, sanctę Parisiensis ecclesię decanum, totumque ejusdem ecclesię conventum, concessisse,

quia Almaricus, leprosorum Pontesiensium sacerdos, ęcclesiam a custode hospitalis Sancti Christofori recipiet, aliique ejusdem sacerdotis successores, eoque tenore prefate ecclesie deserviet, ut nullum sanum, nec ipsum leprosorum servientem, recipiat. Si vero leprosos quandoque inde discedere contigerit, sanique homines in eundem locum successerint; non prędicte ęcclesię, sed Sancti Audoeni parrochiani erunt.

XV.

Quod nullus de choro Beate Marię pedaticum debet. Circa a. [illegible]

Ego Bernerus, Sancte Marie Parisiensis decanus, et totus ejusdem ęcclesię conventus, notum esse volumus, tam presentibus quam et futuris, quod, tempore domni Stephani, Parisiorum episcopi, in presentia ejusdem, actum est placitum inter nos et domnum Stephanum archidiaconum, qui eo tempore Gornaicum tenebat, de preposito scilicet Gornaici, Garnerio, tunc temporis etiam et pedaticum tenente, qui a quodam Sancti Marcelli canonico et prębendę ipsius vicario pedaticum injuste acceperat. Diffinitum est autem atque ab eodem Stephano, dictante justitia, recognitum atque concessum, quod nullus de choro Sanctę Marię pedaticum ullo modo deberet. Veniens igitur predictus Garnerius ante presentiam domni Stephani episcopi et nostram, duos denarios quos a prefato clerico injuste acceperat reddidit, et rectitudinem inde fecit. Quod ne aliqua postmodum posset oblivione deleri, scripto commendari voluimus, et eosdem quos Garnerius reddidit denarios in hujus rei memoriam reservari pręcepimus. Huic rei testes interfuerunt: Albericus major de Cristoilo, Aimericus major de Ibriaco, Alricus granetarius, Gilebertus decanus de Succiaco.

XVI.

De majoria de Roseto. [illegible]

Ego Bernerus, Sancte Marię Parisiensis decanus, et totus ejusdem ęcclesię conventus, notum esse volumus, tam instantibus quam et futuris, quia postulavit nos quidam fidelis noster, Radulfus nomine, quatinus ei majoriam de Roseto in vita sua concederemus; quod ita et fecimus. Concessimus siquidem ei majoriam ut libero homini, in

vita sua, nullo succedente herede, libere habendam; eo scilicet tenore ut, si forte aliquod forisfactum inde fecerit, quamdiu illud in capitulo voluerit emendare, majoriam non possit amittere; si vero forisfactum nesciens fecerit, sua plena lege emendabit, nisi scienter fecisse in capitulo comprobari potuerit. Forifacta etiam, quę ante concessam sibi majoriam fecerat, omnia condonavimus. Quod ut stabilius permaneret, cartam inde pręcepimus fieri, eamque sigilli nostri auctoritate firmari. S. Berneri decani. S. Ade pręcentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Tebaldi archidiaconi. S. Tebaldi archidiaconi.... Data per manum Algrini cancellarii[1].

XVII.

Circa 1120 De quodam agro a quodam canonico Sancti Mederici vendito.

Quoniam multorum hominum voluntates, non solum ex dictis quandoque diversas, verum etiam ex factis ipsis sepissime contrarias esse cognovimus, pactum quoddam litterarum memorię commendare curavimus. Domnus siquidem Germundus, Beati Mederici canonicus, agrum quendam, qui in portionem prebende suę cesserat, quibusdam hominibus ibidem hospitari volentibus, Gautero scilicet et Lamberto et quibusdam aliis, vendidit censualiter ac perpetuo possidendum. Quod utique communi favore canonicorum Beati Mederici, Berneri quoque Parisiensis decani, ac totius Beate Marię conventus, assensu firmatum est. Hujus rei testes fuerunt : Albertus, filius Philippi; Garnerus, nepos Alexandri; Gislebertus, filius Gauteri monachi; Brisco, sacerdos Sancti Pauli.

XVIII.

[illegible] De molendinis Orliaci.

Ego Bernerus, Beate Marię Parisiensis ecclesię decanus, et conventus canonicorum ejusdem ęcclesie, universis notum fieri volumus cunctis fidelibus, tam futuris quam pręsentibus, quod Petro majori Orliaci et Herluino fratri suo et heredibus eorum, molendinos de Orliaco ita inperpetuum habendos et obtinendos concedimus, ut modios annonę III, medietatem de frumento et medietatem de ordeo, in festum

[1] Vide nomina testium in charta anni 1134, infra, c. XVIII.

sancti Johannis sextaria XVIII, de frumento IX et de ordeo IX, et in nativitate Domini sextaria XVIII, de frumento IX et de ordeo IX, singulis annis nobis inde persolvant. Primus siquidem annus quo inter nos et ipsos pactio ista facta est et concessa, prima die mensis martii incepisse constituitur, et kalendis ejusdem mensis annis singulis concludetur. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, etc. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXXXIII°, regnante Ludovico anno XXVII°, Ludovico, ejus filio, in regem sublimato anno III°. S. Berneri decani. S. Ade precentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Teobaldi archidiaconi.... Data per manum Algrini cancellarii.

XIX.

De vineis apud Ibriacum sitis. Circa a. 1120.

Ego Bernerus, sancte Marie Parisiensis ecclesie decanus, communi favore et parili omnium canonicorum assensu, vineas nostras, que apud Ibriacum site sunt, Johanni Trianno et heredibus ejus ad medietatem faciendas concessimus, quandiu ipse vel heredes ejus quecumque in factura vinearum illarum necessaria fuerint bene operabuntur. Quoniam vero mentes hominum in pactis varias flexibilesque cognovimus, litterarum memorie commendari et cyrographi subscriptione, ne in posterum infringatur, annotari voluimus.

XX.

De potestate concessa Herberto, canonico Parisiensi, a capitulo in presbiteros de Orliaco. 11[illegible]

Quoniam humane fragilitatis est ea etiam que sub nostra fiunt presentia cito cotidie a nostra dilabi memoria, necessarium duximus ea quidem litterarum apicibus annotare que non volumus vento oblivionis committere: quod enim memorie nostre repentina subripit oblivio, litterarum monimentis et scripturarum revocatur testimonio. Ego igitur Bernerus decanus et totus Parisiensis ecclesie conventus, notum fieri volumus, tam futuris quam presentibus, presbiteros de Orliaco, quicumque fuerint, ecclesiam illam de Orliaco, nostro assensu, nostro etiam munere, et nunquam aliter, possidere aut possedisse, et temporale bene-

ficium quod pertinet ad presbiteratum a nostra manu semper suscepisse. Nec solum imponendi presbiteros, sed etiam, prout justum fuerit, expellendi et commutandi licentiam habemus, et, tanquam in subditos nostros, debitę potestatis justiciam in eos exercemus. Hanc ergo potestatem Herberto, concanonico nostro, quamdiu vixerit, habendam concedimus; ita scilicet ut quicquid juris aut consuetudinis aut potestatis in presbiteros illos habuimus habeat, et in impositione vel commutatione presbiterorum vices nostras solus exerceat et ex integro possideat. Sed, ne res ecclesiastica a fratrum communitate omnino videatur esse alienata, diffinitum est ut, post decessum illius, ad nostram redeat communitatem, et concessum est sub anathemate ut nulla ulterius persona hanc habeat potestatis dignitatem. Ut autem hec diffinitio inviolabilem in posterum obtineat firmitatem, pręsenti scripto memorię commendavimus, et nominum nostrorum inscriptione cartam istam signavimus. S. Berneri decani. S. Ade pręcentoris. S. Guillelmi archidiaconi. S. Stephani archidiaconi. S. Raginaldi archidiaconi.... Actum publice in capitulo Sanctę Marię, anno ab incarnatione Domini MCVII, indictione XV^a, epacta VI^a, concurrente I, Philippo rege regnante anno XLVII, anno episcopatus Galonis III°. Girbertus cancellarius scripsit.

XXI.

1112 De ecclesia sita in Plessiaco.

Ego Bernerus decanus et totus Parisiensis ecclesię conventus, notum fieri volumus, tam futuris quam presentibus, quod Bartholomeus, ipse et uxor ejus, nostro assensu, nostra licentia, ecclesiam construxerunt in villa sua, que Plessiacus nuncupatur; ea scilicet conditione, ut ecclesia illa et omnia ad ęcclesiam pertinentia, quemadmodum ecclesia de Castaneto, que nostra est, nostri juris, nostre omnino potestatis existerent; illi autem et eorum successores tam in ecclesiam quam in presbiteros illius ecclesię nullum dominium, nullam omnino potestatem haberent; presbiteri etiam illius ecclesię, illis inconsultis, ad arbitrium nostrum ponerentur, expellerentur, commutarentur, et in illa presbiterorum justa vel injusta expulsione vel impositione, assensus eorum nullatenus requireretur. Dederunt etiam presbitero qui ibi deserviret

duos arpennos terrę, affines predicto Plessiaco, ita ut et justitiam et viaturam et quicquid ipsi in illis habebant arpennis presbiter libere et absolute possideret. Tradiderunt etiam nobis centum solidos, de quibus emeremus terras aut vineas, ad usum presbiteri necessaria. Et quoniam predictus Plessiacus situs est in parrochia Sancti Germani de Castaneto, ne inter presbiterum de Plessiaco et presbiterum de Castaneto aliqua oriretur contentio, determinatum est hoc modo. Sex principales sunt in anno festivitates, natale Domini, Epiphania, Purificatio sanctę Marię, pascha Domini, Pentecostes, festivitas sancti Germani de Castaneto[1]; [his, inquam, sex festivitatibus necessarium est ut omnes habitatores predicti Plessiaci, omnibus exceptis pueris et mancipiis, ecclesiam de Casteneto], cujus parrochiani sunt, debita consuetudine visitent, missarum sollempnia ibi celebraturi et offerendas ex more oblaturi. Confessiones prędictorum hospitum de Plessiaco, visitationes, baptizationes, obsequia mortuorum, omnia ista presbiter de Castaneto, debita consuetudine, faciet, nisi necessitas evenerit; necessitate autem imminente, presbiter de Plessiaco omnia ista explebit, et, si quid inde exierit, presbiter de Casteneto totum habebit. Dictum est etiam quia, si aliquis ex supradictis hospitibus, in infirmitate positus, pro anima sua annonam, vinum, nummos, seu alia hujusmodi mobilia presbitero de Plessiaco donaret, medietatem omnium presbiter de Casteneto haberet. Quod si determinate dentur ecclesie, in ejus restaurationem vel edificationem, ea in proprium possideat. Determinatum est etiam et omnino diffinitum quod neque aliquem hospitem de Casteneto, neque aliquem ex hospitibus in duabus proximis villis, quę Celsiacus nuncupantur, habitantibus, prędictus Bartholomeus vel ejus successores in supradicto Plessiaco sine nostra licentia reciperent, et in hoc maxime dampnosi nobis nullatenus existerent. Actum publice Parisius, in capitulo Sanctę Marię, anno ab incarnatione Domini MCXII, indictione quinta, regnante Ludovico rege anno IIII°. S. Bernerii decani. Ade precentoris, Girberti archidiaconi, Stephani archidiaconi, Raginaldi archidiaconi.... Roberti succentoris.... Testes ex parte Bartholomei : Savericus, Hugo de Paleisol, Petrus Levidis, Robertus More, Ravicus faber.... Teobaldus cancellarius scripsit.

[1] Quæ sequuntur uncis inclusa conjecit manus recentior in oram Parvi Pastoralis.

XXII.

1152 De constructione capelle sanctimonialium Montis Martyrum, in Burgo Regine

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Ego Clemens, ecclesie beate Marie Parisiensis decanus, et totus ejusdem ecclesie conventus, omnibus fidelibus, tam futuris quam presentibus, notum fieri volumus, quod nos ecclesie Montis Martyrum sororibusque ibidem Deo servientibus, divine retributionis gratia, concessimus ecclesiam construere in villa que Burgus Regine nominatur; sub tali tamen tenore, quod nec cimiterium ibi consecretur, nec baptisma, nisi necessitate cogente, fiat. Beneficium quoque, quod pro exequiis mortuorum in prenominata villa dabitur, parrochialis sacerdos in integrum habeat. Si vero aliquis capellano vel parrochiali sacerdoti nummos, vinum, annonam vel etiam illud quod vulgo trentale appellant reliquerit, commune habeatur. Oblationes quoque quatuor sollempnitatum, Omnium videlicet Sanctorum, natalis Domini, Purificationis beate Marie, Assumptionis quoque ejusdem, in cujus honore ecclesia Balneolis consecrata est, confessiones et nuptie in jure matricis ecclesie cum omni integritate permaneant. De purificationibus, statuimus ut quicquid de manu ejus que purificatur a capellano in oblatione suscipietur, parrochiali penitus reddatur sacerdoti; quod autem a subsequentibus purificatam suscipiet, ipsius capellani usibus cedet. Minores autem decimas prefatis monialibus in perpetuum possidendas concedimus; et ut pro ipsis minutis decimis ipse singulis annis x solidos, quinque videlicet in festo sancti Remigii et quinque in Pascha, nobis persolvant, statuimus. Capellano quoque singulis annis ipse moniales duos modios annone, unum scilicet frumenti, alterum ordei, dabunt. Ipse quoque capellanus, quotiens substituendus fuerit, ab ipso capitulo Parisiensi substituetur, et episcopo et archidiacono presentabitur. Statutum etiam est, quod, si aliquis, qui de familia nostra non fuerit, de terra nostra ipsis monialibus aliquid contulerit, ut infra annum vendant, siquidem ultra annum unum retinere nullo modo poterint. Concesserunt autem nobis eedem moniales, quod homines de familia nostra, quos ad habitandum terram suam susceperant, omnino redderent, et deinceps nullum de servis nostris aut hospitibus, habitandi causa, in villa sua susci-

perent. Addiderunt etiam quod homines nostri, terram nostram excolentes sive inhabitantes, per terram earum liberos transitus, ad quoslibet usus necessarios, libere haberent. Actum publice, in capitulo Beate Marie Parisiensis, anno incarnati Verbi MCLII, astantibus in eodem capitulo, quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Clementis decani. S. Alberti cantoris. S. Guermundi archidiaconi. S. Bernardi archidiaconi. S. Ivonis archidiaconi. S. Roberti presbiteri et succentoris. S. Galteri presbiteri. S. Odonis presbiteri. S. Radulphi diaconi. S. Herlewini diaconi. S. Durandi diaconi. Signum Symonis diaconi. Signum Petri diaconi. S. Philippi, fratris regis[1]. S. Hervei subdiaconi. S. Herberti subdiaconi. S. Roberti subdiaconi. S. Petri subdiaconi. S. Gervasii pueri. S. Bartholomei pueri. S. Bosonis pueri. Data per manum Algrini cancellarii.

XXIII.

De diffinitione litis que mota fuit inter Parisiensem ecclesiam et homines de Roseio. Circa a. 1157

In nomine sanctę et individue Trinitatis, amen. Quoniam prodiga.... Ideo ego Clemens[2], Dei gratia Parisiensis ęcclesię decanus, cum universis ejusdem ęcclesię fratribus, omnibus tam presentibus quam posteris notum fieri volumus, qualis fuerit diffinitio querelę quam Parisiensis ęcclesia in homines de Roseio cognoscitur habuisse. Exigebat siquidem ęcclesia nostra ab eis, jure consuetudinis, talliam secundum voluntatem capituli nostri; illi vero se talliam debere pernegaverunt; unde ad justitiam capituli, ordinario jure, submoniti, venire recusaverunt. Tandem vero nostrę miserationi supplicantes, ut se suosque posteros qui in territorio Roseii permanerent a talliis, interrogationibus, reis et quibusdam corveiis, quas mense augusti illi debebant qui terre culturam absque adjumento animalium exercent, penitus redderemus absolutos, decem et octo libras Pruvinienses apud Roseium, in festo sancti Remigii, singulis annis, census nomine, se suamque posteritatem Pari-

[1] Philippus, filius Ludovici VI Francorum regis, qui postquam ab uxore, consanguinitatis causa, anno 1140 disjunctus esset, sacros ordines recepit. Archidiaconus Parisiensis factus, et anno 1157 in episcopum electus, sedem Parisiensem recusavit, quam, loco ejus, suscepit Petrus Lombardus, olim ejusdem Philippi preceptor. Obiit ipse decanus Turonensis, anno 1161.

[2] Clemens electus decanus a. 1148, eodem officio fungebatur adhuc a. 1163.

siensi ecclesie in perpetuum reddituros, sub juramento constituerunt. Nos autem, quoniam bonum pacis diliximus, hanc suprascriptorum pactionem sub tenore prefato eis unanimiter concessimus. Et, ut talis constitutio firma persisteret, scripto commendavimus, et sigilli nostri auctoritate communivimus.

XXIV.

De ordinatione prepositurarum Parisiensis ecclesie.

Hugo Clemens decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, omnibus presens scriptum inspecturis, notum facimus, quod, communi assensu totius capituli Parisiensis, ordinatum est et statutum, ut, in omnibus prepositurис ecclesie Parisiensis vacaturis, canonici prebendarii de omnibus que ad prebendas suas pertinent plenam justitiam habeant, nec ad prepositos de illis qui ipsis injuriati fuerint de rebus prebendarum suarum recurrere teneantur, nisi voluerint. Quod si prepositos pro voluntate sua seu pro aliqua necessitate requisierint, prepositi eos bona fide juvare tenebuntur. Et [quando] post hanc constitutionem vacaverint prepositure de Ivriaco, de Vernoto, de Christolio, de Viriaco, de Roseto, de Castaneto, de Mintriaco, de Steovilla, in quibus canonici jam habent justitiam supradictam, et similiter in vacaturis habituri sunt. Item statutum est quod, in omnibus prepositurис, in villis in quibus non sunt prepositure et ecclesiis ecclesie Parisiensis, jus patronatus et presentatio sacerdotum ad capitulum plenarie pertinebit, nec prepositi vel canonici, in villis percipientes plus quam unus de simplicibus canonicis aliis, aliquam sibi in hac parte vendicare poterunt potestatem, et jus istud in omnibus prepositurис supradictis et villis prepositis carentibus jam devolutum est ad capitulum. Statutum est etiam quod omnes prepositi villarum Beate Marie, quando majorie vel decanatus seu alie serjantie in prepositurис suis vacaverint, nec servitium nec precium aliquid, sive manifeste sive occulte, ab aliquo, occasione serjantiarum, recipient ipsi vel alius pro eis, nec aliquo modo impedient. Decimam tamen partem tantummodo servicii seu precii capitulo collati, per manum ejusdem capituli, recipient, nec in venditione seu collatione serjantiarum jus aliquod seu dignitatem vel contradictionem, plus quam unus de simplicibus canonicis, sibi pote-

runt vendicare, nec justitiam seu forisfacta preposituranum suarum vendere seu ad firmam dare eis licebit; quod etiam generaliter intelligimus de omnibus a capitulo alicubi justitiam habentibus. Et hec omnia se bona fide servaturos in institutione sua jurare tenebuntur; et, si jurare renuerent vel differrent, nec in choro nec in capitulo reciperentur, nec pro prepositis haberentur, quousque jurassent, et de contemptu capitulo satisfecissent. Item, in prepositura Roseti, tam decimam quam campipartem novalium de Brolio, tam antiquorum quam modernorum, capitulum sibi retinuit cum integritate : que omnia tunc prepositus Roseti se servaturum juravit, et quod infra octabas Assumptionis, decem libras Pruvinienses ad denarios matutinales annuatim persolvet, et preterea stationem, que prepositure Roseti annexa est, infra mensem postquam lecta fuerit pro anniversario Mathei, quondam decani de Moldun [1]. Preterea idem prepositus per sacramentum suum reddit, pro halis novis factis apud Rosetum, triginta libras Pruvinienses, videlicet medietatem infra octavas nativitatis Domini, et aliam medietatem infra octabas Pentecostes. Item, constitutum est quod omnes precarie Parisiensis ecclesie, que de cetero vacabunt, ad communitatem reducentur, et, si capitulo placuerit, canonicis ecclesie dabuntur ad firmam, vel aliis, si canonici eas retinere noluerint; ita quod ille qui plus obtulerit, infra quindecim dies, a die qua de precaria ordinanda primo tractabitur computandos, precariam, non obstante aliqua contradictione, habebit, et firmam se soluturum terminis constitutis jurabit, et quod firmam illam, quamdiu canonicus fuerit, non poterit resignare, dum tamen persona fuerit idonea. Post hanc autem constitutionem vacavit precaria de Villa Arcel, que prefato modo data est Petro de Latiniaco, ad firmam undecim librarum, de quibus medietatem infra octavas Pasche reddere tenebitur per juramentum interpositum, et alteram medietatem infra octavas Omnium Sanctorum. Item, vacante precaria de Veteri Buscha, prefato modo dedimus eam Gregorio, concanonico nostro, ad firmam centum solidorum, quorum medietatem infra octavas natalis Domini, et alteram medietatem infra octavas sancti Johannis Baptiste persolvere tenebitur

[1] Var., *Meudon*.

Item, prata de Lavaco dedimus magistro Petro Blesensi, concanonico nostro, ita quod singulis annis stationem inde persolvet. Item, omnes redditus, qui pertinebant ad domum Symonis de Sancto Dionisio, que diruta fuit pro fabrica ecclesie, retinuit sibi capitulum, videlicet sexaginta solidos in altari sancti Gervasii, reddendos duobus terminis, triginta in Ascensione Domini, et triginta in festo Omnium Sanctorum; et alia que apud Erbleium et apud Gonessiam possessor dicte domus possidebat, et que in aliis locis erant. Item, sciendum est quod medietatem tensamenti de Undrisiaco, quod emimus, dedimus Guillelmo de Sancto Dionisio ad firmam, ejusdem loci preposito; ita quod pro eadem medietate viginti quinque modios vini melioris, quod de tensamento ipso provenerit, nobis annuatim reddet, et in expensis suis Parisius in cellarium nostrum faciet adduci, et hoc ita se servaturum idem Guillelmus, prestito juramento, promisit. Item solvit ad anniversarium Radulphi camerarii quinquaginta solidos, pro decem modiis vini de tensamento. Item constitutum est quod, cedente vel decedente domino Hugone, decano nostro, omnes redditus preposíture de Larchant, excepta tantummodo justitia loci et venditionibus, ad communitatem Parisiensis capituli reducentur, videlicet quinquaginta solidi de receptis, in die Assumptionis beate Marie, tractus quadrigarum, viginti solidi de tallia, viginti solidi de altari, viginti solidi de minuta decima, viginti quinque solidi de decima de Busseio, quinque solidi de messario et quinque solidi de granchario, forragium et theloneum ville Lyricantus, minuta decima tam lini quam canobi, forragium, ad quamcumque granchiam devenerit, grapinagium totius bladi, preterquam de avena et preterquam de leguminibus, vicie et stramen vicie, torcularia et vinum de torcularibus. Preterea habebit ad firmam prepositus ea, prout constituta sunt in carta facta de Mandato pauperum in quadragesima. Prepositus autem de Larchant habebit, in recompensationem, superius herbergagium, cum grangia superiori et omnibus terris ad grangiam pertinentibus, nec solvet inde capitulo seu canonicis decimam vel terragium vel aliquid aliud. Habebit preterea stagnum, ita tamen quod inde annuatim ad denarios matutinales decem libras Parisienses solvet. Habebit insuper justitiam loci, salva canonicis prebendariis justitia prebendarum suarum. Habebit insuper venditiones. Habebit quoque halas de Lyricantu, ita quod de proventibus

earumdem, singulis annis, reddet denarios deputatos ad anniversarium Theobaldi de Viriaco, quondam canonici Parisiensis, et ad anniversarium Henrici, marescalli Francie, et Roberti Clementis, fratris ejus, insimul faciendum. Residuum vero, quod de eisdem halis provenerit, prepositi erit, et hoc se servaturum prepositus in institutione sua jurabit. Item magister Petrus Blesensis reddere tenetur, interposito juramento, LX libras Parisienses, pro emptione facta apud Bravam, videlicet XXIX libras reddendas infra octavas Pentecostes, et XL solidos circa festum sancti Dionisii, et XXIX libras infra octavas Purificationis. Item preposituram Castaneti ad communitatem reduximus, et ad usum communitatis retinuimus decem modios vini, quos prepositus apud Castanetum habere solebat. Omnes autem alios redditus et proventus preposititure dedimus domino Stephano, archidiacono nostro, ad firmam decem librarum Parisiensium, reddendarum in natali Domini et in festo sancti Johannis, et unam antiphonam. Item, dedimus Suggero, canonico nostro, et post ipsum Johanni, nepoti suo, plateas quas habebamus retro domum que fuit Theobaldi de Viriaco; et, ad edificationem earum, dedimus ei centum libras Parisienses, nobis datas a Radulfo de Lineriis, canonico nostro : ita quod tam idem Suggerus quam Johannes, nepos ejus, post ipsum, et quicumque, post ipsorum decessum vel cessionem, domos ipsas tenebit, in anniversario patris et matris predicti Radulfi, singulis canonicis et majori altari servientibus VI denarios in missa et sex in vigilia dare tenebitur, et matriculariis laicis XII. Post cessionem vero vel decessum predictorum Suggeri et Johannis, predicte domus ad nos et ecclesiam nostram, cum omni melioratione, libere revertentur. Domos insuper, que fuerunt magistri Hugonis de Navaria, apud Sanctam Marinam sitas, in duas divisimus, quas vacantes retinuimus ad incrementum vini, et alias extra claustrum vacaturas similiter retinuimus. Sciendum est etiam quod prepositus Vernoti de prepositura sua jurat se redditurum quindecim libras Parisienses ad incrementum vini, statutis terminis, videlicet medietatem infra octavas sancti Johannis et aliam medietatem infra octavas natalis Domini. Debet etiam quinquaginta solidos Pruvinienses[1], pro vineis emptis ab Alberto milite, que pre-

[1] In Magn. Pastoral. *Parisienses*.

positure annexe sunt. Preterea solvit LX solidos annuatim, ad duo anniversaria, et unam antiphonam. Canonici etiam, prebendas suas habentes apud Vernotum, solvunt capitulo annuatim duos modios et quatuor sextarios bladi in parrochia de Taverz[1], Parisius adducendos, medietatem hybernagii et medietatem marceschie, preter summam denariorum quam ab antiquo solvunt. Preterea, magister Philippus reddit annuatim duos modios, quos percipit de decima de Macholio, adducendos Parisius, ad minam Parisiensem. Quicumque fuerit prepositus Theoville reddet, sub juramento suo, capitulo xx libras Parisienses, decem in festo sancti Johannis Baptiste et decem in natali Domini. Domino Petro Coco, canonico, concessimus domum Parvi Pontis pro quindecim libris, hiis terminis reddendis: videlicet, infra octavas Purificationis centum solidos, et infra octavas Pentecostes c solidos, et in anniversario Roberti de Consevilla centum solidos; et pro tribus modiis et dimidio frumenti, quatuordecim sextarios in Natali, et quatuordecim in Pascha, et quatuordecim in festo beati Johannis. Sciendum est etiam et communi assensu capituli confirmatum, quod, in nativitate beati Johannis Baptiste, conventus in majori ecclesia remanebit, in vigilia et in die sollempnitatis divina officia ibidem celebraturus. Ex precepto autem cantoris vel succentoris, viginti clerici ad minus ad ecclesiam Beati Johannis ibunt in vesperis, in vigiliis et in missa, sollempniter et ordinate divinum ibidem officium celebraturi. Ut autem omnia supradicta debitam obtineant firmitatem, presentem cartam sigilli nostri impressione fecimus roborari. Actum anno gratie MCC° sexto decimo. Datum per manum magistri Stephani Remensis, cancellarii Parisiensis.

XXV.

1216 De grangia cum vineis adjacentibus prope Sanctum Benedictum, datis ad censum Hugoni [illegible] et suis heredibus.

Hugo decanus totumque capitulum Parisiense, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Notum facimus quod dilectus noster et concanonicus noster, Herloinus, granchiam suam de Sancto

[1] Hoc verbo, pl. Tavers, [illegible] Magnum Pastorale, deest in Parvo Pastorali et in Libro Nigro.

Benedicto cum vineis adjacentibus, que ab ecclesia nostra tenebat, de consensu et voluntate nostra tradidit et concessit perpetuo possidenda Thome, speciario, et heredibus suis, sub annuo censu sex librarum Parisiensis monete, de quibus eidem Herloino annuatim sexaginta solidos in Pascha et sexaginta solidos in festo Omnium Sanctorum, tam idem Thomas quam quicumque post ipsum prefatas possessiones tenuerit, solvet. Quicquid autem, tam in granchia quam in vineis ipsis, inedificari contigerit, ad solutionem prefati census tenebitur obligatum: ita quod, nisi statutis terminis census fuerit persolutus, dictas possessiones nobis occupare licebit. Post decessum vero prefati Herloini, ad nos et ad ecclesiam nostram libere revertetur. In cujus rei firmitatem, presentem paginam sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum anno Verbi incarnati MCC° decimo.

XXVI.

De domo Helloini in Fimario sita. Jun. 1213.

Hugo decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, *etc.* Notum facimus quod, cum dilectus concanonicus noster, Helloinus, domum quandam in Fimo sitam, supra Secanam, nobis post decessum suum habendam perpetuo concessisset, tandem eidem Helloino, pro melioratione quam in eadem domo se facturum promisit, benigne concessimus, ut post ipsum duo nepotes sui clerici, Symon scilicet et Helloinus, domum ipsam communiter possideant, et mercedem domus inter se equaliter dividant, quamdiu vixerint. Si autem alter eorum decesserit, ad alium tota domus deveniet, et, post utriusque decessum, ad ecclesiam nostram libere revertetur. Sciendum vero quod, post ipsius Helluini decessum, prefati nepotes sui et capitulum post eos, singulis annis, in die anniversarii sui et P. sororis sue, quod simul eadem die fiet, canonicis ecclesie nostre et majoris altaris servitoribus et quatuor matriculariis sacerdotibus sex denarios in vigilia et sex in missa, aliis vero clericis chori duos denarios in vigilia et duos in missa persolvere tenebuntur. Quod ut ratum, *etc.* Actum anno Verbi incarnati MCCXIII°, mense junio.

XXVII.

1182 De testamento magistri Hugonis Navariensis

Ego Herveus decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, universis notum fieri volumus, tam futuris quam presentibus, quod, cum magister Hugo Navariensis, adhuc superstes, magistrum Odonem de Campellis et dominum Robertum de Beelleio et dominum G. et dominum P. presbiteros, quondam clericos suos, executores testamenti sui constituisset, eo tandem viam universe carnis ingresso, secundum formam quam eis expresserat, in executione testamenti processerunt. Sane, cum, preter ea que nominatim et expresse legaverat, quedam alia de mobili suo cenobiis et pauperibus debita sollicitudine distribuissent, sue provisionis oculum ad pauperes clericos ecclesie Parisiensi deservientes hoc modo direxerunt, ut, ex omni residuo de mobili prenominati magistri Hugonis adhuc distribuendo, emptionem aliquam facerent, cujus proventus magister Odo et dictus Robertus bona fide pauperibus clericis, tam pueris quam adultis, chorum intrantibus et nullum ecclesiasticum beneficium habentibus, qui in ecclesie famulatu majorem assiduitatem et diuturniorem exhibuerint vigilantiam, sine acceptione personarum, singulorum merita et necessitates considerantes, ad arbitrium suum, annuatim impendent, tali etiam conditione quod, cum alteruter eorum decesserit vel ad aliam ecclesiam mansionem transtulerit, capitulum Parisiense et, si ipsum convenire non poterit, decanus et cantor, loco ejus, substituent alium stationarium, note et probate fidei, vel canonicum vel non canonicum, qui, in distributione emptionis et elemosine jam dicte, eamdem quam et isti, bona fide, similiter gerat devotionem. Nos vero ipsis concessimus, in augmentum hujus elemosine, medietatem oblationis nos contingentem in cruce adoranda in die Parasceve, et tam presentes denarios adjacentes IIIIor modiis avene de tensamento quos magister Hugo comparavit, quam et eos qui de cetero eidem tensamento accrescent. Concessimus etiam et sub anathemate firmavimus, quod institutionem istam nullo modo mutabimus, nisi, de assensu capituli vel successorum eorum, meliori consilio et pauperibus clericis utiliori fuerit provisum. Quod quia de assensu et convenientia

capituli nostri fecerunt, ne aliqua possit occasione vel malignitate deleri, presentem cartam conscribi et sigilli nostri fecimus munimine roborari. S. Hervei decani. S. Petri precentoris. S. Mauricii archidiaconi. S. Osmundi archidiaconi. S. Girardi archidiaconi. S. Galonis succentoris et sacerdotis. S. Radulfi de Pissiaco sacerdotis.... S. Petri de Campellis diaconi. S. Galteri Barbedor.... Actum publice in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini MCLXXXIX. Datum per manum magistri Hilduini cancellarii.

XXVIII.

De procurationibus quas decanus Parisiensis debet habere in omnibus villis Sancte Marie. 1186.

Ego Herveus, Parisiensis decanus, universumque Parisiensis ecclesie capitulum, notum fieri volumus, tam presentibus quam futuris, quod generalis consuetudo ecclesie nostre habet, quod decanus de novo institutus per omnes villas Beate Marie, cum primo ad aliquam villam venerit, ab hominibus ville procurationem recipere debet. Cum vero ego Herveus, Parisiensis decanus, de novo institutus, negociis ecclesie urgentibus et trahentibus, villam de Roseto primo visitarem, homines prefate ville procurationem, prout consuetudo erat, mihi reddere noluerunt, asserentes se nullo modo eam debere. Ego vero prefatos homines sepe et multum ammonui, ut mihi debitam procurationem redderent. Tandem, post multas vexationes et clamores, ita pacifice transactum est inter nos et prefatos homines, quod unus illorum, Berardus nomine, de communi assensu omnium, pro omnibus recognovit eos debere predictam procurationem, et unus pro omnibus, de communi assensu omnium, et procurationem et emendationem in manu mea reddidit, pretaxato precio, pro procuratione et emendatione, centum viginti librarum Pruviniensis monete. Cum autem ante compositionem istam vellemus eos trahere in capitulum nostrum, causa placitandi, illi dicebant quod nunquam venerant in capitulum, nec venire debebant. Super hoc ipso tamen cum pacem nobiscum inirent, compromiserunt in quatuor personas, Herveum decanum, Girardum archidiaconum, Adam canonicum, Henricum militem majorem, eo tenore quod nos diligenter inquireremus ab antiquioribus fratribus nostris, utrum homines de

Roseto deberent venire in capitulum nostrum. Nos vero diligenter inquisivimus et invenimus quod nunquam viderant eos venire pro aliqua causa, nisi quando ecclesia vel aliquis miles impetebat eos de servitute proprii corporis, preter servientes feodatos, qui omnes tenentur Parisius venire, quotiens citantur a nobis. Si autem vellent aliquam consuetudinem contra nos deratiocinare, et nos eam negaremus, venirent in capitulum nostrum propter eam deratiocinandam, salvis tamen antiquis et legitimis consuetudinibus. Quod, ne oblivioni tradi posset, scripto commendavimus, et testium subscriptione signavimus. Signum Hervei decani. S. Petri precentoris. S. Mauricii archidiaconi. S. Osmundi archidiaconi. S. Girardi archidiaconi. S. Galonis succentoris.... Actum publice in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini MCLXXXVI°. Data per manum Hilduini cancellarii.

XXIX.

Circa a. 1185. De terra sita apud Liricantum

Ego Herveus [1], Parisiensis decanus, totumque Parisiensis ecclesie capitulum, omnibus notum fieri volumus, tam presentibus quam futuris, quod nos terram, quam Albertus, quondam precentor ecclesie nostre, apud Liricantum, de concessione nostra, possedit, et granchiam, cum appendiciis suis, quam idem Albertus in eodem loco edificavit, Godefrido clerico in hunc modum, sub annua pensione, quamdiu vixerit in seculari habitu, concessimus. De meliori frumento illius terre novem modios singulis annis, ad minam regiam Parisiensem, in horreum nostrum commune, cum propriis expensis suis, deferri faciet. Si autem frumentum illud de prefata nostra terra huc afferre non poterit vel noluerit, de cariori frumento quod vendetur Parisius, sextarium VIII denariorum minus, pro prefata pensione, ad panem quadragesimalem, usque ad octavas sancti Martini singulis annis sine dilatione nobis exsolvet. De voluntate autem canonicorum fratrum nostrorum, ibidem prebendas suas recipientium, et de communi consensu capituli, concessimus ei terram illam liberam a campiparte et a decima et ab omni alia consuetudine, preterquam de ea parte nemoris quam tam ipse quam qui-

[1] Herveus, [illegible] non apparet in instrumentis ante a. 1184. Defunctus est mense martio 1191.

libet alii colunt, de qua reddet canonicis prebendariis decimam et campipartem. Pro recompensatione autem campipartis et decime illius terre, quam canonicis solebat exsolvere, decimam et campipartem de nemore canonicis ibidem prebendas suas accipientibus assignamus, de assensu prefati G., que consueverat ad predictam granchiam pertinere. Preterea, quacumque parte anni granchiam morte vel alio modo dimiserit, terras ivernagio seminatas dimittet. Ipsam etiam granchiam aratro sex boum munitam et preterea xxiii archis relinquet. Insuper concessimus ei navem in marisio, nisi in censivis, ad omnia sua necessaria, preterquam ad piscandum; ipse etiam juramento nobis firmavit quod ibi non piscabitur, et idem juramentum a servientibus suis nobis exhiberi faciet. Granchiam autem ita muris et ceteris edificiis munitam relinquet sicut eam invenit. Et, ad hanc conventionem tenendam, omnes res suas quas habet, tam apud Liricantum quam apud granchiam, tam ipse quam fratres sui, capitulo obligaverunt. Quicquid etiam in granchia invenietur cum eam reliquerit, et oves et omnia utensilia sua, Godefridi erunt.

XXX.

De domibus sitis in Fimo. Jun. 1219.

Stephanus decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, *etc.* Universitati vestre notum facimus, quod nos, de communi assensu, concessimus canonicis Sancti Dyonisii de Passu domos que fuerunt Hugonis de Chela, in Fimo, juxta domum Bernerii de Monte Leherici, sitas, in perpetuum possidendas; ita tamen quod pro eisdem domibus singulis annis lx solidos persolvent, videlicet ad anniversarium ejusdem Hugonis xl solidos, et clericis matutinalibus x solidos, et x capitulo. Quod ut ratum, *etc.* Actum anno gratie mcc nono decimo, mense junio.

XXXI.

De centum arpentis nemoris sitis apud Vernetam. [illegible]

Stephanus, Parisiensis ecclesie decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum, *etc.* Noverit universitas vestra, quod nos dedimus et concessimus domino Stephano de Alto Villari et ejus heredibus centum

arpennos nostri nemoris ad arpennum Vernoti, capiendos continue, tali conditione, quod, ab instanti festo Omnium Sanctorum in annum, extirpaverit illos et ad terram arabilem traxerit. Et de ista terra nichil dare poterit ipse vel ejus heredes ad incrementum census vel ad hospites faciendos. Et pro quolibet arpenno ejusdem terre, nobis reddet annuatim ipse vel ejus heredes de censu IIII^{or} denarios Pruviniensis monete, in crastino Omnium Sanctorum, apud Vernotum. Si autem die predicta census ille non redderetur, secundum consuetudinem territorii de Vernoto, nobis emendaretur. Et pro decima singulis annis nobis reddet ipse vel ejus heredes, vel quicumque terram illam tenuerit, more campipartis, undecimam garbam; ita quod nec ipse nec ejus heredes nec eorum minister garbas suas a campo removere poterunt, donec serviens noster predictam decimam, more campipartis, eis numeraverit. Si vero eveniret quod, antequam decima more predicto numeraretur, garbe a campo removerentur, nobis emendaretur secundum consuetudinem emendationis de campiparte in territorio illo. Si autem submonitus nollet nobis emendare ipse vel ejus heredes, nos possemus sesire et in manu nostra capere quicquid de suo super terram illam inveniremus, quousque nobis esset emendatum et satisfactum, ad consuetudinem territorii de Vernoto. Si autem aliquo casu terra illa ad nemus rediret, nisi ipse vel ejus heredes, infra unum annum post submonitionem nostram, illud extirpari faceret, nos in nostram manum quiete et sine contradictione possemus retinere. Hoc etiam dignum duximus adiciendum, quod ipse vel ejus heredes in tota predicta terra fortem domum seu munitionem facere non poterit. Ista autem predicto Stephano concessimus, salvis pascuis et usuariis hominum nostrorum, quamdiu nemus ibidem fuerit infra predictum terminum, et quamdiu terra illa erit vacua, et salvis justitiis nostris et omni alio jure nostro, sicut de censiva. Quod ut ratum, *etc.* Actum Parisius in capitulo nostro, anno Domini MCC decimo nono.

XXXII

De institutione perpetui sacerdotis in ecclesia Parisiensi.

Stephanus decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, *etc.* Notum facimus universis, quod, Agnete, uxore prima Garini de Moncello,

adhuc vivente, idem Garinus, de assensu dicte uxoris sue et voluntate nostra, in ecclesia Parisiensi instituit perpetuum sacerdotem, qui, pro animabus eorum, singulis diebus, bona fide, quando poterit, missam pro fidelibus celebrabit, et sabbato, de beata Virgine eidem capellano celebrare licebit. Si vero missa de tempore vel de festo alicujus sancti fuerit, pro animabus predictorum specialem collectam dicere tenebitur, scilicet, *Inclina Domine, etc.* Sciendum autem quod idem sacerdos decano et capitulo obedientiam, et in nostra ecclesia residentiam facere, et horis decantandis interesse, et res capellanie[1] conservare tenebitur, et hoc in sua institutione jurabit. Preterea capitulum, infra XL dies postquam beneficium illud vacaverit, si non in ipsius collatione poterit insimul convenire, decanus vel, decanatu vacante, qui capitulo preerit, singulorum voluntates inquiret, et persone in quam plures convenerint de canonicis residentibus, sine contradictione aliqua, beneficium conferet prenotatum. Nichilominus tamen, quamdiu dicta capellania vacaverit, ne defunctorum anime statuto suffragio defraudentur, obsequium ad quod idem sacerdos tenebitur capitulum, in altari Sancte Katerine, quod ad hoc deputatum est, faciet celebrari; cui de bonis capellanie competens subsidium ministrabit. Statutum est etiam ut capellania nulli conferatur, nisi presbitero ordinato vel infra annum a susceptione beneficii ordinando. Interim autem competentem portionem ejusdem beneficii per capitulum percipiet capellanus qui altari deserviet ad succursum. Quod si, elapso anno, ille cui collatum fuerit beneficium in presbiterum non fuerit ordinatus, licebit decano et capitulo, juxta formam superius expressam, capellaniam cui voluerint, sine contradictione, conferre. Ad ipsius autem sustentationem presbyteri, prefatus Garinus, assensu filiorum suorum Petri et Genovefe, dedit et assignavit in elemosinam perpetuam octies viginti libras Parisienses centum solidis minus, de quibus empta fuit decima de Vilers le Sec, valens tres modios bladi et dimidium, et quatuor libras Parisienses census accrescentis super domum suam, que fuit Bernerii de Gonessa, in Campellis sitam. Quarum IIII^{or} librarum medietas persolvetur in festo sancti Johannis, et alia medietas in natali Domini. Hanc vero donationem prefati filii Ga-

[1] *In ora Parvi Pastoralis, [illegible] Sancte Katerine in ecclesia Parisiensi.*

rini supradicti, scilicet Petrus et Genovefa, fide data, se observaturos promiserunt. Nos vero, quia in censiva hospitalis nostri census accrescens assignatus est, ad preces dicti Garini et filiorum suorum, salvo ejusdem hospitalis nostri censu capitali, assignamentum istud concessimus. Quod ut ratum, *etc.* Actum in capitulo nostro, anno gratie MCC° decimo septimo.

XXXIII.

[illegible] De domo sita in Paraviso.

Ernaudus decanus totumque capitulum Parisiense, *etc.* Noverint universi quod nos quandam domum sitam in Paraviso, in qua habemus medietatem, et capellanus confratrie Sancti Augustini habet aliam, de assensu et voluntate magistri Petri, tunc temporis dicte confratrie capellani, dedimus et concessimus Johanni, capellano clericorum matutinalium, et Martino, nepoti suo, quamdiu vixerint successive possidendam, pro quatuor libris Parisiensibus, hiis IIII° terminis annuatim per sacramentum suum persolvendis : videlicet infra octabas sancti Remigii XX solidos, infra octabas natalis Domini XX solidos, infra octabas Pasche XX solidos, infra octabas beati Johannis Baptiste XX solidos. Dicti vero Johannes et Martinus ita debent dictam domum possidere, quod, si unus premoriatur, ille qui supervixerit dictam domum toto tempore vite sue libere ac pacifice possidebit. In emendatione vero dicte domus, predicti Johannes et Martinus tenentur expendere XX libras Parisienses infra octabas sancti Remigii proximo venturas. Que domus, post obitum ipsorum Johannis et Martini, cum emendatione ibi facta, ad nos et ad capellanum dicte confratrie revertetur. Quod ut ratum, *etc.* Actum anno Domini MCCXX tertio, mense martio.

XXXIV.

[illegible] De proventibus domorum sitarum inter domos canonicorum Sancti Dionysii de Passu et portam.

Geraudus decanus et capitulum Parisiense, *etc.* Noverint universi quod nos, assensu unanimi, die ad hoc specialiter assignata, cultum et servitium ecclesie nostre ampliare volentes, omnes proventus domorum nostrarum novarum, que site sunt inter domos canonicorum Sancti

Dyonisii de Passu et portum, hoc excepto quod aliis usibus in eisdem domibus jam est deputatum a nobis, assignamus cotidiane distributioni horarum imperpetuum profuturos, ita quod ad alios usus converti non possint. In cujus rei testimonium, *etc.* Actum anno Domini MCCXXVIII, mense januario.

XXXV.

De reformatione status ecclesie Sancti Mederici, et prebenda data parrochiali sacerdoti[1]. Mai [illegible]

Stephanus decanus totumque capitulum Parisiensis ecclesie, *etc.* Volentes statum ecclesie Sancti Mederici Parisiensis, precipue circa regimen animarum plebis illius ecclesie, in melius corrigere, deliberatione habita, de prudentum consilio, statum supradictum ordinavimus in hunc modum : statuentes, ad petitionem illius ecclesie canonicorum et de communi assensu eorumdem, ut prebenda que fuit defuncti Henrici, quondam canonici dicte ecclesie, et modo est Stephani de Ponte, presbiteri, successoris ejusdem, semper et perpetuo connexa sit parrochie; et, versa vice, parrochia prebende, et cuicumque contulerimus illam prebendam, conferemus simul et parrochiam, nec prebenda a parrochia, nec parrochia a prebenda nullatenus poterunt separari; et quicumque resignabit alterum, necesse erit ut resignet et reliquum, sex aliis canonicis illius ecclesie a cura animarum ecclesie penitus absolutis. Et quoniam maxima portio prebendarum illius ecclesie consistit in proventibus parrochialibus ejusdem, visum fuit nobis equum et justum, ut sex canonici qui absoluti sunt a cura animarum de dictis proventibus percipiant singulis annis, a plebano canonico dicte ecclesie, per quatuor terminos anni, viginti quatuor libras Parisiensis monete, videlicet, ad octabas sancti Johannis Baptiste sex libras, ad octabas Omnium Sanctorum sex libras, ad octabas Epyphanie sex libras et ad octabas Pasche sex libras. Preter hec autem, idem canonici sex habebunt in duabus festivitatibus anni, scilicet in festo apostolorum Petri et Pauli, et in festo sancti Leonardi, totam ceram et pecuniam que in illis festivitatibus offerentur, et plebanus canonicus illius ecclesie cum eisdem sex ex equis partibus suam percipiet. Tota vero cera que in dicta ecclesia

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccl. Paris.*, t. I, p. 570.

offeretur per totum annum, absque ulla contradictione et exceptione erit plebani canonici, preterquam in duabus festivitatibus supradictis, scilicet in festo apostolorum Petri et Pauli, et in festo sancti Leonardi. Preterea sex alii canonici, singuli in singulis septimanis suis, totam pecuniam que offeretur in magna missa ad majus altare habebunt; similiter et plebanus canonicus in septimana sua. Panis et vinum, quandocunque offerentur in ecclesia, erunt plebani canonici illius ecclesie; et sex canonici in hiis nichil commune habebunt cum plebano canonico, thure excepto, quod commune erit tam plebano canonico quam aliis sex canonicis ad servitium majoris altaris, et ex equis partibus dividetur. Oportebit etiam quod plebanus canonicus inveniat totum luminare ab antiquo consuetum in ecclesia illa. De communi vero invenient tam plebanus canonicus quam alii canonici cordas campanarum, et oleum ad servitium unius lampadis coram majori altari. Et in tribus anni festivitatibus, scilicet in Pascha, Pentecoste et in natali Domini, reddet idem plebanus canonicus nummos vicariarum quibus debentur, hiis scilicet qui interfuerint servitio; absentibus vero nichil dabitur. Et in vigiliis estivalibus, cantatis matutinis, dimidium sextarium vini insimul ad bibendum, et singulis canonicorum et clericorum de choro dabit unam candelam de quibus tres dantur pro nummo. Hec autem facimus, salvis antiquis aliis ecclesie consuetudinibus, salvo quoque ac retento ut processu temporis, si expedire viderimus, aliter de premissis et aliis disponere valeamus. Actum anno Domini MCCXIX, mense maio.

XXXVI

[illegible] [illegible]

Philippus decanus totumque Parisiensis ecclesie capitulum, *etc.* Notum facimus quod nos, ad distributionem horarum faciendam in ecclesia Parisiensi, assignavimus in prepositura Liricanti et firmis viginti libras, in prepositura Steoville centum solidos, in prepositura Cristolii decem libras, in prepositura Vernoti decem libras, persolvendas medietatem in octabis sancti Johannis Baptiste, et aliam medietatem in octabis nativitatis Domini. Preterea assignavimus c solidos quos habemus in domo Hugonis de Bruerolis, sita ad portam claustri, reddendos in nati-

vitate Domini, et c solidos quos dedit nobis Bartholomeus, bone memorie, quondam Parisiensis episcopus, reddendos in festo Omnium Sanctorum apud Coflans. Assignavimus etiam quinquaginta solidos super unam stationem quam tenet Guillelmus, prepositus Andrisiaci, apud Andrisiacum, que fuit Radulphi de Pissiaco, reddendos in Purificatione beate Marie, et quinquaginta solidos super unam stationem quam tenet magister Jordanus apud Laiacum, que fuit similiter Radulphi de Pissiaco, reddendos in eodem termino Purificationis. Item assignavimus censum capitalem quem habemus apud Castellionem de legato Vitalis camerarii, salvo legato super eodem censu trium solidorum canonicis Sancti Johannis Rotundi, et quinque solidorum Sancti Dyonisii de Passu. Item assignavimus decem libras in prepositura Corberose, persolvendas medietatem in Pascha et aliam medietatem in festo sancti Remigii. Assignavimus etiam proventus granchie de Autiervilla apud Corberosam, persolutis prius quadraginta libris denariis matutinarum et statione anniversarii Henrici Musavene, et facto supplemento defectus panis quadragesimalis. Item assignavimus proventus septem viginti et decem librarum Parisiensium, positarum in decima de Bernolio, nomine vadii; ita tamen quod proventus sexaginta librarum distribuentur in anniversario domini Petri de Tilliaco post mortem suam, quod in ecclesia nostra capitulum fieri concessit; quamdiu autem vixerit prefatus Petrus, dicti proventus sexaginta librarum ad distributionem horarum faciendam per ipsius voluntatem assignati sunt. Assignavimus etiam proventus duorum arpennorum pratorum, sitorum apud Laiacum, que fuerunt Philippi matricularii, et proventus quatuor arpennorum pratorum, sitorum apud Steovillam, reddendos in festo Omnium Sanctorum et in Natali, in quibus extrahuntur mote; et proventus quatuor arpennorum et dimidii terre arabilis, que est inter Burgum Regine et molendinum Bernerii, et xx solidos quos debet major de Viriaco ad Pascha, et proventus pratorum que habemus apud Castanetum, et proventus cujusdam domus quam habemus apud Macholium, de dono domini Ade de Corlandon, cantoris Laudunensis. Actum anno Domini MCC vicesimo septimo, mense decembri.

XXXVII.

1122 De centum xx arpennis terre apud Civiliacum et Orliacum ecclesie Sancti Victoris concessis[1].

Ego Bernerus decanus et totus Parisiensis ecclesie conventus, ecclesiam Sancti Victoris martiris, nostris, Deo miserente, temporibus, canonico et regulari ordine insignitam, et quasi nova plantatione radicatam, nostris sustentare beneficiis disponentes, canonicis ibi Deo militantibus et communem vitam degentibus terram arabilem que uni carruce sufficiat, apud Civiliacum villam, tam scilicet de territorio Civiliaci quam Orliaci, de nostra proprietate, assensu episcopi, contulimus, et metis eam positis distinximus. Centum enim et viginti arpennos terre arabilis ad excolendum eis concessimus; ita videlicet ut ipsi, aut per se aut per quoslibet alios, preter hospites nostros Civiliaci et Lavaci commanentes, predictam terram excolerent. Decimam quoque et campipartem ejusdem terre ut ex integro in perpetuum possideant communiter annuimus. Dedimus etiam olchiam cum omnibus suis consuetudinibus et redditibus. Determinatum est insuper de bubulcis et bubulcorum familiis et ceteris de pane fratrum viventibus, quod, si inter se forisfecerint aliquid aut in grangia aut in predicta eorum terra, de forisfacto predictis tantummodo canonicis respondeant. Actum publice, in capitulo Beate Marie Parisius, anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo vigesimo secundo.

XXXVIII.

[illegible] De nemoribus apud Rosetum et Vernotum a capitulo Parisiensi magistro Alberico concessis.

Lucas decanus totumque capitulum Parisiensis ecclesie, *etc.* Tam ad presentium quam ad posterorum notitiam volumus pervenire, quod, cum in territoriis prepositurarum nostrarum de Roseto et de Vernoto nemora quedam haberemus, que a longis retro temporibus adeo inutilia fuerant ecclesie nostre, quod in onus potius quam emolumentum cedere noscebantur, et eandem ecclesiam per nobilium vicinorum potentiam frequenter non modicis sumptibus gravaverant et pressuris, habita

[1] Edit. apud Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. [illegible]

tandem deliberatione communi, eadem nemora karissimo fratri nostro magistro Alberico, Turonensi decano, pensata probitate ipsius et potentia, sub certis conditionibus ad extirpandum tradidimus, post cessionem vel decessum ipsius ad capitulum libere reditura. Quibusdam itaque ex ipsis nemoribus penitus extirpatis, et, per ejusdem diligentiam, ab omni calumpnia expeditis, et aliis pro parte jam extirpatis, habito consilio in capitulo nostro, et pluribus diebus ad tractandum et ordinandum super hoc assignatis; tandem, de communi voluntate et specialiter ejusdem decani Turonensis assensu, constituimus et, sub juramento ecclesie prestito, perpetuo decrevimus observandum, ut, ipso decano cedente vel decedente, omnes redditus et proventus illorum nemorum, tam extirpatorum quam extirpandorum, cum domibus et grangiis et omnibus que ad nemora pertinebant, tam apud Rosetum quam apud Vernotum, cum omni justitia et dominio, cedant in usum et proprietatem communitatis ecclesie nostre : ita quod una pars omnium istorum cedet in augmentum cotidiane distributionis vini, altera in augmentum distributionis horarum, tertia in consummandam distributionem matutinarum; ita quod, consummata distributione, quicquid de illa tertia residuum fuerit distribuetur canonicis et majori altari servientibus qui matutinis laudibus finaliter interfuerint. Preterea, cum prepositura Roseti in redditibus et proventibus habundaret, de ejusdem redditibus xx^{ti} libras Pruvinienses duximus decidendas, que, post cessionem vel decessum memorati decani, similiter cedent in augmentum distributionum predictarum. De omnibus autem redditibus et proventibus supradictis fiet nichilominus distributio centum solidorum in singulis trium anniversariorum, videlicet, in anniversario Raginaldi, quondam episcopi nostri, qui dedit nobis Liricantum, c solidos; in anniversario... comitis Corboliensis, qui dedit nobis Suciacum, c solidos; in anniversario.... comitisse, que dedit nobis Spedonam, c solidos; salvis assignationibus per capitulum ordinatis ante constitutionem istam in locis memoratis. Ut autem hec constitutio perpetue robur obtineat firmitatis, *etc.* Actum publice in capitulo nostro, anno incarnati Verbi millesimo ducentesimo trigesimo secundo.

XXXIX

[illegible] De distributione denariorum horarum que tantum fit canonicis.

Omnibus presentes litteras inspecturis, universum Parisiensis ecclesie capitulum, salutem in Domino. Notum facimus quod nos, divini cultus officium amplificare cupientes, die ad hoc assignata in capitulo nostro, de communi assensu, ita statuimus et ordinavimus, quod quicumque canonici Parisiensis ecclesie quibuscumque tribus horarum que inferius annotantur interfuerint, quatuor denarios singulis diebus percipient : videlicet, matutinis beate Marie cum laudibus mortuorum, sive laudibus mortuorum, quando matutine beate Marie non cantantur; item hore prime; item misse matutinali, qualiscumque sit, ab epistola usque ad *Agnus Dei*, in qua non fit canonicis alia distributio denariorum; item hore tertie; item processioni diebus dominicis, ita quod et exeat ille qui interfuerit ab ecclesia Beate Marie processionaliter, et redeat in chorum cum processione; item majori misse, singulis diebus, ab epistola usque ad *Agnus Dei*; item hore sexte; item hore none; item vesperis diei; item vigiliis anniversariorum, in quibus non fit canonicis alia distributio denariorum; ad ultimum completorio. Preterea ordinavimus quod in hac distributione non percipient aliqui, nisi tantum canonici Parisienses, et duo canonici Sancti Johannis Rotundi, quibus injunctum est a capitulo dictam facere distributionem, quando et quotiens capitulo placuerit, et ipsi participare voluerint distributioni. In hac autem distributione, sicut in aliis distributionibus, decanus et cantor dupplicem percipient portionem. Preterea statuimus quod canonici qui pro negotiis ecclesie tractandis in capitulo fuerint, sicut horis interesse tenerentur, tempus illis computetur pro illa sive pro illis horis que canonicis morantibus in capitulo incepte cantabuntur. Ista autem distributio singulis annis incipiet fieri in vigilia Omnium Sanctorum. Et prohibitum est in capitulo, de communi assensu, sub pena excommunicationis, ne aliquis predictas distributiones percipiat, nisi horis vel in capitulo, sicut dictum est, bona fide interfuerit. Nos autem, communi assensu capituli, hos redditus assignavimus ad distributionem hujusmodi faciendam : in prepositura Liricanti xx libras, medietatem

in octabis sancti Johannis, et aliam medietatem in octabis natalis Domini solvendam; in prepositura Vernoti decem libras, in octabis sancti Johannis medietatem, et aliam medietatem in octabis nativitatis Domini solvendam; in prepositura Christolii x libras, medietatem in octabis sancti Johannis, et aliam medietatem in octabis nativitatis Domini solvendam; et fructum duorum arpentorum pratorum, sitorum apud Lavacum, que fuerunt Philippi matricularii; et centum solidos quos habemus in domo quam tenet Hugo de Brueroliis ad portam claustri, in octabis Natalis solvendos; apud Steoviliam, proventus iii arpentorum pratorum, in quibus extrahuntur mote, et proventum quatuor arpentorum et dimidium terre arabilis, site inter Bangum Regine, et molendinum qui dicitur Bernier, et censum capitalem quindecim solidorum Vitalis camerarii apud Castellionem, de quo tenemur reddere, singulis annis, in anniversario dicti Vitalis, canonicis Sancti Johannis Rotundi duos solidos, et canonicis Sancti Dyonisii de Passu v solidos; preterea centum solidos quos venerabilis pater Bartholomeus, Parisiensis episcopus, assignavit nobis in paagio de Confluentio, in octabis Omnium Sanctorum solvendos; decem quoque libras in prepositura de Corberose, quas prepositus Corberose reddet singulis annis, post mortem Galteri Barbedori, scilicet medietatem in octabis Pasche, et aliam medietatem in octabis sancti Remigii; cum centum solidis quos idem prepositus reddet denariis matutinalibus; centum vero solidos in prepositura Steoville, quos prepositus Steoville singulis annis reddet, medietatem in octabis sancti Johannis, et aliam in octabis Natalis; proventum quoque quinque quarteriorum pratorum, sitorum apud Castanetum; residuum etiam triginta quinque modiorum bladi Alti Villaris de Corberosa, post solutionem triginta novem librarum ad matutinas et stationis que fit in anniversario Henrici Musavene, et post suppletionem defectus panis quadragesimalis, si neccesse fuerit, de eodem blado, solutis ante sumptibus de hoc blado adducendo Parisius, quando Parisius ducetur, totum residuum cedet in usus horarum. Adjecit etiam huic distributioni dominus Adam de Corlandon, canonicus noster, domum quamdam, quam habebat apud Macholum, cujus proventus devenient ad horarum distributionem. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo sexto, mense februario.

XL.

Mai. 1236. **De anniversario Gaufridi archidiaconi et magistri Petri Pulverelli.**

Universis presentes litteras inspecturis, Lucas decanus et capitulum Parisiense, eternam in Domino salutem. Notum facimus quod venerabilis vir Gaufridus, archidiaconus Parisiensis, emit, retro domum suam, que est in claustro, censum capitalem duodecim denariorum supra tres domos, quarum postmodum duas emit, et alteram duarum melioravit, cellarium ibidem faciendo, sicut apparent que de emptione dicta sunt ex instrumentis exinde confectis; et tandem quicquid juris habebat in domibus et censu supradictis nobis donavit et donat in elemosinam a nobis in perpetuum habendum et tenendum. Concessimus autem prefato G. archidiacono quod proventus trium domorum predictarum distribuentur in duobus anniversariis, que fient annuatim in ecclesia Parisiensi : unum videlicet patris et matris dicti G. archidiaconi, et ipsius archidiaconi et fratris sui primogeniti post mortem ipsorum, et aliud pro animabus venerabilis Guillelmi, quondam archidiaconi, et magistri Petri Pulverelli, quondam canonici Parisiensis. Fiet autem hoc modo distributio in dictis anniversariis : matricularii clerici qui vigiliis intererunt sex denarios, et qui misse alios sex percipient et habebunt in utroque anniversario. Matricularii vero laici omnes insimul duodecim denarios in utroque anniversario percipient. Totum vero residuum canonicis et majori altari deservientibus distribuetur qui vigiliis intererunt et missis. Rogavit autem nos idem archidiaconus, ut canonici qui tempore oblationis misse intererunt, in anniversario dictorum Guillelmi archidiaconi et magistri Petri, offerant presbytero missam celebranti, et similiter in anniversario ejusdem Gaufridi archidiaconi post decessum suum, sive noster canonicus sive non canonicus moriatur. Predictum vero redditum concessimus eidem archidiacono tenendum, quamdiu erit canonicus Parisiensis, et faciet anniversaria prout superius continetur. Actum anno Domini MCCXXXVI, mense mayo.

XLI.

Novum statutum de servitio beneficiatorum[1]. 1230.

Omnibus presentes litteras inspecturis, G. decanus totumque capitulum Parisiense, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, injuncto nobis ex parte concilii provincialis, quod provideremus ut debitum servitium fieret in ecclesia Parisiensi ab hiis qui beneficiati sunt in ea, attendentes omnes qui habent capellanias in nostra ecclesia in receptione beneficii sui jurasse se bona fide facturos servitium pro mortuis, et se interesse horis canonicis in choro assidue bona fide, eos pluries monuimus ut in hac parte quod juraverant adimplerent: quorum tamen multi dictum servitium facere recusant, ut deberent, contra juramenta propria temere veniendo. Nos vero, pluribus tractatibus prehabitis et pluribus diebus super hoc assignatis, tandem, die ad ordinandum de predictis assignata, communi assensu statuimus, ut omnes beneficiati dictas capellanias habentes sint mansionarii residentes, et cotidianum divinum servitium faciant, tam de missa capellanie debita quam de eo quod horis canonicis interesse debent, secundum formam ab ipsis prestiti juramenti. Si quis vero missam capellanie debitam in altari sibi a capitulo deputato diebus singulis non celebraverit vel per se vel per alium, pro singulis diebus in quibus in hoc defecerit tenebitur ad penam duorum denariorum, nisi rationabili impedimento fuerit prepeditus; de quo fidem faciens decano vel capitulo, quantum ad hanc penam habebitur excusatus. Qui vero vel matutinis, quas pro duabus horis volumus computare, vel duabus horis diurnis diebus singulis non interierit, pro hujusmodi defectu, simili modo tenebitur ad penam duorum denariorum. Qui vero extra civitatem Parisiensem progrediens sine licentia decani vel capituli, moram fecerit per septem dies vel amplius, ad penam tenebitur quinque solidorum; licentiatus vero a decano ultra spatium septem dierum non habebitur excusatus. Qui vero se obligaverit vel persone vel loco ad serviendum in alia ecclesia, super hoc convictus, ad penam tenebitur xx solidorum. Qui

[1] Edit. apud G. Dubois, *Hist. Eccles. Paris.* t. II, p. 345. In Magno Pastorali, [illegible]

vero in predictis vel frequenter vel gravius excedere presumpserit, pro quantitate et qualitate delicti, gravius vel levius punietur. Hec autem sic temperanda duximus, de mansuetudine potius quam de juris rigore procedere volentes, ne mortui debitis sibi suffragiis et ecclesia nostra debito sibi servitio defraudetur, cum, de jure, singuli contra juramenta propria temere venientes, preter reatum perjurii, officio et beneficio perpetuo sint privandi. Hec autem que suprascripta sunt statuimus, non intendentes aliquem relaxare ab obligatione qua se obligant recipientes capellanias, juramento firmantes se servitium debitum capellanie bona fide facturos, et quod horis canonicis in choro intererunt assidui bona fide. Statuimus preterea quod quicumque nondum presbiter de cetero capellaniam receperit in ecclesia nostra, nichil de fructibus capellanie sue recipiet convertendum in usus suos, donec ad sacerdotii ordinem sit promotus; sed medietas fructuum, medio tempore pro rata temporis percipiendorum, cedet in usus illius qui servitium capellanie fecerit, alia parte in augmentum capellanie fideliter convertenda. Quibus diebus pro mortuis et quibus de die celebrare debeant servari volumus et precipimus, eo modo qui super hoc est expressus in carta matriculariorum; cui carte, quantum ad matricularios pertinet, nil addere nil minuere intendimus per premissa. Statuimus preterea quod omnes presbiteri et matricularii et alii, non per laicos, sed per clericos in superpelliciis in celebratione missarum sibi faciant ministrari. Actum anno Domini MCCXXV.

XLII

[illegible] Vitalis [illegible] confert eidem capitulo, perpetua donatione, [illegible] Castellum juxta [illegible] ea conditione ut de censu isto solvantur annuatim canonicis Sancti Dionysii de [illegible] et canonicis Sancti [illegible] solidi, pro ejusdem Vitalis [illegible] anniversario celebrando.

Datum anno Domini MCCXXV, mense martio.

XLIII

[illegible]

Ego H. decanus et G. archidiaconus Parisiensis, et M. et P. officiales domini episcopi Parisiensis, notum facimus universis presentem pagi-

nam inspecturis, quod Guillelmus, miles, de Nantuerre, in presentia nostra constitutus, vendi.iit capitulo Beate Marie Parisiensis quicquid habebat in decima quam tenebat apud Sereeles, Adam et Johanne, militibus, filiis ejusdem, venditionem laudantibus et concedentibus. Hugo etiam, miles, de Sancto Dionysio, de cujus feodo illa decima movebat, et Droco de Sancto Dionysio, miles, venditionem istam laudaverunt et concesserunt, et fidem de garandia ferenda prestiterunt. Guido etiam et Adam, milites, de Vilers, hujus venditionis tenende fidejussores extiterunt. Ne igitur ista venditio possit in posterum infirmari, presens scriptum sigillorum presentium fecimus confirmari testimonio.

XLIV.

De tribus altaribus ad [illegible]

In nomine sanctę et individuę Trinitatis. Ego Guilelmus, Dei gratia Parisiensis archidiaconus, notum facio tam posteris quam presentibus, quia tertiam partem altaris Sancti Gervasii Parisiensis, et tertiam partem altaris Sancti Petri, apud villam que vocatur Gonessa, tertiam quoque partem altaris Sancti Martini, apud villam que nuncupatur Erebletum, has, inquam, tres tercias partes, jure archidiaconatus nostri, possidebam, et in dominio meo tanquam propriis habebam. Consulens igitur et saluti anime mee et utilitati ęcclesie nostrę, illas tres tercias partes predictorum altarium canonicis Sancte Marie, confratribus nostris, assensu quidem domni Galonis episcopi, et voluntate et concessione totius capituli, jure perpetuo habendas dereliqui, hoc modo : scilicet, ut quicumque domum illam, quam ex beneficio ęcclesię possideo, post decessum meum habuerit, illas tres partes obtineat, et refectionem de quinque ferculis per singulos annos, die anniversarii nostri, canonicis inde faciat. Debet enim uno eodemque die et predicta refectio canonicis dari et anniversarius dies nostri obitus celebrari. Ut autem perpetuo stabilitatis privilegio donum istud firmetur, presenti scripto memorie illud commendavimus. S. Guilelmi archidiaconi. S. Berneri decani. S. Ade pręcentoris. S. Stephani archidiaconi. S. Rainaldi archidiaconi.... S. Galonis episcopi. Actum publice Parisius, in capitulo Sanctę Marie, anno ab incarnatione Domini MCVIII, indictione I, epacta VI.

concurrente III°, rege Lugdovico regnante anno I°, anno episcopatus Galonis IIII° Girbertus cancellarius subscripsit.

XLV.

Nov. 1233. De medietate cujusdam gordi in Secana, apud Andrisiacum, vendita capitulo.

Guillelmus, thesaurarius Pontisarensis, prepositus terre Beate Marie Parisiensis de Andrisiaco, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Notum facimus quod, in nostra presentia constitutus, Galterus de Curia et Agnes, uxor ejus, fide prestita, vendiderunt, pro quatuordecim libris Parisiensibus, capitulo Beate Marie Parisiensis, medietatem cujusdam gordi qui dicitur Chatel, quam habebant in Secana, apud Andrisiacum, in censiva scilicet Beate Marie Parisiensis, ab eodem capitulo imperpetuum pacifice possidendam; fide prestita, promittentes quod eidem capitulo dictam medietatem gordi, ad usus et consuetudines Francie, garantizabunt. Astrinxerunt etiam se predicti Galterus et Agnes ad hoc, sub ejusdem fidei religione, quod, si predictum capitulum super prefata medietate gordi molestari contingeret, vel si forte aliquis eandem medietatem gordi vellet retrahere, ipsi eidem capitulo omnia dampna et expensas que, occasione predicte molestationis sive retractationis, incurreret, plenarie resarcirent. Hujus autem venditionis constituerunt se plegios et garantizatores, ad usus et consuetudines Francie, fide prestita corporali, Michael, decanus de Andrisiaco, Guillelmus Feret, Germanus de Riveria, Guerinus Le Maaillet. Quittaverunt etiam hanc venditionem parentes dictorum Galteri et Agnetis, Richeudis scilicet de Ponte, Michael decanus, Germanus de Riveria et, Heudardis uxor ejus, Gerlendus de Curia, Odo de Curia, etc. Quod ut robur obtineat inconcussum, presentem paginam sigilli nostri munimine roboravimus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tercio, mense novembri.

LIBER SEPTIMUS.

FRATRUM.

I.

Littere fratrum Sancti Maturini[1]. Mai [illegible]

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, frater Nicholaus, major minister totius ordinis Sancte Trinitatis et captivorum, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum decanus totumque capitulum ecclesie Parisiensis haberent quandam domum sitam Parisius, prope Termas, contiguam domui fratrum nostrorum de Sancto Maturino, in fundo Sancte Genovefe, pro qua tenebantur solvere singulis annis canonicis Beati Benedicti Parisiensis quinque solidos Parisienses, eandemque dedissent Roberto, dicto Comiti, homini suo de corpore, pro centum solidis Parisiensibus augmentati census, singulis annis illis ab eodem Roberto reddendis, duobus terminis inferius annotatis, scilicet quinquaginta solidos in octabis sancti Martini hiemalis, et totidem in octabis beati Johannis Baptiste, quamdiu idem Robertus viveret, ad eos siquidem, post ejus obitum, si sine herede ex legitima uxore et de proprio corpore suscepto decederet, ratione manus mortue reversuram: ipsi, ad preces et maximam instantiam fratrum nostrorum de Sancto Maturino, quibus domus illa valde necessaria erat propter nimiam angustiam domus ipsorum, dictam domum dicti Roberti, valentem presentialiter duodecim libras de locatione annuatim, concesserunt eisdem fratribus nostris, ab ipsis suisque successoribus, nomine domus sue, habendam in perpetuum et possidendam : tali modo, quod ipsi suique successores, nomine dicte domus ipsorum, tenebuntur amodo et

[1] Edit. apud Bulæum, *Hist. Univers. Paris.*, t. III, p. 702. De eadem re chartas, eisdem anno et mense, concesserunt Guillelmus, Parisiensis episcopus, et predictus Nicholaus, cum fratre Symone, magistro domus Sancti Maturini Parisiensis, quarum unam ex Magno Pastorali, p. [illegible], et alteram ibid. p. [illegible] transcriptam, [illegible].

imperpetuum solvere singulis annis canonicis Beati Benedicti Parisiensis, in festo beati Remigii, illos quinque solidos quos pro ipsa domo dicti Roberti dictis canonicis Beati Benedicti debebant, et illis, scilicet predictis decano et capitulo ecclesie Parisiensis, centum solidos reddere amodo et in perpetuum singulis annis, pro dicta domo dicti Roberti, in festo beati Dyonisii, in capitulo Parisiensi, tenebuntur. Et de dictis centum solidis sic reddendis, predicti fratres nostri se suosque successores et domum ipsorum, necnon et domum dicti Roberti superius nominatam, omnesque alias domos quas habent in vico Termarum, et omnia bona sua mobilia et immobilia, ubicumque sint, specialiter et expresse obligarunt illis et ecclesie Parisiensi. Preterea dicti fratres nostri, in recompensatione gratie et liberalitatis quam ipsis fecerunt concedendo eisdem domum predictam dicti Roberti secundum formam prenotatam, dederunt et concesserunt illis assensum suum et potestatem emendi, vel alio quocumque modo licite acquirendi alias sex libras annui redditus, cum illis c solidis quos illis debent, sicut predictum est, pro domo dicti Roberti, cum voluerint, in suo fundo sito in vico Termarum, incipiente ad cuneum dicti vici versus Magnum Vicum, videlicet in domo que dicitur domus Fulconis cordubanarii, et extenditur ab illa domo dicti Fulconis usque ad quamdam magnam domum quam Domus Dei dicitur habere in eodem vico; volentes et concedentes expresse ut, quandocumque contigerit illos predictas sex libras in fundo ipsorum, titulo emptionis, donationis, vel alio quocumque modo licite acquisivisse, quod ipsi easdem sex libras, nomine ecclesie Parisiensis habeant et possideant imperpetuum in manu mortua, sine coactione vendendi. Promiseruntque dicti fratres nostri in verbo veritatis, quod, per se vel per alium, non impedient latenter vel alio modo quominus possent acquirere, ratione emptionis vel alio quocumque modo licite, predictas sex libras annui redditus in fundo ipsorum prenominato. In cujus rei memoriam, etc. Datum anno Domini MCC tricesimo octavo, mense mayo.

II.

[illegible] [illegible]

Frater Andreas de Colours, domorum militie templi in Francia pre-

eptor, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod nos, de consensu fratrum nostrorum, pro utilitatibus domus nostre, vendidimus decano et capitulo Parisiensi, pro centum libris Parisiensis monete, quicquid hujus venditionis tempore habebamus Parisius, apud Fimarium, tam in domibus quam in hostisiis et in portu, et aliis quibuscumque redditibus seu proventibus aut dominio, in perpetuum libere et quiete possidendum. Et super hoc eis rectam garantiam promisimus nos laturos. In cujus rei memoriam, *etc.* Actum anno Domini MCC° nono decimo, mense septembri.

III.

De compositione [illegible] [illegible]

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater Oliverus de Ruppe, domorum militie Templi in Francia preceptor, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum esset contentio inter fratres nostros de Saliceto, ex parte una, et venerabiles viros decanum et capitulum Parisiense, ex altera, super quibusdam pasturis, molendino, et quibusdam aliis, in territorio Theoville sitis; tandem, mediantibus bonis viris, compositum est amicabiliter in hunc modum[1]. Quod dicti fratres de Saliceto poterunt ducere ad pasturas Theoville, que sunt juxta molendinum suum, ex parte Theoville, de quibus erat controversia, usque ad triginta capita bovini seu vaccini generis, computatis parvis et magnis; sed nec oves nec jumenta nec alterius generis animalia ducent illuc. Si homines vel hospites nostri duxerint animalia sua ad pasturas, et capiantur ibi, nec nos nec fratres nostri intromittemus nos, nec litteras pro eis impetrabimus, nec pro eis litigabimus, nec aliud consilium vel auxilium super hoc eis dabimus. Item molendinum et domus adjacens et insula que est infra refluxionem aque nobis et fratribus nostris remanebunt in pace; ita quod reddemus inde ecclesie Parisiensi duos solidos censuales, terminis quibus redduntur alii census de Theovilla, et habebit ecclesia Parisiensis

[1] Mense [illegible] anni 1225, de hac lite Compromissum, in Magno Pastorali, [illegible] transcriptum, non edendum esse duximus. [illegible]

justitiam suam de censu tantum, puta si non redderetur census in tempore suo, et de nullo alio habebit ibi justitiam. Item tota terra et rippa circa aquam, ex parte Theoville, remanebit penes ecclesiam Parisiensem, sicut mete posite sunt; et de salicibus et de omnibus aliis plantatis vel plantandis in dicta rippa canonici Parisienses facient, sine contradictione, quod voluerint. Si autem contigerit quod canonici Parisienses predictas pasturas vel aliquam earum partem reduxerint ad prata vel motagium vel terras arabiles vel ad alios usus, nec nos nec fratres nostri contradicere seu prohibere poterimus. Transitum per pontem nec eis nec eorum hominibus seu animalibus poterimus prohibere, licet nec ipsi nec eorum homines ad ejus reparationem teneantur. Hanc autem compositionem, de assensu et voluntate fratrum nostrorum, volumus et approbamus, et, ad ejus confirmationem, presentes litteras sigilli nostri munimine roboramus. Actum anno Domini MCC° XX° quinto, mense novembri.

IV.

[illegible] De compositione pacis super quarta parte decime constitute apud Sanctum Laurentium.

Universis presentes litteras inspecturis, prior et fratres Sancti Lazari Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum esset controversia inter nos, ex una parte, et venerabiles viros E.[1] decanum totumque capitulum Parisiense, ex altera, super quarta parte decime constitute apud Sanctum Laurentium, et censu et dominio, et eo quod ibidem habebant Robertus de Mollento et Matildis, ejus uxor, et super eo quod habebant in decima Sancti Laurentii, nec non censu et dominio quod ibidem habebant Ansellus de Mandris et Emelina, ejus uxor, que omnia de feodo venerabilis patris episcopi Parisiensis movent; et etiam super eo quod habebant in decima Sancti Laurentii, necnon censu et dominio quod ibidem habebant Aubertus de Sancto Leodegario et Rohesia, ejus uxor, que omnia nos adquisivimus sine consensu capituli Parisiensis; tandem, intervenientibus bonis viris, inter nos et predictos E. decanum et capitulum talis inita est compositio. Quod

[1] [illegible]

nos remisimus et quittavimus eis in perpetuum unum modium frumenti ad parvam minam, quem nos, singulis annis, in granariis eorum percipiebamus. Preterea promisimus dictis E. decano et capitulo nos reddituros eis, singulis annis in perpetuum, unum modium ad mensuram Parisiensem, de meliori hybernagio predicte decime, in granaria sua, que sunt in claustro Parisiensi, infra festum beati Martini hyemalis, nostris expensis adducendum; et dicta decima tam bladi quam vini, et redditus supradicti nobis pacifice, quantum ad ipsos pertinet, in perpetuum remanebunt; salvis dicto capitulo hiis que habent in hospitibus, redditibus, censu, dominio, justitia et aliis, tam in communi censu quam in terra communis census. In cujus rei testimonium, *etc.* Actum publice, in capitulo Parisiensi, anno Domini MCCXX° quinto, mense julio.

V.

De quatuor libris Parisiensibus pro anniversario magistri Mauritii, quondam canonici Eboracensis. [illegible]

Universis Christi fidelibus presens scriptum visuris vel audituris, Guido, prior Sancti Lazari Parisiensis, et ejusdem loci fratres, tam clerici quam laici, eternam in Domino salutem. Notum vobis facimus quod magister Helyas Bernardi, canonicus Eboracensis, Yvo, capicerius Sancti Aviti Aurelianensis, et Mauricius, quondam capellanus nobilis viri Philippi, quondam comitis Boloniensis, executores testamenti magistri Mauricii, quondam canonici Eboracensis, cujus corpus in nostra ecclesia requiescit, nobis humiliter supplicarunt quatinus altare Beati Dyonisii in nostra ecclesia jam fundatum, per quemdam capellanum, ad hoc specialiter a nobis in presenti provisum et in perpetuum successive per nos et nostros successores providendum, deserviri faceremus, qui, pro memorati defuncti magistri Mauricii specialiter et omnium fidelium animarum salute, divina teneatur tantum ibidem officia plenarie celebrare. Nos vero, justis eorum postulationibus humiliter inclinati, premissa eisdem caritative concessimus...; volentes et liberaliter concedentes quod, si memoratum divinum officium non fuerit plenarie, prout supradictum est, executum, vel aliquo casu protelatum, quatinus venerabilis pater episcopus Parisiensis vel ejus offi-

cialis seu archidiaconus Parisiensis qui pro tempore fuerant, auctoritate sua ordinaria, omnis juris vel privilegii et appellationis cessante beneficio, per suspensionis vel excommunicationis sententiam nos ad id faciendum plenarie compellant, ad instantiam et petitionem decani et capituli Parisiensis, qui ad hoc dati sunt et deputati specialiter a dictis executoribus conservatores. Et quia, juxta verbum Domini, *Non est os alligandum trituranti*[1], sed ut veri operarii digna remunerandus mercede, prefati executores circiter decem et octo arpenta terre, sita versus gibetum, que terra vulgariter dicitur Cultura defuncti Garneri de Sancto Lazaro, et quoddam arpentum terre, quod dicitur arpentum Lagerberti, et viginti solidos incrementi census, sitos apud villam Sancti Lazari in nostra censiva, et quatuor tresellos vini, percipiendos apud capellam Sancte Genovefe, que omnia fuerunt predicti magistri Mauricii, et septies viginti libras Parisienses de bonis ipsius defuncti, ad emendos redditus, nobis et successoribus nostris in perpetuum possidenda, auctoritate jam dicti defuncti et sua, plenarie contulerunt. Nos vero, de voluntate et ordinatione predictorum executorum, concessimus et adhuc concedimus nec non et promittimus, de consensu et voluntate fratrum nostrorum, tam clericorum quam laicorum, nos de cetero, singulis annis imperpetuum, sine dilatione et contradictione, de bonis domus nostre, ratione dictarum possessionum et beneficii nobis collati seu elemosine, cum hoc sit utilitas domus nostre, et nobis et eidem domui expediat, in crastino octabarum beati Dyonisii reddituros et soluturos, decano et capitulo Parisiensi quatuor libras Parisienses, ad distribuendum in die anniversarii magistri memorati, quod anniversarium erit in festo beatorum martyrum Crispini et Crispiniani, videlicet sexaginta solidos distribuendos canonicis et majori altari servientibus, et viginti solidos distribuendos clericis de choro ejusdem ecclesie Parisiensis, et matriculariis qui intererunt celebrationi misse dicti anniversarii, per ipsos in eadem ecclesia Parisiensi annuatim celebrandi. Concessimus etiam, de ipsorum executorum statuto et ordinatione, nos, annis singulis in perpetuum, de predictis bonis quadraginta solidos Parisienses fratribus domus nostre, in die obitus predicti magistri soluturos.

[1] I. Cor. ix, 9.

quibus tandem corporaliter reparati, spiritualiter instent dicti defuncti refectioni. Ut igitur hec omnia cunctis temporibus maneant inconcussa, etc.... Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense februario.

VI.

De viridario de Crollebarbe, collato capitulo Parisiensi. Apr. 1229-30

Omnibus presentes litteras inspecturis, Philippus, dictus Matricularius, canonicus Parisiensis, salutem in Domino. Noverint universi quod ego viridarium meum, situm juxta molendinum de Crollebarbe, de conquestu meo, quitum et liberum ab omni censu, justitia et dominio, contuli capitulo Parisiensi in perpetuum possidendum; ita quod, pro dictis molendino et viridario, singulis annis, preter annuam pensionem quam pro dicto molendino solvere consuevi ad distributionem horarum, tenebor solvere decem solidos Parisienses, ad natale Domini, capitulo Parisiensi, quamdiu vixero; et, post decessum meum, quicumque dictum molendinum cum viridario tenebit decem solidos ad distributionem horarum capitulo, ut dictum est, solvere tenebitur. Quod ut ratum et firmum permaneat, presenti scripto decanus et capitulum sigillum suum et ego meum apposuimus. Actum anno Domini M° CC° XXIX°, mense aprili.

LIBER OCTAVUS.

OFFICIALIUM.

I.

1207 De venditione Enjoranni de Sievre, apud Castanetum

Officiales curie domni Parisiensis episcopi omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod Enjorannus de Sievre, miles, vendidit, pro triginta una libris, ecclesie Beate Marie Parisiensis, quidquid habebat in Castaneto et in tota parrochia Castaneti, et, fide sua interposita, pepigit venditionem istam, factam ecclesie, se bona fide tenere et garantire. Hoc etiam laudavit et concessit Adelina, uxor sua, et fidem dedit de recta garandia portanda. Preterea Radulfus de Gornayo, de cujus feodo res ista movebat, a quo predictus Enjorannus istud in feodo tenebat, venditionem istam, factam ecclesie, laudavit et concessit, et fidem dedit de recta garantia portanda, et etiam inde fidejussor extitit. Buchardus etiam de Bures, a quo predictus Radulfus de Gornayo istud in feodo tenebat, venditionem istam, factam ecclesie Beate Marie, laudavit, et feodum penitus quitavit, et per fidem suam se plegium erga capitulum constituit, et de recta garantia ferenda simul fidem dedit. Siquidem pro ipso Enjoranno adhuc erga capitulum plegii fuerunt : Ferricus de Issi, Gervasius li Veautres, Theobaldus de Vanves, Buchardus de la Bolie, milites. Qui omnes, per fidem suam, plegios se constituerunt erga ecclesiam, et fidem dederunt, ut, si aliquando super hoc molestaretur ecclesia vel aliquod impedimentum seu gravamen haberet, Parisius, infra duos pontes, ad submonitionem capituli, captionem tenerent, nec inde aliquo pacto recederent, donec ecclesie super dampnis et gravaminibus suis plenius esset satisfactum. Huic venditioni testes interfuerunt Petrus, major Castaneti, Herluinus, decanus Orliaci, Rogerus Salomon de Orliaco, Renoldus de Castaneto, *etc.* Quum itaque venditio ista fuerit facta medio tempore quo dominus episcopus peregre Romam profectus fuerat, nos officiales, coram positi, hec omnia que in presenti cartula annotata sunt audientes, ad petitionem

utrarumque partium, eidem cartule sigillum curie nostre, ad majorem in posterum firmitatem, apposuimus. Actum Parisius, anno Verbi incarnati MCCVII.

II.

Hugo de Anet, miles, et Cecilia, uxor ejus, laudantibus et garantiam se laturos promittentibus Petro de Bercherus et Philippo de Combellis, dominis feodi, vendunt, pro centum viginti quinque libris Parisiensibus, capitulo Beatæ Mariæ Parisiensis quartam partem tensamenti Orliaci. 1207.

.... Testes: Hugo decanus, Robertus precentor, Adam archidiaconus, Guillelmus archidiaconus, Robertus capellanus, Petrus de Mesons.... Radulfus camerarius.... Actum anno gratie MCCVII.

III.

De decima vini et bladi, apud Combisvillam et Egnernolium. Mart. 1235.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in nostra presentia constituti, Symon de Autholio, miles, et Agnes, ejus uxor, recognoverunt se vendidisse decano et capitulo Parisiensi totam decimam vini et bladi quam habent in parrochia de Combisvilla et in territorio de Egnernolio et circa territorium Egnernolii, et hoc pro centum et una libris Parisiensibus, de quibus recognoverunt sibi fuisse satisfactum in pecunia numerata. Asseruerunt autem quod decima bladi valebat singulis annis duos modios bladi, ad mensuram de Combisvilla, et quod medietas erat mixtolii, medietas avene.... Asseruerunt etiam Johannem de Villa Minori, clericum, et Simonem, nepotem ejusdem clerici, esse primos dominos feodi, et dominum Petrum de Egnernolio, militem, secundum, et Thomam de Vignolio, militem, tertium, in decima superius nominata. Qui duo videlicet primi domini et secundus, hoc idem asserentes, promiserunt, in nostra presentia constituti, se predictam bladi et vini decimam garantizare et defendere adversus quoscumque, quotiens necesse fuerit, contra tercium dominum predictum, si visum fuerit expedire dictis decano et capitulo; quittantes omnino quicquid juris habebant vel habere poterant in decima supradicta; concedendo quod dicti decanus et capitulum teneant eandem decimam liberam de cetero a manu mortua, sine aliqua redibentia; promittentes se reddituros dictam decimam memoratis

decano et capitulo... Promiserunt insuper dicti Symon et Agnes, ejus uxor, quod, si tercius dominus supradictus vel alius aliquid juris reclamarent in decima antedicta, vel si contra predicta venire in aliquo attemptarent, quod ipsi eosdem decanum et capitulum defenderent, et predictam decimam bladi et vini, juxta modum superius nominatum, garantizabunt omnino... Et de predictis omnibus attendendis et complendis, prout in singulis articulis sunt expressa, constituerunt se fidejussores pro dictis Symone et ejus uxore Adam Bolie, Guillelmus de Granchia, milites, magister Johannes de Toralles, Johannes de Crossigniaco, nepos ejusdem Symonis de Autolio, Droco et Symon de Autolio, fratres, burgenses de Brava et manentes in eadem villa, quisque in solidum erga decanum et capitulum antedictos. — Actum anno Domini M CC LX quarto, mense marcio.

IV.

Guido de Lanovilla [illegible], assent se vendidisse [illegible] Beate Marie Parisiensis, [illegible] Guillelmo de Granchia [illegible], et Ansello de Granchia [illegible].

Actum anno Domini M CC XX[illegible], mense octobri.

V.

[illegible] quarte partis gordi apud Andresiacum.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, in nostra presentia constituti, Emelina de Lapicenis et Galterus, ejus filius, recognoverunt se vendidisse et concessisse in perpetuum capitulo Beate Marie Parisiensis, pro sex libris Parisiensibus, sibi jam solutis, ut confessi sunt coram nobis, quartam partem cujusdam gordi, siti in Secana apud Andresiacum, qui gordus gordus de Castelio vulgariter appellatur, ut dicebant. Promittentes, *etc.* — Actum anno Domini M CC tricesimo octavo, mense junio.

VI.

Johannes, comes Matisconensis, et Alix, uxor ejus, laudant venditionem factam capitulo Parisiensi ab Amalrico de Chailliaco, milite, de quatuor modiis hybernagii, ad mensuram Parisiensem, annis singulis percipiendis in decima de Chailly; quorum duo modii puri frumenti, duoque puræ siliginis, pretio ducentarum et triginta librarum Parisiensium, eidem Amalrico solutarum. Iidem Johannes et Alix, illius decimæ primi domini, promittunt se eamdem venditionem observaturos, et legitimam, secundum usus Franciæ, garantiam præstituros. 1235

.... Actum anno Domini MCCXXXV.

VII.

Charta qua Amalricus de Chailliaco, dictus de Meudon, et Emelina, ejus uxor, venditionem in præcedente charta relatam ab ipsis factam fuisse asserunt. Apr. 1236.

.... Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo sexto, mense aprili.

VIII.

De feodo vendito decano Parisiensi, apud Ceviliacum sito. Mart. 1225-26.

Magister Hugo, officialis curie Parisiensis, omnibus presentes litteras, *etc.* Noverint universi quod, constituti in presentia nostra, Philippus de Chevanvilla et A., ejus uxor, recognoverunt se vendidisse venerabili viro E., decano Parisiensi, feodum quem tenebant apud Ceviliacum a decano Parisiensi; fide media promittentes quod in dicto feodo, per se vel per alios, nichil de cetero penitus reclamabunt, et quod bona fide dictum feodum eidem decano et successoribus suis garentizabunt. Hanc autem venditionem voluit et laudavit Andreas, frater ejusdem Philippi. Idem vero Andreas et Nicholaus de Cochet, miles, et Guiardus de Corciaco, fide media et quilibet in solidum, se constituerunt plegios super premissis. Actum anno Domini MCCXX° quinto, mense martio.

IX.

De tribus sextariis avene annui redditus capitulo venditis. Dec. 1232.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod Robertus de Castaneto, armi-

ger, et Ysabellis, soror ejus, filii defuncti Baldoini de Castaneto, militis, in nostra presentia constituti, recognoverunt se vendidisse capitulo ecclesie Beate Marie Parisiensis tria sexteria avene annui redditus, et unam dreituram, et dimidiam dreituram, et quartam partem cujusdam dreiture; que omnia sita sunt in parrochia de Castaneto, in terra dicte ecclesie Beate Marie, pro tredecim libris et dimidia Parisiensibus. De quibus recognoverunt dictus Robertus et Ysabellis sibi plenarie fuisse satisfactum; promittentes, fide media, quod contra venditionem istam, per se vel per alium, non venient in futurum, et quod predictos redditus memorato capitulo, ad usus et consuetudines Francie, garanciabunt contra omnes. Et de recta garantia ferenda, prout dictum est, Evrardus, frater dictorum Roberti et Ysabellis, se plegium et garantizatorem constituit contra omnes, fide super hoc prestita corporali, predictam venditionem laudando pariter et concedendo. Quod ut ratum permaneat, nos, ad petitionem dictorum Roberti et Ysabellis, presentes litteras fecimus sigillo curie Parisiensis sigillari. Actum anno Domini M.CC° tricesimo secundo, mense decembri.

X.

Oct. 1211. De censu cujusdam terre et vinee.

Magister Ar., officialis domini episcopi Parisiensis, omnibus presentibus, etc. Noveritis quod, cum ecclesia Beate Marie Parisiensis habeat apud Vitriacum quasdam vineas, scilicet arpentum et dimidium, et terram arabilem fere arpentum ipsis vineis adherentem, que sunt juxta viam que ducit ad Villam Novam Regis, quas dominus Theobaldus de Vitriaco, quondam canonicus Parisiensis, nomine ecclesie Parisiensis possedit, et de quibus domine Alois la Bevande de Vitriaco annuatim, in festo sancti Remigii, reddebantur duo solidi et quatuor denarii censuales, et in Natali una mina frumenti et quatuor capones, et in marcio duo sextarii avene et duo sextarii vini et due corveye; prefata A., de consensu M., filie sue, predictum censum et omnia alia memorata et totam justitiam et quicquid ibi habebat, que omnia jure hereditario dicebatur possidere et tunc tenebat, vendidit in presentia mea domino Radulpho de Ineriis, canonico Parisiensi, pro viginti et tribus libris Parisiensibus; domino A., archidiacono Parisiensi, magistro H. de

Caprosia, canonico Parisiensi, et Roberto, presbitero de Vitriaco, presentibus. Prefatus autem archidiaconus, de cujus feodo omnia predicta erant, venditionem istam concessit et laudavit, et quod ipsam venditionem garantiret, et ipsum Raduiphum indempnem servaret promisit, super hoc se fidejussorem constituens: et eodem modo predictus Robertus presbiter ipsi R. fidejussorem se constituit. Quod ut ratum permaneat, etc. Actum anno Domini M° ducentesimo duodecimo, mense decembri[1].

XI.

De quindecim solidis annuatim solvendis archidiacono Parisiensi, propter visitationem prioratus Sancti Johannis Corboliensis. 1231.

Universis presentes litteras inspecturis, abbas et conventus Fossatensis, eternam in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus quod, cum Heimericus, ecclesie Parisiensis archidiaconus, peteret procurationem in prioratu nostro Sancti Johannis Corbolii sibi reddi perpetuo suisque successoribus semel in anno, die quo dictum prioratum visitabunt ex officio archidiaconali, et prior et fratres dicti prioratus, eo quod nunquam solverant, ad solutionem procurationis dicerent se aliquatenus non teneri; tandem inter eos pro bono pacis convenit in hunc modum. Quod prior et fratres prioratus predicti voluerunt et concesserunt ut, in die qua archidiaconus vel successores sui dictum prioratum semel in anno ex officio visitabunt, teneantur solvere perpetuo archidiacono ejusque successoribus XV solidos Parisienses, prioratu Sancti Johannis Corboliensis, per hujus solutionem ab omni procurationis onere, quantum ad archidiaconum et successores suos, libero penitus remanente. Hanc vero ordinationem inter eos factam ratam habentes, eam, quantum in nobis est et possumus, confirmamus. Quod ut ratum, etc. Datum anno Domini MCC tricesimo uno.

XII.

Compositio inter capitulum Parisiense et capitulum Sancti Martini, super terris et vineis. Jun. [illegible]

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater B., humilis prior Sancti

[1] Hujus charte confirmatio ab A., archidiacono Parisiensi, facta, et in Magno Pastorali, p. 63, transcripta, minoris esse momenti nobis visa est, quam ut eam hic edere deberemus.

Martini de Campis Parisiensis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino. Cum contentio verteretur inter nos, ex una parte, et venerabiles viros capitulum Parisiense, ex altera, super quadraginta arpentis terre et uno quarterio et quinque arpentis vinearum, que nos tenebamus de ipsis in censiva eorum, prope Parisius, que dicitur census communis; tandem, mediantibus bonis viris, sopita est in hunc modum. Quod nos dicti prior et conventus de cetero reddemus dicto capitulo, singulis annis, in octabis sancti Dyonisii, triginta solidos et IX denarios Parisienses, scilicet de capitali censu XV solidos et IX denarios Parisienses; de incremento census XV solidos Parisienses, pro terris et vineis supradictis annuatim, quantum ad ipsos pertinet, in perpetuum pacifice possidendis. Nos vero concessimus dicto capitulo molendinum de Crolebarbe, pro quo capitulum debet nobis reddere, sicuti consuevit, de censu annuatim viginti sex denarios et obolum; et duo arpenta vinearum, sita prope Pentin, pro quibus debent nobis annuatim persolvi viginti denarii, que habent in censiva nostra perpetuo pacifice possidenda : ita videlicet quod nichil ab ipsis exigere poterimus in predictis, nisi predictum censum et justitiam nostram, et ea quæ ad justitiam pertinent, que nobis retineamus in perpetuum in predictis, ita quod eos de cetero ea distrahere non compelleremus. Dictum vero capitulum, ad petitionem nostram, nobis concessit dimidium arpentum cujusdam veteris plastrarie, site juxta pressorium nostrum Sancti Martini, in perpetuum possidendum, quod presbiter Sancti Laurentii Parisiensis ab ipsis tenuerat; ita videlicet quod de cetero de memoratis terris, vineis et plastraria nichil a nobis exigere poterunt, nisi triginta solidos et IX denarios Parisienses, et justiciam, et omnia ad justitiam pertinentia, que sibi retinent imperpetuum in predictis. In cujus rei memoriam et testimonium, etc. Actum vacante decanatu, anno Domini MCC° vicesimo octavo, mense junio.

XIII.

1200. Confirmatio emptionis de Vitri.

Ego Robertus, comes Drocensis, notum facimus presentibus et futuris, quod nobilis mulier Avelina de Noereio et Guillelmus de Gornaio, filius ejus, consentiente et laudante Helisent senescalla, uxore ejusdem, et fratribus ejus, vendiderunt ecclesie Beate Marie Parisiensis, pro octo-

ginta libris Parisiensibus, quicquid habebant apud Vitriacum, tam in hospitibus quam in terris et vineis et omnibus aliis, que omnia erant de feodo nostro. Et ut hec omnia quiete et pacifice predicta ecclesia in perpetuum possideat, venditionem illam laudamus, approbamus et confirmamus, et totum feodum illum ecclesie Beate Marie omnino quitamus, et de recta garantia nos fidejussores constituimus. Et ut hoc permaneat perpetua stabilitate firmatum, presenti scripto fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari. Hec sunt nomina testium hujus venditionis et signa : Signum Hugonis Clementis decani. Signum Roberti precentoris, etc., et i^a in carta sigillata. Actum anno Domini MCC.

XIV.

Concessio decime de Gonseinvilla. 1203.

Ego Guido, domini regis Francorum buticularius, notum facio presentibus et futuris, quod ego laudo et concedo viris venerabilibus H. decano et capitulo Parisiensi et eorum ecclesie decimam de Gonseinvilla, ad feodum meum pertinentem, quam ecclesia Parisiensis a Roberto de Gonseinvilla et Gazchone, nepote ipsius, dinoscitur habuisse; et quicquid juris habebam in decima memorata prefate ecclesie in perpetuum quitto[1]. Quod ut firmum, etc. Anno Domini MCC tertio.

XV.

De decima de Vilers le Sec. Mart. 1206.

Ego Matheus de Monte Morentiaco notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod dominus Adam de Bailleul, miles, et dominus Petrus de Baalei, sororius ejus, cum uxore sua Beatrice, de voluntate et assensu Johannis et Radulfi, fratrum suorum, vendiderunt ecclesie Beate Marie Parisiensis quicquid ipsi habebant in decima de Vilers le Sec, pro CCC et X libris Parisiensis monete. Hanc autem decimam dicti Adam et Petrus de Baalei cum uxore sua tenebant a Matheo de Lilette, et Matheus a nobis. Quam venditionem ratam habemus, laudamus, et preterea feodum et feodi dominium, quod in dicta decima habebamus,

[1] Vide venditionem Gaschonis, infra, cap. XXIV, et donationem Roberti, in Magno Pastor., p. 235.

diete ecclesie Parisiensi in perpetuum possidendum quittamus. Quod ut ratum, etc. Actum Parisius, anno Domini MCCV°, mense martio.

XVI.

Mart. 1220-21 De decima et grangia de Cognoles.

Ego Paganus, vicecomes Corboliensis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod ego et Guido, filius meus primogenitus, miles, et Laurentia, uxor mea, laudavimus venditionem decime de Cognoles et granchiam et totam porprisiam cum muro; que decima est de feodo nostro. Quam decimam Theobaldus Buignele et Petrus, filius ejus, miles, vendiderunt capitulo Parisiensi. Et quicquid in ipsa decima habuimus predicto capitulo quitavimus, nichil nobis vel posteris nostris ibidem retinentes. In cujus rei testimonium, etc. Actum anno Domini MCCXX°, mense marcio.

XVII.

Aug. 1207 De beneficio collato, pro festo sancti Bernardi, ab Odone episcopo.

Odo, Dei gratia Parisiensis episcopus, *etc.* Notum facimus quod, cum decanus et capitulum Parisiense, ad preces nostras, nobis liberaliter concesserunt et benigne, quod singulis annis, in crastino sancti Bartholomei apostoli, facient festum beati Bernardi, primi Clarevallensis abbatis, in ecclesia Parisiensi, ad dimidium duplum, assignavimus et contulimus eis in perpetuam elemosinam decimam illam quam emimus apud Buc, versus Castrum Forte; ita quod inde annis singulis, in festo predicto, ad matutinas distribuentur singulis canonicis presentibus et quatuor matriculariis presbiteris, singulis videlicet VI denarii. Si quid vero residuum fuerit de precio fructus decime supradicte, distribuetur clericis chori Parisiensis, sicut extendi poterit ad singulos illorum qui predictis intererunt matutinis. In cujus rei perpetuam firmitatem, etc. Actum anno Domini MCCVII, mense augusti.

XVIII.

Johannes de Bello Monte confirmat venditionem ecclesiæ Parisiensi factam a Gazone, filio Guillelmi, militis, de Gonseinvilla, pretio viginti librarum Parisiensium[1], de portione quam ipse Gazo, vel mater ejus, ratione dotalitii, possidebat in decima Gonseinvillæ, a feodo dicti Johannis movente. 1200

.... Actum anno Domini MCC°.

XIX.

De octo sextariis bladi in territorio de Vernoto. Oct. 1236.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Odo, Senonensis curie officialis, salutem in Domino. Noverint universi quod Stephanus de Massangiaco, miles, et Matildis, ejus uxor, in nostra presentia constituti, recognoverunt quod ipsi habebant octo sextarios bladi, ad mensuram de Musterolo in furno Yone, annui redditus, in molendino de Rupe, in territorio de Vernoto, communi decano et capitulo Parisiensi et Guillelmo de Broschia, armigero; quos siquidem octo sextarios defunctus Garinus de Broschia, quondam pater dicte Matildis, dederat eidem M. in maritagium, quando ipsa et dictus Stephanus fuerunt matrimonio copulati. Predictos autem octo sextarios bladi, ad mensuram predictam, et omne jus et dominium et quicquid habebant in dicto molendino vel habere poterant quocumque modo, dicti Stephanus et ejus uxor recognoverunt se vendidisse decano et capitulo predictis, pro quinquaginta libris Turonensibus, sibi jam solutis in pecunia numerata, prout confessi sunt coram nobis; renunciantes, *etc*.... Quod autem recognitum fuit coram nobis, sub sigillo Senonensis curie testificamur. Actum anno Domini MCC tricesimo sexto mense octobri.

XX.

De domo Emeline de Calvo Monte, sita in vico Sancti Victoris, apud Poncellum. 123[illegible]

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis, salutem in Domino. Notum facimus quod, constituta coram nobis, Emelina de Calvo Monte asseruit, quod habebat et possidebat de suo

[1] In alio ejusdem chartæ exemplari (Magn. Pastor., p. 238), pretium venditionis sunt triginta sex libræ Parisienses.

conquestu quandam domum, sitam Parisius, in vico Sancti Victoris, ante Poncellum, in censiva Sancte Genovefe, liberam et quitam, ad decem solidos annui census; nec non et dimidium arpentum vinee, apud Gentiliacum, que dicitur vinea de Hanta, in censiva Beati Dyonisii de Carcere, libera et quita, ad tres denarios censuales. De dictis autem domo et vinea eadem Emelina, de consensu et voluntate Benedicti de Sancto Victore, sui mariti, prestantis eidem coram nobis auctoritatem faciendi, ita disposuit, quod ipsa easdem domum et vineam dedit presentialiter et concessit in perpetuam elemosinam ecclesie Beate Marie Parisiensis, ad institutionem unius capellanie in eadem ecclesia, post obitum autem utriusque eorumdem Emeline et Benedicti faciendam : ita quod ipsi Emelina et Benedictus, et ille qui supervixerit, usumfructum in dictis domo et vinea habebit et tenebit; et ipsas domum et vineam in bono statu conservabunt, nichil juris in eisdem domo et vinea retinentes, preter usumfructum; et, post obitum ipsorum, dicte domus et vinea ad dictam capellaniam fundandam deveniant. Volentes tam ipsa Emelina quam dictus Benedictus et concedentes, ordinantes et statuentes, ut quicumque capellanus institutus fuerit in dicta capellania juret corporalem residentiam se facturum, et se interesse in eadem ecclesia horis canonicis, et se, singulis diebus, preterquam in sollempnibus, pro defunctis celebraturum, et specialiter pro animabus eorumdem Emeline et Benedicti, Guillelmi de Parvo Ponte, et Petri de Calvo Monte, quondam maritorum dicte Emeline, et pro animabus omnium benefactorum eorumdem. In diebus autem sollempnibus de festo poterit celebrare si voluerit, dum tamen faciat commemorationem pro defunctis. Et predictas domum et vineam sub hac forma dederunt et obtulerunt presentialiter supra altare in ecclesia Parisiensi, ad opus ipsius capellanie. Si autem dictum presbiterum, rationabili necessitate infirmitatis diuturne vel peregrinationis a capitulo expetite vel concesse, abesse contigerit, per aliquem presbiterum de choro, beneficium non habentem, divinum officium, ad quod tenetur, faciet celebrari. Dictam autem capellaniam vacantem conferet capitulum ydonee persone, non habenti beneficium, vel, si habeat, primitus resignanti. Et conferetur capellania infra quadraginta dies postquam vacaverit, alioquin collatio ejusdem ad episcopum devolvetur. Nichilominus tamen, quamdiu capella vacaverit, ne

mortuorum anime statuto suffragio defraudentur, obsequium capellanie, ad quod capellanus tenetur, capitulum faciet per aliquem sacerdotem, cui de bonis eidem cappellanie assignatis competens beneficium ministrabit. Poterit autem ista capellania conferri dyacono, subdiacono, sicut et sacerdoti; ita quod de fructibus ejusdem beneficii nichil percipiet, donec in sacerdotem fuerit ordinatus. Jurabit etiam idem capellanus, in institutione sua, quod infra annum post susceptum beneficium se faciet ordinari in sacerdotem. Quod si non fecerit, vel residentiam in ecclesia Parisiensi facere et horis canonicis interesse neglexerit, capitulum, omni dilatione et contradictione postpositis et appellatione remota, alii ydoneo ipsam tenebitur conferre capellaniam, secundum formam conferendi prescriptam, et semper animabus defunctorum de statuto suffragio per aliquem sacerdotem de choro providere. Omnimodam jurisdictionem quam capitulum habet in aliis sacerdotibus in eadem habebit. Si vero, circa officium et alia ad que tenetur, negligens esse videretur, redditus dicte capellanie saisire poterit capitulum, et in manu sua tenebit, nec de his aliquid percipiet capellanus, donec ad ordinationem capituli satisfactionem exhibuerit competentem; volentes et ordinantes quod, si predicte domus et vinea minus sufficientes sint ad valorem duodecim librarum Parisiensium annui redditus, quod de aliis bonis suis defectus suppleatur. Preterea asseruerunt dicti Emelina et Benedictus quod habebant et de conquestu dimidium arpentum prati, siti apud Burgum Regine, in censiva Sancti Germani de Pratis, ad duos denarios censuales, et medietatem in quinque quarteriis vinee, site apud Soreines, in censiva Sancti Dyonisii, et quandam domum, sitam in vico Sancti Victoris, in veteri terra Sancte Genovefe. Que scilicet pratum, vineam, domum, ipsi Emelina et Benedictus dederunt et concesserunt Emeline, filie dicte Emeline, et heredibus suis, si heredem de proprio corpore habuerit; ita quod ipsi Emelina et Benedictus et ille qui supervixerit, usumfructum, quamdiu vixerit, in predictis habebit et tenebit, et, post ipsorum obitum, ad dictam filiam devenient et ad suos heredes, si quos habuerit de proprio corpore susceptos. Si autem decesserit dicta filia, nullo herede relicto de proprio corpore suscepto, voluerunt et concesserunt predicti Emelina et Benedictus, quod ad dictam capellaniam devenirent, et sub hac forma contulerunt filie predicte

coram nobis predicta pratum, vineam et domum. Et quantum ad institutionem dicte capellanie, ipsi Emelina et Benedictus constituerunt executores pro se decanum Parisiensem et me Natalem officialem, canonicum Parisiensem, et presbyterum ipsorum parrochialem, in cujus parrochia, die obitus sui, eos contigerit commorari. De mobilibus autem omnibus eorumdem ordinaverunt ipsi Emelina et Benedictus, coram nobis, quod ipsa mobilia, post obitum ipsorum, pauperibus distribuantur; et, quantum ad hec, alter ipsorum alterum constituit executorem, coram nobis; salvo sibi jure mutandi et corrigendi, si voluerint et sibi viderint expedire. Capitulum vero eisdem Emeline et Benedicto humiliter et pro Deo petentibus et eligentibus sibi sepulturam ad caput ecclesie Beate Marie Parisiensis, in via per quam itur a claustro ad ecclesiam Beati Dyonisii de Passu, concessit. Actum anno Domini MCC tricesimo VII°.

XXII.

Mai 1237. Petrus de Bastignaco, miles, declarat se vendidisse ecclesiæ et canonicis Sancti Thomæ de Lupara, pro quadringentis et quindecim libris Parisiensibus, jam sibi solutis, tertiam partem decimarum Longi Jemelli et Balenvillaris, et quidquid juris habebat vel habere poterat in eisdem locis et in locis circumadjacentibus

.... Actum anno Domini MCCXXXVII° mense mayo.

XXIII.

Mars 1248. De viginti arpentis terre arabilis ad opus cujusdam capellanie.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Guillelmus, permissione divina Parisiensis ecclesie minister indignus, salutem in Domino. Notum facimus quod dominus Guido de Bonolio, miles, coram nobis constitutus, dedit et concessit, ad opus cujusdam capellanie, tam de elemosina defuncti Antelmi de Bonolio, quondam patris sui, quam de sua, viginti arpenta terre arabilis, sita in territorio de Bonolio et de Gonessia, scilicet : septem arpenta apud Ruisseus in una pecia, et novem in tribus petiis ultra magnum cheminum de Paris, et quatuor in loco qui vocatur Daynapone; et unum arpentum vinee site apud Garges, in loco qui dicitur le Perrons. Et promisit quod supradictam terram et vineam faciet poni in manu mortua et laudari, reddendo illa onera quibus terre et vinea obligate sunt ad presens. Et si forte dictas terram et

vineam non posset facere laudari in manu mortua, promisit quod tantumdem de eque bona terra et eque bona vinea faceret laudari in manu mortua, ad opus dicte capellanie, quantum de supradictis terra et vinea non posset facere laudari in manu mortua. Preterea dedit viginti libras Parisienses, tam de elemosina sua quam de bonis que exierunt de fructibus dicte terre et vinee, quas in domo Dei de Gonessia in deposito habebat, ad emendos redditus ad opus dicte capellanie. Et ad hec omnia supradicta adimplenda se et sua obligavit. Sciendum autem quod capellanus istius capellanie celebrabit divina in domo domini Guidonis, quamdiu vixerit idem Guido; post decessum vero ipsius, celebrabit in ecclesia de Bonolio, si visum fuerit episcopo et capitulo Parisiensi. Quod ut ratum, etc. Datum anno Domini MCCXXXVII, mense marcio.

XXIV.

De quadam grangia apud Balneolos. 1234.

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis, etc. Notum facimus quod, in nostra presentia constituta, Matildis, relicta Theobaldi Avenarii de Balneolis, asseruit quod ipsa et dictus Theobaldus, defunctus maritus dicte Matildis, acquisierant quandam granchiam, sitam apud Balneolos, in censiva capituli Parisiensis. Asseruit etiam quod medietas illius granchie devenerat ad dictum capitulum, ex caduco dicti defuncti, et quod dictum capitulum concesserat eidem Matildi usumfructum partis sue, quamdiu ipsa viveret. Eadem vero Matildis, in recompensationem predicte donationis ususfructus, dedit et concessit jamdicto capitulo talem partem qualem habet in dicta granchia post decessum suum; promittens, et fide prestita in manu nostra corporali, quod contra istam donationem, per se vel per alium, non veniet in futurum. Guillelmus vero, maritus dicte Matildis, dictam donationem voluit, laudavit pariter et concessit, promittens etiam fide media quod contra istam donationem, per se vel per alium, non veniet in futurum. Actum anno Domini MCCXXXIIII°, mense julio.

XXV.

Nov. 1224 De sex denariis census vinearum de Autolio.

Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, officialis archidiaconi Parisiensis, etc. Noverint universi quod Johannes Chamberlans et Amelina, filia defuncti Droconis, carnificis, uxor predicti Johannis, in nostra presentia constituti, recognoverunt se vendidisse venerabili viro Philippo Matriculario, canonico Parisiensi, sex denarios Parisiensium censuales, quos venerabilis vir Stephanus, Parisiensis ecclesie archidiaconus, et idem Philippus debebant predictis Johanni et Emeline, de vineis de Autolio ad domos ipsorum de claustro Beate Marie Parisiensis, que fuerunt quondam Stephani, Silvanectensis decani, pertinentibus, pro xxx solidis Parisiensibus; fide prestita in manu nostra, promittentes quod contra hanc venditionem nullatenus, per se seu per alium, de cetero venire presument, et quod eandem venditionem eidem Philippo contra omnes in perpetuum garantizabunt. In cujus rei memoriam, etc. Actum de consensu partium, anno Domini mccxxiiii°, mense novembri.

XXVI.

De anniversario cantoris Laudunensis.

Ego A. de Collandun, cantor Laudunensis, omnibus presentes litteras, etc. Notum facio quod ego dedi capitulo Parisiensi magnam summam pecunie, ad emendos redditus, pro quibus assignaverunt michi xx libras Parisienses singulis annis reddendas, videlicet decem libras distribuendas in anniversario Michaelis, bone memorie, quondam Senonensis archiepiscopi, et sexaginta solidos distribuendos in anniversario parentum, fratrum et sororum et benefactorum meorum. De qua distributione singuli matricularii sacerdotes qui vigiliis prefati anniversarii intererunt sex denarios, et in missa totidem tantummodo habebunt. Septem vero libre michi, quamdiu vixero, infra octabas Assumptionis beate Marie persolventur; post mortem vero meam, omnes septem libre cum sexaginta solidis in meo anniversario, parentum, fratrum, sororum et benefactorum meorum, singulis annis, canonicis et majori altari servientibus distribuentur. Actum anno Domini mccxxviii.

XXVII.

De compositione facta inter capitulum Parisiense et prioratum de Alneto. Febr. 1234

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater E.[1], humilis prior Sancti Martini de Campis Parisiensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum controversia verteretur inter capitulum Beate Marie Parisiensis, ex una parte, et prioratum de Alneto, ex altera, occasione quarumdam terrarum arabilium, sitarum apud Menillium Domine Rencie, nos, specialiter constituti procuratores ad hoc ab abbate et conventu Cluniacensi, talem cum predicto capitulo fecimus compositionem. Quod predictus prioratus reddere tenetur singulis annis prefato capitulo octo sextarios melioris ybernagii quod proveniet ex jamdictis terris, salvo veteri censu, quem, preter predicta octo sextaria, percipiet dictum capitulum, ut consuevit: videlicet v solidos Parisienses et octo boissellos avene; salvis etiam ventis et justitia et omni alio jure. Et sepedictum capitulum permittet quod dictus prioratus jam dictas terras quiete valeat in manu mortua tenere et ad amodiationem perpetuam, si voluerit, concedere. In cujus rei testimonium, etc. Actum anno Domini MCCXXXIII, mense februario.

XXVIII.

Charta Stephani, abbatis Cluniacensis, qua fratri Everardo, priori S. Martini de Campis, compositionem faciendam inter prioratum de Alneto et capitulum Parisiense committit. Jan. 1234

.... Datum anno Domini MCC tricesimo tertio, mense januario.

XXIX.

Littere Sancti Marcelli de xv solidis incrementi census super domum sitam Parisius, in vico Sancti Hylarii. Mart. 1231-32

Ego R.[2] decanus totumque capitulum Sancti Marcelli Parisiensis, etc. Notum facimus quod, cum Nicholaus clericus de Meldis, ad opus cujusdam capellanie quam habet in ecclesia Sancti Mederici Parisiensis, emere vellet a magistro Richardo Anglico de Norhamptone sexaginta

[1] Everardus de Gresso, defunctus 18 maii c. 1264.

[2] Reginaldus II.

solidos Parisienses de incremento census, pro triginta quatuor libris Parisiensibus, super quandam domum quam habet idem magister R. juxta domum Benedicti de Stampis, sitam in vico Sancti Hilarii Parisiensis, in censiva nostra; et idem N. a nobis peteret ut ei et successoribus suis hoc incrementum census in manu mortua tenere liceret; nos indempnitati nostre ecclesie providere volentes, contractum predictum approbavimus, et petitioni ejusdem N. assensum prebuimus, tali modo: quod quartam partem illius incrementi census, scilicet quindecim solidos, annuatim percipiemus; et illi qui predictam domum tenebunt dictos xv solidos nobis vel mandato nostro singulis annis solvere tenebuntur, hiis terminis, videlicet medietatem unam in octabis sancti Johannis Baptistæ, et aliam medietatem in octabis natalis Domini. Viri vero venerabiles L. decanus et capitulum Parisiense, quibus predicta ecclesia Sancti Mederici subjecta esse dinoscitur, et similiter capitulum ipsius ecclesie Sancti Mederici hoc approbaverunt, et super hoc litteras suas patentes dederunt. In cujus rei memoriam, etc. Actum anno Domini MCCXXXI, mense martio.

XXX.

1220 De decem libris Parisiensibus a Stephano, decano Parisiensi, capitulo collatis.

Universis presentes litteras inspecturis, Stephanus decanus totumque capitulum Parisiense, salutem in Domino. Notum facimus quod, cum dilectus noster Stephanus, decanus ecclesie nostre, de decem libris quas receperat ab hominibus de Yvriaco, pro procuratione debita decano ad opus decanatus, redditus emere proposuisset, tandem idem decanus predictas decem libras nobis dedit implicandas in emptione quam fecimus a Petro Bavnele, milite, apud Cegnoles [1]. Nos autem, propter hoc, memorato decano assignavimus x solidos annui redditus in camera nostra, eidem decano et successoribus suis decanis in octavis Purificationis beate Marie singulis annis in perpetuum persolvendos. In cujus rei memoriam, etc. Actum anno Domini MCC vicesimo.

[1] Vide supra, cap. XVI, p. 430.

XXXI.

Henricus de Lanorvilla et Thomas, frater ejus, milites, asserunt se vendidisse decano et capitulo Parisiensi, pro quinquaginta et una libris Parisiensibus, jam sibi solutis, quoddam herbergagium, situm apud Lanorvillam, et duo arpenta terræ circumjacentia. Mart. 123[illegible]

.... Actum anno Domini MCCXXXI°, mense martio.

XXXII.

De Mandeto in quadragesima faciendo pauperibus. 1208

Hugo decanus totumque capitulum Beate Marie Parisiensis, universis Christi fidelibus presentem paginam inspecturis, eternam in Domino salutem. Ad universorum volumus notitiam pervenire, quod, cum pie memorie dominus Odo, quondam Parisiensis episcopus, ad faciendum mandetum quinquaginta pauperum, in cena Domini, unum modium bladi misericorditer assignasset in conquestu suo, quod monachi Beati Dyonisii assignaverant ei apud Herbleyum; nos, attendentes quod in aliis diebus quadragesime mandetum pauperum, cum non essent nisi tantummodo duo pauperes, minus sollempniter id agebatur; de communi consensu, ordinare curavimus quod, a secunda feria post dominicam qua cantatur *Invocavit me*, usque ad feriam quintam, in cena Domini, singulis diebus quadragesime, solis dominicis diebus exceptis, recipientur per manum ebdomadarii sacerdotis, vel per manum succentoris, quotiens monachus vel regularis ebdomadarius fuerit, tredecim pauperes, quorum pedes in refectorio abluentur a ministris majoris altaris, sacerdote videlicet, dyacono et subdiacono, quibus tres pueri ministrabunt. Ablutioni autem et mandeto interesse tenebitur succentor ecclesie nostre qui pro tempore fuerit, vel, si forsan succentor interesse et huic officio vacare ex evidenti necessitate non poterit, magister puerorum chori, vice ipsius, huic officio interesse debebit, provisurus ut idem officium devote, ordinate et eo modo quo statutum est peragatur. Utroque autem istorum ex justa et necessaria causa absente, per unum de ministris majoris altaris succentor hoc implere tenebitur. Succentor autem, vel is qui vices ejus, sicut supradiximus, exequatur, facta pedum ablutione, sacerdoti, dyacono, subdiacono, denarios minis-

trabit, de quibus singulis pauperibus, cum manuum osculo, quatuor denarios offerent ad refectionem eorum. Dabit insuper sacerdoti quatuor denarios, diacono quatuor denarios, subdiacono quatuor denarios, et unicuique puerorum unum denarium. Finito autem mandato, antequam pauperes vel ipsi refectorium exeant, pro animabus predictorum Odonis episcopi, Hugonis decani, Petri succentoris, sacerdotum, et pro animabus illorum qui beneficium illud augmentaverint, dicentur *De Profundis* cum oratione dominica et precibus que sequuntur, et collecta in hunc modum : *Absolve, Domine, quesumus, animam famuli tui pontificis, et animas famulorum tuorum sacerdotum, et animas omnium nostre congregationis fratrum et omnium fidelium defunctorum, etc.* Hiis autem peractis, sicut mos est, ad ecclesiam revertentur. Antiquam autem consuetudinem de duobus pauperibus clericis, quibus pedes ablui solebant, in nullo mutamus; immo cum tredecim pauperibus in refectorium venient, quod consueverunt facturi, et antiquum hospitalis Beate Marie beneficium recepturi. Quinta vero feria, in cena Domini, recipientur a succentore quinquaginta pauperes, quorum pedes abluentur ab universis presbiteris et diaconis canonicis, et aliis presbiteris et diaconis majori altari servientibus, quibus subdiaconi canonici ministrabunt; et unicuique predictorum pauperum succentor quatuor denarios, ut supra diximus, distribuet. Ad predicti siquidem solutionem et distributionem beneficii faciendam, deputavimus modium bladi a prefato Odone episcopo, ut supradiximus, assignatum, et viginti solidos Parisienses, a Petro succentore pia liberalitate collatos. Dominus autem Hugo, decanus noster, ad hujus beneficii supplementum et distributiones faciendas, in festo beati Johannis evangeliste, et in duobus anniversariis, R. videlicet patris et A., fratris ipsius decani, Hersendis, matris sue, et suum, et ad solvendos viginti solidos hospitali Beate Marie ad refectionem pauperum in diebus anniversariorum ipsorum, sicut continentur in Pastorali et in scriptura que legitur in diebus anniversariorum, pro remedio anime sue et predecessorum suorum, misericorditer assignavit et contulit quicquid emit in parrochia Lincanti, tam in hospitibus quam in aliis, et a Bertranno et Regina, uxore sua: ita quod quicumque fuerit prepositus Lincanti redditus istos cum integritate percipiet, singulis annis succentori Parisiensi, infra octabas resurrectionis Domini,

centum solidos Parisienses sine difficultate et contradictione qualibet redditurus. Dedit insuper memoratus decanus tres arpentos et dimidium vinearum, quas plantari fecerat in terra quam acquisivit apud Ulmeiam, et torcular situm in ejus vineis, cum pressura vinearum que sunt in censiva Beate Marie. Predictum etiam torcular et rotaticum ipsius loci et censum et venditiones predictorum, que ibidem similiter acquisivit, et omnia ista habebit prepositus Liricanti, et inde reddet annuatim succentori quatuor libras Parisienses, infra octavas Epyphanie. Sciendum autem est quod prepositus Liricanti, ipsa die qua investietur de prepositura, jurabit in capitulo se pensiones predictas, bona fide, prefatis terminis, redditurum. Preterea dedit idem decanus campipartem terre, hospites et censivam, que ipse et Odo, archidiaconus noster, frater ipsius, emerunt a Gazhone de Bordellis et heredibus ejus; et ordinavimus quod canonici, qui prebendas suas pro tempore apud Liricantum percipient, redditus supra dictos habebunt, et, pro eisdem redditibus, singulis annis, infra octabas Omnium Sanctorum, succentori centum solidos Parisienses reddere tenebuntur. Ad hec dedit decanus et concessit, de voluntate et assensu nostro, quicquid emit apud Spedonam, in terra Beate Marie, a Radulfo Brotesauz et heredibus suis, tam in vino quam in blado, censu, caponibus et aliis. Hunc autem redditum canonici, prebendas suas apud Spedonam pro tempore percepturi, integre habebunt, et propter hoc septem libras Parisienses, infra octabas Epiphanie, succentori persolvent. Ceterum, ad augmentum hujus beneficii, assignamus viginti solidos Parisienses, quos canonici, prebendas suas apud Steovillam percepturi, in crastino Omnium Sanctorum, succentori reddere tenebuntur, pro censu et decima nemoris nostri de Steovilla que ipsis concessimus. Omnes autem pensiones prefatas, tam a preposito Liricanti quam a canonicis persolvendas, succentor Parisiensis qui pro tempore fuerit cum integritate percipiet, provisurus que ad mandatum faciendum necessaria fuerint, et distributiones premissas facturus: et, si residuum fuerit, in augmentum succentorie sue habebit. Si vero prepositus Liricanti seu canonici, in locis supradictis habentes pensiones, easdem infra quindecim dies post terminum constitutum non solverint, tamdiu eos pro excommunicatis habebimus, nec eis in choro seu capitulo communicabimus, quousque eas cum satisfactione reddiderint. Fuit

etiam in capitulo, sub anathematis interminatione, prohibitum, ne aliquo tempore prefati redditus in usus alios transferantur. Ut autem tam pia institutio perpetue robur obtineat firmitatis, eam, de communi consensu, scripto commendari et sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum publice in capitulo nostro, anno incarnati Verbi MCC octavo.

XXXII.

Circ. 1260. Statutum quomodo capellani ecclesiae Parisiensis tenentur interesse in magna missa, vesperis et anniversariis.

Universis presentes litteras inspecturis, L. decanus totumque capitulum Parisiense salutem in Domino. Noveritis quod, cum super reformatione servicii chori nostri plures tractatus habuissemus, et quibusdam nostrum videretur capellanos ecclesie nostre ad id debere compelli, ratione sacramenti in institutione sua prestiti; aliis e contra dicentibus pro eo, quod plures eorum haberent beneficia insufficientia et centum solidorum annui redditus vix attingentia vel excedentia, cum qui altari serviunt de altari vivere debeant; item cum, occasione hujusmodi tenuitatis beneficiorum, orta esset inter nos et venerabilem virum, magistrum Johannem de Porta, concanonicum nostrum et archidiaconum in ecclesia Rothomagensi, materia questionis, pro eo quod dicebamus eum debere conferre beneficium quod fuit defuncti Guillelmi de Balneolis, quondam presbiteri, cum, eo tempore quo vacavit, esset in ordine conferendi, eo e contrario dicente hujusmodi beneficium, quod non excedebat summam quatuor librarum annui redditus, non debere conferri nec etiam beneficium nominari, maxime cum alias in capitulo nostro ordinatum extitisset, quod hujusmodi insufficientia beneficia deberent, cum vacarent, uniri, ita quod valerent duodecim libras annui redditus; item cum, per statutum de beneficiis conferendis a singularibus personis, preclusa esset via permutationibus faciendis, que nonnunquam ecclesiis et personis utiles fore noscuntur; nos, super premissis et ea contingentibus ordinandis, venerabilibus viris Radulfo archidiacono, magistris Luce de Gallo, Helye de Caturco et Guillelmo de Valle Grignosa, canonicis ecclesie nostre, commisimus vices nostras. Qui, super premissis diligenti ac multiplici habito tractatu, ordinationem suam in capitulo nostro protulerunt in hunc modum : « Nos

Radulphus archidiaconus, magistri Lucas de Giffo, Helyas de Caturco et Guillelmus de Valle Grignosa, canonici ecclesie Parisiensis, auctoritate capituli nobis in hac parte commissa, ordinamus de beneficiis Guillelmi de Balneolis, Gilonis de Sancto Bricio, Michaelis de Sancto Eligio, Simonis, capellani archidiaconi Laudunensis, Petri de Sancto Gervasio, Johannis de Bonolio, Martini de Haberto Villari, Bertaudi Conversi, Haimonis Britonis, Ricchardi, Blasii, Johannis de Sancto Verano, Gilonis Minguet et Girardi Borrelli in hunc modum. Conjungimus beneficia Guillelmi de Balneolis, Gilonis de Sancto Bricio, Michaelis de Sancto Eligio, Simonis, capellani archidiaconi Laudunensis, Petri de Sancto Gervasio, Johannis de Bonolio, Martini de Hauberto Villari, Bertaudi Conversi, Haymonis Britonis, Richardi, et retinemus de proventibus dictorum beneficiorum, postquam fuerint sic unita, pecuniam quam habent implicandam, videlicet septies viginti[1] libras, de beneficio Haymonis Britonis et Richardi; de beneficio Johannis de Bonolio, circa quadraginta libras; de beneficio Simonis capellani archidiaconi Laudunensis, centum et triginta quinque libras; de beneficio Michaelis de Sancto Eligio, quatuordecim libras. Retinemus etiam de beneficio Blasii sexaginta libras, ordinantes quod tota dicta pecunia in emptionem convertatur, et, de proventibus dicte emptionis, assignavimus beneficio Blasii sex libras, beneficio Johannis de Sancto Verano quadraginta solidos, beneficio Gilonis Mainguet quadraginta solidos, beneficio Girardi Borrelli quadraginta solidos, beneficio Gilonis de Sancto Bricio quadraginta solidos. Retinemus autem de proventibus dictorum beneficiorum, postquam fuerint sic unita, et de proventibus aliarum capellaniarum que jam presentialiter sufficientes existunt, post decessum eas obtinentium, annuatim sex libras, ad opus servicii chori, hoc modo, quod capellanus, de proventibus beneficii sui, quando intererit majori misse et meridiei, totaliter duos denarios percipiet. Duos alios denarios percipiet, quando intererit commendationi defunctorum et minori misse, si non fiat ibi distributio pecunie, cum nona vel complectorio, vel in vesperis, vel in vigiliis defunctorum, ubi non fiat distributio pecunie, cum nona vel complectorio totaliter, videlicet cum

[1] In Magno Pastor., *series viginti*.

precibus seu prostratis et horis beate Virginis, quando in choro cantabuntur, nisi forte ex honesta causa recesserit, quam cito potuerit commode reversurus; nec intelligimus sufficientem esse causam, si recedat, ut canonicum associet. Jurabunt autem capellani in futurum instituendi, in institutione sua, quod circa perceptionem distributionis predicte fraudem non committent, nec ab eis, quantum ad servicium chori, aliud exigetur juramentum. Et simile juramentum prestabunt capellani qui modo sunt in expectatione augmentationis beneficiorum suorum, cum eas adepti fuerint modo suprascripto. Ordinamus etiam predicta extendi ad personas instituendas, si contingat capellanias novas in ecclesia Parisiensi institui in futurum. Hec autem sunt que de proventibus sufficientibus presentialiter capellaniarum ecclesie nostre, ad opus distributionis chori, retinemus. De beneficio Guillelmi de Balneolis et Galonis de Sancto Brixio sic uniti, sex libras quas percipit in domo Dei; de beneficio Michaelis de Sancto Eligio, Simonis capellani archidiaconi Laudunensis, quatuor libras quas percipit super domo Col d'Agnel, et triginta octo solidos super domo Guillelmi Pictavensis. De proventibus beneficii Petri de Sancto Gervasio et Johannis de Bonolio, sex libras et septem, quas percipit apud Romanam Villam, in die Sancti Dyonisii. De proventibus beneficii Martini de Hauberto Villari, Bertaudi Conversi, sex libras quas percipit super domo magistri Huberti. De proventibus beneficii Hamonis Britonis, Richardi, sex libras quas percipit super duabus domibus sitis in vico Sancti Hylarii et Clauso Brunelli. Retinemus de omnibus beneficiis quorum proventus percipiuntur in Castelleto, de unoquoque sex libras, ad opus predicte distributionis, et similiter de aliis que inferius annotantur, scilicet de beneficio Guidonis Britonis, sex libras augmentati census, super quadam domo cum quadam platea, que fuit quondam Johannis ad Honera, piscatoris; de proventibus beneficii Johannis de Sorviller, sex libras de novem libris quas percipit in censiva domini episcopi; de proventibus beneficii Stephani dicti Parvi, valorem sex librarum Parisiensium de summa decem librarum Turonensium quam percipit apud Latigniacum; de proventibus beneficii clericorum matutinalium, sex libras de novem quas percipit ante aulam regis; de proventibus beneficii domini Bertranni, quatuor libras et decem solidos quos percipit in censiva domini episcopi, et triginta solidos super

implicatura centum et duodecim librarum quas habet dictum beneficium. Retinemus de proventibus beneficii Johannis de Castro Forti, centum solidos quos percipit apud Romanam Villam, et viginti solidos super decima de Sancto Albino; de proventibus capellanie domni Petri Juvenis, quam tenet Thomas, sex libras super quatuor modiis bladi quos percipit in granchia de Riviniaco; de proventibus alterius capellanie dicti Petri, quam tenet Robertus, sex libras super terris et quatuor arpentis et dimidio pratorum que habet apud Castanetum; de proventibus beneficii domni Guarini, sex libras de duodecim quas percipit in transverso Confluentii; de proventibus beneficii Michaelis dicti Coquart, sex libras super proventibus decime de Villari Sicco. Retinemus de beneficio Guillelmi Averni, sex libras quas percipit super quadam domo in Clauso Brunelli; de beneficio Galteri de Argentolio, sex libras de octo quas percipit super domo Henrici de Gandavo, in vico Serpentis; de beneficio Johannis de Judearia, sex libras augmentati census quas percipit in Clauso Brunelli; de beneficio Gaufridi de Hauberto Villari, sex libras super decima de Moleriis; de beneficio Gilonis Minguet, sex libras super terris et decima quas habet apud Villam Cereris, et super domo quadam quam habet juxta carnificinam Parvi Pontis; de beneficio Johannis de Sancto Verano, retinemus sex libras augmentati census, quas percipit super pluribus domibus sitis in terra de Tyron; et retinemus quadraginta quinque libras quas habet dictum beneficium, implicandas cum pecunia supradicta; et quod de dicta implicatura non est assignatum, assignetur beneficiis que perfici ordinamus, si alicui eorum minus sufficienter, quod deficit sit suppletum. Retentiones autem facte et faciende eo modo facte sunt et fient, quod residuum proventuum beneficiorum remanet capitulo per ordinationem nostram obligatum, ut possit de eis retinere secundum quod viderit expedire, si contingat retenta deperire, vel in toto vel in parte. Super permutationibus vero faciendis ita ordinamus, quod canonicus qui erit in expectatione primi beneficii conferendi eas possit facere, si viderit expedire; et nichilominus habebit collationem primi beneficii, cum vacabit. Similiter si canonicus beneficium quod venerit ad collationem suam dederit alicui de beneficiatis capituli, habebit collationem beneficii resignati. Omnia beneficia, in aliis casibus quam in pre-

missis resignata, ad collationem capituli pertinebunt. Beneficia autem supradicta adhuc insufficientia, quocumque modo vacaverint, minime conferentur; sed aliis beneficiis adjungentur, sicut superius est expressum. Nos autem eorum ordinationem recipientes, ac omnia et singula in ea contenta rata habentes et grata, eam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, mense januario.

XXXIII.

Circa 1248 Constitutio Innocentii papæ quarti, qua decernitur, qualiter archiepiscopi provinciam suam debeant visitare.

LIBER NONUS.

LITTERÆ[1] MANUMISSIONUM ET COMMUTATIONUM SERVORUM ET ANCILLARUM.

I.

Commutatio A. filie B. majoris de Roseto, pro A. filia J. majoris de Veuva. 1116.

Ne oblivio, taciturnitatis mater, sub silentii pede premat ea que incolumi volumus reservare memoria, opus est socia memorię scriptoris membrana, quia per paginam scriptoris venitur ad paginam mentis. Ista ergo consideratione ego Stephanus, Sanctę Genovefę decanus, et totus ęcclesię conventus, per litteras, tam posterorum quam presentium, memorię delegandum curavimus, quod, communi capituli nostri consensu et consilio, ęcclesię nostrę ancillam quandam, Adeladem nomine, filiam Johannis, majoris de Veuva, rege Ludovico assensum prebente, canonicis ecclesie Beatę Marię perpetuo jure habendam annuimus. Ipsi vero, recompensatione mutua, aliam ęcclesię suę ancillam, filiam Berneri majoris de Roseto, Adeladam nomine, integre ac libere in perpetuum ęcclesię nostrę possidendam concedunt; ita scilicet ut quę eorum nostra, et quę nostra eorum ancilla deinceps permaneat. Actum publice in capitulo Sanctę Genovefę. S. Stephani decani. S. Bernardi precentoris.... Regnante Ludovico, rege Francorum, anno VIII, anno incarnationis Dominicę MCXVI°, epacta IIII°. Albertus cancellarius subscripsit.

II.

Commutatio qua Stephanus decanus et capitulum Sanctæ Genovefæ Parisiensis, accepto Ansello servo capituli Parisiensis jure perpetuo possidendo, eidem capitulo concedunt ancillam suam Milesindim, Bernardi filiam. 1135.

... Actum publice Parisius, in capitulo Beate Genovefe, anno incarnationis Dominicę MCXXXV, Ludovico regnante anno XXVIII, et filio ejus Ludovico in regem sublimato anno IV°. Albericus cancellarius scripsit.

[1] Quæ sequuntur transcripsit manus paulo recentior.

III.

[illegible] De concessione Philippi regis de Hildegarde, ancilla Beate Marie.

Regalis celsitudinis amplitudinem decet multimodo beneficiorum fructu jugiter exuberare, et precipue pietatis et misericordie operibus, veluti quibusdam aromatum odoribus, indesinenter eflagrare. Unde ego Philippus, Dei gratia Francorum rex, presentibus et posteris volumus patefieri, quod Fulco, Parisiensis ecclesie decanus, et precentor Waleramnus, cum aliis optimatibus, nostram adeuntes presentiam, rogatu multo postulaverunt, quatinus quandam ancillam nostram, Gumboldi filiam, nomine Hidegardem, in ancillam Beate Marie misericorditer donaremus. Quorum obsecrationibus, suasu et consilio primatum palacii nostri, benigne tandem adquiescentes, filio nostro Ludovico favente, et donna Bertrada regina annuente, prefatam ancillam, cum omni fructu qui ex ea erit et cum omni substancia a patre sibi data, sine ulla successorum nostrorum refragatione, Beate Marie in perpetuum habendam concessimus, et omnem in eam dominandi potestatem, a nobis et successoribus nostris removentes, canonicis ejusdem ecclesie transtulimus. Porro ut regie majestatis dispensatio rata, fixa et inconvulsa in futurum permaneret, litteratorio memoriali precepimus eternari, sigillo et caractere (*monog.*) nostri nominis honestari, testibus corroborari, subque temporis nota assignari. Anno incarnati Verbi MC°, epacta XVIII, indictione et concurrentibus VII. Data Parisius, VI kal. martias, luna XXII, anno regni nostri XLIII. S. Pagani dapiferi. S. buticularii. S. camerarii. S. Hainrici lo Herum. Gislebertus cancellarius relegendo subscripsi. ℞.

IV.

1[illegible] Stephanus decanus et canonici Sancte Genovefe Parisiensis, annuente rege Francorum Ludovico, concedunt Parisiensi capitulo, jure perpetuo habendam, ancillam suam, Gilesmam nomine, filiam Bardini de Fontaneto, et, commutationis causa, ab eodem capitulo accipiunt aliam ancillam, filiam Richardi de Balneolis, [illegible] commutationem.

Actum publice in capitulo Sancte Genovefe. Regnante Ludovico, rege Francorum, anno X°, anno incarnationis Dominice MCXVIII, epacta . Albertus cancellarius scripsit.

[1] De hoc [illegible], vid. de Wailly, *Éléments* [illegible]

V.

Diploma Ludovici sexti, Francorum regis, commutationem superius expressam confirmantis. 1117-18

.... Actum publice Parisius, in palatio nostro, anno regni nostri x°. S. Willelmi dapiferi. S. Hugonis constabularii. S. Gilleberti buticularii. Ego Stephanus cancellarius subscripsi.

VI.

Charta commutationis qua Rainaldus abbas et conventus monachorum Sancti Germani de Prato, Galonem sutorem et Henardum Cosse, servos suos, canonicis Parisiensibus perpetuo jure possidendos, concedunt, et contra accipiunt duos capituli servos, Herbertum scilicet, Odonis filium, et Rainerium, filium Odonis, cerarii. 1116-17.

.... Actum publice in capitulo Sancti Germani, annuente domino nostro rege Ludovico, anno IX°.... Rotbertus cancellarius scripsit.

VII.

De manumissione Sanceline. 1114

Quecumque in mundo fiunt, quia temporalem finem habent, vento oblivionis facile delentur, nisi memorie litterarum infigantur. Quapropter ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum facio presentibus et futuris, quoniam, ob remedium animę meę et pro requie animarum nostrorum predecessorum, quandam ancillam nostram, delate servitutis nobis obnoxiam, nomine Sancilinam, Aschonis scilicet filiam, pretaxate servitutis nexibus omnimode absolvimus; illam perpetue libertati dantes, ut, quasi orta ingenuis parentibus, amodo habeat potestatem et licentiam nubendi cui voluerit, et faciendi conjugium cum homine Beatę Marię, nec propter hoc, ex nostra parte, recindatur illius libertas, sed penitus quieta et, ut dictum est, in ęternum permaneat. Quod, ut firmum et inconvulsum permaneat, notatione litterarum et sigilli nostri impressione confirmari precepimus. Si quis vero deinceps hujus libertatis firmitati obviare temptaverit, quasi temerarius contemptor et reus nostrę majestatis habeatur, irrita tamen et vacua calumpnia ejus. Actum publice Parisius, anno incarnationis

Dominicę MCXIII°, anno quoque regni VII°. ✝ S. Ludovici regis. S. Anselli dapiferi. S. Hugonis constabularii. S. Gisleberti buticularii. S. Guidonis camerarii. Presentes vero adfuerunt : Guillelmus de Garlanda; Gislebertus, frater ejus; Nivardus de Pissiaco; Tebertus, Gerberti filius; Bartholomeus camerarius. Data per manum Stephani cancellarii.

VIII.

De Hermundo in servum concesso Parisiensi ecclesie.

Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum fieri volo cunctis fidelibus, tam futuris quam et instantibus, quod calumpniam servitutis, quam Hermundo imponebamus, prorsus inperpetuum dimittimus, et Beatę Marie Parisiensis ecclesie illum jure perpetuo in servum concedimus. Quod, ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus, et ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi MCXX°, regni nostri XIII°, Adelaidis autem regine VI°; astantibus, *etc.* S. Stephani dapiferi.... *etc.*, *ut supra*.

IX.

Charta Girberti, Parisiorum episcopi, qua, Bernero decano et canonicis Parisiensibus ancillam suam, Hersent nominatam, Hermundi uxorem, Orliaci, capituli villæ, comanentem, jure et dominio perpetuo, cum liberis suis, possidendam concedit.

.... Actum publice Parisius, in capitulo Beate Marię, Ludovico rege anno XIV°, anno episcopatus Girberti V°. S. Girberti episcopi. S. Berneri decani. S. Ade precentoris. S. Stephani archidiaconi.... Tebaldus cancellarius scripsit.

X.

De commutatione Baudrici Rufi, filii Durandi, et aliorum.

Guillelmus, Dei gratia episcopus Parisiensis, omnibus presentes litteras, *etc.* Noverit universitas vestra quod, cum Baudricus Rufus, filius Durandi defuncti, homo capituli de corpore, jam contraxisset cum Ysabelli, filia Laurentii le Clouetier, femina nostra de corpore; et Aurricus,

filius Hugonis, homo noster de corpore, contrahere vellet cum Constantia, filia Durandi defuncti, femina capituli de corpore: ita fuit ordinatum, consensum et abprobatum ab utraque parte, inter nos et capitulum memoratum, quod dicti Baudricus et Ysabellis et tota progenies eorum, jam suscepta et suscipienda in posterum, homines de corpore capituli Parisiensis erunt, et in ejus hominio perpetuo remanebunt; Aurricus vero et Constantia et tota progenies eorum homines de corpore nostri erunt, et in nostro hominio perpetuo remanebunt. In cujus rei testimonium, *etc.* Actum anno Domini MCCXX° VIII°, mense novembri.

XI.

Pactum inter Odonem, Sancti Germani de Pratis abbatem, et capitulum Parisiense, de matrimonio Stephani, filii Droconis de Cantucanio, et Odonis, fratris ejus, hominum Sancti Germani, cum Rancelina, filia Guillelmi Goment, et Ysemburge, filia Odonis Boscelli de Archolio, mulieribus ecclesiæ Parisiensis; quo pacto dicti Stephanus et Rancelina, cum liberis suis, capitulo Parisiensi, Odo vero et Isemburgis, illorumque progenies, Sancto Germano attribuuntur. [illegible]

... Datum anno Domini MCCXXVIII°, mense decembri.

XII.

Conventio inter Odonem, Sandionysianum abbatem, et capitulum Parisiense, qua dictus Odo assensum suum præbet matrimonio Durandi, filii Durandi de Lestra, hominis ecclesiæ Parisiensis, cum Beatrice, filia Guillelmi Donzeo, femina Sancti Dionysii; item matrimonio Amandi, filii Guillelmi Donzeo, hominis Sancti Dionysii, cum Alice, filia dicti Durandi de Lestra, femina ecclesie Beate Marie: ea lege, ut memorati Durandus et Beatrix, cum tota eorum progenie, ad capitulum Parisiense, dicti vero Amandus et Alix, illorumque liberi, ad abbatiam Sancti Dionysii jure perpetuo pertineant. [illegible]

... Actum anno Domini MCCXX° nono, mense julio.

XIII-XIV.

Chartæ Hervici militis, domini de Busenci, et decani capitulique Parisiensis, quibus Ermengardis, filia Albrici de Busenci uxorque Adæ dicti Vigreux, femina de corpore dicti Hervici, commutatur cum Maria, filia Emeline Laferree de Charentiniaco, femina de corpore dicti capituli. [illegible]

.... Actum anno Domini MCCXXIX°, mense julio[1].

[1] Charta capituli data est *sabbato post octabas Assumptionis Beate Marie*, id est [illegible] augusti.

XV.

Jun. 1231 Radulphus[1], Fossatensis abbas, concedit ut Petrus de Meisons, filius Durandi de Meisons defuncti, homo capituli Beatæ Mariæ Parisiensis, uxorem ducat Laurentiam de Meisons, filiam Henrici de Ulmis defuncti, ancillam ecclesiæ Fossatensis, ad vicem Avelinæ, filiæ Comitissæ, ancillæ capituli, quam uxorem duxit Jakelinus, filius Johannis de Mory, homo ecclesiæ Fossatensis.

.... Datum anno Domini MCC° tricesimo primo, mense junio.

XVI.

[illegible] Gaudo, Fossatensis abbas, ecclesiæ Beatæ Mariæ Parisiensis concedit in perpetuum possidendam ancillam Fossatensis ecclesiæ, nomine Aaliz, filiam Constantiæ majorissæ uxoremque Frodonis, filii Viviani, hominis Parisiensis capituli, in commutationem alterius Aaliz, feminæ capituli, filiæ dicti Viviani, quæ nupserat Andreæ, filio dictæ Constantiæ.

.... Actum anno Domini MCCV.

XVII.

[illegible] Charta Galteri, domini regis camerarii, qua assensum suum præbet venditioni quatuor hospitum, furcanti sitorum, totiusque terræ arabilis quam in eadem parrochia possidebat Gazlio de Bordeaus, quæ venditio facta est capitulo Parisiensi ab eodem Gazlione, et confirmata a filiis filiaque venditoris et ab Hatone de Bordeaus, domino feodi.

... Affuerunt : Bertrannus miles, Johannes de Jalemein, Hugo de Capella.... Renoldus, burgensis Parisiensis. Actum anno Domini MCXC°.

XVIII.

[illegible] Compositio comitisse Trecensis pro pede amputato, apud Rosetum

Blancha, comitissa Trecensis Palatina, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Ad universitatis vestre volo notitiam pervenire, quod, cum inter me, ex una parte, et decanum et capitulum Parisiense, ex alia, super infractione ville de Roseto et domus capituli et mercati, et super amputatione pedis servientis ecclesie Parisiensis, coram venerabilibus patribus M.[2] episcopo et F.[3], decano Aurelianensi, auctoritate apostolica judicibus delegatis, contentio verteretur; tandem, mediante industria judicum predictorum, hujusmodi compositionis

[1] Radulphus II.
[2] Manasses III de Seignelay.
[3] Fulco.

forma inter nos intercessit. Quod ego omnes illos qui dictas infractiones et amputationem pedis fecerunt, sive opem tulerunt, ob reverentiam ecclesie Parisiensis, bona fide feci venire a Sancto Leofredo usque ad ecclesiam Parisiensem, et deinde in capitulum Parisiense, discalciatos et in pura tunica; qui ibidem dictas infractiones et pedis amputationem in Parisiensi capitulo emendarunt, et decem marcas argenti pro emenda Parisius persolverunt. Apud Rosetum vero discalciati et in pura tunica, ab introitu ville, die dominica, hora tertia, usque ad ecclesiam profecti sunt per mercatum. Domino quidem Miloni, vel capitulo pro ipso Milone, nichil fuit penitus emendatum. Ceterum, per predictam emendam, nullum mihi sive comiti Campanie nec capitulo Parisiensi fiet prejudicium, quoad proprietatem vel possessionem juris; sed omnia erunt in eodem statu in quo erant antequam dominus Milo hominem capi fecisset, cui fecit amputari pedem propter raptum, acsi nunquam predicta forefacta infractionum et amputationis pedis facta fuissent, nec emende pro eis facte fuissent. Ne igitur super hiis aliquis dubietatis scrupulus emergeret tempore procedente, has litteras, sicut condictum fuerat, prefato concessi capitulo, sigilli mei testimonio communitas. Actum anno Domini MCCXIII°, mense februario.

XIX.

Milo, Sancti Launomari Blesensis abbas, assensum suum præbet matrimoniis ineundis: 1° inter Thyoinum, filium Gervasii Piau Lievre, hominem Sancti Launomari, et Petronillam, filiam Johannis de Atrio, ancillam capituli Parisiensis; 2° inter Petrum, filium dicti Johannis de Atrio, hominem dicti capituli, et Sybillam, filiam memorati Gervasii, ancillam Sancti Launomari, ea conditione, ut præfati Thyoinus et Petronilla illorumque liberi ad Sanctum Launomarum, dictique Petrus et Sibilla cum tota sua progenie ad capitulum Parisiense perpetuo pertineant. [illegible]

.... Actum anno Domini MCCXXX, mense januario.

XX.

Littere Sancti Thome de Lupara de decima apud Longum Jumellum et Balenvaler. [illegible]

Omnibus Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, officialis Ebroicensis, salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus, quod Petrus de Bastigneio, miles, recognovit coram nobis se vendidisse et

omnino quittasse totam decimam quam habebat, jure hereditario, apud Longum Jumellum et apud Baleinviler, cum grano et stramine et palea, et cum tractu ipsius ejusdem decime, ecclesie Sancti Thome de Lupera, et quicquid juris habebat in eisdem, pro quater centum et xv libris Parisiensibus; de quibus tenuit se pro pagato dictus miles coram nobis: promittens quod dictam venditionem contra omnes garantizabit ad usus et consuetudines Francie; hoc adjecto, quod, si contingeret dictam decimam evinci, solveret ecclesie predicte triginta libras Parisienses pro dampnis, cum dictis quater centum et xv libris. Et de hiis omnibus observandis, omnia bona sua obligavit, volens ad hoc heredes suos obligari. Que omnia promisit per fidem suam coram nobis se firmiter servaturum. Et insuper dedit fidejussores Robertum, decanum de Paceyo, et Robertum de Vallibus, et Alexandrum de Vallibus, et Alexandrum Fresnel, milites, qui de premissis observandis se constituerunt fidejussores, per fides suas, coram nobis. In cujus rei testimonium, presentibus litteris, ad ipsorum petitionem, sigillum curie Ebroicensis duximus apponendum. Actum anno Domini MCCXXXVI, mense februario.

XXI.

Charta de eadem venditione, signata sigillo officialis Carnotensis, in qua fidejussores sunt magister Guillelmus Creste, clericus, Ricardus et Guido de Crosilles, milites.

XXII.

[illegible] Charta[1] Mathei de Malliaco, militis, qua confirmat capitulo Parisiensi jus percipiendi redditus xx solidos Parisienses, de quadam domo sita prope Sanctum Medericum, destinatos ad anniversarium Guillelmi defuncti, canonici Parisiensis, fratris dicti Mathei.

Actum anno Domini MCCXXXVI, mense octobri.

XXIII.

[illegible] Quas res et que jura habet capitulum Parisiense apud Boneol?

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Symon de Senonis, canonicus Parisiensis, salutem in Domino. Noverint universi quod ego diligenter inquisivi que res et que jura haberet capitulum Parisiense

[1] Edit. in Geneal. de Montmorency, pr., p. 403.

apud Bonnoil, et que ad ipsum capitulum in presentiarum pertinerent, ratione ejusdem loci; et inveni inferius annotata, videlicet : domum et granchiam cum porprisio, quadraginta quatuor arpenta terre arabilis, tria arpenta prati. Item, octo arpenta terre arabilis ad amodiationem in perpetuum. Item, census in quorum possessione est modo capitulum Parisiense, ratione dicti loci; hii sunt : Petrus Hache, de orto quem tenet a capitulo Parisiensi, debet novem denarios; presbiter duodecim denarios, de uno arpento terre; item Litterata tres obolos, de orto; item presbiter unum Turonensem, de orto defuncti Martini; item Thomas, nepos Martini Doubler, unum Turonensem, de orto; item Guillelmus Pivignon tres obolos; Christianus, frater ejus, tres obolos; item Philippus. Haoys, dicta Castellana, Drocho de Marchis, I denarium; item Johannes Porcus quatuor denarios, unum sextarium avene, duos capones et duos denarios et duos panes. Item, capitulum Parisiense habet in predicto loco campipartem centum et nonaginta novem arpentorum terre vel circiter. Item, habet totam decimam bladi totius ville, exceptis terris que excoluntur ab hominibus qui non sunt de parrochia de Bonnoil: de quibus terris non habet capitulum, nisi medietatem decime, propter reportagium. Item, dictum capitulum habet in predicta villa minutam decimam, scilicet agnorum, anserum et canabi. De aliis vero non percipit decimam nec percepit, quod audiverim, quamvis forsitan habere debeat. Pro hiis omnibus supradictis et pro omnibus aliis, si qua sunt, que ad predictum locum pertineant vel pertinere debeant, quorum nondum noticiam habeo, teneor dare singulis annis sepedicto capitulo novem modios melioris frumenti venalis in foro Parisiensi, ad mensuram Parisiensem, detractis quatuordecim denariis de pretio singulorum sextariorum. Teneor etiam adducere predictum bladum in expensis propriis Parisius, ad horreum predicti capituli, infra Pascha. Teneor etiam tam domum quam granchiam et res predictas tenere et servare in eque bono statu vel meliori in quo sunt modo. Et hec omnia me servaturum bona fide proprio juramento promisi. Incipiet autem annus solutionis anno Domini MCC quadragesimo. Actum anno Domini MCC tricesimo nono, mense februario.

XXIV.

Forma juramenti quod prestat episcopus Parisiensis in sua prima receptione, in ecclesia Parisiensi, ad sacrosancta Dei evangelia.

Ego talis, episcopus Parisiensis, juro super hec sacrosancta Dei euvangelia me servaturum jura ecclesie Parisiensis....[1]

XXV.

Quid faciendum sit in vacatione prebende.

Vacante prebenda in ecclesia Parisiensi, si episcopus in diocesi Parisiensi fuerit, tenetur vocare decanum, vel, decano absente, cantorem, vel aliquam personarum, aut, omnibus hiis absentibus, ebdomadarium canonicum; et de manu illius recipiet episcopus, cum libro et pane, prebendam vacantem, sub hiis verbis : « Reddo vobis prebendam que fuit N. canonici, ut de ea, ad honorem Dei et Ecclesie, disponatis. » Et tunc episcopus, eo presente, investiet illum quem elegerit de prebenda. Si vero episcopus extra diocesim fuerit, non expectato decano vel aliquo predictorum, investitum mittet ad cantorem vel succentorem ad installandum; et tunc cantor vel succentor assignet ei stallum in choro. Installatus autem non prius intret capitulum quam a decano in capitulo locus ei assignetur. Assignato autem ei loco in capitulo, juramentum prestet in hunc modum : « Periculis instantibus, etc. Pro continuis molestiarum, etc. » Et preterea juret se celaturum secreta capituli, videlicet quod nichil eorum que capitulo vel ecclesie seu alicui de canonicis possunt esse dampnosa revelabit, et se servaturum jura, libertates et consuetudines approbatas ecclesie Parisiensis.

[1] [illegible] sunt, [illegible] in ora codicis, [illegible]. Sed inter nomina [illegible] Parisiensium, que posteriorem codicis [illegible] complent, [illegible] formula. In [illegible] titulus *Formula de juramento*, sic [illegible] juramentum episcopi Parisiensis : « Ego N., episcopus Parisiensis, juro ad hec sancta Dei evangelia me servaturum jura, libertates, immunitates, privilegia, exemptiones et consuetudines ecclesie Parisiensis, et compositiones [illegible], habitas inter predecessores meos et capitulum ecclesie Parisiensis predicte. »

XXVI.

Quod a solo capitulo decanus debet eligi et ab episcopo installari.

Sciendum est etiam quod, mortuo decano, capitulum solum eligit decanum, et electum ducit in ecclesiam decantando, *Te Deum laudamus*, etc. Quo decantato, episcopus, si presens fuerit, dicit collectam: qua finita, installat eum. Installatus autem intrat capitulum, et ibidem assignat ei locum episcopus: et, recedente episcopo, jurat fidelitatem ecclesie et capitulo, et residentiam se facturum bona fide, et quod erit sacerdos infra annum, nisi de licentia capituli. Postmodum, cum ab episcopo requiritur, facit ei homagium, salva fidelitate capituli. Si vero, tempore electionis, episcopus absens fuerit, post *Te Deum laudamus*, ebdomadarius sacerdos dicit collectam; et intronizatio in choro seu assignatio loci in capitulo differtur usque ad adventum episcopi, et petitur confirmatio electi fieri ab episcopo. Et sciendum quod omnes redditus decanatus pertinent ad capitulum, vacante decanatu. Cantoriam, archidiaconatum et cancellariam et capellaniam non potest dare episcopus, nisi in capitulo. Et sciendum quod in collatione cancellarie in ipso capitulo, sigillum capituli, quod est in custodia decani, cancellaria vacante, recipit episcopus de manu decani, et per idem sigillum investit cancellarium de cancellaria; et tunc cancellarius jurat residentiam se facturum in ecclesia bona fide in persona propria. Jurat etiam fidelitatem capitulo super his que pertinent ad sigillum. Installatio etiam omnium personarum et preterea cancellarii et capellani pertinet ad episcopum.

XXVII.

A capitulo instituuntur duo canonici sacerdotes Sancti Aniani.

Duo canonici Sancti Aniani debent esse sacerdotes, et instituuntur a capitulo. Et in institutione sua jurant residentiam in majori ecclesia se facturos, et quod bona fide canonicis horis intererunt; et nichilominus in capella Sancti Aniani celebrare tenentur. Si quis vero eorum ante susceptionem sacerdotalis ordinis fuerit institutus, jurat quod, ad submonitionem capituli, ordinem sacerdotalem recipiet; quod differre non debet.

XXVIII

De institutione presbiterorum Sancti Johannis Rotundi, curam animarum habentium.

Duo presbiteri Sancti Johannis instituuntur a capitulo, et habent curam animarum familie canonicorum et preterea servientum feodatorum ecclesie Parisiensis. Jurant etiam residentiam in majori ecclesia se facturos, et quod bona fide cotidianis horis intererunt. Nichilominus autem capelle Sancti Johannis, non per vicarios, sed per se ipsos deservire tenentur; nec debent in capella Sancti Johannis ad matutinas pulsare, donec in majori ecclesia usque ad matutinas laudes fuerit decantatum, sicut ab antiquo constitutum est et postea, nostris temporibus, renovatum. Jurant etiam fidelitatem et obedientiam capitulo.

Canonicus qui recipit domum in claustro jurat quod, anno precedenti diem qua recepit illam, fecit stagium suum Parisius per viginti septimanas; ita quod qualibet die fecit horam unam vel in capitulo vel in ecclesia. Jurat etiam quod ita proponit facere de cetero. Item jurat quod domum illam et appendicias domus illius tenebit in eque bono statu in quo est, quando accipit illam, vel etiam meliori. Jurat etiam quod solvet pensionem domus illius et alia onera diebus statutis ad hoc, nisi dilationem habuerit ab illis ad quos pertinet receptio predictorum.

XXIX

De institutione canonicorum Sancti Dionysii de Passu.

Omnes canonici Sancti Dyonisii de Passu instituuntur et debent esse sacerdotes; ita quod nullum beneficium temporale recipiunt, donec ordinem sacerdotalem receperint. Jurant etiam residentiam et assiduitatem servitii in majori ecclesia bona fide; ita quod quilibet eorum, in ordine vicis sue, in capella Sancti Dyonisii celebrare et ministrare tenetur; nec, sicut supradictum est, ad matutinas pulsare debent, donec in majori ecclesia usque ad matutinas laudes fuerit decantatum. Jurant etiam fidelitatem et obedientiam capitulo.

XXX.

De duobus presbiteris Sancti Christophori instituendis.

Duo presbiteri Sancti Christofori instituuntur a capitulo, et habent curam pauperum hospitalis Beate Marie. Jurant quoque fidelitatem et obedientiam capitulo. Debent etiam ecclesie sue deservire vicissim, unus scilicet in una septimana, et reliquus in altera: ita quod, uno deserviente in ecclesia Sancti Christofori, alter tenetur in ecclesia Beate Marie cotidianis interesse officiis, et etiam ille idem qui est in septimana, cum ei vacaverit.

XXXI.

De sacerdotibus beneficiatis in ecclesia Beate Marie.

Omnes alii sacerdotes qui habent altaria seu beneficia deputata in ecclesia Beate Marie instituuntur a capitulo, et jurant fidelitatem et obedientiam capitulo, et residentiam et assiduitatem in ecclesia bona fide. Si quis vero eorum institutus fuerit ante susceptionem ordinis sacerdotalis, jurat quod ordinem sacerdotalem recipiet sine dilatione, nisi evidenti de causa a capitulo aliquantulum toleretur. Item statutum est quod quicumque, nondum presbiter de ecclesia, capellaniam recipiet in ecclesia nostra, nichil de fructibus capellanie sue recipiet convertendum in usus suos, donec ad sacerdotii ordinem sit promotus; sed medietas fructuum medio tempore pro rata temporis percipiendorum cedet in usus illius qui servicium capellanie fecerit, alia parte in augmentum capellanie fideliter convertenda.

XXXII.

De canonicis Sancti Benedicti et Sancti Mederici instituendis.

Omnes canonici Sancti Benedicti et Sancti Mederici instituuntur a capitulo, et in institutione sua jurant fidelitatem capitulo, et in ecclesiis suis residentiam se facturos. Canonici Sancti Mederici in juramento suo comprehendunt quod, ad submonitionem capituli, ordinem sacerdotalem recipient, cum curam habeant animarum.

XXXIII.

De officio matriculariorum sacerdotum et laicorum.

Matricularii, tam sacerdotes quam laici, in ecclesia ministrare et deservire et jurare tenentur, sicut in carta eorum continetur[1], et ecclesiam, tam de die quam de nocte, in personis propriis custodire; hoc addito, quod, preter illa que continentor in carta, jurant se bona fide servaturos consilia canonicorum, honorem, vitam et membra.

XXXIV.

De servis feodatariis capituli, majoribus et decanis.

Servientes feodatarii quos habemus[2]. . . . . . . , et custodes claustri jurant fidelitatem capitulo, et se celaturos consilia et servaturos honorem, vitam et membra canonicorum, bona fide. Hoc idem jurant majores et decani villarum nostrarum, et preterea quod fideliter servabunt terras et redditus canonicorum.

XXXV.

Hic est totus redditus quem habet ille qui est prepositus Magni Pontis a capitulo Parisiensi.

In nativitate Domini percipit prepositus Magni Pontis Parisiensis, quicumque sit pro capitulo Parisiensi, de annuo redditu, in domo episcopi Parisiensis, unum rasellum, hoc est quartam partem sextarii salis, centum ova, unum quarterium piperis et sex denarios et obolum Parisienses pro astis. In Purificatione beate Marie, tantumdem similiter. In Pascha, tantumdem similiter. In Assumptione beate Marie, tantumdem similiter. In Pentecoste vero, quatuor denarios et obolum pro astis. In nativitate beate Marie, quatuor denarios et obolum. In statione sancti Victoris, que fit in festo sancti Dyonisii, quatuor denarios et obolum pro astis. In statione sancti Benedicti, que fit in translatione ejusdem, quatuor denarios et obolum pro astis. In statione sancti Lazari, que fit in festo sancti Laurentii,

[1] Vide supra, in Chartul. Episc., cap. LXXXVII, p. 38.
[2] Hic verbum unum vel duo erasa sunt.

quatuor denarios et obolum pro astis. In statione sancti Mederici, que fit in festo ejusdem, quatuor denarios et obolum pro astis. In statione sancti Eligii, que fit in crastino sancti Andree, sex denarios et obolum pro astis. In statione Domus Dei Parisiensis, que fit in festo sanctorum Jacobi et Christofori, sex denarios et obolum pro astis.

Preterea idem prepositus habet omnimodam justitiam in omnes molendinarios qui tenent molendinos Magni Pontis, et in servientes eorum, et etiam in omnes mansionarios super Magnum Pontem, et specialiter in eos qui habent ibi domos vel censum augmentatum; et habet idem prepositus omnes obventiones provenientes ex ipsa justitia. Item habet in censu capituli Magni Pontis quinque solidos, et serviens suus de Magno Ponte duos.

XXXVI.

Bulla Gregorii IX, papæ, qua, cum magistri et scholares universitatis Parisiensis, assentiente rege Franciæ, hospitiorum et domorum quosdam taxatores instituissent, nonnullique religiosi et clerici domos suas taxari non sinerent, mandat archiepiscopo, archidiacono et præcentori Senonensi, ut religiosos illos et clericos rebelles ad recipiendos taxatores in domos suas cogant [1]. 15 jun. 1237.

.... Datum Viterbii, xvii kal. julii, pontificatus nostri anno xi.

XXXVII.

Bulla Gregorii IX, papæ, qua Remensi archiepiscopo, episcopo Parisiensi et Ambianensi decano committit officium manutenendi et defendendi, per quinque annos continuos, immunitates et libertates ab ipso Gregorio magistris et scholaribus Parisiensibus concessas [2]. 12 jun. 1237.

.... Datum Viterbii, ii idus junii, pontificatus nostri anno xi.

XXXVIII.

Bulla ejusdem Gregorii, privilegia ab ipso indulta magistris et scholaribus Parisiensibus continens [3]. 13 apr. 1231.

.... Datum Laterani, idibus aprilis, pontificatus nostri anno quinto.

[1] Edit. apud Bulæum, *Hist. Univ. Par.*, t. III, p. 160.
[2] *Ibid.*, p. 159.
[3] *Ibid.*, p. 140.

XXXIX.

Isti libri de Biblia, qui hic intitulantur, sunt glosati.

Hec sunt nomina librorum qui sunt de armario Beate Marie Parisiensis : Genesis, in uno volumine. Exodus, in uno volumine. Leviticus, in uno volumine. Numeri, in uno volumine. Deuteronomius, in uno volumine. Hester cum Thobia, in uno volumine. Judith cum Esdra, in uno volumine. Ysaias propheta, in uno volumine. Jeremias propheta, in uno volumine. Lamentationes Jeremie, in uno volumine. Ezechiel propheta, in uno volumine. Daniel propheta, duo paria. Duodecim prophete, in uno volumine. Parabole cum Ecclesiaste, in uno volumine. Cantica canticorum, in uno volumine. Liber sapientie cum Ecclesiastico, in uno volumine. Iob, tria paria. Psalterium majoris glossature, in uno volumine. Psalteria minoris glossature, duo. Epistole Pauli majoris glossature, in volumine uno. Epistole Pauli minoris glossature, in uno volumine. Matheus, in uno volumine. Marcus, tria paria. Lucas, quatuor. Johannes, in uno volumine. Actus apostolorum, in uno volumine. Epistole canonice, duo paria. Apocalipsis, duo paria. Item Cantica canticorum cum Apocalipsi, in volumine uno. [1][Et de tota Biblia glosata perficienda restant isti libri : Josue, Judicum, Ruth, quatuor libri Regum, Paralipomenon duo, Machabeorum duo]. Sententie in uno volumine. [Deficiunt historie.] Questiones magistri Petri Pictavensis, in uno volumine.

XL.

Hic est redditus quem habet prepositus de Balneolis, quicumque sit.

Prepositus de Balneolis hos habet redditus de prepositura sua, videlicet : decem modios vini habet in quibusdam vineis sitis apud Balneolum, adductos Parisius per eos qui tenent vineas, et hoc ad magnam mensuram de Balneolo. Item ipse habet omnia forragia granchie decimarie ejusdem ville, et fimum, et omnes vescias. Item ipse habet quadraginta et tres solidos Parisienses : xx solidos quos percipit in pastibus de marcio, in festo beate Marie, et, ad festum sancti Remigii, xxi soli-

[1] Quod sequitur, uncis inclusum, in eo codice minusculis literis exaratum est.

dos, in censu festi sancti Remigii, et, pro quadrigis, II solidos. Item omnimodam habet justitiam in villa de Balneolis, et omnes emendas, undecumque provenerint, et eventiones similiter omnes.

Quantum et quid debet de ea prepositura sive ratione ipsius.

Idem autem prepositus, pro omnibus his, reddit sexaginta solidos horis, in festo sancti Martini hiemalis, annuatim. Reddit etiam antiphonam unam, et nichil aliud debet.

XLI.

Hec sunt, ut dicitur, que habet capitulum Parisiense apud Gonesse et Val Dernaut. [illegible]

In decimis, in hibernagio, mareschia et vino, percipit prioratus de Diogilo duas partes, et capitulum Parisiense percipit sextam partem illarum duarum partium in omnibus, preterquam in leguminibus et viciis. In leguminibus vero et viciis prioratus de Gorneyo percipit tertiam partem duarum partium, in qua tertia parte capitulum Parisiense percipit tertiam partem. Item, apud Gonesse, in decima quadam bladi, decima altaris appellata, que colligitur in terris que fuerunt Buchardi de Monte Mauriaci, in quibus sunt circiter XL arpenta terre, percipit prioratus de Diogilo partes duas, et capitulum Parisiense tertiam. In decimis autem supradictis bladi prioratus de Diogilo percipit forragium. In tractu tamen et trituratione non potest quicquam facere sine consensu capituli. Porcos vel alia animalia in curia granchie in qua recipiuntur decime, quamdiu granum ibi extiterit, non potest quicquam introducere absque consensu capituli. Item, in minuta decima, tam apud Gonesse quam apud Val Dernaut, prioratus de Diogilo percipit duas partes, et prioratus de Gorneio tertiam partem illarum duarum partium; in qua tertia parte capitulum Parisiense percipit tertiam partem, sicut de leguminibus et viciis. Hec autem decima colligitur in feriis paschalibus. Item, in tortellis sive panibus qui debentur in festo sancti Stephani, sancti Petri et sancti Nicholai et Vallis Dernaudi ecclesiis percipit prioratus de Diogilo duas partes, et in illis duabus partibus capitulum percipit tertiam partem; et similiter in candelis Purificationis et sancti Bartholomei. Item, in terra atrii de Gonessa et in quibusdam terris que fuerunt domini Bochardi de Monte Mauriaci, que dicuntur terre atrii, habet capitulum Parisiense tertiam partem in censu capitali, in foragiis

et rotagiis. Et in novem oblitis habet capitulum Parisiense tertiam partem: que tertia pars valet tres capones et tres denarios et tres minas avene et tres panes, quorum quilibet debet valere quartam partem mine bladi. Item, in quinque solidis qui debentur reddi quando oblite redduntur, scilicet in crastino natalis Domini, habet capitulum Parisiense terciam partem. Habet etiam tertiam partem in tota justitia terre atrii et in omnibus proventibus: sed nichil percipit capitulum Parisiense in furno et pastu. Item, de quinque solidis census capitalis qui redditur in mayo, habet capitulum Parisiense tertiam partem. Item in octabis beati Dyonisii redduntur viginti et octo solidi et IIII denarii et obolus de censu capitali, in quibus capitulum Parisiense percipit tertiam partem. Item, apud Gonesse, in campiparte quarumdam terrarum, circiter octoginta arpennos, habet capitulum Parisiense quintam partem campipartis; que campipars ita recipitur: a cultore accipiuntur sex garbe, et septima datur pro campiparte. Item, in tribus solidis et duobus denariis censualibus qui redduntur in medio mayo, et totidem in octabis beati Dyonisii, ratione earumdem terrarum, habet capitulum Parisiense quintam partem. Item, in uno sextario avene, qui datur pro uno arpento terre, site super vivarium, et duobus caponibus, et duobus panibus, quales fiunt in domibus hominum, et duobus denariis, quæ omnia reddi solent in crastino natalis Domini, habet capitulum Parisiense quintam partem. Pro hiis autem et pro omnibus supradictis, ego Petrus de Cortenaio, Parisiensis canonicus, debeo stationem reddere capitulo Parisiensi, singulis annis, qualem et quando vir bone memorie Herbertus, quondam capellanus, qui predicta tenuit ante me; hoc mutato, quod pro vino reddam VI denarios, secundum ordinationem quam instituit capitulum de solvendis stationibus. Pro supradictis etiam debeo capitulo Parisiensi quatuor modios bladi, ad mensuram de Gonessa, scilicet duos modios hibernagii, quale provenit de grangia decimaria de Gonessa, et duos modios avene, qualis provenit de predicta granchia. Hos autem quatuor modios debeo reddere apud Gonessam capitulo vel ejus nuncio vel ei qui erit, loco capituli, ad hec institutus. Ut autem obligatio, qua obligor pro predictis capitulo Parisiensi, firma permaneat, quamdiu predicta erunt in manu mea, presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno Domini MCC tricesimo nono, mense januario.

XLII.

Hec sunt nomina regum Francie.

1. Pharamundus, filius Marcomiris ducis, qui, per Francionem, filium Hectoris, a Priamo, rege Trojanorum, per multas generationes descendit.
2. Clodius, filius Pharamundi.
3. Meroveus, filius Clodii.
4. Childericus, filius Merovei. Iste, propter enormitatem luxurie, a Francis de regno ejectus est VIII annis.
5. Egidius, Romanorum dux, alienigena, regnavit ad tempus. Childericus regno restitutus fuit.
6. Chlodoveus, filius Childerici, fuit primus rex christianus. Alii vero supradicti fuerunt pagani.
7. Filii Chlodovei simul regnaverunt, videlicet : Clotarius Suessionibus; hujus fuit uxor sancta Radegundis; Childebertus Parisius, Ludomiris vel Clodomerus Aurelianis; iste fuit pater beati Clodoaldi; Theodoricus Metis; sed fuit de concubina.
8. Filii Clotarii simul regnaverunt, videlicet : Chilpericus Suessionibus; Cherebertus Metis; Sigibertus Parisius; Guntrannus Aurelianis. Tandem monarchia ad Clotarium revertitur.
9. Clotharius, filius Chilperici, quatuor mensium fuit inunctus.
10. Dagobertus primus, filius Clotarii.
11. Ludovicus, filius Dagoberti. Hujus uxor fuit sancta Batildis.
12. Clotarius tertius, filius Ludovici.
13. Theodoricus, frater Clotarii tertii.
14. Hyldericus, frater Theodorici, eo abjecto. Sed, interfecto Hylderico, Theodoricus regno fuit restitutus. Sub isto passus est beatus Leodegarius martir.
15. Clodoveus, filius Theodorici.
16. Hyldebertus, frater Clodovei.
17. Dagobertus minor, filius Hylderici. Franci tamen Chilpericum statuerunt regem, qui prius Daniel vocabatur.
18. Theodoricus, Dagoberti minoris filius.
19. Hyldericus Insensatus, Theodorici filius. Filius istius non regnavit, sed in persona istius defecit regnum.
20. Pipinus, alienigena, filius Karoli Martelli, regnavit auctoritate apostolica et Francorum electione.
21. Karolus Magnus, filius Pipini.
22. Ludovicus, filius Karoli, qui dictus est Pius.
23. Lotharius, filius Ludovici Pii.
24. Karolus Calvus, Lotharii frater et filius Ludovici Pii.
25. Ludovicus Balbus, filius Karoli Calvi.
26. Odo, filius Roberti, comitis Andegavorum, qui dictus est Alienus, regnavit annis IX.
27. Karolus Simplex, filius Ludovici Balbi, regnavit post.
28. Ludovicus, filius Karoli Simplicis.
29. Lotharius, filius Ludovici.
30. Ludovicus, filius Lotharii.
31. Hugo Chapet, comes Parisiensis, regnum sibi usurpavit.
32. Robertus, filius Hugonis.
33. Henricus, filius Roberti.
34. Philippus, filius Henrici.
35. Ludovicus Grossus, filius Philippi. Philippus a porco interfectus, filius Ludovici.
36. Ludovicus, frater Philippi.
37. Philippus de Gonessa, filius Ludovici.
38. Ludovicus, filius Philippi et maritus Blanche, oriunde de Hispania.
39. Ludovicus, filius Ludovici et Blanche.

XLIII.

Mart. 1248. De sacro igne et lampadibus et rotis cereorum.

Omnibus presentes litteras inspecturis, L. decanus totumque capitulum Parisiense, salutem in Domino. Cum ecclesia nostra, in parte anteriori, qua egri e morbo, qui ignis sacer Beate Marie nuncupatur vulgariter, laborantes, ac angustias alias patientes, reponi consueverunt, expectantes consolationem Patris et Filii ac Spiritus Sancti Paracliti, intercedente gloriosissima virgine Maria, matre ejusdem Salvatoris, frequenter ac miraculose more solito infundente, fulgente claritate inextinguibili, in presenti luce careat temporali; nosque unanimi voluntate ordinaverimus, in honore omnipotentis Dei et felicissime matris ejus, in eodem loco statuere, ex nunc et in futurum, sex lampades, que de nocte non solum pauperibus infirmis, sed etiam ex splendore sui luminis toti ecclesie, saltim partibus anterioribus, ministrabunt, necnon et duas rotas ferreas, quarum rotarum quelibet habebit centum cereos in festo Purificationis beate Marie virginis, qui illuminabunt ecclesiam in dicto festo beate Marie, in matutinis. Ad quarum institutionem piam et conservationem perpetuam, vir venerabilis Petrus Juvenis, concanonicus noster, centum libras Parisienses in elemosinam nobis contulit et concessit ad emendos redditus, ad opus tam pium vel alias ad faciendam ecclesie nostre utilitatem [1]. Propter que nos, ad ea in posterum facienda, eidem domino Petro, per nostras patentes litteras, obligamus. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, mense martio.

XLIV.

[illegible] Notitia de duobus lampadariis argenteis amissis in capicio, restitutis per episcopum, et quod episcopus tenetur ad custodiam rerum ecclesie existencium in capicio.

Cum inter decanum et capitulum Parisiense, ex una parte, et venerabilem patrem Stephanum, episcopum Parisiensem, ex altera, orta esset

[1] Præterea, ex alia charta in Magno Pastorali inscripta, p. 1 et 664, patet omnes canonicos teneri, ad hoc pium opus sustinendum et conservandum, de viginti solidis Parisiensibus inter vivos dandis, vel testamento legandis.

materia questionis super hoc, quod ipsi decanus et capitulum dicebant ornamenta, vasa, et alias res ecclesie Parisiensis, existentia sive existentes in capicio ecclesie Parisiensis, pertinere ad custodiam ipsius episcopi: et ideo, cum nuper, de sex lampadariis argenteis existentibus in dicto capicio, duo lampadaria argentea amissa seu subtracta fuissent, peterent ipsi decanus et capitulum, ut dictus episcopus dicta duo lampadaria redderet aut reddi faceret; tandem super hoc compromissum fuit hinc inde in magistrum G. de Valle Grignosa, subdecanum Carnotensem, et Garnerum, archidiaconum ecclesie Parisiensis, tertio nominato, si discordes essent, scilicet Petro, precentore Senonensi. Qui subdecanus et archidiaconus concorditer pronunciaverunt in capitulo et pronunciando decreverunt, ut idem episcopus dicta duo lampadaria reddat seu reddi faciat. Actum in capitulo Parisiensi, anno Domini millesimo ducentesimo LX° octavo, die jovis ante Epiphaniam Domini.

XLV.

Qualiter debent institui prepositi prebendariorum canonici, et qualiter debent visitare loca et facere in villis ubi prebendas recipiunt canonici.

Universis, *etc.* G.[1] decanus et capitulum Parisiense, considerantes Parisiensem ecclesiam circa custodiam et exercitium justicie secularis terre ipsius ecclesie dampnum pati non modicum et etiam lesionem: provida super hoc deliberatione habita, timentes ne processu temporis ipsa Parisiensis ecclesia jacturam incurreret et irrecuperabile detrimentum; de bonorum consilio, nostre ecclesie utilitate pensata, ordinamus atque statuimus, in hac presenti partitione prebendarum, ut prebendarii singulorum locorum, pro justitia tenenda, conservanda et defendenda et exercenda in locis illis, unum eligant et statuant de se ipsis presentibus, qui justitiam secularem teneat, conservet, defendat et exerceat : tali modo, quod proventus et exitus justitie vendi non poterunt, nec ad firmam seu ad admodiationem concedi. Omne autem emolimentum proveniens ratione justitie commune erit prebendariis ipsorum locorum in Parisiensi ecclesia residentibus. Si vero prebendarii ipsorum locorum unum de se ipsis pro custodienda, conservanda

[1] Gaufridus de Pontchevron

defendenda et tenenda justitia infra mensem non statuerent, nos ad hoc unum sive canonicum seu alium eligemus et instituemus. Ille autem, sit a prebendariis vel a nobis institutus, expensas quas faciet eundo ad loca illa, certis vicibus inferius expressis, pro justitia tenenda, conservanda, defendenda et exercenda, ac morando et redeundo, expensas habebit de emolimento seu proventibus justitie; et residuum inter canonicos residentes distribuetur. Si vero emolimentum sive proventus justitie non sufficerent ad solutionem hujusmodi expensarum, prebendarii locorum defectum supplebunt de suo. Capitulum tamen expensas solvet in casibus in quibus ad capitulum emolumentum pertinet, dum tamen ille sit electus vel substitutus a capitulo, quoad ea que ad capitulum pertinent fuerit destinatus. Ut autem illi qui ad hujusmodi justitiam tenendam, conservandam et exercendam, ut premissum est, fuerunt instituti, ad visitandam terram ecclesie Parisiensis, et ad revocanda, reformanda et corrigenda que correctione, revocatione et reformatione indiguerint, facilius alliciantur et etiam inclinentur, ordinamus et statuimus quod de Vernoto, de Liricantu, de Corberosa, de Spedona terrarum custodes sive prepositi sexcies in anno dicta loca visitabunt, et singulis vicibus sex dies habebunt eundo, redeundo et morando, in quibus distributiones ecclesie Parisiensis diuturnas et nocturnas percipient, preter expensas predictas. Custodes vero justitie sive prepositi de Ytevilla, de Andresiaco, de Mintriaco et de Moriaco et de Boseto hoc idem facient quater in anno, et per quatuor dies singulis vicibus distributiones habebunt. Custodes autem justitie sive prepositi de Orliaco, de Civilliaco, de Castaneto, de Balneolis, de Succiaco bis in anno loca hujusmodi visitabunt, et per duos dies singulis vicibus distributiones ecclesie percipient et habebunt. Si vero pluries dicta loca oportuerit visitari, expensas de emolimento justitie, si sufficiat, vel si non sufficiat de bonis prebendariorum, si tamen prebendarii ultra vices pretaxatas consentiant, percipient: sed distributiones ecclesie non habebunt. Preterea adicimus ut, si custos seu prepositus alicujus loci, pro aliquo casu, indiguerit consilio seu presentia prebendarii seu prebendariorum suorum, ille comprebendarius seu comprebendarii, ad requisitionem custodis seu prepositi predicti, ad locum tenebuntur accedere in expensis communibus ipsorum prebendariorum, seu ex

expensis capituli, si pro casu tangente capitulum fuerint destinati : et nichilominus habebunt distributiones ecclesie in singulis locis, juxta locorum et dierum numerum pretaxatum. Canonici vero, si ad dicta loca personaliter non accesserint, distributiones ecclesie non habebunt. In cujus rei testimonium, *etc.* Actum anno Domini MCCLX° octavo, die veneris post Purificationem beate Virginis.

XLVI.

Nomina antistitum Parisiensium

Nomina episcoporum Parisiensium

1. Sanctus Dyonisius, Parisiensis episcopus.
2. Mallo episcopus.
3. Massus episcopus.
4. Marcus episcopus.
5. Adventus episcopus.
6. Victurinus episcopus.
7. Paulus episcopus.
8. Prudentius episcopus.
9. Sanctus Marcellus episcopus.
10. Vivianus episcopus.
11. Felix episcopus.
12. Flavianus episcopus.
13. Ursicinus episcopus.
14. Apedinius episcopus.
15. Eraclius episcopus.
16. Probatus episcopus.
17. Amelius episcopus.
18. Lybanus episcopus.
19. Sanctus Germanus episcopus.
20. Ragnemodus episcopus.
21. Eusebius episcopus.
22. Faramodus episcopus.
23. Saphoratus episcopus.
24. Simplicius episcopus.
25. Sanctus Ceraunus episcopus.
26. Leutbertus episcopus.
27. Autbertus episcopus.
28. Sanctus Landericus episcopus.
29. Robertus episcopus.
30. Sygobrandus episcopus.
31. Importunus episcopus.
32. Aglebertus episcopus.
33. Sygofridus episcopus.
34. Turnaldus episcopus.
35. Aldulphus episcopus.
36. Berneharius episcopus.
37. Hugo episcopus.
38. Merseidus episcopus.
39. Fedolius episcopus.
40. Ragnecapdus episcopus.
41. Deodefridus episcopus.
42. Erkanradus episcopus.
43. Ermanfredus episcopus.
44. Ynchadus episcopus.
45. Item Erkanradus episcopus.
46. Eneas episcopus.
47. Angelignus episcopus.
48. Gozlinus episcopus.
49. Anchericus episcopus.
50. Theodulphus episcopus.
51. Fulradus episcopus.
52. Adelelmus episcopus.
53. Galterus episcopus.
54. Albericus episcopus.
55. Constantius episcopus.
56. Garinus episcopus.
57. Lisiardus episcopus.
58. Rainaldus episcopus.
59. Albertus episcopus.
60. Franco episcopus.
61. Imbertus episcopus.
62. Gaufredus episcopus.
63. Guillermus episcopus.

64 Fulco episcopus.
65. Galo episcopus. (Anno Domini MCIIII°. tunc incepit ejus episcopatus.)
66. Girbertus episcopus.
67. Stephanus episcopus.
68. Theobaldus episcopus.
69. Petrus episcopus Lombardus.
70. Mauricius episcopus.
71. Odo episcopus de Soliaco.
72. Petrus episcopus Cambellanus.
73. Guillelmus episcopus Altisiodorensis.
74. Bartholomeus episcopus.
75. Guillelmus episcopus Alvernensis. (MCCXXVIII incepit primo ejus episcopatus.)
76. Galterus de Castro Terrici
77. Reginaldus de Corbolio[1].
78. Stephanus II, 1258.
79. Rainulphus, obiit 1288
80. Simon Matiphas, obiit 1304.
81. Guillelmus IV, obiit 1320.
82. Stephanus III, obiit 1326
83. Hugo II, 1326.
84. Guillelmus V, 1332.
85. Fulco II, 1342.
86. Audonius, 1349.
87. Petrus III.
88. Johannes I.
89. Stephanus IV.
90. Aimericus.

[1] Quæ sequuntur posteriore manu scripta sunt. Reginaldus de Corbolio, electus a. 1250, obiit die sexta junii a. 1268

FINIS TOMI PRIMI.



Notre Dame (Paris) - Cartulaire
(Guérard ed.) v. 1